



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE ET A LA COMMERCIALISATION- EXTENSION OUEST (PROPACOM-OUEST)

Rapport de conception finale

Rapport principal et appendices

Date du document: 31/07/2014

No. du Projet: 1100001590

No. du rapport: 3545-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Équivalents en monnaie	iii
Poids et mesures	iii
Acronymes	iv
Carte de la zone du Projet	vii
<i>Résumé</i>	viii
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national et développement rural	1
B. Justification	6
II. Description du Projet	8
A. Zone d'intervention et groupe cible	8
B. Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact	12
C. Additionnalité de l'ASAP	13
D. Composantes et résultats	13
Composante 1: Amélioration durable de la production agricole	13
Composante 2: Valorisation et mise en marché des produits agricoles	21
Composante 3: Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs	23
E. Enseignements tirés et conformité aux politiques du FIDA	24
III. Exécution du Projet	26
A. Approche	26
B. Cadre organisationnel	30
C. Coordination et gestion	31
D. Partenariats	33
E. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	34
F. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	35
G. Supervision	36
H. Identification et atténuation des risques	36
IV. Coûts, financement, avantages et durabilité du Projet	38
A. Coûts du Projet	38
B. Financement du Projet	38
C. Résumé des avantages et analyse économique	39
D. Durabilité	41

Annexes

- Annexe 1: Antécédents du pays et contexte rural
- Annexe 2: Pauvreté, ciblage et genre
- Annexe 3: Performance du pays et enseignements tirés
- Annexe 4: Description détaillée du Projet
- Annexe 5: Coordination, SE et gestion des savoirs
- Annexe 6: Planification, suivi-évaluation et apprentissage et gestion des savoirs
- Annexe 7: Gestion financière et dispositifs de décaissement
- Annexe 8: Passation des marchés
- Annexe 9: Coût et financement du Projet
- Annexe 10: Analyse financière et économique
- Annexe 11: Manuel d'exécution du Projet - Version préliminaire
- Annexe 12: Respect des politiques du FIDA
- Annexe 13: Teneur du fichier "cycle de vie" du Projet

Équivalents en monnaie

Unité monétaire	= \$US
1,0 \$US	= 500 FCFA

Poids et mesures

1 kilogramme	=	1 000 g
1 000 kg	=	2,204 livres
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 mètre	=	1,09 yards
1 mètre carré	=	10.76 pieds carrés
1 acre	=	0,405 hectare
1 hectare	=	2,47 acres

Acronymes

ADCVI	Association pour le développement des cultures vivrières intensives
AEMET	Agence espagnole de météorologie
AFD	Agence française de développement
AG	Assemblée générale
AGEROUTE	Agence de gestion des routes
AMRT	Atelier mensuel de revue de technologie
ANADER	Agence nationale de développement rural
ANASEMCI	Association nationale des semenciers de Côte d'Ivoire
ANARIZ-CI	Association nationale des riziculteurs de Côte d'Ivoire
ANOPACI	Association nationale des organisations agricoles de Côte d'Ivoire
ASAP	Adaptation de la petite agriculture au changement climatique
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
BNETD	Bureau national d'études techniques et de développement
BOAD	Banque ouest africaine de développement
C2D	Contrat de désendettement
CA	Conseil d'administration
CC	Changement climatique
CCNUCC	Convention cadre des nations unies sur le changement climatique
CEDEAO	Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
CEP	Champ école paysan
CGA	Comité de gestion des aménagements
CIRAD	Centre international de recherche agronomique pour le développement
CI-PAST	Programme d'ajustement du secteur des transports en Côte d'Ivoire
CNO	Centre Nord et Ouest
CNOS	Comité national d'orientation stratégique
CNRA	Centre national de recherche agronomique
CP	Comité de pilotage
CODERIZ	Coopérative départementale de riziculteurs
COSOP	Country Strategic Opportunities Paper/ Options stratégiques pour le programme
CRC	Comité Régional de Concertation
CSRS	Centre suisse de recherche scientifique
CTR	Comité technique régional
DDA	Direction départementale de l'agriculture
DEP	Direction de l'Évaluation et des Projets
DECOP	Direction de l'évaluation et du contrôle des projets
DGE	Direction générale de l'environnement
DMN	Direction de la météorologie nationale
DMP	Direction des marchés publics
DPPF	Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREG	Direction régionale
DRIE	Direction régionale des infrastructures économiques
DRMP	Direction régionale des marchés publics
DRTCP	Direction régionale du trésor et de la comptabilité publique
DSDI	Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DT	Document de travail
EPDI	Etude du plan de développement de l'irrigation

ESOP	Entreprise de service et organisation de producteurs
ESSN	Note d'impact sur l'environnement
ETP	Evapotranspiration potentielle
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FFPM	Forces, faiblesses, possibilités, menaces
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIRCA	Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GDTE	Gestion durable des terres et de l'eau
GIE	Groupement d'intérêt économique
GIZ	Coopération internationale allemande
GVC	Groupement à vocation coopérative
HIMO	Haute intensité de main-d'œuvre
IDH	Indice de développement humain
IF	Institution financière
IMF	Institution de microfinance
INS	Institut national des statistiques
MEF	Ministère de l'économie et des finances
METAGRI	Météorologie agricole
MIE	Ministère des infrastructures économiques
MINAGRI	Ministère de l'agriculture
MINEF	Ministère des eaux et forêts
MINESUDD	Ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable
MPD	Ministère du plan et du développement
MSPF	Ministère de la solidarité et de la promotion de la femme
OCPV	Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers
OMM	Organisation mondiale de la météorologie
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONDR	Office national pour le développement du riz
OP	Organisation paysanne
OPA	Organisation professionnelle agricole
PACCS	Programme spécifique d'adaptation au changement climatique et de stabilisation des bases de vie des populations
PAM	Programme alimentaire mondial
PAM/PBF	Projet bas-fonds du PAM
PAPR	Programme d'appui à la production de riz
PARFACI	Projet d'accélération de la relance des filières agricoles
PDDA	Plan directeur de développement agricole
PDEMUR	Programme de développement économique en milieu rural
PDK	Projet Dabakala-Katiola
PDRZ	Projet de développement rural dans la région du Zanzan
PFE	Prise au fil de l'eau
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PND	Plan national de développement
PNGTR	Programme national de gestion des terroirs
PNIA	Plan national d'investissement agricole
PNR	Programme national riz
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement

PPAO	Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest
PPMS	Projet d'appui aux petits producteurs maraîchers des régions de savanes
PPP	Partenariat public privé
PSTE	Pays pauvres très endettés
PRC	Plateforme Régionale de Coordination
PRAREP	Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté
PRODEMIR	Programme de développement économique en milieu rural
PROPACOM	Programme d'appui à la production agricole et à la commercialisation
PTBA	Plan de travail et budget annuel
PTF	Partenaire technique et financier
PURRAR	Projet d'urgence de réhabilitation et de relance des activités rizicoles dans les régions des Montagnes et Cavally (financement BOAD)
QE	Quality Enhancement
RCPMI	Regional cassava processing and marketing initiative
RGPH	Recensement général de la population humaine
S-E	Suivi-évaluation
SGE	Soja graine entière
SIG	Système d'information géographique
SIGFIP	Système intégré de gestion des finances publiques
SIM	Systèmes d'informations sur les marchés
SODEFOR	Société de développement des forêts
SODEXAM	Société d'exploitation et de développement aéroportuaire aéronautique et météorologique
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
TRIE	Taux de rentabilité interne économique
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UGP	Unité de gestion du programme
UCP	Unité de coordination du Projet
UE	Union européenne
USD	Dollar des Etats-Unis
ZAE	Zone agro-écologique

Carte de la zone du Projet

Côte d'Ivoire

Zones d'intervention du PROPACOM Extension



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 14-01-2014

Résumé¹

1. *Le Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation dans les Régions Ouest de la Côte d'Ivoire (PROPACOM-Ouest) est une extension et une adaptation à l'Ouest, des actions en appui à la profession agricole et au développement des produits agricoles vivriers mises en œuvre par le PROPACOM en cours depuis mai 2013 dans le Centre-Nord, le Nord et le Nord-Est du pays.*
2. *Le PROPACOM intervient dans un contexte où la Côte d'Ivoire renoue avec la relance de son économie après une dizaine d'années de crise sociopolitique. La zone Ouest, épicerie du nouveau Projet, a plus durement ressenti les effets de cette crise qui a eu pour conséquence, le recul net de la production vivrière, l'arrêt des activités des projets de développement, l'inactivité des services techniques d'appui, etc. Les quelques appuis fournis durant cette période ont été apportés par des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) qui ont plutôt privilégié les aspects sociaux et humanitaires, comme l'exigeait la situation.*
3. *Depuis la relance des activités économiques, et plus particulièrement dans le domaine de la production vivrière qui reste vitale pour les populations rurales, le gouvernement a engagé de nombreuses actions au cours des trois dernières années pour accompagner la reprise économique dans les zones rurales. Mais, il faut souligner que la profondeur de la dégradation du tissu économique, causée par la crise et l'ampleur des besoins nés à la suite de la reprise sont telles que, la demande d'appui et d'accompagnement des populations rurales demeure importante. Des résultats sensibles sur la production commencent à se faire sentir mais les petits producteurs engagés dans la production vivrière restent confrontés à de nombreuses contraintes (accès aux intrants de qualité, au crédit, aux technologies adaptées, etc.). Ces contraintes, pratiquement les mêmes que celles identifiées au moment de la préparation du PROPACOM en cours, restent d'actualité.*
4. *La zone du Projet se caractérise par une forte densité de la population, une forte affluence de personnes en retour d'exil et une demande urbaine en produits alimentaires de plus en plus marquée. Or, dans toute la zone, l'accès aux facteurs de production, à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés reste limité. En outre, le travail reste pénible et le niveau et la qualité de la conservation et la transformation des produits très faible, entraînant des pertes post-récolte importantes et une commercialisation limitée.*
5. *Le PROPACOM-Ouest, l'un des tous premiers grands projets venant en appui aux activités de production vivrière et aux OPA de la zone depuis la fin de la crise, se propose de contribuer à remédier à ces contraintes en mettant l'accent sur (i) l'accès aux facteurs de production et aux services; (ii) l'adaptation au changement climatique (CC), (iii) la réhabilitation, le développement, et la pérennisation des infrastructures productives, (iv) les opérations post-récolte (stockage, transformation, commercialisation), (v) l'appui à l'autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des organisations de producteurs appelées à devenir les acteurs centraux et non plus les bénéficiaires des projets et programmes de développement ainsi que (vi) l'accès à des produits financiers adaptés aux besoins des OPA.*
6. *Il est par ailleurs aujourd'hui admis que des perturbations du climat et leurs répercussions sont perceptibles sur les exploitations agricoles en Côte d'Ivoire. Selon le modèle climatique prévisionnel*

¹ La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de programme pays et chef de mission; (ii) M. Amadou Oury Diallo, Chef de mission technique; (iii) M. Roberto Longo, Conseiller technique chargé des organisations professionnelles; (iv) M. Naoufel Telahigue, Spécialiste en questions environnementale et en adaptation au changement climatique; (v) Mme Yamina Cherrou, Spécialiste en adaptation au changement climatique; (vi) M. Samir Bejaoui, Chargé de programme associé et spécialiste en suivi évaluation et gestion des connaissances; (vii) M. Pierre Baris, Spécialiste en activités post récoltes; (viii) M. Abdoulaye Mohamadine Dicko, Ingénieur en génie rural; (ix) Mme Corinne Riquet, Spécialiste en finance rurale; (x) M. Georges Libois, Agronome; (xi) Mme Fanny Grandval, spécialiste en organisations professionnelles; (xii) Mme Odile Sarassoro, Point Focal FIDA en Côte d'Ivoire et spécialiste en institutions; (xiii) Mme Liza Traniello, Assistante de direction, TCIA; (xiv) M. Kouame Kouassi Konan, Sous-directeur du contrôle et des projets; (xv) Mme Jeannine Adjoua, Chargée d'étude à la DPPF; (xvi) M. Sekou Diaby, Chargé d'étude au Ministère d'Etat, Ministère du plan et du Développement, et (xvii) M. Aristide Kone, Assistant au Coordonnateur du Programme National de Changement Climatique.

le plus probable dans les prochaines décennies, le pays fera l'objet d'une diminution de la pluviométrie dans l'ensemble de la zone de savane et une augmentation au Sud-Ouest du pays. Les prévisions des effets du CC² sur les rendements des principales cultures vivrières (riz, maïs, igname et manioc)³ sont: (i) une perte de 5-25% des rendements en riz pluvial dans la zone de savane et de transition surtout dans les régions de la Vallée du Bandama, Zanzan et Worodougou; et (ii) une diminution de 5-25% des rendements en maïs dans l'ensemble de la zone d'intervention du Programme PROPACOM. Par ailleurs, les analyses insistent sur l'augmentation dans le futur de la fréquence et de l'amplitude des aléas climatiques tels que probablement les sécheresses dans la zone de savane et les inondations dans la zone Nord-Ouest (Odienné) et la zone Ouest montagneuse. Les conséquences immédiates sur les exploitations agricoles se traduisent par: (i) une perturbation du calendrier agricole dans l'ensemble de la zone du Projet, touchant principalement les spéculations vivrières en régime pluvial; (ii) un décalage de la saison des pluies – plus accentué à l'Ouest - causant une mauvaise distribution de l'eau et engendrant des problèmes d'évacuation au niveau des bas-fonds; (iii) une durée de la saison culturale raccourcie et une quantité de pluie en régression surtout dans le Nord et la zone des Savanes; et (iv) une plus forte incidence de l'harmattan qui assèche les sols et la végétation, notamment suite à la dégradation du couvert végétale.

7. A ces effets du climat s'ajoute un niveau de dégradation avancé des sols (érosion, faible matière organique et niveau drainage) notamment dans le District des Montagnes, le District de Zanzan et dans la bande extrême Nord du Pays. Le PROPACOM, dont l'extension à la zone Ouest fait l'objet de la présente formulation, se propose d'intégrer, de façon transversale dans ses composantes, les enjeux imposés par les CC et la dégradation des écosystèmes aussi bien dans la zone ouest que dans les régions du PROPACOM actuel.⁴.

Zone d'intervention, ciblage et genre

8. Le Projet interviendra dans six régions appartenant à trois districts: (i) Les Régions du Kabadougou et du Folon dans le District du Denguélé; (ii) les Régions du Bafing, du Worodougou et du Béré dans le District de Woroba; et (iii) la Région de Tonkpi (pas les Régions de Cavally et Guémon) dans le District des Montagnes.

9. Doté d'une stratégie de ciblage inclusive et participative qui réplique le mécanisme actuellement en place régi par les Comités Régionaux de Concertation⁵ (CRC), le PROPACOM-Ouest se distingue des projets précédents financés par le FIDA en Côte d'Ivoire en raison du fait qu'il met les Organisations professionnelles agricoles (OPA)⁶ au cœur de ses interventions dans les filières riz, maïs, manioc et maraîchage. Au niveau de la base, le PROPACOM-Ouest s'appuiera sur le ciblage direct en visant en priorité (i) les producteurs rizicoles et maraîchers organisés autour des bas-fonds qui seront réhabilités ou aménagés par le Projet; (ii) les OPA vivrières mixtes spécialisées dans les filières porteuses en fonction des régions d'intervention (bénéficiant d'un marché potentiel et d'un dynamisme des acteurs de l'aval des filières par exemple); (iii) les OPA vivrières des zones géographiques où le Projet pourra intervenir en complémentarité d'appuis en cours ou en valorisation

² Selon le modèle CSIRO Mark 3.

³ Il n'existe pas de données disponibles pour les cultures d'igname et de manioc.

⁴ Pour faciliter la compréhension et éviter toute confusion entre le Programme PROPACOM (qui fédère les deux Projets) et le Projet PROPACOM en cours d'exécution, ce dernier prendra, dans le texte, la dénomination de PROPACOM actuel/en cours. Le terme PROGRAMME sera utilisé toutes les fois qu'il sera fait référence à l'ensemble des deux Projets, c'est-à-dire PROPACOM et PROPACOM-Ouest.

⁵ Les Cadres régionaux de concertation ont été créés par décret du 4 juin 2013 dans le cadre des projets FIDA en Côte d'Ivoire et seront répliqués dans la zone du PROPACOM- Ouest avec comme tâche principale la sélection des micro-projets qui bénéficieront des appuis du Projet.

⁶ Une Organisation professionnelle agricole (OPA) est un groupement de personnes physiques ou morales à vocation agricole dont les membres sont organisés depuis la base pour fournir des biens et services à leurs membres et défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et des tiers. La dénomination d'OPA inclut ainsi : (1) des Organisations de producteurs (OP) structurées à différents niveaux (groupements de producteurs, associations et unions de producteurs, coopératives agricoles, fédérations, confédérations, syndicats) qui peuvent assurer des fonctions de production, commercialisation des produits agricoles allant jusqu'au plaidoyer; (2) des organisations rassemblant en aval de la production, les autres acteurs des filières, tels que les groupements et associations de transformateurs, de commerçants. Le terme OPA sera utilisé pour désigner l'ensemble de ces acteurs.

d'appuis précédents d'autres bailleurs; et (iv) les OPA intervenant en aval de la production (transformation et commercialisation). Un mécanisme d'auto-ciblage technique s'appuiera sur la nature des aménagements choisis. Un auto-ciblage socio-économique sera réalisé à travers l'appui à l'autonomisation des organisations paysannes dans une optique de professionnalisation.

10. Le Projet adjoindra également à sa stratégie de ciblage, un critère de vulnérabilité au changement climatique, en identifiant les populations les plus pauvres qui sont souvent celles qui n'ont pas d'autres alternatives que de mobiliser les ressources naturelles pour dégager des revenus ou étendre les cultures sur les zones marginales suite à l'appauvrissement de leurs terres cultivables.

11. Comme pour le PROPACOM en cours, la stratégie genre sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du Projet. Elle sera ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des régions ciblées. Au niveau des OPA de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur l'animation pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance, ainsi que la formation des leaders féminins.

12. L'approche d'appui aux OPA sera basée sur les principes suivants: (i) le "Plan d'affaire": tout appui aux OPA sera conduit sur la base d'un plan d'affaire développé sur la durée totale du Projet et élaboré par l'OPA avec l'appui des services d'appuis afin de garantir la durabilité des interventions; (ii) "Responsabilisation des OPA": l'appropriation progressive par les OPA appuyées des services de gestion, de fourniture de services et de développement de l'OPA devra constituer un objectif à atteindre dans le processus de développement et de structuration des OPA; cette responsabilisation se fera via des contrats tripartites entre l'OPA, le Projet et les prestataires de services; (iii) "Bancarisation des OPA": afin de faciliter l'accès des OPA et leurs membres aux services financiers, en particulier au crédit pour le financement des campagnes agricoles et des équipements de production et de transformation, le Projet facilitera l'établissement de partenariat avec une ou plusieurs institutions financières (IF); (iv) "Contractualisation": celle-ci constituera l'un des principes fondateurs sur lesquels se basera l'essentiel du développement des activités économiques des OPA. La contractualisation s'établira avec les autres acteurs des filières vivrières ciblées: transformateurs, commerçants, fournisseurs d'intrants et autres prestataires de services. A ces principes de base s'ajoutent ceux plus classiques de: (v) "approche par la demande" qui consiste à intervenir en réponse à une demande expresse des porteurs d'initiatives; (vi) le financement des microprojets relevant essentiellement du secteur privé local; (vii) le principe du "faire faire" qui privilégie la contractualisation avec des prestataires publics et privés pour la fourniture de services (formation, conseil, accompagnement, structuration); (viii) la prise en compte des diversités régionales; et (ix) l'organisation de toutes les interventions en fonction de la distribution régionale des OPA.

L'objectif du Projet

13. L'objectif général du Projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et de stimuler la croissance économique dans les régions du Tonpki, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré. Son objectif de développement est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés tout en assurant leur résilience au changement climatique. L'ASAP à travers ses interventions complètera trois résultats du PROPACOM: (i) l'utilisation de technologies de gestion durable des terres et de l'eau (GDTE) et d'agriculture de conservation améliorent la résilience des systèmes de production aux changements climatiques; (ii) les aménagements hydro-agricoles améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques; et (iii) les stratégies de développement nationales et locales intègrent les besoins d'adaptation des petits producteurs agricoles, la bonne gouvernance environnementale et des ressources naturelles grâce à l'accès à des informations de qualité sur le changement climatique.

14. **Composante 1: Amélioration durable de la production agricole** (39,5 millions USD soit 66% du coût total du Projet), organisée en trois sous-composantes: i) appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement; ii) accès aux facteurs de production; et iii) accès au financement rural.

15. Sous-composante 1.1: Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement. La sous-composante qui vise une meilleure structuration et autonomisation des organisations de producteurs comprendra de l'appui institutionnel aux OPA et de l'appui au développement économique. Au titre de l'appui institutionnel aux OPA qui sont la porte d'entrée du Projet, les actions concerneront: (i) l'appui à la formalisation juridique et à la structuration; la formation en vie associative, en gestion coopérative et en gouvernance des OPA de type groupement; (ii) le renforcement des capacités de gestion interne des OPA de type union et en gestion administrative et financière; (iii) l'alphabétisation fonctionnelle pour toutes les OPA appuyées; et (v) le suivi-évaluation de leurs performances (une évaluation tous les 2 ans). Un total de 578 OPA de type "groupement" et 15 OPA de type "union" seront concernées par les appuis du Projet (via un ciblage direct et indirect). L'appui économique quant à lui portera sur (i) le développement de la culture de « plan d'affaire »; l'amélioration de la gestion des services économiques; (ii) la définition des systèmes de mise en place du crédit intrants et de gestion des équipements au sein de l'OPA; (iii) l'appui à l'accès aux crédits équipements; et (iv) l'organisation de visites d'échanges, etc.

16. Sous-composante 1.2: Accès aux facteurs de production. Elle intègre des actions complémentaires concourant, d'une part, à l'amélioration durable de la productivité et de la production agricole et d'autre part, à la résilience des agro-écosystèmes aux changements climatiques (Appendice 1 et 2, Annexe 4). Elle comprend: (i) l'accès aux facteurs de production tels que les semences sélectionnées, les engrais et produits phytosanitaires par la mise en place d'un mécanisme de crédit intrants à reconstituer sur la base d'une dotation unique, la mécanisation agricole (labour et récolte, décorticage) et l'appui conseil. Le conseil agricole s'assurera qu'une étroite collaboration soit établie entre le CNRA, les prestataires de vulgarisation et les OP et groupements; ce qui permettra l'adaptation des préconisations techniques aux besoins spécifiques des paysans et aux contraintes et potentialités de chaque ZAE et des systèmes de production; et (ii) la réhabilitation et l'aménagement de bas-fonds (2 300 ha au total) et de petits périmètres maraîchers (80 ha). L'ASAP contribuera à cette sous-composante en appuyant: (i) la mise en place de systèmes de production agro-écologiques durables et résilients au changement climatique; (ii) la fourniture de conseils adaptés aux risques climatiques; (iii) le reboisement communautaire et la création de revenus connexes; et (iii) la prise en compte des contraintes climatiques dans les aménagements de bas-fonds (drainage). Des actions complémentaires de réduction de la vulnérabilité des producteurs et des écosystèmes au changement climatique sont également prévues dans cette sous-composante. Des activités liées au changement climatique seront développées et porteront sur: (i) la réalisation de diagnostics rapides participatifs par zone agro-écologique (ZAE) afin de déterminer les principales contraintes rencontrées et les technologies à tester; (ii) la mise en place de parcelles d'essais en milieu paysan; (iii) la formation de formateurs par le CNRA pour les agents de vulgarisation de l'opérateur spécialisé, de l'ANADER, des eaux et forêts et les OPA/paysans leaders; (iv) la diffusion des modèles les plus performants et résilients au changement climatique; (v) le diagnostic des besoins en bois-énergie dans chacune des zones d'intervention; (vii) l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques des plantations; et (viii) le suivi de la gestion collective des ressources issues des plantations (maintenance et commercialisation; etc.).

17. Sous-composante 1.3: Accès au financement rural. Le Projet mettra en place un mécanisme transitoire constitué d'un fonds pour l'acquisition d'intrants agricoles (engrais et produits phytosanitaires) pour une seule campagne agricole au bénéfice des OPA. Cette dotation unique, qui couvrira 40% des besoins des superficies à emblaver, sera reconstituée auprès d'une institution financière partenaire auprès de laquelle le financement sera domicilié (Annexe5). Le paiement des fournisseurs sera effectué à partir des comptes des OPA auprès des institutions financières (IF). Pour les équipements à financer sur le moyen terme, le Projet mettra en place un dispositif de financement

tripartite (Projet, OPA porteuse et institution de financement). Le Projet apportera une contribution de 30% du coût total des équipements. La contribution des bénéficiaires sera à hauteur de 10%⁷ du coût total des équipements. Le reste (60%) proviendra d'un emprunt de l'OPA auprès d'une institution financière partenaire. Un mécanisme de partage des risques (MPR) pour les crédits équipements (des OPA, des privés et le fonds de roulement des mini-rizeries) couvrant 50% des impayés éventuels en principal et intérêt après réalisation de la garantie sera mis en place. Ce mécanisme bénéficierait aux banques partenaires et à d'autres IF. Cette approche de subvention partielle se justifie par le fait que: (i) la zone sort de crise, (ii) les exploitations sont décapitalisées et les ménages démunis, (iii) les Institutions financières (IF) sont peu présentes dans la région et peu intéressées à intervenir dans le secteur agricole, (iv) qu'il est nécessaire en raison de tout ce contexte, de mettre en place un mécanisme transitoire et exceptionnel pour enclencher un processus de relance et de normalisation des activités économiques dans la région. Il est attendu que ces actions combinées avec la structuration des OPA, au développement au niveau de celles-ci de la culture de plan d'affaires, à l'appui technique dans la mise en œuvre des activités, et au développement des relations contractuelles entre les différents acteurs contribuent à améliorer rapidement la situation des petits producteurs.

18. Le Projet signera une convention de partenariat avec les IF partenaires afin de faciliter leur engagement dans le financement des filières vivrières dans sa zone d'intervention. Dans ce cadre, le Projet fournira les appuis suivants: a) couverture partielle et dégressive des charges liées aux agents de crédit pour le suivi de proximité; b) mise à disposition d'une moto par IF concernée pour les déplacements de l'agent de crédit pour le suivi de proximité; c) une assistance technique ponctuelle pour les accompagner dans l'introduction de produits innovants, et former les agents de crédit et gérants de caisses, ainsi que le personnel de la Direction de l'exploitation à l'analyse des besoins de financement des filières vivrières et à l'analyse des risques. Ces dispositions se justifient par la faiblesse des OPA, la faiblesse de l'offre de services financiers, le besoin important d'appui et de financement des OPA dans un contexte de post-crise et de relance des activités économiques.

19. **Composante 2: Valorisation et mise en marché des produits agricoles** (13,58 millions USD, soit 23% du coût total du Projet). L'objectif des activités post-récolte sera de maximiser les revenus des producteurs en valorisant les produits commercialisés par l'amélioration des conditions de stockage, de transformation et de commercialisation. Cette composante est organisée en deux sous-composantes: i) Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché et ii) Infrastructures de mise en marché.

20. Sous-composante 2.1: Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché. La porte d'entrée pour les activités de cette composante sera la qualité des produits commercialisés pour profiter au mieux des opportunités de marché. Ceci suppose la structuration et l'organisation des acteurs de l'aval de la filière, leur bancarisation, et la contractualisation des transactions en prenant en compte les spécificités des filières et les impératifs de professionnalisation des OPA.

21. **Professionnalisation des acteurs post-récolte et accès au marché.** Le Projet apportera des appuis visant à: (i) promouvoir la structuration des acteurs de l'aval des filières (pour les collectrices, le maraichage, les transformateurs et commerçants privés) par des conseils juridiques, la formation en fonctionnement associatif et la bonne gouvernance; (ii) aider et accompagner les OPA dans les exercices de contractualisation et de commercialisation pour profiter des opportunités de marchés pour des produits de qualité; par des aides à la négociation et à la contractualisation entre les différents acteurs des filières et les grands acheteurs (usines pour l'aviculture, brasseries, supermarchés, acheteurs institutionnels...); (iii) promouvoir des contrats entre OPA, collectrices, transformateurs, commerçants et coopératives pour pérenniser les partenariats en vue de la

⁷ Ce niveau de contribution est un minimum, l'OPA peut, en fonction de ses moyens, apporter une part plus importante, réduisant ainsi le montant du prêt à contracter auprès de l'IF.

production d'un riz local et de l'attiéké de qualité; (iv) fournir des informations sur les marchés par la diffusion, par SMS, d'informations sur l'évolution des marchés des principaux produits vivriers et les demandes des grands acheteurs (usine pour alimentation avicole, stocks de sécurité,...); et (v) diffuser des informations sur la normalisation des produits, la définition d'une charte nationale de qualité des céréales, les nouveaux produits financiers, et toute information permettant d'améliorer la compétitivité des filières et dans le dialogue politique avec les autorités. Pour les filières maraîchage, le Projet apportera des appuis en matière de: (i) structuration des maraîchères (dans les bas-fonds aménagés par le Projet) en groupements autour d'associations de caution solidaire pour le crédit et le regroupement des productions; (ii) planification des mises en culture pour étaler la période de commercialisation; et (iii) appui à la contractualisation entre les groupements de maraîchage et les commerçants pour les ventes hors de la zone du piment et du gombo séché.

22. **Accès aux équipements de transformation.** Les appuis du Projet seront diversifiés. Pour le riz, (i) l'équipement des OPA dans certaines zones, avec 50 étuveuses améliorées; (ii) la mise en services de 5 mini-rizeries gérées selon le système ESOP⁸; et (iii) la modernisation du parc des petites décortiqueuses privées grâce à la facilitation de l'accès au crédit⁹. Pour le maïs, les appuis porteront sur la fourniture de (i) 400 bâches de séchage afin que les producteurs puissent maîtriser le degré d'humidité du maïs avant la commercialisation; (ii) 600 petites égraineuses à main pour les femmes; et (iii) 10 égraineuses mécaniques équipées d'unité de vannage pour les coopératives et couplés à 10 mini-tracteurs dans la région de Odienné. Pour le manioc, le Projet fournira: (i) 95 broyeurs et presses au profit des coopératives; (ii) pour la fabrication d'attiéké, le Projet fera la promotion, à travers le schéma de financement tripartite décrit plus haut, de 3 unités de production d'attiéké gérées selon le modèle ESOP. L'appui à la filière maraîchage ne prévoit pas d'acquisition d'équipement de transformation.

23. **Sous-composante 2.2: Infrastructures de mise en marché** vise un double objectif: (i) améliorer l'accessibilité des sites à aménager pour l'évacuation des productions vers les villages et faciliter la liaison des zones de production aux marchés ruraux. Les actions porteront sur des travaux d'aménagement de chemins d'accès pour les bas-fonds difficiles d'accès (100 km au total), la réhabilitation des pistes rurales (140 km), et la construction de 7 ponceaux; et (ii) contribuer à une meilleure valorisation des produits agricoles par l'amélioration des conditions de stockage, de conditionnement, de transformation et de mise en marché à travers la construction de: (a) 80 aires de séchage de paddy de 100 m² chacun au niveau des bas-fonds; (b) 30 magasins de stockage de céréales (riz ou maïs) couvrant chacun 100 m² pour une capacité de stockage de 200 tonnes; (c) 20 hangars de conditionnement de produits maraîchers couvrant chacun 100 m²; (d) 30 abris pour des équipements divers de transformation (manioc, maïs), couvrant chacun 100 m²; et (e) la fourniture de 600 bâches pour le séchage du riz pluvial et du maïs.

24. **Composante 3: Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs** (6,62 millions USD, soit 11% du coût total du Projet). Le PROPACOM-Ouest s'inscrit dans le cadre de la mise en place par le Gouvernement et le FIDA, d'un Programme unique et évolutif dénommé Programme d'appui au développement agricole et à la commercialisation (PROPACOM). Ce programme repose sur le PROPACOM en cours et le PROPACOM-Ouest en formulation. Il aura pour tutelle le Ministère de l'agriculture (MINAGRI), partagera le même dispositif de pilotage (qui sera ouvert aux nouveaux acteurs comme les ministères en charge des Eaux et Forêts et de l'Environnement, de l'Industrie et du Commerce), et de coordination et de gestion (UCP). L'UCP comprendra un dispositif à deux niveaux: une coordination générale basée à Bouaké qui sera chargée de la conduite des actions transversales du Programme (gestion fiduciaire globale, suivi-évaluation général, relation avec le

⁸ Une ESOP (Entreprise de Services aux Organisations de Producteurs) est une entité dont les prestations renforcent les acteurs économiques locaux organisés au niveau de leurs revenus et leur structuration. Elle se base sur les principes suivants : logique de marché, interdépendance entre l'ESOP et ses clients, autonomie financière, gestion par les promoteurs et implication des producteurs dans la définition des services, mise en réseau, transparence, contractualisation et respect des engagements

⁹ Le Projet ne subventionnera pas les acquisitions d'équipements privés individuels.

gouvernement et les bailleurs de fonds du Projet, etc.) et les antennes régionales qui seront responsables de la gestion opérationnelle du Programme. Le Programme comptera 5 antennes régionales (Bouaké, Korhogo et Bondoukou pour le PROPACOM¹⁰ et Man et Séguéla pour le PROPACOM-Ouest).

25. Le Projet contribuera au **renforcement des capacités du MINAGRI** à travers un appui institutionnel dans le cadre de la mise en œuvre de la PNIA. Les appuis proposés se feront à travers la Direction Générale de la Planification, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS) et porteront sur le renforcement des capacités des cadres du MINAGRI au niveau central, régional et départemental. Au niveau central, le PROPACOM se concentrera sur deux domaines, à savoir: (i) l'appui à la mise en œuvre de la PNIA, et (ii) l'appui à l'amélioration des connaissances sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments. Tout le personnel cadre des trois directions de la DGPPS (DPPF - Direction de la Planification, de la Programmation et du Financement, DEP - Direction de l'Évaluation et des Projets, DSDI - Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique) bénéficiera d'un programme de renforcement des capacités portant sur: i) l'analyse des politiques agricoles, (ii) les études et analyse de projets y compris l'analyse économique et financière, et (iii) programmation opérationnelle. La DEP bénéficiera en plus, de formation en suivi-évaluation et d'un accompagnement dans la diffusion du manuel de S&E du PNIA et l'informatisation du système de S&E du secteur ainsi que la capitalisation et la diffusion des connaissances. **La Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ)** quant à elle bénéficiera de formations sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments en ciblant les filières appuyées par le Projet. Cette formation sera organisée en partenariat avec le PAM et la Direction compétente du ministère chargé du commerce. Les DRA, les DDA et les leaders des OPA de niveau 2 et plus seront par la suite formés à ces normes en vue d'améliorer leur capacité de commercialisation.

Mise en œuvre

26. L'exécution du Projet, qui adopte l'approche par la demande (qui consiste à intervenir en réponse à une demande expresse des porteurs d'initiatives) se réalisera avec l'appui de deux types d'opérateurs: (i) des partenaires stratégiques et (ii) des prestataires de services contractuels. Les partenaires stratégiques sont ceux qui assurent des fonctions directes de service public ou ceux dont le mandat de service public fait l'objet de loi (ANADER, ONDR, CNRA, DRA). Ils seront chargés, notamment, de l'appui-conseil dans la mesure où leurs effectifs le permettent, de l'appui aux OPA en matière de structuration de la demande commune de services, de la fourniture du matériel végétal de base à multiplier, du suivi de la réalisation des activités, de l'évaluation du travail des prestataires, de la diffusion de l'information, etc. Les prestataires de services privés seront chargés de la fourniture de tous les autres biens et services. Ils seront recrutés sur une base compétitive et liés au Projet par des contrats annuels de performance et seront responsables non seulement de l'exécution des travaux qui leur seront confiés mais aussi de la collecte des indicateurs de réalisation.

Coûts et financement

27. Les coûts totaux du Projet, sur une période de 6 ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et financiers, s'élèvent à 29,85 milliards de FCFA, équivalent à 59,70 millions de \$US (FIDA 17,44 milliards de FCFA (34,90 millions de \$US) dont 50% sous forme de don; le Programme d'adaptation de la petite agriculture paysanne (ASAP), 3,5 milliards de FCFA (7 millions de \$US) et l'OFID pour 5 milliards de FCFA (10 millions de \$US). Les coûts de base sont de 26,40 milliards de FCA (52,79 millions \$US). Les provisions pour imprévus physiques et financiers s'élèvent respectivement à 0,50 milliards de FCFA (1,00 millions \$US) et 2,95 milliards de FCFA (5,90 millions \$US). Les taxes y sont incluses pour un montant total de 1,97 milliards de FCFA (3,94 millions \$US). Enfin, les investissements représentent 96,1% des coûts totaux, et les coûts récurrents 3,9%. La contribution du gouvernement au financement du Projet est évaluée à 2,67 milliards de FCFA (5,33 millions de \$US) et celle des bénéficiaires directs est de 1,24 milliards de FCFA (2,49 millions \$US), soit 4,2% du coût total du Projet, principalement fournie sous la forme de contribution à l'acquisition

¹⁰ Les antennes du PROPACOM en cours seront portées à 3 suite à la réorganisation de l'UCP consacrant la séparation des fonctions transversales de gestion de celles opérationnelles. Une antenne est créée à Bouaké suite à cette réorganisation.

des équipements d'irrigation (GMP et kits goutte à goutte), de mécanisation agricole et de transformation des produits, et des facteurs de production (semences et engrais).

Bénéficiaires et bénéfices

28. Le cadre logique du PROPACOM souligne qu'un total de 30,000 ménages ruraux, soit 210,000 producteurs, bénéficieront directement des activités du Projet. Le PROPACOM contribuera à améliorer durablement la sécurité alimentaire de ces petits producteurs des zones du Projet, tout en assurant leur résilience au changement climatique. Les résultats des calculs financiers montrent que les différentes spéculations sont rentables, puisqu'elles permettent de dégager une marge positive. Dans la situation avec projet, le revenu net par bénéficiaire s'élève à près de 197,291 FCFA dans la région de Tonkpi (-37,600 FCFA dans la situation sans projet), 329,430 FCFA dans la région de Kabadougou/Folon (45,100 FCFA dans la situation sans projet) et 449,158 dans les régions de Worodougou/ Béré et Bafing (105,900 dans la situation sans projet). Dans le cas du maraîchage, les ménages dégageront un revenu additionnel de 53,059 FCFA (sur la base d'une hypothèse d'une planche maraîchère de 500 m² par ménage). En théorie, les spéculations restent suffisamment rentables pour supporter un crédit de campagne (6 mois avec intérêts et charges de l'ordre de 16,5%).

29. Le taux de rentabilité interne économique (TRIE) calculé est de 19,5% (le détail des calculs figure en Appendice 4) et la valeur actuelle nette (VAN) du flux de trésorerie nette économique générée par le Projet, à un coût d'opportunité du capital de 8% serait de 9,9 milliards de FCFA (19,9 millions de USD). Ce résultat est satisfaisant étant donné que des bénéfices n'ont pu être pris en considération dans l'analyse. En lien avec la matrice « des risques et des mesures d'atténuation » (tableau 2 du PDR), une analyse de sensibilité a été réalisée afin de tester la variation du TRIE et de la VAN dans l'hypothèse d'une réduction des bénéfices (par exemple liée à (i) une diminution des rendements, (ii) une hausse des prix des intrants agricoles ou (iii) une faible adoption en raison d'un intérêt modeste des producteurs pour les semences certifiées) et d'une augmentation des coûts d'investissement. Différents scénarios, dont les résultats figurent en Annexe 10, ont ainsi été testés. Il en ressort que le TRIE est sensible à une hausse des prix des intrants, à une baisse des rendements (liée par exemple à des aléas climatiques ou de mauvaises pratiques culturales). Une baisse des bénéfices de 10% et 30% mène respectivement à des TRIE de 17.1% et 12.1%. Une baisse de l'adoption des technologies améliorées de 20% entraîne une baisse du TRIE à 15.1%. Ceci démontre l'importance de l'adoption correcte des itinéraires techniques améliorés, donc de l'appui conseil à apporter aux producteurs, de la bancarisation des acteurs afin d'assurer le financement des facteurs de production (semences, engrais, prestation de services de mécanisation, etc.) et de l'établissement de relations contractuelles avec les opérateurs de marchés.

30. Les principaux bénéfices escomptés sont: (i) une amélioration de la sécurité alimentaire et une augmentation des revenus additionnels des populations rurales, grâce à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des spéculations ciblées, (ii) un accès durable aux semences de qualité et aux intrants connexes (engrais, produits phytosanitaires), (iii) une réduction notable des pertes post récolte, (iv) un meilleur prix de vente des produits, (v) la création d'emplois en zones rurales, grâce notamment au développement des technologies post-récolte, (vi) une baisse de la vulnérabilité au changement climatique.

Tableau 1: Cadre Logique du PROPACOM-Ouest

[avec l'objectif d'alimenter les indicateurs du PNIA volet MinAgri comme décrit dans le manuel de SE sectoriel]

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Sources d'information	Risque/hypothèses
1. Objectif général			
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré (districts des Montagnes, Denguele et Woroba)	<ul style="list-style-type: none"> - la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% dans les régions ciblées * - Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés dans les régions ciblées * 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes de référence¹¹ - Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV) - Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD - Statistiques nationales et enquêtes de référence 	
2. Objectif de développement			
Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire des populations des zones du Projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées, à des services financiers formels et aux marchés <u>ASAP</u> : Accroître la résilience des écosystèmes et des petites exploitations agricoles au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> - 30 000 ménages, soit 210 000 bénéficiaires directs, sont touchés par le Projet (par genre et classe d'âge) * - Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y%* - 12 000 ménages bénéficient des mesures d'adaptation au CC (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête SYGRI - Suivi-Evaluation du PNIA - Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet - Statistiques nationales 	Stabilité socio-économique du pays
Composante 1: Amélioration durable de la production agricole			
Résultat 1 (PROPACOM): les OPA sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation <u>Produit 1:</u> les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres Résultat 2 (PROPACOM et ASAP): l'accès aux facteurs de production, l'application des technologies de GDTE et d'agriculture de conservation améliorent la résilience et la production	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 50% des OPA du niveau de maturité 1 assistées passent au niveau 2 - Au moins 25% des OPA du niveau de maturité 2 assistées passent au niveau 3 - Au moins 30% des ménages ciblés autofinancent leurs besoins annuels en intrants - 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le Projet (par genre et classe d'âge) - au moins 70% des OPA ont accès aux services de conseils mis en place * - 10 000 producteurs appliquent des techniques agricoles résilientes sur environ 5000 ha (ASAP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi-Evaluation du PNIA - Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet - Statistiques nationales - Rapports des prestataires - Rapports de Suivi-Evaluation - Revue à mi-parcours - Rapports des prestataires - PV de réception des ouvrages - Revue à mi-parcours 	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement - Prestataires de services de qualité disponibles

¹¹ Les enquêtes de référence se réfèrent aux enquêtes SYGRI et à l'enquête socio-économique relatives aux objectifs clés du Projet.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Sources d'information	Risque/hypothèses
<p><u>Produit 2:</u> Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)</p> <p><u>Produit 3:</u> Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion</p> <p><u>Produit 4 (ASAP):</u> des itinéraires techniques résilients au CC sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes</p> <p><u>Produit 5:</u> Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole</p> <p>Résultat 3 (PROPACOM + ASAP): Des infrastructures améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques</p>	<p><u>Dans la région de Tonpki (Man)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les rendements du riz pluvial passent de 1 à 2 t/ha et du riz de bas-fonds de 2 à 7 t/ha¹² pour au moins 50% des bénéficiaires - les rendements des cultures associées passeront de: 0.7 t/ha à 1.2 t/ha pour le riz pluvial, 0.2 t/ha à 0.5 t/ha pour le maïs, et 3 t/ha à 7 t/ha pour le manioc. <p><u>Dans les autres régions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les rendements du riz pluvial plateau passent de 1 à 2 t/ha, de riz pluvial de plaine de 2t/ha à 3.2 t/ha et du riz de bas-fonds de 2,5 à 4,5 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires - les rendements du maïs pluvial passent de 1,2 à 2 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires. Les rendements du manioc passent de 10 à 17 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires - pour le maraichage¹³ au moins 50% des bénéficiaires ont un rendement de 8 t/ha pour le piment, de 8 t/ha pour le gombo, de 18 t/ha pour l'aubergine et de 15 t/ha pour la tomate. - le volume de la production de riz pluvial passe de 15,000 t à 27,000 t et du riz de bas-fonds de 5,300 t à 12,600 t - le volume de la production du maïs pluvial passent de 9,800 t à 16,500 t - le volume de la production du manioc passe de 31,000 t à 56,500 t - les volumes de production maraîchère augmentent de 980 t - 600 ha de terres reboisées y compris l'agroforesterie (ASAP) - Au moins 50% de producteurs qui en ont fait la demande ont accès à un service financier pour l'acquisition d'intrants ou d'équipements - Le volume des octrois de crédits des IMF partenaires destiné au secteur agricole croît annuellement de 10% - 900 ha de bas-fonds réhabilités - 1400 ha de nouveaux bas-fonds aménagés - 550 aménagements hydro-agricoles bénéficient de mesures additionnelles de protection contre les aléas climatiques (ASAP) - 80 ha de petits périmètres maraîchers en bordure de bas-fonds sont équipés de 		

¹² Sur Man, le riz de bas-fonds bénéficiera de deux cycles contre un seul actuellement ce qui augmentera considérablement les rendements sur les 900ha de bas-fonds

¹³ Toutes régions confondues

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Sources d'information	Risque/hypothèses
	système d'irrigation localisée (système goutte à goutte)		
Composante 2: valorisation et mise en marché des produits agricoles			
Résultat 4 (PROPACOM): l'environnement post-récolte valorise la production <u>Produit 6:</u> Les technologies et les équipements post-récolte sont disponibles <u>Produit 7:</u> Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché	<ul style="list-style-type: none"> - 8 OPA structurées selon le format ESOP sont fonctionnelles - 610 égreneuses de maïs¹⁴, 95 broyeuses¹⁵ et 3 unités de fabrication semi-industrielles d'attiéké sont mises à la disposition des OPA - 75% des producteurs soutenus ont accès à des installations de transformation et/ou de stockage dans les zones ciblées - 25% des producteurs formés ont adopté des technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation * - 140 km de pistes rurales sont réhabilités * - 7 ponceaux construits - 100 km de chemins d'accès aux bas-fonds aménagés/réhabilités sont réalisés - 46 villages et 32 marchés désenclavés - 30 magasins de stockage, 20 hangars de groupage et de conditionnement sont utilisés* - 30 abris pour unité de transformation de produits divers sont utilisés - 80 aires de séchage de riz sont réalisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des prestataires - Rapports de suivi-évaluation - Rapports de S-E - Rapports des OPA - Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative - Rapports mensuels des agents d'appui-conseil - PV de réception des travaux - Rapports de suivi des OPA - Base de données des OPA - Liste des membres des OPA - Diagnostic des OPA en PY1, PY3 et PY5 - Rapports mensuels des agents d'appui-conseil 	

[les indicateurs non encore renseignés -sous la forme de x et y- seront fixés à l'issue des résultats de l'enquête socio-économique disponibles fin mai 2014]

¹⁴ Egreneuses manuelles ou mécaniques

¹⁵ Broyeuses multi-produits, aussi bien pour le manioc, le maïs, le piment, le gombo etc.

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national et développement rural

Introduction

1. Le Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation dans les Régions Ouest du pays (PROPACOM-Ouest) est une extension et une adaptation à l'Ouest de la Côte d'Ivoire du PROPACOM en cours dans le Centre-Nord, le Nord et le Nord-Est du pays et dont les activités ont démarré en mai 2013. Les actions de ce Projet seront complétées par des interventions visant à améliorer la résilience aux changements climatiques des petits producteurs ruraux et des écosystèmes ciblés par le PROPACOM via le financement ASAP (adaptation de la petite agriculture au changement climatique). Une mission d'identification de ces interventions, conduite par le FIDA et le gouvernement en mai 2013, a abouti à la formulation d'une note conceptuelle qui a été validée par les deux institutions en mai et octobre 2013. Le document du projet PROPACOM, complété par cette note conceptuelle, a servi de base à la formulation du PROPACOM-Ouest proposé au financement du FIDA, de l'OFID, du Gouvernement de Côte d'Ivoire, des bénéficiaires (acteurs des filières et leurs organisations professionnelles) et des institutions de financement rural.

Contexte économique

2. La Côte d'Ivoire est située dans la zone intertropicale en Afrique de l'ouest. D'une superficie de 322 463 km², son relief constitué essentiellement de plateaux est peu accidenté. Toutefois, il croît en altitude, du sud vers le nord et de l'est vers l'ouest, où se rencontrent des montagnes et des hautes collines. Le climat est du type tropical humide dans le sud et de type soudanien dans le nord. Sa population, estimée en 2012 à 23,2 millions d'habitants, est caractérisée par un taux moyen de croissance de 3,3% (projection de l'INS), sa jeunesse (40,6% ayant moins de 15 ans) et une urbanisation rapide, s'accompagnant d'une forte consommation de denrées alimentaires, notamment dans les centres urbains.

3. Dans les années 1960-1970, l'économie du pays, fortement soutenue par les recettes d'exportations du binôme café-cacao, connaît une croissance fulgurante; faisant de la Côte d'Ivoire un pays phare de l'Afrique de l'Ouest. Fortement dépendante de facteurs exogènes, (conditions climatiques et les prix des matières premières sur le marché international), l'économie ivoirienne a connu, en 1980, une récession qui a nécessité la mise en place de mesures telles que les programmes d'ajustements structurels (PAS). A partir de 1999, le pays fait face à de nombreuses tensions sociales et politiques qui vont fragiliser son économie pendant plus de 10 ans. Depuis avril 2011, l'économie ivoirienne se rétablit progressivement, grâce à une certaine stabilité politique et les appuis techniques et financiers des partenaires internationaux. La croissance du PIB qui a atteint 9,8% en 2012 contre une croissance négative de 4.7% en 2011 (données Banque Mondiale) témoigne d'un environnement propice à la relance économique.

Agriculture et développement rural

4. L'agriculture reste le moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) occupe une place prépondérante dans l'économie du pays. Il emploie plus des deux tiers de la population active (68%), contribue à près d'un quart du Produit Intérieur Brut (PIB) (24,3% en 2012) et génère plus de 48% des recettes d'exportation. Le pays dispose d'un climat et de zones agro-écologiques (chaud et humide) propices à une diversification agricole, notamment à la pratique des cultures vivrières. La Côte d'Ivoire possède d'énormes potentialités agricoles constituées de bas-fonds, et de plateaux. La superficie cultivable est estimée à 17 millions d'hectares (EPDI, 2003) et celle irrigable à environ 430 685 ha dont 56 560 (soit 13%) sont effectivement aménagés, et 32 484 ha exploités (riz, maraîchers et

autres). Le pays possède un réseau hydrographique important et alimenté par quatre principaux bassins dont la capacité de stockage en eau avoisine les 38,1 milliards de m³ chaque année¹⁶.

5. Le secteur vivrier joue un rôle important dans la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire tant en zone urbaine qu'en zone rurale. Le secteur est confronté à de nombreuses contraintes liées à l'insuffisance de la maîtrise de l'eau, au faible niveau d'application des itinéraires techniques, au faible niveau de mécanisation et à des difficultés d'accès aux facteurs de production. Il est également soumis à de nombreuses pertes post récoltes en raison de technologies et d'infrastructures de conservation inadaptées, et d'une faible capacité de transformation. Enfin, le secteur est désavantagé par son caractère informel et la faible structuration des organisations coopératives, due principalement au manque d'esprit coopératif et d'entreprise, ainsi qu'à l'analphabétisme des acteurs.

Des dynamiques agraires marquées par l'expansion des surfaces en cultures industrielles d'exportation

6. Le modèle de développement économique de la Côte d'Ivoire s'est basé sur la promotion des cultures industrielles d'exportation (café, cacao, hévéa, palmier à huile, coton) sans réelle intensification des systèmes, provoquant une agriculture extensive de défriche-brûlis consommatrice en terre et en forêts naturelles. C'est le cas du modèle d'agriculture "itinérante" appelé "front pionnier café-cacao"¹⁷, qui a migré à la recherche de forêts vierges depuis les régions du Sud-Est vers l'Est, le Centre-Est (ex boucle du cacao) puis vers le Centre-Ouest et le Sud-Ouest et plus récemment vers l'Ouest montagneux. Ces dynamiques agro-démographiques ont eu des conséquences désastreuses sur la durabilité et la reproductibilité des systèmes agraires (saturation foncière, perte de la fertilité des sols, etc.) et ont fortement contribué à la réduction des ressources forestières. En revanche, dans le Nord du pays, la culture du coton constitue la base des systèmes de production, mais depuis la chute des cours mondiaux, on assiste à une poussée des plantations d'anacardiens.

Agriculture et changement climatique

7. La dégradation des terres et du couvert végétal s'est aggravée sous l'effet des changements climatiques intervenus au cours des dernières décennies. Ainsi, les données disponibles de 1950 à nos jours montrent: (i) une diminution de la pluviométrie moyenne annuelle d'environ 25% suivant un gradient Est-Ouest et Nord-Sud; (ii) une réduction de la longueur des saisons culturales qui s'accompagne d'une plus grande irrégularité spatio-temporelle des pluies, provoquant des décalages dans les calendriers culturaux; et (iii) un échauffement de l'air suivant une progression Sud-Nord¹⁸ qui a des conséquences notables sur l'augmentation de l'évapotranspiration du sol et des plantes, diminuant la quantité d'eau disponible pour la croissance des cultures.

Transformation et commercialisation des produits agricoles

8. Les filières vivrières sont toutes confrontées à des problèmes de stockage et de perte après récolte, la mauvaise qualité des produits liés à des équipements de transformation très vétuste, une commercialisation peu efficace entravée par l'atomisation de l'offre, des coûts de collecte et de transport importants et l'absence de financement. A ceci s'ajoute une asymétrie d'information entre les différents acteurs des filières pour l'accès aux marchés porteurs. Il s'en suit une sous-valorisation des produits vivriers et des prix peu rémunérateurs et volatiles pour les producteurs. Pour la filière riz plus particulièrement et dans le cadre de la stratégie de l'ONDR, le secteur de la transformation et de la commercialisation du paddy est aujourd'hui en pleine mutation. Dans cette logique, une rizerie de grande capacité vient d'être réhabilitée et plusieurs mini-rizeries devraient entrer en fonctionnement. Il est prévu d'implanter en 2014 de nouvelles unités moyennes de 5 tonnes/heure).

¹⁶ Source BNETD.

¹⁷ Le front pionnier est «une forme spatiale témoignant d'un processus d'appropriation de nouveaux territoires, considérés comme des milieux vierges de toute trace de civilisation moderne».

¹⁸ Les températures annuelles les plus basses enregistrées dans la zone montagneuse de l'Ouest et les plus fortes dans l'extrême Nord.

Accès aux services financiers

9. Avec un taux global de bancarisation de 11,54% en 2011¹⁹, les institutions de microfinance (IMF) et les banques contribuent très faiblement au financement des populations à faible revenu de la Côte d'Ivoire. Seuls 12 % des octrois de crédit du secteur de la microfinance sont destinés au secteur de l'agriculture et de l'élevage. Au niveau du secteur bancaire, les crédits de campagne représentaient 10% de l'encours des crédits à court terme incluant l'ensemble des crédits aux filières de rente. En outre, les six régions des trois districts de la zone du PROPACOM-Ouest sont faiblement couvertes par les institutions financières. Seule une IF spécifique y est effectivement présente avec 7 caisses réparties dans deux des trois districts de la zone du Projet. Aucune caisse n'est ouverte dans le district du Denguélé mais la localité d'Odienné fait partie d'une localité de possible extension. Deux autres institutions de microfinance sont dénombrées mais présentent des niveaux d'activités quasi insignifiants et rencontrent actuellement de sérieuses difficultés, selon la Direction de la Microfinance. Ces difficultés ne permettent pas d'envisager un rôle pour elles dans le financement des filières vivrières. Une banque susceptible d'être intéressée par les cibles du Projet est également présente dans la zone mais pour le financement des équipements.

10. Sur la base des états financiers à fin 2011 et des données périodiques transmises par les IMF, ainsi que de ses contrôles en 2012, la Direction de la Microfinance a établi une classification des IMF. Sur les 72 institutions agréées, uniquement 17 sont considérées comme stables, 14 sont en difficulté avec un risque potentiel de cessation de paiement et des perspectives diverses de viabilité, 14 autres sont en cessation de paiement ou présentaient un risque immédiat de l'être, et 22 étaient en arrêt total ou partiel d'activités sans perspectives de reprise. Dans ce contexte actuel de relance économique, l'accès au crédit représente ainsi une des contraintes importantes au développement des activités des OPA.

11. Seules 2 IF sont effectivement présentes dans la zone, mais restent actuellement très faiblement engagée dans le financement des besoins des acteurs des filières vivrières; elles présentent par ailleurs, de grandes faiblesses et des capacités de financement limitées

12. Il est à noter que l'octroi de crédit au secteur agricole représente moins de 15% de l'activité de la principale IF, soit environ 112 milliards (M) FCFA au titre de l'année 2012. Même si le niveau d'activités est appelé à croître progressivement, ces chiffres, rapportés aux besoins estimés de financement des campagnes agricoles vivrières sont insignifiants et posent clairement la nature du défi à relever d'une part, et la nécessité de prendre des mesures exceptionnelles et certainement transitoires pour le financement des activités des OPA, d'autre part. Il faut dire, et cela est très positif, que les OPA rencontrées au cours de la mission ne se plaignent pas tant du niveau des taux d'intérêts²⁰ appliqués par les IF que des conditions d'octroi des crédits (période de remboursement, ancienneté d'au moins 6 mois et un dépôt d'épargne bloqué représentant un tiers du montant du crédit sollicité).

13. Il est à noter que pour la filière riz, le contexte est en forte évolution avec l'installation dans le nord de la zone du PROPACOM-Ouest d'une entreprise privée indienne, ETG, qui garantit aux OPA: (i) les intrants à crédit, (ii) la réalisation de travaux de mise en culture à crédit et (iii) le rachat du riz paddy aux coopératives à un prix fixé à l'avance. Ces modalités de contractualisation entre ETG et les OPA productrices de riz vont modifier certainement le contexte de l'accès au crédit.

¹⁹ A fin 2011, le secteur de la microfinance contribuait très faiblement au taux de bancarisation de la population ivoirienne à hauteur de 3,89% tandis que les banques y contribuaient à 7,49% pour un taux global de 11,54% en baisse comparativement à 2010 (14,67%) en raison de l'impact de la crise post-électorale.

²⁰ Pour un crédit de campagne remboursé au bout de 6 mois et pour un montant de 200 000 FCFA (400 USD environ), le taux effectif global est de 15,85% sur la période de 6 mois, soit un TEG annuel de 31,71% qui est supérieur au taux d'usure actuel de 27%. Dans le cas d'un crédit à moyen terme pour une OPA et pour un équipement, le taux d'intérêt est de 17% auquel s'ajoutent des frais de dossiers de 20 000 FCFA et 2% de commission d'engagement ainsi que les frais de nantissement. Pour un équipement d'un montant de 1,5 millions de FCFA (3 000 USD) qui serait remboursé sur 24 mois par mensualités, le TEG annuel serait donc de 20,51%.

14. Il est à noter enfin, que sur le plan de l'environnement du financement rural, les contraintes principales qui entravent le financement des activités agricoles vivrières sont assez communes aux IF et pourraient se résumer comme suit: (i) une atomisation de la demande et la faiblesse des organisations de producteurs qui n'en font pas des interlocuteurs fiables pour les institutions financières avec dans certains cas un passé de mauvais remboursement qui suscite la méfiance; (ii) une tendance à se concentrer sur les segments de clientèle les moins risqués et des marchés plus rentables qui se traduit par une faible présence physique en milieu rural; (iii) une connaissance insuffisante du secteur et un manque de savoir-faire pour aborder les spécificités du secteur agricole, gérer les risques et adapter les produits et méthodologies en conséquence; et (iv) des ressources essentiellement à court terme qui ne permettent pas ou de manière très limitée de faire face aux besoins de financement des équipements à moyen terme.

15. Sur le plan politique, le Gouvernement a élaboré entre juillet 2012 et mars 2013, avec l'appui de l'UNCDF et du PNUD, la stratégie nationale pour l'inclusion financière (SNFI). La vision est de faire en sorte que: « A un horizon de 5 ans, l'accès à une gamme de services financiers diversifiés de la population ivoirienne, financièrement éduquée, est assuré par une grande variété d'acteurs pérennes (IMF, banques, assureurs, opérateurs de téléphonie mobile), avec un rôle de premier plan pour le secteur de la microfinance assaini, restructuré et professionnel ». Les axes d'intervention identifiés afin de favoriser le financement de l'agriculture sont définis comme suit: (i) investir dans la structuration des organisations de producteurs, leur formation et leur accompagnement comme socle à la stratégie de financement; (ii) rationaliser le recours aux fonds de garantie afin qu'ils soient utilisés en tant qu'instrument de sécurisation de l'intervention des institutions financières et non comme substituts aux financements; (iii) développer une stratégie mixte pour le financement de l'agriculture vivrière associant les banques et la microfinance (malgré ses faiblesses) afin de prendre en compte tous les besoins financiers des ménages de ces filières que les banques seules ne peuvent couvrir, de même que les mécanismes de financement via les exportateurs et grossistes. Les actions du PROPACOM-Ouest en matière de financement doivent être en cohérence avec ces stratégies.

Politiques et stratégies de développement rural

16. Le gouvernement a adopté en 2012 le Plan National de Développement (PND) 2012-2015. La démarche méthodologique a été participative et s'est appuyée sur des documents officiels existants tels que le Programme Présidentiel de Gouvernement (PPG), le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les Plans sectoriels de développement. En conformité avec la politique agricole de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), le pays s'est doté d'un Plan national d'investissement agricole (PNIA) à moyen terme (2010-2015). Le PNIA qui vise à assurer la sécurité alimentaire et la pauvreté rurale à travers une agriculture plus compétitive, plus rémunératrice pour les producteurs, comprend six programmes à savoir: (i) amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles; (ii) développement des filières vivrières et d'exportation; (iii) amélioration de la gouvernance du secteur agricole; (iv) renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture; (v) gestion durable des ressources halieutiques; et (vi) relance de la filière bois. Deux autres documents importants ont été validés ou en cours de validation. Il s'agit de la Stratégie Nationale de Développement des Cultures Vivrières autres que le riz (SND CV) et la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SND R). En appui à la mise en œuvre des plans et stratégies de développement agricole, le Ministère de l'Agriculture a élaboré des stratégies sous-sectorielles que sont (i) le Plan de Développement de l'Irrigation (PDI); (ii) la stratégie de mise en œuvre de la loi relative au domaine du foncier rural; (iii) la politique de production semencière; (iv) la loi relative aux coopératives qui vise à asseoir en Côte d'Ivoire une base d'organisations professionnelles agricoles (OPA); (v) la Stratégie Nationale des Micro Finances (SNMF) pour permettre à ce secteur de jouer pleinement son rôle en matière de réduction de la pauvreté par l'octroi de crédits agricoles aux producteurs.

17. Face à la vulnérabilité croissante de l'agriculture aux changements climatiques et la situation d'un milieu rural fragilisé par la réduction importante du couvert forestier, la perte de la biodiversité et

la pollution de l'air, des eaux et des sols, l'Etat de Côte d'Ivoire s'est engagé à promouvoir un développement plus durable à travers la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). En 2012, par décret présidentiel, le Programme national d'atténuation des gaz à effets de serre et d'adaptation aux changements climatiques²¹ a été créé au sein de la Direction Générale de l'Environnement (DGE) du Ministère en charge de l'environnement (MINESUDD). Ce Programme offre un cadre de concertation des parties prenantes, permettant de renforcer le dialogue politique sur les questions d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique.

18. Le COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire a été élaboré en prenant en compte le cadre stratégique du FIDA et les orientations contenues dans ces différentes stratégies et politiques nationales de référence. Le PROPACOM-Ouest est rattaché au COSOP 2010 et au PNIA à travers les programmes 1, 2, 3 et 6 à savoir: (i) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles; (ii) le développement des filières; (iii) le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture; et (iv) la réhabilitation forestière et la relance de la filière bois.

Foncier rural et sécurisation des bas-fonds réhabilités et aménagés

19. Le gouvernement a promulgué, en 1998, la loi foncière (prolongée en septembre 2013) instituant l'obligation de l'immatriculation de la propriété foncière. Malheureusement, la mise en œuvre de cette loi connaît un grand retard du fait de: (i) la faible information/sensibilisation des populations sur les procédures liées à sa mise en œuvre; (ii) la non mise en place des Comités Villageois sur le Foncier Rural (CVFR) censés faciliter le diagnostic de propriété foncière; (iii) les coûts élevés relatifs à l'obtention du certificat foncier estimés à un minimum de 250.000 FCFA par hectare; (iv) la situation de quasi-monopole des géomètres experts (29 géomètres agréés sur l'ensemble du territoire dont 23 se trouvent à Abidjan), rendant difficile leur disponibilité. Cette situation a eu pour conséquence, la démotivation des populations et la limitation des demandes d'immatriculation. Le nombre de certificats fonciers édités depuis 1991 est extrêmement faible (inférieur à dix) et concernent principalement des notables.

20. Face à ce constat et vu la volonté du Gouvernement de faire appliquer la loi, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) tels que l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement financent des actions d'appui couvrant, entre autres, la sensibilisation, le marquage et la délimitation des terroirs, la mise en place et la formation des CVFR. Dans sa zone d'intervention, le PROPACOM devra développer des synergies avec ces différents partenaires afin d'éviter tout double emploi.

Institutions publiques et privées

21. Plusieurs Ministères du Gouvernement sont concernés par le développement rural, dont les principaux sont: le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI), le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPARH), le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MINESUDD), le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF). Ils élaborent les politiques de développement dans leurs domaines respectifs, définissent le cadre réglementaire d'exécution des activités et assurent le contrôle de l'application des réglementations. Ils disposent de ressources humaines qualifiées mais en nombre insuffisant et sont également dotés de faibles moyens de fonctionnement qui affectent leurs capacités opérationnelles.

22. La politique de désengagement de l'Etat et la libéralisation des secteurs productifs ont permis, sur la base de la loi relative aux coopératives, la mise en place d'Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). Cependant, leur viabilité organisationnelle reste précaire et caractérisée par la mauvaise gouvernance, des difficultés de représentativité, la faible professionnalisation et capacité financière, l'analphabétisme des membres et l'absence d'objectifs clairs.

²¹ Regroupant avec les changements climatiques (communications nationales, Protocole de Kyoto, MDP, CCNUCC), les ressources naturelles, le littoral côtier, les déchets et les substances chimiques.

23. Il est important de souligner que même si la région d'intervention du Projet a été particulièrement touchée par les années de crise et de conflits qu'a connus le pays, les intervenants dans la zone ont survécu à ces événements. Les OPA ont notamment réussi à maintenir certaines activités pour leurs membres (accès aux semences, intrants, équipements), principalement grâce à des appuis ponctuels des programmes d'urgence et des ONG. Sur la filière rizicole, les OPA (qu'il s'agisse du niveau groupement ou du niveau coopérative fédérant les groupements entre autres) ont bénéficié ces 2 dernières années d'une certaine redynamisation grâce aux appuis apportés par l'Etat et par certains projets de développement. Cela leur a permis d'atteindre un niveau de développement non négligeable: (i) dynamisme des Comités de Gestion des Aménagements (CGA), premier niveau de structuration au sein des CODERIZ et (ii) capitalisation en équipements de production et transformation et appuis techniques. Pour les OPA fédérant des producteurs de produits vivriers mixtes, malgré leur faible capacité générale, certaines OPA de type "unions" ont aussi atteint un certain niveau de développement sur lequel le Projet va pouvoir construire: (i) un certain niveau de cohésion au sein de ces OPA et (ii) certains liens tissés avec des Institutions financières. De plus l'OPA au sein des filières des produits de rente associant la plupart du temps des producteurs de vivriers peut constituer une opportunité de dynamisation de la structuration paysanne. Par ailleurs, elle offre une nouvelle dynamique au mouvement coopératif à travers la création obligatoire d'entités de type sociétaire dirigées par un comité de gestion ou par un conseil d'administration.

B. Justification

24. Le PROPACOM s'inscrit dans le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, ainsi que dans le COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire. Il contribuera à la réalisation des objectifs du DSRP 2009-2015 et des programmes du PNIA 2010-2015, à savoir: (1) amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles; (2) développement des filières; et (3) renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture. La stratégie d'intervention du FIDA (COSOP) en Côte d'Ivoire pour la période 2010-2015 a par ailleurs retenu le développement des filières vivrières et maraîchères comme le principal moyen pour la création de richesse et l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des populations rurales pour les six prochaines années.

25. Le PROPACOM intervient dans un contexte où la Côte d'Ivoire renoue avec la relance de son économie après une dizaine d'années de crise sociopolitique. La zone Ouest, épicerie du nouveau Projet, a plus durement ressenti les effets de cette crise qui a eu pour conséquence, le recul net de la production vivrière, l'arrêt des activités des projets de développement, l'inactivité des services techniques d'appui, etc. Les quelques appuis fournis durant cette période ont été apportés par des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) qui ont plutôt privilégié les aspects sociaux et humanitaires, comme l'exigeait la situation.

26. Depuis la relance des activités économiques, et plus particulièrement dans le domaine de la production vivrière qui reste vitale pour les populations rurales, le gouvernement a engagé de nombreuses actions au cours des trois dernières années pour accompagner la reprise économique dans les zones rurales. Mais, il faut souligner que la profondeur de la dégradation du tissu économique, causée par la crise et l'ampleur des besoins nés à la suite de la reprise sont telles que, la demande d'appui et d'accompagnement des populations rurales demeure importante. Des résultats sensibles sur la production commencent à se faire sentir mais les petits producteurs engagés dans la production vivrière restent confrontés à de nombreuses contraintes (accès aux intrants de qualité, au crédit, aux technologies adaptées, etc.). Ces contraintes, pratiquement les mêmes que celles identifiées au moment de la préparation du PROPACOM en cours, restent d'actualité.

27. La zone du Projet se caractérise par une forte densité de la population, une forte affluence de personnes en retour d'exil et une demande urbaine en produits alimentaires de plus en plus marquée. Or, dans toute la zone, l'accès aux facteurs de production, à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés reste limité. En outre, le travail reste pénible et le

niveau et la qualité de la conservation et la transformation des produits très faible, entraînant des pertes post-récolte importantes et une commercialisation limitée.

28. Le PROPACOM-Ouest, l'un des tous premiers grands projets venant en appui aux activités de production vivrière et aux OPA de la zone depuis la fin de la crise, se propose de contribuer à remédier à ces contraintes en mettant l'accent sur (i) l'accès aux facteurs de production et aux services; (ii) l'adaptation au changement climatique (CC), (iii) la réhabilitation, le développement, et la pérennisation des infrastructures productives, (iv) les opérations post-récolte (stockage, transformation, commercialisation), (v) l'appui à l'autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des organisations de producteurs appelées à devenir les acteurs centraux et non plus les bénéficiaires des projets et programmes de développement ainsi que (vi) l'accès à des produits financiers adaptés aux besoins des OPA. Il s'agira donc: (i) d'appuyer la réhabilitation/recapitalisation du potentiel productif et de (ii) transformer progressivement les exploitations familiales et les organisations de producteurs, d'une situation de production d'autoconsommation vers une agriculture rentable et durable répondant progressivement aux exigences du marché. Sur le plan des potentialités agricoles, la zone d'intervention du Projet recèle un important potentiel en agriculture pluviale (production d'un riz très apprécié par les consommateurs ivoiriens, maïs, manioc). Elle abrite, en outre, un potentiel non négligeable de bas-fonds utilisables (environ 6900 ha sur un potentiel national de l'ordre de 54500 ha, soit 13 % du potentiel national) pour la production de riz et de produits maraîchers. Le Projet se propose de contribuer à la valorisation de ce potentiel et de participer ainsi à l'atteinte de l'objectif d'autosuffisance en riz à l'horizon 2016.

29. Au plan de la profession agricole, les OPA sont peu développées dans la zone ouest. Elles ont particulièrement souffert de la décennie de guerre et de la crise postélectorale qui ont provoqué: (i) le déficit d'appuis et d'encadrement des producteurs lié à l'absence des structures déconcentrées de l'Etat et au désengagement de la plupart des partenaires techniques et financiers et (ii) la désintégration de nombreuses coopératives et le manque de confiance généralisé. Les OPA des filières vivrières, déjà faiblement organisées avant la crise, sont celles qui ont eu plus de difficultés à se maintenir et à se développer. Ces OPA se caractérisent par (i) un faible ancrage au niveau de la base; (ii) une offre très limitée de services attractifs et de qualité; et (iii) des capacités entrepreneuriales faibles, avec comme corollaire, des activités peu orientées vers le marché. Le Projet se propose de contribuer au développement des OPA afin qu'elles soient des acteurs efficaces du développement du secteur agricole de la région et qu'elles puissent rendre des services efficaces à leur membres.

30. Il est par ailleurs aujourd'hui admis que des perturbations du climat et leurs répercussions sont perceptibles sur les exploitations agricoles en Côte d'Ivoire. Selon le modèle climatique prévisionnel le plus probable dans les prochaines décennies, le pays fera l'objet d'une diminution de la pluviométrie dans l'ensemble de la zone de savane et une augmentation au Sud-Ouest du pays. Les prévisions des effets du CC²² sur les rendements des principales cultures vivrières (riz, maïs, igname et manioc)²³ sont: (i) une perte de 5-25% des rendements en riz pluvial dans la zone de savane et de transition surtout dans les régions de la Vallée du Bandama, Zanzan et Worodougou; et (ii) une diminution de 5-25% des rendements en maïs dans l'ensemble de la zone d'intervention du Programme PROPACOM. Par ailleurs, les analyses insistent sur l'augmentation dans le futur de la fréquence et de l'amplitude des aléas climatiques tels que probablement les sécheresses dans la zone de savane et les inondations dans la zone Nord-Ouest (Odienné) et la zone Ouest montagneuse. Les conséquences immédiates sur les exploitations agricoles se traduisent par: (i) une perturbation du calendrier agricole dans l'ensemble de la zone du Projet, touchant principalement les spéculations vivrières en régime pluvial; (ii) un décalage de la saison des pluies – plus accentué à l'Ouest - causant une mauvaise distribution de l'eau et engendrant des problèmes d'évacuation au niveau des bas-fonds; (iii) une durée de la saison culturale raccourcie et une quantité de pluie en

²² Selon le modèle CSIRO Mark 3.

²³ Il n'existe pas de données disponibles pour les cultures d'igname et de manioc.

régression surtout dans le Nord et la zone des Savanes; et (iv) une plus forte incidence de l'harmattan qui assèche les sols et la végétation, notamment suite à la dégradation du couvert végétale.

31. A ces effets du climat s'ajoute un niveau de dégradation avancé des sols (érosion, faible matière organique et niveau drainage) notamment dans le District des Montagnes, le District de Zanzan et dans la bande extrême Nord du Pays. Le PROPACOM, dont l'extension à la zone Ouest fait l'objet de la présente formulation, se propose d'intégrer, de façon transversale dans ses composantes, les enjeux imposés par les CC et la dégradation des écosystèmes aussi bien dans la zone ouest que dans les régions du PROPACOM actuel.

II. Description du Projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

Zone d'intervention

32. Le Projet interviendra dans 6 régions et 16 départements situés dans 3 districts: (i) la région du Tonpki dans le district des Montagnes (comprenant les départements de Man, Biankouma, Danané et Zouan Hounien avec une population de 1,4 millions personnes dont 0.7 million de femmes); (ii) les régions du Kabadougou et de Folon dans le District du Denguelé (comprenant les départements de Touba, Koro et Ouaninou avec une population de 258 000 personnes dont 127 000 femmes); et (iii) les régions du Bafing, Worodougou et Béré dans le District du Woroba (comprenant une population de 907 000 personnes dont 445 000 femmes)²⁴. Mais, pour des raisons d'efficacité et pour éviter le saupoudrage, le Projet n'interviendra pas sur l'ensemble de la zone mais optera pour une stratégie de zone de concentration dont l'identification sera fonction principalement: (i) de la présence ou non d'OPA dynamiques avec un minimum de structuration; (ii) du niveau/potentiel de production des cultures des filières ciblées; (iii) des niveaux de dégradation des sols et des risques climatiques sur les systèmes de production et les écosystèmes; (iv) du dynamisme des acteurs de l'aval des filières sur ces mêmes produits vivriers; et (v) du potentiel de marché.

33. La détermination exacte des zones géographiques d'intervention prendra en considération: (i) la nécessaire complémentarité avec les projets financés par d'autres partenaires au développement dans le secteur vivrier et; (ii) le besoin de valoriser les acquis des projets passés, en cours ou en voie d'achèvement.

Systèmes de production

34. Le Projet couvre une étendue géographique très diversifiée allant de la zone guinéenne à la zone soudanienne en passant par la soudano-guinéenne de transition. Cette diversité écologique suggère l'existence de problématiques de développement agricole différentes impliquant la mise en œuvre de solutions adaptées. Une analyse des systèmes de production a été conduite par Zone Agro-Écologique (ZAE)²⁵ afin de cerner leurs spécificités et de calibrer les réponses techniques à apporter.

35. Dans la région du Tonpki, il existe une grande diversité de systèmes de production liée à trois principaux facteurs: (i) les conditions agro-climatiques favorables qui permettent une vaste gamme de spéculations industrielles et vivrières; (ii) des écosystèmes spécifiques à la morphologie montagneuse distribuée en coteaux ou flancs de montagne granitiques, bas de pente, et bas-fonds; et (iii) un niveau de saturation foncière élevé obligeant les producteurs à optimiser l'espace, notamment en pratiquant les cultures vivrières associées. L'exploitation agricole moyenne est de 3,5 ha: (i) 2 ha de cultures de rente en bas de pente majoritairement le café et le cacao associés à des arbres fruitiers (avocatiers, manguiers, goyavier, etc.) et aux palmiers à huile; (ii) 1 ha de cultures vivrières associées et cultivées dans les bas de pente et les coteaux. L'association la plus pratiquée est: riz pluvial + manioc + maïs + jachère de 3 à 11 ans; et (iii) 0,5 ha de riziculture de bas-fond.

²⁴ Données des monographies (2013) des régions de la zone d'intervention du Projet.

²⁵ Le tableau en appendice 22 de l'annexe 4 présente les assolements par système de production et ZAE.

36. Les rendements pour la région de Tonpki (Man) sont les suivants: (1) riz pluvial : 1 t/ha, (2) riz de bas-fonds : 2 t/ha, (3) maïs : 0,2 t/ha, (4) manioc : 3 t/ha.

37. Les régions du Kabadougou et du Folon (Odienné) sont caractérisées par la disponibilité des terres de plateaux, de plaines et de bas-fonds. La taille moyenne de l'exploitation agricole est d'environ 4.5 ha répartis comme suit: (i) 2,5 ha de cultures d'anacarde et de coton (en rotation avec maïs et arachide); (ii) 2 ha de cultures vivrières pluviales pratiquées en rotation sur les plateaux (riz+ manioc+maïs+jachère de 8 à 20 ans); et (iii) 0.5 ha de riziculture pluviale de plaine. Les bas-fonds sont relativement peu exploités car ils nécessitent un travail long et pénible alors que les plaines inondables demandent moins d'investissement en travail pour des rendements acceptables. Le recours au brûlis est une technique qui permet de réduire le besoin en main d'œuvre. L'enjeu dans ces systèmes de culture reste axé sur la capacité des producteurs à mettre en culture la terre disponible (facteur travail).

38. Dans les régions du Bafing, du Worodougou et du Béré (Séguéla), l'exploitation agricole moyenne est de 5 ha, répartis comme suit: (i) 2 ha de cultures de coton et d'anacarde; (ii) 2 ha de cultures pluviales sur les plateaux. Les principales rotations rencontrées sont: manioc+igname/jachère/riz + maïs, coton/riz + maïs/arachide/jachère de 4 à 20 ans; et (iii) 1 ha de bas-fond en riziculture inondée. Les petits producteurs ont recours préférentiellement à la main d'œuvre familiale, au système d'entraide et dans une moindre mesure au salariat.

39. Les rendements pour les régions du Kabadougou et du Folon (Odienné) ainsi que du Bafing, du Worodougou et du Béré (Séguéla) sont les suivants: (1) riz pluvial plateau : 1 t/ha, (2) riz pluvial de plaine : 2t/ha, (3) riz de bas-fonds : 2,5 t/ha, (4) maïs pluvial : 1,2 t/ha, (5) manioc : 10 t/ha, (6) piment : 8 t/ha, (7) gombo : 8 t/ha, (8) aubergine : 18 t/ha, (9) tomate : 15 t/ha.

Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR) et connaissance de la filière riz.

40. Dans le cadre de la préparation du PROPACOM-Ouest, le besoin de bien comprendre les effets attendus de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement rizicole (SNDR) sur les petits producteurs a conduit au lancement d'une étude spécifique en parallèle à la formulation du Projet. L'étude s'appuie sur les premières expériences « pilote » menées par les grands opérateurs privés (appelés opérateurs de pôle dans la SNDR) dans la mise en valeur des terres rizicoles et la mise en place par l'ONDR des premières plateformes multi-acteurs. Elle vise à rassembler des éléments pour ouvrir un dialogue entre les différents acteurs de la filière riz sur les mesures d'accompagnement nécessaire pour mieux inclure les petits producteurs dans la politique rizicole. L'étude a analysé: (i) les premiers contrats entre les producteurs et les opérateurs de pôle; (ii) les premières conclusions tirées de cette expérience; (iii) les intentions et stratégies des opérateurs de pôle pour les années à venir; (iv) le fonctionnement des plateformes multi-acteurs et le rôle des coopératives et des petits producteurs dans cette initiative; (v) les problèmes rencontrés par les mini-rizeries pour leurs approvisionnements, leurs débouchés sur le marché, et leurs différents problèmes organisationnels et financiers; (vi) la position des banques et IMF locales sur le développement de la riziculture et leur place dans le financement de la filière; (vii) les éléments de compétitivité du riz local face au riz importé selon les différents modes de culture et les effets de la mécanisation en termes d'emplois.

41. A l'issue de l'atelier de restitution de l'étude qui a été organisé le 5 mai 2014 et qui a regroupé tous les acteurs de la filière rizicole (producteurs et leurs représentants, coopératives, fédérations, transformateurs, commerçants, opérateurs de pôles, services publics et gouvernementaux, PTF), il a été décidé de mettre en place une plateforme multi-acteurs qui débouchera sur une interprofession de la filière riz.

Groupe cible

42. Le groupe cible principal du Projet sera constitué des petits producteurs vivriers (riz, maïs, manioc et maraîchage), engagés dans des dynamiques de production et organisés au sein d'OPA de

premier et second niveaux²⁶. Au sein de ce groupe, les femmes fortement engagées dans les cultures vivrières (production, transformation et commercialisation) et les jeunes dans la production maraîchère, notamment dans les régions de Touba et Biankouma, bénéficieront d'une grande partie des appuis du Projet. Le PROPACOM-Ouest veillera particulièrement à ce que ces femmes et ces jeunes et ceux désireux de s'investir dans le secteur agricole soient des parties prenantes actives du Projet. Par ailleurs, les structures publiques et privées qui délivrent les services nécessaires pour le développement des spéculations retenues, bénéficieront également d'appuis liés à leurs prestations pour le compte du Projet. De plus, le Projet favorisera la contractualisation entre acteurs de manière à mettre ensemble les producteurs organisés, les transformateurs et les commerçants. Il bénéficiera directement à environ 30.000 ménages, soit près de 210.000 personnes et indirectement à environ 30.000 personnes; portant le total de la population cible à 240.000 personnes.

Stratégie de ciblage

43. Le PROPACOM-Ouest sera doté d'une stratégie de ciblage inclusive et participative qui capitalisera les leçons tirées de celle mise en œuvre notamment par le PROPACOM. Au niveau de la base et selon le mécanisme régi par les CRC, le PROPACOM-Ouest s'appuiera sur le ciblage direct en visant en priorité (i) les producteurs rizicoles et maraîchers organisés autour des bas-fonds qui seront réhabilités ou aménagés par le Projet; (ii) les OPA vivrières mixtes spécialisées dans les filières porteuses en fonction des régions d'intervention (bénéficiant d'un marché potentiel et d'un dynamisme des acteurs de l'aval des filières par exemple); et (iii) les OPA vivrières des zones géographiques où le Projet pourra intervenir en complémentarité d'appuis en cours ou en valorisation d'appuis précédents d'autres bailleurs. Un mécanisme d'auto-ciblage technique s'appuiera sur la nature des aménagements choisis, le dispositif d'appui-conseil technique et commercial qui répond aux besoins de la petite exploitation agricole. Un auto-ciblage socio-économique²⁷ sera réalisé à travers l'appui à l'autonomisation des OPA dans une optique de professionnalisation.

44. Comme c'est le cas actuellement pour le PROPACOM en cours, les Comités Régionaux de Concertation (CRC) restent les plateformes principales de discussion et d'évaluation des manifestations d'intérêt soumises par les OPA qui bénéficieraient d'un financement direct du Projet. Les CRC feront référence au « manuel de procédure de financement des microprojets »²⁸ qui fera office de guide opérationnel précisant les mécanismes de sélection, d'approbation, de financement et de mise en œuvre des microprojets. Ce manuel définira également des critères d'éligibilité distincts pour les OPA en amont et en aval des filières concernées.

45. Le Projet adjointra également, à sa stratégie de ciblage, un critère de vulnérabilité au changement climatique, en identifiant les populations les plus pauvres qui sont souvent celles qui n'ont pas d'autres alternatives que de mobiliser les ressources naturelles pour dégager des revenus ou étendre les cultures sur les zones marginales suite à l'appauvrissement de leurs terres cultivables. Au niveau géographique, les résultats de l'exercice de cartographie réalisé par l'ICRAF ont permis de pré-identifier les sites où les risques de mauvais drainage et d'érosion sont supérieurs à 50%, à savoir: (i) dans le District des Montagnes, les départements de Biankouma, Man et Bangolo; (ii) dans le District de Zanzan, les départements de Bondoukou et Tanda; et (iii) dans le District des Savanes, la région Nord de Ferkessédougou.

Stratégie genre

46. Le PROPACOM-Ouest reconduira la stratégie genre du PROPACOM en cours dans l'esprit de la construction du Programme unique d'intervention du FIDA en Côte d'Ivoire. Celle-ci sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du PROPACOM-Ouest. Elle sera ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des

²⁶ La description des niveaux de maturité des OPA est accessible en Annexe 4 appendice 8.

²⁷ Précisions dans Annexe ciblage.

²⁸ Ce manuel était en cours d'élaboration durant l'exercice de formulation

régions ciblées. Elle s'appuiera sur une double démarche: (i) d'appui pro-actif, constructif et argumenté aux différentes composantes et (ii) l'examen de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du Projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, statuts et âges des bénéficiaires. De plus, le Projet a prévu les actions suivantes: (i) la fixation de quotas de participation des femmes dans les activités en fonction de leur implication; (b) le financement prioritaire d'activités (maraîchage notamment) qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes pour leur insertion dans le monde actif; (c) la facilitation de l'accès pour les femmes (au sein des OPA) à des équipements réduisant la pénibilité de leur travail (égareuse de maïs, broyeuses de manioc...); et (d) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation, chaque fois que jugé pertinent. Au niveau des OPA de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur l'animation pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance, ainsi que la formation des leaders féminins. Ceci comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des stades d'autonomie organisationnelle (SAO). La mise en œuvre de la stratégie qui sera affinée et finalisée au démarrage du Projet²⁹ comprendra, entre autres: (i) la formation/mise à niveau sur le genre de tous les acteurs; (ii) des actions d'information et de communication sur les enjeux, défis et opportunités du Projet à l'endroit des femmes et des jeunes; (iii) un programme axé sur le renforcement des capacités techniques et économiques des femmes; et (iv) des mesures spécifiques pour assurer une bonne participation des femmes et des jeunes dans les différentes activités du Projet.

Filières appuyées

47. Les critères de choix des filières devant faire l'objet d'appuis du Projet ont intégré notamment: (i) l'importance dans les systèmes de culture traditionnels; (ii) les besoins et les priorités exprimés par les producteurs et les acteurs aux différents niveaux (production, transformation, commercialisation, consommation); (iii) l'existence d'un potentiel de développement de la production et d'augmentation des revenus additionnels des producteurs; (iv) l'existence de technologies et d'équipements de transformation des produits, accessibles aux OPA et aux coopératives; (v) l'existence de débouchés (marchés) pour les produits bruts et les produits transformés; (vi) la possibilité d'obtenir des résultats à court et moyen termes (3 à 6 ans); (vii) le ciblage des populations vulnérables; (viii) l'appartenance aux filières déjà appuyées par le PROPACOM dans sa zone d'intervention; et (ix) l'impact potentiel sur l'économie nationale (substitution des importations, exportations, etc.)

48. L'appui du PROPACOM-Ouest ciblera quatre spéculations: le riz, le maïs, le manioc et le maraîchage. La sélection des spéculations prioritaires a été opérée en concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels (les organisations des producteurs, les services techniques déconcentrés et les partenaires potentiels) dans chacune des trois régions d'intervention du Projet. Ce choix reste toutefois ouvert. D'autres spéculations pourraient être explorées et intégrées lors de la revue à mi-parcours du Projet.

49. Les filières retenues par région d'intervention sont données par ordre de priorité décroissante: Région des Montagnes (riz, manioc, maïs et cultures maraîchères), Bafing (riz, maïs, manioc et cultures maraîchères), Worodougou (maïs, riz, manioc, et cultures maraîchères), et Denguélé (maïs, riz, manioc et cultures maraîchage).

²⁹ Des activités et une provision budgétaire est prévue à cet effet dans la composante Coordination et gestion du Projet.

Justification du choix des filières retenues

Le riz a été retenu comme la culture prioritaire n° 1 parce que sa consommation est en constante augmentation aussi bien en milieu urbain que rural (consommation estimée à 1 825 773 tonnes de riz blanchi en 2012, soit environ 80 kg par habitant et par an. La production nationale, comprise entre 600 000 et 700 000 tonnes de riz blanchi par an depuis 2008, couvre moins de 50% des besoins de consommation nationale. Pour combler ce déficit, la Côte d'Ivoire a recours à des importations massives qui se chiffraient en 2012 à 1 167 233 tonnes de riz blanchi provenant des pays asiatiques. La stratégie nationale de développement de la filière riz (SNDR) 2012-2020 a pour objectif de produire de manière compétitive, rentable et durable du riz pour couvrir les besoins nationaux de consommation à partir de 2016 avec une production locale de 1 900 000 tonnes de riz blanchi, et de porter cette production à l'horizon 2018 à environ 2 100 000 tonnes de riz blanchi avec l'opportunité de constituer un stock de sécurité et d'exporter le surplus de production.

Le maïs constitue une céréale de base dans l'alimentation humaine, particulièrement dans la partie nord du pays (farine, pâte, bouillie de farine ou de semoule, couscous, galettes), et également une culture de rente (matière première pour l'industrie nationale de l'alimentation animale, volaille et porcs, des brasseries et d'aliments pour nourrissons). La filière maïs a un potentiel de développement important pour le marché intérieur et sous-régional (Mali, Burkina et Niger). Outre la demande pour la consommation humaine, la demande pour l'industrie d'aliments pour animaux (volaille et porcs) se développe fortement (plus de 100 000 tonnes de maïs auraient été utilisées dans la fabrication d'aliments de volaille en 2008³⁰).

Le manioc occupe le deuxième rang des cultures vivrières en Côte d'Ivoire par le tonnage produit après l'igname. Sa production annuelle est estimée à 2,4 millions de tonnes en 2012 (selon les statistiques du MINAGRI). Il constitue à la fois une culture de subsistance et de rente pour les producteurs. La culture du manioc est pratiquée sur l'ensemble du territoire du fait de sa capacité à s'adapter à des conditions pédoclimatiques les plus variées. La demande urbaine intérieure et extérieure représente le principal débouché de la filière manioc avec des perspectives intéressantes pour les produits transformés car cette demande est en constante progression avec la croissance démographique et urbaine et l'évolution des habitudes alimentaires dans les grands centres urbains.

Cultures maraîchères. La production maraîchère connaît un développement spectaculaire à la périphérie des grands centres urbains. Mais elle se développe aussi dans de nombreux villages, y compris dans les zones moins arrosées, dès que des systèmes de captage ou de collecte des eaux de surface ou d'exhaure de l'eau souterraine sont mis en place et permettent d'irriguer quelques hectares. Ces productions approvisionnent d'abord les ménages et les surplus sont écoulés sur les marchés locaux (activité de diversification ou activité génératrice de revenus pour les femmes). Les activités de productions maraîchères occupent ainsi une frange importante de la population constituée de près de 60% de femmes et de jeunes des zones urbaines, périurbaines et rurales (Source: Plan directeur de l'horticulture 2006/2025). Il est attendu par ailleurs que la demande intérieure en produits maraîchers augmente de manière progressive en suivant l'évolution rapide de l'urbanisation et des revenus des populations.

B. Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact

50. L'objectif général du Projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et de stimuler la croissance économique dans les régions du Tonpki, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré.

51. L'objectif de développement est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés, tout en améliorant la résilience³¹ des systèmes de production au changement climatique.

52. Les principaux résultats seront mesurés à travers: a) l'amélioration de la production durable et de la productivité agricole; b) la valorisation des productions agricoles; c) la structuration et l'autonomisation des organisations professionnelles agricoles. Les indicateurs clés seront: i) les revenus additionnels des petits producteurs ciblés; ii) le nombre de bénéficiaires directs du Projet; iii) le taux d'adoption des technologies recommandées y compris celles relatives aux CC; iv) l'augmentation des rendements des spéculations retenues; v) l'évolution des stades d'autonomie

³⁰ Source: Interprofession avicole de Côte d'Ivoire (IPRAVI).

³¹ En écologie, la résilience est la capacité d'un écosystème ou d'une espèce à récupérer un fonctionnement ou un développement normal après avoir subi un choc.

organisationnelle des OPA; (vi) l'augmentation des volumes commercialisés et (vii) l'accès au financement rural.

C. Additionnalité de l'ASAP

53. Au plan des objectifs, L'ASAP contribuera à l'objectif global du PROPACOM. L'objectif de développement de l'ASAP serait d'améliorer l'adaptation et la résilience aux changements climatiques des systèmes de production des producteurs et leurs écosystèmes dans la zone d'intervention du PROPACOM et du PROPACOM-Ouest. Afin d'éviter les "effets de saupoudrage", le financement ASAP se concentrera sur les principaux facteurs accentuant la vulnérabilité au changement climatique, à savoir les aspects: (i) techniques, en réduisant les éléments susceptibles d'empêcher la production d'être résiliente au changement climatique; (ii) de sensibilisation et d'information sur les changements climatiques avec la disponibilité à temps d'informations pour la prise de décision; et (iii) institutionnels, en appuyant les initiatives du gouvernement en faveur de l'intégration des questions climatiques dans les politiques et stratégies du secteur agricole.

54. Sur le plan des résultats, l'ASAP complètera trois résultats du PROPACOM: (i) l'utilisation de technologies de gestion durable des terres et de l'eau (GDTE) et d'agriculture de conservation améliorent la résilience des systèmes de production aux changements climatiques; (ii) les aménagements hydro-agricoles améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques; et (iii) les stratégies de développement nationales et locales intègrent les besoins d'adaptation des petits producteurs agricoles, la bonne gouvernance environnementale et des ressources naturelles grâce à l'accès à des informations de qualité sur le changement climatique.

D. Composantes et résultats

Composante1: Amélioration durable de la production agricole

(39,5 millions de \$US, soit 66% du coût total)

55. La composante "Appui à l'amélioration durable de la production agricole" a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole des filières retenues (riz, maïs, manioc, produits maraichers). La composante sera organisée en trois sous-composantes: i) appui à la structuration et à la professionnalisation des OPA; ii) accès aux facteurs de production; et iii) accès au financement rural.

Sous-composante 1.1: Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement

56. Cette sous-composante est articulée autour de l'appui institutionnel et de l'appui économique aux OPA³² qui sont la porte d'entrée du Projet et sa stratégie de mise en œuvre sera basée sur: (i) le diagnostic préalable des OPA; (ii) l'adaptation et la progressivité de l'appui en fonction du niveau de maturité; et (iii) la durabilité des investissements du Projet à travers la responsabilisation de l'OPA, la bancarisation et la contractualisation (para 28 et suite, Annexe 5).

57. Toutes les activités de renforcement des capacités des OPA seront étroitement liées aux investissements du Projet (accès aux facteurs de production - intrants et équipements - aménagement des bas-fonds, infrastructures post-récolte (sections agriculture, post-récolte et infrastructures) et aux mécanismes financiers prévus dans le cadre de l'appui des OPA à la bancarisation (mécanisme dotation intrants, subvention équipements, facilitation de l'accès au crédit, etc. sous composante accès au financement rural).

58. Appui institutionnel aux OPA Les actions concrètes concerneront: (i) l'appui à la formalisation juridique et à la structuration; la formation en vie associative, en gestion coopérative et en

³² Voir note 2.

gouvernance des OPA de type groupement; (ii) le renforcement des capacités de gestion interne des OPA de type union avec un accent particulier sur le fonctionnement et la gestion coopérative, la bonne gouvernance et la gestion administrative et financière; (iii) l'alphabétisation fonctionnelle pour toutes les OPA appuyées (pour un total de 1720 personnes en priorité des femmes et des jeunes); et (v) le suivi évaluation de leurs performances (une évaluation chaque 2 ans). Un total de 578 OPA de type "groupement" et 15 OPA de type "union" seront concernés par les appuis du Projet³³. Aux OPA de type union, sera apporté un appui en équipement (ordinateur et forfait communication) et une facilitation de la tenue de leurs instances de gouvernance, via la prise en charge de la tenue annuelle d'une assemblée générale (AG). Pour les OPA démontrant une amélioration notable de leurs performances, le Projet pourra, à partir de la revue à mi-parcours et d'une évaluation préalable du niveau de ces OPA, prendre en charge, de façon dégressive, le financement de certains coûts récurrents de fonctionnement des OPA (gestionnaire, moyens de déplacement).

59. Appui au développement de l'entreprise économique portée par les OPA Les actions inscrites sous ce volet seront organisées autour de trois domaines: (i) introduction et enracinement de la culture du « Plan d'affaire » au niveau des OPA; (ii) appui à l'amélioration de la gestion des services économiques (intrants, équipements) par les OPA; et (iii) organisation de visites d'échanges /Routes d'apprentissage. Toutes les OPA ciblées par le Projet seront formées à l'élaboration de leurs plans d'affaires, simplifié pour les OPA de type groupement et plus élaboré pour le type Union (élément méthodologique en Appendice 9, Annexe 5). En matière de gestion économiques, le Projet apportera un appui méthodologique aux 578 OPA ciblées par le Projet pour la définition des systèmes de mise en place du crédit intrants et de gestion des équipements au sein de l'OPA (appui méthodologique et technique au montage de dossier à présenter à l'institution financière (IF) et formation en négociation de crédit). Dans le domaine des visites d'échange, le Projet financera annuellement un voyage au bénéfice des OPA de type "union", accompagnées par des représentants issues du Projet, des institutions publiques (DOPA) et des partenaires privilégiés/prestataires de services tels que l'Agence nationale de développement rural (ANADER), les organisations non-gouvernementales (ONG), ou autres). Les pays susceptibles d'être visités³⁴ sont: le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Sénégal. Les thèmes des visites porteront sur: le système d'approvisionnement en intrants, la vente groupée, le warrantage, la contractualisation, etc.

Sous-composante 1.2: Accès aux facteurs de production

60. Cette sous-composante intègre des actions complémentaires concourant d'une part, à l'amélioration durable de la productivité et de la production agricole et d'autre part, à la résilience des agro-écosystèmes aux changements climatiques (Appendices 1 et 2, Annexe 4). Elle se structure en deux volets techniques et un de financement: (i) l'accès aux facteurs de production tels que les semences sélectionnées, les engrais et produits phytosanitaires, la mécanisation agricole (labour et récolte) et l'appui conseil; (ii) la réhabilitation et l'aménagement de bas-fonds et de petits périmètres maraîchers; et (iii) l'accès au financement rural. L'ASAP contribuera aux deux volets techniques en appuyant: (i) la mise en place de systèmes de production agro-écologiques durables et résilients au changement climatique; (ii) la fourniture de conseils adaptés aux risques climatiques; (iii) le reboisement communautaire et la création de revenus connexes; et (iv) la prise en compte des contraintes climatiques dans les aménagements de bas-fonds (drainage)

61. Pour assurer la durabilité cette sous-composante, le Projet rentrera immédiatement dans une logique commerciale où il se positionnera en arrière-plan tout en évitant dans la mesure du possible le recours à des structures publiques pour la distribution de ces facteurs de productions aux porteurs d'initiative financée par le Projet. Le PROPACOM s'appuiera ainsi sur des réseaux de distribution

³³ La sélection des OPA bénéficiaires se fera à travers un ciblage direct (pour 228 groupements et 15 unions) et indirect (manifestation d'intérêt pour 350 groupements) comme décrit en annexe 2 – Stratégie de ciblage et appendices 1 et 2

³⁴ En tant que faitière nationale des producteurs ivoiriens et membre du réseau des OPA d'Afrique de l'Ouest (ROPFA), l'ANOPACI sera sollicitée pour l'identification des expériences à visiter, dans le pays ou dans les pays voisins.

privés qui éviteront une distorsion de marché et initiera une dynamique « groupement de producteur - secteur bancaire/IF – réseau privé de distribution » tant pour les intrants que les équipements.

62. Multiplication et diffusion des semences. Les activités relatives à la multiplication et diffusion des semences incluent: (i) le financement de la production par le Centre national de recherche agronomique (CNRA) du premier lot de semences de base G3 de riz et de maïs et de boutures de manioc provenant des parcs à bois du CNRA et du Centre suisse de recherche scientifique (CSRS) à travers des contrats de prestation de services; (ii) le renforcement de capacités (sensibilisation, information, formation et suivi) des paysans multiplicateurs semenciers organisés en coopératives ou groupements; (iii) la fourniture d'engrais et de semences de base aux coopératives ou groupements pour réaliser une première multiplication sur 9 ha de riz irrigué, 60 ha de riz pluvial, 30 ha de maïs, et 190 ha de manioc; (iv) le financement de la certification du triage et du conditionnement des semences commerciales; et (vi) l'appui conseil et la coordination de la production des semences commerciales (cf. volet appui conseil). Dans le cadre des techniques d'agriculture de conservation et de GDTE promues par ASAP, les paysans multiplicateurs seront également formés pour la production de semences nécessaires pour les jachères améliorées, plantes en inter-culture (*Vicia villosa*, *Stylosanthes guianensis*, etc.) et les cultures associées (Dolique, Niébé, *Vigna umbellata*, *Brachiaria sp.*, etc.).

63. Les objectifs de production de semences R1 fixés au projet sur l'ensemble des régions d'intervention, prenant en compte l'intervention en riziculture de la multinationale ETG sont respectivement de: (i) 1.300 ha riz de bas-fonds - correspondant à 66 tonnes de semences certifiées - sur les 2300 ha de bas-fonds aménagés; (ii) 9.000 ha de riz pluvial – soit 150 tonnes de semences certifiées R1 - sur 13.500 ha appuyés; (iii) 9.000 ha de maïs correspondant à 45 tonnes de semences certifiées R1; (iv) 4.500 ha de manioc soit 380 ha de parcs à bois à installer; et (v) 80 ha de cultures maraîchères irriguées.

64. Les organisations de paysans multiplicateurs de semences et boutures sélectionnées appuyées par le Projet recevront une dotation unique de semences ou de boutures de base et d'engrais, qu'ils devront reconstituer à la fin de la campagne de multiplication à partir du produit de la vente des semences et boutures certifiées. L'Office national pour le développement du riz (ONDR) et l'Association nationale des semenciers de Côte d'Ivoire (ANASEMCI) seront responsables de la coordination de la production des semences commerciales R1 des variétés améliorées de riz et de maïs alors que le CNRA, le CSRS et l'ANADER seront les partenaires mobilisés pour la production de boutures de manioc. Ces activités seront complémentaires et menées en synergie avec les initiatives en cours, notamment celles du Projet de réhabilitation et de réduction de la pauvreté (PRAREP) financé le FIDA, du PROPACOM et du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO / WAAPP) financé par la Banque mondiale. La mise en œuvre de ce volet et son contenu pourraient évoluer en fonction des résultats obtenus par le projet PPAAO/WAAPP en matière de production et de mise à disposition en quantité suffisante de semences de qualité. Ainsi et sur la base des quantités déjà produites dans le cadre du PPAAO et en fonction des besoins réels des OPA, le Projet prévoit, le cas échéant, de contractualiser avec des producteurs semenciers ou des structures de productions semencières selon des critères de sélection objectifs, quantitatifs et qualitatifs. Le mécanisme d'acquisition des semences suivra le schéma prévu pour les autres intrants (voir paragraphe ci-après).

65. Accès aux intrants agricoles (engrais, herbicides et pesticides). Etant donné que la plupart des OPA n'ont pas accès au crédit de campagne, les activités financées par le Projet comprendront la mise en place d'un crédit intrants unique au démarrage des pratiques améliorées. Cette dotation couvrira les besoins - à hauteur de 40% en cultures pluviales et de 80% dans les bas-fonds³⁵ - tel

³⁵ Le financement mis à la disposition de l'OPA doit lui permettre d'acquérir les intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) pour cultiver en pratiques améliorées 40% de la superficie totale destinée aux cultures pluviales dans le plan d'affaire de l'OPA. Il s'agit donc d'un capital de démarrage pour faciliter l'accès des petits producteurs membres de l'OPA aux intrants agricoles (semences certifiées et engrais). Dans le cas de la riziculture et du maraichage dans les bas-fonds, la

qu'inscrit dans leurs plans d'affaires. Un « fonds intrant » sera ainsi recouvert à partir du bénéfice engrangé et sera géré par les OPA au travers d'un compte ouvert auprès d'une institution financière partenaire du Projet, via une convention tripartite OPA/IF/structure d'encadrement, incluant l'ouverture de points de service pour desservir les zones où les IF partenaires ne disposeraient pas encore de caisses fonctionnelles. La dotation unique en intrant permettra de couvrir les besoins de: (i) 520 ha de riziculture de bas-fonds; (ii) 3.600 ha de riziculture pluviale; (iii) 3.600 ha de maïsiculture; (iv) 1.800 ha de culture de manioc; et (v) 32 ha de maraîchage (évolution des rendements en Appendice 3, Annexe 4).

66. Mécanisation agricole. Le Projet facilitera l'accès des OPA aux équipements et matériels agricoles adaptés aux besoins de la petite exploitation agricole (ex. motoculteur dans les bas-fonds, traction animale, semoir, faucheuse, batteuse vanneuse, pulvérisateur). En outre, en fonction des besoins qui se développeront avec l'introduction de techniques d'agriculture de conservation et de GDTE (financement ASAP), le Projet appuiera l'adoption d'autres matériels adaptés à ces innovations (ex. semoir pour semis direct, canne planteuse, roue semeuse, etc.). Les activités porteront sur: (i) l'identification participative des besoins en équipement et matériel des OPA, reflété dans leur plan d'affaire; (ii) l'assistance technique aux OPA pour l'achat d'équipement; et (iii) le financement à hauteur de 30% du coût total des équipements, le restant du montant devant être mobilisé sous forme de contribution des bénéficiaires à hauteur de 10%³⁶ et d'emprunt par l'OPA auprès d'une institution financière partenaire à hauteur de 60% au maximum. Ce dispositif sera accompagné par un mécanisme de partage de risques décrit dans au para 67 et dans les Appendices 14, 15 et 16 de l'Annexe 4. Le Projet apportera également un appui méthodologique dans le mode de gestion des équipements (gestion de type privé ou sous forme de leasing). Le contrat entre la coopérative et le gestionnaire de l'équipement sera assujéti au dépôt d'un montant à définir dans la convention afin de (i) supporter une partie des risques liés au remboursement du prêt contracté par la coopérative auprès d'une IF et (ii) de mieux gérer l'équipement.

67. L'analyse des systèmes de production par zone agro-écologique a permis d'identifier l'accès au travail comme une contrainte majeure à l'augmentation de la production vivrière dans les plaines du Kabadougou et Folon et dans le District du Woroba. Aussi, le projet se propose de financer: (i) 10 mini-tracteurs (55 CV) pour assurer les travaux de labour dans les plaines rizicoles du Kabadougou et du Folon et sur les plateaux du Worodougou et Béré; et (ii) 120 motoculteurs, 120 batteuses-vanneuses et 120 semoirs adaptés aux motoculteurs et, 900 pulvérisateurs pour la riziculture de bas-fonds. Le Projet apportera également un appui méthodologique dans le mode de gestion des équipements (gestion de type privé ou sous forme de leasing).

68. Systèmes de production agro-écologiques durables et résilients au changement climatique (détail en Annexe 4). Les activités porteront sur: (i) la réalisation de diagnostics rapides participatifs par zone agro-écologique (ZAE) afin de déterminer les principales contraintes rencontrées et les technologies à tester; (ii) la mise en place de parcelles d'essais en milieu paysan (techniques de conservation de la fertilité des sols et d'intégration de légumineuses de couverture, agroforesterie et cultures en couloirs, agriculture de conservation); (iii) l'organisation de réunions de suivi et évaluation participatifs entre la recherche, les opérateurs de vulgarisation et les OPA/paysans leaders; (iv) la formation de formateurs par le CNRA pour les agents de vulgarisation de l'opérateur spécialisé, de l'ANADER, des eaux et forêts et les OPA/paysans leaders; et (v) la diffusion des modèles les plus performants et résilients au changement climatique à travers 200 démonstrations et visites d'échanges dans les champs-écoles de 160 groupements et OPA. Le Projet financera également la distribution, par la Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (SODEXAM), de 1000 pluviomètres et de petits matériels de collecte à environs 200 OPA à travers entre autres les champs écoles paysans, ainsi que la réhabilitation de 21 stations climatiques et agro-météorologiques

dotation initiale sera de 80% permettant ainsi aux producteurs d'appliquer l'ensemble des techniques et intrants nécessaires pour l'obtention d'une meilleure productivité.

³⁶ Voir note 3.

de la SODEXAM permettant ainsi un meilleur maillage de la zone du Projet. Ces actions seront complétées par un programme d'information/sensibilisation des acteurs sur l'importance des données agro-climatologiques dans la prise de décision, la mise en place d'un service d'information agro-climatique efficace via les radios locales, et la définition et diffusion de nouveaux calendriers culturels à partir des données agro-météorologiques disponibles.

69. Reboisement communautaire et création de revenus connexes (Détail para 44, Annexe 4). En collaboration avec les services déconcentrés du MINEF et le système de vulgarisation agricole, le Projet appuiera: (i) le diagnostic de prospection parcellaire et la vérification foncière des terres sur lesquelles le reboisement pourrait être effectué; (ii) le diagnostic des besoins en bois-énergie dans chacune des zones d'intervention; (iii) l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques des plantations, à la production en pépinière de 1 millions de plants et à l'installation de 1600 ha de plantations via le financement de la préparation du terrain; (iv) le suivi de la gestion collective des ressources issues des plantations (maintenance et commercialisation); (v) le renforcement des capacités des agents des eaux et forêts et de la vulgarisation par le CNRA sur l'agroforesterie et la gestion participative des plantations; et (vi) la création, sensibilisation, formation et l'équipement de 100 comités villageois de lutte contre les feux de brousse.

70. Conseil agricole. L'appui conseil englobera les aspects techniques (amélioration des itinéraires techniques et des pratiques culturelles, adaptation des calendriers, amélioration des associations culturales et des jachères, etc.) et socio-économiques dans une approche dynamique de participation paysanne (type champs école paysan simplifiés). Dans l'optique de redynamiser les plateformes d'échanges sur les innovations, le Projet s'assurera qu'une étroite collaboration est établie entre le CNRA, les prestataires de vulgarisation et les OP et groupements. Ceci permettra l'adaptation des préconisations techniques aux besoins spécifiques des paysans et aux contraintes et potentialités de chaque ZAE.

71. Les prestataires de services mettront à disposition des techniciens/vulgarisateurs polyvalents: (i) dans les bas-fonds (riziculture et maraichage), le ratio sera d'un vulgarisateur pour 12 CGA soit environs 500 producteurs; et (ii) pour les cultures pluviales, le ratio sera d'un vulgarisateur pour 24 OP ou groupements soit environs 1.000 producteurs. Par ailleurs, le Projet veillera à associer étroitement les OP au dispositif d'appui conseil en privilégiant le développement de capacités endogènes via la mise en place en leur sein d'un corps de facilitateurs endogènes prioritairement choisis parmi les jeunes et les femmes membres.

72. Le conseil sera apporté par des opérateurs dans le cadre de conventions (partenaire stratégique, par exemple l'ANADER) ou de contrats de prestation de services (bureaux d'études, ONG, etc.) négociés avec l'Unité de coordination du Projet (UCP). Ces conventions et contrats seront conclus sur une base annuelle renouvelable en fonction des résultats. Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, le Projet appuiera la spécialisation d'ONG locales³⁷ (création de capacités locales de jeunes notamment) pour les aspects d'agriculture de conservation, d'agroforesterie et de GDTE.

73. Réhabilitation et aménagements de bas-fonds. Les activités d'aménagement comprendront: (i) la réhabilitation de 900 ha de bas-fonds rizicoles existants en prise au fil de l'eau (PFL) sans ouvrage de retenue; (ii) l'aménagement de 1.400 ha de nouveaux sites exploités traditionnellement, divisés en modules maîtrisables inférieurs à 50 ha; (iv) la fourniture de 1.600 kit d'irrigation localisée aux femmes et aux jeunes pratiquant du maraichage aux abords des bas-fonds aménagés permettant d'équiper 80 ha de sites maraichers et de 127 motopompes de 2 CV en gestion commune pour le remplissage des réservoirs alimentant les KIT; (à acquérir selon le principe décrit au paragraphe 45) et (v) le

³⁷ L'objectif qui sous-tend cette approche est de permettre aux paysans de choisir différentes options pour l'amélioration de leurs systèmes de production. Cette approche permet également de spécialiser et responsabiliser des opérateurs locaux plus à même de défendre les questions d'amélioration durable des agro-écosystèmes que les agents "classiques" de vulgarisation qui utilisent les mêmes approches depuis des décennies.

renforcement des capacités des comités de gestion des aménagements (CGA) avec la mise en place d'un mécanisme durable de gestion et d'entretien des infrastructures et équipements d'irrigation. L'ASAP assurera le financement intégral de l'aménagement de 200 ha de bas-fonds classés à haut risque d'inondation et financera le renforcement des systèmes d'évacuation rapide des crues dans les autres bas-fonds aménagés et réhabilités soit environs 700 ha. Grâce à l'ASAP, la totalité des bas-fonds aménagés dans la région de Tonpki sera équipée de systèmes de drainage qui permettront un usage efficient de la ressource eau et par conséquent un effet positif sur la productivité rizicole. La contribution des bénéficiaires consistera en apport de matériaux locaux et main d'œuvre non qualifiée engagée dans la réalisation des infrastructures.

74. Foncier rural et sécurisation des bas-fonds réhabilités et aménagés. En synergie avec les partenaires déjà impliqués dans les aspects relatifs à l'application de la Loi foncière (AFD, UE, BM et la BAD), le PROPACOM-Ouest se propose de: (i) mener des campagnes de sensibilisation des populations (visites de terrain et spot radio en langue locale) sur les dispositions de la Loi foncière pour l'immatriculation des terres; (ii) mettre en place un dispositif de clarification de la propriété foncière sur l'ensemble des 2300 ha de bas-fonds à réhabiliter et à aménager; et (iii) financer le coût de la liasse (document à remplir pour engager la demander d'immatriculation) pour les propriétaires des bas-fonds touchés par le projet.

Sous-composante 1.3: Accès au financement rural

75. La stratégie d'accompagnement des OPA sera différenciée et conçue de manière à distinguer le crédit de campagne du crédit équipements (modalités de mise en œuvre, voir para 59, et Appendice 4 de l'Annexe 5).

76. Pour les crédits de campagne, et pour les OPA (de premier niveau décrits à l'Annexe 4) n'ayant pas de relation contractuelle avec les multinationales intervenant dans l'appui à la production et à la transformation du paddy, il n'apparaît ni réaliste ni envisageable que le financement de la première campagne agricole qui induira des améliorations au niveau des productions repose entièrement sur le crédit comme cela aurait été souhaitable. Pour celles-ci, un mécanisme transitoire et exceptionnel pour enclencher un processus de relance et de normalisation apparaît nécessaire. Ce mécanisme s'inscrit dans la logique et la continuité du PROPACOM actuel qui met en place un fonds de dotation intrants géré par les OPA. Le PROPACOM-Ouest améliore ce dispositif en introduisant la bancarisation des OPA, le paiement des fournisseurs par les institutions financières (IF) et le recours au crédit à partir de la deuxième campagne.

77. L'appui prendra la forme d'un fonds pour l'acquisition d'une dotation d'intrants couvrant la seule première année pour 40 % des superficies en pluvial et 80% pour les bas-fonds. La mise à disposition de cette dotation se fera en étroite relation avec les IF de la zone du Projet par lesquelles le fonds de dotation transitera via les comptes des OPA ouverts dans les IF partenaires. Le paiement des fournisseurs sera effectué à partir de ces comptes dans le cadre du partenariat que le Projet aura signé avec une IF (modalités dans Annexe 4 et section finance). L'IF organisera le paiement des fournisseurs à partir de points de service qu'elle s'engage à ouvrir dans les zones où elle ne disposerait pas de caisses fonctionnelles.

78. Le montant total de ce fonds de dotation est estimé à 1,212 milliards de FCFA, soit environ 2,425 millions USD et bénéficierait, essentiellement sur les années 2, 3 et 4 du Projet, aux 578 OPA qui seront accompagnées par le Projet. Le détail du calcul du montant du fonds de dotation figure dans les sections agriculture de l'Annexe 4.

79. Le financement des équipements s'effectuera selon deux modalités en fonction des acteurs concernés. Pour toutes les OPA en amont et en aval de la production, il est proposé un cofinancement des équipements de production et de transformation: le Projet apportera une contribution à hauteur de 30% du coût des équipements, les bénéficiaires mobiliseront une contribution financière de 10% ou plus en fonction de leurs capacités d'autofinancement et les 60% (au maximum, en fonction de leur mise de départ) restants seront empruntés par l'OPA auprès d'une

institution financière partenaire. Plusieurs partenariats pourront être noués avec plusieurs institutions financières. Il est estimé que les IF partenaires pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour des engagements à moyen terme répondant à l'ensemble des besoins des cibles du projet. Cette faiblesse pourrait être supplée par d'autres IF présentes dans la zone d'intervention du Projet ayant marqué leur intérêt pour s'engager dans ce type de financement. En outre, une IF dispose d'une offre de leasing qui pourrait bénéficier aux cibles du projet. Un mécanisme de partage de risques mis en place par le Projet facilitera cet accès au crédit (voir para. Correspondant plus bas). Les équipements seront nantis et serviront de garantie pour l'institution financière. Par ailleurs, les modalités de gestion de ces équipements privilégieront une gestion privée. L'OP pourra choisir entre deux options: i) confier par contrat la gestion de l'équipement à une personne présentant les qualités requises, membre ou non de l'OP, dont la rémunération pourra être proportionnelle aux prestations effectuées ou, ii) opter pour une gestion dans le cadre d'un contrat de leasing avec un opérateur privé.

80. L'approche de subvention partielle se justifie pour les raisons liées au contexte spécifique de la zone et à la fragilité des acteurs dans une situation de post crise qui nécessitent une impulsion de départ si l'on veut améliorer rapidement la situation des petits producteurs. En outre, cette approche est conforme aux pratiques actuelles relevées dans d'autres projets du FIDA en Côte d'Ivoire (CI) et dans la sous-région avec des niveaux de subventions des équipements de 100% pour le PROPACOM en cours (CI), de 80% (PADAT) et de 25% (PNPER) au Togo, 80% et 65 % selon la nature des équipements au Sénégal (PAFA-E) ou encore 80% et 50% selon la nature des équipements en Guinée (PNAFA).

81. Il est ainsi estimé que pour appuyer la mécanisation de la production, les équipements suivants pourront être acquis avec l'appui du projet (Cf. section production agricole): 120 motoculteurs, 90 batteuses-vanneuses, 120 semoirs, 600 pulvérisateurs et 120 matériels de conservation pour un montant total de 1,056 milliards de FCFA (soit environ 2,112 millions USD) dont 30% seront subventionnés par le projet, soit un montant de 316,8 millions de FCFA (soit environ 633 600 USD). Le montant total à emprunter par les OP correspondant à 60% du coût de ces équipements de production s'élèverait à 633,6 millions de FCFA (soit environ 1,267 millions USD).

82. Les besoins estimés en équipement de transformation pour les OPA de producteurs et autres OP en aval des filières et qui pourront être satisfaits avec l'appui du projet selon les besoins spécifiques de chaque filière (Cf. sections post récolte) portent sur: 600 égreneuses manuelles pour le maïs, 10 mini-tracteurs, égreneuses et vanneuses mécaniques pour le maïs, 95 équipements de transformation et abris, 3 unités de transformation d'attiéké et 40 équipements divers pour un montant total de 544,1 millions de FCFA (soit environ 1,088 millions USD) dont 30% seront subventionnés par le projet, soit un montant de 163,2 millions de FCFA (soit environ 326 460 USD). Le montant total à emprunter par les OPA en aval des filières correspondant à 60% du coût de ces équipements de production s'élèverait à 326,5 millions de FCFA (soit environ 652 900 millions USD).

83. Pour les acteurs du secteur privé, le besoin de financement pour les équipements de production et de transformation correspondant à 90% du coût total des équipements (un apport personnel de l'emprunteur au minimum de 10% du coût de l'équipement serait exigé par l'IF) est estimé à 297,9 millions de FCFA (soit environ 595 800 USD) qui feraient l'objet d'un financement grâce à l'obtention d'un prêt auprès d'une institution financière partenaire du projet et serait couvert par le mécanisme de partage de risques. Le Projet ne subventionnera pas du tout l'achat de ces équipements privés.

84. Appui aux IF. Afin de faciliter l'engagement des IF de la zone dans le financement des filières vivrières et en particulier des campagnes agricoles, et faciliter l'accès des cibles du Projet à leur services financiers, les appuis suivants seront apportés au niveau des IF: (i) couverture partielle et dégressive des charges liées aux agents de crédit qui seront affectés dans les IF concernées par le partenariat pour le suivi de proximité: 75% la première année, 50% la deuxième année et 0% la

troisième année. Il est estimé qu'à partir de la troisième année, les revenus générés par les crédits permettront de couvrir la charge de fonctionnement des agents³⁸ et (ii) mise à disposition d'une moto par IF concernée pour les déplacements de l'agent de crédit pour le suivi de proximité. Les frais d'entretien et d'assurance seront à la charge de l'IF.

85. En outre, une assistance technique ponctuelle sera mise à la disposition des IF partenaires (i) les accompagner dans l'introduction de produits innovants qui résulteraient de l'étude portant sur la demande et l'offre de produits financiers tels que le warrantage si sa pertinence était confirmée ou encore l'assurance récolte indiciaire (définition des produits et de la politique, mise en place et suivi du pilote, formation...), et (ii) former les agents de crédit et gérants de caisses ainsi que le personnel de la Direction de l'exploitation à l'analyse des besoins de financement des filières vivrières et à l'analyse des risques. Trois missions d'assistance technique sont prévues pour une durée totale de 60 jours sur l'année 2 du Projet

86. Appui aux IF partenaires. Les IF partenaires bénéficieront d'appuis afin de pouvoir s'engager dans le financement des besoins des cibles du projet qui porteront sur:

- Une subvention pour l'acquisition d'un car mobile 4x4 pour couvrir les villages éloignés des localités où sont implantées les agences de l'IF dans la zone du projet et une contribution forfaitaire et dégressive aux frais de fonctionnement de ce car. Ce type de car en zone rurale n'étant pas encore opérationnel, il a été estimé qu'un forfait mensuel estimé à 0,6 million de FCFA (1,200 USD) serait alloué à l'IF concernée pour couvrir de manière dégressive les frais de carburant et les charges de personnel (100% l'année 2; 75% en année 3; 50% en année 4 et 0% les années suivantes).
- Une couverture partielle et dégressive des charges liées à un agent chargé de la clientèle rurale, pour chacune des agences de la zone du projet, selon les mêmes montants et modalités pour toutes les IF soutenues.

87. En contrepartie de ces accompagnements directs et des appuis du Projet le long des filières des IF partenaires, celles-ci s'engageraient à: (i) mettre en place les conventions avec les OPA bénéficiant du fonds de dotation et en assurer le suivi; (ii) assurer la disponibilité des ressources financières pour les crédits à la fois de campagne et de commercialisation émanant des OPA pour les campagnes suivantes; (iii) adapter ou introduire les produits et services dont les caractéristiques répondront aux besoins des cibles du Projet; (iv) traiter les demandes de financement des OPA et autres acteurs conformément aux meilleurs standards; et (v) lever la contrainte de l'ancienneté préalable et alléger les exigences de caution financière (15% au lieu de 30%) à la fois pour les OPA et les autres acteurs bénéficiant des accompagnements du Projet.

88. Par contre, le taux d'intérêt et autres charges financières appliquées sur le crédit seront conformes aux pratiques en vigueur pour éviter toute distorsion et inscrire ces relations entre les acteurs des filières et les IF dans la durabilité.

89. Activités de portée générale: (i) L'étude sur les besoins de crédit et autres mécanismes ou services financiers spécifiques (en particulier warrantage, assurance récolte indiciaire, et leasing) des différents acteurs des 4 filières ciblées par le Projet sera réalisée en préalable au cours de l'année 2014 sur financement du PROPACOM actuel. Cette étude permettra aussi d'affiner l'identification des institutions financières, en particulier bancaires, qui seraient susceptibles de collaborer avec le Projet, notamment pour le financement à moyen terme des équipements et pour des besoins éventuels de

³⁸ A partir de 2017, en année 1 de la mise en place des crédits de campagne par les IF pour les cibles du Projet, chaque agent de crédit aurait une production moyenne de crédit pour ce portefeuille de l'ordre de 183 000 USD, soit 91,5 millions de FCFA (passant à 337 millions dès l'année 2) permettant, sur la base d'un encaissement de 85% du montant des intérêts attendus pour tenir compte des défaillances, de dégager environ 7,2 millions d'intérêts pour une charge directe annuelle de l'agent de crédit de 3,5 millions de FCFA. Des pertes sur le principal doivent aussi être prises en compte, mais cette simulation rapide permet de s'assurer qu'avec la progression du portefeuille de crédit attendue, le coût des agents de crédits pourra être couvert par les intérêts générés par le portefeuille géré après la fin de la subvention du Projet.

refinancement des IFs; et (ii) signature d'une convention de partenariat avec les IF partenaires pour définir le cadre global de la collaboration et les modalités devant faciliter l'accès des cibles du Projet aux services financiers offerts par les IF de la zone du Projet et en particulier le crédit de campagne.

90. Mise en place d'un mécanisme de partage des risques (MPR) pour couvrir les risques sur les crédits équipement à moyen terme. Pour les crédits d'équipement à moyen terme, un mécanisme de partage de risque sera mis en place pour favoriser l'engagement des institutions financières (IF) dans le financement à moyen terme des équipements de production et de transformation à la fois pour les OPA de producteurs et les transformateurs individuels. Ce mécanisme de partage de risque se justifie en raison de l'inexpérience actuelle des IF et de leur faible engagement dans ce type de financement au niveau des filières vivrières jugées risquées. Ce mécanisme est donc une mesure d'incitation dont l'objet consiste à partager à part égale (50%/50%) le risque pris sur ces crédits entre le projet et l'IF, ce qui signifie que dans le cas d'un impayé après réalisation des garanties par l'IF, les impayés en principal et intérêt restants seront couverts à hauteur de 50% par le projet via le mécanisme de partage de risque. Il ne s'agit donc pas d'un fonds de garantie classique avec immobilisation de fonds auprès des IF. Il évite une substitution de fait aux ressources devant servir à accorder les prêts à moyen terme. Il s'agit en fait d'un engagement par signature de la part du projet à prendre en charge 50% des impayés sur les crédits d'équipement, après épuisement par l'IF des possibilités de recouvrement (cf. schéma en appendice 5, annexe 5).

91. Ce mécanisme bénéficierait ainsi aux IF si leurs ressources leur permettaient de s'engager dans le financement à moyen terme. Ce MPR constitue une mesure transitoire et incitative permettant d'intéresser les IF à ces financements à moyen terme pour une clientèle qu'elles connaissent peu ou pas, le temps de faire la démonstration qu'il s'agit d'un produit intéressant sur un marché du vivrier porteur et que ces IF intègrent ce produit de manière permanente dans leur offre de crédit.

92. Le MPR couvrirait sur les trois premières années de placement de ces crédits (2016 à 2018 – années 2 à 4 du projet), le risque sur les crédits en fonds de roulement accordés aux mini-rizeries et aux refinancements destinés à l'IF pour les crédits de campagne sur les quatre premières années. Il est estimé que la contribution du projet s'élèverait à 225,7 millions de FCFA (soit environ 451 400 USD). Les hypothèses de défaillance retenues après réalisation de la garantie concernant les crédits d'équipement sont pessimistes: 20% de taux de défaillance la première année de placement de ces crédits, 13% la deuxième année et 8% la troisième année. Les détails des calculs et des hypothèses concernant le mécanisme de partage de risques sont présentés dans les appendices 16-18 de l'annexe 4. Le coût de gestion du MPR est estimé à 131,8 millions de FCFA (soit environ 271 700 USD) de l'année 2 à l'année 6 du Projet, soit sur 5 années³⁹

93. Les principes de base du fonctionnement de ce mécanisme sont les suivants: (i) le MPR ne concerne que les crédits à moyen terme pour les équipements ayant fait l'objet d'une demande de financement de la part d'une OPA ou d'un privé individuel n'entrant pas en compétition avec les OPA; (ii) le MPR n'intervient pas dans le processus de décision d'octroi des crédits qui relève de la responsabilité de l'institution financière (IF); (iii) le MPR n'intervient pas dans le processus de recouvrement des crédits; et (iv) le MPR sera mobilisé après réalisation de la garantie en cas d'impayés et dans le respect des procédures des IF. La partie du risque non-couverte par le MPR sera supportée par l'institution financière.

Composante 2: Valorisation et mise en marché des produits agricoles

(13,58 millions de \$US, soit 23% du coût total)

94. L'objectif des activités post récolte sera de maximiser les revenus des producteurs en valorisant les produits commercialisés par l'amélioration des conditions de stockage, de transformation et de commercialisation. Cette composante est organisée en deux sous-composantes: i) Appui à la

³⁹ Détails dans annexe 5

professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché et ii) Infrastructures de mise en marché.

Sous-composante 2.1: Appui à la professionnalisation des acteurs post- récolte et à l'accès au marché

95. La porte d'entrée pour les activités de cette composante sera la qualité des produits commercialisés pour profiter au mieux des opportunités de marché. Cette stratégie suppose la structuration et l'organisation des acteurs de l'aval de la filière, leur bancarisation, et la contractualisation des transactions. Les appuis à apporter seront identifiés en prenant en compte les spécificités des filières et les impératifs de professionnalisation des OPA. Les activités de la sous-composante seront alors organisées en deux volets, à savoir: (i) professionnalisation des acteurs et accès au marché; et (ii) accès aux équipements de transformation.

96. Professionnalisation des acteurs post-récolte et accès au marché. Sous ce volet, le Projet apportera des appuis visant à: (i) promouvoir la structuration des acteurs de l'aval des filières (pour les collectrices, les femmes pratiquant le maraîchage, les transformateurs et commerçants privés) par des conseils juridiques, la formation en fonctionnement associatif et la bonne gouvernance; (ii) aider et accompagner les OPA dans les exercices de contractualisation et de commercialisation pour profiter des opportunités de marchés pour des produits de qualité; par des aides à la négociation et à la contractualisation entre les différents acteurs des filières et les grands acheteurs (usines pour l'aviculture, brasseries, supermarchés, acheteurs institutionnels...); (iii) promouvoir des contrats entre OPA, collectrices, transformateurs, commerçants et coopératives pour pérenniser les partenariats en vue de la production d'un riz local et de l'attiéké de qualité labélisé; (iv) fournir des informations sur les marchés par la diffusion, par SMS, d'informations sur l'évolution des marchés des principaux produits vivriers et les demandes des grands acheteurs (usine pour alimentation avicole, stocks de sécurité,...); et (v) diffuser des informations sur les normes des produits, la définition d'une charte nationale de qualité des céréales, les nouveaux produits financiers, et toute information permettant d'améliorer la compétitivité des filières et dans le dialogue politique avec les autorités. Pour les filières maraîchage, le Projet apportera des appuis en matière de: (i) structuration des maraîchères (dans les bas-fonds aménagés par le Projet) en groupements autour d'associations de caution solidaire pour le crédit et le regroupement des productions; (ii) planification des mises en culture pour étaler la période de commercialisation; et (iii) appui à la contractualisation entre les groupements de maraîchage et les commerçants pour les ventes hors de la zone du piment et du gombo séché.

97. Le Projet financera, en outre, une session de formation des 15 OPA de type "union" sur les principes et techniques de vente groupée et de la contractualisation, technique de négociation, etc. Cette formation / appui / conseil sera dispensée par l'ANADER. Le Projet soutiendra également les OPA de type "union" dans leur démarche de prospection de nouveaux marchés en facilitant leur participation à des foires et/ou bourses agricoles au niveau national et/ou dans la sous-région.

98. Accès des OPA aux équipements de transformation. Les activités sous ce volet incluront pour le riz, (i) la mise en services de 5 mini-rizeries gérées selon le système Entreprise de Services et Organisations de Producteurs (ESOP) dans la mesure où elles seront totalement équipées, dotées de fonds de roulement et protégées (par l'ONDR) de la concurrence de l'usine de transformation du paddy installée à Odienné; (ii) des conseils aux coopératives dans la négociation des contrats avec les multinationales engagées dans l'appui à la production et la transformation du paddy, sur les prestations prévues et les conditions de cession du paddy et du riz blanc; et (iii) la modernisation du parc des petites décortiqueuses privées grâce à la facilitation de l'accès au crédit ⁴⁰. Pour le maïs, la fourniture de (i) 400 bâches de séchage afin que les producteurs puissent maîtriser le degré d'humidité du maïs avant la commercialisation; (ii) 600 petites égraineuses à main pour les femmes qui jusqu'à maintenant égrainaient les épis à la main; (iii) 10 égraineuses mécaniques équipées d'unité de vannage pour les coopératives; et (iv) une action pilote de warrantage (selon les résultats

⁴⁰ Voir note 4.

de l'étude sur les produits et services financiers) pour les coopératives ayant un degré de maturité suffisant. Pour le manioc, le Projet apportera les appuis suivants: (i) 95 équipements (broyeurs et presses) au profit des coopératives pour alléger le travail des femmes et améliorer les conditions d'hygiène dans le traitement des produits; et (ii) pour la fabrication d'attiéké, le Projet fera la promotion, à travers le schéma de financement tripartite décrit plus haut, de 3 unités de production d'attiéké frais de qualité avec un rendement au-delà de 50 %. Ces unités seront gérées selon le modèle ESOP rassemblant des OPA et un transformateur privé. L'appui à la filière maraîchage ne prévoit pas d'acquisition d'équipement de transformation.

99. Ces appuis seront complétées par la mise en place d'infrastructures de stockage, d'aires de séchage et d'abris pour les équipements décrits dans la sous-composante « infrastructures de mise en marché ».

Sous-composante 2.2: Infrastructures de mise en marché

100. La sous-composante vise un double objectif: (i) améliorer l'accessibilité des sites à aménager pour l'évacuation des productions vers les villages et faciliter la liaison des zones de production aux marchés ruraux. Les actions porteront sur des travaux d'aménagement de chemins d'accès pour les bas-fonds difficiles d'accès et la réhabilitation des pistes rurales; et (ii) contribuera à une meilleure valorisation des produits agricoles à travers l'amélioration des conditions de stockage, de conditionnement, de transformation et de mise en marché. Les actions retenues dans le cadre de cette sous-composante concerneront la construction d'aires de séchage de riz notamment de bas-fond, de magasins de stockage pour la commercialisation du riz et du maïs selon les régions, de hangars de conditionnement des produits maraichers et des abris pour des unités de transformation de produits divers (manioc, maïs...).

101. Désenclavement. Les activités de désenclavement seront limitées à la réhabilitation de: (i) 140 km de pistes rurales (6 m de largeur de chaussée) répartis en plusieurs tronçons incluant la construction d'un total de sept (7) ponceaux. Les travaux consisteront à un reprofilage pour la restauration des caractéristiques initiales afin de faciliter la fluidité du trafic, la remise d'une couche de roulement ainsi qu'à la réhabilitation ou la construction d'ouvrages de drainage; et (ii) 100 km de chemins d'accès à certains bas-fonds enclavés pour faciliter l'acheminement des intrants et l'évacuation des récoltes. Il s'agit de petits tronçons de 2 à 5 km, nécessitant des travaux de reprofilage et d'élargissement (à 4,5 m de largeur de chaussée) et des traitements de points critiques (remblayage, pose d'ouvrage de drainage) afin de faciliter le passage aux véhicules.

102. Stockage. Pour les infrastructures de stockage, de conditionnement et de transformation, propriétés des OPA qui en assureront la gestion et la maintenance, les actions porteront sur la construction de: (i) 100 aires de séchage de paddy de 100 m² chacun au niveau des bas-fonds; (ii) 50 magasins de stockage de céréales (riz ou maïs) couvrant chacun 100 m² pour une capacité de stockage de 200 tonnes; (iii) 25 hangars de conditionnement de produits maraichers couvrant chacun 100 m²; et (iv) 40 abris pour des équipements divers de transformation (manioc, maïs), couvrant chacun 100 m².

Composante 3: Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs

(6,62 millions \$US, soit 11% du coût total du Projet)

103. La composante mettra en place le dispositif de coordination, de gestion et de suivi évaluation du Projet. A travers elle, le Projet financera (i) les coûts d'établissement (mise en état et équipement des bureaux, achat de matériels roulants, etc.); (ii) les salaires et fonctionnement de l'Unité de coordination du Projet (UCP), des antennes régionales (AR); (iii) les frais des sessions du comité de pilotage, la préparation des programmes de travail et de budget annuel (PTBA); (iv) les frais de mission de suivi et de supervision interne (de l'UCP, les AR, les Directions des Eaux et Forêts, les Directions régionales de l'agriculture - DRA et les Directions départementales de l'agriculture - DDA); (v) les études diverses, les audits, les missions de supervision statutaire; (vi) la collecte, le traitement et la diffusion des données sur le Projet; et (vii) le développement des outils de S-E, y compris l'appui

du niveau régional, les sessions des plateformes régionales de coordination et des cadres régionaux de concertation, les voyages d'études et les appuis institutionnels au MINAGRI et aux Ministères chargés Eaux et Forêts et de l'Environnement. Seront également financés les coûts de formation du personnel, et les frais liés aux activités d'information, de sensibilisation et de communication entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du Projet.

E. Enseignements tirés et conformité aux politiques du FIDA

104. Depuis 1981, le FIDA a accordé 8 prêts à la Côte d'Ivoire, dont cinq ont financé des projets de développement rural dans la zone Centre-Nord-Est du pays. L'accompagnement du FIDA, interrompu durant les dix années de crise, a été relancé à la faveur des dernières élections présidentielles par le financement de deux nouveaux projets.

105. Des interventions passées en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins, il a été retenu de tirer des leçons en vue de qualifier les nouvelles opérations. Il faut toutefois souligner que le PROPACOM en cours dont devrait fortement s'inspirer le PROPACOM-Ouest n'est opérationnel que depuis mai 2013. Il n'a par conséquent pas encore d'acquis dont on pourrait s'inspirer dans le cadre de la mise en œuvre du présent Projet. Il en est de même pour le Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté (PRAREP) dont les activités ont effectivement démarré en janvier 2013. Le PROPACOM-Ouest interviendra alors en s'inspirant et en construisant principalement sur les acquis et leçons apprises de projets similaires mis en œuvre dans la sous-région. Du PROPACOM en cours, le nouveau Projet a néanmoins tiré quelques leçons de la conception et introduit des améliorations. Il s'agit, notamment, de l'introduction de la notion de plan d'affaire comme outil et base de travail des OPA et de l'établissement de relation d'affaires avec les IF à travers la bancarisation comme élément fondamental des interrelations entre OPA et IF. Ces deux grands principes guideront le fonctionnement et le développement économique des OPA.

106. Les leçons apprises des projets exécutés dans la sous-région pourraient se résumer comme suit:

- Appui aux OPA et durabilité des interventions. L'expérience des projets mis en œuvre, notamment en Côte d'Ivoire, nous montre qu'il ne suffit pas de recapitaliser les OPA en leur « offrant » des intrants et des équipements de production et de transformation pour assurer leur viabilité et leur rentabilité. Les appuis doivent plutôt s'inscrire dans la durée de manière à aider à construire des OPA qui soient capables de développer des affaires et de rendre des services à leurs membres. Pour y parvenir, il est utile de: (i) bien diagnostiquer / analyser l'OPA avant de décider des types d'appuis à lui apporter; (ii) aider l'OPA à définir un plan d'affaire bancable afin d'assurer une durabilité des services économiques qu'elle va mettre en place; (iii) renforcer l'appui en gestion interne à la fois institutionnelle et économique pour faciliter le fonctionnement de l'OPA; (iv) renforcer les capacités de l'OPA en négociation et plaidoyer afin de s'assurer d'un équilibre dans ses relations avec d'autres acteurs des filières (dans le cadre de la contractualisation par exemple) ou dans le cadre d'un dialogue politique qu'elle pourrait initier; (v) responsabiliser de manière progressive les OPA dans l'évaluation et le paiement des prestataires de services et (vi) s'inscrire dans une dynamique commerciale en s'appuyant sur des réseaux privés de distribution. Les exemples de projets FIDA d'appui aux OPA comme le PNAFA en Guinée, le PSAOP et le PRODAM au Sénégal ont inscrit leurs interventions dans cette logique.
- Dynamique agricole. L'amélioration de la productivité des cultures vivrières au niveau de la petite exploitation paysanne passe impérativement par la mise en place d'un cadre d'accès à différents services essentiels: l'appui-conseil, les intrants agricoles (semences, engrais, pesticides), la mécanisation, et le crédit de campagne et d'équipement. L'appui-conseil, pour être durable, devrait être internalisé en s'adossant sur un encadrement de proximité, s'inscrivant dans la durée. Il s'agira alors d'associer étroitement les organisations de

producteurs au dispositif d'appui-conseil en veillant à développer des capacités endogènes par la mise en place d'un corps de formateurs au sein des OPA.

- Agriculture durable et changement climatique (CC). Les leçons apprises sur les actions d'adaptation au changement climatique en Côte d'Ivoire ne sont pas disponibles car les projets ciblant spécifiquement l'adaptation sont à leur phase initiale. Néanmoins, les expériences des pays de la sous-région permettent de capitaliser les principales leçons: (i) l'information/sensibilisation est indispensable pour amener les producteurs à comprendre les mécanismes et implications des CC. Dans ce cadre, le recours aux campagnes de radio participative, axée sur des émissions interactives (faisant intervenir des experts en réponse à une question donnée) et sur la participation des producteurs est alors utile et augmente l'adoption de pratiques d'adaptation au CC⁴¹; (ii) les projets ayant un impact sur l'adaptation au changement climatique en milieu rural sont ceux ayant introduit de façon participative des innovations et propositions techniques améliorant la productivité de l'eau et du sol apportant une valeur économique à la production (augmentation de rendement, diminution des coûts opérationnels de culture, création de revenus supplémentaires); (iii) les besoins en services météorologiques des producteurs sont manifestes mais le relevé des informations pluviométriques par les producteurs, pour être durable, doit être couplé à la formation et à la fourniture de service d'informations pour la prise de décision; et (iv) les expériences réussies de reboisement combinent l'agroforesterie, c'est-à-dire l'exploitation d'espèces ligneuses de bois-énergie (création de revenus) bénéfiques pour les sols et les cultures vivrières (ex. *Acacia auriculiformis*) au niveau communautaire et/ou privé;
- Valorisation des produits et accès au marché. L'expérience montre que la porte d'entrée la plus porteuse pour dynamiser les activités post-récolte est celle de la qualité basée sur des standards et critères techniques établis et reconnus. Ainsi, la modernisation de l'aval des filières vivrières passe par la promotion de la qualité des produits et l'établissement de partenariats entre acteurs, en développant des appuis spécifiques et ciblés à tous les acteurs de la filière: coopératives, collectrices, transformateurs privée et commerçants. Il est par ailleurs évident que l'accroissement de la production agricole n'est durable que s'il existe un marché pour absorber l'offre. L'accès au marché doit par conséquent être appuyé au même titre que les activités d'amélioration de la productivité.
- Accès au financement. Les leçons tirées de ces expériences en Côte d'Ivoire, mais qui sont aussi celles vécues dans de nombreux pays, mettent en évidence (i) la difficulté à trouver le bon positionnement pour l'Etat qui doit surtout être un facilitateur et ne pas être impliqué directement dans la gestion des institutions financières ou des fonds de garantie afin de ne pas favoriser une culture de non remboursement; (ii) la nécessité d'accompagner les organisations de producteurs dans la rigueur de la gestion du crédit afin que les opérations se dénouent normalement et que des mécanismes durables de financement puissent être mis en place au travers des institutions financières; (iii) dans un contexte immédiat de post-crise où les institutions financières n'ont pas encore redémarré ou sont en phase de reprise, comme cela a été le cas jusqu'en 2010-2011, et où les populations sont dans une situation de grande vulnérabilité, des mesures exceptionnelles et adaptées doivent être recherchées pour relancer la production agricole et permettre l'accès des petits exploitants agricoles aux moyens de production (semences et intrants notamment); (iv) une analyse de la demande doit être conduite pour bien appréhender les besoins et permettre aux institutions financières d'y répondre avec des produits et services adaptés; et (v) la situation où les expériences des institutions financières dans le financement agricole sont limitées et les contraintes fortes en raison de faiblesses structurelles, des accompagnements sont nécessaires pour que la

⁴¹ Participatory radio campaigns: how radio partnerships can increase adoption of climate change adaptation practices" M.G. Coulibaly, K. Perkins, S. Huggins-Rao in "Empowering the rural poor to adapt to climate change and variability in West and Central Africa. CORAF/WE CARD Agricultural Science Week. May 2012.

demande et l'offre se rencontrent. Le PROPACOM-Ouest prendra en compte ces leçons tirées des expériences passées ainsi que le contexte spécifique post crise, la faiblesse actuelle des institutions financières ainsi que la faiblesse des organisations de producteurs. Il adoptera une approche fondée sur le marché en nouant des partenariats avec les institutions financières présentes dans les zones couvertes, présentant des perspectives de viabilité malgré leurs faiblesses actuelles et ouvertes à l'innovation et à l'adaptation de leur offre de services et produits financiers aux besoins et contraintes des groupes cibles.

- Coordination des interventions et implication des institutions publiques. L'implication des services publics dans la coordination et le suivi évaluation reste essentielle dans la mise en œuvre des projets. Ceci est particulièrement vrai au niveau de la définition de politiques et l'adoption de cadres réglementaires en matière de développement agricole, l'identification, l'aménagement et la réhabilitation de sites agricoles de production, la coordination stratégique et le suivi-évaluation de la mise en œuvre de programmes et projets de développement agricole. Il ressort de ces constats et de ces expériences que la performance des programmes de développement et l'efficacité de l'aide extérieure pourraient être contrariée par la faible capacité institutionnelle et de coordination des institutions publiques. Le Projet a prévu des mesures d'appui au démarrage décrit dans l'Appendice 7/Annexe 5.
- Infrastructures. Un mécanisme de maintenance efficace doit être mis en place pour assurer la durabilité des infrastructures.

107. Les enseignements tirés du PROPACOM en cours offrent un cadre de réflexion propice à l'amélioration de l'approche actuelle préconisée par le Projet. Ainsi, la stratégie d'intervention du PROPACOM-extension Ouest propose 3 mesures additionnelles qui seront davantage élaborées dans le document de conception du Projet à savoir:

- a. L'appui à la finance rurale qui vise à créer un environnement favorable à l'investissement et à la durabilité des actions du Projet dans le secteur agricole;
- b. L'approche « Plan d'Affaire » dans le cadre de l'appui durable aux OPA; et
- c. L'accompagnement soutenu des acteurs post-récolte des spéculations concernées.

III. Exécution du Projet

A. Approche

108. Vision du Projet. La vision du Projet est de faire des OPA des acteurs effectifs du développement agricole de la zone. Pour ce faire, le Projet devra contribuer efficacement à la transformation progressive et durable de la production vivrière ivoirienne en combinant deux dimensions complémentaires, à savoir: l'appui au développement des filières vivrières et la dynamisation des OPA intervenant dans ce domaine. Les objectifs attachés à cette vision seront atteints par la: (i) création de conditions d'une professionnalisation et une autonomisation progressive des organisations de producteurs (formation, partenariat, contractualisation, etc.); (ii) fourniture d'appuis sous les formes appropriées (accès aux financements, accompagnement, formation,...) pour soutenir l'investissement productif, la transformation et la mise en marché (aménagements, accès aux facteurs de production, etc.); et (iii) la mise en place des normes de qualité en vue d'une commercialisation répondant progressivement aux exigences du marché. Cet objectif sera atteint de manière progressive en prenant en compte la faible structuration des OPA dans les filières et régions ciblées et en veillant à ce que le développement des filières retenues se fasse de pair avec celui des OPA qui en sont les animatrices principales.

109. Sur la base de cette vision, l'exécution du Projet s'appuiera sur les principes et l'approche méthodologique ci-après:

Principes d'intervention:

Approche "Plan d'affaire": Tout appui aux OPA en ciblage direct sera conduit sur la base d'un plan d'affaire développé sur la durée totale du Projet et élaboré par l'OPA avec l'appui des services d'appuis (responsable OPA de l'antenne, autres prestataires) afin de garantir la durabilité des interventions. La culture de plan d'affaire sera également introduite au niveau des OPA de base et ce, dès les premiers actes de collaboration avec le Projet.

Responsabilisation des OPA: L'appropriation progressive par les OPA appuyées des services de gestion, de fourniture de services et de développement de l'OPA devra constituer un objectif à atteindre dans le processus de développement et de structuration des OPA. Cette responsabilisation se fera via des contrats tripartites entre l'OPA, le Projet et les prestataires de services.

Bancarisation des OPA: Afin de faciliter l'accès des OPA et leurs membres aux services financiers, en particulier au crédit pour le financement des campagnes agricoles et des équipements de production et de transformation, le Projet facilitera l'établissement de partenariat avec une ou plusieurs institutions financières⁴² (IF). Les OPA seront progressivement amenées à ouvrir des comptes et à gérer directement leur partenariat avec ces IF.

Contractualisation: Celle-ci constituera l'un des principes fondateurs sur lesquels se basera l'essentiel du développement du business des OPA. La contractualisation s'établira avec les autres acteurs des filières vivrières ciblées: transformateurs, commerçants, fournisseurs d'intrants et autres prestataires de services.

110. A ces principes de base s'ajoutent ceux plus classiques de: (i) l'approche par la demande qui consiste à intervenir en réponse à une demande expresse des porteurs d'initiatives; (ii) le financement des microprojets relevant essentiellement du secteur privé local; (iii) le principe du "faire faire" qui privilégie la contractualisation avec des prestataires publics et privés pour la fourniture de services (formation, conseil, accompagnement, structuration); (iv) la prise en compte des diversités régionales dans les interventions à promouvoir; (v) l'approche participative qui consiste à associer les différentes parties prenantes dans la conception et l'exécution des actions prévues; (vi) la recherche de complémentarité et de synergie avec les projets et initiatives développées dans les zones d'intervention du Projet et intervenant dans le même domaine; et (vii) la prise en compte des acquis techniques et méthodologiques des projets similaires menés aux niveaux national et sous-régional.

111. La stratégie d'intervention suivie par ASAP est complémentaire aux actions préconisées dans le cadre de l'appui à la production agricole durable du PROPACOM et de l'appui aux OPA (composante 1). Elle se base sur l'analyse des contraintes et potentialités des agro-écosystèmes couplée aux prévisions climatiques. Elle est, de fait, différenciée par zone agro-écologique. Ainsi, dans la zone forestière de l'Ouest, ASAP axera ses intervention sur: (i) l'intensification durable des systèmes de production pluviaux à base de riz pour lever les contraintes liées à l'appauvrissement des sols et diffuser des pratiques de gestion de la fertilité des sols qui remplacent le système de défriche-brûlis arrivé à saturation; (ii) la lutte contre l'érosion des coteaux cultivés en riz traditionnel par l'introduction de pratiques d'agroforesterie à l'aide de légumineuses à croissance rapide; et (iii) des aménagements d'évacuation d'eau renforcés (drainage) sur les bas-fonds aménagés pour limiter les risques d'inondation identifiés. Dans la zone soudanienne, les actions prioritaires sont: (i) l'intensification et la diversification durable des systèmes de production à travers la promotion de l'agriculture de conservation principalement sur le maïs et le manioc; et (ii) la lutte contre le phénomène de désertification et les feux de brousse à travers le reboisement. Dans la zone soudano-guinéenne de transition, ASAP ne travaillera pas sur les questions relatives aux systèmes productifs durables car cette région est considérée comme étant la moins prioritaire.

⁴² Cf. détail Composante 1.

Approche:

- Tout comme pour le PROPACOM en cours, le Projet partira du principe que les OPA doivent rendre des services à leurs membres. Il prendra, comme levier, les fonctions économiques qui ont un impact sur la situation matérielle des exploitations familiales, pour favoriser les fonctions d'autonomie organisationnelle que sont les fonctions de gouvernance et les fonctions syndicales (négociation, représentation, plaidoyer). Afin de bien calibrer les appuis à leur apporter, un diagnostic des OPA sera conduit entre le deux missions de conception afin de classer les OPA en fonction de leur niveau de maturité. A la suite de ce diagnostic et en fonction du niveau de maturité, les OPA engagées dans la production seront regroupées en quatre catégories (de 1 à 4) selon le modèle classique de classement. L'appui du Projet sera organisé sur cette base. Il faut toutefois noter que selon le constat fait sur le terrain durant la mission (à confirmer par le diagnostic), la majorité des OPA rencontrées se classeraient actuellement dans la catégorie 1, peu dans la 2 et aucune dans les catégories 3 et 4. En attendant la conclusion de ce travail, les OPA visitées ont été classées en deux groupes, à savoir: (i) groupements de producteurs à la base (appelées OPA de type **groupements**) organisés au niveau très local, soit autour d'aménagements spécifiques (cas des CGA autour des bas-fonds par exemple), soit pour la mise en valeur de parcelles en commun (cas le plus fréquent des groupements de femmes et de jeunes); et (ii) des organisations de producteurs à statuts associatif⁴³ et coopératifs⁴⁴ structurées au-delà du premier niveau (appelées **OPA de type Union**), le plus souvent fédérant des groupements locaux organisés par sections (les sections rassemblant plusieurs villages) ou par aménagement dans le cas des OPA rizicoles.
- A ces OPA s'ajoutent les acteurs engagés dans la transformation et la commercialisation en aval des filières. Ceux-ci restent des acteurs incontournables dans la dynamisation du secteur dès lors que la finalité de toute production n'est garantie que si elle est suivie et entretenue par une bonne commercialisation. L'approche stratégique à ce niveau reposera alors sur la mise en relation contractuelle entre producteurs, transformateurs et commerçants. Le fondement de cette contractualisation sera basé sur la qualité des produits commercialisés de manière à favoriser une pénétration progressive des produits nationaux sur le marché intérieur. Des actions d'appui et de renforcement seront alors apportées à ces acteurs en accord avec les besoins et capacités.
- Il reste évident que le développement de toutes ces activités demande des financements appropriés. Le Projet favorisera la bancarisation des acteurs avec des mécanismes transitoires de facilitation et la promotion de la culture du crédit.
- Sur le plan politique et institutionnel, le Programme PROPACOM appuiera et accompagnera: (i) la structuration des OPA et la mise en place des interprofessions; (ii) la mise en place et le fonctionnement des plateformes régionales de coordination entre acteurs; (iii) la conduite d'études sur le financement rural entre autres; (iv) l'amélioration des systèmes de S&E sectoriels (Agriculture, Environnement et Eaux et Forêts). Ces actions auront un double bénéfice: (i) contribuer au développement des capacités des OPA pour une meilleure participation au dialogue sur les politiques et une meilleure défense de leurs intérêts; et (ii) offrir aux services techniques de l'Etat, à travers les études et un meilleur S&E, des bases solides pour une bonne prise de décision.

112. En raison de cette différence de situation, la nature et l'intensité des appuis à apporter aux OPA seront différentes en fonction de la filière, du segment et de leur niveau de maturité. A chaque

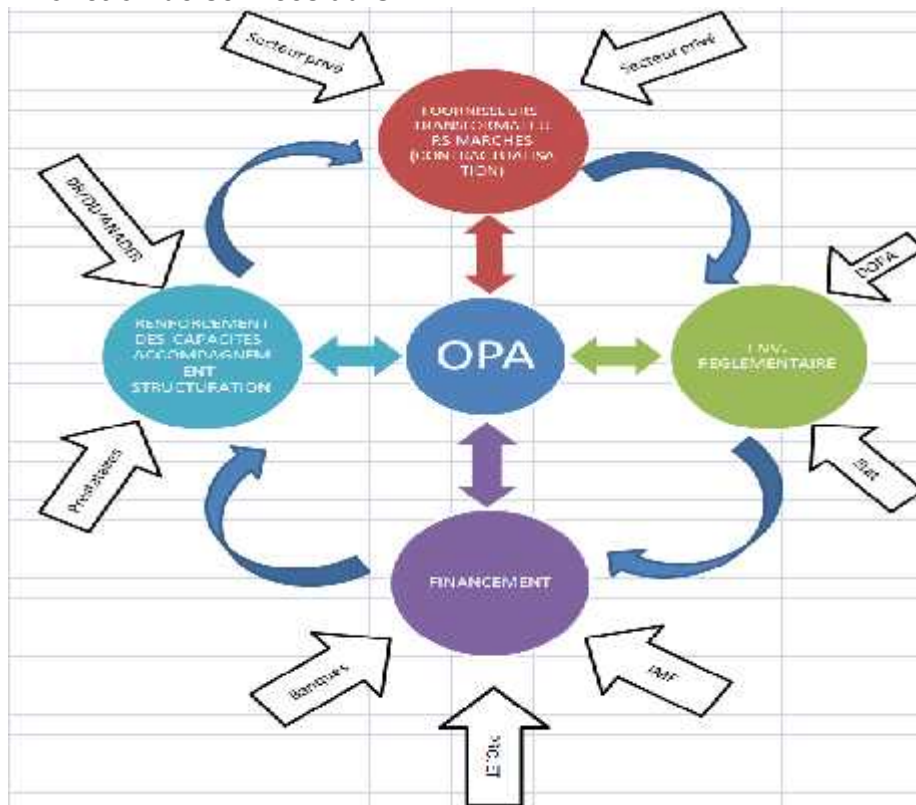
⁴³ Loi N° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, sous tutelle du Ministère de l'intérieur.

⁴⁴ Enregistrées sous le statut de la Loi N° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives, sous tutelle du Ministère de l'agriculture, qui, en date de la mission de formulation, n'étaient pas en conformité avec la nouvelle législation en vigueur (Acte uniforme de l'OHADA, cf. chapitre précédent).

catégorie correspondra un appui spécifique et adapté de manière à faire évoluer une masse critique d'OPA du niveau un vers le niveau deux.

113. D'une manière globale, les appuis et interventions du Projet comprendront un: (i) appui-accompagnement, renforcement des capacités et structuration des acteurs; (ii) mise en relation et contractualisation entre acteurs; (iii) accès au financement; et (iv) amélioration de l'environnement pour le développement de la petite entreprise. Les actions proprement dites liées à chacune de ces thématiques sont décrites dans les différentes composantes en mettant en relief les responsabilités institutionnelles des acteurs (schéma 1 ci-après).

Schéma 1 - Fonction de services au OPA.



114. Toutes les interventions prévues par le Projet seront organisées autour des OPA qui constituent sa porte d'entrée. Pour réussir cette organisation, les OPA ont été répertoriées et ventilées par région et département⁴⁵. Cette ventilation sert alors de guide pour que les différentes demandes des OPA soient identifiées et les réponses apportées de manière régionalisée. Cette approche offre plusieurs avantages, comme celui de: (i) apporter des réponses adaptées aux systèmes de production de chaque zone agro-écologique; (ii) calibrer les réponses à ces demandes en fonction du niveau de maturité des OPA de chaque zone; (iii) rendre plus facile la programmation des investissements (pistes et aménagements); (iv) estimer de manière assez précise et par région, les demandes en matière d'intrants, de crédit, d'agents d'encadrement, d'équipements à acquérir; (v) faciliter le suivi et l'évaluation régionalisée de l'évolution institutionnelle des OPA; etc.

⁴⁵ La ventilation par département se fera avant le démarrage du Projet sur la base des résultats de l'étude diagnostic des OPA en cours d'exécution sur financement du PROPACOM actuel.

Tableau de ventilation des OPA par région

Ventilation des OPA par région				
Région	Comités de gestion des aménagements(CGA)	Groupements maraîchers	OPA Vivrières mixtes	Total
Tompki (1)	45	45	112	
Bafing (2)	30	30	64	
Worodougou et Béré (2)	15	26	75	
Kabadougou et Folon (3)	12	26	101	
TOTAL	101	127	350	578

(1) Région du Tompki et Départements de Man, Biankouma, Danané, Koubly, Bangolo et Zouan Hounie

(2) Régions du Bafing, Worodougou et Béré et Départements de Touba, Kroo et Ouaninou

(3) Régions de Kabadougou et Folon, Départements d'Odienné, Madinani, Samatiguila, Gbeleban, Seguelon, Minignan et Kaniasso

B. Cadre organisationnel

115. Tutelle. Le Ministère de l'agriculture (MINAGRI) assurera la tutelle du Projet.

116. Pilotage. Le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP) du PROPACOM en cours servira de cadre unique et commun de pilotage aux deux Projets. Ses attributions et ses modalités de fonctionnement restent inchangées mais sa composition sera étendue aux Ministères en charge des Eaux et Forêts et de l'Environnement en raison de l'intégration des activités d'adaptation au changement climatique. Le COP veillera tout particulièrement au développement de synergies et complémentarités entre les activités du Projet et celles des autres projets opérant dans la zone cible.

117. Le COP se réunira deux fois par an en session ordinaire avec la possibilité de convoquer une session extraordinaire. Il pourra également prévoir une visite de terrain pour ses membres à l'occasion de chacune des deux sessions ordinaires. Le COP approuvera les rapports annuels d'exécution; validera les programmes de travail et budgets annuels (PTBA); examinera et approuvera les rapports d'audit; vérifiera l'application des recommandations issues des rapports d'audit et des missions de supervision; veillera au respect de ses objectifs et de sa stratégie d'intervention, et à la cohérence des interventions avec les politiques et projets en cours. Le Secrétariat sera assuré par la Direction générale de la planification, de la programmation, du contrôle des projets et des statistiques (DGPPS) appuyée par l'UCP du Projet.

Appui institutionnel au MINAGRI et aux Ministères partenaires

118. Le PROPACOM contribuera au renforcement des capacités du MINAGRI à deux niveaux, au niveau central et au niveau régional et départemental.

119. Au niveau central. Le PROPACOM se propose lui aussi de contribuer au renforcement des capacités du Ministère en complétant les appuis du PARFACI. Le projet fournira alors un appui au Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la mise en œuvre de le PNIA. L'appui proposé se fera à travers la Direction Générale de la Planification, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS), qui a un rôle transversal dans la mise en œuvre des stratégies de développement et coordonne la mise en œuvre du PNIA. Les actions porteront sur le renforcement des capacités des cadres du MINAGRI au niveau central, régional et départemental. Au niveau central, le PROPACOM se concentrera sur deux domaines, à savoir: (i) l'appui à la mise en œuvre du PNIA, et (ii) l'appui à l'amélioration des connaissances sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments.

120. **DGPPS**. Tout le personnel cadre des trois directions de la DGPPS (DPPF, DEP et DSDI) bénéficiera d'un programme de renforcement des capacités portant sur: i) l'analyse des politiques agricoles, (ii) les études et analyse de projets y compris l'analyse économique et financière, et (iii) la programmation opérationnelle. La DEP bénéficiera en plus, de formation en suivi-évaluation et d'un accompagnement dans la diffusion du manuel de S&E du PNIA et l'informatisation du système de S&E du secteur ainsi que la capitalisation et la diffusion des connaissances.

121. **La Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ)** quant à elle bénéficiera de formations sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments en ciblant les filières appuyées par le Projet. Cette formation sera organisée en partenariat avec le PAM et la Direction compétente du ministère chargé du commerce. Les DRA, les DDA et les leaders des OPA de niveau 2 et plus seront par la suite formés à ces normes en vue d'améliorer leur capacité de commercialisation.

122. Au niveau régional. Le Programme appuiera la mise en place au niveau de chacune des régions d'intervention, d'une Plateforme régionale de coordination (PRC). La mise en place de ces PRC répond au besoin de renforcement des institutions pérennes du MINAG dans leurs rôles de coordination des acteurs conformément aux dispositions du PNIA. Les PRC serviront de cadre de dialogue opérationnel entre les services déconcentrés du MINAGRI, les projets et les différents acteurs du développement rural. Le Ministère tirera les leçons de la mise en œuvre de ces PRC pour l'opérationnalisation du manuel de S&E du PNIA. Elles seront présidées et animées par les Directions régionales de l'agriculture (DRA) et se réuniront deux fois par an (tous les 6 mois) conformément aux dispositions du manuel de S&E du PNIA. Elles rassembleront les cadres de la DRA et des DDA, le représentant du Conseil régional, les représentants d'OPA (en amont et aval des filières agricoles), les projets en cours dans la région, les partenaires et institutions techniques (ANADER, ONDR, ...), les ONG et les institutions financières actives dans la région (micro finance et banque commerciale).

123. Formation. Au niveau régional et départemental, le PROPACOM renforcera les capacités de coordination, de supervision et de contrôle des projets et activités agricoles. A cet effet, le personnel des Directions régionales et départementales (DR/DD) de l'agriculture bénéficieront de formation dans les domaines de: (i) suivi-évaluation des projets agricoles; (ii) statistiques agricoles; (iii) techniques d'enquêtes en milieu rural et l'analyse des données; (iv) utilisation du GPS et des logiciels de cartographie; (v) gestion et analyse technico-économique d'une exploitation agricole; (vi) informatique (Microsoft office Word, Excel, Power Point, etc.) et l'utilisation de base de données. De manière plus spécifique, le renforcement en matière de statistiques agricoles comprendra le développement de bases de données (sur les Organisations Professionnelles Agricoles; les données pluviométriques; les productions agricoles (spécifications, surfaces, productions, rendements); l'évolution des prix des produits vivriers (prix à la consommation et prix au producteur); l'évolution des prix des intrants et outillage (semences, engrais, herbicides, machette, etc.).

124. Le Projet prévoit également un appui au Ministère de l'Environnement dans le domaine de: (i) développement de sa stratégie nationale d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique; (ii) l'établissement des mécanismes de coordination entre les différents acteurs institutionnels (Eaux et forêts, environnement, plan, agriculture etc.) et de veille à l'intégration du changement climatiques dans les stratégies du secteur agricole et rural; (iii) la conduite des actions de sensibilisation sur les questions liées aux changements climatiques au niveau des OPA ciblées par le PROPACOM et des utilisateurs des ressources naturelles; et (iv) de l'élaboration d'un mécanisme de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques d'adaptation (suivi, évaluation, diffusion).

125. Au niveau régional, les Directions régionales des Eaux et forêts (DREF) recevront également des appuis institutionnels (formations et assistance technique) et logistiques pour mettre en œuvre les actions relatives au reboisement.

C. Coordination et gestion

126. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le FIDA ont convenu d'organiser les appuis de cette institution au secteur agricole ivoirien, au sein d'un Programme unique et évolutif dénommé qui aura le même dispositif de coordination générale, ainsi que les mêmes manuels d'exécution, de gestion administrative et financière, de suivi-évaluation et de passation des marchés. L'objectif poursuivi est la rationalisation des projets du portefeuille FIDA en respectant le triptyque de (i) l'efficacité de la chaîne de commandement; (ii) l'efficience dans la gestion; et (iii) le principe de subsidiarité.

127. Ainsi, le PROPACOM-Ouest sera mis en œuvre par l'Unité de Coordination du Projet (UCP) unique et commune au Projet PROPACOM en cours (créée par arrêté ministériel n°013/MINAGRI/CAB du 19/09/2012). Cette UCP révisée, comprendra un dispositif à deux niveaux: (i) une coordination générale basée à Bouaké (siège de l'UCP); et des antennes régionales.

128. La Coordination générale sera constituée de l'UCP actuelle du PROPACOM basée à Bouaké. Elle sera responsable de la mise en œuvre stratégique, administrative et financière du Projet. A ce titre, elle veillera à la cohérence, l'efficacité et la qualité de la mise en œuvre des projets PROPACOM et PROPACOM-Ouest. Dans un souci d'efficacité, l'UCP actuelle sera réorganisée de manière à séparer les fonctions de gestion stratégiques et transversales de celle purement opérationnelles (à confier aux antennes). L'UCP sera responsabilisée sur les fonctions transversales (gestion fiduciaire globale, suivi-évaluation général du Projet, relation avec le bailleur de fonds et les institutions nationales, dialogue et développement de partenariats, organisation des études stratégiques, des audits et des mission de supervision, préparations des sessions du comité de pilotage et passation de l'établissement et le suivi de la mise en œuvre des conventions avec les partenaires stratégiques). Elle comprendra désormais: (i) le coordonnateur du PROPACOM; (ii) le responsable administratif et financier; (iii) le responsable du suivi-évaluation; (iv) un(e) responsable en passation des marchés; (v) le responsable des infrastructures rurales; (vi) le comptable; (vii) l'assistant comptable; (viii) un(e) spécialiste en finance rurale durant les deux premières années pour à concevoir et à asseoir les procédures et les modalités de collaboration entre les OPA, le Projet et les IF; et (ix) un personnel de soutien (1 secrétaire, 3 chauffeurs, 2 gardiens).. Après les deux premières années, les prestations de services financiers prendront la forme d'un compagnonnage organisé en deux à trois mission courtes (de 15 jours environ chacune) durant la troisième et quatrième année.

129. Les Antennes régionales (AR). Elles assureront les attributions suivantes: (i) la coordination du Programme à l'échelle régionale et l'établissement de liens avec les collectivités locales et l'Administration déconcentrée; (ii) l'élaboration et le suivi-évaluation des activités du PTBA au niveau régional et la rédaction des rapports d'activités; (iii) la gestion financière et la passation des marchés en fonction des seuils convenus; (iv) l'appui technique à la mise en œuvre des composantes techniques du Projet; (v) la supervision rapprochée du Programme et des prestataires; (vi) l'évaluation des conventions et des contrats de performance des prestataires de services locaux; (vii) la mobilisation des acteurs dans la mise en œuvre des opérations; (viii) le suivi des enquêtes et l'alimentation de la base de données par les prestataires de services; et (ix) le développement des synergies et partenariats à l'échelle de leur zone d'intervention notamment au travers d'un accompagnement aux DRA dans la mise en place d'une Plateforme Régionale de Coordination. Les antennes comprendront: (i) le/la responsable d'antenne, spécialiste en OPA (à recruter); (ii) le/la chargé(e) de la réhabilitation agricole; (iii) le/la chargé(e) de la transformation et de la commercialisation, (v) le/la chargé(e) administratif(ve) et financier(ère) (CAF à recruter); le/la chargé(e) du S-E; et (vii) un personnel d'appui (1 secrétaire, 2 chauffeurs et deux gardiens).

130. Le Programme PROPACOM, dans son ensemble, comprendra cinq antennes, les deux anciennes du PROPACOM en cours (Korhogo et Bondoukou), une nouvelle qui sera ouverte à Bouaké suite à la réorganisation de l'UCP (Annexe 5) et deux nouvelles pour le compte du PROPACOM-Ouest (Man et Séguéla). Le niveau de responsabilisation des antennes du PROPACOM et celles du PROPACOM-Ouest à créer sera renforcé en termes de gestion financière, de passation de marché et de responsabilité technique. La mission de conception finale a permis de convenir avec la partie nationale, le principe d'accorder au Projet et aux cinq antenne du PROPACOM: (i) le maintien de l'inscription du Projet dans le Système intégré de gestion des finances publics (SGFIB), avec le code de région de Bouaké; (ii) une élaboration éclatée du budget du Projet par antennes de manière à pouvoir faire ressortir les budgets de celles-ci; (iii) faire valider ces budgets par le Contrôleur financier compétents en vue de leur prise en compte dans le Système intégré de gestion des marchés publics (SIGMAP); et (iv) la conduite des opérations de passation des marchés par les

Directions régionales des marchés publics compétentes sur la base des lignes à marchés identifiés dans le budget éclaté de chaque antenne.⁴⁶

131. La sélection du personnel additionnel du Programme (complément de l'UCP, des anciennes antennes et le personnel des nouvelles antennes) se fera sur une base compétitive par voie d'appel d'offres national publié dans la presse nationale selon les procédures actuelles en vigueur en Côte d'Ivoire, excluant toute discrimination et acceptable par le FIDA. Le personnel actuel pourra faire acte de candidature à ces postes et à compétence égale il sera sélectionné de manière prioritaire. Un cabinet sera recruté par le Ministère de l'Agriculture afin d'assister dans la sélection du personnel recruté par le Projet. Les candidatures retenues seront soumises au FIDA pour approbation. Les femmes seront encouragées à postuler aux postes à pourvoir. Les fonctionnaires pourront offrir leurs candidatures pour les postes. S'ils sont sélectionnés, ils devront obtenir leur disponibilité pour la durée du contrat les liant avec le Programme. Tous les contrats seront à durée déterminée d'un an renouvelable en fonction de la performance atteinte et après consultation préalable du FIDA. Les contrats seront établis conformément à la législation en vigueur sur le territoire ivoirien. Le recrutement du personnel, et le cas échéant, la décision de rompre leur contrat, seront décidés en accord avec le FIDA. Le personnel du Programme sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement et il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations.

D. Partenariats

132. Le principe de la mise en place d'un programme unique d'intervention des appuis du FIDA a été convenu avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Cette option se manifestera entre autres, par la rationalisation des projets du portefeuille, l'établissement et le développement de partenariats entre les projets financés par le FIDA et l'utilisation des manuels et outils communs de gestion. Ainsi, le PROPACOM et le PROPACOM-Ouest qui seront actifs au sein du Programme PROPACOM à partir de 2015 seront mis en œuvre dans un esprit de partenariat interne.

133. Au niveau externe, le Programme développera les partenariats avec:

- Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest, volet riz (PPAAO)⁴⁷ qui a inscrit dans ses activités: (i) le renforcement du CNRA et la réhabilitation du CFMAG pour la production de semences améliorées; (ii) le renforcement des capacités des chercheurs; (iii) la recherche variétale du riz; (iv) le fonctionnement du service de certification des semences; (v) l'amélioration des itinéraires techniques; et (vi) la production de semences de pré-base et de base de riz;
- Le PARFACI financé à travers le Programme C2D qui inscrit des activités importantes d'appui institutionnel au MINAGRI notamment, en matière d'appui logistique et équipement; en matériels informatiques et de bureau des services centraux et les DR et DD; formation en planification et formulation de projets; et appui à l'opérationnalisation du PNIA. Le PROPACOM complétera cet appui institutionnel en appuyant, entre autres, la mise en place des plateformes régionales de coordination, la formation en S&E des DR et des DD, l'amélioration de la collecte et la diffusion d'informations agro météorologique;
- Les IF rurales et le système bancaire pour le financement des demandes de crédits de campagne et d'équipements exprimées par les OPA ⁴⁸;
- Dans le domaine du foncier rural, le Projet développera des synergies avec les interventions financées par l'UE, l'AFD, la BM et la BAD pour appuyer dans sa zone d'intervention, la mise en œuvre de la Loi foncière;

⁴⁶ Cf courrier officiel 0991/2014/MPMB/DGBF/DMP/49 du 10 Avril 2014 joint en appendice XXX de l'annexe 5

⁴⁷ West Africa Agricultural Productivity Programme (WAAPP-1C), financé par la Banque Mondiale.

⁴⁸ Détails dans appendice ...annexe 5.

- Le Programme cantines scolaires en tant que marché potentiel pour les productions des OPA.

E. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

Planification

134. Une démarche ascendante d'élaboration du PTBA sera adoptée⁴⁹. Les PTBA seront initiés par les antennes du Projet en fonction des besoins exprimés par les groupes cibles au niveau de chacune des régions. Pour l'élaboration des PTBA, les antennes régionales s'appuieront sur: i) l'évaluation des manifestations d'intérêt pour le financement de micro-projets faite par les OPA et traitée aux différents niveaux (y compris les CRC); ii) les bilans des ateliers annuels de suivi/évaluation participatifs; et iii) une analyse de la capacité des partenaires stratégiques et des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du Projet. Le PTBA consolidé au niveau de l'UCP sera validé par le COP et approuvé par le FIDA avant sa mise en œuvre par les partenaires encadrés et suivis par les assistants d'antennes et les chargés de suivi-évaluation externe au sein des DRA. Les bilans d'activités seront également soumis à la validation du COP et à l'approbation du FIDA. Une approche flexible permettant des révisions régulières du PTBA au cours de l'exercice budgétaire sera adoptée. Le projet de PTBA comprend, notamment, un résumé des résultats atteints l'année précédente, une description détaillée des activités de l'année, leurs coûts unitaires et globaux, les indicateurs de suivi, les modalités d'exécution prévues pour l'année à venir, l'origine, l'utilisation des fonds et un Plan de passation des marchés pour 18 mois.

Suivi-évaluation (S-E)

135. Avec la mise en place de l'approche Programme-pays, le PROPACOM consolidera son système de S-E axé sur les résultats en fusionnant les systèmes de S-E du PROPACOM en cours et du PROPACOM-Ouest. Ce système de suivi-évaluation (SSE) sera conforme aux orientations du MINAGRI et du FIDA en la matière et sera utilisé comme un outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du Projet. Il sera aligné au SSE du PNIA dont il contribuera à renseigner les indicateurs sectoriels. Le SSE, permettra non seulement de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du programme, ses effets et son impact mais aussi de collecter des indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Il disposera de passerelles avec les autres systèmes d'information (Système de suivi sectoriel, etc..) en partageant des indicateurs avec ces systèmes.

136. Le SSE distinguera les 3 niveaux d'indicateurs retenus par le FIDA (1er, 2ème et 3ème niveau). Les indicateurs de suivi-évaluation et d'impact du système seront désagrégés par sexe et par âge. Le dispositif respectera les modalités de renseignement de chaque niveau, de même que les périodicités requises pour le « reporting ». A cet effet, il sera structuré selon trois fonctions, chacune d'elle recourant à des sources de données, d'informations, et d'outils spécifiques et, concourant de façon particulière à l'atteinte des objectifs du système: le suivi de la planification (suivi de l'exécution des PTBA), le suivi des résultats et la mesure de l'impact.

Apprentissage et gestion des savoirs

137. La production et le partage des savoirs constituent des éléments clés du programme cadre pour faciliter les ajustements nécessaires du système de connaissances existant dans le pays et assurer la mise en rapport des besoins et des savoirs. Afin de contribuer au partage des expériences et surtout à la capitalisation des acquis, le Projet appuiera la collecte et la diffusion d'informations utiles aux acteurs des filières aux niveaux local, régional et national, ainsi que la capitalisation des activités et méthodes mises en œuvre par les projets du FIDA. La gestion des savoirs se fera à travers: (i) l'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OPA; (ii) la

⁴⁹ Calendrier de préparation du PTBA en Appendice 1 de l'Annexe 6.

réalisation des études thématiques ponctuelles; (iii) la production et la diffusion de supports audiovisuels; et (iv) les échanges au niveau des plateformes régionales de coordination.

F. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

Gestion financière

138. Les fonds du Projet seront gérés selon les procédures en vigueur en Côte d'Ivoire ainsi que celles du FIDA en matière de gestion administrative et financière des projets. Les procédures de gestion administrative et financière seront détaillées dans la lettre au bénéficiaire et dans le manuel de gestion administrative et financière du Projet. Les procédures en vigueur au PROPACOM-actuel seront reconduites pour le PROPACOM-Ouest en veillant à donner plus de responsabilité et d'autonomie aux antennes régionales. Le/la responsable de l'antenne régionale sera désormais administrateur(trice) délégué(e) pour certaines dépenses afférant à sa zone d'intervention et à ce titre, pourra signer localement certains contrats de passation de marché. Le principe de l'autonomie des antennes, le niveau des dépenses et des seuils de passation des marchés relevant des antennes ont été précisés lors de la mission de conception finale et codifiés dans le courrier de la DMP⁵⁰. Le manuel de procédures financières, administratives et comptables fixera de manière plus précise les détails et les modalités. Pour faciliter la mise en œuvre de cette mutation, il a été convenu avec le Ministère chargé des Finances qu'un régisseur (sous la tutelle de l'agent comptable de Bouaké) sera désigné pour chacune des antennes.

139. Le Projet disposera de: (i) deux comptes désignés principaux (un pour les financements extérieurs et un pour les fonds de contrepartie) ouverts dans une banque commerciale à Abidjan, acceptable par le FIDA, pour recevoir des avances de ressources provenant du financement extérieur; (ii) un compte du projet de l'UCP; et (iii) cinq sous comptes dont un pour chaque AR. Dès le démarrage, le Projet recevra une avance de fonds, en ligne avec le PTBA et suffisant pour couvrir la moyenne projetée des dépenses autorisées au titre du financement pour une période d'environ six mois. Le réapprovisionnement des fonds se fera par DRF préparées par l'UCP sur la base des pièces justificatives des dépenses des AR et de l'UCP. Les spécimens des signatures des personnes habilitées à mouvoir les différents compte (désigné et sous-comptes) seront transmis au FIDA dès le démarrage du Projet. Un audit global du Projet, répondant aux normes internationales, sera réalisé chaque année par un cabinet sélectionné sur appel d'offres national. Chaque année, cet audit devra émettre des recommandations détaillées sur les procédures de contrôle interne du Projet. Les opérateurs en contrat avec le Projet et les partenaires ayant reçu des financements dans le cadre du Projet seront également audités sur la gestion des ressources financière mises à leur disposition.

Passation des marchés

140. L'UCP comprendra un(e) spécialiste en passation de marchés pour élaborer et faire appliquer le guide de passation des marchés du Programme, veiller à la qualité des dossiers de marchés préparés au niveau central et au niveau des antennes, former le personnel sur les procédures de passation des marchés. Le/la responsable de passation des marchés de l'UCP s'assurera de la bonne organisation et conduite de ces activités. Une attention particulière sera réservée à l'application du code des marchés publics, et des Directives du FIDA en cas de dispositions contradictoires.

Gouvernance

141. Depuis sa sortie de crise et plus précisément depuis ces trois dernières années, la Côte d'Ivoire a enregistré des résultats intéressants en matière de climat des affaires et de lutte contre la corruption. Le classement « Doing business de la Banque mondiale » classe la Côte d'Ivoire à la 167ème place sur les 183 pays enquêtés en 2012 contre 170 sur 183 en 2011. Le pays figure, auprès de l'Ukraine, le Rwanda, le Burundi, le Rwanda, le Guatemala, parmi les pays ayant le plus progressé

⁵⁰ Cf courrier officiel 0991/2014/MPMB/DGBF/DMP/49 du 10 Avril 2014 joint en appendice 21 de l'annexe 5

en 2012/13 en matière d'amélioration du climat des affaires. Sur le plan de la perception de la corruption également, le pays a évolué de manière très significative, passant de 154ème sur 183 pays en 2011 à 130ème sur 174 en 2012.

142. Malgré ces bons résultats, le problème de la corruption demeure encore une réalité. C'est pourquoi la gouvernance économique est inscrite au rang des priorités du gouvernement. Mais, les projets de développement seront, pour un certain temps, confrontés à des problèmes se rapportant à (i) l'inadéquation du cadre juridique et institutionnel au développement des filières économiques; (ii) les difficultés liées à l'application des textes et lois existants; (iii) la mauvaise gouvernance des entreprises publiques; (iv) la multiplicité et le manque de coordination des organes de contrôle; et (v) la passation de marché, la gestion de contrats, la transparence dans la sélection des microprojets à financer, etc.

143. Pour prendre en compte ces problèmes, le Projet a identifié les éléments qui devront être appliqués de façon systématique durant toute la période de mise en œuvre. Les mesures prises comprennent notamment: (i) accentuation et diffusion de l'information sur le Projet à une large audience, en particulier au niveau des OPA et de la communauté; (ii) utilisation de critères rigoureux dans le ciblage direct des OPA partenaires du Projet; (iii) transparence dans la sélection des microprojets à financer; (iv) transparence et audit annuel des marchés; et (v) application de la gestion axée sur les résultats dans la gestion et l'évaluation des contrats et conventions; etc. (tableau en Appendice 7 de l'Annexe 5).

G. Supervision

144. Tout comme pour le PROPACOM en cours, la supervision du Projet et l'administration du financement seront assurées directement par le FIDA en étroite collaboration avec les institutions nationales en charge du S-E des projets, notamment la DECOP du MINAGRI. Le FIDA facilitera l'exécution du Projet, il examinera les demandes de retrait de fonds, il contrôlera le respect des stipulations des accords de financement et il examinera et approuvera les passations de marchés prévus dans le cadre du Projet. Le FIDA organisera deux fois par an, des missions de supervision avec la participation des représentants du Ministère chargé de l'Agriculture et des Ministères chargés des Eaux et Forêts et de l'Environnement, et les autres partenaires (membres du COP notamment).

145. Ces missions de supervision porteront une attention particulière sur les facteurs-clés du succès du PROPACOM-Ouest, qui sont les suivants: (i) la bonne gouvernance au niveau des organisations paysannes, ainsi que le progrès dans le domaine de la structuration; (ii) la performance des prestataires publics et privés; (iii) le respect de la planification des activités (taux de décaissement, taux d'exécution du PTBA); (iv) les produits, résultats et impacts des activités mise en œuvre sur le terrain; et (v) le pourcentage de décaissements qui atteint réellement les clients à la base (composantes 1 et 2).

H. Identification et atténuation des risques

146. Hormis une nouvelle dégradation de la situation sociopolitique qui entraverait la cohésion sociale et la mise en œuvre des actions de développement, les principaux risques auxquels le PROPACOM-Ouest pourrait être confronté sont présentés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2: Risques et mesures d'atténuation

Risques	A priori	Mesures d'atténuation	A posteriori
Composante 1: Amélioration durable de la production agricole			
Accès aux facteurs de production et CC			
- Prix élevés des intrants agricoles (engrais, semences certifiées, produits phytosanitaires) pourraient exclure de leur utilisation nombre de petits producteurs	Moyen	- La mise à disposition des OPA de dotations initiales en intrants devrait permettre l'accès aux producteurs membres de ces OPA	Modéré
- Faible intérêt des producteurs pour les semences certifiées	Moyen	- Les services d'appui conseil feront les démonstrations aux petits producteurs sur la rentabilité financière de l'utilisation des semences certifiées	Modéré
Appui aux OPA			
- Captation des ressources par les leaders/élites au sein des OPA/coopératives et par les personnes privilégiées	Elevé	- Renforcement des capacités des OPA en gouvernance systématique à toutes les OPA ciblées - Les critères de sélection des OPA bénéficiaires (OPA formées depuis au moins 2 ans) permettent de limiter ce risque	Modéré
Mise en place et gestion des infrastructures rurales			
- Faible capacité des entreprises et PME de travaux	Faible	- procéder à la présélection des entreprises pour écarter les entreprises douteuses; - s'assurer que les travaux soient groupés en lots homogènes par zones et confiés à des entreprises bien équipées et organisées	Modéré
Pour les aménagements de bas-fonds: - risque lié au retour des populations déplacées notamment qui pourrait faire resurgir des problèmes fonciers (y compris les bas-fonds); - risque d'insécurité foncière pour les groupes cibles du Projet suite aux aménagements des bas-fonds	Elevé	- Organisation d'activités préalables d'information, de sensibilisation et de séances de concertation entre acteurs - Définition et diffusion de critères clairs de sélection des bas-fonds à aménager (critères permettant la clarification foncière préalable - Renforcement des capacités des acteurs	Faible
Composante 2: Valorisation et mise en marché			
Transformation/commercialisation			
- Concurrence de la transformation artisanale du paddy et des mini-rizeries par l'usine des multinationales implantées	Elevé	- spécialiser les mini-rizeries dans la production d'un riz blanchi de qualité labélisé à destination d'un marché haut de gamme - négocier un accord avec la multinationale sur les zones de collecte du paddy - débattre au niveau national, de façon participative, avec l'ensemble des acteurs de la filière riz de la mise en œuvre de la SNDR	Modéré
- Position dominante des multinationales implantées sur le marché du paddy et du riz par une politique de prix offensive	Modéré	- Recentrer le Projet sur la promotion d'un riz local de qualité et des marchés de niche	faible
Accès au financement			
- Difficultés persistantes des IF partenaires avec des ressources limitées pour le crédit	Elevé	- Facilitation de l'accès au refinancement des IF partenaires auprès des banques grâce à la couverture partielle du risque par le MPR	Modéré
- Mise en place tardive des crédits de campagne en retard entraînant une mise à disposition de la dotation initiale	Elevé	- AT auprès de l'UCP et des IF, pour la mise en œuvre des activités relatives aux services financiers et la gestion des risques et formation des agents de crédit	Modéré
- Réticences des banques à financer les crédits équipement	Elevé	- Mise en place du MPR qui couvrira 50% des impayés en capital et intérêts	Modéré

IV. Coûts, financement, avantages et durabilité du Projet

A. Coûts du Projet

147. Les coûts totaux du Projet, sur une période de 6 ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et financiers, s'élèvent à 29,85 milliards de FCFA, équivalent à 59,70 millions de \$US. Les coûts de base sont de 26,40 milliards de FCA (52,79 millions \$US). Les provisions pour imprévus physiques et financiers s'élèvent respectivement à 0,50 milliards de FCFA (1,00 millions \$US) et 2,95 milliards de FCFA (5,90 millions \$US). Les taxes y sont incluses pour un montant total de 1,97 milliards de FCFA (3,94 millions \$US). Enfin, les investissements représentent 96,1% des coûts totaux, et les coûts récurrents 3,9%.

148. Le tableau qui suit présente les coûts de base par composante.

Tableau 3: Coûts du Projet par composante

	(F CFA Million)			(US\$ '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
A. AMÉLIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE								
1. Appui à la Structuration et à la Professionnalisation des OP	1 743	19	1 762	3 486	38	3 524	1	7
2. Accès aux Facteurs de Production								
a. Intrants Agricoles, Mécanisation et Appui-conseil	4 779	665	5 444	9 557	1 330	10 888	12	21
b. Aménagements Hydro-agricoles	5 345	2 181	7 526	10 689	4 362	15 051	29	29
c. Adaptation au Changement Climatique	1 943	199	2 142	3 887	398	4 285	9	8
Subtotal Accès aux Facteurs de Production	12 067	3 045	15 112	24 133	6 090	30 224	20	57
3. Accès au Financement Rural	585	81	666	1 170	163	1 333	12	3
Subtotal AMÉLIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	14 395	3 146	17 540	28 789	6 291	35 081	18	66
B. VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ								
1. Appui professionnalisation acteurs post-récolte et accès aux marchés	605	353	959	1 210	707	1 917	37	4
2. Infrastructures de Mise en Marché	3 325	1 623	4 949	6 650	3 247	9 897	33	19
Subtotal VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ	3 930	1 977	5 907	7 861	3 954	11 814	33	22
C. COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS								
1. Coordination et Gestion du Projet	2 409	204	2 613	4 818	408	5 225	8	10
2. Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	334	2	336	668	4	672	1	1
Subtotal COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS	2 743	206	2 949	5 485	412	5 897	7	11
Total BASELINE COSTS	21 068	5 328	26 396	42 135	10 657	52 792	20	100
Physical Contingencies	327	176	502	653	351	1 004	35	2
Price Contingencies	2 523	428	2 951	5 047	856	5 903	14	11
Total PROJECT COSTS	23 918	5 932	29 850	47 835	11 864	59 699	20	113

B. Financement du Projet

149. Les coûts par source de financement sont présentés dans le tableau ci-dessous. La contribution du FIDA s'établit à 17,44 milliards de FCFA (34,90 millions de \$US) dont 50% sous forme de don, le Programme d'adaptation de la petite agriculture paysanne (ASAP) contribue à hauteur de 3,5 milliards de FCFA (7 millions de \$US) et l'OFID pour 5 milliards de FCFA (10 millions de \$US).

150. La contribution du gouvernement au financement du Projet est évaluée à 2,67 milliards de FCFA (5,33 millions de \$US). Ceci équivaut à une participation représentant 8,9 % des coûts totaux. Ce montant correspond à l'ensemble des droits de douane et taxes sur les biens et les services à acquérir dans le cadre du Projet, la prise en charge des coûts d'organisation des sessions du comité de pilotage et une partie des frais de personnel de l'UCP et des antennes.

151. La contribution des bénéficiaires directs est de 1,24 milliards de FCFA (2,49 millions \$SU), soit 4,2% du coût total du Projet, principalement fournie sous la forme de contribution à l'acquisition des équipements d'irrigation (GMP et kits goutte à goutte), de mécanisation agricole et de transformation des produits, et des facteurs de production (semences et engrais).

Tableau 4: Coûts du Projet par source de financement (en 1000 \$US)

	FIDA		OFID		ASAP		GVT		BENEF		Total		For. Exch.	(Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
A. AMÉLIORATION DURABLE PRODUCTION AGRICOLE															
1. Appui Structuration et Professionnalisation des OP	3 921	99.8	-	-	-	-	8	0.2	-	-	3 929	6.6	40	3 881	8
2. Accès Facteurs de Production															
a. Intrants Agricoles, Mécanisation et Appui-conseil	9 706	80.2	-	-	-	-	552	4.6	1 837	15.2	12 096	20.3	1 424	10 119	552
b. Aménagements Hydro-agricoles	10 261	59.3	3 202	18.5	1 804	10.4	2 041	11.8	-	-	17 308	29.0	4 940	10 328	2 041
c. Adaptation au Changement Climatique	-	-	-	-	4 497	95.8	196	4.2	-	-	4 693	7.9	412	4 084	196
Subtotal Accès Facteurs de Production	19 968	58.6	3 202	9.4	6 301	18.5	2 789	8.2	1 837	5.4	34 096	57.1	6 776	24 531	2 789
3. Accès Financement Rural	1 406	95.4	-	-	-	-	68	4.6	-	-	1 474	2.5	171	1 235	68
Subtotal AMÉLIORATION DURABLE PROD.AGRICOLE	25 295	64.0	3 202	8.1	6 301	16.0	2 864	7.3	1 837	4.7	39 499	66.2	6 988	29 647	2 864
B. VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ															
1. Appui professionnalisation acteurs post-récolte et accès aux marchés	1 099	51.9	-	-	-	-	368	17.4	651	30.8	2 118	3.5	769	981	368
2. Infrastructures de Mise en Marché	4 230	36.9	6 799	59.3	-	-	430	3.8	-	-	11 460	19.2	3 679	7 351	430
Subtotal VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ	5 329	39.3	6 799	50.1	-	-	797	5.9	651	4.8	13 577	22.7	4 448	8 332	797
C. COORDINATION, SE ET GESTION DES SAVOIRS															
1. Coordination et Gestion du Projet	4 258	72.5	-	-	-	-	1 617	27.5	-	-	5 875	9.8	423	5 232	220
2. Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	-	-	-	-	694	92.8	54	7.2	-	-	748	1.3	4	690	54
Subtotal COORDINATION, SE ET GESTION DES SAVOIRS	4 258	64.3	-	-	694	10.5	1 671	25.2	-	-	6 623	11.1	427	5 922	273
Total PROJECT COSTS	34 882	58.4	10 002	16.8	6 995	11.7	5 332	8.9	2 488	4.2	59 699	100.0	11 864	43 900	3 935

C. Résumé des avantages et analyse économique

Bénéficiaires et bénéfices

152. Le cadre logique du PROPACOM -Ouest souligne qu'un total de 30,000 ménages ruraux, soit 210,000 producteurs, bénéficieront directement des activités du projet. Le PROPACOM contribuera à améliorer durablement la sécurité alimentaire de ces petits producteurs des zones du projet, tout en améliorant leur résilience au changement climatique. Selon l'annexe 4, dans les régions de Tonkpi (région dite de «Man » dans la cadre de la présente analyse), de Worodougou/ Béré/ Bafing (région dite de « Séguéla » et de « Touba »), et de Kabadougou/ Folon (région dite « d'Odienné »), les ménages exploitent une superficie entre 1.5 hectares (Man) et 3 hectares (Séguéla, Odienné, Touba) de cultures vivrières. Les activités de maraîchage, pratiquées sur de petites parcelles de 500m², seront promues de manière spécifique pour les femmes et les jeunes issus de ménages pauvres (objectif de 1,600 ménages). Les bénéficiaires du projet seront également appuyés au niveau des activités post-récolte (égrenage maïs, broyage manioc, production attièkè, décorticage riz, commercialisation etc.) afin d'améliorer la valeur ajoutée de leurs produits agricoles.

153. Les principaux bénéfices escomptés sont: (i) une amélioration de la sécurité alimentaire et une augmentation des revenus additionnels des populations rurales, grâce à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des spéculations ciblées; (ii) un accès durable aux semences de qualité et aux intrants connexes (engrais, produits phytosanitaires); (iii) une réduction notable des pertes post récolte; (iv) un meilleur prix de vente des produits; (v) la création d'emplois en zones rurales, grâce notamment au développement des technologies post-récolte; et (vi) une baisse de la

vulnérabilité au changement climatique. Les principaux résultats attendus exprimés en termes de superficies emblavées avec l'application des pratiques améliorées sont de 2,300 hectares de riz de bas-fonds (1,400 hectares de nouveaux bas-fonds, 900 hectares de bas-fonds réhabilités), de 13,500 hectares de riz pluvial (7,500 hectares de riz de plateau, 2,500 hectares de riz de plaine, 3,500 hectares de riz pluvial en cultures associées), de 9,000 hectares de maïs pluvial (dont 1,000 hectares en cultures associées), de 4,500 hectares de manioc (dont 2,000 hectares en cultures associées) et de 80 hectares de cultures maraîchères diverses, irriguées par un système de goutte à goutte.

154. Les externalités positives sur la collectivité, telles que les services environnementaux (issus par exemple des activités de reboisement ou encore de la production agro-écologique durable) et le renforcement/ développement des capacités institutionnelles (Directions du MINAGRI, OPA) qui ne sont pas des biens marchands, n'ont pas été valorisées dans l'analyse économique en raison de la difficulté à les quantifier en termes monétaires. Ces derniers sont néanmoins des bénéfices économiques (effets positifs) qui découleront également des activités du PROPACOM.

Analyse financière

155. Une analyse financière au niveau des bénéficiaires a été conduite: (i) pour les cultures cibles du Projet à savoir le riz pluvial, le riz irrigué, le maïs pluvial, le manioc et les cultures maraîchères irriguées et, (ii) pour les principales activités de transformation des productions (broyage du manioc, égrenage du maïs, fabrication d'attiéké (couscous de manioc), décorticage du riz).

156. La rentabilité financière pour le producteur est étudiée sur la base des budgets de cultures et de la typologie des ménages ruraux (reposant sur un diagnostic approfondi des systèmes de production réalisé durant la mission de conception finale) qui varie significativement d'une région du projet à l'autre (voir annexes 4 et 10). Les calculs permettent d'estimer les augmentations de revenus des bénéficiaires dus aux seules cultures bénéficiant des pratiques améliorées et d'évaluer la capacité des exploitants à financer les charges additionnelles de production (augmentation de l'utilisation d'intrants, mécanisation des travaux agricoles, recours au crédit de campagne).

157. Dans la situation avec projet, il n'est pas envisagé que le producteur augmente les surfaces physiques exploitées. Ce dernier intensifiera en revanche sa production. Dans la région de Man en particulier, le producteur pourra réaliser deux cycles de culture de riz sur les bas-fonds aménagés. Dans la situation avec projet, le revenu net par bénéficiaire s'élève à près de 197,291 FCFA dans la région de Tonkpi (-37,600 FCFA dans la situation sans projet), 329,430 FCFA dans la région de Kabadougou/Folon (45,100 FCFA dans la situation sans projet) et 449,158 dans les régions de Worodougou/ Béré et Bafing (105,900 dans la situation sans projet). Dans le cas du maraîchage, les ménages dégageront un revenu additionnel de 53,059 FCFA (sur la base d'une hypothèse d'une planche maraîchère de 500 m² par ménage). Le projet, de par l'introduction de la mécanisation (en particulier pour la préparation du sol) et de pratiques améliorées pour l'entretien des parcelles, n'engendrera pas de travail supplémentaire pour le producteur. Ces résultats montrent que la famille, aussi bien à Man, Odienné et Séguéla, pourra faire face aux charges de production supplémentaires requises pour la mise en œuvre des itinéraires techniques améliorés et dégager un revenu additionnel significatif pour subvenir à d'autres dépenses courantes. En théorie, les spéculations restent suffisamment rentables pour supporter un crédit de campagne (6 mois avec intérêts et charges de l'ordre de 15.6%). Les détails des analyses financières figurent en Annexe 10.

158. L'analyse financière a également été menée sur plusieurs activités de transformation des produits agricoles (comptes d'exploitation et flux annuels de trésorerie), à savoir: (i) la fabrication semi-industrielle d'attiéké frais et séché, (ii) l'égrenage mécanique du maïs, (iii) le broyage du manioc, et (iv) le décorticage mécanique du riz. Les résultats d'exploitation montrent des résultats financiers satisfaisants (voir détails dans annexe 10): sur la base du montant des investissements et des scénarios proposés, ces activités dégageraient respectivement des marges nettes⁵¹ de 30.3, 3, 0.51

⁵¹ Sans comptabilisation des amortissements.

et 0.83 millions de FCFA. Les analyses du flux de trésorerie après financement (incluant le remboursement d'un prêt, une éventuelle subvention du projet (dans le cas des OPA) et un apport personnel des bénéficiaires) ont été conduites afin de s'assurer que les OPA pourront supporter durablement les coûts du crédit. Les modèles présentent des flux de trésorerie cumulés positifs durant la phase « d'investissement » et de « croisière », suggérant que les OPA pourront assumer le remboursement de l'emprunt, voire même dégager un bénéfice financier qui contribuera à améliorer les revenus et conditions de vie de leurs membres.

Analyse économique

159. L'analyse économique est basée sur les hypothèses suivantes: (i) l'analyse porte sur une période de 20 ans, correspondant à la durée de vie des aménagements hydroagricoles et des infrastructures de stockage et de conditionnement; (ii) un taux d'actualisation (« discount rate ») de 8% a été utilisé afin de refléter le coût d'opportunité du capital en Côte d'Ivoire; (iii) l'analyse a été faite en prix constants en utilisant le taux de change de 500 FCFA pour 1 dollar des Etats-Unis; (iv) les bénéfices économiques ont été exprimés en valeurs constantes de novembre 2013 et valorisent les productions additionnelles agricoles des petits exploitants qui cultivent le riz, le maïs, le manioc et les produits maraîchers selon les modèles financiers tels que développés en appendice. Les budgets de culture tels que calculés dans l'analyse financière ont été transformés en budgets économiques en tenant compte des prix économiques (obtenus par la méthode des prix de référence) des productions et des intrants, et en éliminant les frais financiers.

160. Les bénéfices économiques liés à certaines activités du Projet n'ont pas pu être quantifiés, mais pourront relever le niveau du taux de rentabilité interne tel que calculé dans le cadre de cette analyse. Il s'agit de: (i) la transformation des produits agricoles dont il est particulièrement difficile à ce stade d'estimer les quantités totales qui seront transformés annuellement; et (ii) les constructions d'infrastructures de mise en marché. L'analyse a néanmoins estimé que ces infrastructures permettront de réduire les pertes post-récolte, d'obtenir une meilleure qualité et un prix de vente plus élevé.

161. Compte tenu des hypothèses précédentes, le taux de rentabilité interne économique (TRIE) calculé est de 19.5% (le détail des calculs figure en Appendice 4) et la valeur actuelle nette (VAN) du flux de trésorerie nette économique générée par le Projet, à un coût d'opportunité du capital de 8%, serait de 9.9 milliards de FCFA (19,9 millions de USD). Ce résultat est satisfaisant étant donné que des bénéfices n'ont pu être pris en considération dans l'analyse.

162. En lien avec la matrice « des risques et des mesures d'atténuation » (tableau 2 du PDR), une analyse de sensibilité a été réalisée afin de tester la variation du TRIE et de la VAN dans l'hypothèse d'une réduction des bénéfices (par exemple liée à (i) une diminution des rendements, (ii) une hausse des prix des intrants agricoles ou (iii) une faible adoption en raison d'un intérêt modeste des producteurs pour les semences certifiées) et d'une augmentation des coûts d'investissement. Différents scénarios, dont les résultats figurent en Annexe 10, ont ainsi été testés. Il en ressort que le TRIE est sensible à une hausse des prix des intrants, à une baisse des rendements (liée par exemple à des aléas climatiques ou de mauvaises pratiques culturales). Une baisse des bénéfices de 10% et 30% mène respectivement à des TRIE de 17.1% et 12.1%. Une baisse de l'adoption des technologies améliorées de 20% entraîne une baisse du TRIE à 15.1%. Ceci démontre l'importance de l'adoption correcte des itinéraires techniques améliorés, donc de l'appui conseil à apporter aux producteurs, de la bancarisation des acteurs afin d'assurer le financement des facteurs de production (semences, engrais, prestation de services de mécanisation, etc.) et de l'établissement de relations contractuelles avec les opérateurs de marchés.

D. Durabilité

163. L'incidence potentielle et la durabilité des impacts attendus du Projet tiennent principalement à son approche globale, ses principes d'intervention et ses stratégies de ciblage et d'appui en amont et en aval des filières identifiées. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne:

- L'approche fondamentalement basée sur des plans d'affaires élaborés par les OPA et autres organisations candidates aux appuis du Projet et dûment évalués comme faisables et durables: dans ce cadre, les appuis multiformes prévus dans le cadre du Projet (appui à la formalisation juridique des organisations, à leur structuration, à leur gouvernance et à leur fonctionnement transparent, à l'élaboration participative et responsable de plans d'affaires faisables et durables, diverses formations et actions de renforcement de capacités de gestion, appui au financement, etc.) concourent tous à jeter les bases de la solidité potentielle et, à terme, de la durabilité des impacts.
- L'insertion dans une dynamique commerciale qui reposera sur des réseaux de distributions privés et qui permettra ainsi d'éviter toute distorsion du marché ainsi que d'établir une relation pérenne entre l'offre et la demande au-delà du Projet.
- La responsabilisation des candidats aux appuis en vue de leur appropriation progressive de la philosophie et la démarche du Projet, en vue d'une meilleure maîtrise de leur devenir économique: le Projet, à travers l'approche ci-dessus d'élaboration de plans d'affaires faisables et durables, appuie les organisations dans l'inscription de leur action dans la modernité et la compétitivité: contractualisation, bancarisation avec une mise en relation avec les IF sur une base partenariale (avec un appui dégressif du Projet), recherche et diversification des partenariats, promotion commerciale et positionnement durable sur le marché, etc.
- *L'accompagnement articulé et cohérent/structuré tout le long de la filière*: cet accompagnement concerne, en amont, le long, et en aval: (i) l'appui en matière d'investissements structurants (développement du potentiel productif agricole, désenclavement des zones à haut potentiel productif, infrastructures de stockage et de marché, etc.); et (ii) transversaux (microfinance, information sur les prix et les marchés, etc.), ou de type « coup de pouce » (facilitation de l'accès initial aux facteurs-clefs de production, appui au regroupement de l'offre de produits, etc.)
- *La prise en compte des effets des changements climatiques* et alignement des actions sur les mesures pertinentes d'adaptation à ces changements et d'exploitation durable des ressources naturelles: A travers ses appuis, le Projet met prioritairement en œuvre des interventions visant l'exploitation durable des ressources naturelles existantes, notamment à travers: (i) l'implication des bénéficiaires dans le choix des sites à aménager, fondé sur l'analyse participative des risques (foncier, social, technique, économique); (ii) l'appui du Projet au reboisement communautaire; (iii) l'adaptation des techniques culturales aux niveaux de dégradation des sols; et (iv) l'association entre cultures vivrières et pérennes pour favoriser l'entretien des parcelles reboisées et la génération concomitante de revenus.
- *Le développement de partenariats et synergies avec les autres PTF*: Le Projet assoit ses interventions et appuis sur un partenariat diversifié et une synergie d'action avec différents PTF intervenant dans la zone, avec pour objectif principal de tirer le meilleur parti de leurs avantages comparatifs pour générer un impact rapide et durable.
- *La mise à échelle des actions sera favorisée par des collaborations avec des partenaires privés intéressés par les techniques développées via le financement ASAP*. A titre d'exemple, des partenariats privés pourront être facilités avec les sociétés cotonnières (la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles - CIDT, la Société d'exploitation cotonnière de Ouangolo – SECO (OLAM), Ivoire Coton, la Compagnie ivoirienne de coton-COIC, etc.) qui possèdent un réseau de vulgarisateurs appuyant les paysans cotonniers et qui s'intéressent à la diversification des systèmes cotonniers notamment par le maïs.
- *Le développement d'une stratégie responsabilisant les OPA* dans la gestion, l'entretien et la maintenance des infrastructures de stockage et de conditionnement mises à leur disposition par le Projet. Cette stratégie inclut entre autres, l'inclusion obligatoire dans les plans d'affaires des OPA, d'un fonds de maintenance des infrastructures.

Table des matières des Annexes

Annexe 1: Antécédents du pays et contexte rural	1
Contexte général du pays	1
Agriculture et développement rural	1
L'accès aux services financiers	3
Politiques et stratégies de développement rural	3
Institutions publiques et privées	4
Les Organisation professionnelles agricoles (OPA)	6
Annexe 2: Pauvreté, ciblage et genre	8
Pauvreté rurale	8
Insécurité alimentaire et malnutrition	8
Genre et pauvreté	9
Vulnérabilité	11
Zone d'intervention	11
Groupe cible	12
Stratégie de ciblage	13
Stratégie Genre	15
Annexe 3: Performance du pays et enseignements tirés	21
Performance du pays	21
Enseignements tirés	21
Annexe 4: Description détaillée du Projet	26
Zone d'intervention et groupe cible	26
Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact	30
Composantes et résultats	31
Annexe 5: Coordination, SE et gestion des savoirs	90
Organisation et gestion	90
Coordination, S&E et Gestion des Connaissances	90
Appui institutionnel au MINAGRI et aux Ministères partenaires	93
Modalités de mise en œuvre	95
Annexe 6: Planification, suivi-évaluation et apprentissage et gestion des savoirs	116
Planification et PTBA	116
Mécanisme de suivi-évaluation	117
Appui institutionnel au MINAGRI et Ministères partenaires	119
Gestion des savoirs	120
Annexe 7: Gestion financière et dispositifs de décaissement	124
Leçons du passé	124
Comptabilité, contrôle interne financier et de gestion	124
Compte désigné et décaissements	125
Catégories des dépenses autorisées	125

Audit des comptes	126
Annexe 8: Passation des marchés	128
Le code des Marchés Publics de Côte d'Ivoire	128
La passation des marchés publics dans la mise en œuvre du PROPACOM	129
Conditions générales	129
Méthodes particulières de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux	129
Méthodes Particulières de Sélection et d'Emploi de Consultants	130
Marché passé avec la communauté	130
Examen par le FIDA des Décisions relatives à la Passation des Marchés	130
Annexe 9 : Coûts et financements du Projet	133
Introduction	133
Hypothèses pour le calcul des coûts	133
Généralités	133
Durée et démarrage du projet	133
Imprévus physiques	134
Provisions pour hausse des prix	134
Coûts unitaires	134
Pourcentages de taxes et composante en devise	134
Coûts du Projet	135
Coûts totaux	135
Coûts par composante	135
Financement du projet	138
Annexe 10 : Analyse financière et économique	150
Introduction	150
Analyse financière	150
Production	150
Transformation	155
Analyse économique	157
Hypothèses	157
Coûts et bénéfices économiques	157
Taux de rentabilité interne économique	159
Annexe 11: Manuel d'exécution du Projet - Version préliminaire	189
Annexe 12: Respect des politiques du FIDA	193
Annexe 13: Teneur du fichier "cycle de vie" du Projet	199

Annexe 1: Antécédents du pays et contexte rural

Contexte général du pays

1. La Côte d'Ivoire est située dans la zone intertropicale en Afrique de l'ouest. D'une superficie de 322 463 km², son relief constitué essentiellement de plateaux est peu accidenté. Toutefois, il croît en altitude, du sud vers le nord et de l'est vers l'ouest, où se rencontrent des montagnes et des hautes collines. Le climat est du type tropical humide dans le sud et de type soudanien dans le nord. Sa population estimée en 2012 à 23,2 millions d'habitants, est caractérisée par un taux moyen de croissance de 3,3% (projection de l'INS), sa jeunesse (40, 6% ayant moins de 15 ans) et une urbanisation rapide, s'accompagnant d'une forte consommation de denrées alimentaires, notamment dans les centres urbains.

2. Dans les années 1960-1970, l'économie du pays, fortement soutenue par les recettes d'exportations du binôme café-cacao, connaît une croissance fulgurante faisant de la Côte d'Ivoire un pays phare de l'Afrique de l'Ouest. Fortement dépendante de facteurs exogènes, (conditions climatiques et les prix des matières premières sur le marché international,) l'économie ivoirienne a connu en 1980, une récession qui a nécessité la mise en place de mesures telles que les programmes d'ajustements structurels (PAS). A partir de 1999, le pays fait face à de nombreuses tensions sociales et politiques qui vont fragiliser son économie pendant plus de 10 ans. Depuis avril 2011, l'économie ivoirienne se rétablit progressivement, grâce à une certaine stabilité politique et les appuis techniques et financiers des partenaires internationaux. La croissance du PIB qui a atteint 9,8% en 2012 contre une croissance négative de 4,7% en 2011 (données Banque Mondiale) témoigne d'un environnement propice à la relance économique.

Agriculture et développement rural

3. L'agriculture reste le moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) occupe une place prépondérante dans l'économie du pays. Il emploie plus des deux tiers de la population active (68%), contribue à près d'un quart du PIB (24,3% en 2012) et plus de 48% des recettes d'exportation. Le pays dispose d'un climat et de zones agro-écologiques (chaud et humide) propices à une diversification agricole, notamment à la pratique des cultures vivrières. La Côte d'Ivoire possède d'énormes potentialités agricoles constituées de bas-fonds, et de plateaux. La superficie cultivable est estimée à 17 millions d'hectares (EPDI, 2003) et celle irrigable est évaluée à environ 430 685 ha dont 56 560 (soit 13%) sont effectivement aménagés, et 32 484 ha exploités (riz, maraîchers et autres). Le pays possède un réseau hydrographique important et alimenté par quatre principaux bassins dont la capacité de stockage en eau avoisine les 38,1 milliards de m³ chaque année.¹

4. Le secteur vivrier joue un rôle important dans la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire tant en zone urbaine qu'en zone rurale. La production vivrière, estimée à plus de 10 millions de tonnes par an, emploie plus de 2 300 000 d'actifs dont la majorité est constituée de femmes (90%). L'agriculture vivrière occupe 23,41% des superficies cultivées et est en général pratiquée sur des exploitations de petites et moyennes tailles établies sur des pratiques traditionnelles extensives, itinérantes de défriche-brûlis donnant lieu à de faibles rendements qui ne peuvent pas satisfaire la demande. En effet, en dépit de tous ses atouts naturels, la Côte d'Ivoire doit faire face à des déficits saisonniers qui nécessitent l'importation de quantités importantes des denrées alimentaires, notamment de riz et de légumes. Le secteur est confronté à de nombreuses contraintes liées à l'insuffisance de la maîtrise de l'eau, au faible niveau d'application des itinéraires techniques, au faible niveau de mécanisation et à des difficultés d'accès aux facteurs de production. Il est également soumis à de nombreuses pertes post récoltes en raison de technologies et d'infrastructures de conservation inadaptées, et d'une faible capacité de transformation. Enfin, le secteur est désavantagé par son caractère informel et la faible

¹Source BNEDD

structuration des organisations coopératives, due principalement au manque d'esprit coopératif et d'entreprise, ainsi qu'à l'analphabétisme des acteurs.

5. La Transformation et la commercialisation des produits agricoles. Malgré les différences entre les diverses filières, les activités post-récolte se heurtent aux mêmes types de contraintes. Il s'agit des problèmes de stockage et de perte après récolte, la mauvaise qualité des produits liés à des équipements de transformation très vétuste, une commercialisation peu efficace entravée par l'atomisation de l'offre, des coûts de collecte et de transport importants et l'absence de financement. A ceci s'ajoute une asymétrie d'information entre les différents acteurs des filières pour l'accès aux marchés porteurs. Il s'en suit une sous valorisation des produits vivriers et des prix peu rémunérateurs et volatiles pour les producteurs. Pourtant des opportunités de marchés existent pour des produits de qualité, et la zone du Projet a des avantages comparatifs et des prix compétitifs pour plusieurs produits par rapport aux autres régions de la Côte d'Ivoire aussi bien sur le marché des grandes villes qu'à l'exportation. **Pour la filière riz** dans le cadre de la stratégie de l'ONDR, le secteur de la transformation et de la commercialisation du paddy est aujourd'hui en pleine mutation. La capacité de transformation risque de dépasser l'offre de paddy car, dans la zone du Projet, une usine de grande capacité vient d'être réhabilitée, plusieurs mini-rizeries devraient entrer en fonctionnement, et il est prévu d'implanter en 2014 des nouvelles unités moyennes (5 t/h). En attendant la mise en place totale dans la zone du Projet du dispositif de transformation du paddy de l'ONDR et de modalités claires pour sa mise en œuvre, il convient d'intervenir de façon progressive et prudente.

6. Nonobstant l'adoption de la loi sur le foncier rural en 1998 visant la transformation des droits coutumiers en droits de propriété, la gestion des terres rurales reste dominée par la coutume. On estime généralement que seulement 1 à 2% des terres rurales font l'objet d'un titre d'occupation ou d'un titre de propriété délivrés par l'administration. Au Nord-Ouest, au Nord, au Centre et à l'Est du pays, l'accès à la terre ne semble pas représenter un problème pour les petits producteurs vivriers. Par contre, des tensions foncières surtout entre autochtones, allochtones et allogènes², et entre différentes générations familiales subsistent du Sud-Ouest.

7. En outre, la déforestation à large échelle et les changements climatiques ont entraîné une contre-performance de la production agricole. Selon les statistiques, sur près de 70 ans d'observation, la pluviométrie interannuelle fluctue avec souvent une succession d'années tantôt déficitaires, tantôt excédentaires mais la tendance générale est à la baisse. Les populations paysannes perçoivent le changement climatique (CC) comme étant principalement dû à la diminution de la pluviométrie, au décalage des cycles de production et à l'augmentation de la durée de la saison sèche³.

8. Enfin, la faiblesse des investissements publics, et surtout le faible engagement des institutions financières dans le secteur agricole constituent une contrainte majeure à son développement. Les principaux fonds mobilisés pour le financement du secteur agricole proviennent des prêts et dons accordés par les institutions bilatérales et multilatérales de développement, mais ceux-ci restent toutefois limités. Face à la question du financement pérenne de l'agriculture, il est mis en place le fonds interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA). Ce fonds vise le financement de la fourniture de services aux producteurs et leurs organisations professionnelles (recherche agronomique, information, formation, conseil technique et renforcement des capacités des Organisations Professionnelles Agricoles - OPA). Cependant, les interventions du FIRCA se limitent principalement aux cultures de rente cotisantes.

²² Autochtones: population locale. Allochtones: migrants internes au pays (Ivoiriens provenant d'autres régions). Allogènes: étrangers venus d'autres pays pour s'installer sur le territoire ivoirien.

³Etude sur la vulnérabilité du secteur agricole face aux changements climatiques en Côte d'Ivoire, (MISUDD, 2013)

L'accès aux services financiers

9. Avec un taux global de bancarisation de 11.54% en 2011⁴, les institutions de microfinance (IMF) et les banques contribuent très faiblement à la bancarisation des populations à faible revenu de la Côte d'Ivoire. Seulement 12 % des octrois de crédit du secteur de la microfinance sont destinés au secteur de l'agriculture et de l'élevage. Au niveau du secteur bancaire, les crédits de campagne représentaient à fin 2012 10% de l'encours des crédits à court terme incluant l'ensemble des crédits aux filières de rente.

10. De manière générale, les contraintes principales qui entravent le financement des activités agricoles vivrières sont assez communes et pourraient se résumer comme suit : (i) une atomisation de la demande et la faiblesse des organisations de producteurs ; (ii) une tendance à se concentrer sur les segments de clientèle les moins risqués ; (iii) une connaissance insuffisante du secteur et un manque de savoir-faire ; et (iv) des ressources essentiellement à court terme qui ne permettent pas ou de manière très limitée de faire face aux besoins de financement des équipements à moyen terme.

11. Dans le contexte actuel de relance économique, l'accès au crédit représente ainsi une des contraintes importantes au développement des activités des OPA. Les six régions des trois districts de la zone du PROPACOM-Ouest sont faiblement couvertes par les institutions financières. Dans le portefeuille de la principale IF, le secteur agricole est très faiblement touché, avec une offre de crédit représentant moins de 15% de l'activité, soit environ 112 M FCFA au titre de l'année 2012 dans la zone. Il en est de même pour le crédit à moyen terme pour les équipements. En outre, la situation financière des caisses de la région est dégradée, à l'image de la situation du réseau, avec des fonds propres négatifs à hauteur de 849 millions de FCFA résultant en grande partie des pertes enregistrées sur les crédits en cours au moment de la survenance de la crise politico-militaire.

12. Il est à noter que pour la filière riz le contexte est en forte évolution avec l'installation dans le nord de la zone du PROPACOM-Ouest d'une entreprise privée indienne, ETG, qui garantit aux OPA : (i) les intrants à crédit, (ii) la réalisation de travaux de mise en culture à crédit et (iii) le rachat du riz paddy aux coopératives à un prix fixé à l'avance. Ces modalités de contractualisation entre ETG et les OPA productrices de riz vont modifier considérablement le contexte de l'accès au crédit.

Politiques et stratégies de développement rural

13. Le gouvernement a adopté en 2012 le Plan National de Développement (PND) 2012-2015. La démarche méthodologique a été participative et s'est appuyée sur des documents officiels existants tels que le Programme Présidentiel de Gouvernement (PPG), le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et les Plans sectoriels de développement. Dans le domaine agricole, la PND vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim (OMD1) à travers : (i) le renforcement de la gouvernance du secteur agricole, (ii) Le renforcement de la production biologique agricole et des produits certifiés, (iii) le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture et des ressources animales et halieutiques, (iv) le développements des filières agricoles et animales, (v) le renforcement de la compétitivité agricole ; et (vi) la gestion durable des ressources halieutiques.

14. En conformité avec la politique agricole de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le pays s'est doté d'un Plan national d'investissement agricole (PNIA) à moyen terme (2010-2015). Le PNIA qui vise à assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté rurale à travers une agriculture plus compétitive, plus rémunératrice pour les producteurs, comprend six programmes à savoir: (i) amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles; (ii) développement des filières vivrières et d'exportation; (iii) amélioration de la gouvernance du secteur agricole; (iv) renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture; (v) gestion durable des ressources halieutiques; et (vi) relance de la filière bois.

⁴ A fin 2011, le secteur de la microfinance contribuait très faiblement au taux de bancarisation de la population ivoirienne à hauteur de 3.89% tandis que les banques y contribuaient à 7.49% pour un taux global de 11.54% en baisse comparativement à 2010 (14.67%) en raison de l'impact de la crise post-électorale.

15. En cohérence avec le PNIA, le gouvernement a validé une stratégie nationale de développement des cultures vivrières autres que le riz (SNDCV). L'objectif de la SNDCV, en cours d'élaboration par le Ministère de l'Agriculture, est d'assurer l'autosuffisance alimentaire, d'accroître la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière, d'améliorer la situation de l'emploi en milieu rural, de professionnaliser l'agriculture vivrière encore informelle et de mettre en place un système de financement adapté. Concernant la filière riz, le Gouvernement ivoirien a adopté, sur la période 2012-2020, une stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR). Cette stratégie a pour objectif principal de couvrir, dès 2016, l'ensemble des besoins de consommation nationale en riz blanchi et de bonne qualité, en faisant passer la production locale de 1,9 millions tonne à environ 2,1 millions tonne à l'horizon 2018. Cet objectif sera atteint sous l'effet conjugué de l'accroissement des superficies cultivées, surtout en riziculture irriguée, et de l'augmentation significative des rendements à l'hectare.

16. En appui à la mise en œuvre des plans et stratégies de développement agricole, le Ministère de l'Agriculture a élaboré des stratégies sous sectoriels que sont (i) le Plan de développement de l'irrigation (PDI) ; (ii) la stratégie de mise en œuvre de la loi relative au domaine du foncier rural ; (iii) la politique de production semencière, (iv) La loi relative aux coopératives qui vise à asseoir en Côte d'Ivoire une base d'organisations professionnelles agricoles (OPA) ; (v) la stratégie nationale des microfinance (SNMF) pour permettre à ce secteur de jouer pleinement son rôle en matière de réduction de la pauvreté par l'octroi de crédits agricoles aux producteurs.

17. Face à la vulnérabilité croissante de l'agriculture aux changements climatiques et la situation d'un milieu rural fragilisé par la réduction importante du couvert forestier, la perte de la biodiversité et la pollution de l'air, des eaux et des sols, l'Etat de Côte d'Ivoire s'est engagé à promouvoir un développement plus durable à travers la stratégie Nationale de développement durable (SNDD).

18. L'état de dégradation alarmante des forêts, dû à une exploitation abusive des ressources forestières et la pratique d'une agriculture extensive, a conduit le Gouvernement ivoirien à revisiter, en lien avec la SNDD, sa politique forestière qui met désormais l'accent sur les domaines stratégiques suivants : (i) le renforcement du cadre institutionnel et législatif du secteur; (ii) la promotion de la politique de reboisement nationale; (ii) la gestion durable des forêts ; (iii) la protection des bassins versants ; et (iv) la bonne gouvernance et le financement pérenne des forêts.

19. Le COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire a été élaboré en prenant en compte le cadre stratégique du FIDA et les orientations contenues dans ces différentes stratégies et politiques nationales de référence. Le PROPACOM-Ouest est rattaché à celui de 2010 à travers les programmes 1, 2, 3 et 6 à savoir : (i) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles; (ii) le développement des filières; (iii) le renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture; et (iv) la réhabilitation forestière et la relance de la filière bois.

Institutions publiques et privées

20. Plusieurs Ministères du Gouvernement sont concernés par le développement rural et comprennent, en outre : le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI), le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPARH), le Ministère de l'Environnement, la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MIESUDD), le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF). Ils élaborent les politiques de développement dans leurs domaines respectifs, définissent le cadre réglementaire d'exécution des activités et assurent le contrôle de l'application des réglementations. Ces Ministères disposent de directions techniques qui ont comme principales missions la conception technique, la planification, la supervision et la coordination des programmes de développement rural. Celles-ci disposent de ressources humaines qualifiées mais en nombre insuffisantes. Elles sont également dotées de faibles moyens de fonctionnement qui affectent leurs capacités opérationnelles.

21. Au niveau local, depuis 2013, l'administration territoriale s'est dotée de « Régions » qui sont à la fois des circonscriptions administratives et des collectivités territoriales. En effet, le découpage du territoire fait apparaître la cohabitation d'une part, l'administration territoriale déconcentrée constituée

de circonscriptions administratives (districts, régions, départements, sous-préfecture, villages) et des Directions régionales/départementales des ministères, et d'autre part, les collectivités territoriales décentralisées (les régions et les communes). Alors que les premiers sont les principaux relais du pouvoir central au niveau local, les secondes, plus autonomes ont pour mission d'organiser la participation des populations, de réaliser le développement local, et de gérer l'environnement de leur localité. La capacité d'intervention de ces acteurs locaux est cependant fortement contrariée par la faiblesse de leurs moyens de fonctionnement et la lenteur du transfert effectif par l'Etat des compétences et des ressources à leur profit⁵.

22. La politique de désengagement de l'Etat et la libéralisation des secteurs productifs ont permis sur la base de la loi relative aux coopératives, la mise en place d'Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). Cependant, leur viabilité organisationnelle reste précaire et caractérisée par la mauvaise gouvernance, des difficultés de représentativité, la faible professionnalisation et capacité financière, l'analphabétisme des membres, et l'absence d'objectifs clairs. Au regard de ce constat, l'acte uniforme relatif au Droit de sociétés coopératives adopté en 2010 par l'OHADA entend insuffler une nouvelle dynamique au mouvement coopérative à travers la création obligatoire d'entités de type sociétaire dirigés par un comité de gestion ou par un conseil d'administration.

23. Le développement agricole est soutenu par des structures nationales (publiques ou privées) d'appui et d'encadrement tels que les Centre de recherche agronomique), les structures de conseil agricole et de développement rural, les structures de conception et diffusion de technologies post récolte et les structures d'appui au développement de filières spécifiques telles que l'ONDR pour la mise en œuvre de la stratégie nationale, la SODEFOR, l'ANDE, l'OCPV, etc.

24. La stratégie nationale de développement encourage l'implication du secteur privé dans le développement agricole à travers non seulement des investissements massifs mais aussi la fourniture de prestations de services. Ceci en vue de renforcer la concurrence dans une optique d'amélioration de la productivité et de la qualité des services. Ainsi, le gouvernement entend donner un rôle central au système bancaire et au secteur privé, notamment, pour le financement des activités en aval et en amont des filières agricole. La transformation et la commercialisation des produits vivriers sont dominées par les PME nationales (PKL, FACI et IVOGRAIN, etc.). Cependant, dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture, des sociétés multinationales (Louis Dreyfus, Olam, ETG, Cevital, etc.) ont manifesté un intérêt pour le secteur de la transformation et de la commercialisation du riz. Par ailleurs, la commercialisation des produits phytosanitaires est dominée par des entreprises multinationales (SOCHIM, SOFACO, Callivoire, STEPC, Hydrochemn YARA, Afchem, Willmar...etc.

25. Les partenaires bilatéraux ou multinationaux au développement intervenants dans le secteur avec des appuis significatifs sont : la Banque Mondiale; la Banque Africaine de Développement (BAD); la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD); la Délégation de l'Union Européenne; l'Agence Française de Développement(AFD); la FAO; le Programme Alimentaire Mondiale (PAM); la Banque Islamique de Développement (BID); la BADEA; le Gouvernement du Japon; la GIZ; Le Royaume d'Espagne; la Coopération économique Chinoise et le Gouvernement de l'Inde. Ces Partenaires au Développement (PAD) sont regroupés au sein d'un groupe sectoriel dénommé « Agriculture, Développement rural et Environnement » qui vise à faciliter la concertation et le dialogue avec le Gouvernement Ivoirien dans le but d'une meilleur coordination et efficacité de l'aide extérieur.

⁵ La Loi portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales a été adoptée en 2003 : Loi no. 2003-208 du juillet 2003.

Les Organisation professionnelles agricoles (OPA)

26. En Côte d'Ivoire, les différents cadres politiques⁶ de développement du secteur agricole en vigueur convergent vers davantage de professionnalisation des organisations professionnelles agricoles (OPA). Ils visent notamment à renforcer les capacités techniques de ces organisations et à leur faciliter l'accès aux facteurs de production et aux opportunités de croissance au sein des filières. De plus, depuis mai 2013, le Gouvernement a lancé un processus de révision de sa législation nationale sur les coopératives dans le cadre de l'entrée en application de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives (OHADA). Cet acte uniforme vise à harmoniser les législations au niveau supranational et à simplifier les conditions de formalisation des coopératives dans le pays.

27. Le contexte institutionnel des OPA se décline en 3 types d'entités. Au niveau national, dans le cadre de la mise en œuvre du PNIA, le MINAGRI a mis en place un cadre de concertation des OPA et de la société civile, espace devant permettre aux OPA de suivre et évaluer les politiques en cours. Différentes structures (publiques, para-publiques et privées) œuvrent à l'appui des OPA aux niveaux règlementaire : la DOPA qui suit notamment l'enregistrement des OPA et qui est présente au niveau déconcentré ; l'ANADER dont les bureaux de zone couvrent l'ensemble du territoire ; le FIRCA qui a été créé comme outil de financement des filières, mais demeure centré sur les filières de rente. Enfin plusieurs organisations faïtières représentant les producteurs au niveau national coexistent, en particulier sur la filière riz (ANARIZ-CI et FENARIZ-CI), le maïs (GMCI et ANAPROMCI) et le vivrier mixte (FENACOVICI). Depuis l'adoption de l'ordonnance sur les Interprofessions de 2011, on assiste également à la naissance d'interprofessions, en particulier sur le maïs (IMCI) et sur les céréales (CIC-CI).

28. Il est important de souligner que même si la zone d'intervention du Projet a été particulièrement touchée par les années de crise et de conflits qu'a connus le pays, les OPA vivrières intervenant dans la zone ont survécu à ces événements. Elles ont notamment réussi à maintenir certaines activités pour leurs membres (accès aux semences, intrants, équipements), principalement grâce à des appuis ponctuels des programmes d'urgence et des ONG. Sur la filière rizicole, les OPA (qu'il s'agisse du niveau groupement ou du niveau coopérative fédérant les groupements entre autres) ont bénéficié ces 2 dernières années d'une certaine redynamisation grâce aux appuis de la politique nationale et d'autres projets de développement. Cela leur a permis d'atteindre un niveau de développement non négligeable: (i) dynamisme des CGA et premier niveau de leur structuration au sein des CODERIZ, (ii) capitalisation en équipements de production et transformation et appuis techniques reçus pour leurs modalités de gestion interne. Pour les OPA fédérant des producteurs de produits vivriers mixtes, malgré leur faible capacité générale, certaines OPA de type "unions" ont aussi atteint un certain niveau de développement sur lequel le Projet va pouvoir construire: (i) un certain niveau de cohésion au sein de ces OPA, (ii) certaines de ces OPA ont tissé des premiers liens avec des Institutions financières. De plus l'organisation des producteurs au sein des filières des produits de rente associant la plupart du temps des producteurs de vivriers peut constituer une opportunité de dynamisation de la structuration paysanne.

⁶ PNIA, SNCR, SND CV

Appendice 1 Données relatives au pays

Land area (km2 thousand) 2011 1/	318	GNI per capita (USD) 2011 1/	1 090
Total population (million) 2011 1/	20.15	GDP per capita growth (annual %) 2011 1/	-7
Population density (people per km2) 2011 1/	63	Inflation, consumer prices (annual %) 2011 1/	5
Local currency CFA Franc BCEAO (XOF)		Exchange rate: USD 1 = XOF	24 074
Crude birth rate (per thousand people) 2011 1/	34	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2011 1/	12	2000	-4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2011 1/	81	2011	-5
Life expectancy at birth (years) 2011 1/	55		
		Sectoral distribution of GDP 2011 1/	
Total labour force (million) 2011 1/	8.00	% agriculture	24
Female labour force as % of total 2011 1/	38	% industry	30
		% manufacturing	21
		% services	45
Education			
School enrolment, primary (% gross) 2011 1/	88	Consumption 2011 1/	9
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2010 1/	44	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	81
		Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	10
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	10
Daily calorie supply per capita	n/a		
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2011 1/	n/a	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2011 1/	n/a	Merchandise exports 2011 1/	11 130
		Merchandise imports 2011 1/	6 720
Health		Balance of merchandise trade	4 410
Health expenditure, total (as % of GDP) 2011 1/	7	Current account balances (USD million)	
Physicians (per thousand people) 2011 1/	n/a	before official transfers 2011 1/	n/a
Population using improved water sources (%) 2011 1/	80	after official transfers 2011 1/	n/a
Population using adequate sanitation facilities (%) 2011 1/	n/a	Foreign direct investment, net 2011 1/	n/a
Agriculture and Food			
Food imports (% of merchandise imports) 2011 1/	25	Government Finance	
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2010 1/	32	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2011 1/	n/a
Food production index (2004-06=100) 2011 1/	110	Total expense (% of GDP) a/ 2011 1/	n/a
Cereal yield (kg per ha) 2011 1/	1 682	Present value of external debt (as % of GNI) 2011 1/	55
		Total debt service (% of GNI) 2011 1/	2
Land Use		Lending interest rate (%) 2011 1/	n/a
Arable land as % of land area 2011 1/	9	Deposit interest rate (%) 2011 1/	4
Forest area as % of total land area 2011 1/	33		
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2011 1/	n/a		

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2013-2014

Annexe 2: Pauvreté, ciblage et genre

Pauvreté rurale

1. La population ivoirienne était estimée en 2009 à 21,1 millions d'habitants avec un taux de croissance de 2,3% par an. A ce rythme, la population, passerait à près de 27 millions en 2018. Elle demeurera encore pour longtemps majoritairement jeune avec près de 40% de moins de 15 ans, adolescente à 34% et féminine à 49% de la population totale. L'Indice de développement humain (IDH) est de 0,397 en 2009⁷, plaçant le pays au 149ème rang sur 169 pays. Les indicateurs sociaux sont particulièrement bas : l'espérance de vie est de 58 ans, les taux de scolarisation global de 74% (83% pour les garçons et 66% pour les filles, le taux d'alphabétisation des adultes est de 55% et le taux de malnutrition dans les régions du Nord et de l'Ouest en 2008 était supérieur à celui du niveau national évalué à 17%).
2. Les résultats de l'Enquête sur le niveau de vie des ménages (ENV) de 2008⁸ montrent que près de 49% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté fixé à 661 FCFA par jour et que 10% vit dans la pauvreté sévère (280 FCFA par jour). L'enquête montre également que : (i) plus des trois quarts des pauvres vivent en milieu rural (49% en 2002, 62,45% en 2008 contre 24,5% et 29,45% sur la même période en milieu urbain) ; (ii) la contribution du milieu rural à la pauvreté nationale est de 75,4% contre 24,6% du milieu urbain. Le ratio de pauvreté sévère est de 14,31% en milieu rural et de 3,81% en milieu urbain. L'écart de la pauvreté (effort pour sortir les populations de la pauvreté) est plus élevé en milieu rural (24,53%) qu'en milieu urbain (9,05%). Entre 1985 et 2008, le taux de pauvreté rurale est passé de 15% à 62%. La pauvreté massive en milieu rural est donc un phénomène relativement récent, exacerbé par les graves crises (militaro-politique de septembre 2002 et postélectorale de 2010) avec comme corollaire le faible taux de croissance de l'économie et des populations rurales rendues plus vulnérables.
3. Les facteurs ayant fortement contribué à l'aggravation de la situation déjà difficile des populations rurales sont : la destruction du capital productif ; la baisse drastique des rendements et de la production agricole ; notamment pour les cultures vivrières avec des incidences graves sur la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ; le déplacement massif des populations ; la détérioration du tissu social (groupes d'entraide, de travail et d'épargne) ; les difficultés d'écoulement des produits ; les taxes routières irrégulières ; l'arrêt de l'exécution de la majorité des programmes de développement ; le départ des structures d'encadrement et de vulgarisation agricole locales ; et le dysfonctionnement des services sociaux de base.

Insécurité alimentaire et malnutrition

4. Sur le plan national et selon les données de l'INS de 2008, 12,6% des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire dont 2,5% sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère et 10,1% dans une situation d'insécurité alimentaire modérée. Si l'on rapporte ces proportions à la population rurale, l'insécurité alimentaire toucherait environ 1.200 millions personnes dont 233.000 personnes en insécurité alimentaire sévère. Ces données cachent des disparités géographiques qu'il importe de souligner. En fait, on retrouve dans la zone concernée par le Programme PROPACOM des régions et départements ayant un accès limité à une alimentation adéquate avec un risque élevé et récurrent de tomber graduellement en phase de crise alimentaire aigue. Il s'agit notamment des régions du Nord-Ouest (Bafing), du Nord Est (Zanzan) ; du Nord (Savanes : dense de Korhogo et le sud de Ferkessedougou uniquement) ; de l'Ouest (Montagnes et Moyen Cavally), du Centre Ouest (Gagnoa, Daloa et Sinfra), du Sud-Ouest (localités ayant fait l'objet du passage des milices : axe Gagnoa-Sassandra, axe Gagnoa-Soubre, axe San Pedro-Soubre, axe San-Pedro –Tabou, Grand Berrebi). Des données plus récentes publiées dans le cadre de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aigue actuelle et projetée conduite en mars 2014 montrent que « d'une manière générale,

⁷ UNDP. Human Development Report. 2010

⁸ Institut National des Statistiques (INS), "Enquête sur le niveau de vie des ménages" (ENV), 2008

la situation nutritionnelle n'est pas très satisfaisante, dans l'ensemble du pays avec un niveau de malnutrition aigüe de 7.5% au plan national ⁹». Cette même source indique qu'environ 2% (environ 384.000 personnes) de la population de Côte d'Ivoire peut être considérée en insécurité alimentaire courante. Ce chiffre peut passer à 728.000 (3,6% de la population) pendant la période de soudure (avril à août). Les zones qui auront un fort taux de population en crise pendant la soudure sont le centre nord (9%), le nord (5%), l'ouest (5%) et le sud-ouest (5%) de leur population totale.

5. Cette situation de la sécurité alimentaire est aggravée par les données sur la nutrition. En fait, l'analyse de la diversité de la consommation alimentaire des enfants de 6 à 23 mois par exemple, montre qu'environ 2 enfants sur 3 de cette tranche d'âge reçoivent une alimentation pauvre et non diversifiée. La forme la plus courante de la sous nutrition, en Côte d'Ivoire, est le retard de croissance (RC) ou malnutrition chronique dont la prévalence est passée de 25,4% en 2000 à 34% en 2006 (MICS) puis à 27,3% en 2011 (SMART).

Genre et pauvreté¹⁰

6. Le niveau national des dépenses et scores de sécurité alimentaire (ENV, 2008- EASA, 2009), montre qu'il n'existe qu'une légère ou aucune différence entre les hommes et les femmes et entre les hommes chefs de ménage et les femmes chefs de ménage quant à la pauvreté et la sécurité alimentaire. La pauvreté est globalement moins élevée chez les ménages dirigés par les femmes¹¹. Toutefois, les femmes sont nettement plus pauvres que les hommes dans les zones rurales (incidence de pauvreté de 63,6% contre 61,4%), avec des différences très fortes dans les zones rurales du Centre-ouest, du Nord-est, de l'Ouest et du Sud-ouest. D'autres indicateurs non monétaires illustrent cependant que les femmes sont sujettes à l'exclusion sociale et des possibilités d'intégration limitées. Elles sont surtout organisées au niveau local et dans les groupes d'entraide, sans influence politique (locale) considérable. La proportion des filles inscrites en 2006, en première année du cycle primaire est de 44% contre 56% pour les garçons¹². En milieu rural, le taux d'alphabétisation est de 40% chez les femmes et de 54% chez les hommes. Le taux net d'alphabétisation est de 33,7% chez les couches considérées comme pauvres (44,14% chez les hommes et 23,94% chez les femmes). Les taux de vaccination sont plus bas pour les filles, la mortalité maternelle est élevée (543 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2008). La prévalence de VIH est nettement plus élevée chez les femmes (6,4%) que chez les hommes (2,9%), dénotant ainsi une forte féminisation de la pandémie en CI. La tranche d'âge des femmes les plus infectées est celle de 30 à 34 ans avec une prévalence de 14,9%. De plus, les violences contre les femmes demeurent courantes et préoccupantes. Plus d'une femme sur 10 a été victime d'au moins une des formes des violences. La pratique de mutilations génitales touche environ 36% des femmes de 15-49 ans. Les régions les plus affectées sont le Nord (88%), le Nord-Ouest (88%) et l'Ouest (73%). Les femmes ont peu d'accès aux méthodes de planification familiale. Néanmoins la fécondité est en baisse avec 4,6 enfants par femme en 2005 contre 5,7 enfants par femme en 1994. Cependant, les plus pauvres et les analphabètes conservent des taux plus élevés (6,1 chez les plus pauvres contre 3,2 chez les femmes des milieux aisés).

7. Les femmes participent activement dans l'économie et elles sont toujours responsables pour la plus grande partie du labeur dans le secteur agricole. La répartition exacte des rôles des femmes dans l'agriculture diffère selon la région et selon l'ethnie, ainsi que les responsabilités des femmes quant à l'alimentation, l'enseignement et les soins de santé des membres du ménage. En général, les femmes utilisent des champs individuels pour les cultures vivrières, en plus elles forment la principale source de main-d'œuvre pour les champs des hommes (cultures de rente et vivrières). Dans certains cas et pour certaines cultures, les femmes sont seules responsables de la préparation de leur propre terre pour les cultures.

⁹ Enquête, cadre harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mars 2014.

¹⁰ Données sur la pauvreté par région en Appendice 3

¹¹ En 2008, 18,4% de ménages sont dirigés par des femmes.

¹² TBS, 2006.

8. Malgré l'importance des femmes dans la production agricole, la possibilité qu'elles n'aient pas de terre est plus grande. Environ 95% des propriétaires de terre sont des hommes, contre 5% des femmes (DSRP).¹³ L'accès au crédit, aussi bien formel qu'informel, est plus limité pour les femmes, de même que le montant emprunté.

9. Une analyse de la situation de l'activité selon le sexe montre qu'il y a une prédominance des hommes dans l'agriculture d'exportation (cacao, café, coton, anacarde, palmier,...). Ils y sont 7 fois plus nombreux que les femmes. Ces dernières par ailleurs s'intéressent davantage à l'agriculture vivrière, vu leurs responsabilités directes dans la sécurité alimentaire du ménage et leur accès à la terre limité.

10. Les jeunes dominent largement la population ivoirienne en dépit d'un léger vieillissement de celle-ci. En effet, la proportion de la population âgée de moins de 25 ans fléchit légèrement, mais elle reste fortement élevée. Elle passe de 62% en 2003 à 60,8% en 2006, soit 2 personnes sur 314. Quant aux jeunes de 0 à 14 ans, ils représentent 40,6% de la population. Cette croissance de cette tranche de population est relativement plus élevée dans les régions urbaines. Beaucoup de jeunes hommes quittent les régions rurales afin d'échapper à l'isolement, au manque de services, au labeur, les revenus bas et fragiles, ou afin de trouver un job mieux rémunéré, ou même pour trouver de la terre fertile ou une superficie raisonnable. Le taux de chômage chez les jeunes âgés 15-24 est de 24,2%. A cette catégorie de jeunes ruraux sans-emplois il faut ajouter la catégorie des ex-combattants démobilisés. Ces jeunes, démobilisés, sans activité, peuvent constituer une menace à la sécurité des biens et des personnes. Dans certaines régions de la Côte d'Ivoire (CI), les jeunes, suite à la crise, rentrent dans leurs régions d'origine et cherchent à investir dans des activités pouvant être rentables, dans le domaine agricole ou non qui (p.ex. Centre-nord, Ouest), mais l'accès limité à la terre et au crédit peut restreindre leurs investissements effectifs et accroître leur désœuvrement et frustration.

11. Concernant l'accès des femmes à la terre et l'héritage des filles, malgré les dispositions de la loi relative au Domaine Foncier Rural et de celle portant sur la dévolution successorale et à l'héritage, les pratiques culturelles et les pesanteurs sociales et institutionnelles influencent encore fortement l'application du droit positif, limitant ainsi la portée de ces lois. En dépit de leur importance et poids économique dans la production agricole, seul 5% des propriétaires de terres sont des femmes contre 95% d'hommes(DSRP). Les données recueillies par la mission montrent que les femmes sont surtout actives dans les segments de la petite transformation et qu'elles sont organisées au niveau local et dans les groupes d'entraide, sans influence politique (locale) considérable. Elles sont aussi membres des comités de gestion des aménagements rizières (CGA) et des groupements maraîchers. Elles restent confrontées à l'analphabétisme, à la pénibilité des tâches agricoles et non agricoles comme la transformation du fait qu'elles bénéficient peu de technologies nouvelles, à un accès très limité aux services agricoles (intrants, conseil technique et commercial, crédit) et à un faible niveau de connaissances en entrepreneuriat et gestion.

12. Le chômage D'une manière générale, le taux de chômage a augmenté avec la crise et pendant la présente phase de post-crise. De 6,4% en 2002, le taux de chômage de la population active est estimé à 15,7% en 2008. Le chômage des jeunes notamment de 15-24 ans est le plus important. Le taux de chômage de la population active de ce groupe d'âge est de 24,2% en 2008 et celui des 25-34 ans est de 17,5%. Il est plus important en milieu urbain qu'en milieu rural (27,4% contre 8,7%). Au niveau régional, le chômage est surtout élevé dans le Centre, le Centre-Ouest, le Centre-nord et le Sud. Le chômage touche plus les femmes que les hommes, la part d'inactifs féminins est presque deux fois plus élevée (23% contre 13%), même si elles sont moins présentes sur le marché de

¹³ Selon le Droit Coutumier, les terres sont en général attribuées aux chefs de ménages ou chefs de terre du fait de leurs charges et responsabilités familiales. Les femmes n'ont aucun pouvoir de décision sur la gestion foncière. Elles ne sont généralement qu'utilisatrices dans le cadre de l'attribution familiale. L'accès des femmes rurales à la terre rencontre des restrictions dans les coutumes qui leur laissent seulement la possibilité d'occuper uniquement de petites parcelles de terres. Bien à noter que la loi foncière 98-750 relative au domaine foncier rural, est à priori neutre en matière de genre. Elle ne fait pas de distinction entre les conditions d'accès des femmes et celles des hommes.

¹⁴ Estimation par INS, basée sur RGPH, 1998.

l'emploi moderne. En effet, en 2005 seulement 12,71% des emplois modernes étaient occupés par les femmes.

13. Le PROPACOM-Ouest s'efforcera de prendre en charge de manière progressive et structurante les besoins spécifiques et attentes des femmes et des jeunes à travers sa stratégie de genre. Il appuiera plus particulièrement les femmes dans les activités de maraîchage (sur 80 ha au profit de plus 1600 femmes).

Vulnérabilité

14. Plusieurs facteurs de risque de la pauvreté et d'insécurité alimentaire sont recensés au niveau national en général, et dans la zone d'intervention en particulier, tels que: (i) le taux de croissance démographique demeure très élevé en CI avec 2,8%, mais en baisse constante. Les zones urbaines connaissent une croissance de 4,59% et les zones rurales de 1,37%. La taille moyenne des ménages ordinaires est de 5,8 personnes ; (ii) la Côte-d'Ivoire est de tradition un pays d'intenses mouvements migratoires internes et externes.¹⁵ En conséquence, il se pose la question de l'intégration des immigrés de deuxième et de troisième génération, surtout pour tout ce qui concerne les questions foncières. La crise a accentué cette question dans quelques zones ; (iii) la dépendance persistante de la population de l'Ouest vis-à-vis des membres de la famille vivant dans les villes contribue à la vulnérabilité des deux côtés. Il y a également une diminution des transferts de revenus de la migration en général (l'EASA montre que 26,3% des ménages ont reçu des transferts d'un montant moyen de 100.611 FCFA au cours des douze derniers mois) ; (iv) l'instabilité politique, le conflit armé de 2002 et le constant report des élections présidentielles depuis 2005 contribuent à la perte de confiance et de l'autorité et le départ du pays de la plupart des bailleurs de fonds ; (v) les jeunes sans emploi, (ruraux sans emploi, ex-combattants démobilisés ou ayant participé aux conflits armés, déscolarisés sans emploi, etc.) constituent un groupe à risque pouvant être à l'origine de nouvelles formes de violences pouvant compromettre la cohésion sociale ; (vi) les niveaux bas et alarmants de l'alphabétisation et de la scolarisation en général, augmentent la vulnérabilité des générations futures et mettent en jeu leurs possibilités d'être activement intégrés dans l'économie ; et (vii) les conflits fonciers et transactions foncières non sécurisées contribuent aux faibles investissements dans la fertilité de sol.

15. On note par ailleurs que les pauvres ont moins accès au crédit et ils restent surtout dans l'informel. Selon le statut de pauvreté, les pauvres ont moins souvent accès au crédit (9%) que les non pauvres (12,7%). Cela est également vrai quel que soit le milieu et quelle que soit la région. Et d'ailleurs, les ménages les plus pauvres consacrent également une part plus importante de leurs dépenses à l'achat de la nourriture. Les dépenses alimentaires représentent 53% des dépenses globales des ménages les plus pauvres contre 42 à 47% pour les ménages les plus nantis, ce qui explique leur vulnérabilité particulière par rapport à la hausse des prix alimentaires.

Zone d'intervention

16. Le Projet interviendra dans 6 régions et 16 départements situés dans 3 districts : (i) la région du Tonkpi dans le district des Montagnes (comprenant les départements de Man, Biankouma, Danané et Zouan Hounien avec une population de 1,4 millions personnes dont 0.7 million de femmes); (ii) les régions du Kabadougou et de Folon dans le District du Denguélé (comprenant les départements de Touba, Koro et Ouaninou avec une population de 258 000 personnes dont 127000 femmes); et (iii) les régions du Bafing, Worodougou et Béré dans le District du Woroba (comprenant une population de

¹⁵ La population d'origine étrangère représente 26% de la population totale. La proportion des enfants nés en CI de parents étrangers est passée de 30% en 1975 à 47% en 1998. La migration des populations étrangères de l'Afrique de l'Ouest vers la Côte-d'Ivoire n'est pas nouveau, bien que continuant, et elle a déjà commencé à partir du 11ème siècle. Elle se faisait suivant les circuits commerciaux. Avec la colonisation, d'énormes potentialités économiques vont se dégager au Sud à travers la culture du café, du cacao et surtout à travers l'exploitation forestière. Le manque de main-d'œuvre a amené les colons à faire appel aux populations du Nord pour travailler dans les plantations. Certains migrants vont s'installer dans des villages. Par ailleurs, la construction du chemin de fer a entraîné une déportation des populations du Nord vers le Sud dans le cadre des travaux forcés.

907 000 personnes dont 445 000 femmes). Ces régions se caractérisent par un important potentiel en production agricole et des opportunités de transformation et de mise en marché.

Groupe cible

17. Les acteurs locaux concernés par le Projet sont constitués d'hommes, de femmes et de jeunes regroupés au sein d'Organisations professionnelles agricoles (OPA). Ces acteurs sont, selon le genre, confrontés à des contraintes multiples qui peuvent se résumer comme suit :

18. Hommes : Ce groupe est confronté à : (i) des conflits fonciers café/cacao non résolus et accès limité/incertain à la terre (plantations) ; (ii) droits d'usage limités pour les cultures annuelles ; (iii) un manque de moyens pour investir dans la main-d'œuvre pour nettoyer les plantations ; (iv) une pauvre motivation des autochtones (hommes) pour travailler ou pour investir plus intensément dans l'agriculture, manque de diversification des revenus ; (v) une structuration et gestion faibles des filières café/cacao.

19. Femmes : Elles connaissent une : (i) diversification limitée des revenus ; (ii) une production vivrière limitée ; (iii) une ignorance et le manque de connaissance de techniques agricoles ; (iv) un manque d'équipement et d'encadrement agricole ; un manque de disponibilité de semences améliorées et un faible accès aux engrais et aux herbicides (v) un manque d'accès aux zones irriguées ; (vi) des économies de ménage séparées pour les hommes et les femmes une insuffisance d'organisation (vii) un accès limité à la main-d'œuvre externe et à la mécanisation ; (viii) la multiplicité et pénibilité des travaux ; et (ix) une faible budgétisation du ménage.

20. Jeunes : Les jeunes pour leur part ont un accès limité à la terre. Ils connaissent en plus, (i), un manque de connaissance des marchés agricoles et un manque d'intérêt pour travailler et investir dans l'agriculture ; (ii) un isolement des villages ruraux et un manque d'électricité et de services dans les zones rurales ; (iii) un manque d'accès à des activités génératrices de revenus ; et (iv) un faible pouvoir de décision.

21. En commun. Ils souffrent de : (i) un manque de production de cultures vivrières ; (ii) un accès limité au crédit pour l'agriculture et les AGR ; (iii) une faible conscience quant à l'épargne ; (iv) un manque de moyens de transport et des zones rurales enclavées ; (v) , un manque de moyens de transformation et de conservation : (vi) une commercialisation individuelle sans information sur les marchés ; (vii) un faible pouvoir de négociation sur les prix ; et (viii) une faible structuration des OPA.

22. Fort heureusement, ces acteurs ont pris conscience de leur situation et s'organisent de plus en plus au sein d'OPA afin de trouver des solutions à ces contraintes et engager des actions visant à développer leurs activités communes ou individuelles.

23. Ces différents acteurs constituent le groupe cible du PROPACOM-Ouest. Ils sont en général composés de ruraux vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, mais décidés à trouver les voies et moyens pour s'en sortir en mettant à profit les opportunités offertes. Le niveau de structuration de leurs organisations varie en fonction des spéculations et des différents segments. Ces OPA constitueront le socle de l'intervention du PROPACOM – Ouest dans l'optique d'atteindre une masse critique de producteurs capable d'impulser une dynamique économique structurante dans les différentes zones et filières ciblées. Dans son approche, le PROPACOM-Ouest réservera une place de choix aux femmes et aux jeunes engagés dans les cultures vivrières (production, transformation et commercialisation). Ils seront bénéficiaires d'une grande partie des appuis du Projet, en particulier ceux apportés aux acteurs des OPA vivrières mixtes. Les autres bénéficiaires du Programme sont les structures publiques et privées qui délivrent les produits et services nécessaires au développement des activités ciblées. Les services déconcentrés de l'Etat et le secteur privé seront particulièrement ciblés afin de garantir que la fourniture de biens et de services intègre des mesures d'adaptation au changement climatique.

24. Les structures publiques, faîtières et privées, qui délivrent les services nécessaires pour le développement des cultures ciblées bénéficieront également d'appui. De plus, le Programme

favorisera des partenariats avec les acteurs agroindustriels ainsi que les organisations paysannes des filières retenues.

25. Le Projet touchera directement environ 30 000 exploitations familiales rurales pour un total de bénéficiaires de l'ordre de 210 000 personnes. De façon indirecte, il toucherait indirectement environ 30 000 habitants du fait de la nature structurante des investissements (transformation, commercialisation), de l'orientation des activités sur le marché et des effets d'entraînement de la professionnalisation des OPA.

Stratégie de ciblage

26. Le FIDA est toujours intervenu en Côte d'Ivoire en appui aux productions vivrières et aux producteurs vulnérables (Projets PPMS, PRAREP, PROPACOM). Ce choix se justifie entre autres, par le fait que : (i) selon les rapports sur les revenus (dépenses) et la sécurité alimentaire, les petits producteurs de cultures vivrières font partie du groupe le plus vulnérable ; (ii) la majorité des ménages dépend de cultures de rente comme principale source de revenu ; (iii) le développement des cultures vivrières cadre directement avec les orientations du PNIA qui vise, entre autres, à sortir la grande majorité des ruraux de la pauvreté. En fait, les pauvres dépensent relativement une plus grande partie de leurs revenus à l'achat de nourriture, ce qui les rend particulièrement vulnérables dans le contexte actuel des prix du marché élevés pour les vivres ; (iv) des opportunités réelles existent pour un développement des coopératives agricoles afin de mieux contrôler les filières vivrières locales ; (v) l'expérience du FIDA en Côte d'Ivoire est plutôt dans le secteur des vivriers.

27. La stratégie de ciblage du PROPACOM-Ouest¹⁶ prendra en compte ces aspects pour identifier les cibles du Projet. La stratégie reposera sur un ciblage géographique pour la détermination des zones d'intervention, et sur un ciblage socio-économique pour orienter les appuis envisagés vers les ménages pauvres et vulnérables, les femmes et les jeunes. Elle sera inclusive et participative, et basée sur une identification ciblée des bénéficiaires via les organisations professionnelles agricoles (OPA) qui constituent la porte d'entrée du Projet. En matière de changement climatique (CC) le PROPACOM s'emploiera à adjoindre à sa stratégie de ciblage un critère de vulnérabilité au changement climatique. Dans ce cadre, le Projet effectuera un ciblage des populations les plus pauvres qui sont souvent celles qui n'ont pas d'autres alternatives que de mobiliser les ressources naturelles pour dégager des revenus ou étendre les cultures sur les zones marginales suite à l'appauvrissement de leurs terres cultivables.

Ciblage géographique

28. Le PROPACOM interviendra dans des régions choisies sur la base de : (i) l'incidence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire ; (ii) la vulnérabilité ; (iii) la cohérence entre les contraintes vécues et les politiques et stratégies du FIDA ; (iv) la valorisation et la consolidation des acquis/expériences des projets financés par le FIDA (PROPACOM-actuel) ; et (vi) la demande du pays.

29. Sur cette base, le Projet interviendra dans 6 régions et de 16 départements situés dans 3 districts : (i) la région du Tonkpi dans le district des Montagnes (comprenant les départements de Man, Biankouma, Danané et Zouan Hounien avec une population de 1,4 millions personnes dont 0.7 million de femmes) ; (ii) les régions du Kabadougou et de Folon dans le District du Denguelé (comprenant les départements de Toubia, Koro et Ouaninou avec une population de 258 000 personnes dont 127 000 femmes) ; et (iii) les régions du Bafing, Worodougou et Béré dans le District du Woroba (comprenant une population de 907 000 personnes dont 445 000 femmes)¹⁷. Mais, pour des raisons d'efficacité et pour éviter le saupoudrage, le Projet n'interviendra pas sur l'ensemble de la zone mais optera pour une stratégie de zone de concentration dont l'identification sera fonction principalement : (i) de la présence ou non d'OPA dynamiques avec un minimum de structuration ; (ii) du niveau/potentiel de production des cultures des filières ciblées ; (iii) des niveaux de dégradation des sols et des risques

¹⁶ Le PROPACOM –Ouest prolonge à le PROPACOM actuel à l'Ouest Il reprend des éléments essentiels de ce premier projet mais apporte des innovation qui sont présentées dans le tableau en Appendice 6

¹⁷ Données des monographies (2013) des régions de la zone d'intervention du Projet

climatiques sur les systèmes de production et les écosystèmes ; (iv) du dynamisme des acteurs de l'aval des filières sur ces mêmes produits vivriers ; et (v) du potentiel de marché.

30. La détermination exacte des zones géographiques d'intervention prendra en considération : (i) la nécessaire complémentarité avec les projets financés par d'autres partenaires au développement dans le secteur vivrier ; et (ii) le besoin de valoriser les acquis des projets passés, en cours ou en voie d'achèvement.

Ciblage direct

31. Pour des raisons d'efficacité et pour éviter le saupoudrage, le Projet n'interviendra pas sur l'ensemble de la zone mais optera pour une stratégie de zone de concentration. L'identification de ces zones sera faite à l'intérieur de zones agro-écologiques homogènes à partir de critères convenus dont : (i) la présence ou non d'OPA dynamiques avec un minimum de structuration ; (ii) niveau/potentiel de production des cultures des filières ciblées ; (iii) dynamisme des acteurs de l'aval des filières sur ces mêmes produits vivriers ; et (iv) le potentiel de marché. Les domaines à aménager seront identifiés à partir de la demande paysanne à travers leurs OPA. Le Projet ciblera en priorité (i) les producteurs rizicoles et maraîchers organisés autour des bas-fonds qui seront aménagés ou réhabilités par le Projet, (ii) les OPA vivrières mixtes spécialisées dans les filières porteuses en fonction des régions d'intervention du Projet (i.e. bénéficiant d'un marché potentiel et d'un dynamisme des acteurs de l'aval des filières); (iii) les OPA vivrières des zones géographiques où le Projet pourra intervenir en complémentarité d'appuis en cours ou en valorisation d'appuis précédents d'autres bailleurs. Le Projet ciblera donc en premier lieu les producteurs en activités sur les espaces à aménager. Dans le cas où ces producteurs ne seraient pas encore organisés, le Projet attachera une attention particulière à faciliter (i) dans un premier temps leur organisation (en CGA pour les riziculteurs et en groupements pour les maraîchers) et gestion, et (ii) dans un second temps le processus de structuration de ces groupements au sein d'OPA de second niveau. Les OPA des zones hors aménagement seront elles aussi impliquées dans le Projet en adoptant l'approche à manifestation d'intérêt appliquée par le PROPACOM en cours.

32. De manière plus spécifique, le Projet adoptera la démarche suivante¹⁸ :

- Un ciblage direct des OPA pour : (i) sélectionner autour des périmètres aménagés, les 228 OPA à appuyer. A ce niveau, le Projet prévoit de financer l'aménagement et la réhabilitation de 2300 ha de bas-fonds dans sa zone cible d'intervention. Le Projet ciblera donc en premier lieu les producteurs en activités sur les espaces à aménager. Il s'agira d'appuyer en ciblage direct la structuration et la professionnalisation de 228 OPA sur ces espaces aménagés. Si les producteurs exploitants ces espaces ne sont pas encore organisés, le Projet attachera une attention particulière à faciliter (a) dans un premier temps leur organisation (en CGA pour les riziculteurs et en groupements pour les maraîchers) et gestion, et (b) dans un second temps le processus de structuration de ces groupements au sein d'OPA de type "union" (le Projet prévoit d'appuyer leur structuration au sein de 6 nouvelles OPA de type "union") ; (ii) **les 15 OPA de type "union"**: sur la base des résultats du diagnostic (cf. paragraphe VI-A), une première liste des OPA vivrières de type "union" actives dans la zone du Projet sera disponible, ainsi qu'une proposition de critères de sélection des 15 OPA à appuyer. Sur la base de cette liste, la sélection des OPA à cibler se fera au niveau des Cadres Régionaux de Concertation au démarrage du Projet (plus d'informations sur le fonctionnement de ces Cadres régionaux de concertation et les critères de sélection des OPA dans le Paragraphe "Modalités de mise en œuvre") ;
- Un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner les 350 OPA de type "groupement". A l'issue du diagnostic initial des OPA, le Projet aura à sa disposition une typologie affinée des OPA de type "groupement" par filière dans la zone cible du Projet. Dès le démarrage de ses activités en première année d'exécution, le Projet lancera un processus d'identification et de sélection des OPA vivrières mixtes à appuyer via un appel à manifestation d'intérêt tel que mis en œuvre dans le cadre du PROPACOM en cours.

¹⁸ Démarche dans Appendice 2

Auto-ciblage technique

33. Le ciblage technique s'appuiera sur (i) le choix des filières vivrières: (riz, maïs manioc et maraîchage) qui tient compte du potentiel de production, des besoins exprimés par les producteurs, de l'impact potentiel sur la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus des populations rurales, de la possibilité d'insertion des femmes et des jeunes filles dans les activités de transformation, des possibilités de mise en marché; (ii) le type d'aménagements et des équipements retenus en réponse aux besoins de modernisation des outils de travail et d'accroissement de la production et de la productivité; (iii) du dispositif d'appui/accompagnement technique (agriculture et CC), commercial des producteurs soutenu par des prestataires (stratégiques et privés) approprié aux besoins des acteurs; (iv) des actions de renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des OPA; et (v) la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans les actions à promouvoir.

34. D'après la typologie des OPA, le PROPACOM-Ouest apportera un appui aux OPA tel que présenté dans l'Appendice 1 donné ci-dessous.

35. **Mesures d'auto-ciblage.** Suite à la campagne initiale de sensibilisation et d'information du programme, les petits producteurs et leurs organisations intéressées à participer à la stratégie du Projet exprimeront leur intérêt et engagement dans le cadre d'un partenariat basé sur les performances. Ces engagements seront traduits en plans d'affaires (simples pour les OPA groupements) et détaillés pour (les OPA de type Union) dont la mise en œuvre sera évaluée annuellement. La poursuite de l'appui à l'OPA ou qualification pour un deuxième niveau d'appui (accès au financement des équipements par exemple, la participation à des voyages d'études/échange, etc.) dépendra des performances accumulées. L'évaluation de cette performance devra être conduite de manière participative à travers des ateliers bilans annuels.

36. Chaque type d'OPA (classification en quatre catégories selon le degré de maturité et évaluation annuelle) bénéficiera d'un niveau de renforcement de capacités et/ou d'investissement différent et croissant. Ce bilan permettra, ensuite d'identifier les besoins spécifiques d'accompagnement à pourvoir (formations, investissements matériels et en infrastructures, etc.) dans le cadre de la poursuite du partenariat.

37. Toutes les activités d'appui aux acteurs des filières retenues seront développées avec et par les OPA qui demeurent la porte d'entrée du Projet. Le Projet veillera à ce que les membres les plus vulnérables (femmes et jeunes), des OPA prennent une part active dans le processus de prise de décision notamment, en matière: (i) d'identification des bénéficiaires des dotations en intrants agricoles (semences améliorées, engrais et produits phytosanitaires); (ii) d'accès aux parcelles aménagées et aux kits de goutte à gouttes pour le maraîchage; (iii) d'accès au sein des OPA, des femmes vulnérables aux décortiqueuses manuelles de maïs prévues par le Projet; et (iv) l'inscription au programme d'alphabétisation fonctionnelle. Il est important que le Projet, dans un souci d'équité établisse, en rapport avec les différents acteurs des critères d'accès à ces biens et services. Ces critères doivent permettre de limiter les discriminations et l'accaparement par les élites des bénéficiaires des interventions. Cet exercice, tout comme la finalisation de la stratégie genre figurera parmi les premières activités à réaliser au démarrage du Projet. Une provision budgétaire est prévue à cet effet dans les coûts du projet.

Stratégie Genre

38. Le PROPACOM-Ouest reconduira la stratégie genre du PROPACOM en cours dans l'esprit de la construction du Programme unique d'intervention du FIDA en Côte d'Ivoire. Celle-ci est basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités. Elle sera donc ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des régions ciblées. La stratégie s'appuiera sur une double démarche: (i) d'appui pro actif, constructif et argumenté aux différentes composantes, (ii) de filtre de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du Projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, statuts et âges des bénéficiaires.

39. Le PROPACOM-Ouest prévoit : (i) un appui spécifique aux femmes en matière de développement du maraîchage y compris le soutien à des actions de transformation/conservation de certains produits maraîchers. Une bonne proportion de bénéficiaires seront constituées de femmes et de jeunes filles (environ 40% pour certaines activités); (ii) la fixation de quotas de participation des femmes, des jeunes (hommes et femmes) dans les activités en fonction de leur implication, notamment au niveau des formateurs endogènes (au moins 1/3 de sexe féminin) ; (iii) le financement prioritaire d'activités qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes ; (iv) l'alphabétisation fonctionnelle en faveur des femmes; et (v) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation, chaque fois que jugé pertinent.

40. La mise en œuvre de la stratégie qui sera affinée et finalisée au démarrage du Projet¹⁹ comprendra entre autres :

- la formation/mise à niveau sur le genre de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme PROPACOM ;
 - des actions d'information et de communication sur les enjeux, défis et opportunités du Projet à l'endroit des femmes et des jeunes. Tout de suite après le lancement du Projet, l'UCP appuyée par certains prestataires conduira des missions d'information et de sensibilisation en direction des acteurs en vue d'expliquer la stratégie et approche générale du Projet. Au cours de ces missions, les approches en matière de genre et ciblage seront présentées de manière à s'assurer de leur compréhension afin de garantir une participation équilibrée et un accès équitable des différents acteurs aux bénéfices des interventions. Ces campagnes d'information et de sensibilisation seront programmées en fonction de la progression dans la couverture des zones d'intervention. Les leaders des OPA, les formateurs endogènes chargés de relayer les activités de conseil technique, les agents chargés de l'alphabétisation fonctionnelle seront formés à la stratégie genre et associés à sa diffusion. Une provision budgétaire couvrant les dépenses liées à la réalisation de cette activité est prévue à cet effet dans la composante coordination et gestion du Projet ;
- un programme axé sur le renforcement des capacités techniques et économiques des femmes et le développement de l'esprit d'entreprise;
- des mesures spécifiques pour assurer une bonne participation des femmes et des jeunes dans les différentes activités du Projet. Au niveau des OPA de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur (i) l'animation afin que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance. Ceci comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des Stades d'autonomie opérationnelle (SAO) des OPA.

41. La constitution de l'équipe de l'UCP tiendra compte de l'équilibre genre avec la mention consacrée à cet effet dans les appels à candidatures. Les TDR des techniciens et des cadres de l'UCP intègrent la prise en charge de la dimension genre.

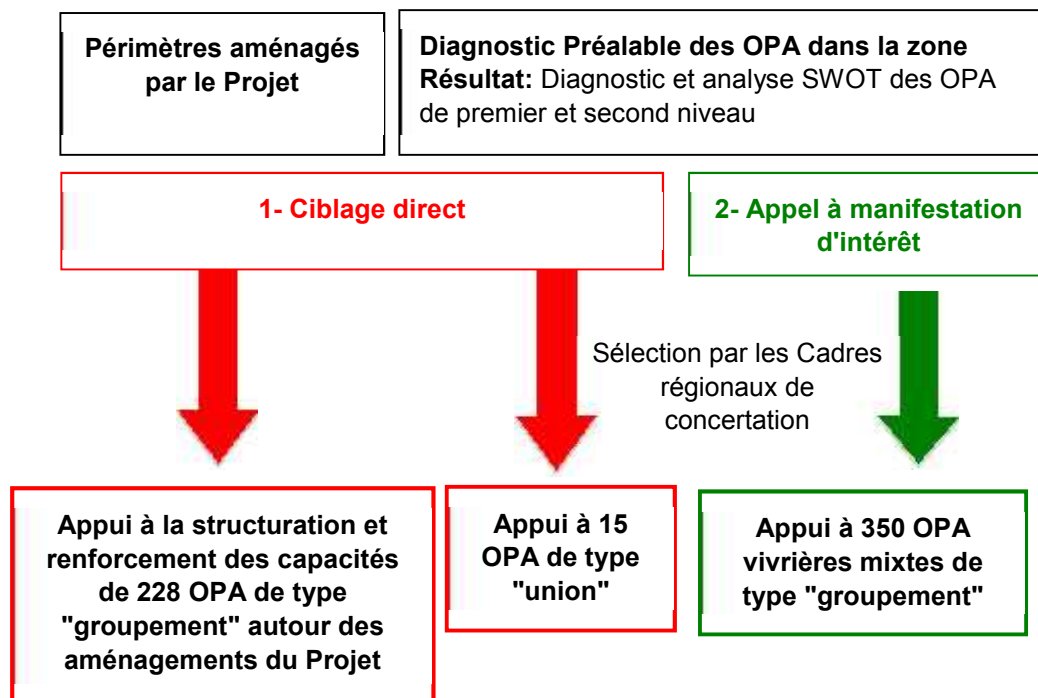
¹⁹ Des activités et une provision budgétaire est prévue à cet effet dans la composante Coordination et gestion du Projet.

Appendice 1

Mode d'appui et bénéficiaires²⁰ ciblés par le PROPACOM-Ouest en fonction de la typologie.

Type d'OP	Mode d'appui	Filière riz de bas-fonds	Filière vivrier mixte	Total bénéficiaires
OP de premier niveau, organisées autour des aménagements du Projet	Ciblage direct	101 CGA de 3800 membres au total		3800
Autres OP de premier niveau	Appel à manifestation d'intérêts	127 groupements de 1600 membres	15000bénéficiaires dans 350 groupements	16600
OP de second niveau	Ciblage direct	7 OP rizicoles (4950 membres)	8 OP vivrières mixtes (8600 membres)	13850
	TOTAL	9750	28600	34250

Appendice 2. La stratégie globale de sélection des OPA bénéficiaires est résumée ci-dessous:



²⁰ A ces bénéficiaires s'ajoutent les acteurs de l'aval des filières (collectrices, transformateurs, commerçants, interprofessions, etc. Cf. DT Post-récolte)

Appendice 3: Statistiques de pauvreté et d'insécurité alimentaire par région

Indicateurs	3 premiers/plus sévères			Nord	Centre Ouest	Nord-Est	Ouest	Centre Nord	Nord Ouest	Centre	Sud	Sud Ouest	Centre Est
				Savanes	Fromager, Marahoue, Haute Sassandra	Zanzan	Montagne, Moyen Cavally	Vallée du Bandama	Bafing, Denguele, Worodougou	Lacs, Nzi Comoe	Sud Comoe, Agneby, Lagunes, Sud Bandama	Bas Sassandra	Moyen Comoe
Population*****	Sud	Centre Ouest	Sud Ouest	1330449	3.105.152	1003204	2068278	1546310	1.059.238	1588746	7.810.253	1.996.735	614643
Incidence de la pauvreté (Po)*	Nord	Centre Ouest	Ouest	77,3	62,9	54,7	63,2	57	57,9	56	44,6	45,5	53,7
Incidence de la pauvreté rurale (Po)*	Nord	Centre Ouest	Ouest	85,1	70,7	59,2	67,8	66,3	60,4	65,7	50,9	49,6	63,1
Incidence de la pauvreté sévère (Po)*	Nord	Centre Ouest	Nord Est	29,62	13,6	10,29	14,14	17,83	18,36	9,57	6,37	3,23	9,62
Incidence de la pauvreté sévère rurale *	Nord	Centre Nord	Nord Ouest	36,05	20,12	11,11	16,53	23,92	20,12	12,46	7,42	3,35	12,1
Sévérité de la pauvreté rurale (P2)*	Nord	Centre Nord	Nord Ouest	24,45	14,81	11,43	14,25	17,01	15,44	12,31	7,92	5,86	12,71
Difference entre incidence de la pauvreté rurale entre femmes et hommes, pourcentage points more poverty women	Sud Ouest	Ouest	Centre Ouest	0,4	3,5	3,2	4,1	1,3	1,6	1,1	0,2	4,5	1
Incidence de la pauvreté en 2002	Ouest	Nord-Est	Nord-Ouest	42,4	51,5	61,1	67,4	37,3	52,5	44	36	47,4	51,4
Evolution de la pauvreté rurale (2002-2008)	Nord	Centre Nord	Centre	100,7	37,3	-3,1	0,4	77,7	15	49,3	41,4	4,4	22,8
Evolution de la contribution à la pauvreté rurale (2002-2008) inégalité dans la région (rapport part du dernier quintile sur le 1er quintile)	Nord	Centre	Nord Est	85	-14,1	23,6	-46	20,4	11,9	48,5	13,5	2	-18,2
Evolution d'inégalité (baisse gini points)	Nord Ouest	Centre Nord	Nord Est	6,64	6,03	7,85	6,67	8,59	8,98	6,36	6,48	5,86	6,85
	Sud Ouest	Sud	Nord	0,06	0,03	0,05	0,01	0,04	0,02	0,03	0,07	0,08	0,01
Insécurité alimentaire modérée et sévère **	Nord Ouest	Ouest	Sud Ouest	17,3	HS: 12,4/ FR:13,2/Mara:5,4	13,2	Mont: 27,8//Moyen Cav:30,9	3,5	BFA: 29,9/DENG:9,2/ WOR:11,1	Lac:9,1, Nzi Comoe: 11,1	Sud Comoe: 1,6/ Agneby:0,5/ Lagunes:4,9, Sud Bandama:11,1	21,5	6,5
Insécurité alimentaire sévère **	Ouest	Nord Ouest	Centre Ouest	3	HS: 1,4/ FR:5,5/Mara:0,4	2,7	MON:7,2 mon:9,5/ moy cav: 6,4	0,9	BFA: 5,6/DENG: 0,9/WOR: 1,8	Nzi Comoe: 1,1	S Band: 2,5	2,6	1,2
Insécurité alimentaire chronique**	Nord Est	Ouest	Centre Est	0,6	0	13,3	mon:9,5/ moy cav: 6,4	0	Baf:3/ Deng:1,8	Lacs:0,4/ Nzi c:0	0	0	6,4
% de dépenses destinés à la nourriture (rurale) (FAO/ENV)	Ouest	Sud Ouest	Sud	22,11	25,65	22,75	33,15	23,24	26,31	24,22	31,31	32,95	29,68
Agriculture vivrière comme principale moyens de subsistance	Nord Ouest	Ouest	Centre Nord	27,4	HS: 10,8, FR:11,4/Mara:1,2	31,2	Mont: 61,8, Moyen Cav: 16	53,6	BAF:74,1/DENG : 30,1/WOR: 22,6	Lac:37,9, Nzi Comoe: 49,7	Sud Comoe: 13,5/ Agneby:28/ Lagunes:17,6, Sud Bandama: 6,1	3,5	15,8
Sans instruction	Nord ouest	Nord	Nord Est	81,73	56,6	69,25	60,24	68,55	83,82	59,21	48,84	57,16	55,85
Taux net d'alphabétisation par région	Nord Ouest	Nord	Nord Est	19,25	44,34	24,52	38,47	33,3	14,78	37,81	52,25	44,93	44,88
Ayant sollicité un crédit (rurale)	Nord Est	Sud	Centre Est	11,5	8,1	7	21,8	14	13,5	9,5	7,1	12,4	8,1
Malnutrition chronique globale****	Nord Ouest	Ouest	Nord	44,9		44,7	Mont: 47,9, MC: 43		Deng: 40,7/BAF: 43,8/ Wor: 48,4			27,9	
Malnutrition chronique sévère****	Ouest	Nord Ouest	Nord Est	14,1		18,7	Mont: 21,8/ MC: 16,8		Deng: 15,6/BAF: 18,6/ Wor: 21,8			5	
Malnutrition rapport taille/age, sévère***	Nord Est	Sud Ouest	Nord Ouest	16,7	15,5	24,6	16,9	13,2	18,6	13,1	14,3	21,1	10,9
Taux de prévalance du VIH	Centre Est	Sud	Centre	3,2	3,7	3,3	3,5	3,6	1,70%	4,8	5,5	4,2	5,8

Appendice 4

CHECK LISTE DES MESURES OPERATIONNELLES DE CIBLAGE

Question	Mesures adoptées dans la conception du Projet
1. Est-ce que le principal groupe cible - les personnes devant tirer le plus parti des interventions - correspond au groupe cible du FIDA tel que défini dans la politique concernant le ciblage (les ruraux plus pauvres et vivant dans l'insécurité alimentaire)?	Les groupes cibles sont décrits au paragraphe 17 et 23 et leurs caractéristiques dans les paragraphes 18 21 du DCP. Ils correspondent bien aux politiques du FIDA
2. Des sous-groupes cibles ont-ils été identifiés et décrits en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques, ressources et moyens d'existence particuliers - avec une attention sur les différences entre genre et jeunes?	Bien que les OPA constituent la porte d'entrée du Projet, ceux-ci ont été classés deux grandes catégories (OPA de type groupement et OPA de type Union). La stratégie de ciblage utilisée fait la différence entre ces deux types d'OPA et leur accompagnement conséquemment calibrés.
3. Des indications sont-elles données sur l'intérêt des sous- groupes cibles identifiés pour les activités proposées, et sur leur probable adhésion?	Paragraphes 18- 21 de l'annexe2
4. Le DCP décrit-il une stratégie de ciblage réalisable et opérationnelle conforme à la Politique sur le ciblage, incluant toutes ou certaines des mesures et méthodes ci- après:	La stratégie de ciblage décrite dans les paragraphes 26-34 de l'Annexe 2 présente.
4.1. Ciblage géographique – basé sur des données sur la pauvreté ou des indicateurs de substitution, il permet d'identifier, pour les projets/ programmes à base territoriale, les zones géographiques (et les communautés de ces zones) à haute concentration de pauvres	La zone d'intervention du Projet a été identifiée en accord avec les autorités nationales en utilisant les critères de pauvreté/vulnérabilité. Notons que le Projet se met en œuvre dans une zone qui sort d'une crise socio-politique d'une dizaine d'année où tout est à refaire.
4.2. Ciblage direct - lorsque des ressources ou des services sont destinés à des personnes ou à des ménages spécifiques	Des actions spécifiques en matière de maraîchage et d'amélioration de la transformation (égrenage du maïs, petits moulins pour le manioc) sont promues en faveurs des femmes
4.3. Auto ciblage - lorsque les biens et services répondent aux besoins prioritaires, les dotations en ressources et les stratégies de subsistance des groupes cibles	
4.4. Mesures d'autonomisation – y compris l'information et de la communication, ciblé sur le renforcement de capacité et de confiance, appui organisationnel, afin de renforcer et d'encourager une participation plus active et l'inclusion dans la planification et la prise de décision des personnes qui, traditionnellement, ont moins de poids et de pouvoir	Les campagnes d'information/sensibilisation, les formations diverses et l'alphabétisation fonctionnelle développées en faveur des OPA des femmes et des jeunes, la préparation transparente des plan d'affaires avec l'appui du Projet contribuent grandement à l'implication de ces acteurs et contribuent à leur autonomisation.
4.5. Mesures de facilitation – visant à renforcer les attitudes et l'engagement des parties prenantes et des partenaires à l'égard du ciblage de la pauvreté, de l'équité genre et de l'autonomisation des femmes. Elles incluent le dialogue politique, la sensibilisation et le renforcement des capacités	Le renforcement des capacités des OPA, l'appui à leur structuration en unions, l'accompagnement de la mise en place des interprofessions et leur participation dans les cadres régionaux de coordination avec les autres acteurs, les préparent à mieux participer dans le dialogue sur les politiques.
4.6. Attention aux procédures qui pourraient freiner la participation des groupes cibles visés (par exemple, une contribution excessive exigée des bénéficiaires; des procédures juridiques contraignantes, etc.)	La porte d'entrée du Projet étant les OPA, tous les membres de ces organisations qui seront les acteurs du Projet sont à l'abri de la marginalisation dès l'instant où les appuis sont apportés à travers les OPA.
4.7. Mesures opérationnelles - modalités de gestion des projets/programmes appropriés, personnel, sélection des partenaires de mise en œuvre et de fournisseurs de services	Il est précisé dans l'Annexe 5 (paragraphe 14) que les candidatures féminines de l'UCP sont particulièrement encouragées.
5. Suivi des résultats du ciblage. Le DCP précise-t-il que les résultats du ciblage feront l'objet d'un suivi-évaluation participatif, seront évalués lors d'une revue à mi-parcours? Le cadre de SE permet-il la collecte/analyse des données désagrégées par sexe et y a-t-il des indicateurs sexo- spécifiques permettant de suivre/évaluer les produits, les résultats et les impacts?	Le cadre logique identifie des indicateurs sexospécifiques qui feront l'objet de suivi.

CHECK LISTE DES MESURES OPERATIONNELLES EQUITE GENRE

Question	Mesures adoptées dans la conception du Projet
1. Le DCP contient - et la mise en œuvre du Projet est basée sur - des données de pauvreté désagrégées par genre et une analyse spécifique par genre pour les activités/secteurs concernés, ainsi qu'une analyse pour surmonter tout obstacle non intentionnel pour la participation des femmes	Cet aspect sera approfondi lors de la deuxième mission.
2. Le DCP contient - et le Projet met en œuvre - des mesures concrètes pour:	
– développer l'autonomisation économique des femmes grâce à l'accès et au contrôle d'actifs productifs et du foyer	Le maraîchage, offre des possibilités d'emplois et de revenus aux femmes et aux jeunes, l'accès au foncier et les technologies de transformation allège leur travail
– renforcer et assurer la représentation et la participation des femmes dans les organes de décision d'instances locales	Le Projet fera tout pour assurer que pour que les femmes et les jeunes soient fassent partie des organes dirigeants des OPA
– alléger la charge de travail des femmes et atteindre un équilibre équitable entre la charge de travail des femmes et des hommes	La promotion des technologies de transformation pour alléger le travail des femmes va dans ce sens vu que ce sont beaucoup plus les femmes qui sont impliquées dans la petite transformation.
3. Le DCP indique dans la section ciblage ce que le Projet apportera dans une perspective de genre	Voir point 2 ci-avant
4. Le DCP décrit les éléments clés pour l'opérationnalisation de la stratégie de genre, dans les composantes concernées	
5. Le DCP décrit - et le Projet met en œuvre - des mesures opérationnelles visant à assurer la participation équitable entre les sexes aux activités et aux bénéfices du Projet. Ceci comprend de manière générale:	Toutes les parties prenantes au Projet (hommes, femmes, jeunes, responsables des OPA, prestataires de services et responsables du projet seront partie prenantes dans la formulation de la stratégie genre et tous seront formés à sa mise en œuvre. Le Projet veillera à ce que les activités au sein de toutes les composantes prennent en compte la dimension genre.
5.1. Affecter des ressources humaines et financières adéquates pour mettre en œuvre une approche genre	La stratégie genre sera affinée en début de Projet et tous les responsables du Projet seront formés et sensibilisés à l'approche genre afin qu'ils l'intègrent au quotidien dans leur travail.
5.2. Assurer et appuyer la participation active des femmes dans des instances et comités prenant des décisions liées aux activités du Projet, y compris la fixation d'objectifs spécifiques pour leur participation	Les campagnes d'information/sensibilisation mettront l'accent sur cet aspect.
5.3. Veiller que les arrangements de Projet (composition de l'équipe de Projet, TdR de recrutement pour le personnel et les partenaires d'exécution, ...) reflètent l'attention à l'équité genre et aux aspects d'autonomisation des femmes	Il est spécifiquement indiqué dans la description de l'UCP, que le Projet fera tout pour que les jeunes et les femmes soient recrutés aux postes de direction de l'UCP et dans les antennes
5.4. Réaliser des efforts pour atteindre les femmes (par exemple, nombre et qualification appropriées d'agents de terrain), particulièrement quand la mobilité de femmes est réduite	La stratégie d'appui conseil repose en partie sur la mise en place de formateurs endogènes. Il est prévu que les femmes en fassent partie (au moins 1/3 de sexe féminin) de manière à adresser plus facilement les questions qui se posent aux femmes.
5.5. Identifier les opportunités pour soutenir des partenariats stratégiques avec le gouvernement et d'autres institutions de développement pour la mise en réseau et le dialogue politique	Le Ministère en charge des questions féminines et du genre, membre du comité de pilotage sera partie prenante du dialogue politique notamment, sur les questions foncières afin de s'assurer que les droits des femmes sont préservés
6. Le cadre logique, le système SE et de gestion des savoirs du Projet prévoient des indicateurs de performance et d'impact désagrégés par sexe et incluant des indicateurs spécifiques sur l'équité genre et l'autonomisation des femmes	Plusieurs indicateurs sont désagrégés par sexe (cf. cadre logique)

Annexe 3: Performance du pays et enseignements tirés

Performance du pays

1. Depuis 1981, le FIDA a accordé 8 prêts à la Côte d'Ivoire, dont cinq ont financé des projets de développement rural dans la zone Centre-Nord-Ouest. On note ainsi (i) le Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales (PACIL) en région Centre Nord, clôturé en 2007, qui a introduit la culture du soja, et de nouvelles variétés de manioc et d'igname ; (ii) le Projet de Développement Rural dans la Région du Zanzan (PDRZ), clôturé depuis 2008 et dont la mise en œuvre a connu un ralentissement du fait de la crise ; (iii) le Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS) qui s'est recentré, suite au recadrage opéré en 2008, sur la production de maïs, de manioc et de riz pour aider le pays à faire face à la crise alimentaire avant de revenir en 2010 sur la production maraîchère²¹ dans les régions des Savanes et de la Vallée du Bandama. Les acquis du PPMS en termes de production maraîchère constitueront très bonne base pour le développement de la filière maraîchère du PROPACOM ; (iv) le Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté (PRAREP) (2011-2015) qui finance essentiellement des activités d'accès aux semences améliorées, la distribution de kits de réhabilitation aux plus vulnérables, ainsi que l'aménagement des infrastructures rurales (pistes, marchés, aménagements hydro agricoles) dans les régions des Savanes, de la Vallée du Bandama et du Zanzan (nord) ; et enfin (v) le Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation en cours d'exécution dans la vallée du Bandama.

2. La mise en œuvre des projets du portefeuille du FIDA en Côte d'Ivoire est caractérisée par des suspensions à répétition du portefeuille à cause de la crise et par un taux de décaissement assez faible. En octobre 2013 par exemple, le taux de décaissement global du PRAREP n'était que de 35,65% (démarrage en 2011) et celui du PROPACOM de 11,68% (démarrage en 2012). Il faut souligner toutefois que l'année 2013 a montré des améliorations notables au niveau de l'exécution et du taux de décaissement notamment du PRAREP (les taux d'exécution physique et financier du PTBA 2013 passent respectivement de 14% à 67,74% et de 19,87% à 74,29% entre avril et octobre 2013).

Enseignements tirés

3. Acquis du passé. Le PROPACOM en cours dans la zone nord-est a basé son approche sur les nombreux acquis du PACIL, du PDRZ, du PPMS et du PRAREP qui ont tous appuyé les filières vivrières. Le PACIL a introduit avec succès dans la zone d'intervention du Projet le soja et des variétés d'igname et de manioc et mis en place au niveau de Bouaké, le Bureau de vente des producteurs (BVP), chargé de faciliter la mise en marché de la production. Le PPMS et le PRAREP ont travaillé sur la multiplication des semences du riz, du maïs et du manioc à travers les groupements semenciers, ainsi que l'aménagement des sites maraîchers et rizicoles. Ces projets, de même que les projets de post-conflit en Côte d'Ivoire, ont des acquis intéressants dans le domaine de la mécanisation du labour et de la récolte, dans le domaine de la transformation du riz et du manioc. Ils ont créé une bonne base pour la professionnalisation des acteurs dans les filières retenues.

4. Les crises prolongées que la Côte d'Ivoire a connues depuis 2002 ont eu des implications sur les types d'appui apportés par les différents partenaires techniques et financiers et surtout sur les modalités d'exécutions des actions. Ainsi, le contexte d'urgence survenu avec la crise n'a jamais véritablement quitté les esprits. Ce n'est qu'à partir de 2011 que le pays a retrouvé une certaine stabilité sociopolitique qui induit un changement d'approche dans l'appui à apporter aux populations. Les actions en faveur du secteur rural sont désormais tournées vers le développement.

5. C'est dans ce cadre que le PROPACOM a inscrit ses interventions en mettant en avant le renforcement des capacités des Organisations de Professionnels Agricoles (OPA) dans une perspective de professionnalisation, d'autonomisation et de pérennisation des acquis. Des interventions passées en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins, il a été retenu de tirer des leçons en

²¹ Objectif: développement de 100 sites maraîchers pour 274 hectares

vue de qualifier les nouvelles opérations. *Il faut toutefois souligner que le PROPACOM en cours dont devrait fortement s'inspirer le PROPACOM-Ouest n'est opérationnel que depuis huit mois. Il n'a par conséquent pas encore d'acquis dont on pourrait s'inspirer pour la mise en œuvre du présent Projet. Le PROPACOM-Ouest interviendra en s'inspirant et en construisant sur les acquis et leçons apprises de projets similaires mis en œuvre dans la sous-région.* Du PROPACOM en cours, le nouveau Projet a néanmoins tiré quelques leçons du « design » et introduit des améliorations. Il s'agit notamment de l'introduction de la notion de plan d'affaire comme base de travail des OPA et de la bancarisation comme élément fondamental des relations entre OPA et IF. Ces deux grands principes guideront le fonctionnement économique des OPA.

Financement de l'agriculture

6. Les structures financières intervenant dans le monde rural en Côte d'Ivoire ont souffert et souffrent encore des conséquences de la mauvaise gouvernance et de la crise économique des dix dernières années. La conséquence a été l'absence de fourniture de services de crédits en réponse aux besoins des producteurs. Les alternatives ont été, durant la période qui a immédiatement suivi la sortie de crise, et pour plusieurs projets, de recourir aux dons (voir section « Accès aux services financiers »). Toutefois, ces dispositions se doivent d'être transitoires car l'expérience de ce type de mécanismes de subvention a montré qu'elles risquent de déresponsabiliser les bénéficiaires et de créer une dépendance vis-à-vis d'un mécanisme qui ne peut être durable et de créer des distorsions sur le marché du crédit.

7. Dans le cas du FIDA, le PRAREP suit cette logique en facilitant l'accès à des kits gratuits d'intrants et petits équipements agricoles. Ce soutien à la recapitalisation s'est accompagné d'un appui technique et de gestion qui devrait permettre aux groupements bénéficiaires de se doter d'un fonds de roulement. Ce fonds pour le financement des engrais, géré par les OPA (promu par le PPMS et le PNR), ne semble pas pérenne, bien qu'il permette d'améliorer temporairement l'accès aux intrants. Afin d'améliorer son efficacité et d'assurer sa durabilité, il est fondamental de renforcer la sensibilisation, assurer un encadrement professionnel, limiter la dotation et surtout d'introduire la culture du crédit au niveau des producteurs et leurs organisation.

8. Le PROPACOM-Ouest prendra en compte ces expériences passées et, tout en mettant en place des mécanismes transitoires et exceptionnels pour tenir compte d'une situation post crise. Il adoptera alors une approche fondée sur le marché en nouant des partenariats avec les institutions financières présentes dans les zones couvertes, présentant des perspectives de viabilité et ouvertes à l'innovation et disposées à adapter de leur offre de services et produits financiers aux besoins et contraintes des groupes cibles.

Organisations Professionnelles Agricoles (OPA)

9. Les OPA en Côte d'Ivoire ont connu: (i) d'importants problèmes de gouvernance, de faiblesse institutionnelle rendant difficile l'appropriation par les membres des acquis des différents appuis ; (ii) un faible développement institutionnel accentué par une faible structuration des OPA à l'exception des OPA de la filière rizicole ; et (iii) une offre de services aux membres très limitée, voire inexistante.

10. Les enseignements tirés des projets d'appui aux OPA dans d'autres pays de la sous-région sont également source d'inspiration en particulier concernant leur méthodologie (i) pour cibler les appuis aux OPA sur la base d'un diagnostic préalable et (ii) pour aller vers davantage de responsabilisation de ces OPA dans la mise en œuvre des activités afin d'assurer la durabilité des interventions.

11. Ainsi, les expériences du PNAFA (Projet National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles) en Guinée, des PSAOP-2 (Programme des Services Agricoles et Organisations de Producteurs) et PRODAM-2 (Projet de Développement Agricole de Matam) au Sénégal nous montrent que (i) l'outil "Diagnostic Institutionnel Participatif" (DIP) utilisé par la CNOP-G (Confédération Nationales des Organisations Paysannes en Guinée) constitue le fondement de l'orientation des interventions du Projet dont les activités sont ainsi mieux calibrées en fonction des besoins et des capacités des OPA. Ceci permet par ailleurs, de guider les modalités de mise en œuvre en responsabilisant l'OPA en fonction de son niveau de maturité; (ii) la responsabilisation des OPA dans la mise en place de services économiques à leurs membres est essentielle pour l'appropriation des interventions et pour

assurer la durabilité des acquis des projets (cf. cas du PSAOP2 Sénégal dont l'une des composantes consacrée à l'appui aux OPA a été évaluée comme la plus pertinente et démontrant le plus de résultats concrets pour les petits producteurs).

12. Le PROPACOM-Ouest pourra alors s'inspirer de la valorisation des acquis et des leçons apprises de ces différents projets d'appui aux OPA. En effet, les différents soutiens aux OPA rizicoles dans la zone du Projet ont montré qu'il n'est pas suffisant de recapitaliser des OPA en intrants et en équipements de production et transformation pour s'assurer de la viabilité de ces organisations. Il est ainsi nécessaire : (i) de mieux diagnostiquer / analyser l'OPA avant de décider des types d'appuis à lui apporter, (ii) d'aider l'OPA à définir un plan d'affaire bancable afin d'assurer une durabilité des services économiques qu'elle va mettre en place, (iii) de renforcer l'appui en gestion interne à la fois institutionnelle et économique pour faciliter le fonctionnement de l'OPA, et (iv) de renforcer les capacités de l'OPA en négociation et plaider pour s'assurer d'un équilibre dans ses négociations avec d'autres acteurs des filières (dans le cadre de contractualisation par exemple) ou dans le cadre d'un dialogue politique qu'elle pourrait initier. De la même façon, le PROPACOM-Ouest pourra travailler en partenariat et/ou complémentarité avec des projets existant comme le Programme National des Cantines Scolaires pour l'appui aux groupements vivriers féminins en vue de (i) créer des liens entre les besoins en céréales sèches des cantines scolaires et l'offre de produits locaux des OPA (plutôt que de faire appel à des produits importés), (ii) valoriser voire entrer en complémentarité avec l'appui aux groupements agricoles féminins.

Dynamiques agricoles

13. L'amélioration de la productivité des cultures vivrières au niveau de la petite exploitation paysanne passe impérativement par la mise en place d'un cadre d'accès à différents services essentiels : l'appui-conseil, les intrants agricoles (semences, engrais, pesticides), la mécanisation, le crédit de campagne et d'équipement.

14. En matière d'appui-conseil, un encadrement de proximité, s'inscrivant dans la durée, s'avère essentiel pour amener les petits producteurs à adopter les itinéraires techniques préconisés par la recherche et les structures de vulgarisation. Il s'agira donc d'associer étroitement les organisations de producteurs au dispositif d'appui-conseil en veillant à développer des capacités endogènes par la mise en place d'un corps de formateurs au sein des OPA.

15. Au niveau des intrants, il est reconnu que la semence de qualité est un facteur de production essentiel susceptible de contribuer de façon notable à l'intensification agricole. Mais, l'absence de mécanisme de crédit agricole adapté d'une part, et l'exiguïté du marché solvable d'autre part, n'encouragent pas les sociétés privées à s'engager et prendre des risques dans ce secteur.

Activités post-récolte et commercialisation

16. L'expérience montre que la porte d'entrée la plus porteuse pour dynamiser les activités post-récolte est celle de la qualité basée sur des standards et critères techniques établis et reconnus. Un produit de qualité permet de concurrencer les importations et de mieux répondre à une demande urbaine de plus en plus exigeante. Ceci suppose en premier lieu la modernisation des équipements de transformation. L'approche par la qualité permet ainsi d'aborder la normalisation des produits qui est un élément essentiel dans la modernisation du commerce et un pas vers la création des bourses de marchandises.

17. La contractualisation entre les acteurs est aussi un outil central pour améliorer la qualité des produits qui impliquent tous les acteurs de la chaîne de valeur et les réunit autour d'un cahier des charges qui assure une qualité adaptée à la commercialisation. Enfin le stockage joue un rôle également important dans l'amélioration de la qualité des produits en question et ainsi en limiter les pertes. En augmentant les volumes et la qualité du stockage, les producteurs peuvent acquérir une position de force dans la filière par le regroupement de l'offre et de choix de la période de vente afin d'obtenir des prix plus favorables. Autre innovation dans la promotion des partenariats entre les acteurs, le modèle ESOP (Entreprises de Services et Organisations de Producteurs) qui s'appuie sur le partage du capital des unités de transformation et l'utilisation systématique de la contractualisation.

18. En conclusion, la modernisation de l'aval des filières vivrières passe par la promotion de la qualité des produits et des partenariats entre acteurs, donc des appuis spécifiques et ciblés à tous les acteurs de la filière : coopératives, collectrices, transformateur privé, commerçants. Enfin, l'expérience montre, que pour développer l'aval des filières, il faut mettre en place des structures de dialogue entre les différents acteurs et le gouvernement. Les enjeux sont multiples : libre circulation des produits, réglementation, mais aussi dialogue sur les nouvelles politiques vivrières dont la politique rizicole.

Rôle des institutions publiques

19. L'implication des institutions publiques reste un élément essentiel dans la mise en œuvre des projets notamment, au niveau de la définition de politiques et d'adoption de cadres réglementaires en matière de développement agricole, d'identification, d'aménagement et de réhabilitation de barrages ou de sites agricoles, de coordination stratégique et de suivi-évaluation de la mise en œuvre de plans et projets de développement agricole. Néanmoins, les nombreuses contraintes rencontrées habituellement par ces institutions les rendent peu productives. Elles font face à une faible capacité en ressource financière, humaines (en nombre et en compétence), et à l'insuffisance de moyens opérationnels. Les statistiques agricoles sont absentes et, si elles existent, ne sont pas actualisées ce qui est de nature à compromettre le rôle de décision et d'orientation stratégiques du gouvernement.

20. A l'échelle locale, la présence de structures déconcentrées et décentralisées reste un atout pour coordonner le développement local, garantir la participation efficiente des communautés à la base et organiser la concertation entre les acteurs. Cependant, ces structures ont des difficultés à assurer efficacement leur rôle en raison non seulement de leur faible capacité technique en matière d'encadrement, de contrôle et d'appui conseil et de suivi-évaluation, mais également de leur limitation en matière de ressources humaines et financières adéquates.

21. Il ressort de ces constats et de ces expériences que la performance des programmes de développement et l'efficacité de l'aide extérieure est contrariée par la faible capacité institutionnelle et de coordination des institutions publiques. Une alternative à ces contraintes, serait d'accroître le rôle du secteur privée et des organisations professionnelles agricoles dans la mise en œuvre des programmes de développement agricole.

Coordination et gestion des projets

22. Le démarrage des activités des projets en Côte d'Ivoire est marqué par des retards importants. Les exemples du PRAREP et du PROPACOM en cours peuvent illustrer ces propos. L'atelier de lancement du PRAREP s'est tenu le 14 juillet 2011 alors que l'accord de financement qui fut suivi d'une entrée en vigueur immédiate fut signé le 21 décembre 2009. Et malgré la mise à disposition de la dotation initiale du compte spécial le 28 novembre de la même année, le démarrage des activités n'a été effectif qu'en janvier 2012. Le PROPACOM en cours de son côté a vu son accord de financement signé le 16 mars 2012 également suivi d'une entrée en vigueur immédiate. Malgré cela, le Projet n'a connu un début d'exécution qu'en mars 2013.

23. La mise en place de l'UCP du PROPACOM-actuel a connu par ailleurs de sérieuses difficultés en raison de l'instabilité socio-politique des dernières années. En effet, le recrutement du personnel clé s'est étalé sur 2011 et 2012 et s'est faite de façon échelonnée ne permettant un démarrage effectif des activités qu'en début 2013. Tirant leçons de ce constat, le PROPACOM-Ouest prévoit de mettre en place à travers un financement rétroactif, des facilitations au démarrage (Appendice 6, Annexe 5) permettant de financer les services de consultants pour l'élaboration des manuels divers de gestion, la réalisation d'études et enquêtes (situation de référence, etc.), d'organisation d'ateliers, de locations de bureaux, etc.

24. Le processus de mise à disposition des bureaux pour le fonctionnement de l'UCP et des antennes a duré 6 mois (dont 3 mois de passation des marchés et 3 mois de travaux). L'acquisition des équipements à travers la Centrale d'achat des Nations Unies s'est faite quant à elle en l'espace de 2 mois de temps. Ce qui fait dire à la mission que cette procédure devrait être fortement recommandée.

25. Une autre difficulté majeure rencontrée par l'UCP reste la qualité des performances des prestataires de service. Qu'ils soient privés ou sous-tutelle, la qualité d'exécution des contrats et conventions établis entre l'unité de coordination et ces opérateurs restent trop souvent insatisfaisante. Cette collaboration nécessite un suivi soutenu et constant de la part des responsables de composante et des mesures appropriées devront être prises dans l'éventualité où les objectifs ne sont pas atteints.

26. Une difficulté supplémentaire pour la gestion efficace des projets réside dans la faible autonomie de gestion accordée aux antennes dans l'exécution des PTBA au niveau régional. La dépendance fiduciaire qui les lie à l'UCP ainsi que le niveau relativement bas auquel sont recrutés les techniciens des antennes ne favorisent pas une mise en œuvre efficace des PTBA dans les régions. Tirant les leçons de cette faiblesse, le PROPACOM- Ouest accordera plus d'autonomie de gestion aux antennes par le relèvement du niveau du sous-compte, une plus grande responsabilisation dans la passation des marchés locaux et par le relèvement du niveau de recrutement des techniciens.

27. La coordination et la concertation entre acteurs sont essentielles dans la conduite des actions de développement. Le constat à date est que les acteurs (services techniques, OPA, projets, IF, etc.) se concertent très peu ce qui a pour conséquence un faible développement de synergies et complémentarités entre acteurs et une faible connaissance des actions de développement par les services publics. Le Projet se propose d'appuyer la mise en place d'une plateforme régionale de coordination autour du DR pour organiser cette concertation/coordination.

Suivi et évaluation

28. Le système de suivi-évaluation (SSE) des projets du FIDA n'est pour le moment ni totalement opérationnel ni informatisé. Ils ne contribuent pas non plus au renseignement du système de S&E du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) et ce, malgré la révision des cadres logiques des projets PRAREP et PROPACOM pour intégrer cette préoccupation.

29. Actuellement, deux manuels de SE distincts ont été élaborés pour marquer la différence entre les objectifs du PRAREP et le PROPACOM. Ceux-ci ont été validés et internalisés tant au niveau de l'Unité de Coordination des Projets (UCP) que de ses antennes. L'élaboration de ces manuels a été menée conjointement avec celle du manuel de SE sectoriel. Cette concomitance a permis aux projets de s'aligner sur les besoins du Ministère de l'Agriculture en termes de besoins informationnels, tout en assurant une complémentarité dans l'utilisation des outils et méthodologies qui caractérisent le système de suivi et évaluation (SSE) des projets.

30. Forts de ces cadres logiques, les projets disposent également de tableaux de bord désagrégés qui permettent un suivi détaillé de chaque activité visant à l'atteinte des cibles quantitatives et qualitatives fixées dans le document de projet. Cet outil, qui a un rôle balisant, reste indispensable dans la préparation annuelle du PTBA et dans le suivi des performances du Projet.

31. Au niveau sectoriel, le mécanisme de SE externe prévu dans le cadre du PRAREP n'a pas tenu ses promesses. Tirant les leçons de cette contre-performance, il a été proposé de renforcer plutôt les Directions Départementales et Régionales de l'Agriculture (DDA et DRA) dans leurs régaliens de coordination et de S&E.

Gestion des connaissances

32. Dans le contexte actuel, il est prématuré de pouvoir parler de leçons apprises dans le domaine de la gestion des connaissances. Néanmoins, des efforts dédiés seront fournis afin d'identifier des acteurs potentiels en mesure de capitaliser et de disséminer les expériences acquises parmi les OPA soutenues dans leur filières respectives. Les projets s'inscriront ainsi dans une logique de renforcement des capacités qui devrait assurer une pérennisation des acquis du Projet et de perpétuer une dynamique de partage et d'échange entre acteurs agricoles pour qui les intérêts convergent.

Annexe 4: Description détaillée du Projet

Zone d'intervention et groupe cible

Zone d'intervention

1. La zone d'intervention du projet comprend 3 districts, 6 régions, 16 départements couvrant les trois zones agro-écologiques (ZAE) du pays: (i) le district des Montagnes, comprenant la région du Tonkpi (zone guinéenne); (ii) le District du Denguelé, comprenant les régions du Kabadougou et de Folon (zone soudanienne); et (iii) le District du Woroba, comprenant les régions du Bafing, Worodougou et Béré (zone soudano-guinéenne de transition et zone soudanienne). Cependant, le Projet n'interviendra pas sur l'ensemble de la zone mais opéra pour une stratégie de zone de concentration dont l'identification sera fonction principalement de : (i) la présence ou non d'OPA dynamiques avec un minimum de structuration, (ii) niveau/potentiel de production des cultures des filières ciblées et (iii) dynamisme des acteurs de l'aval des filières sur ces mêmes produits vivriers. La détermination des zones exactes d'intervention prendra également en considération la nécessaire complémentarité avec les projets financés par d'autres partenaires au développement dans le secteur vivrier et le besoin de valoriser les acquis des projets passés, en cours ou en voie d'achèvement sera par ailleurs.

Systèmes de production de la zone

2. Le Projet couvre une étendue très diversifiée allant de la zone guinéenne à la zone soudanienne en passant par la soudano-guinéenne de transition. Cette diversité écologique suggère l'existence de problématiques de développement agricole différentes impliquant des solutions adaptées. Une analyse des systèmes de production a été conduite par ZAE afin de cerner leurs spécificités et de calibrer les réponses techniques à apporter.

3. Dans la région du Tonkpi, il existe une grande diversité de systèmes de production liée à trois principaux facteurs: (i) les conditions agro-climatiques favorables qui permettent une vaste gamme de spéculations industrielles et vivrières ; (ii) des écosystèmes spécifiques à la morphologie montagneuse distribuée en coteaux ou flancs de montagne granitiques, bas de pente, et bas-fonds ; et (iii) un niveau de saturation foncière élevé obligeant les producteurs à optimiser l'espace notamment en pratiquant les cultures vivrières associées.

4. L'exploitation agricole moyenne est 3.5 ha: (i) 2 ha de cultures de rente en bas de pente majoritairement le café et le cacao associés à des arbres fruitiers (avocatiers, manguiers, goyavier, etc.) et aux palmiers à huile; (ii) 1 ha de cultures vivrières associées et cultivées dans les bas de pente et les coteaux. L'association la plus pratiquée est : riz pluvial + manioc + maïs + jachère de 3 à 11 ans ; et (iii) 0.5 ha de riziculture de bas-fond.

5. Les régions du Kabadougou et du Folon (Odienné) sont caractérisées par la disponibilité des terres de plateaux, de plaines et de bas-fonds. La taille moyenne de l'exploitation agricole est d'environ 4.5 ha répartis comme suit : (i) 2,5 ha de cultures d'anacarde et de coton (en rotation avec maïs et arachide); (ii) 2 ha de cultures vivrières pluviales pratiquées en rotation sur les plateaux (riz /manioc/maïs/ jachère de 8 à 20 ans); et (iii) 0.5 ha de riziculture pluviale de plaine.

6. Les bas-fonds sont relativement peu exploités car ils nécessitent un travail long et pénible alors que les plaines inondables demandent moins d'investissement en travail pour des rendements acceptables. Le recours au brûlis est une technique qui permet de réduire le besoin en main d'œuvre. L'enjeu dans ces systèmes de culture reste axé sur la capacité des producteurs à mettre en culture la terre disponible (facteur travail).

7. Dans les régions du Bafing, du Worodougou et du Béré (Séguéla), l'exploitation agricole moyenne est de 4 ha, répartis comme suit : (i) 2 ha de cultures de coton et d'anacarde ; (ii) 2 ha de cultures pluviales sur les plateaux. Les principales rotations rencontrées sont:

manioc+igname/jachère/riz + maïs, coton/riz + maïs/arachide/jachère de 4 à 20 ans; et (iii) 1 ha de bas-fond en riziculture inondée. Les rendements moyens obtenus sont de 2,5 T/ha, bien que dans certaines terres très fertiles où les cours d'eau débordent jusqu'aux bas-fonds, les rendements peuvent dépasser 4T/ha sans apport d'engrais. Les petits producteurs ont recours préférentiellement à la main d'œuvre familiale, au système d'entraide et dans une moindre mesure au salariat.

Table 1 : Rendements agricoles avant-projet dans la zone d'intervention

Région intervention	Culture	Rendements (t/ha)
Tonpki (Man)	Riz bas-fond	2
	Riz (bas-pente et coteau) associé	0.7
	Manioc plateau associé	3
	Maïs plateau associé	0.2
Kabadougou et Folon (Odienné)	Riz plaine	2
	Riz plateau	1
	Manioc plateau	10
	Maïs plateau	12
Bafing, Worodougou et Béré (Séguéla)	Riz bas-fond	25
	Riz plateau	10
	Manioc plateau	8
	Maïs plateau	10

Groupe cible

8. Le groupe cible principal du Projet sera constitué des petits producteurs vivriers (riz, maïs, manioc et maraîchage), vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, engagés dans des dynamiques de production et organisés au sein d'OPA de premier et second niveaux. Au sein de ce groupe, les femmes fortement engagées dans les filières vivrières (production, transformation et commercialisation) et les jeunes dans la production maraîchère, notamment dans les régions de Touba et Biankouma bénéficieront d'une grande partie des appuis du Projet. Le PROPACOM-Ouest veillera particulièrement à ce que ces femmes et ces jeunes filles et ceux désireux de s'investir dans le secteur agricole soient des parties prenantes actives du Projet. Par ailleurs, les structures publiques et privées qui délivrent les services nécessaires pour le développement des spéculations retenues, bénéficieront également d'appuis liés à leurs prestations pour le compte du Projet. De plus, le Projet favorisera la contractualisation entre acteurs de manière à mettre ensemble les producteurs organisés, les transformateurs et les commerçants. Le Projet interviendra dans 16 départements, au sein de six régions administratives abritant environ 2,9 millions de personnes dont 1,4 millions de femmes. Il bénéficiera directement à environ 30.000 ménages, soit un total de l'ordre de 210.000 personnes et indirectement à environ 30.000 personnes, portant le total de la population cible à 240.000 personnes.

Stratégie de ciblage

9. Le Projet sera doté d'une stratégie de ciblage inclusive, participative et dynamique qui capitalisera les leçons tirées de celle mise en œuvre par le PROPACOM notamment. Au niveau de la base, le PROPACOM-Ouest s'appuiera sur le ciblage direct. Le Projet ciblera en priorité (i) les producteurs rizicoles et maraîchers organisés autour des bas-fonds qui seront aménagés ou réhabilités par le Projet, (ii) les OPA vivrières mixtes spécialisées dans les filières porteuses en fonction des régions d'intervention (i.e. bénéficiant d'un marché potentiel et d'un dynamisme des acteurs de l'aval des filières); (iii) les OPA vivrières des zones géographiques où le Projet pourra intervenir en complémentarité d'appuis en cours ou en valorisation d'appuis précédents d'autres bailleurs. Un mécanisme d'auto-ciblage technique s'appuiera sur la nature des aménagements choisis, le dispositif d'appui-conseil technique et commercial qui répond aux besoins de la petite exploitation agricole. Un auto-ciblage socio-économique sera réalisé à travers l'appui à l'autonomisation des organisations paysannes dans une optique de professionnalisation.

10. Sur le plan de l'adaptation au changement climatique (CC), la stratégie du Projet sera également inclusive et participative avec une identification ciblée des bénéficiaires via les OPA. De plus, ASAP s'emploiera à adjoindre au ciblage un critère de vulnérabilité au changement climatique. Au niveau géographique, l'exercice de cartographie réalisé avec l'ICRAF a déjà permis de mieux analyser les risques et d'identifier les sites les plus vulnérables au changement climatique en considérant les risques liés aux inondations, à l'érosion et à la dégradation des terres (indice d'érosion des sols, taux MO du sol) dans les Zones Agro-Ecologiques (ZAE) visées. Les résultats de cet exercice ont permis de pré-identifier les sites où les risques de mauvais drainage et d'érosion sont supérieurs à 50%, à savoir : (i) dans le District des Montagnes, les départements de Biankouma, Man et Bangolo ; (ii) dans le District de Zanzan, les départements de Bondoukou et Tanda ; et (iii) dans le District des Savanes, la région Nord de Ferkessedougou.

11. L'intervention effectuera un ciblage des populations les plus pauvres qui sont souvent celles qui n'ont pas d'autres alternatives que de mobiliser les ressources naturelles pour dégager des revenus ou étendre les cultures sur les zones marginales suite à l'appauvrissement de leurs terres cultivables.

Stratégie genre

12. La stratégie sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du PROPACOM-Ouest. Elle sera ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des régions ciblées. Elle s'appuiera sur une double démarche: (i) d'appui pro actif, constructif et argumenté aux différentes composantes, (ii) de filtre de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du Projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, statuts et âges des bénéficiaires.

13. De plus, le Projet a prévu les actions suivantes: (a) la fixation de quotas de participation des femmes dans les activités en fonction de leur implication; (b) le financement prioritaire d'activités qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes pour leur insertion dans le monde actif; et (c) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation, chaque fois que jugé pertinent.

14. Au niveau des OPA de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur l'animation pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance, ainsi que la formation des leaders féminins. Ceci comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des stades d'autonomie organisationnelle (SAO).

Contexte du financement rural

15. L'inclusion financière des populations rurales et des petits producteurs agricoles engagés dans les filières vivrières est sans doute le défi le plus important à relever au niveau du secteur. Selon les informations disponibles auprès de la Direction de la Microfinance, en 2010, uniquement 12 % des octrois de crédit du secteur de la microfinance avaient été destinés à ce secteur. Au niveau du secteur bancaire, selon les données disponibles auprès de la BCEAO22, les crédits de campagne représentaient à fin 2012 156 milliards de FCFA, soit 10% de l'encours des crédits à court terme incluant l'ensemble des crédits aux filières de rente. Les besoins de financement pour la commercialisation et la transformation sont tout aussi importants et sont aussi très faiblement satisfaits même s'il est difficile de disposer d'informations à ce sujet. Dans le cadre des études récentes conduites par le Comité pour le Développement du Secteur Financier (CODESFI), il est estimé qu'à de rares exceptions, les IMF n'ont pas un ciblage rural et qu'il « n'existe pas d'offres de crédit formel tournées vers l'agriculture vivrière », et ce pour toutes les catégories d'institutions financières formelles (banques et IMF)23. Il faut dire qu'outre les faiblesses structurelles des IMF décrites ci-dessous, l'atomisation de la demande et la faiblesse des organisations de producteurs, la tendance des IMF à se concentrer sur les segments de clientèle les moins risqués et le niveau limité

²² Rapport annuel 2012 de la Commission Bancaire ; les données à fin 2012 sont des données provisoires.

²³ Stratégie de développement du secteur financier, Accès aux services financiers – Microfinance, PME et Agriculture, Septembre 2013.

des ressources ne permet pas ou de manière très limitée de faire face aux besoins de financement des équipements à moyen terme. A cela il faut ajouter le fait que la répartition géographique des implantations des institutions financières est très inégale, avec une forte concentration au sud du pays et en particulier dans la capitale (60% de la clientèle et des encours de l'IF), avec une sous-représentation dans les régions. Le secteur est par ailleurs dominé par l'IF partenaire qui concentrait à fin 2012 environ 89% de la clientèle du secteur, 77 % de l'encours des dépôts et 62% de l'encours de crédits. La zone du PROPACOM-Ouest est uniquement concernée par un réseau d'IF dont la faïtière est actuellement sous administration provisoire.

16. Le gouvernement, conscient de cette situation, a engagé des réflexions stratégiques dont l'une des plus abouties est la stratégie nationale pour l'inclusion financière (SNFI) élaborée entre juillet 2012 et mars 2013, avec l'appui de l'UNCDF et du PNUD. La vision de cette stratégie est de faire en sorte que: « A un horizon de 5 ans, l'accès à une gamme de services financiers diversifiés de la population ivoirienne, financièrement éduquée, est assuré par une grande variété d'acteurs pérennes (IMF, banques, assureurs, opérateurs de téléphonie mobile), avec un rôle de premier plan pour le secteur de la micro finance assaini, restructuré et professionnel ». Les axes d'intervention identifiés afin de favoriser le financement de l'agriculture sont notamment définis comme suit : (i) investir dans la structuration des organisations de producteurs, leur formation et leur accompagnement comme socle à la stratégie de financement ; (ii) rationaliser le recours aux fonds de garantie afin qu'ils soient utilisés en tant qu'instrument de sécurisation de l'intervention des institutions financières et non comme substituts aux financements ; (iii) développer une stratégie mixte pour le financement de l'agriculture vivrière associant les banques et la microfinance (malgré ses faiblesses) afin de prendre en compte tous les besoins financiers des ménages de ces filières que les banques seules ne peuvent couvrir, de même que les mécanismes de financement via les exportateurs et grossistes. Les actions du PROPACOM Ouest en matière de financement doivent s'inscrire en cohérence avec ces stratégies.

17. Il est en outre prévu de réaliser une étude sur les contraintes et moyens de financement des activités agricoles vivrières et de favoriser l'innovation et les partenariats afin de toucher les populations rurales et agricoles. La stratégie inclut aussi la structuration des organisations de producteurs, leur formation et leur accompagnement comme socle à la stratégie de financement et la rationalisation du recours aux fonds de garantie.

Leçons apprises de projets antérieurs.

18. Le PROPACOM en cours doit fortement s'inspirer le PROPACOM-Ouest n'est opérationnel que depuis mai 2013. Il n'a par conséquent pas encore d'acquis dont on pourrait s'inspirer dans le cadre de la mise en œuvre du présent Projet. Le PROPACOM-Ouest interviendra alors en s'inspirant et en construisant principalement sur les acquis et leçons apprises de projets similaires mis en œuvre dans la sous-région. Du PROPACOM en cours, le nouveau Projet a néanmoins tiré quelques leçons de la conception et des quelques missions de supervision conduites jusqu'à présent. Trois grandes améliorations ont ainsi été introduites dans la formulation du PROPACOM-Ouest. Il s'agit notamment i) de l'accompagnement soutenu des acteurs post-récolte des spéculations concernées ; ii) de l'introduction de la notion de plan d'affaire comme outil et base de travail des OPA ; et iii) de l'établissement de relation d'affaires avec les Institutions Financières (IF) à travers la bancarisation comme élément fondamental des interrelations entre OPA et IF. Ces deux derniers grands principes guideront le fonctionnement et le développement économique des OPA.

Filières appuyées

19. L'appui du PROPACOM-Ouest ciblera quatre spéculations: le riz, le maïs, le manioc et le maraîchage. La sélection des spéculations prioritaires, à valider lors de la deuxième mission de conception, a été opérée en concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels (les organisations des producteurs, les services techniques déconcentrés et les partenaires potentiels) dans chacune des quatre régions d'intervention du Projet. Ce choix reste toutefois ouvert. D'autres spéculations pourraient être explorées et intégrées lors de la revue à mi-parcours du Projet.

20. Les critères de choix des filières devant faire l'objet d'appui du Projet ont intégré notamment: (i) l'importance dans les systèmes de culture traditionnels ; (ii) les besoins et les priorités exprimés par les producteurs et les acteurs aux différents niveaux (production, transformation, commercialisation, consommation) ; (iii) l'existence d'un potentiel de développement de la production et d'augmentation des revenus additionnels des producteurs ; (iv) l'existence de technologies et d'équipements de transformation des produits, accessibles aux OPA et aux coopératives ; (v) l'existence de débouchés (marchés) pour les produits bruts et les produits transformés ; (vi) la possibilité d'obtenir des résultats à court et moyen termes (3 à 6 ans) ; (vii) le ciblage des populations vulnérables ; (viii) l'appartenance aux filières déjà appuyées par le PROPACOM dans sa zone d'intervention ; et (ix) l'impact potentiel sur l'économie nationale (substitution des importations, exportations).

21. Les filières retenues par région d'intervention sont par ordre de priorité décroissante: Région des Montagnes (riz, manioc, maïs, cultures maraîchères), Bafing (riz, maïs, manioc, cultures maraîchères), Worodougou (maïs, riz, manioc, cultures maraîchères), Denguélé (maïs, riz, manioc, maraîchage).

Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact

22. L'objectif général du PROPACOM est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions du Tonpki, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré.

23. L'objectif de développement est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés tout en améliorant la résilience²⁴ des systèmes de production au changement climatique.

24. Les principaux résultats seront mesurés à travers: a) l'amélioration de la production durable et de la productivité agricole (Appendice 3, Annexe 4); b) la valorisation des productions agricoles; et c) la structuration et l'autonomisation des OPA. Les indicateurs clés seront: i) les revenus additionnels des petits producteurs ciblés; ii) le nombre de bénéficiaires directs du Projet; iii) le taux d'adoption des technologies recommandées y compris celle relatives aux CC; iv) l'augmentation des rendements des spéculations retenues; et v) l'évolution des stades d'autonomie organisationnelle des OPA.

Additionnalité de l'ASAP

25. Au plan des objectifs, L'ASAP contribuera à l'objectif global du PROPACOM. L'objectif de développement de l'ASAP serait d'améliorer l'adaptation et la résilience au CC des systèmes de production des producteurs et leurs écosystèmes dans la zone d'intervention du PROPACOM et PROPACOM-Ouest. Afin d'éviter les "effets de saupoudrage", le financement ASAP se concentrera sur les principaux facteurs accentuant la vulnérabilité au changement climatique, à savoir les aspects: (i) techniques, en réduisant les éléments susceptibles d'empêcher la production d'être résiliente au changement climatique ; (ii) de sensibilisation et d'information sur le CC avec la disponibilité à temps d'informations pour la prise de décision ; et (iii) institutionnels, en appuyant les initiatives du gouvernement en faveur de l'intégration des questions climatiques dans le secteur agricole.

26. Sur le plan des résultats, l'ASAP complète trois résultats du PROPACOM: (i) l'utilisation de technologies de gestion durable des terres et de l'eau (GDTE) et d'agriculture de conservation améliorent la résilience des systèmes de production au CC ; (ii) les aménagements hydro-agricoles améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques; et (iii) les stratégies de développement nationales et locales intègrent les besoins d'adaptation des petits producteurs agricoles, la bonne gouvernance environnementale et des ressources naturelles grâce à l'accès à des informations de qualité sur le changement climatique.

²⁴ En écologie, la résilience est la capacité d'un écosystème ou d'une espèce à récupérer un fonctionnement ou un développement normal après avoir subi un choc.

Composantes et résultats

Composante1 : Amélioration durable de la production agricole (35,08 millions USD soit 66% du coût total du Projet)

27. La composante "Appui à l'amélioration durable de la production agricole" a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole des filières retenues (riz, manioc, maïs, produits maraichers). La composante sera organisée en trois sous-composantes : i) l'appui à la structuration et à la professionnalisation des OPA ; ii) l'accès aux facteurs de production ; et iii) accès au financement rural.

28. Sous-composante 1 : Appui à la structuration et à la professionnalisation des OPA de base (type groupements)

29. La sous-composante "Renforcement des capacités des OPA" a pour objectif d'améliorer la professionnalisation des OPA dans leurs activités de production et valorisation des produits vivriers via la combinaison d'un renforcement des capacités institutionnelles, économiques et de la facilitation de partenariats des OPA avec les autres acteurs de l'environnement (IMF, acteurs de l'aval des filières).

30. La stratégie de mise en œuvre de l'appui aux OPA sera basée sur : (i) le diagnostic préalable des OPA ; (ii) l'adaptation et la progressivité de l'appui en fonction du niveau de maturité ; (iii) la durabilité des investissements du Projet au travers de la responsabilisation de l'OPA, de la bancarisation et de la contractualisation (Annexe 5).

31. Toutes les activités de renforcement des capacités des OPA seront étroitement liées aux investissements du Projet (accès aux facteurs de production - intrants et équipements - aménagement des bas-fonds, infrastructures post-récolte et aux mécanismes financiers prévus dans le cadre de l'appui des OPA à la bancarisation (mécanisme dotation intrants, subvention équipements, etc.).

Appui institutionnel aux OPA

32. Formalisation juridique des OPA et formation en vie associative, gestion coopérative, gouvernance (Appendice 8, Annexe 4). Le Projet apportera un appui technique à la formalisation juridique des OPA de type "groupement" (enregistrement des 578 OPA de type "groupement" sous le statut associatif auprès des Préfectures) et des OPA de type "union" (enregistrement / mise à jour des statuts coopératifs des 15 OPA de type "union"). Il financera des séances de formation des membres (i) des 578 OPA de type "groupement" : gestion de groupement, vie associative et gouvernance, (ii) et des 15 OPA de type "union" : fonctionnement et gestion coopérative et bonne gouvernance. Il facilitera, en outre, la tenue des instances de gouvernance des OPA de type "union", via la prise en charge de la tenue annuelle d'une Assemblée générale (AG). Le maintien de cet appui financier du Projet sera conditionné à la performance institutionnelle et économique des OPA qui sera évaluée tout au long du Projet.

33. Renforcement des capacités de gestion interne des OPA de type "union". Le Projet renforcera les 15 OPA de type "union" en gestion de leurs organisations. Il s'agira : (i) de formations en gestion administrative et financière des membres du Conseil d'Administration (CA) et des éventuels salariés de l'OPA (le cas échéant) ; et (ii) du financement d'équipements informatiques (1 ordinateur par OPA de type union) et d'un forfait communication. Pour les OPA démontrant une amélioration notable de leurs performances, le Projet pourra, à partir de la revue à mi-parcours et d'une évaluation préalable du niveau des OPA, prendre en charge de façon dégressive le financement de certains coûts récurrents de fonctionnement des OPA (gestionnaire, moyens de déplacement) ; voir détails dans Appendice 7, Annexe 4.

34. Appui à la structuration des OPA. Le Projet apportera un appui à la structuration des OPA de type "groupement" et "union": (i) session de sensibilisation/formation sur la structuration apportée à 200 OPA de type "groupement" appuyées par le Projet. Une fois les OPA suffisamment matures pour organiser leur Assemblée Générale (AG) constitutive, le Projet leur apportera l'ensemble des formations prévues pour les OPA de "type union"; (ii) pour les 15 OPA de type "union" appuyées dès

le début et les 6 nouvellement structurées en fin de projet: facilitation de tenue de réunions de sensibilisation des groupements actifs dans la zone d'intervention et non encore adhérents à leurs organisations. Cette sensibilisation sera conduite tous les 2 ans, par les responsables des OPA (Appendice 8, Annexe 4).

35. Alphabétisation fonctionnelle. Des sessions d'alphabétisation fonctionnelle seront dispensées aux membres des OPA appuyées par le Projet. Pour les OPA de type "groupement", il s'agira d'alphabétiser 520 producteurs sur la durée totale du Projet, et pour les OPA de type "union", 1200 producteurs. Les bénéficiaires de l'alphabétisation seront en priorité des femmes et des jeunes filles.

36. Suivi-évaluation de la performance des OPA. Sur la base du diagnostic initial conduit en amont de la mise en œuvre du Projet, chaque OPA appuyée bénéficiera tous les 2 ans d'une séance d'évaluation participative de son évolution institutionnelle et financière (critères évaluation des OPA, Appendice 8, Annexe 4). Le Projet soutiendra l'exécution de cet exercice pour les 578 OPA de type "groupement" niveau et les 15 OPA de type "union" (plus les 6 nouvelles créées en fin de projet).

Appui économique aux OPA

37. Appui à l'élaboration d'un plan d'affaire. Les OPA ciblées par le Projet seront formées à l'élaboration de leur plan d'affaire en début de projet. Pour les OPA de type "groupement", la formation touchera les 578 OPA et portera sur l'élaboration d'un plan d'affaire simplifié (plan d'action amélioré). Pour les OPA de type "union", la formation touchera les membres du bureau ainsi que les éventuels salariés impliqués dans la gestion et sera dispensée aux 15 OPA ciblées par le Projet. Il s'agira d'une formation en plan d'affaire plus élaborée dont des éléments méthodologiques sont présentés en appendice au présent Annexe. La formation pourra également s'inspirer des modèles de plans d'affaires développés dans le cadre de l'analyse économique et financière du projet (en particulier sur les activités post-récolte). Ces modèles permettent d'estimer le taux de rentabilité interne (TRI) et la valeur actuelle nette (VAN) des investissements, mais également les marges brutes, les marges nettes et les flux de trésorerie (annuels et cumulés) des activités portées par les OPA.

38. Appui à la gestion des services économiques (intrants, équipements) par les OPA. Le Projet apportera un appui méthodologique à la définition des systèmes de mise en place du crédit intrants et de gestion des équipements au sein de l'OPA. L'appui se fera au travers d'une séance de formation des instances dirigeantes et éventuels salariés des OPA et ciblera les 578 OPA ciblées par le Projet. Le Projet facilitera aussi un processus de formation et d'accompagnement de l'ensemble des OPA bénéficiaires dans sa démarche de demande de crédit, à savoir: (i) appui méthodologique et technique au montage de dossier à présenter à l'IF, (ii) formation en négociation de crédit (détails dans s.cp 2 « accès aux facteurs de production » et s.cp 3 « accès au financement rural »).

39. Organisation de visites d'échanges /Routes d'apprentissage. Le Projet financera une visite d'échange annuelle au bénéfice des OPA de type "union". Chaque visite emmènera un responsable paysan par OPA, accompagnés par 3 représentants du Projet et/ou des institutions (DOPA, ANADER). Les pays susceptibles d'être visités²⁵ sont: le Burkina Faso, la Mali, la Guinée et le Sénégal. Les thèmes des visites porteront sur: le système d'approvisionnement en intrants, la vente groupée, le warrantage, la contractualisation, etc.

²⁵ En tant que faitière nationale des producteurs ivoiriens et membre du réseau des OP d'Afrique de l'Ouest (ROPFA), l'ANOPACI sera sollicitée pour l'identification des expériences à visiter, dans le pays ou dans les pays voisins.

Sous-composante 2 : Accès aux facteurs de production

40. Cette sous-composante intègre des actions complémentaires concourant d'une part, à l'amélioration durable de la productivité et de la production agricole et d'autre part, à la résilience des agro-écosystèmes au CC. Elle se structure en deux volets techniques et un de financement: (i) l'accès aux facteurs de production tels que les semences sélectionnées, les engrais et produits phytosanitaires, la mécanisation agricole (labour et récolte) et l'appui conseil ; (ii) la réhabilitation et l'aménagement de bas-fonds et de petits périmètres maraîchers ; et (iii) l'accès au financement rural. ASAP contribuera aux deux volets techniques en appuyant : (i) la mise en place de systèmes de production agro-écologiques durables et résilients au CC ; (ii) la fourniture de conseils adaptés aux risques climatiques ; (iii) le reboisement communautaire et la création de revenus connexes ; et (iv) l'intégration des contraintes climatiques dans les aménagements de bas-fonds. Bien que les appuis soient comparables d'une filière à l'autre, des axes d'intervention prioritaire (tableau 1 ci-après) ont été identifiés par filière. Ces axes servent de base pour dresser les priorités et organiser le séquençage des interventions.

Tableau 1

Cultures	Priorités au niveau de la production	Autres priorités
Riz	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplication et diffusion de semences sélectionnées et facilitation de l'accès aux intrants agricoles au travers OPA - Appui conseil de proximité - Aménagement/réhabilitation de bas-fonds - Mécanisation agricole : motoculteur, batteuse vanneuse - Restauration/maintien fertilité des sols à travers fertilisation raisonnée 	<ul style="list-style-type: none"> - Aires de séchage/battage pour amélioration qualité paddy et réduction pertes après récolte - Amélioration du stockage des récoltes - Contractualisation producteurs / opérateurs de marché
Maïs	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de semences sélectionnées de variétés améliorées et facilitation de l'accès aux intrants au travers OPA - Appui conseil de proximité - Mécanisation : égreneuse vanneuse - Fertilisation raisonnée 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipements de séchage (bâches) - Amélioration du stockage des récoltes - Contractualisation producteurs / opérateurs de marché
Manioc	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplication et diffusion des boutures de variétés améliorées de manioc - Appui conseil de proximité 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipements de transformation (broyeur, presse, unité production attiéké) - Contractualisation producteurs / opérateurs de marché
Cultures maraîchères	<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation de l'accès aux intrants (semences, engrais, pesticides) - Appui conseil de proximité - Amélioration de la maîtrise de l'eau en bas-fonds (système d'irrigation goutte à goutte) - Etalement du calendrier de production pour répondre aux besoins du marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Conditionnement, stockage, transformation des produits - Contractualisation producteurs / opérateurs de marché

41. Multiplication et diffusion des semences. Les activités relatives à la multiplication et diffusion des semences incluent : (i) le financement de la production par les CNRA du premier lot de semences de base G3 de riz et de maïs et de boutures de manioc provenant des parcs à bois du CNRA et du CSRS (contrats de prestation de services) ; (ii) le renforcement de capacités (sensibilisation, information, formation et suivi) des paysans multiplicateurs semenciers organisés en coopératives ou groupements ; (iii) la fourniture d'engrais et de semences de base aux coopératives ou groupements pour réaliser une première multiplication sur 9 ha de riz irrigué, 60 ha de riz pluvial, 30 ha de maïs, et 190 ha de manioc; (iv) le financement de la certification, du triage et du conditionnement des semences commerciales ; et (vi) l'appui conseil et la coordination de la production des semences commerciales (cf. volet appui conseil). Dans le cadre des techniques d'agriculture de conservation et de GDTE promues par ASAP, les paysans multiplicateurs seront également formés pour la production de semences nécessaires pour les jachères améliorées, plantes en inter-culture (*Vicia villosa*,

Stylosanthes guianensis, etc.), les cultures associées (Dolique, Niébé, Vigna umbellata, Brachiaria sp., etc.).

42. Les objectifs de production de semences R1 fixés au projet sur l'ensemble des régions d'intervention, prenant en compte l'intervention en riziculture de la multinationale ETG sont respectivement de : (i) 1.300 ha riz de bas-fonds - correspondant à 66 tonnes de semences certifiées - sur les 2300 ha de bas-fonds aménagés ; (ii) 9.000 ha de riz pluvial – soit 150 tonnes de semences certifiées R1 - sur 13.500 ha appuyés ; (iii) 9.000 ha de maïs correspondant à 45 tonnes de semences certifiées R1 ; (iv) 4.500 ha de manioc soit 380 ha de parcs à bois à installer ; et (v) 80 ha de cultures maraîchères irriguées.

43. Les organisations de paysans multiplicateurs de semences et boutures sélectionnées par le Projet recevront une première dotation de semences ou boutures de base et d'engrais, qu'ils devront reconstituer à la fin de la première campagne de multiplication à partir du produit de la vente des semences et boutures certifiées. L'ONDR et l'ANASEMCI seront responsables de la coordination de la production des semences commerciales R1 des variétés améliorées de riz et de maïs alors que le CNRA, le CSRS et l'ANADER seront les partenaires mobilisés pour la production de boutures de manioc. Ces activités seront complémentaires et menées en synergie avec les initiatives en cours, notamment celles du PRAREP, du PROPACOM et du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO / WAAPP)²⁶. La mise en œuvre de ce volet et son contenu pourraient évoluer en fonction des résultats obtenus par le projet PPAAO/WAAPP en matière de production et de mise à disposition à temps et en quantité suffisante de semences de qualité. Ainsi et sur la base des quantités déjà produites dans le cadre du PPAAO et en fonction des besoins réels des OPA, le Projet prévoit, le cas échéant, de contractualiser avec des producteurs semenciers ou des structures de productions semencières selon des critères de sélection objectifs, quantitatifs et qualitatifs. Le mécanisme d'acquisition des semences suivra le schéma prévu pour les autres intrants (voir paragraphe ci-après).

44. Accès aux intrants agricoles. Etant donné que la plupart des OPA n'ont pas accès au crédit de campagne, les activités financées par le Projet comprendront la dotation des OPA en intrants pour la première campagne agricole - à hauteur de 40% en cultures pluviales et de 80% dans les bas-fonds²⁷ - tel qu'inscrit dans leurs plans d'affaires. Ce fonds d'appui au démarrage sera mis à la disposition des OPA sur un compte ouvert auprès d'une institution financière partenaire du Projet, via une convention tripartite OP/IF/structure d'encadrement. La dotation initiale intrants permettra de couvrir les besoins de: (i) 1.040 ha de riziculture de bas-fonds et 64 ha de maraîchage ; (ii) 3.600 ha de riziculture pluviale; (iii) 3.600 ha de maïsiculture pluviale; et (iv) 1.800 ha de culture de manioc.. La dotation inclut des semences, des engrais minéraux et des herbicides et pesticides mais les spécificités relatives aux type et dosage de semences, engrais et produits phytosanitaires dépendront des conditions agro-pédo-climatiques et socio-économiques de chaque zone.

45. Mécanisation agricole. Le Projet facilitera l'accès des OPA aux équipements et matériels agricoles adaptés aux besoins de la petite exploitation agricole (ex. motoculteur dans les bas-fonds, mini-tracteur dans les plaines, semoir, faucheuse, batteuse vanneuse, pulvérisateur). En outre, en fonction des besoins qui se développeront avec l'introduction de techniques d'agriculture de conservation et de GDTE (financement ASAP), le Projet appuiera l'adoption d'autres matériels adaptés à ces innovations (ex. semoir pour semis direct, canne planteuse, roue semeuse, etc.).

²⁶ Ce dernier programme a pour mandat, par l'intermédiaire du FIRCA, de faciliter la production de semences de riz, maïs et manioc en appuyant l'ensemble de la filière semencière. Bien que le PROPACOM-Ouest ait d'abord envisagé un partenariat avec le WAAPP, le projet a préféré, eu égard à ses résultats mitigés (retards importants dans l'exécution), garantir la production de semences certifiées.

²⁷ Le financement mis à la disposition de l'OPA doit lui permettre d'acquérir les intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) pour cultiver en pratiques améliorées 40% de la superficie totale destinée aux cultures pluviales dans le plan d'affaire de l'OPA. Il s'agit donc d'un capital de démarrage pour faciliter l'accès des petits producteurs membres de l'OPA aux intrants agricoles (semences certifiées et engrais). Dans le cas de la riziculture et du maraîchage dans les bas-fonds, la dotation initiale sera de 80% permettant ainsi aux producteurs d'appliquer l'ensemble des techniques et intrants nécessaires pour l'obtention d'une meilleure productivité.

46. Les activités appuyées comprendront : (i) l'identification participative des besoins en équipement et matériel des OPA, reflété dans leur plan d'affaire; (ii) l'assistance technique aux OPA pour l'achat d'équipement depuis l'identification des fournisseurs locaux et des importateurs jusqu'à la négociation des contrats de fournitures, la commande et la réception des biens; et (iii) le financement à hauteur de 30% du coût total des équipements, le restant du montant devant être mobilisé sous forme de contribution des bénéficiaires à hauteur de 10% et d'emprunt par l'OPA auprès d'une institution financière partenaire à hauteur de 60%. L'analyse des systèmes de production par zone agro-écologique a permis d'identifier l'accès au travail comme une contrainte majeure à l'augmentation de la production vivrière dans les plaines du Kabadougou et Folon et dans le District du Woroba. Aussi, le projet se propose de financer : (i) 10 mini-tracteurs (55 CV) pour assurer les travaux de labour dans les plaines rizicoles du Kabadougou et du Folon et sur les plateaux du Worodougou et Béré ; et (ii) 120 motoculteurs, 120 batteuses-vanneuses et 120 semoirs adaptés aux motoculteurs et, 900 pulvérisateurs pour la riziculture de bas-fonds. Le Projet apportera également un appui méthodologique dans le mode de gestion des équipements (gestion de type privé ou sous forme de leasing).

47. Systèmes de production agro-écologiques durables et résilients au changement climatique. Les activités comporteront : (i) la réalisation de diagnostics rapides participatifs par ZAE afin de déterminer les principales contraintes rencontrées et les technologies à tester ; (ii) la mise en place de parcelles d'essais en milieu paysan (techniques de conservation de la fertilité des sols et d'intégration de légumineuses de couverture, agroforesterie et cultures en couloirs, agriculture de conservation) ; (iii) l'organisation de réunions de suivi et évaluation participatifs entre la Recherche, les opérateurs de vulgarisation et les OPA/paysans leaders ; (iv) la formation de formateurs par le CNRA pour les agents de vulgarisation de l'opérateur spécialisé, de l'ANADER, des eaux et forêts et les OPA/paysans leaders; (v) la diffusion des modèles les plus performants et résilients au CC à travers 200 démonstrations et visites d'échanges dans les champs-écoles de 160 groupements et OPA ; et (vi) la capitalisation des expériences positives et l'élaboration et la diffusion de fiches descriptives des modèles ayant un effet sur l'adaptation et la résilience des systèmes au changement climatique.

48. Disponibilité d'informations agro-climatiques pertinentes pour la prise de décision des agriculteurs. Le Projet financera: (i) la distribution par la SODEXAM de 1000 pluviomètres et de petits matériels de collecte à environs 200 OPA et la réhabilitation de 21 stations climatiques et agro-météorologiques de la SODEXAM ; (ii) des réunions de sensibilisation et de formation des agents de vulgarisation, des OPA et producteurs à l'importance des données agro-climatologiques dans la prise de décision, à la collecte et transmission des informations durant la saison culturale ; (iii) la mise en place d'un numéro vert auprès d'un opérateur de téléphonie mobile pour la transmission des données aux services de la SODEXAM ; (iv) la mise en place d'un service d'information agro-climatique efficace via les radios locales ; et (v) la définition et diffusion de nouveaux calendriers culturaux à partir des données agro-météorologiques disponibles.

49. Reboisement communautaire et création de revenus connexes. L'objectif de cette intervention est double : (i) créer des activités de protection des écosystèmes (augmentation de la biodiversité, protection des terres et rétention de l'eau dans le sol, lutte contre les feux de brousse) et ; (ii) diversifier les revenus des communautés à travers l'exploitation, la transformation et l'utilisation de la ressource bois-énergie (forêts plantées) et des produits issus des plantations (fruits). En collaboration avec les services déconcentrés du MINEF et le système de vulgarisation agricole, le Projet appuiera: (i) le diagnostic de prospection parcellaire et la vérification foncière des terres sur lesquelles le reboisement pourrait être effectué; (ii) le diagnostic des besoins en bois-énergie dans chacun des zones d'intervention et l'organisation de sessions de formation sur la gestion des ressources en bois-énergie (gestion technique et financière) ; (iii) l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques des plantations, à la production en pépinière de 1 millions de plants produits pour une superficie à planter de 1600 ha ; (iv) l'appui à l'installation de 1600 ha de plantations via le financement de la préparation du terrain ; (v) le suivi de la gestion collective des ressources issues des plantations (maintenance et commercialisation); (vi) le renforcement de capacités des agents des eaux et forêts et de la vulgarisation par le CNRA sur l'agroforesterie et la gestion participative des plantations, etc. ; (vii) la

création, sensibilisation, formation et l'équipement de 100 comités villageois de lutte contre les feux de brousse et ; (viii) des appuis en matériels frais de déplacement, du matériel de bureau pour le travail de suivi et évaluation des opérations aux services déconcentrés du MINEF des zones concernées.

50. Conseil agricole. Dans l'optique de redynamiser les plateformes d'échanges sur les innovations, le conseil agricole s'assurera qu'une étroite collaboration est établie entre le CNRA, les prestataires de vulgarisation et les OPA et groupements. Ceci permettra l'adaptation des préconisations techniques aux besoins spécifiques des paysans et aux contraintes et potentialités de chaque ZAE et des systèmes de production. La recherche-développement, notamment le CNRA, dispose déjà d'un certain nombre de technologies et la composante ASAP du projet appuiera un volet de recherche-action.

51. Dans la région du Tonpki, l'appui conseil se focalisera sur l'intensification durable des systèmes de production en cultures associées à travers : (a) un usage rationnel des densités optimales, profondeurs et techniques de semis, des distances d'écartements des différentes cultures présentes sur la même parcelle ; (ii) la diffusion de modèles de fertilisation des cultures adaptés aux besoins des associations ; et (iii) des techniques de gestion améliorée de la fertilité du sol à travers la promotion de légumineuses associées, l'apport de dolomie pour réduire l'acidité des sols et de matière organique d'origine animale (cf. ASAP). En ce qui concerne les bas-fonds, l'appui conseil se focalisera sur la divulgation : (i) des techniques de gestion et contrôle de l'eau permettant de réaliser deux cycles de culture et d'économiser de la main d'œuvre sur le sarclage ; (ii) d'itinéraires techniques adaptés aux conditions des sols hydromorphes ; (iii) l'utilisation de semences à durée de cycles permettant de se caler sur un calendrier cultural à deux cycles culturaux et des engrais minéraux permettant cette intensification ; (iv) des techniques de gestion de la fertilité du sol permettant d'éviter les toxicités et (v) des méthodes de travail en bas-fond avec les motoculteurs.

52. Dans les autres régions touchées par le projet, où la gestion de la fertilité des sols est moins problématique, l'appui conseil se concentrera sur : (i) l'utilisation efficiente des mini-tracteurs surtout dans le District du Denguélé et des motoculteurs pour le labour et le semis ; (ii) la diffusion d'itinéraires techniques permettant une intensification de la production tout en prenant en compte le risque climatique ; et (iii) les changements de technique de gestion de la jachère (remplacement du brûlis qui minéralise la matière organique du sol).

53. Concernant la réduction de l'impact du changement climatique sur l'exploitation agricole, les efforts seront centrés sur : (a) la redéfinition d'un calendrier cultural aménagé ; et (b) l'introduction et l'évaluation des variétés à cycle court, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérents aux perturbations climatiques (voir détails dans le texte "Changement climatique"). Le Projet apportera des conseils techniques visant à rationaliser l'utilisation des engrais (notamment par le fractionnement des apports de l'engrais azoté) et à encourager l'utilisation des techniques de restauration et de maintien de la fertilité du sol, entre autres par la promotion des cultures de légumineuses. Il sera indispensable de suivre les profils de fertilité des parcelles et d'ajuster les doses d'engrais.

54. L'appui conseil devra également inclure une composante socio-économique comprenant : l'économie et la gestion des exploitations individuelles, l'organisation et le fonctionnement des groupements d'exploitants et la contractualisation OPA – opérateur de marché. Ce conseil global, de type "aide à la décision" implique l'analyse globale de l'exploitation et l'analyse technico-économique des activités selon une démarche participative avec les producteurs débouchant sur l'élaboration d'un plan, la plupart du temps pluriannuel, de développement de l'exploitation.

55. Dispositif de vulgarisation (plus de détails dans l'annexe 5) Le conseil sera assuré par des prestataires de service spécialisés et par le partenaire stratégique ANADER qui interviendront dans le cadre de contrats de prestation de services établis avec la coordination du projet. Ces conventions et contrats seront conclus sur une base annuelle renouvelable en fonction des résultats. Les prestataires de services mettront à disposition des techniciens/vulgarisateurs polyvalents : (i) dans les bas-fonds (riziculture et maraichage), le ratio sera d'1 vulgarisateur pour 12 CGA soit environs 500 producteurs ; et (ii) pour les cultures pluviales, le ratio sera d'un vulgarisateur pour 24 OP ou groupements soit environs 1.000 producteurs. Par ailleurs, le Projet veillera à associer étroitement les OP au dispositif

d'appui conseil en privilégiant le développement de capacités endogènes via la mise en place en leur sein d'un corps de facilitateurs endogènes prioritairement choisis parmi les jeunes et les femmes membres.

56. Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, le Projet appuiera la spécialisation d'ONG locales[1] (création de capacités locales) pour les aspects d'agriculture de conservation, d'agro-foresterie et de GDTE. Elles seront responsables de la diffusion des technologies et systèmes durables dans les champs écoles de 160 OP et groupements (financement ASAP). Puis, de par leur niveau de spécialisation, ces ONG spécialisées seront impliquées en tant que partenaire stratégique dans la mise à échelle des innovations et modèles performants d'agriculture durable au niveau des OP soutenues par le PROPACOM (financement PROPACOM).

57. Le projet financera : (i) la sélection des partenaires, l'élaboration et le financement des conventions de partenariats et/ou des contrats de prestation de services d'appui conseil incluant, les salaires de techniciens superviseurs et des vulgarisateurs, les frais de déplacement et de communication, la formation initiale et le matériel pour les démonstrations; (ii) "la formation de formateurs" initiale et les recyclages périodiques des facilitateurs endogènes des OP ; (iii) les visites d'échange entre groupements et OP ; et (iv) le financement d'ONG locales pour la spécialisation sur l'agriculture de conservation, GDTE et agroforesterie.

58. Réhabilitation et aménagements de bas-fonds. Trois type d'intervention seront mis en œuvre : (i) les réhabilitations de bas-fonds aménagés ; (ii) les nouveaux aménagements et (iii) les appuis aux activités de maraîchage.

59. Les actions de réhabilitation concerneront les ouvrages de tête (ouvrage de prise au fil de l'eau et les ouvrages de prise des canaux de rive), les canaux principaux de rive, les canaux secondaires et tertiaires, les drains secondaire et tertiaires et le reprofilage et curage du marigot/collecteur. Elles couvriront aussi les petits ouvrages de franchissement et les prises parcellaires. Il y aura deux types de réhabilitation en fonction des régions et de l'importance des travaux au niveau du collecteur assurant l'évacuation des crues. (a) Dans la région de Tonkpi, les bas-fonds existants les plus exposés aux inondations, les travaux de reprofilage du collecteur seront étendus au-delà de la limite aval de l'aménagement sur une longueur égale à celle de la partie aménagée du bas-fond afin d'assurer une évacuation correcte des crues sans dommage aux cultures. Cette longueur supplémentaire de reprofilage sera financée sur les fonds ASAP; (b) Par contre dans les zones moins exposées, de la région de Tonkpi et dans les autres régions, le reprofilage du marigot collecteur sera prolongée de 1/3 de sa longueur au niveau de la partie aménagée.

60. Les nouveaux aménagements de bas-fonds seront de type avec prise au fil de l'eau (PFE), bien adapté aux conditions morphologiques de la zone et aux petites exploitations. Ils seront réalisés en modules d'aménagement de taille inférieure à 50 ha comprenant : (a) un ouvrage de rehaussement sur le marigot, équipé de vannettes ; (b) deux ouvrages de prise équipés de vannettes en tête des canaux principaux de rive ; (c) deux canaux principaux de rive en terre avec déversoir d'extrémité ; (d) un réseau de canaux secondaires et ou tertiaires en fonction du terrain avec les ouvrages connexes ; (e) un réseau de drainage (drains secondaire et tertiaire) ; (f) un collecteur principal constitué du marigot dont le lit est reprofilé avec de part et d'autre deux cavaliers pour éviter l'inondation des parcelles adjacentes au passage des crues ; (g) un réseau interne de pistes d'accès le long des canaux secondaires ou des drains secondaires ; (h) quelques petits ouvrages de franchissement (buse ou petit dalot) du marigot ou de certains drains. En fonction des régions et des risques d'inondation *deux types d'aménagement en PFE* seront réalisés: (a) dans les régions de Tonkpi et Bafing, les aménagements seront des module de petite taille (20 ha moyenne) avec une particularité dans la région de Tonkpi où dans les bas-fonds les plus exposés aux inondations, le marigot/collecteur sera reprofilé en aval de l'aménagement sur une longueur égale à celle de la partie aménagée du bas-fond. Le coût d'aménagement des bas-fonds à haut risque d'inondation seront supportés par le financement ASAP. Par contre dans les zones à moindre risque d'inondation, le reprofilage du collecteur se limitera en aval du bas-fond aménagé sur une longueur égale au 1/3 de sa longueur au niveau de la partie aménagée (aménagement type PFE simple); (b) Dans les régions de

Kabadougou/Folon et Worodougou/Béré, les aménagements seront de taille plus importante en moyenne 30 ha et ne comporteront pas de dispositions spéciales d'évacuation des crues.

61. Concernant le maraichage, les exploitations dans la zone étant individuelles et de très petite taille, les interventions du Projet porteront sur la distribution de KIT goutte-à-goutte de type familiale d'environ 500 m² par exploitant(e). Chaque KIT sera composé d'un adducteur en PEHD (16 à 32 mm de diamètre), des latérales (ou rampes) en PEFD (8 à 16 mm) avec des goutteurs incorporés ou des prises pour les raccords d'alimentation des microdiffuseurs. Chaque bénéficiaire aura à installer un réservoir d'au moins 200 litres, constitué de barrique ou de bidon de seconde utilisation. Les exploitants maraichers au niveau de chaque bas-fond, bénéficieront d'une petite motopompe à essence de 1,5 à 2,5 CV pour le remplissage des réservoirs de leurs parcelles maraichères. Un total de : (i) 1.600 KIT d'irrigation localisée seront distribués aux femmes et aux jeunes pratiquant du maraichage aux abords des bas-fonds aménagés permettant d'équiper 80 ha de sites maraichers et de (ii) 127 motopompes de 2 CV en gestion commune pour le remplissage des réservoirs alimentant les KIT. Un programme de renforcement des capacités des comités de gestion des aménagements (CGA) avec la mise en place d'un mécanisme durable de gestion et d'entretien des infrastructures et équipements d'irrigation complètera le dispositif.

62. Sur la base d'une cartographie détaillée des zones à risque d'inondation (Région de Tonkpi essentiellement), ASAP assurera le financement intégral de l'aménagement de 200 ha de bas-fonds classés à haut risque d'inondation et financera le renforcement des systèmes d'évacuation rapide des crues dans les autres bas-fonds aménagés et réhabilités (soit environ 700 ha). Grâce à ASAP, la totalité des bas-fonds aménagés dans la région de Tonkpi sera équipée de systèmes de drainage qui permettront un usage efficient de la ressource eau et par conséquent un effet positif sur la productivité rizicole. La distribution des aménagements est présentée dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2: Répartition des aménagements hydro-agricoles et des KIT

	Réhabilitation BF	Aménagement BF	Total BF	Maraîchag e	KIT GàG de 500m2	Motopompe 2CV
	Ha	Ha	Ha	Ha	Nbre	Nbre
Tonkpi	500	400	900	20	400	45
Bafing	300	300	600	20	400	30
Kabadougou/Folon	100	350	450	20	400	26
Worodougou/Béré	0	350	350	20	400	26
TOTAL	900	1400	2300	80	1600	127

63. Foncier rural et sécurisation des bas-fonds réhabilités et aménagés. En synergie avec les partenaires déjà impliqués dans les aspects relatifs à l'application de la Loi foncière (AFD, UE, BM), le PROPACOM-Ouest se propose de : (i) mener des campagnes de sensibilisation des populations (visites de terrain et spot radio en langue locale) sur les dispositions de la Loi foncière pour l'immatriculation des terres ; (ii) mettre en place un dispositif de clarification de la propriété foncière sur l'ensemble des 2300 ha de bas-fonds à réhabiliter et à aménager; et (iii) financer le coût d'acquisition de la liasse (document à remplir pour engager la demander d'immatriculation) pour les propriétaires des bas-fonds touchés par le projet.

Sous-composante 3 : Accès au financement rural

64. En raison du contexte évoqué plus haut et la nécessité d'amorcer la relance des activités agricoles, des mécanismes de dons communément dénommé « matching grant » (ou financement à coûts partagés) sont mis en place par la plupart des bailleurs de fonds et ce qui est le cas pour le PROPACOM. Toutefois, et dans un souci de durabilité, ces dispositions si elles se justifient (dans de tels contextes) doivent être transitoires et conçues de sorte à faciliter dès le départ, la relation avec les institutions financières. Dans le même temps, partant d'une situation où les expériences des institutions financières dans le financement agricole sont limitées et les contraintes fortes en raison de faiblesses structurelles, des accompagnements sont nécessaires pour que la demande et l'offre se rencontrent.

65. La stratégie d'accompagnement des OPA prendra en compte ce contexte et sera différenciée et conçue de manière à distinguer le crédit de campagne du crédit équipements.

66. Pour les crédits de campagne, et pour les OPA (de premier niveau décrites à l'Annexe 4) n'ayant pas de relation contractuelle avec les multinationales intervenant dans l'appui à la production et à la transformation du paddy, il n'apparaît ni réaliste ni envisageable que le financement de la première campagne agricole qui induira des améliorations au niveau des productions repose entièrement sur le crédit, comme cela aurait été souhaitable. Pour celles-ci, un mécanisme transitoire et exceptionnel pour enclencher un processus de relance et de normalisation apparaît nécessaire. Ce mécanisme s'inscrit dans la logique et la continuité du PROPACOM actuel qui met en place un fonds de dotation intrants géré par les OPA. Le PROPACOM-Ouest améliore ce dispositif en introduisant la bancarisation des OPA et le paiement des fournisseurs par les IF.

67. L'appui prendra la forme d'un fonds pour l'acquisition d'une dotation d'intrants couvrant la seule première année, 40 % des superficies de l'exploitation. La mise à disposition de cette dotation se fera en étroite relation avec les IF de la zone du Projet par lesquelles le fonds de dotation transitera via les comptes des OPA ouverts dans les IF concernées. Le paiement des fournisseurs sera effectué à partir de ces comptes dans le cadre du partenariat que le Projet aura signé avec la faîtière de l'IF. L'IF organisera le paiement des fournisseurs à partir de points de service qu'elle s'engage à ouvrir dans les zones où elle ne disposerait pas de caisses fonctionnelles.

68. Le montant total de ce fonds de dotation est estimé à 1,212 milliards de FCFA, soit environ 2,425 millions USD et bénéficierait, essentiellement sur les années 2, 3 et 4 du Projet, aux 593 OPA qui seront accompagnées par le Projet. Le détail du calcul du montant du fonds de dotation figure dans les sections agriculture de l'Annexe 4.

69. Le financement des équipements s'effectuera selon deux modalités en fonction des acteurs concernés. Pour toutes les OPA en amont et aval de la production, il est proposé un cofinancement des équipements de production et de transformation : le Projet apportera une contribution à hauteur de 30% du coût des équipements, les bénéficiaires mobiliseront une contribution financière de 10% ou plus (en fonction de leurs capacités d'autofinancement) et les 60% (au maximum, en fonction de leur mise de départ) restants seront empruntés par l'OPA auprès d'une institution financière partenaire. Il faut noter que seules les OPA ayant reconstitué, à l'IF, le fonds de dotation intrants seront qualifiées pour le financement des équipements. Un mécanisme de partage de risques mis en place par le Projet facilitera cet accès au crédit. Les équipements seront nantis et serviront de garantie pour l'institution financière.

70. Cette approche de subvention partielle se justifie pour les raisons évoquées précédemment liées au contexte spécifique de la zone et à la fragilité des acteurs dans une situation post crise qui nécessitent une impulsion de départ si l'on veut améliorer rapidement la situation des petits producteurs en permettant un accroissement des superficies mises en culture et une transformation de qualité de la production tout en diminuant la pénibilité des travaux en particulier pour les femmes. A cela s'ajoute le fait que l'approche du PROPACOM Ouest, si elle vise à apporter des améliorations par rapport à l'approche actuellement en vigueur, ne peut pas être totalement différente afin qu'elle soit aussi applicable dans la zone actuelle d'intervention. Dans le PROPACOM-actuel (en cours), les équipements doivent faire l'objet d'une dotation à hauteur de 100% du coût total de l'équipement. En outre, cette approche est conforme aux pratiques actuelles relevées dans d'autres projets du FIDA en Côte d'Ivoire (CI) et dans la sous-région, avec des niveaux de subventions des équipements de 100% pour le PROPACOM en cours (CI), de 80% (PADAT) et de 25% (PNPER) au Togo, 80% et 65 % selon la nature des équipements au Sénégal (PAFA-E) ou encore 80% et 50% selon la nature des équipements en Guinée (PNAFA).

71. Le mécanisme de subvention partielle permettra aussi de faciliter leur engagement puisque le risque ne portera que sur une partie du coût total de l'investissement. Afin d'éviter une situation de concurrence vis-à-vis des unités gérées par des opérateurs privés, le Projet attachera une attention particulière au ciblage des organisations (cf. stratégie de ciblage) pouvant bénéficier de cette subvention qui devront être situées dans des zones présentant un déficit en matériel de

transformation ou de mécanisation agricole. La priorité sera, en outre, donnée aux groupements de base composés essentiellement de femmes et/ou de jeunes qui présentent généralement un niveau de vulnérabilité plus élevé.

72. Pour les autres acteurs du secteur privé. Les acteurs du secteur privé de la petite transformation dans la zone d'intervention du Projet, selon leurs besoins, pourront accéder à des crédits d'équipement à moyen terme auprès des institutions financières partenaires du Projet en bénéficiant des allègements négociés pour l'apport personnel ou l'épargne bloquée de garantie. S'ils n'entrent pas en concurrence avec une OPA accompagnée dans ce domaine par le Projet, les prêts accordés à ces acteurs pourront être couverts par le mécanisme de partage des risques sans qu'ils en soient informés (voir mécanisme ci-dessous). Aucune subvention ne sera accordée par le Projet à ce type d'acteur. Il s'agit, grâce à la facilitation de l'accès au crédit - rendue possible avec le mécanisme de partage de risque, la mise en place par les institutions financières partenaires d'une offre de crédit adaptée à ces besoins de financement à moyen terme et des actions d'information menées par le Projet sur l'existence de cette offre de produits de crédit - de contribuer au renouvellement des équipements de transformation de la zone du Projet qui sont à ce jour très vétustes et ainsi, améliorer la qualité des produits transformés. Pour les commerçants de la zone qui souhaiteraient accéder à un crédit, le Projet n'apportera pas d'appui spécifique en dehors des actions d'accompagnement prévues notamment pour la contractualisation ou encore l'encadrement pour la mise en place de mécanismes de caution solidaire lorsque cela sera jugé approprié pour surmonter la contrainte d'exigence de garanties par les IF. Aussi, les partenariats qui auront été noués avec des institutions financières, qui leur permettront d'avoir une meilleure connaissance des filières vivrières, devraient faciliter l'obtention de crédits pour ces commerçants et aussi permettre un allègement des conditions d'accès (ancienneté et montant de l'épargne bloquée) en contrepartie de la sécurisation que représentent les accompagnements du Projet.

73. Les agents des IF partenaires pourront être dotés d'une moto afin de pouvoir assurer un suivi de proximité des bénéficiaires des crédits, ce qui permettra de couvrir un rayon d'action que l'on peut estimer à environ 30 km autour d'une caisse. Une IF est actuellement en train de tester une solution de mobile banking pour le transfert d'argent qui pourrait permettre d'ici deux ans la réalisation d'opération déplacées par ses clients et l'élargissement de son rayon d'action. Une autre IF a déjà de son côté une solution de mobile banking opérationnelle (BankCell) dont le lancement officiel est intervenu en avril 2014 à l'occasion du salon ivoirien de la monétique et qui va ainsi permettre à ses clients d'effectuer des opérations de dépôts et de retrait à distance via le porte-monnaie électronique. De plus, elle va doter chacune de ses directions régionales (Man pour la zone du projet) d'un guichet mobile (un car permettant d'effectuer toutes les opérations de banque de manière sécurisée) afin de toucher une clientèle éloignée de ses agences lors des jours de marché. Il est envisagé dans le cadre du PROPACOM (voir ci-dessous, section B – Description des activités d'accompagnement) de financer pour la zone du projet un car supplémentaire 4X4 afin d'élargir davantage son rayon d'action et toucher les cibles les plus éloignées. L'ensemble de ce dispositif devrait ainsi permettre un niveau de proximité suffisant pour toucher les OP cibles du projet dans de bonnes conditions. Ces deux IF pourront ainsi intervenir au niveau des crédits de campagne et des crédits à moyen terme pour les équipements ainsi que pour le financement de la commercialisation.

74. D'autres banques disposent d'agences dans la zone du projet et seraient intéressées à contribuer au financement des cibles du projet en particulier pour le financement de la commercialisation et des équipements à moyen terme avec une couverture d'un mécanisme de partage de risque pour les crédits d'équipements à moyen terme uniquement (cf. ci-après) mais sans autre mesure d'accompagnement direct.

Partenariat avec les IF

75. Le PROPACOM Ouest signera une convention de partenariat avec des IF pour définir le cadre global de la collaboration et les modalités devant faciliter l'accès des cibles du projet aux services financiers offerts par les IF présentes de la zone du projet.

76. Afin de faciliter l'engagement des IF de la zone dans le financement des filières vivrières et en particulier des campagnes agricoles, et faciliter l'accès des cibles du projet à leur services financiers, les appuis suivants seront apportés au niveau des IF :

- Couverture partielle et dégressive des charges liées aux agents de crédit qui seront affectés dans les IF concernées par le partenariat pour le suivi de proximité : 75% la première année et 50% la deuxième année ; il est estimé qu'à partir de la troisième année, les revenus générés par les crédits permettront de couvrir la charge de fonctionnement des agents²⁸.
- Mise à disposition d'une moto par IF concernée pour les déplacements de l'agent de crédit pour le suivi de proximité. Les frais d'entretien et d'assurance seront à la charge de l'IF.

77. Les appuis en faveur des IF afin qu'elles s'engagent dans le financement des besoins des cibles du projet porteront sur :

- Une subvention pour l'acquisition d'un car mobile 4x4 pour couvrir les villages éloignés des localités où sont implantées les agences de l'IF dans la zone du projet et une contribution forfaitaire et dégressive aux frais de fonctionnement de ce car. Ce type de car en zone rurale n'étant pas encore opérationnel, on ne dispose donc pas d'historique sur les montants des charges de fonctionnement. Il a donc été estimé qu'un forfait mensuel estimé à 0,6 million de FCFA (1,200 USD) serait alloué à l'IF concernée pour couvrir les frais de carburant et de manière partielle les charges de personnel. Ce forfait serait alloué en totalité au cours de l'année 2 du projet et ensuite de manière dégressive sur les deux années suivantes (75% du forfait en année 3 et 50% en année 4).
- Une couverture partielle et dégressive des charges liées à un agent chargé de la clientèle rurale, pour chacune des agences de l'IF de la zone du projet, selon les mêmes montants et modalités pour toutes les IF.

78. En outre, une assistance technique ponctuelle sera mise à la disposition d'IF pour i) l'accompagner dans l'introduction de produits innovants qui résulteraient de l'étude susmentionnée en introduction de cette section B, tels que le warrantage si sa pertinence était confirmée ou encore l'assurance récolte indiciaire (définition des produits et de la politique, mise en place et suivi du pilote, formation...), et ii) former les agents de crédit et gérants de caisses ainsi que le personnel de la Direction de l'exploitation à l'analyse des besoins de financement des filières vivrières et à l'analyse des risques. Trois missions d'assistance technique sont prévues pour une durée totale de 60 jours sur l'année 2 du projet.

79. Une assistance technique ponctuelle de même nature serait aussi mise à la disposition des IF concernées pour les accompagner i) dans la mise en place de leur politique de crédit pour le secteur agricole vivrier et ii) dans la formation à l'analyse des besoins de financement des filières vivrières et à l'analyse des risques de leurs agents qui auront en charge ce portefeuille dans la zone du projet ainsi

²⁸ A partir de 2017, en année 1 de la mise en place des crédits de campagne par les IF pour les cibles du projet, chaque agent de crédit aurait une production moyenne de crédit pour ce portefeuille de l'ordre de 183 000 USD, soit 91,5 millions de FCFA (passant à 337 millions dès l'année 2) permettant, sur la base d'un encaissement de 85% du montant des intérêts attendus pour tenir compte des défaillances, de dégager environ 7,2 millions d'intérêts pour une charge directe annuelle de l'agent de crédit de 3,5 millions de FCFA. Des pertes sur le principal doivent aussi être prises en compte mais cette simulation rapide permet de s'assurer qu'avec la progression du portefeuille de crédit attendue, le coût des agents de crédits pourra être couvert par les intérêts générés par le portefeuille géré après la fin de la subvention du projet.

que le personnel de sa Direction de l'exploitation. Deux missions d'assistance technique sont prévues pour une durée totale de 40 jours sur l'année 2 du projet.

80. En contrepartie de ces accompagnements directs et des appuis du Projet le long des 4 filières, les IF s'engageront à : (i) mettre en place les conventions avec les OPA bénéficiant du fonds de dotation et en assurer le suivi ; (ii) assurer la disponibilité des ressources financières pour les crédits à la fois de campagne et de commercialisation émanant des OPA pour les campagnes suivantes ; (iii) adapter ou introduire les produits et services dont les caractéristiques répondront aux besoins des cibles du Projet ; (iv) traiter les demandes de financement des OPA et autres acteurs conformément aux meilleurs standards ; et (v) lever la contrainte de l'ancienneté préalable et alléger les exigences de caution financière (15% au lieu de 30%) à la fois pour les OPA et les autres acteurs bénéficiant des accompagnements du Projet.

81. Par contre, le taux d'intérêt et autres charges financières appliqués sur le crédit seront conformes aux normes du marché pour éviter toute distorsion et inscrire ces relations entre les acteurs des filières et les IF concernées dans la durabilité.

82. Activités de portée générale : (i) Une étude sur les besoins de crédit et autres mécanismes ou services financiers spécifiques (en particulier warrantage, assurance récolte indiciaire, et leasing) des différents acteurs des 4 filières ciblées par le Projet sera réalisée au préalable au cours de l'année 2014 sur financement du PROPACOM actuel. Cette étude permettra aussi d'affiner l'identification des institutions financières en particulier bancaires qui seraient susceptibles de collaborer avec le Projet notamment pour le financement à moyen terme des équipements et pour des besoins éventuels de refinancement des IF ; et (ii) signature d'une convention de partenariat avec la fédération des IF partenaires, pour définir le cadre global de la collaboration et les modalités devant faciliter l'accès des cibles du Projet aux services financiers offerts par les IF de la zone du Projet et en particulier le crédit de campagne.

Mise en place d'un mécanisme de partage des risques pour les crédits à moyen terme

83. Pour les crédits d'équipement à moyen terme, un mécanisme de partage de risque sera mis en place pour favoriser l'engagement des institutions financières (IF) dans le financement à moyen terme des équipements de production et de transformation à la fois pour les OP de producteurs et de collectrices et les transformateurs individuels. Ce mécanisme de partage de risque se justifie en raison de l'inexpérience actuelle des IF et de leur faible engagement dans ce type de financement au niveau des filières vivrières jugées risquées. Ce mécanisme est donc une mesure d'incitation dont l'objet consiste à partager à part égale (50%/50%) le risque pris sur ces crédits entre le projet et l'IF, ce qui signifie que dans le cas d'un impayé après réalisation des garanties par l'IF, les impayés en principal et intérêt restant seront couverts à hauteur de 50% par le projet via le mécanisme de partage de risque. Il ne s'agit donc pas d'un fonds de garantie classique avec immobilisation de fonds auprès des IF, il évite en outre une substitution de fait aux ressources devant servir à accorder les prêts à moyen terme, mais il s'agit d'un engagement par signature de la part du projet à prendre en charge 50% des impayés sur les crédits d'équipement après épuisement par l'IF des possibilités de recouvrement (cf. schéma ci-après).

84. Ce mécanisme bénéficierait ainsi aux IF partenaires et aux autres banques intéressées si leurs ressources leur permettent de s'engager dans le financement à moyen terme. Ce MPR constitue une mesure transitoire et incitative permettant d'intéresser les IF à ces financements à moyen terme pour une clientèle qu'elle connaisse peu ou pas, le temps de faire la démonstration qu'il s'agit d'un produit intéressant sur un marché du vivrier porteur et que ces IF intègre ce produit de manière permanente dans leur offre de crédit.

85. Les principes de base du fonctionnement de ce mécanisme sont les suivants : (i) le MPR ne concerne que les crédits à moyen terme pour les équipements ayant fait l'objet d'une demande de financement de la part d'une OPA ; (ii) le MPR n'intervient pas dans le processus de décision d'octroi des crédits qui relève de la responsabilité de l'institution financière (IF) ; (iii) le MPR n'intervient pas dans le processus de recouvrement des crédits ; (iv) le MPR sera mobilisé après réalisation de la

garantie en cas d'impayés et dans le respect des procédures des IF ; et (v) le MPR couvrira les crédits d'équipement à moyen terme qui auront été accordés jusqu'au terme de la quatrième année du Projet afin que sa gestion puisse prendre fin au terme du Projet qui a une durée de 6 ans. Il couvrira aussi les crédits en fonds de roulement des mini-rizeries accompagnées par le Projet (et les éventuels refinancements de l'IF concernée auprès des banques pour le financement des cibles du Projet. La partie du risque non-couverte par le MPR sera supportée par l'institution financière.

86. Coût du MPR. Pour couvrir : i) le risque sur les crédits d'équipement à moyen terme sur les trois premières années de placement de ces crédits (2016 à 2018 – années 2 à 4 du projet) et ii) le risque sur les crédits en fonds de roulement accordés aux mini rizeries et aux refinancements destinés à l'IF pour les crédits de campagne sur les quatre premières années, il est estimé que la contribution du projet s'élèverait à 225,7 millions de FCFA (soit environ 451 400 USD). Les hypothèses de défaillance retenues après réalisation de la garantie concernant les crédits d'équipement sont des hypothèses pessimistes : 20% de taux de défaillance la première année de placement de ces crédits, 13% la deuxième année et 8% la troisième année. Les détails des calculs et des hypothèses concernant le mécanisme de partage de risques sont présentés dans l'appendice D.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché des produits agricoles (11,81 millions USD, soit 22% du coût total du Projet)

87. L'objectif des activités post-récolte sera de maximiser les revenus des producteurs en valorisant les produits commercialisés par l'amélioration des conditions de stockage, de transformation et de commercialisation.

Sous- composante 2.1: Appui à la professionnalisation des acteurs post récolte et à l'accès au marché

88. La porte d'entrée pour les activités de cette composante sera la qualité des produits commercialisés pour profiter au mieux des opportunités de marché. Cette stratégie suppose la structuration et l'organisation des acteurs de l'aval de la filière, leur bancarisation, et la contractualisation des transactions. Les appuis à apporter seront identifiés en prenant en compte les spécificités des filières et les impératifs de professionnalisation des OPA. Les activités de la sous-composante seront alors organisées en deux volets, à savoir : (i) professionnalisation des acteurs et accès au marché ; (ii) accès aux équipements de transformation.

89. Volet Professionnalisation des acteurs post-récolte et accès au marché. Sous ce volet, le Projet apportera des appuis visant à : (i) promouvoir la structuration des acteurs de l'aval des filières (pour les collectrices, les femmes pratiquant le maraichage, les transformateurs et commerçants privés) par des conseils juridiques, la formation en fonctionnement associatif et la bonne gouvernance ; (ii) aider et accompagner les OPA dans les exercices de contractualisation et de commercialisation pour profiter des opportunités de marchés pour des produits de qualité ; par des aides à la négociation et à la contractualisation entre les différents acteurs des filières et les grands acheteurs (usines pour l'aviculture, brasseries, supermarchés, acheteurs institutionnels...) ; (iii) promouvoir des contrats entre OPA, collectrices, transformateurs, commerçants et coopératives pour pérenniser les partenariats en vue de la production d'un riz local et de l'attiéké de qualité ; (iv) fournir des informations sur les marchés par la diffusion, par SMS, d'informations sur l'évolution des marchés des principaux produits vivriers et les demandes des grands acheteurs (usine pour alimentation avicole, stocks de sécurité,...) ; et (v) diffuser des informations sur la normalisation des produits (en utilisant le référentiel de la CODINORM), la définition d'une charte nationale de qualité des céréales, les nouveaux produits financiers, et toute information permettant d'améliorer la compétitivité des filières et dans le dialogue politique avec les autorités. Pour les filières maraichage, le Projet apportera des appuis en matière de : (i) structuration des maraichères (dans les bas-fonds aménagés par le Projet) en groupements autour d'associations de caution solidaire pour le crédit et le regroupement des production ; (ii) planification des mises en culture pour étaler la période de commercialisation ; et (iii) appui à la contractualisation entre les groupements de maraichage et les commerçants pour les ventes du piment et du gombo séché hors de la zone.

90. Le Projet financera, en outre, une session de formation des 15 OPA de type "union" sur les principes et techniques de vente groupée et de la contractualisation, technique de négociation, etc. Cette formation sera dispensée par l'ANADER ou par tout autre prestataire. Le Projet soutiendra également les OPA de type "union" dans leur démarche de prospection de nouveaux marchés en facilitant leur participation à des foires et/ou bourses agricoles au niveau national et/ou dans la sous-région.

91. Pour le volet « Accès aux équipements de transformation », les activités incluront pour le riz, (i) la mise en service de 5 mini-rizeries gérées selon un système d'économie sociale et solidaire de type « Entreprise de Services et Organisations de Producteurs » (ESOP)²⁹. Le modèle, qui est déjà développé avec succès (en termes de génération d'emplois et de revenus par producteur) au Togo et au Bénin, permet aux OPA de rentrer dans le capital d'une entreprise privée (partage d'actifs) et d'en partager la stratégie, la gouvernance et les revenus. Un opérateur spécialisé qui a déjà une expérience avec l'ONDR sur ce type de montage sera recruté par le projet avec le même cahier des charges que ceux stipulés dans les contrats déjà signés avec l'ONDR. Les mini-rizeries gérées selon le modèle ESOP seront, dans la mesure du possible, mises en réseau avec le transformateur leader (par exemple ETG), qui assurera l'usinage final du riz, ainsi que sa commercialisation (en référence à la stratégie « des pôles de développement rizicole » de l'ONDR). Ces appuis « soft » du Projet seront fournis une fois que le fonds de roulement pour l'achat du paddy sera mis à la disposition des mini-rizeries (par l'ONDR) et que certaines dispositions institutionnelles pour la gouvernance des mini-rizeries seront clarifiées (en particulier le rôle des différentes faïtières au sein des CODERIZ). Les activités comprendront également (ii) des conseils aux coopératives dans la négociation des contrats avec les multinationales engagées dans l'appui à la production et à la transformation du paddy, sur les prestations prévues et les conditions de cession du paddy et du riz blanc ; et (iii) la modernisation du parc des petites décortiqueuses privées grâce à la facilitation de l'accès au crédit ³⁰.

92. Pour le maïs, les activités incluront la fourniture de (i) 400 bâches de séchage afin que les producteurs puissent maîtriser le degré d'humidité du maïs avant la commercialisation ; (ii) 600 petites égraineuses à main pour réduire la pénibilité du travail d'égrenage manuel fait par les femmes ; (iii) 10 égraineuses-vanneuses mécaniques mobiles (montées sur un châssis et couplées à un petit tracteur³¹). Ces égreneuses mécaniques seront destinées essentiellement aux OPA de la région du Denguélé, qui fait face à une rareté de la main d'œuvre, à l'atomisation des bassins de production de maïs dans plusieurs zones agricoles et au besoin de mécanisation des travaux de labour et de post-récolte (notamment l'égrainage du maïs). Selon les périodes de l'année, les OPA pourront rentabiliser le tracteur et augmenter leurs sources de revenus par des prestations de services (labour et transport du maïs grain vers les marchés). Ensuite, (iv) le projet assurera la promotion de broyeurs³² pour la fabrication de farine de maïs (pour les OPA n'ayant pas un accès physique aux prestataires privés présents en milieu urbain). Ces broyeurs pourront aussi être utilisés pour le broyage du manioc, du

²⁹ L'Entreprises de Services et Organisations de Producteurs (ESOP) est une approche entrepreneuriale du développement agricole. Les ESOP constituent un maillon clé du développement de filières (approche « value chain ») agroalimentaires locales en associant (i) des producteurs organisés en coopératives et (ii) des entreprises de transformation. Elles donnent aux petits producteurs un accès durable aux marchés urbains. Chaque ESOP repose sur deux dynamiques complémentaires : (i) la dynamique de producteurs formés et organisés pour devenir des acteurs économiques fiables et (ii) la dynamique d'une entreprise privée orientée « marché », offrant des services efficaces aux producteurs et des produits transformés compétitifs à ses clients. L'ESOP est une entreprise qui donne la possibilité aux producteurs de devenir actionnaires. **Ils sont aussi avec les salariés, propriétaires de l'entreprise.** Ils ne gèrent pas l'entreprise mais participent à la définition de son mode de fonctionnement selon un mode de **gouvernance participatif**, et peuvent imposer au directeur de respecter des principes de dialogue et de transparence. La valeur ajoutée créée permet d'assurer la pérennité de l'entreprise et le développement de la production agricole. La viabilité du système ESOP repose sur la performance de chaque acteur de la chaîne dans son métier, sur des transactions régulières et équitables, et sur des modes adaptés de gouvernance participative. Le modèle est actuellement déployé avec succès au Bénin et au Togo, avec l'appui financier de la Banque mondiale, un partenaire international (le Centre International de Développement et de Recherche et l'Entreprise- CIDR) et un partenaire de la sous-région (Entreprise, Développement et Territoires- ETD- une ONG de droit togolais). **Sur les deux pays, l'approche a permis de développer 26 ESOP, qui ont généré plus de 105 emplois permanents, avec un équivalent de près de 2900 emplois rémunérés au SMIC (source : site internet ETD).**

³⁰ Le Projet ne subventionnera pas les acquisitions d'équipements privés individuels

³¹ Tout comme les équipements de transformation, le tracteur, le châssis et la remorque seront subventionnés à hauteur de 30% par le projet.

³² 95 broyeurs ont été provisionnés dans le budget du PROPACOM. Ces broyeurs pourront être utilisés à la fois pour le maïs, le manioc, le piment le gombo.

piment et le gombo séché. Pour tous les équipements diffusés par le projet, l'opérateur spécialisé dans les opérations post récolte aidera les OPA dans le choix de ces équipements, la formation à leur bonne utilisation, à leur gestion et à leur entretien. Enfin, (iv) une action pilote de warrantage (selon les résultats de l'étude sur les produits et services financiers) pour les coopératives ayant un degré de maturité suffisant sera également réalisée.

93. Pour le manioc, le Projet apportera les appuis suivants : (i) équipement de broyeurs au profit des coopératives pour alléger le travail des femmes et améliorer les conditions d'hygiène dans le fabrication de farine de manioc ; et (ii) pour la fabrication d'attiéké, le Projet fera la promotion, à travers le schéma de financement tripartite décrit plus haut, de 3 unités de production d'attiéké frais et séché de qualité avec un rendement au-delà de 50 %. Ces unités semi-industrielles³³ seront équipées d'un broyeur à manioc, d'une presse et d'un semouleur. Pour répondre à la demande des marchés de la sous-région et en dehors du continent pour le produit, et afin de permettre la conservation, le transport et exportation de l'attiéké sous forme sèche, les unités seront équipées de séchoirs solaires. Afin de réduire la pollution de l'environnement par les effluents cyanurés, une des unités comportera un système de gestion des effluents liquides (bio-digesteurs³⁴) avec l'appui de la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (i2T) sous la forme d'une action pilote. Celle-ci portera exclusivement sur la mise en place du bio-digesteur qui sera financée à 100% par le Projet alors que le reste des équipements de l'unité seront acquis selon le schéma déjà expliqué, savoir : 10% d'apport personnel, 30% d'apport du Projet et 60% de crédit auprès d'IF. La société I2T aidera à l'installation et à la supervision du fonctionnement de ce bio-digesteur. Le Projet pourra évaluer les avantages de ces deux innovations pour des fins de vulgarisation auprès d'exploitants potentiels. Comme pour les mini-rizeries, ces unités semi-modernes de production d'attiéké seront gérées selon le modèle d'économie solidaire ESOP décrit plus haut. Cette approche permettra d'intégrer les OPA déjà productrices de manioc dans un système économique participatif et à bénéfices partagés. Un opérateur spécialisé (le même que pour les mini-rizeries) sera recruté par le projet pour mettre en place le modèle de gestion ESOP. Pour ces unités, un appui particulier à la mise en place de bonnes pratiques d'hygiène, de gestion de la qualité et à la mise en conformité avec les normes du CODINORM ivoirien sera réalisé avec l'appui de l'opérateur post-récolte. Une formation des leaders des OPA et des opérateurs privés des ESOP sur les normes de sécurité sanitaires des aliments est prévue à cet effet..

94. L'appui à la filière maraîchage. Certaines des broyeuses à manioc et à maïs pourront être utilisées pour la transformation des produits maraichers séchés. Le séchage de certains produits pourra être réalisé sur les aires de séchage prévu pour le riz à proximité des bas-fonds. D'autres équipements pourront être introduits suite à l'étude programmée par le PROPACOM sur la transformation de la tomate, du gombo et du piment et à l'utilisation de séchoirs solaires. L'opérateur spécialisé dans les opérations post récolte aidera les bénéficiaires dans le choix de ces équipements, la formation à leur bonne utilisation et à leur entretien. Un mode de gestion par « leasing » sera encouragé.

95. Ces appuis seront complétés par la mise en place d'infrastructures de stockage, d'aires de séchage et d'abris pour les équipements décrits dans la sous-composante « infrastructures de mise en marché ».

96. De manière spécifique, le Projet appuiera les actions suivantes : Appui à la contractualisation et à la commercialisation. Il s'agit pour toutes les filières de profiter des opportunités de marchés pour des produits de qualité qui peuvent être saisis moyennant des approvisionnements réguliers et le respect de normes de qualité et de conditionnement. L'opérateur post récolte assurera la promotion de contrats entre les différents acteurs des filières et les acheteurs de gros. Ces acheteurs peuvent être, selon les filières des grossistes, des agro-industries (usines d'aliments pour l'aviculture, brasseries et unités d'aliments diététiques infantiles) des supermarchés, des acheteurs institutionnels (PAM, stocks de sécurité, écoles, armées). Le Projet aidera les différents acteurs à identifier ces marchés et l'opérateur post récolte mettra à la disposition des acteurs des exemples de contrats

³³ D'une capacité de production d'attiéké de 600kg/8h

³⁴ Cette technologie a été développée et pilotée par la Société Ivoirienne de Technologie tropicale.

(contrats types³⁵) et fournira à la demande des services d'appui à la négociation et à la contractualisation avec les grands acheteurs.

97. Appui à la structuration des acteurs de l'aval des filières. Des associations de transformateurs et de commerçants de produits vivriers existent déjà dans certaines villes de la zone du Projet mais ce qui n'est pas le cas pour les collectrices et les femmes pratiquant le maraîchage. L'opérateur post récolte appuiera la structuration en association de ces différents acteurs qui ne sont pas encore organisés. Il assurera l'appui juridique, la formation en fonctionnement associatif, et la bonne gouvernance de ces différentes associations. Cette activité sera articulée avec les activités portant sur la contractualisation et les activités portant sur l'accès aux services financiers.

98. Système d'information. Un opérateur spécialisé sera recruté par le Projet pour mettre à la disposition des acteurs des filières des informations sur l'évolution des marchés des principaux produits vivriers. Il s'agira de fournir des informations opérationnelles, entre autres sur les prix, pour éclairer les stratégies d'achat ou de vente des différents acteurs des filières. L'information sera surtout diffusée par SMS et accompagnée de conseil, selon l'exemple du système d'information sur l'anacarde qui est utilisé avec satisfaction par les producteurs de la zone du Projet. Des informations pourraient aussi être diffusées sur les demandes des grands acheteurs (usine pour alimentation avicole, stocks de sécurité,...)

99. Appui pour la défense des intérêts des acteurs des filières vivrières. Au niveau national, la création récente du CIC CI (Comité Interprofessionnels des Céréaliers de Côte d'Ivoire), où l'ensemble des professions des filières céréales sont représentées, constitue un cadre de concertation entre les acteurs pour améliorer le fonctionnement des filières. Le PROPACOM appuiera ce Comité pour diffuser des informations sur la normalisation des produits, la définition d'une charte nationale de qualité des céréales, les nouveaux produits financiers, et toute information permettant d'améliorer la compétitivité des filières. Pour la définition d'une charte nationale de qualité des céréales avec les acteurs des filières, PROPACOM financera une étude et l'atelier de validation de l'étude rassemblant les différents acteurs. Pour la diffusion des informations le Projet appuiera la mise en place d'un site internet du CIC qui diffusera, entre autres, les bonnes pratiques des projets en matière de contractualisation et de produits financiers innovants pour les filières céréalières. De plus le PROPACOM appuiera le CIC CI dans son dialogue politique avec le gouvernement pour améliorer l'environnement économique des filières, notamment sur les thèmes des politiques filières dont la politique rizicole, de la libre circulation des produits locaux, de la mise en œuvre de la législation sur les coopératives, et de la politique tarifaire. A cette fin, le Projet financera les études nécessaires et les ateliers de concertation des acteurs. Le Projet signera un contrat avec le CIC définissant ces différentes activités (études, collecte d'information, ateliers, moyens de diffusion des informations,...) et leurs financements.

100. Appui économique aux OPA. Le Projet financera une session de formation des 15 OPA de type "union" sur les principes de gestion administrative et comptable et techniques de vente groupée et de la contractualisation, technique de négociation, etc. Cette formation / appui / conseil sera dispensée par l'ANADER. Le Projet soutiendra également les OPA de type "union" dans leur démarche de prospection de nouveaux marchés en facilitant leur participation à des foires et/ou bourses agricoles au niveau national et/ou dans la sous-région.

101. Implication des équipementiers locaux. A Odienné et Man, un réseau d'équipementiers dynamiques produit diverses technologies simples de transformation, offre des services d'installation et de service après-vente, fournit des pièces de rechange et propose des formations de jeunes pour la conduite des machines. Dans la mesure du possible, les OPA bénéficiaires pourront se procurer les équipements de transformation de riz, de maïs et de manioc sur les marchés locaux. L'I2T pourra appuyer « en amont » les équipementiers locaux à améliorer la mise au point leurs équipements (par des séances de formation destinées aux jeunes équipementiers) et à les mettre en conformité avec les normes agro-alimentaires.

³⁵ Des innovations pourraient être apportées dans ce domaine sur le principe de « risque prix partagé » par les contractants ou de prix indicés sur les informations données par les SIM.

Sous-composante 2.2 : Infrastructures de mise en marché

102. La sous-composante vise un double objectif : (i) améliorer l'accessibilité des sites à aménager pour l'évacuation des productions vers les villages et faciliter la liaison des zones de productions aux marchés ruraux. Les actions porteront sur des travaux d'aménagement de chemins d'accès pour les bas-fonds difficiles d'accès et la réhabilitation des pistes rurales ; et (ii) contribuera à une meilleure valorisation des produits agricoles à travers l'amélioration des conditions de stockage, de conditionnement, de transformation et de mise en marché. Les actions retenues dans le cadre de cette sous-composante concerneront la construction d'aires de séchage de riz notamment de bas-fond, de magasins de stockage pour la commercialisation du riz et du maïs selon les régions, de hangars de conditionnement des produits maraichers et des abris pour des unités de transformation de produits divers (manioc, maïs...).

103. Les chemins d'accès porteront essentiellement sur les zones difficiles, bloquant l'accès au site à aménager. Il s'agit de petits tronçons de 3 km ou moins, sur lesquels seront menés des traitements de points critiques consistant, en : (i) un reprofilage (élargissement, fossés d'assainissement, apports de matériaux et remblayage) limité aux tronçons difficiles ; ou (ii) la pose de petits ouvrages de franchissement (buse en béton, petit dalot) au niveau d'un ou deux passages de petits ruisseaux avec les remblais de raccordement nécessaires de part et d'autre. Les aménagements envisagés d'un total de 100 km (de petits tronçons de 3 km) doivent aboutir à une voie d'accès ayant une largeur circulaire de 4,50 m avec des pentes transversales et en profil en long selon les normes de manière à garantir un accès au site durant une bonne partie de l'année. Les ouvrages de franchissement seront essentiellement des buses en béton armé (confection sur place) de 800 à 1000 mm de diamètre et exceptionnellement de petits dalots de section 1,50 x 1,50 m ou 1,50 x 2,00m.

104. Actions de réhabilitation des pistes rurales et de construction de ponceaux. Les actions consistent en la remise au gabarit des pistes ciblées (140 km), à la restauration de leurs caractéristiques initiales et la construction de sept ponceaux afin d'assurer le trafic dans des bonnes conditions sans aucune contrainte. Les pistes auront les caractéristiques géométriques suivantes: (i) une emprise de 7 m de large avec une largeur de chaussée de 6 m; (ii) profil en toit avec des pentes transversales de 3% de part et d'autre; (iii) pente longitudinale normale entre 4 et 6%. Les ponceaux seront rectangulaires en béton armé, auront une largeur de tablier de 6 m et devront permettre le libre passage des eaux, le transit des débris charriés, et le maintien de la stabilité du lit et des rives du cours d'eau. Le coût unitaire d'un ponceau est évalué à 38,5 millions de FCFA soit environ 77000 USD.

105. Les travaux de réhabilitation consistent à la reconstitution de la couche de roulement tout en assurant l'assainissement de la chaussée. Ils portent sur: (i) le débroussaillage de l'emprise et le décapage de la terre végétale sur une épaisseur de 20 cm; (ii) la mise en forme de la plateforme et l'ouverture des fossés et saignées de drainage (iii) la pose ou la réhabilitation des ouvrages de drainage (buses, dalots) aux points bas; (iv) le remblaiement au-dessus des ouvrages et éventuellement des zones basses pour respecter le profil en long; et (v) la mise en place de la couche de roulement, bien compactée et nivelée au profil (respect des pentes transversales), avec une épaisseur finale de 15 cm. La répartition des linéaires se présente comme suit :

Tableau 3 : Répartition des pistes et des voies d'accès aux bas-fonds.

N°	Région	Réhab. Pistes rurales	Chemin d'accès aux bas-fonds	Total	Ponceaux
		Km	km	Km	
1	Tonkpi	50	40	90	2
2	Bafing	40	40	80	2
3	Kabadougou/Folon	30	10	40	2
4	Worodougou/Béré	20	10	30	1
	Total	140	100	240	7

106. Le stockage. Les actions retenues dans le cadre du Projet en termes d'infrastructures concerneront la construction d'aires de séchage de riz notamment de bas-fond, de magasins de stockage pour la commercialisation du riz et du maïs selon les régions, de hangars de conditionnement des produits maraichers et des abris pour des unités de transformation de produits divers (manioc, maïs...).

107. Les objectifs quantitatifs de ces différentes infrastructures et les leur répartition par région sont donnés dans le tableau 4 ci-après:

Tableau 4

N°	Région	Capacité	Unité	Tonkpi	Bafing	Kabadougou /Folon	Worodougou Beré	Total Projet
1	Magasin stockage céréales	100 m²	nbre	15	10	15	10	50
2	Aire de séchage riz bas-fond	100 m²	nbre	40	26	17	17	100
3	Hangar condition maraichage	100 m²	nbre	7	6	6	6	25
4	Abri transformation produits	100 m²	nbre	10	10	10	10	40
5	Bâches de séchage riz &maïs		nbre	200	150	150	100	600

108. En plus de ces infrastructures, le Projet subventionnera une dotation initiale de 600 bâches pour le séchage du riz pluvial et du maïs afin d'améliorer les conditions de décortilage de ces produits.

Composante 3 : Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs (5,89 millions USD, soit 11% du coût total du Projet)

Organisation et gestion

109. Le PROPACOM-Ouest s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un Programme unique et évolutif dénommé Programme d'appui au développement agricole et à la commercialisation (PROPACOM) comprenant la zone du Projet PROPACOM en cours et la zone Ouest comme point d'application (tableau comparatif des deux projets en Appendice 18, Annexe 4). Le Programme aura pour tutelle le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI), partagera le même dispositif de pilotage (qui sera ouvert aux nouveaux acteurs comme les Ministères en charge des Eaux et Forêts et de l'Environnement) et de coordination générale (l'UCP créée par arrêté ministériel n°013/MINAGRI/CAB du 19/09/2012) dans le cadre du PROPACOM en cours. Les Cadres Régionaux de Concertation, déjà institués par arrêté ministériel et présidés par le Préfet de Région, joueront un rôle stratégique en amont des sessions du COP dans le cadre de la gestion du PROPACOM. L'Unité de Coordination du Programme comprendra un dispositif à deux niveaux: une coordination générale basée à Bouaké (siège de l'UCP) et des antennes régionales (détails dans Annexe 5).

110. La composante mettra en place le dispositif de coordination, de gestion et de suivi évaluation du Projet. A travers elle, le Projet financera les coûts d'établissement (mise en état et équipement des bureaux, achat de matériels roulants, etc.); les salaires et fonctionnement de l'Unité de coordination du Projet (UCP), des antennes régionales (AR); les frais des sessions du comité de pilotage, la préparation des PTBA; les frais de mission de suivi et de supervision interne (de l'UCP, les AR, les Directions des Eaux et Forêts, les DRA et DDA); les études diverses, les audits, les missions de supervision statutaire; la collecte, le traitement et la diffusion des données sur le Projet; le

développement des outils de S-E y compris l'appui du niveau régional, les sessions des plateformes régionales de coordination et des cadres régionaux de concertation, les voyages d'études. Seront également financés les coûts de formation du personnel et les frais liés aux activités d'information, de sensibilisation et de communication à mettre en œuvre au niveau national (atelier de lancement), régional et départemental (ateliers régionaux de lancement et information/ sensibilisation sur la stratégie genre et ciblage) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet.

111. Tirant leçons des retards enregistrés dans le démarrage des projets précédents, le Projet, pour éviter cet écueil, financera de manière rétroactive les activités de démarrage à hauteur de 300.000 \$US (Appendice 14, Annexe 4).

112. Suivi-évaluation (S&E). Le système de suivi et évaluation (SSE) élaboré dans le cadre du PROPACOM en cours (au nord-est du pays) sera actualisé en fonction des nouvelles orientations stratégiques apportées par l'extension du Projet à l'ouest. Il se basera essentiellement sur le cadre logique révisé et sur le tableau de bord qui suivra de près les réalisations physiques et financières du Projet et permettra ainsi de renseigner les prises de décisions stratégiques aux différents niveaux d'exécution du PROPACOM.

113. Lien entre système de S&E et analyse financière. Les modèles de l'analyse financière et économique du projet pourront également être utilisés comme instruments de suivi (à annexer dans le manuel de mise en œuvre) des activités de transformation lors de l'exécution du PROPACOM.

114. Gestion des savoirs. C'est à partir de son mécanisme de S-E des performances du Projet que l'identification des leçons apprises et bonnes pratiques sera menée. Bien que le Projet assure la capitalisation et la dissémination systématique des approches innovatrices et porteuses de résultats probants, le PROPACOM, dans une stratégie qui vise la pérennisation de ses interventions, s'attèlera à l'identification de structures déjà existantes (telle que l'ANOPA-CI) qu'elle renforcera en vue de devenir une plateforme de partage et d'apprentissage au profit des OPA, porte d'entrée du Projet. Les Directions Régionales Agricoles (DRA) et leur Plateforme Régionale de Coordination (PRC) auront un rôle central dans les efforts de renforcement des dynamiques de gestion des connaissances. Par ailleurs, à travers le financement ASAP, le Projet mettra en place un système d'information géographique (SIG) sur des sites sentinelles qui permettront de suivre l'évolution environnementale (dynamique de la végétation, indice de dégradation des sols, etc.) des agro-écosystèmes et de renseigner sur l'impact des actions.

115. Appui institutionnel aux MINAGRI et aux Ministères partenaires. Le MINAGRI bénéficie à travers le Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles en Côte d'Ivoire (PARFACI), d'un important programme d'appui institutionnel qui se traduit par l'équipement des directions centrales, régionales et départementales en moyens de locomotion, équipements informatiques et en renforcement des capacités en matière de planification et d'analyse stratégique. Le PROPACOM se propose lui aussi de contribuer au renforcement des capacités du Ministère en complétant les appuis du PARFACI. Le projet fournira alors un appui au Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la mise en œuvre de le PNIA. Cet appui vise à permettre au MINAGRI de jouer pleinement son rôle régalien auprès des différents acteurs du secteur agricole par la mise à disposition d'outils d'analyse et des formations appropriées pour orienter la politique de développement et pour asseoir une planification stratégique du secteur. Ces moyens devraient permettre aussi de mettre en œuvre efficacement les actions et les réformes du PNIA qui constitue le cadre de référence de toutes les interventions dans le secteur agricole. L'appui proposé se fera à travers la Direction Générale de la Planification, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS), qui a un rôle transversal dans la mise en œuvre des stratégies de développement et coordonne la mise en œuvre du PNIA. Les actions porteront sur le renforcement des capacités des cadres du MINAGRI au niveau central, régional et départemental. Au niveau central, le PROPACOM se concentrera sur deux domaines, à savoir : (i) l'appui à la mise en œuvre du PNIA, et (ii) l'appui à l'amélioration des connaissances sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments.

116. DGPPS. Tout le personnel cadre des trois directions de la DGPPS (DPPF, DEP et DSDI) bénéficiera d'un programme de renforcement des capacités portant sur : i) l'analyse des politiques

agricoles, (ii) les études et analyse de projets y compris l'analyse économique et financière, et (iii) programmation opérationnelle. La DEP bénéficiera en plus, de formation en suivi-évaluation et d'un accompagnement dans la diffusion du manuel de S&E du PNIA et l'informatisation du système de S&E du secteur ainsi que la capitalisation et la diffusion des connaissances.

117. La Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ) quant à elle bénéficiera de formations sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments en ciblant les filières appuyées par le Projet. Cette formation sera organisée en partenariat avec le PAM et la Direction compétente du ministère chargé du commerce. Les DRA, les DDA et les leaders des OPA de niveau 2 et plus seront par la suite formés à ces normes en vue d'améliorer leur capacité de commercialisation.

118. Au niveau régional. Le Programme appuiera la mise en place au niveau de chacune des régions d'intervention, d'une Plateforme régionale de coordination (PRC). La mise en place de ces PRC répond au besoin de renforcement des institutions pérennes du Minagri dans leurs rôles de coordination des acteurs conformément aux dispositions du PNIA. Les PRC serviront de cadre de dialogue opérationnel entre les services déconcentrés du Minagri, les projets et les différents acteurs du développement rural. Les actions porteront sur la formation pour renforcer les capacités de coordination, de supervision, suivi-évaluation et de contrôle des projets et activités agricoles du personnel des Directions régionales et départementales (DR/DD) de l'agriculture (détails Annexe 5).

119. Une collaboration avec le Ministère de l'Environnement (MINESUDD) est également prévue via le Programme national d'adaptation au changement climatique (financement ASAP) afin d'établir des mécanismes de coordination entre les acteurs institutionnels pour l'intégration du changement climatique dans les stratégies du secteur agricole et rural. Les activités prioritaires de cette collaboration porteront sur : (i) le financement d'études spécifiques et cartes sur la vulnérabilité de la petite agriculture paysanne et des écosystèmes aux changements climatiques (par ZAE); (ii) la sensibilisation et la communication sur l'importance d'intégrer cette préoccupation dans le dialogue politique national et régional; (iii) l'organisation d'ateliers de sensibilisation et de formation pour les médias, la société civile, les responsables d'OPA et les points focaux régionaux; (iv) l'assistance technique pour la création de supports de communication et la conception de programme de radio sur ces thématiques, notamment en lien avec les actions d'appui à l'information agro-climatique ; et (iv) la mise en place de sites SENTINELLES³⁶ permettant le suivi du changement des conditions environnementales dans la zone du Projet via un Système d'information géographique (SIG) suivant des indicateurs de veille environnementale.

³⁶ Les sites SENTINELLES correspondent à une zone d'échantillonnage de 10x10 km (100 km²) au sein de laquelle les paramètres relatifs au type de sol, couvert végétal, indice de dégradation des terres sont analysés sur la base d'un échantillonnage spatial aléatoire stratifié.

Appendice 1 Caractéristiques et aptitudes de production des zones agro-écologiques

Région d'intervention	Zone agro-écologique	Caractéristiques	Systèmes de production	Potentialités	Contraintes	Filières vivrières porteuses
Région de Tonkpi (16.600 km ²)	Zone guinéenne (région forestière des montagnes)	<ul style="list-style-type: none"> - Pluies abondantes (1600 à 2000 mm); - Densité de population élevée : > 76 hab/km²; - Région montagneuse (avec des sommets à plus de 1200 m) - Forte pression sur les terres (extension hévéa et palmier à huile) => réduction durée jachère, défrichements, baisse fertilité des sols - Existence de nombreux bas-fonds 	<ul style="list-style-type: none"> - Superficie moyenne exploitation : 2,35 ha (36% ménages avec moins d'1 ha) - Les petits producteurs pratiquent la polyculture (cultures de rente et vivriers) sur de petites parcelles - Les cultures de rente (café, cacao, hévéa, palmier à huile) sont dominantes par rapport au vivrier. L'hévéa et le palmier à huile sont en extension au détriment des cultures vivrières. - Les cultures vivrières (riz pluvial et de bas-fonds, manioc, banane plantain, igname, maïs) sont conduites en extensif, pour l'autoconsommation et l'approvisionnement des marchés urbains - Riz de montagne, à cycle long, qualité appréciée et commercialisée sur Abidjan - Sur plateau, association riz pluvial – manioc - Possibilité de 2 cycles de riz par an en bas-fonds - Forte pression des cultures pérennes dans les zones traditionnelles de production du manioc, riz pluvial 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des systèmes de production - Plusieurs cycles de culture sur l'année possibles - Riz local ("riz de montagne") très apprécié à Abidjan 	<ul style="list-style-type: none"> - Saturation foncière avec extension des cultures de rente (hévéa, palmier à huile) => déforestation à grande échelle - Erosion des sols sur flanc de montagne (culture du riz traditionnel de coteau) - Système de gestion de la fertilité des sols par les pratiques de défriche-brulis et jachère arrive à épuisement - Faible mécanisation des labours en bas-fonds 	<ul style="list-style-type: none"> - Riz de bas-fonds - Manioc - Maïs - Maraîchage (bas-fonds)
Régions du Bafing (8.650 km ²), du Worodougou et du Béré (22.315 km ²)	<ul style="list-style-type: none"> - Zone soudano-guinéenne pour les parties méridionales du Bafing, du Worodougou et du Béré - Zone 	<ul style="list-style-type: none"> - Pluies : 1176 mm (Worodougou) 1450 mm (Bafing) entre mars et octobre ; - Densité population faible : 22 hab/km² dans le Bafing et 26 hab/km² dans le Worodougou - Forêts claires et savanes - Exploitation minière artisanale (diamant) - Disponibilité de vastes superficies 	<ul style="list-style-type: none"> - Superficie moyenne exploitation dans le Bafing : 2,86 ha (30% ménages avec moins d'1 ha); dans le Worodougou : 4,88 ha (22% ménages avec moins d'1 ha) - Les petits producteurs pratiquent la polyculture (cultures de rente et vivriers) sur de petites parcelles - Cultures de rente : anacarde, café, cacao, coton, canne à sucre - Anacarde en extension 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des systèmes de production - Existence de nombreux bas-fonds aménageables pour la riziculture - Disponibilité foncière => 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible mécanisation des travaux agricoles (labour, récolte) - Rareté et coût élevé des prestations de machinisme agricole - Raccourcissement du temps de la jachère (5 à 8 ans) - Dégâts aux cultures 	<ul style="list-style-type: none"> - Riz, maïs, manioc - Maraîchage

Région d'intervention	Zone agro-écologique	Caractéristiques	Systèmes de production	Potentialités	Contraintes	Filières vivrières porteuses
	soudanienne (savane humide) pour les parties septentrionales	de terres cultivables (bas-fonds, plaines et plateaux) - Bonne fertilité des sols - Zone d'immigration de populations agricoles allogènes - L'élevage bovin se déplace et se concentre de + en + dans le sud de la région de Worodougou (abondance des ressources fourragères en saison sèche) => conflits agriculteurs – éleveurs	- Cultures vivrières : riz, maïs, manioc, igname, arachide, banane plantain - Possibilité de 2 cycles de riz par an en bas-fonds dans la région du Bafing - Possibilité de 2 cycles de maïs par an dans le Worodougou	jachère longue à moyenne	par divagation des animaux de + en + nombreux - Réduction marquée des saisons culturales liée à la diminution et l'irrégularité des pluies	
Région d'intervention	Zone agro-écologique	Caractéristiques	Systèmes de production	Potentialités	Contraintes	Filières vivrières porteuses
District du Denguélé (22.245 km ²) (Régions du Kabadougou et du Folon)	Zone soudanienne	- Pluies: 1400 mm d'avril à octobre - Densité population faible : 10 hab/km ² - Savanes arbustives parsemées de forêts claires et de forêts galeries le long des cours d'eau - Existence de nombreuses plaines aménageables - Abondance de pâturages - Existence de nombreux barrages agro-pastoraux (37), la plupart à réhabiliter - Nombreux conflits agriculteurs – éleveurs (divagation des animaux)	- Superficie moyenne exploitation : 5,32 ha (45% ménages avec moins d'1 ha) - Les petits producteurs pratiquent la polyculture (cultures de rente et vivriers) sur de petites parcelles - Cultures de rente : coton, anacarde, mangue, soja - Cultures vivrières : maïs, riz, arachide, igname, fonio, manioc - Recul du coton, cultivé en rotation avec le maïs - Développement important de l'anacarde - Développement des flux commerciaux (maïs, attiéké) vers Mali, Burkina, Niger	- Disponibilité foncière (larges plaines exploitables) - Demande importante des pays voisins (Mali, Burkina) en produits vivriers (manioc, maïs) - Traction animale pratiquée de longue date (zone cotonnière)	- Faible mécanisation des travaux agricoles (labour, récolte) - Rareté et coût élevé des prestations de machinisme agricole	- Maïs - Riz pluvial et de bas-fonds - Manioc - Maraîchage

Appendice 2 Potentialités et contraintes agro-climatiques par zone

Zones Potentialités et contraintes	Zone soudanienne (climat monomodal à courte saison des pluies)		Zone soudano-guinéenne de transition (bimodal avec une grande et une petite saison des pluies)	Zone forestière de l'Ouest (climat monomodal à longue saison des pluies)
	Sèche	Humide		
Districts et régions	Savanes, Vallée du Bandama et Zanzan	District de Denguélé régions de Folon et de Kabadougou	District de Woroba régions de Worodougou, Bafing et Béré	District des Montagnes région de Tonpki
Contraintes liées aux systèmes de production	-Le travail et le capital -Faible niveau de diversification ; -Appauvrissement des sols ; -Faible disponibilité de l'eau de surface ; -Utilisation abusive de produits phytosanitaires (quantité et qualité) surtout lié aux appuis donnés au coton	-Le travail pour mettre en culture les surfaces disponibles ; -Faible intérêt des populations locales pour l'agriculture ;	-Le travail avec des systèmes peu mécanisés, coût élevé des prestations de machinisme agricole et rareté de la main d'œuvre agricole lié à l'exploitation de l'or et du diamant ;	-Saturation foncière, le facteur limitant est la terre ; -Système de gestion de la fertilité des sols par les pratiques de défriche-brûlis et jachère arrive à épuisement ; -Conflits fonciers ;
Contraintes liées aux écosystèmes	-Déboisements massifs ; -Phénomène de désertification ; -Feux de brousse provoqués par les pratiques agricoles et d'élevage.		-Pollution des nappes et des terres par l'exploitation des ressources minières (diamant, or) ; -Déforestation liée aux pratiques agricoles de défriche-brûlis et d'exploitation du bois ; -Feux de brousse provoqués par les pratiques agricole, d'élevage et de braconnage.	-Erosion des sols et décrochement de blocs rocheux sur flanc de montagne (riz traditionnel de coteau) ; -Feux de brousse ; -Déforestation massive liée au front pionnier cacaoyer ;
Prévision des modèles climatiques moyen terme	-augmentation de la variabilité des pluies et réduction de leur volume		Réduction des saisons culturales liée à la diminution de la saison pluvieuse (volume, irrégularité des pluies) ;	-Augmentation des risques d'inondations ;
Long terme	-Augmentation du risque de choc climatique (sécheresse) ; -Augmentation de la température provoquant une hausse de l'ETP ; -Baisse des rendements de 5 à 25% sur le riz et maïs pluvial.		-Augmentation de la température provoquant une hausse de l'ETP ; -Baisse des rendements de 5 à 25% en riz pluvial.	-Augmentation du volume et de l'intensité des pluies accentuant les problématiques d'érosion des sols
Potentialités	-Disponibilité foncière ; -Savoir-faire des producteurs ; -Demande forte des pays voisins en produits vivriers (manioc et maïs) ; -Présence d'élevage permettant utilisation de matière organique d'origine animale	-Disponibilité foncière ; -Demande forte des pays voisins en produits vivriers (manioc et maïs) ; -Grandes plaines exploitables (mécanisation, traction animale) ; -Potentialités de gestion de la fertilité par des jachères longues améliorées.	-Potentiel élevé d'aménagement de bas-fonds ; -Disponibilité foncière jachère longue à moyenne ; -Diversification des systèmes de production ; -Savoir-faire des producteurs.	-Plusieurs saisons culturales possibles ; -Débouchés importants pour le riz traditionnel de coteau ; -Diversification des systèmes de production ; -Intensification durable possible.

Appendice 3 Evolution des rendements avec et sans projet (t/ha)

Cultures	Rendements (t/ha)							
		An 0	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6
Riz bas-fond	Sans projet	1,5						
	Avec projet		0	2	2,2	2,5	2,7	3
	Rdt additionnel		0	0,5	0,7	1	1,2	1,5
	Taux augmentation		0%	33%	46%	66%	80%	100%
Riz pluvial	Sans projet	0,9						
	Avec projet		1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8
	Rdt additionnel		0,1	0,3	0,5	0,7	0,9	0,9
	Taux augmentation		11%	33%	55%	77%	100%	100%
Maïs	Sans projet	1,6						
	Avec projet		2,2	2,4	2,6	2,6	2,6	2,6
	Rdt additionnel		0,6	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0
	Taux augmentation		38%	50%	63%	63%	63%	63%
Manioc	Sans projet	10						
	Avec projet		12	12	15	15	15	15
	Rdt additionnel		2	2	5	5	5	5
	Taux augmentation		20%	20%	50%	50%	50%	50%
Gombo gâg*	Système non pratiqué avant le projet							
	Avec projet		8	8	8	8	8	8
Piment gâg*	Système non pratiqué avant le projet							
	Avec projet		8	8	8	8	8	8
Aubergine gâg*	Système non pratiqué avant le projet							
	Avec projet		18	18	18	18	18	18
Tomate gâg*	Système non pratiqué avant le projet							
	Avec projet		15	15	15	15	15	15

* Avec système d'irrigation goutte à goutte (gâg)

Appendice 4 Typologie des OPA dans la zone du PROPACOM-Ouest

	OPA rizicoles	OPA vivrière mixte
OPA de type "groupement" (groupements formels ³⁷ ou non)	- Comités de gestion des aménagements (CGA)	- groupements villageois - groupements (femmes et jeunes) de maraîchage exploitant les périmètres aménagés en contre saison
OPA de type "unions" (OPA à statut coopératif ou associatif organisés au-delà du niveau groupement)	- CODERIZ - Unions de producteurs de riz	- Coopératives - Associations et Unions de producteurs

³⁷ Enregistrés sous le statut associatif

Appendice 5
Nombre de CGA mis en place en 2008-2009 dans le cadre du Programme Urgence Riz dans la zone du Projet (Source: ONDR)

Région	Département	Nombre de CGA	Potentiel irrigable total (ha)
Bafing	Touba	3	68
Kabadougou	Odienné	5	700
Tonkpi	Man	20	465
	Biankouma	3	38
	Danane	12	224
	Zouan-Hounien	43	1081
TOTAL		86	2576

Appendice 6 : Fonctionnement des services intrants et équipements. Exemple du CGA Lycée de Man

Le CGA de Man a été créé en même temps que l'aménagement réhabilité en 1998. Il est composé de 35 membres dont 6 femmes. En 2012, le CGA a été redynamisé avec les appuis de l'ONDR et de l'ANADER dans le cadre d'un projet PUARRAR. Un changement de gestion a ainsi été réalisé. Le CGA est géré par un comité de gestion composé d'un bureau de 7 membres et d'un comité technique de 4 membres: responsables aménagement, gestion des intrants et du matériel, chargé des litiges, chargé de commercialisation. La superficie totale exploitée par les membres du CGA est de 14 ha (10 ha du bas-fond du Lycée + 4 ha d'autres bas-fonds en ville). Les services apportés par le CGA à ses membres sont:

1- fourniture d'engrais et produits phytosanitaires: l'ONDR a doté le CGA en intrants pour la campagne 2013 (NPK, Urée, herbicides) pour couvrir les 14 ha (à raison de 5 sacs par ha, soit 2 sacs d'urée et 3 sacs de NPK). En fonction des besoins des membres, les intrants ont été distribués avec un paiement direct cash par les membres de 20% du montant à la livraison et 80% payé en nature à la récolte. En date de la visite de la mission, le recouvrement est en cours.

2- mise à disposition d'équipements de production/transformation: à travers le projet PURRAR, des équipements ont été confiés en gestion par les CODERIZ. Même si la CODERIZ de Man n'est pas encore officiellement constituée (AG constitutive prévue en novembre 2013), un comité de gestion des équipements a été mis en place, composé des 6 présidents des CGA (Président, trésorier, secrétaire + 3 membres) et une stratégie de gestion des équipements a été définie en concertation entre l'ANADER, l'ONDR et les riziculteurs. Le CGA de Man bénéficie d'un motoculteur (opérationnel), d'une batteuse (anciennement remise au CGA, en panne du fait de prestations de services à répétition à l'extérieur) et d'une mini-rizerie installée mais non encore fonctionnelle. Le motoculteur est mis à disposition des membres à la location, pour 2500 F/casier de 20*20. Sur les 2500F de recette, 10% vont au membre en charge du labour (un membre par CGA a été formé à l'utilisation), 18% pour payer le carburant, et 72% au comité de gestion de la CODERIZ qui servent à l'entretien des équipements et à l'amortissement des équipements.

Appendice 7 : Résumé des éléments de justification de l'appui aux OPA dans le cadre du Projet

Les OPA vivrières intervenant dans la zone ont survécu aux années de crise et de conflits qu'a connues le pays en développant des stratégies de survie. Elles ont notamment réussi à maintenir certaines activités pour leurs membres (accès aux semences, intrants, équipements), principalement grâce à des appuis ponctuels des programmes d'urgence et des ONG. Sur la filière rizicole, les OPA (qu'il s'agisse du niveau groupement ou du niveau coopérative fédérant les groupements entre autres) ont bénéficié ces dernières années d'une certaine redynamisation grâce aux appuis de l'ONDR et d'autres projets de développement. Cela leur a permis d'atteindre un niveau de développement non négligeable: (i) dynamisme des CGA et premier niveau de leur structuration au sein des CODERIZ, (ii) capitalisation en équipements de production et transformation et appuis techniques reçus pour leurs modalités de gestion interne. Pour les OPA fédérant des producteurs de produits vivriers mixtes, malgré leur faible capacité générale, certaines OPA de type "unions" ont aussi atteint un certain niveau de développement sur lequel le Projet va pouvoir construire: (i) un début de cohésion au sein de ces OPA, (ii) l'établissement de premiers liens avec des Institutions financières. De plus, l'organisation des producteurs au sein des filières des produits de rente associant la plupart du temps des producteurs de vivriers peut constituer une opportunité de dynamisation de la structuration paysanne.

Durabilité et rentabilité des investissements: 2 impacts clé de l'appui aux OPA: De fait, même si les capacités des OPA de la zone d'intervention du Projet sont globalement faiblement développées, il n'en demeure pas moins que l'intervention du Projet au travers de ces OPA est recommandée pour plusieurs raisons:

- (1) Renforcer les capacités des OPA vise à promouvoir l'action collective des petits producteurs ruraux et permet: i) de dépasser les contraintes que constituent une production segmentée dans des unités de petite taille et les capacités réduites de chaque famille rurale à améliorer individuellement leurs conditions de vie de façon significative, ii) de faire des économies d'échelles en promouvant notamment la vente groupée et l'achat groupé d'intrants à prix négociés, iii) de faciliter l'utilisation de matériel et d'infrastructures en commun.
- (2) Intervenir dans une perspective de durabilité permet de renforcer les organisations existantes en améliorant leur **positionnement institutionnel** - liens avec les structures d'encadrement et les administrations déconcentrées, etc. - et **économique** - lien avec les institutions financières, les autres acteurs de l'aval des filières, les prestataires de services, etc. - au sein des territoires. Ce mode d'intervention les aide entre autres à sceller des partenariats avec ces institutions et partenaires économiques potentiels, gage d'une durabilité de l'intervention.

Appendice 8

Grille de diagnostic des OPA et plan de renforcement des capacités en fonction du niveau de maturité

Préambule: Cet appendice a été rédigé sur la base du guide méthodologique de diagnostic des Fédérations membres de la Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOP-G). Ce guide de la CNOP-G présente des spécificités dues au contexte guinéen de législation des OPA et au contexte de développement des OPA via la CNOP-G (outils du Conseil Agricole rural par exemple, etc.). **Avant de mettre en œuvre cette méthodologie, il convient donc de l'adapter au contexte ivoirien.**

1- Diagnostic des OPA pour l'évaluation de la maturité

Etape 1: Collecte d'informations de base

Date			
Lieu			
Présentation de l'organisation Paysannes			
Nom de l'OPA			
Date de création			
Adresse			
Explication sur l'origine de l'OPA (raison de sa création)			
Objectifs de l'organisation			
Vision de l'OPA			
Effectif à la création	Homme	Femme	Total
Effectif actuel	Homme	Femme	Total
Niveau d'opération (groupement de premier niveau, Union/coopérative de second niveau, etc.)			
Qui sont les membres (individus/organisations?)			
Membre d'une OPA faitière?			
Statut officiel			
Activités/filières principales / volumes correspondants			
Sources de financement			
Appuis extérieurs reçus			

Etape 2: Vérifier l'existence des documents suivants:

Vérifier si les documents ci-dessous sont disponibles	Oui	Non
- Statuts de l'OPA		
- Règlement intérieur		
- Preuve d'enregistrement légal		
- Liste des membres du CA		
- Liste des salariés		
- Budget annuel de l'OPA		
- Plan d'activités annuel de l'OPA		
- Rapport d'audit financier le plus récent		

Etape 3: Mener le diagnostic exhaustif

Le système de notation: 1 = L'organisation n'a rien fait dans ce domaine, ou je ne sais pas ; 2 = L'organisation a commencé à agir dans ce domaine ; 3 = L'organisation a beaucoup évolué dans ce domaine, mais des d'amélioration sont encore nécessaires : 4 = L'organisation a bien évolué dans ce domaine; pas de besoin immédiat d'amélioration

1. Collecte des informations sur la Gouvernance

Définition de « bonne gouvernance » : La gouvernance d'une OPA peut être considérée comme « bonne » si son fonctionnement interne est démocratique et dynamique (vision partagée et consensuelle, planification collective, mode d'élection équitable, prise en compte des aspirations des membres par les élus, participation active des membres à la vie de l'OPA, etc.), si sa gestion est correcte et transparente (mobilisation effective de ressources endogènes, système de comptabilité, etc.), si l'OPA est légitime et représentative aux yeux de l'administration et de ses partenaires privés (aptitude à mener une action syndicale, à contractualiser, à nouer des partenariats avec d'autres OPA, etc.)

1.1 Fonctionnement des instances et organes

Assemblée Générale			
Quelle est la fréquence de la tenue :			
Est-ce qu'elles sont respectées :			
Est-ce que l'AG met en application les recommandations de ses membres ?			
Si non pourquoi			
Quelles sont les attributions de l'AG			
1	2	3	4
Conseil d'Administration			
Quelle est la composition du CA : Femme ? Homme ?			
Quelle est la fréquence de la tenue : et la durée du mandat du CA			
Est-ce qu'elles sont respectées : OUI/NON			
Comment les responsables ont été mis en place :			
Quelles sont les attributions du CA			
Comment les décisions sont prises			
1	2	3	4
Comité de surveillance			
Quelle est la composition du : Femme Homme			
Quelle est la fréquence de la tenue : et la durée du mandat du CS			
Est-ce qu'elles sont respectées : oui			
Comment les responsables ont été mis en place :			
Quelles sont les attributions du Comité de surveillance			
Comment les décisions sont prises			
1	2	3	4

Comité de gestion			
Quelle est la composition du : Femme ? Homme ?			
Quelle est la fréquence de la tenue : et la durée du mandat du CG			
Est-ce qu'elles sont respectées : oui			
Comment les responsables ont été mis en place :			
Quelles sont les attributions du Comité de gestion			
Comment les décisions sont prises			
1	2	3	4
Comité de suivi			
Quelle est la composition du : Femme ? Homme ?			
Quelle est la fréquence de la tenue : et la durée du mandat du CS			
Comment les responsables ont été mis en place :			
Quelles sont les attributions du Comité de suivi			

1	2	3	4
Conseil Agricole Régional			
Quelle est la composition du : Femme ? Homme ?			
Quelle est la fréquence de la tenue : et la durée du mandat du CAR			
Comment les responsables ont été mis en place :			
Quelles sont les attributions du CAR			
1	2	3	4

1.2 Documents juridiques

Statut et règlement intérieur			
Existence de Statut et règlement intérieur: Est-ce qu'il existe un statut et un RI ?			
Oui ou Non :			
Si oui quand a-t-il été élaboré ?			
Comment ont-ils été élaborés			
Quel est le niveau d'appropriation .et d'application			
1	2	3	4
Agrément			
Avez-vous un agrément ? Oui ou Non :			
La date d'obtention ?			
Par quelle structure ?			
Si non pourquoi ?			
1	2	3	4

1.3 Axes stratégiques

Leadership			
Capacités de réaliser sa vision?			
Imputabilité et transparence auprès de ses membres			
Image du leadership auprès de l'interne et de l'externe			
1	2	3	4
Plaidoyer			
Votre organisation est-elle impliquée dans les actions de plaidoyer ?			
Comment les activités de plaidoyer sont-elles menées?			
Des ressources financières, ou autres, sont-elles réservées pour les activités de plaidoyer ?			
L'organisation utilise-t-elle ses contacts et ses réseaux pour consolider son action de plaidoyer ?			
1	2	3	4
Réseautage			
Décrivez vos réseaux:			
Comment votre réseau profite-il à vos membres?			
Les membres sont-ils activement impliqués dans les activités du réseau			
1	2	3	4
Plan d'Orientation et d'Action (POA)			
Avez-vous un POA ? Ouiou Non :.....			
Comment a-t-il été élaboré et depuis quand ?			

Objectifs et Indicateurs SMART			
Comment est-il diffusé auprès de vos membres?			
Comment est-il mis en œuvre ?			
Quels sont les difficultés liées à sa mise en œuvre			
Préoccupations de la pérennité institutionnelle			
Est-ce que le POA tient compte du «genre»			
1	2	3	4

2. Gestion :

GESTION : La différence entre une performance suffisante et une performance supérieure réside dans la capacité des personnes à s'engager et se sentir responsables de leur travail. Pour relever ce défi, le gestionnaire doit abandonner son rôle de « contrôleur centralisateur » et soutenir l'équipe et ses membres dans l'accomplissement de leur travail i.e. gestion participative.
 Il existe quatre fonctions de base en matière de gestion : 1.Planifier, 2.Organiser, 3.Diriger 4. Contrôler

2.1 Document de gestion

Procès-verbal			
Avez-vous un cahier ou un registre de PV ? Ouiou Non :.....			
Si oui est-ce qu'il est tenu à jour et par qui ?			
Si non pourquoi ?			
1	2	3	4
Registre de banque			
Avez-vous un cahier ou un registre de Banque ? Ouiou Non :.....			
Si oui est-ce qu'il est tenu à jour et par qui ?			
Si non pourquoi ?			
1	2	3	4
Cahier de caisse			
Avez-vous un cahier ou un registre de caisse ? Ouiou Non :.....			
Si oui est-ce qu'il est tenu à jour et par qui ?			
Si non pourquoi ?			
1	2	3	4
Gestion financière			
Avez-vous un compte un bancaire? Ouiou Non :.....			
Si oui est-ce qu'il est tenu à jour et par qui ?			
Si non pourquoi ?			
1	2	3	4
Plan Opérationnel (PO) ou Plan de travail (PTA)			
Avez-vous un PO et/ou PTA ? Ouiou Non :.....			
Si oui comment est-il élaboré, avec qui ? et depuis quand ?			
Est-ce que les objectifs et indicateurs sont SMART			
Comment est- il diffusé auprès de vos membres ?			
Comment est-il mis en œuvre ?			
Quelles sont les difficultés liées à sa mise en œuvre			
Prend-t-il en compte un plan de formation?			
1	2	3	4
Gestion des Ressources			
Disposez-vous d'une équipe technique ? Si oui avec quel dispositif d'appui ?			

Quelles sont les relations entre le personnel technique et les membres du Conseil d'Administration			
Quels sont les moyens matériels, informatiques et équipements dont vous disposez pour réaliser vos activités ?			
Avez-vous un descriptif des postes et un organigramme pour votre fédération ? sont-ils bien connus de tous?			
Comment sont coordonnées les activités du PO/PTA?			
Comment sont impliqués les membres dans la mise en œuvre des activités ?			
Avez-vous un Audit financier annuel?			
1	2	3	4
Suivi - évaluation			
Avez-vous un dispositif de suivi et d'évaluation ? Ouiou Non :.....			
Qui est responsable et comment est effectué le suivi ?			
Qui est responsable et comment est fait l'évaluation de vos PO et POA ?			
Si non pourquoi ?			
Quelles sont les difficultés liées à sa mise en œuvre			
1	2	3	4

3. Maîtrise économique de la filière par l'OPA

<p>Définition de « maîtrise économique des filières » : On peut considérer qu'une OPA a une bonne maîtrise économique de sa filière lorsque elle est capable de s'y <u>positionner</u> (connaissance des coûts et marges des circuits, connaissances des acteurs directs et indirects, maîtrise des enjeux nationaux ou internationaux, etc.), de mettre en place des <u>services d'approvisionnement</u>, de mettre en place des <u>services d'appui à la production</u> (élaboration de comptes d'exploitation prévisionnels, mise en place de conseil de gestion, mise en place d'expérimentations avec la recherche agronomique, mise à disposition de techniciens agricoles pour les membres, etc.), de mettre en place des <u>services de commercialisation</u> (exploration de nouveaux marchés, contractualisation, promotion des produits au grand public, etc.)</p>
--

Positionnement de l'OPA dans sa filière	
Connaissez-vous le fonctionnement de sa filière et de ses acteurs? Oui ... ou Non ...	
Si oui qui sont les acteurs et leurs marges	
Quels sont vos coûts de production ?	
Quelles sont les contraintes liées à votre filière ?	
Si non pourquoi ?	
Approvisionnement en Intrants et Équipements	
Comment déterminez-vous les besoins en intrants et équipements de vos unions membres ?	
Comment faites-vous la centralisation de vos besoins en intrants et équipements ?	
Comment obtenez-vous les ressources financières pour l'approvisionnement de vos membres ?	
Comment identifiez-vous les fournisseurs potentiels?	
Sur quelle base négociez-vous avec les fournisseurs?	
Comment faites-vous votre commande et livraison?	
Comment organisez-vous la distribution et le recouvrement au sein de votre OPA?	

1	2	3	4
3.1 Commercialisation			
Faites-vous des activités de commercialisation?			
Comment déterminez-vous la production de vos membres?			
Quelles sont les relations de votre OPA avec le marché? /Comment évaluez-vous ces résultats ?			
Quels outils financiers disposez-vous pour la commercialisation des produits de vos membres?			
Comment obtenez-vous les emballages de qualité pour vos produits?			
Quelle organisation faites-vous pour la collecte de vos produits			
Faites-vous un suivi-évaluation sur vos activités de commercialisation			
1	2	3	4
3.2 Qualité des produits			
1	2	3	4
3.3 Transformation			
1	2	3	4
3.4 Production			
1	2	3	4

4. Services rendus aux membres de l'OPA

Maitrise de l'environnement économique			
Approvisionnement en intrants			
Est-ce que vos membres sont satisfaits de vos services en approvisionnement d'intrants			
Si oui expliquer pourquoi			
Si non expliquer pourquoi			
Est-ce que vous vous assurez de la fiabilité de vos fournisseurs?			
Est-ce que vous vérifiez la qualité des intrants?			
Est-ce que la distribution est faite de façon efficiente			
1	2	3	4
Commercialisation			
Est-ce que vos membres sont satisfaits de vos efforts en commercialisation			
Si oui expliquer pourquoi			
Si non expliquer pourquoi			
Est-ce que les groupements/OPA membres participent activement aux décisions de			

commercialisation			
Comment compter vous gérer et pérenniser ses services d'appui à la commercialisation			
1	2	3	4
Transformation			
1	2	3	4
Production			
1	2	3	4

Renforcements de capacités			
Vos membres ont-ils bénéficié de formations ?			
Si Oui	Nombres : Femmes : Hommes :		
Vos membres sont-ils satisfaits des appuis en renforcements de capacités			
Comment les besoins de formation ont été identifiés ?			
Existe-il des rapports de formations ?			
1	2	3	4
Structuration			
Est-ce que votre OPA appuie ses membres à l'obtention des documents juridiques - expliquer			
Nombre d'agrément obtenu			
1	2	3	4
Plaidoyer			
Est-ce que votre OPA organise la table ronde des partenaires			
Quelles sont les actions qui ont été ciblées par les partenaires			
Comment vont-ils contribuer à la mise en œuvre de ces actions			
Est-ce que votre OPA participe à la prise de décisions des politiques agricoles au niveau régionale ou nationale			
Est-ce que les activités de plaidoyer par votre OPA répondent bien aux besoins de ses membres			
1	2	3	4

Etape 4: Analyse des résultats du Diagnostic

Domaine	Eléments d'analyse	Critères d'analyses	Niveau de développement - typologie				TOTAL
			1	2	3	4	
Gouvernance	Tenue Organes et instances	AG					
		CA					
		Comité Surveillance					
		Comité Suivi					
		Comité gestion					
		CAR					
	Plan stratégique (POA)	Elaboration					
		mise en œuvre					
		Suivi évaluation					
	Préoccupation pérennité institutionnelle	Partenariats					
		Autosuffisance					
	Document juridiques	Elaboration					
		Application					
	Document de gestion	Elaboration					
		Tenue					
	Processus de prise de décisions (participatif – inclusif)	Niveau d'implication des membres					
		Considération « genre »					
	Circulation de l'information	Niveau d'accès des membres à l'information					
		Facilité et disponibilité					
	Gestion des ressources (Efficacité et suivi)	Humaines					
		Financières					
		Matérielles					
	Partenariat	Niveau de collaboration					

Domaine	Eléments d'analyse	Critères d'analyses	Niveau de développement - typologie					
		Impact (positif ou négatif)						
	Leadership	Image projetée						
		imputabilité						
	Plaidoyer	Impact						
	Réseautage	Inter-union						
		Réseau existant						
	Outils d'accompagnements							
Maitrise de l'environnement économique	Approvisionnement	Evaluation des besoins						
		Circuit						
		Mobilisation des ressources						
		Identification et négociation avec les fournisseurs						
		Commande et livraison						
		Distribution et recouvrement						
	Commercialisation	Stratégie						
		Quantification de la production						
		Recherche de débouché						
		Fonds de roulements						
		Collecte des produits						
	Qualité	Intrants						
		Rendement						
	Production							
	Transformation							
	Gestion	Plan Annuel (PTA)	Élaboration					
			Mise en œuvre					
Suivi-évaluation								
Objectifs et indicateurs		SMART						
Gestion budgétaire		Plan budgétaire						

Domaine	Eléments d'analyse	Critères d'analyses	Niveau de développement - typologie				
		Contribution (Autonomie)					
		Gestion					
		Manuel de procédure					
		Audit					
	Equipe technique	Relation					
		Plan de formation					
		Compétences					
	Rôles et taches des acteurs	Définition					
		Maîtrise des rôles et taches					
	Suivi et évaluation						

Etape 5: Définition d'un plan de renforcement des capacités des OPA en fonction de leur niveau de maturité

Le tableau ci-dessous présente un exemple de plan de renforcement des capacités élaboré par la CNOP-G sur la base de la conduite du Diagnostic Institutionnel Participatif de ses membres. De la même façon, les résultats du Diagnostic conduit en amont de la mise en œuvre du PROPACOM-Ouest permettra d'élaborer le plan de renforcement des capacités des OPA appuyées par le Projet

Tableaux : Plan de renforcement et actions d'accompagnement en fonction de la maturité

Niveau de maturité	ACTIVITES SPECIFIQUES	ACTIVITES TRANSVERSALES
1	- Appui à l'élaboration d'un PIA (Plan Intégré d'Accompagnement)	<ul style="list-style-type: none"> Organiser un forum sur la professionnalisation agricole Organiser une session d'orientation sur la dynamique du mouvement associatif agricole. Mettre en place un dispositif de suivi évaluation au niveau des CTR. Organiser un atelier sur les techniques de négociation, de plaidoyer et de lobbying. Appuyer la construction d'un marché de produits agricoles dans la zone périphérique de Conakry.
	➤ renforcer la sensibilisation et la réflexion sur la problématique de mise en place/constitution d'une OPA.	
	➤ organiser les formations sur le mode de structuration (enjeu et perspective)	
	➤ appui à la restructuration et au fonctionnement interne	
2	▪ Appui à l'élaboration d'un POAA (Plan d'Orientation et d'Action Améliorée).	
	➤ Renforcer la capacité de gouvernance et de gestion des élus et techniciens (organisation et fonctionnement).	
	➤ Appuyer la mise en place des mécanismes de mobilisation des ressources internes.	
3	▪ Appui à l'élaboration d'un POAA (Plan d'Orientation et d'Action Améliorée).	
	➤ formation sur la notion et le développement des filières	
	➤ Renforcer la capacité de gestion et de maîtrise économique de la filière.	
	➤ Renforcer les dispositifs organisationnels (rôle des organes et instances, relation technicien / élus, services aux membres.	
4	▪ Appui à l'élaboration d'un PAC (Plan d'Affaire Complet)	
	➤ Renforcer la maîtrise de l'environnement économique par des actions de lobbying et plaidoyer	
	▪ Renforcer la capacité managériale des élus	

Exemples d'évaluation du niveau de maturité de l'OPA

Niveau	Critères
1	<ul style="list-style-type: none"> • Méconnaissance des objectifs par les membres, objectifs trop larges/vagues • Pas de Plan d'orientation et d'action (POA) • Insuffisance ou Non tenue des instances (AG, CA), et non maîtrise des rôles et responsabilités des élus • Non tenue de CAR (Conseil agricole régional)³⁸ • Manque de transparence dans la gestion des ressources (financières, humaines et matérielles) • Les ressources (humaines, financières, matérielles) sont inexistantes ou ne sont pas ou très peu gérées. • Non fonctionnement et/ou dysfonctionnement des comités (comité de gestion, comité de suivi, comité de surveillance), • Non appropriation et application du contenu des statuts et règlement intérieur, donc mise en œuvre problématique • Non tenue à jour des documents de gestion, • Manque ou insuffisance de l'implication des membres dans la prise de décisions, • Manque de circulation et/ou communication de l'information • Manque ou insuffisance de collaboration avec les partenaires (prestataires, bailleurs de fonds, partenaires institutionnels) • Peu ou pas de mobilisation des fonds pour la réalisation de ses activités. • Peu ou pas d'activités de plaidoyer • Pas de maîtrise économique de filière(s) • Appuis et services aux membres sont considérés inexistantes
2	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau de compréhension des objectifs par les membres • Existence d'un POA mais peu suivi dans sa mise en œuvre • Pas de Plan de Travail (PTA), mode de gestion plutôt réactive • Tenue partielle des instances et une certaine responsabilisation des élus – amélioration souhaitable dans un leadership engagé • Les ressources (financières, matérielles) sont gérées de façon partielle mais pas encore efficace. Manque de techniciens à l'interne • Réunions et participation des membres des comités sont irrégulières (comité de gestion, comité de suivi, comité de surveillance) donc manque d'efficacité et d'impacts • Application partielle du contenu des statuts et règlement intérieur • Tenue irrégulière des documents de gestion (PV, Registre des membres, cahiers de caisse, banque et stock etc.) • Faible niveau d'implication des membres dans la prise de décision et faible niveau d'accès à l'information • Tenue irrégulière de CAR – amélioration souhaitable • Collabore avec peu ou insuffisamment de partenaires • Insuffisance de mobilisation des fonds pour la réalisation de ses activités. Activités menées en réponse à des sollicitations / suggestions extérieures: les activités ne sont pas nécessairement choisies en fonctions des besoins effectifs des membres. Peu ou pas de bénéfices collectifs • Insuffisance dans la maîtrise économique de filière(s) • Appuis et services aux membres sont considérés insuffisants • schéma d'approvisionnement et commercialisation insuffisamment clair et précis
3	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs compris par les membres mais pas clairement définis • Existence d'un POA et PTA et leur appropriation par les membres • Suivi partiel du PTA et du dispositif suivi-évaluation - améliorations souhaitables dans leurs mises en œuvre • Capacité d'auto-évaluation stratégique: vision, missions, valeurs. • Tenue régulière des instances et application des décisions – leadership engagé et maîtrise des rôles et tâches par les responsables • Amélioration souhaitable dans la participation et inclusion des membres (femmes et jeunes) dans les prises de décisions. • Les ressources (humaines, financières, matérielles) sont gérées à la satisfaction de tous les membres. • Fonctionnement correcte des comités (comité de gestion, comité de suivi, comité de

³⁸ Instrument de planification participative pour les OP mis en place par la CNOP-G

Niveau	Critères
	<p>surveillance).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Application stricte du contenu des statuts et règlement intérieur • Tenue à jour des documents de gestion • Circulation correcte de l'information • Tenue régulière et fonctionnelle de CAR • Bonne collaboration avec plusieurs partenaires, activités de plaidoyer sont de plus en plus ciblées selon besoins des membres. • Toujours insuffisance de mobilisations des fonds pour la réalisation des activités, car niveau des activités augmente mais les activités sont de plus en plus axées sur les bénéfices collectifs, ratio autofinancement plus équilibré mais pas encore de pérennité institutionnelle • Maîtrise de plus en plus les notions de partenariats et de contractualisations • Maîtrise économique de filière(s) • Appuis et services aux membres sont considérés adéquats mais encore place à amélioration
4	<ul style="list-style-type: none"> • Objectifs compris par les membres et clairement définis • Existence d'un POA et PTA, appropriation par les membres, bien suivi et dispositif suivi-évaluation bien exécuté. • Rigueur dans l'auto-évaluation stratégique: vision, missions, valeurs et activités sont réévaluées périodiquement et/ou au besoin. Amélioration souhaitable dans la capacité d'anticipation stratégique • Tenue régulière des instances et application des décisions – leadership engagé et maîtrise des rôles et tâches par les responsables • Participation et inclusion des membres (femmes et jeunes) dans les prises de décisions. Contributions effectives aux débats et à la vie interne. • Les ressources (humaines, financières, matérielles) sont gérées de façon efficaces et tous les documents de gestion sont tenus à jour. Audit financier annuel. • Fonctionnement efficace des comités (comité de gestion, comité de suivi, comité de surveillance) et impacts positifs pour l'OPA. • Circulation efficace et transparente de l'information et bien ciblée aux parties prenantes • Tenue régulière et fonctionnelle de CAR. Réseautage efficace. • Bonne collaboration avec plusieurs partenaires, activités de plaidoyer ciblées selon besoins des membres. • Ratio autofinancement plus équilibré i.e. pérennité institutionnelle mais pas encore atteint le niveau de pérennité des activités Les relations sont davantage sur une base commerciale que sur une base aide au développement • Maîtrise les notions de partenariats et de contractualisations • Qualité et quantité des appuis et services aux membres – encourage nouvelles adhésions et réputation positive accrue de l'OPA.

Appendice 9

Activités à mettre en œuvre en appui aux OPA en fonction du type de module envisagé

Types d'OPA et niveau d'organisation	Activités du PROPACOM-Ouest
OPA de type "groupement"	Module d'appuis aux OPA de type "groupement"
<u>Sur les aménagements:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Comités de gestion des aménagements (CGA) - Groupements (femmes et jeunes) de maraîchage <u>Hors aménagements:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Groupements villageois (femmes et jeunes) 	<u>Appui institutionnel aux OPA:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la formalisation juridique des OPA (Activité A1.1) - Formation en vie associative, gestion coopérative, gouvernance (Activité A1.2) - Appui à la structuration des OPA (Activité A1.5) - Alphabétisation fonctionnelle (Activité A1.6) - Suivi évaluation de la performance des OPA (Activité A1.7) <u>Appui économique aux OPA:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'élaboration d'un plan d'affaire simplifié (Activité A2.1) - Appui à la gestion des services économiques (intrants, équipements) par les OPA (Activité A2.2) - Formation et accompagnement des OPA dans l'accès au crédit (Activité A2.3)
OPA de type "union"	Module d'appuis aux OPA de type "union"
<u>Sur le Riz:</u> <ul style="list-style-type: none"> - CODERIZ - Unions de producteurs de riz <u>Sur le vivrier mixte:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Coopératives - Associations et Unions de producteurs 	<u>Appui institutionnel aux OPA:</u> <ul style="list-style-type: none"> - appui formalisation juridique (Activité A1.1) - Formation en gestion coopérative, gouvernance (Activité A1.2) - Appui à la tenue des instances des OPA de second niveau (Activité A1.3) - Renforcement des capacités de gestion interne des OPA de second niveau (Activité A1.4) - Appui à la structuration des OPA (Activité A1.5) - Alphabétisation fonctionnelle (Activité A1.6) - Suivi évaluation de la performance des OPA (Activité A1.7) <u>Appui économique aux OPA:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Appui élaboration d'un plan d'affaire (Activité A2.1) - Appui à la gestion des services économiques (intrants, équipements) par les OPA (Activité A2.2) - Formation et accompagnement des OPA dans l'accès au crédit (Activité A2.3) - Organisation de visites d'échanges /Routes d'apprentissage (Activité A2.4) - Renforcement des capacités sur le système de vente groupée et sur les techniques de contractualisation des OPA (Activité B1.1) - Appui aux OPA dans la prospection de nouveaux marchés (Activité B1.2) <u>Appui Plaidoyer:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de réunions régionales de concertation des OPA riz et maïs (Activité B2.1) - Participation des représentants des producteurs riz et maïs aux Interprofessions (Activité B2.2)

Appendice 10 : Méthodologie de préparation du plan d'affaire d'une coopérative

Section 1 - Contenu du Plan d'affaire

Ci-dessous sont présentés les éléments que doivent contenir un plan d'affaire

1 - Présentation de la Coopérative

Date de création, nombre de membres (base de données des producteurs membres en pièce jointe), types de produits, superficie exploitée par les membres, nombre de salariés, biens, équipements et infrastructures.

2 - Analyse du Marché

- Brève introduction sur l'état du marché des produits concernés dans la région/pays/sous-région
- Brève introduction sur le segment de positionnement des produits de la coopérative (filière conventionnelle, bio, équitable, produits bruts, transformés, etc.)
- Caractérisation des partenariats commerciaux de la coopérative: noms des acheteurs, types de contrats, prix, quantités, etc.

3 - Etude de faisabilité économique

1. Déterminer le seuil de rentabilité (point d'équilibre économique) :

Il faut connaître: Les prévisions de production, de prix,

Il faut faire l'inventaire: des coûts fixes, des coûts variables (cf. Section 3 et exemple de tableau xls de Plan d'affaire)

Puis on détermine le seuil de rentabilité (équilibre économique)

2. Problèmes liés au préfinancement

- Elaborer un plan de trésorerie sur 5 ans
- Proposer des solutions aux problèmes de préfinancement (crédit, investisseur privé, etc.)

4 - Considérations relatives à la gestion de la coopérative (éléments de diagnostic)

Caractérisation des capacités et de l'organisation actuelle de la coopérative afin de gérer les fonctions suivantes

- Production
- Transformation des produits
- Commercialisation
- Exportation
- Certification
- Gestion financière
- Gestion administrative
- Pilotage de la stratégie de la coopérative

5 - Plan de développement de la coopérative

- Stratégie d'augmentation de la production
- Stratégie d'augmentation de la qualité des produits

- Stratégie commerciale
- Stratégie managériale
- Stratégie de communication et renforcement des associations

Section 2: Méthodologie d'élaboration du Plan d'affaire

Etape 1 - Collecter les données auprès du Président/Gestionnaire de la Coopérative

Statuts de la Coopérative, Règlement intérieur, plan d'actions, liste de salariés, contrats avec les acheteurs, base de donnée des producteurs, autres documents disponibles

Etape 2 - Travailler avec le Gestionnaire sur la situation financière de la Coopérative

Détermination des coûts fixes et variables et du chiffre d'affaire de la Coopérative

Etape 3 - Réunion avec le Conseil d'Administration de la Coopérative sur la simulation du point d'équilibre de la Coopérative (une demi-journée)

Etape 4 - Réunion avec le Conseil d'Administration de la Coopérative pour discuter de la liste des responsabilités et compétences requises en termes de gestion coopérative (entre 1/2 et 1 journée de travail)

Etape 5 - Réunion avec le Conseil d'Administration de la Coopérative pour discuter de l'élaboration des stratégies de développement de la coopératives (entre 1/2 et 1 journée de travail)

Etape 6 - Présentation et finalisation du document "Plan d'affaire "

Section 3: Guide d'élaboration des dépenses et recettes de l'OPA en vue d'évaluer son point d'équilibre

1- Les investissements: Il peut s'agir par exemple de magasins de stockage, véhicules, matériel informatique, mobilier de bureau, équipements d'appui à la production/transformation des produits, petit matériel (balances, etc.). Dans le cadre d'un Projet de développement en appui à une OPA, le Projet peut assurer le financement des investissements initiaux de l'OPA afin de lui donner un coup de pouce au démarrage. Les montants de ces investissements ne seront donc pas à couvrir par les revenus de l'OPA mais l'amortissement³⁹ à 5 ans des investissements devra être pris en compte dans le Plan d'Affaire afin d'anticiper leur remplacement.

2- Détermination des coûts variables: ils contiennent tous les coûts qui varient en fonction des volumes produits et commercialisés. Il s'agit de:

- fonds de roulement pour les services économiques: fonds intrants, fonds commercialisation, etc. Le niveau de ces fonds de roulement est fonction (i) des surfaces emblavées par les membres (pour les intrants) et (ii) du volume de produits commercialisés (pour le fonds commercialisation)
- emballages et/ou matériel de conditionnement des produits (sacs, etc.): prix unitaire
- frais de chargement des produits sur les camions (prix au sac généralement)
- prime à la collecte: parfois au sein des groupements locaux de producteurs membres de l'OPA, une personne est responsabilisée pour la collecte des produits et perçoit une prime d'incitation à collecter le plus de sac (coût au sac livré à la coopérative)

3- Détermination des coûts fixes: il s'agit des coûts indépendants des volumes produits et commercialisés (souvent coûts de fonctionnement). Il s'agit de:

- salaires du personnel de la coopérative (gestionnaire, comptable, magasinier, chauffeur, gardien, etc.)
- frais de réunions du CA et de l'AG
- frais de réparation et de maintenance (des véhicules, des équipements, des bâtiments)

³⁹ Pour calculer le montant annuel de l'amortissement d'un bien, en fonction de sa durée de vie estimée D (par exemple 10 ans), et à son prix d'achat neuf P (par exemple 500 000 FCFA), l'amortissement annuel est de P/D (soit pour l'exemple 50 000 FCFA). Ainsi, dans le Plan d'affaire, on ajoutera aux coûts annuels prévus l'amortissement.

- des frais courants de fonctionnement: loyer du bureau, fournitures de bureau, carburant pour les véhicules et/ou générateurs, frais électricité, frais de communication (téléphone, internet, radio, media)

4- Détermination des recettes de l'OPA: ils varient en fonction du plan de production/commercialisation des différents produits commercialisés par les OPA et de l'augmentation du membership de l'OPA. Les revenus sont calculés à partir des éléments suivants :

- les revenus des ventes de produits (à différencier par produit en fonction des surfaces et des rendements planifiés chaque année),
- les revenus des prestations éventuelles effectuées (mise en prestation d'équipements, frais de stockage, etc.)
- les prélèvements de l'OPA pour sa gestion/ son fonctionnement (5 FCFA par kilo de riz commercialisé par exemple)
- et des revenus administratifs (cotisations des membres)

5- Détermination du point d'équilibre: calcul des marges brutes et nettes

Marge brute (en + ou -) = revenus - coûts variables - coûts fixes

Marge nette (en + ou -) = Marge brute - amortissements

Exemple de Plan d'Affaire⁴⁰

Activités	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Coûts d'investissement						
Les coûts d'investissement ne sont pas pris en compte dans le BP - ils seront pris en charge par le FIDA sur la base de la performance de l'OPA pendant les 5 années de la durée du Projet et seront ensuite couverts partiellement par les amortissements.						
Véhicule	50 000	-	-	-	55 000	105 000
Moto						
Générateur	4 500	-	-	4 800	-	9 300
Balances	7 400	-	1 850			9 250
Equipements de production	2 000	-	-	2 500	-	4 500
Equipements de transformation	26 200	-	-	-	-	26 200
Magasins	9 000	6 000	-	-	-	15 000
Matériel de bureau et informatique	400					400
Total Coûts d'investissement						
Coûts variables						
Fonds de roulement intrants	7 200	3 600	3 600	3 600	3 600	21 600
Fonds de roulement commercialisation	500	750	900,00	1 000,00	1 000	4 150
Matériel d'emballage/conditionnement	-	-	-	37 451	56 176	93 626
Frais chargement produits sur camions	-	-	-	4 028	4 028	8 056
Prime collecteurs (au sac)	2 700	5 400	11 340	17 010	25 515	61 965
Total coûts variables	10 400	9 750	15 840	63 089	90 319	189 398
Coûts récurrents						
Salaires personnel (gestionnaire, comptable, magasinier, chauffeur, gardien, etc.)	33 900	33 900	33 900	33 900	33 900	169 500
Organisation des réunions de CA et AG	840	890	940	990	1 040	4 700
Location bureau OPA	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000
Réparation et maintenance des véhicules						
Maintenance des infrastructures (bureau, magasins)	4 200	5 400	6 000	6 600	10 800	33 000
Bikes maintenance	4 200	4 620	5 040	5 460	5 880	25 200
Office maintenance	250	250	250	250	250	1 250
solar dryers maintenance		100	100	100	100	400
fournitures de bureau,						
frais de communication (téléphone, internet, radio, media)	1 500	1 800	2 100	2 400	2 700	10 500
frais électricité	4 680	5 280	5 880	7 200	9 000	32 040
carburant pour les véhicules et/ou générateurs	700		800		1 100	2 600
	9 600	10 800	12 000	14 400	18 000	64 800
Total coûts récurrents	60 870	64 040	68 010	72 300	83 770	348 990
Coûts récurrents+coûts variables	71 270	73 790	83 850	135 389	174 089	538 388
Revenus						
Quantités Produit X à commercialiser	210	420	882	1 323	1 985	4 820
Quantité Produit Y à commercialiser	70	140	187	249	249	894
Quantité totale à commercialiser	280	560	1 069	1 572	2 233	5 714
Prix (X)						
Prix (Y)	\$1,04	\$1,15	\$1,32	\$1,52	\$1,52	
Produit de la vente						
Produit X	21 000	42 000	88 200	132 300	198 450	481 950
Produit Y	7 000	14 000	18 667	24 889	24 889	89 444
Total Produit de la vente	28 000	56 000	106 867	157 189	223 339	571 394
Revenus admin						
Part sociale des membres (a/membre)	4 167	5 556	6 944	10 667	12 987	40 320
Cotisations (b/membre)	2 083	3 472	5 000	6 667	8 117	25 339
Total revenu admin	6 250	9 028	11 944	17 333	21 104	65 659
Autre revenu						
remboursement des équipements	2 160	3 240	5 040	3 600	3 600	17 640
Total autre revenu	2 160	3 240	5 040	3 600	3 600	17 640
REVENU TOTAL	36 410	68 268	123 851	178 122	248 043	654 694
RESUME PLAN D'AFFAIRE						
Total coûts variables	10 400	9 750	15 840	63 089	90 319	189 398
Total coûts récurrents	60 870	64 040	68 010	72 300	83 770	348 990
Coûts récurrents+coûts variables	71 270	73 790	83 850	135 389	174 089	538 388
Total Produit de la vente	28 000	56 000	106 867	157 189	223 339	571 394
Produit X	21 000	42 000	88 200	132 300	198 450	481 950
Produit Y	7 000	14 000	18 667	24 889	24 889	89 444
Total revenu admin	6 250	9 028	11 944	17 333	21 104	65 659
Total autre revenu	2 160	3 240	5 040	3 600	3 600	17 640
REVENU TOTAL	36 410	68 268	123 851	178 122	248 043	654 694
MARGE BRUTE (+) / (-)	-34 860	-5 522	40 001	42 734	73 954	116 306
Amortissement	21 206	21 206	21 206	21 206	21 206	106 031
MARGE NETTE (+) / (-)	-56 066	-26 728	18 795	21 527	52 748	10 275

⁴⁰ ne pas tenir compte des chiffres

Appendice 11: Contexte spécifique à l'accès au financement dans la zone du Projet

Une offre restreinte de services financiers face à des besoins importants

Les six régions des trois districts de la zone du PROPACOM Ouest sont faiblement couvertes par les institutions financières. Les IF sont quasiment inexistantes et une seule IMF est présente avec 7 caisses réparties dans deux des trois districts de la zone du Projet ; aucune IF n'est ouverte dans le district du Denguélé mais la localité d'Odienné fait partie d'une localité possible d'extension. Deux autres institutions sont dénombrées mais présentent des niveaux d'activités quasi insignifiants et rencontrent actuellement de sérieuses difficultés selon la Direction de la Microfinance. Ces difficultés ne permettent pas d'envisager un rôle pour elles dans le financement des filières vivrières.

Les autres banques commerciales sont essentiellement présentes pour le moment dans les chefs lieu de district. Leur réouverture dans la zone est récente (2011-2012) et le financement des acteurs des filières vivrières ne fait pas partie de leur cible. La caisse d'épargne, la plus susceptible de présenter un intérêt pour ces filières, n'a pour l'instant aucun financement en cours dans ce domaine et ses encours de crédit sont encore très limités⁴¹.

⁴¹ A titre d'exemple, le montant total des crédits accordés depuis la réouverture en 2012 par l'agence de Séguéla était au passage de la mission en novembre 2013 de 75 millions de FCFA pour un encours d'épargne de 285 M FCFA.

Appendice 12 : Modalités de mise à disposition et de reconstitution de la dotation pour la campagne agricole

Schéma 1ère année

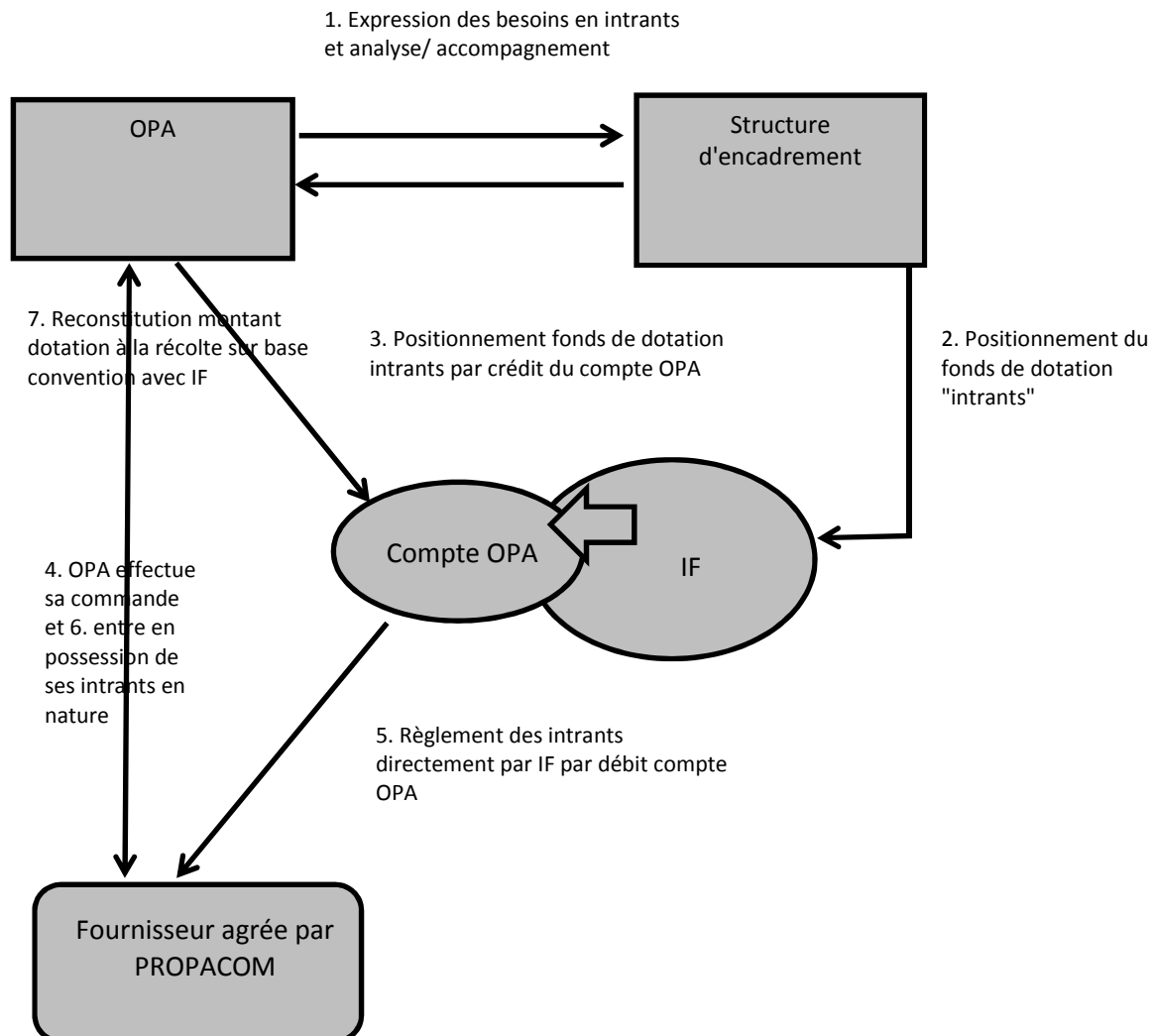
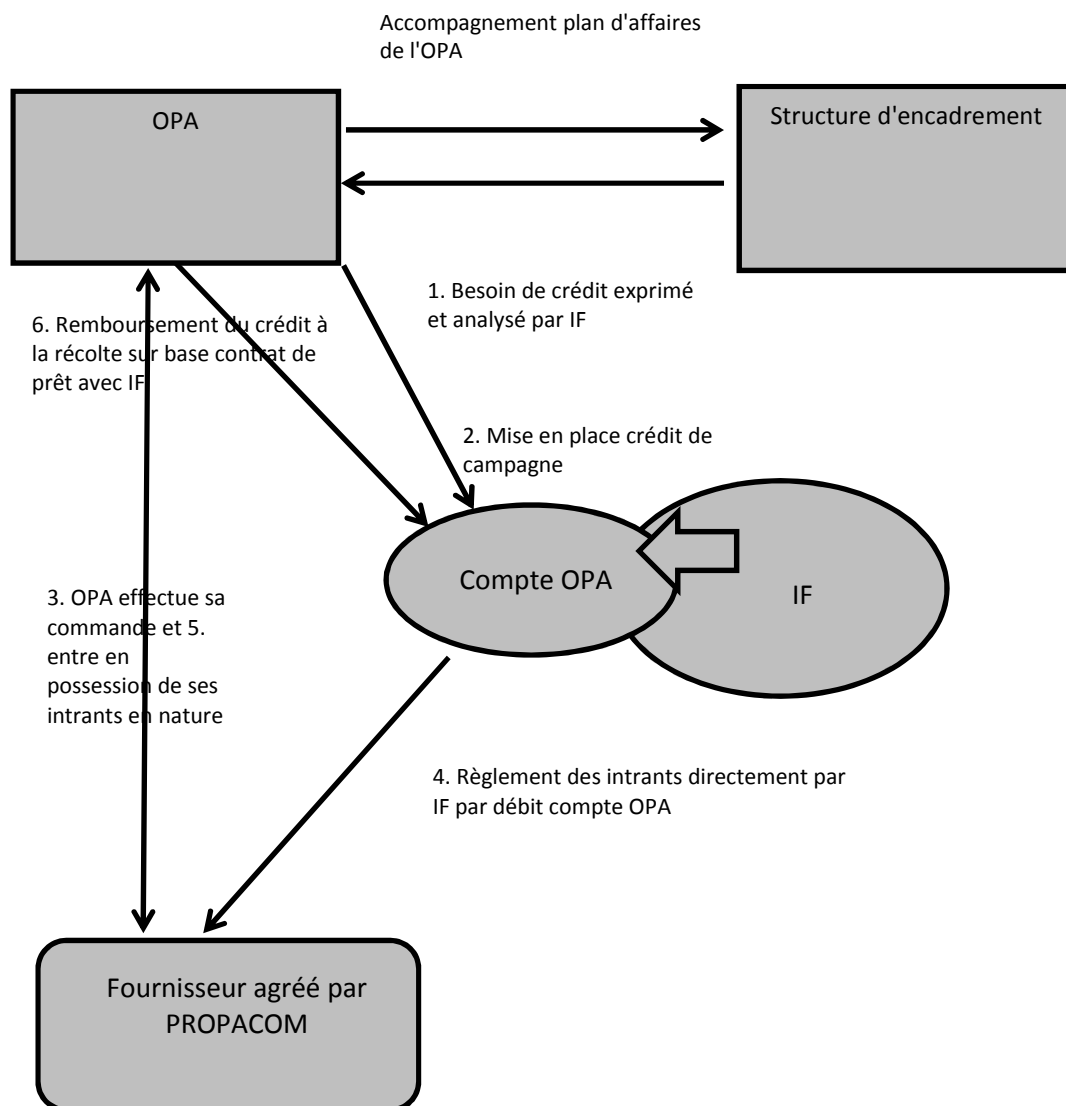


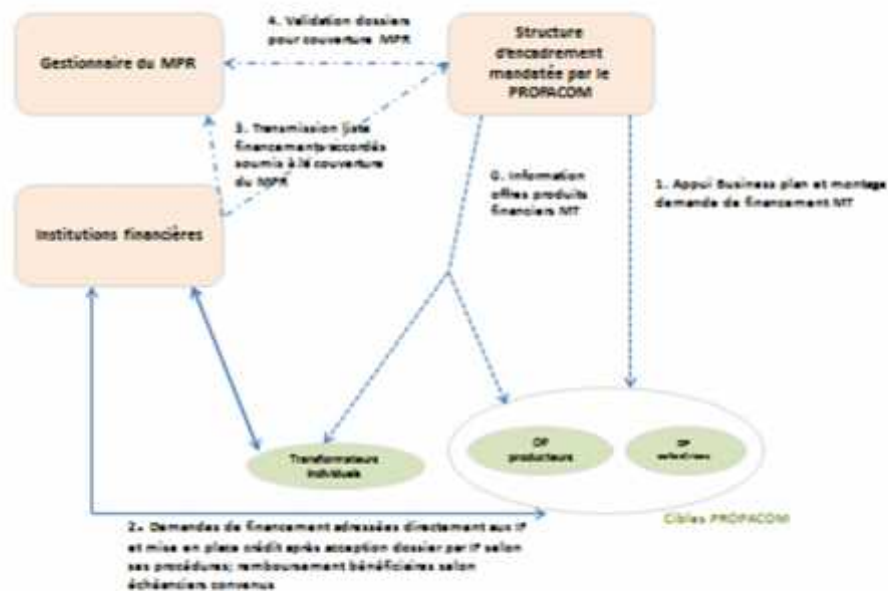
Schéma 2^{ème} année et suite.

A partir de la deuxième campagne agricole suivant la reconstitution par l'OPA du fonds de dotation initial sur son compte auprès de l'IF, l'OPA a la possibilité d'obtenir un crédit directement auprès de cette IF selon le schéma suivant :

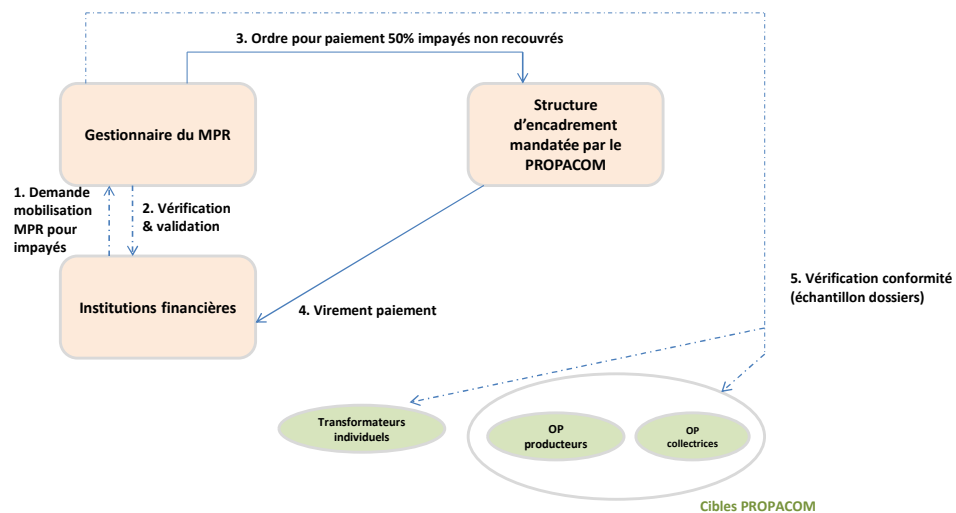


Appendice 13. Schéma de fonctionnement du MPR :

Phase 1 d'instruction des demandes de crédit et transmission au gestionnaire du MPR



Phase 2 de mobilisation du MPR en cas d'impayés



L'accès à un crédit à moyen terme pour les équipements ne pourra intervenir que dans un deuxième temps, une fois que l'OPA aura fait la preuve de sa capacité à rembourser un premier crédit de campagne auprès d'une IF selon l'échéancier et les termes prévus.

Appendice 14 : Exemple de pratique de financement dans les Projets « FIDA »

Approches pour le financement des équipements dans les projets FIDA
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">✓ Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) - Togo – Rapport de conception finale, Novembre 2013 : Facilité « coup d'pouce installation » : subvention à hauteur de 25 % du coût des projets d'investissement de MPER de jeunes ruraux ; contribution du promoteur de 10 % pour les individus et 20 % pour les coopératives, prêt à hauteur de 65 % ou 55% selon les cas.✓ Projet d'appui aux filières agricoles – Extension (PAFA-E) – Sénégal – Rapport de conception détaillé, Mars 2013 : Subvention à hauteur de 80% pour les équipements légers/moyens et 65% pour les équipements lourds.✓ Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles –Extension Basse Guinée et Faranah (PNAFA) – Guinée - Rapport de conception détaillé, Juillet 2013 : Subvention à hauteur de 80% pour les équipements légers et 50% pour les équipements moyens. |
|---|

Appendice 15 ; Hypothèses pour le Mécanisme de Partage des Risques

Détermination des besoins en crédits d'équipement :

		Quantités						Coût unitaire		Coût unitaire		Coûts de base (1000 US\$)						
		Unité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	10.6 FCFA	1000 US\$	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
A. Equipement de production OP - Besoin de crédit 60% montant total																		
1. Motoculteurs		Unité		30	60	30			120	3	6,00	0,0	180,0	360,0	180,0	0,0	0,0	720,0
2. Batteuses vanneuses		Unité		30	30	30			90	2,1	4,20	0,0	126,0	126,0	126,0	0,0	0,0	378,0
3. Semoirs		Unité		30	60	30			120	0,3	0,60	0,0	18,0	36,0	18,0	0,0	0,0	72,0
4. Pulvérisateurs		Unité		200	200	200			600	0,021	0,04	0,0	8,4	8,4	8,4	0,0	0,0	25,2
5. Matériel de conservation		Unité		20	50	50			120	0,3	0,60	0,0	12,0	30,0	30,0	0,0	0,0	72,0
Subtotal besoins de crédit équipement de production												0,0	332,4	530,4	332,4	0,0	0,0	1 267,2
B. Equipement de transformation OP - Besoin de crédit 60% montant total																		
1. Egreneuses manuelles maïs		Unité		100	100	100	100	200	600	0,18	0,36	0,0	36,0	36,0	36,0	36,0	72,0	216,0
2. Mini-tracteur, égreneuses et vanneuses mécaniques maïs		Unité		10	0	0	0		10	3,51	7,02	0,0	70,2	0,0	0,0	0,0	0,0	70,2
3. Equipements et abris de transformation (broyeuse manioc, maïs,		Unité		5	30	40	20		95	0,9	1,80	0,0	9,0	54,0	72,0	36,0	0,0	171,0
4. Unité transformation attièkè		Unité		1	1	1			3	12,62	25,24	0,0	25,2	25,2	25,2	0,0	0,0	75,7
5. Equipements divers (bascule, peson, ...)		Unité		10	10	10	10		40	1,50	3,00	0,0	30,0	30,0	30,0	30,0	0,0	120,0
Subtotal besoins de crédit équipement de transformation												0,0	170,4	145,2	163,2	102,0	72,0	652,9
Total besoins crédit équipement pour OP												0,0	502,8	675,6	495,6	102,0	72,0	1 920,1
C. Estimation Besoins crédit Equipement pour privés (nature équipement à titre indicatif)*																		
1. Motoculteurs		Unité		7	14	7			28	4,5	9,00	0,0	63,0	126,0	63,0	0,0	0,0	252,0
2. Batteuses vanneuses		Unité		7	14	7			28	3,15	6,30	0,0	44,1	88,2	44,1	0,0	0,0	176,4
3. Broyeuse manioc, maïs, piment et gombo etc.		Unité		5	10	10			25	1,35	2,70	0,0	13,5	27,0	27,0	0,0	0,0	67,5
4. Décortiqueur riz		Unité		20	10	7			37	1,35	2,70	0,0	54,0	27,0	18,9	0,0	0,0	99,9
Subtotal besoins de crédit équipement pour privé												0,0	174,6	268,2	153,0	0,0	0,0	595,8
Total besoins crédits équipement PROPACOM Ouest												0,0	677,4	943,8	648,6	102,0	72,0	2 515,9
(*) : Besoins estimés du privé à hauteur environ du quart de ce qui est prévu pour les OP sur les trois années de couverture du MPR (2016-2018)																		
Pour les décortiqueurs riz, estimation d'un équipement par an par chef lieu de département et deux par an par chef lieu de district et région sur 2016 avec un dégressivité ensuite sur les deux autres années de couverture du MPR (2016-2018)																		

Estimation couverture MPR pour le refinancement des crédits de campagne, crédits aux Mini Rizeries :

		Superficies concernées							Coût unitaire 10.6 FCFA	Coût unitaire 1000 US\$	Besoins en fonds de roulement à emprunter (1000 US\$)							
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total			2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	
1. Estimation des besoins en fonds de roulement pour les campagnes agricoles - OP encadrées par PROPACOM *																		
Riz bas fonds	ha			80	100	80		260	0,222	0,44				35,52	71,04	86,58	193,14	
Riz pluvial	ha		1800	1800	1800			5 400	0,143	0,29			514,80	900,90	1 158,30	772,20	3 346,20	
Mais	ha		1800	1800	1800			5 400	0,200	0,40			720,00	1 260,00	1 620,00	1 080,00	4 680,00	
Manioc	ha		900	900	900			2 700	0,230	0,46			414,00	724,50	931,50	621,00	2 691,00	
Maraichage	ha			24	24			48	0,840	1,68				40,32	70,56	50,40	161,28	
Total besoins en BFR à emprunter											-	-	1 648,80	2 961,24	3 851,40	2 610,18	11 071,62	
2. Estimation du besoin de refinancement des Coopec																		
Production de crédit estimée sur la base d'une croissance naturelle de 20% par an à partir de la situation en 2012											3 559,60	4 271,60	5 125,80	6 151,00	7 381,20	8 857,60	35 346,80	
Estimation de 15% de la production consacrée aux crédits de campagne dans les conditions habituelles	15%										533,94	640,74	768,87	922,65	1 107,18	1 328,64	5 302,02	
Besoin de refinancement estimé (crédit à CT sur 10 mois à rembourser in fine en une échéance)											-	-	879,93	2 038,59	2 744,22	1 281,54	6 944,28	
Montant total des Intérêts devant être générés par ces crédits au taux moyen annuel dégressif de 11%											-	-	80,66	186,80	251,60	117,40	636,46	
Montant total à couvrir par le MPR											-	-	960,59	2 225,39	2 995,82	1 398,94	7 580,74	
Estimation taux de défaillance global résultant des impayés des OP : 15% en 2017 et 10% en 2018 et 5% ensuite											-	-	144,09	222,54	149,79	69,95	586,37	
Couverture impayés par le MPR	50%										-	-	72,04	111,27	74,90	34,97	293,18	
3. Estimation du besoin en fonds de roulement mini rizeries (DT Post récolte)																		
Montant total des Intérêts devant être générés par ces crédits au taux moyen annuel dégressif de 11%												83,32	41,66	41,66			166,64	
Montant total à couvrir par le MPR												91,32	45,66	45,66	-	-	166,64	
Estimation taux de défaillance global résultant des impayés des OP : 15% en 2016 et 10% en 2017et 5%												13,70	4,57	2,28			20,55	
Couverture impayés par le MPR	50%											6,85	2,28	1,14			10,27	
Montant total à couvrir par le MPR refinancement Coopecs et BFR Mini rizeries												6,85	74,33	112,41	74,90	34,97	303,46	
(*) : L'estimation des besoins en fonds de roulement (BFR) est faite sur la base de 60% des superficies qui n'auront pas été touchées par la dotation initiale, sauf pour le riz de bas fonds dont la dotation initiale concernera 80 % des superficies, avec l'hypothèse que l'année suivant l'année de mise à disposition de la dotation, le BFR est de 100% du montant total des besoins sur les superficies concernées et devient dégressif ensuite : 75%. 50%. 25%																		

Estimation du montant à budgétiser pour la mobilisation du Mécanisme de Partage des Risques :

Estimation couverture MPR pour crédits équipement								
		Coûts de base (1000 US\$)						
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Montant total crédits équipement accordés annuellement		-	677	944	649			2 270
Montant des remboursements en principal attendu sur l'année			193	518	778	532	249	2 270
Montant total des Intérêts attendus sur ces crédits au taux moyen annuel dégressif de 15%			89	190	189	75	21	564
Montant total à couvrir par le MPR :			282	708	967	607	270	2 834
Hypothèses pessimistes :								
Estimation taux de défaillance global des remboursements attendus en 2016 à couvrir pour 50% en 2017 et 50% en 2018	20%			28	28			56
Estimation taux de défaillance global des remboursements attendus en 2017 à couvrir pour 50% en 2018 et 50% en 2019	13%				46	46		92
Estimation taux de défaillance global des remboursements attendus en 2018 à couvrir pour 50% en 2019 et 50% en 2020	8%					39	39	77
Estimation taux de défaillance global des remboursements attendus en 2019 et 2020 à couvrir en 2020 (fin du projet en 2020)	8%						70	70
Total impayés nets (après réalisation garantie)			-	28	74	85	109	296
Couverture impayés par le MPR :	50%			14	37	42	54	148
Couverture impayés par le MPR refinancement Coopecs et BFR Mini rizeries (voir feuille MPR refinancement)	50%		7	74	112	75	35	303
Total dotation pour le MPR :			7	88	150	117	89	451

Appendice 16 : Tableau comparatif PROPACOM en cours /PROPACOM-Ouest

PROGRAMME PROPACOM			
RUBRIQUES	PROPACOM en cours	PROPACOM-Ouest	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée du PROPACOM-Ouest
Problématique/ justification	Le PROPACOM participe à la relance durable de la production agricole ivoirienne dans le contexte de sortie de crise. Ses actions s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement économique que le gouvernement a engagé sur le moyen et le long terme; stratégie au sein de laquelle, le développement agricole occupe une place de premier ordre. Le PROPACOM interviendra alors dans le domaine de la sécurité alimentaire, les infrastructures rurales et le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations qui ont été durement affectés par la crise.	La problématique reste la même pour les deux projets du Programme.	Le PROPACOM-Ouest prolonge et adapte à l'Ouest les actions du PROPACOM en cours en mettant davantage l'accent sur le développement des OPA.
Objectif général	<i>Renforcer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs vivriers et maraîchers par :</i> <ul style="list-style-type: none"> - la restauration de la productivité agricole et de la capacité de production dans les filières vivrières, essentielles pour la sécurité alimentaire des petits producteurs agricoles - le renforcement des institutions publiques et privées d'appui à ces producteurs - les activités en aval, pour un meilleur accès aux marchés 	L'objectif général du Projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions du Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré. L'objectif de développement est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	
Composantes	(i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles (facilitera l'accès aux facteurs de production, à la mécanisation agricoles, et au conseil agricole ; réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds et de périmètres rizicoles et maraîchers) (ii) Valorisation et mise en marché (appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers ; infrastructures marchandes ;	<u>Amélioration durable de la production agricole agricoles</u> (structuration et professionnalisation des OPA, facilitation de l'accès aux facteurs de production, à la mécanisation agricoles, et au conseil agricole pour une production agricole résiliente aux CC; à des bas-fonds aménagés et des périmètres maraîchers) <u>Valorisation et mise en marché des produits agricoles</u> (appui à la transformation et à la	- Le PROPACOM-Ouest met davantage l'accent : (i) sur l'introduction et la diffusion de pratiques agricoles résilientes aux CC ; (ii) la professionnalisation des OPA et leur responsabilisation ; (iii) la mise en relation contractuelle des OPA avec les acteurs en aval de la production et avec les IFR.

RUBRIQUES	PROPACOM en cours	PROPACOM-Ouest	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée du PROPACOM-Ouest
	renforcement des capacités des OPA) (iii) Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs (y inclus appui institutionnel au niveau central et régional)	commercialisation des produits vivriers ; infrastructures marchandes ; renforcement des capacités des OPA, contractualisation entre acteurs) <u>Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs</u> (y inclus appui institutionnel au niveau central et régional)	
Zone d'intervention	3 Régions : Vallée du Bandama, Savanes, Zanzan 22 Départements	3 districts, 6 régions, 16 départements (i) le District du Denguélé (dans sa totalité) avec les Régions du Kabadougou et du Folon; (ii) le District de Woroba (dans sa totalité) avec les Régions du Bafing, du Worodougou et du Béré; et (iii) le District des Montagnes avec la seule Région de Tonkpi (pas Régions Cavally et Guémon).	Le PROPACOM-Ouest interviendra dans la logique du Programme unique d'intervention et élargira la zone d'intervention et le nombre de bénéficiaires.
Ciblage (critère)	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation/capitalisation expériences FIDA en CI - Exploitation bénéfiques tirés des actions menées par l'ANADER, l'ONDR - Basé sur le potentiel de production des spéculations agricoles ciblées - Basé sur la présence ou non d'OPA opérationnelles prêt à s'inscrire dans une dynamique filière, - Basé sur le potentiel de la demande pour les cultures porteuses - Basé sur l'existence d'investissements majeurs en infrastructures réalisé par le passé 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation/capitalisation expériences FIDA en CI - Exploitation bénéfiques tirés des actions menées par l'ANADER, l'ONDR - Basé sur le potentiel de production et de marchés des spéculations agricoles ciblées - Basé sur la présence ou non d'OPA opérationnelles prêt à s'inscrire dans une dynamique filière et de professionnalisation, - Basé sur le potentiel de la demande pour les cultures porteuses - Inclusion des critères de vulnérabilité au changement climatique. 	Une partie des OPA du PROPACOM-Ouest seront sélectionnées en ciblage direct sur la base du Diagnostic conduit en amont du démarrage du Projet (pour tenir compte des différences de niveaux de maturité) alors que dans celui en cours, toutes les OPA sont sélectionnées au même moment par appel à manifestation d'intérêt. Cette démarche permet d'amorcer le calibrage des appuis en fonction du niveau de maturité.
Filières appuyées	<ul style="list-style-type: none"> - Riz - Mais - Cultures maraîchères 	<ul style="list-style-type: none"> - Région des Montagnes (riz, manioc, maïs, cultures maraîchères), - Bafing (riz, maïs, manioc, cultures maraîchères), - Worodougou (maïs, riz, manioc, cultures maraîchères), - Denguélé (maïs, riz, manioc, maraîchage). 	Le choix des filières à appuyer a été opéré en étroite concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels à travers un processus très participative. L'une des grandes valeurs ajoutées du PROPACOM-Ouest est l'option prise de mettre les OPA au centre de sa stratégie d'intervention en travaillant avec les OPA sur la base de principes : plan d'affaire, responsabilisation, bancarisation et de contractualisation
Adaptation au Changement climatique	Actions diffuses, peu développées dans le PROPACOM et non ciblées de manière spécifiques	- Introduction d'innovations techniques de GDTE et d'agriculture de conservation en fonction des	Actions bénéficiant d'un financement spécifique

RUBRIQUES	PROPACOM en cours	PROPACOM-Ouest	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée du PROPACOM-Ouest
		particularités des ZAE - ajustement des calendriers culturels en fonction de l'analyse climatique et adaptation du conseil agricole - promotion du labour minimum ou zéro labour dans certaines zones - protection des aménagements hydro-agricoles du PROPACOM contre les aléas climatiques	des fonds ASAP et applicables à l'ensemble du Programme
Bénéficiaires	25 000 exploitations familiales rurales (soit 250 000 personnes) et 50 000 bénéficiaires indirects - Ruraux vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire - Organisations de producteurs (groupements de base et faîtières) - Les femmes et les jeunes filles - Les jeunes ruraux producteurs ; les jeunes sans emploi, - Structures publiques et privées qui délivrent les produits et services nécessaires au développement des activités ciblées	- 30.000 ménages (soit 210.000 bénéficiaires directs) et 30.000 bénéficiaires indirects, soit un total de 240.000 personnes. - Les mêmes bénéficiaires	Le défi du PROPACOM-Ouest reste le même que celui que s'est fixé le PROPACOM en cours, à savoir : réussir à impulser la professionnalisation des OPA de manière à en faire des acteurs actifs dans le développement des marchés et dans la fourniture de services à leurs membres.
Renforcement des capacités des OPA	Approche par la demande (micro-projets OPA)	L'approche "Plan d'affaire sera promue" avec l'appui à leur élaboration systématique pour assurer la rentabilité des investissements et la durabilité des services des OPA	Les OPA seront renforcées et appuyées pour lancer et développer des « business rentables » dans l'esprit coopératif.
	Appui juridique	Etant donné le contexte de réforme du statut coopératif, l'appui à la formalisation et l'adaptation des statuts des OPA au nouveau règlement supra-national (OHADA) sera systématique	
Approche post récolte	Par volets (alliance, formation, technologie...)	- Centrée sur la qualité des produits - approche accès aux marchés avec des stratégies différenciées selon les filières	Prise en compte des exigences du marché et de la concurrence.
Relations entre acteurs	Développement d'alliances commerciales	- Contractualisation entre acteurs autour de la qualité des produits et des marchés porteurs - Appui à la négociation de contrats avec ETG - Structuration des différents acteurs de l'aval de la filière en associations - Appui au CIC CI (interprofession céréales) pour diffuser les bonnes pratiques et le plaidoyer avec le	Pour relier contractualisation, marchés porteurs et bancarisation

RUBRIQUES	PROPACOM en cours	PROPACOM-Ouest	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée du PROPACOM-Ouest
		gouvernement	
Financement	28,97 millions de US\$ (14 milliards FCFA) FIDA – 22,5 millions de US\$ (77,7%) GVT – 5,4% millions USD (18,7%%) Bénéf. 1 million USD (3,7%)	49,5 millions de \$US (24,8 milliards de FCFA) : (FIDA : 26 millions USD dont 50% en don ; ASAP : 7 Millions USD en don ; OFID : 10 millions USD en prêt ; Gouvernement : 5,3 millions USD et bénéficiaires : 2,4 millions USD)	Le financement de l'OFID couvrant une grande partie des coûts des infrastructures doit être confirmé avant la prochaine mission.
Durée	5 ans	6 ans	Le PROPACOM en cours financera les coûts de l'UCP jusqu'à sa clôture, et la relève sera assurée par le PROPACOM-Ouest
Vision	<ul style="list-style-type: none"> - Autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des OPA de manière à ce qu'elles soient capables de jouer un rôle de plus en plus important dans les négociations de marchés et dans la fourniture de services aux membres - Renforcement des capacités techniques et managériales des OPA - Evolution progressive des exploitations agricoles familiales et des organisations de producteurs, d'une situation de production pour l'autoconsommation consécutive vers une agriculture rentable ; - Progressivité de la démarche d'appui en fonction des niveaux de maturités des OPA dans les différentes filières - Recherche de durabilité 	<ul style="list-style-type: none"> - La vision reste la même avec des actions visant davantage de responsabilisation des OPA au niveau du nouveau Projet. Les leçons qui seront apprises de ces actions seront transférées au PROPACOM en cours. 	Cette vision recherché la durabilité. Elle n'est donc pas compatible avec la distribution gratuite de kits d'intrants qui crée plutôt un esprit de dépendance. Le PROPACOM a choisi de s'inscrire dans la stratégie nationale de développement de la riziculture qui interdit les fournitures gratuites d'intrants à partir du 1 ^{er} janvier 2012. Les OPA seront préparées avec le PROPACOM, à interagir avec le marché pour la fourniture d'engrais et de semences améliorées.
Stratégie d'intervention	Mise en œuvre par : <ul style="list-style-type: none"> - des partenaires stratégiques assurant des fonctions directes de service public ou ceux dont le mandat de service public fait l'objet de loi (ONDR, ANADER, CNRA, DRA) et, - des prestataires de services contractuels pour la fourniture de biens et services ne faisant pas partie du mandat de service public. 	La stratégie générale sera la même.	Le PROPACOM-Ouest introduit toutefois, une plus grande responsabilisation des OPA, la promotion de la contractualisation entre acteurs et l'établissement de liens structurants avec les IFR. .
Comité de Pilotage (CP)	Le PROPACOM Une réunion annuelle	Deux réunions annuelles avec la possibilité d'organiser une réunion extraordinaire et des visites de terrain pour les membres du COP afin qu'ils puissent, au-delà des rapports, toucher du doigt les réalités du Programme,	Le même dispositif de pilotage du PROPACOM en cours sera reconduit en l'ouvrant aux nouveaux acteurs (M. des Eaux et Forêts et M. de l'Environnement)

RUBRIQUES	PROPACOM en cours	PROPACOM-Ouest	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée du PROPACOM-Ouest
UCP/Cadres et personnel d'appui	<p>Une unité (UCP) commune à l'ensemble du Programme PROPACOM (PROPACOM en cours et PROPACOM-Ouest)</p> <p><u>Siège (Bouaké) :</u></p> <p><u>Antennes (Korhogo, Bondoukou)</u></p>	<p>Une unité (UCP) commune à l'ensemble du Programme PROPACOM (PROPACOM en cours et PROPACOM-Ouest)</p> <p>2 Antennes PROPACOM-Ouest : Man et Séguéla</p>	<p>Dans la logique de la mise en place effective du Programme unique, l'UCP du PROPACOM a été restructurée. Les fonctions de coordination et de gestion transversale ont été maintenues au niveau de l'UCP avec le personnel correspondant (Coordonnateur, RAF, S&E, Passation des marchés, un poste nouveau de spécialiste en infrastructures, avec recours possibles en consultants court termes en finance rurales et spécialiste en CC).</p> <p>Une antenne a été ouverte à Bouaké pour prendre en charge, la gestion/coordination des activités opérationnelles au niveau de Bouaké, à l'image des autres antennes.</p> <p>Les antennes ont été désormais davantage responsabilisées en matière de gestion fiduciaire.</p>
Dispositif de suivi externe	<ul style="list-style-type: none"> - Articulation du système de S&E du Projet avec celui du suivi évaluation sectoriel en cours d'élaboration au niveau du MINAGRI ; - Appui à la DECOP pour l'élaboration d'un manuel de S&E externe et renforcement des capacités des Directions régionales de l'agriculture en matière de S&E et organisation à leur niveau, des concertations régionales 	<ul style="list-style-type: none"> - En plus de cette disposition, le PROPACOM-Ouest apporte un appui substantiel au DR et DD en matière de S&E 	<p>Le PROPACOM-Ouest appuie également la mise en place, au niveau régional, sous la responsabilité du DR, d'une plateforme régionale de coordination des acteurs du secteur agricole.</p>
Mobilisation des ressources	<p>L'UCP disposera d'un compte projet et les deux antennes (Bondoukou, Korhogo) disposeront respectivement de sous-comptes projet.</p>	<p>Les sou-comptes des antennes seront désormais approvisionnés à la hauteur de leurs nouvelles responsabilités. Les antennes sont désormais, sous la supervision de l'UCP ordonnateurs de leur budget (le seuil sera précisé au cours de la prochaine mission)</p>	<p>Au regard des particularités des activités agricoles assujetties à un calendrier cultural rigoureux et de plus en plus variables, il est recommandé qu'une telle dérogation dite de « transfert en capital » soit appliquée aux projets cofinancés par le FIDA.</p>
Lien avec la finance rurale	<p>Pas de lien structurant</p>	<p>La bancarisation des OPA fait partie des principes clés de l'approche du Projet</p>	<p>Les OPA travaillant avec le Projet ont l'obligation d'ouvrir et conserver un compte actif auprès d'une IFR partenaire. Les paiements (intrants et équipements) et les remboursements effectués par l'OPA passent</p>

RUBRIQUES	PROPACOM en cours	PROPACOM-Ouest	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée du PROPACOM-Ouest
			par ce compte. Ce compte constitue la base du contrat tripartite liant l'OPA, le Projet et l'IFR.
Modalités de financement des équipements	Mise à disposition des OPA (achat à 100% par le Projet), des équipements de labour et de transformation à charge pour elles, d'alimenter un fonds d'amortissement domicilié dans un compte bloqué ouvert par elles à cet effet.	Contribution du Projet à l'achat des équipements à hauteur de 30% du coût des équipements, les bénéficiaires mobilisant une contribution financière de 10% et les 60% restants empruntés par l'OPA auprès d'une institution financière partenaire.	Cette approche marque une grande évolution dans l'approche du Programme avec l'objectif d'y introduire la culture du crédit et préparer ainsi les OPA (encore fragiles) à se prendre en charge.
Modalités de financement des intrants	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition des OPA d'une première dotation d'intrants que celles-ci s'engagent à reconstituer dans sa totalité ; - Ouverture dans une banque, d'un compte bloqué pour recevoir les fonds de reconstitution du stock 	<ul style="list-style-type: none"> - Au-delà de la première année, les intrants sont acquis par crédit auprès de l'IOFR partenaire. 	Les OPA seront responsabilisées dans la mise en œuvre via des contrats tripartites pour l'acquisition des intrants agricoles, la distribution à leurs membres, le recouvrement des crédits intrants des membres et le remboursement auprès de l'IFR.

Appendice 17 : budget dépenses de prédémarrage

Sur la base de leçons apprises en CI et dans la sous-région et au niveau du système régional de gestion des savoirs du FIDA, il apparaît qu' il existe plusieurs facteurs contribuant à un démarrage lent et une performance faible: (i) les délais de recrutement du personnel clé ; (ii) le retard dans la mise en place d'un système de gestion fiduciaire; (iii) les délais d'exécution des enquêtes de base et la mise en place du système de suivi évaluation ; (iv) les délais de mise à disposition des locaux du Projet ; et les délais d'élaboration des manuels divers de gestion. Afin de faciliter le démarrage du Projet et de permettre la pleine opérativité du Projet dès la date d'entrée en vigueur de l'accord, le FIDA prendra en considération le financement rétroactif des dépenses relatives aux activités de prédémarrage pour un montant de l'ordre de 300.000 \$US. Ce montant servira à financer des services de consultants, d'études et enquêtes préalables à la mise en route du Projet, actualisation des manuels de gestion, d'organisation d'ateliers, de locations de bureaux, etc.

Appendice 18 : Tableau assolements des exploitations agricoles par régions (situation de référence)(hectares)

Ménages type	Riz plateau	Riz plaine	Maïs	Manioc	Association Riz+Maïs+Manioc	Riz bas-fond	Total vivrier
MénagesOdienné	1	1	0.5	0.5	0	0	3
MénagesSéguéla et Toubá	1	0	0.5	0.5	0	1	3
MénagesMan	0	0	0	0	1 (riz pluvial: 0.6ha*; maïs: 0.1ha ; manioc : 0.3 ha)	0.5	1.5

Source :diagnostic mené lors des entretiens de terrain (2^{ème} mission de conception)

* ha= hectares

Appendice 19 : Lettre du gouvernement sur l'autonomie des Antennes du PROPACOM

MINISTÈRE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET ET DES FINANCES



DIRECTION DES MARCHÉS PUBLICS

LE DIRECTEUR

Abidjan, le 10 AVR. 2014

N/Ré 09 91 /2014/ MPMB/DGBF/DMP/49

A
*Monsieur le Directeur Général
de la Planification, du Contrôle des Projets
et des Statistiques (DGPPS)
Ministère de l'Agriculture*

**Objet : Extension du Projet PROPACOM
dans la zone ouest**

Monsieur le Directeur Général,

Suite à l'intention du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) d'étendre son appui financier et technique dans la zone ouest de la Côte d'Ivoire, une mission de supervision pour la conception du projet visé en objet, a été effectuée du 24 au 30 novembre 2013 au cours de laquelle plusieurs recommandations ont été faites notamment l'autonomie administrative et financière des antennes.

Ainsi, dans le cadre de la mission de supervision qui a démarré le 16 mars 2014 dernier, une réunion a été tenue le 1^{er} avril 2014 en vue d'échanger sur les conditions de l'autonomie des antennes en matière de passation de marchés. Au terme des échanges et tenant compte du souhait du bailleur de ne pas faire inscrire plusieurs lignes budgétaires pour un même projet, il a été arrêté ce qui suit :

- le maintien de l'inscription actuelle du projet dans le Système Intégré de gestion des Finances Publiques (SIGFIP), avec le code région de Bouaké ;
- l'élaboration du budget éclaté de l'Unité de Coordination du Projet faisant ressortir les budgets éclatés des différentes antennes validés par les Contrôleurs Financiers compétents, en vue de leur prise en compte dans le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) ;
- la conduite des opérations de passation des marchés par les Directions Régionales des Marchés Publics compétentes sur la base des lignes à marchés identifiées dans le budget éclaté de chaque antenne.

Au regard de ce qui précède et dans le souci de vous accompagner dans la mise en œuvre effective de ce projet, je viens par la présente vous marquer mon accord pour l'application des dispositions ci-dessus énoncées.

Annexe 5: Coordination, SE et gestion des savoirs

Organisation et gestion

1. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le FIDA ont choisi d'organiser les appuis au secteur agricole ivoirien, au sein d'un Programme unique et évolutif dénommé Programme d'appui au développement agricole et à la commercialisation (PROPACOM)⁴². Dans un premier temps (2010-2020), le Programme couvrira les Districts des Savanes, Vallée du Bandama et Zanzan (zone Nord-Est et Centre-Est, actuel Projet PROPACOM⁴³) et, les Districts de Denguélé, Woroba et Montagnes (zone Nord-Ouest et Ouest, Projet en formulation PROPACOM-Ouest). Afin de garantir l'harmonie du Programme et des économies d'échelles, les deux premiers projets qui le composent auront en commun: le même dispositif de pilotage et de coordination général et les mêmes manuels d'exécution, de gestion administrative et financière, de suivi-évaluation et de passation des marchés. L'objectif poursuivi est la rationalisation des projets du portefeuille FIDA en respectant le triptyque fondé sur : (i) l'efficacité de la chaîne de commandement; (ii) l'efficience dans la gestion; et (iii) le principe de subsidiarité.
2. Le Ministère de l'agriculture (MINAGRI) sera le Ministère de tutelle du PROPACOM.
3. Pilotage. Le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP) du PROPACOM en cours servira de cadre unique et commun de pilotage aux deux Projets. Ses attributions restent inchangées mais sa composition sera étendue aux Ministères en charge des Eaux et Forêts (MINEF) et de l'Environnement (MINESUDD) en raison de l'intégration des activités d'adaptation au changement climatique dans l'ensemble du Programme et de Ministère chargés du Commerce et de l'Industrie. Le COP se réunira deux fois par an en session ordinaire avec la possibilité de convoquer une session extraordinaire. Il pourra également prévoir une visite de terrain pour ses membres à l'occasion de chacune des sessions ordinaires.
4. Les Cadres Régionaux de Concertation, déjà institués par arrêté ministériel et présidés par le Préfet de Région, joueront un rôle stratégique en amont des sessions du COP dans le cadre de la gestion du PROPACOM. Comme prévu dans leurs statuts, ils seront en charge : (i) de sélectionner les microprojets à financer ; (ii) d'analyser et d'approuver les PTBA régionaux et les rapports d'étape élaborés; (iii) d'assurer la cohérence des actions du Projet et des PTBA avec les politiques régionales, nationales et les synergies/complémentarités avec les autres projets en cours ; et (iv) d'évaluer le niveau de mise en œuvre du PTBA à l'échelle du District et d'assurer les arbitrages locaux,.

Coordination, S&E et Gestion des Connaissances

5. Le Programme PROPACOM sera mis en œuvre par une Unité de Coordination (UCP) unique et commune aux deux Projets. Cette UCP, créée par arrêté ministériel n°013/MINAGRI/CAB du 19/09/2012 sera réorganisée et sa composition actualisée pour prendre en compte les deux nouveaux acteurs à savoir le MINEF et le MINESUDD). L'Unité de Coordination comprendra alors un dispositif à deux niveaux (cf. Appendice 1):
 - une coordination générale basée à Bouaké, siège de l'UCP; et
 - cinq antennes régionales (Korhogo, Bondoukou et Bouaké pour le Projet PROPACOM en cours et Séguéla et Man pour le Projet PROPACOM-Ouest).
6. **La Coordination Générale** sera constituée de l'UCP actuelle du PROPACOM basée à Bouaké (organigramme en Appendice 1 et 2 de l'Annexe 5). Elle sera responsable de la conduite des actions transversales, stratégiques, administratives et fiduciaires de l'ensemble du Programme. A ce titre, elle

⁴² Le terme PROGRAMME sera utilisé toutes les fois qu'il sera fait référence à l'ensemble des deux Projets, c'est-à-dire PROPACOM et PROPACOM-Ouest

⁴³ Pour faciliter la compréhension et éviter toute confusion entre le Programme PROPACOM (qui fédère les deux Projets) et le Projet PROPACOM en cours d'exécution, ce dernier prendra dans le texte, la dénomination de ,PROPACOM en cours.

veillera à la cohérence, l'efficacité et la qualité de la mise en œuvre des projets PROPACOM et PROPACOM Ouest.

7. Dans un souci d'efficacité, l'UCP actuelle sera réorganisée de manière à séparer les fonctions de gestion stratégiques et transversales de celles purement opérationnelles. L'UCP sera responsabilisée sur les fonctions transversales de : (i) gestion fiduciaire globale telles que les fonctions financières et de passation des marchés communes à l'ensemble du Programme; (ii) suivi-évaluation général du Programme ; (iii) relation avec les bailleurs de fonds et les institutions nationales incluant le dialogue et le développement de partenariats ; (iv) organisation et supervision des études stratégiques ; et (v) préparation des audits annuels, des mission de supervision et des sessions du comité de pilotage.

8. L'UCP⁴⁴ comprendra alors: (i) un(e) coordonnateur général du Programme; (ii) un(e) responsable administratif et financier; (iii) un(e) responsable du suivi-évaluation; (iv) un(e) responsable en passation des marchés (à recruter); (v) un spécialiste en financement rural (pour les deux premières années) ; (vi) un(e) comptable; (vii) un(e) assistant comptable; et (viii) du personnel de soutien (1 secrétaire, 3 chauffeurs, 2 gardiens). Les prestations du spécialiste en financement rural qui aidera, durant les deux premières années à concevoir et à asseoir les procédures et les modalités de collaboration avec les IF se poursuivront par la suite sous la forme d'un compagnonnage par deux mission courtes de 15 jours chacune) durant la troisième et quatrième année.

9. **La coordination régionale.** Les antennes régionales sont les organes opérationnels de l'unité de coordination du Programme. A ce titre, elles ont comme principales missions la facilitation, la programmation et la gestion de la mise en œuvre des composantes techniques du Projet. Elles assureront les attributions suivantes: (i) la coordination du Programme à l'échelle régionale et l'établissement de liens avec les collectivités locales et l'Administration déconcentrée; (ii) l'élaboration et le suivi-évaluation des activités du PTBA au niveau régional et la rédaction des rapports d'activités ; (iii) la gestion financière et la passation des marchés en fonction des seuils convenus ; (iv) l'appui technique à la mise en œuvre des composantes techniques du Projet ;(v) la supervision rapprochée du Programme et des prestataires; (vi) l'évaluation des conventions et des contrats de performance des prestataires de services locaux; (vii) la mobilisation des acteurs dans la mise en œuvre des opérations; (viii) le suivi des enquêtes et l'alimentation de la base de données par les prestataires de services; et (ix) le développement des synergies et partenariats à l'échelle de leur zone d'intervention.

10. Dans la zone du PROPACOM en cours, la réorganisation de l'UCP et la recherche d'efficacité conduisent à la mise en place, d'une antenne régionale opérationnelle à Bouaké à l'image de celles de Bondoukou et Korhogo. Cette séparation de l'UCP garantira une exécution efficace du Projet dans cette région. Pour ce faire, certains cadres techniques (ex. les responsables genre/OPA, réhabilitation agricole et transformation/commercialisation ainsi que l'assistant en S&E) de l'UCP actuelle du PROPACOM en cours seront affectés à l'antenne de Bouaké.

11. Dans le cadre du PROPACOM-Ouest, deux antennes régionales seront créées, l'une à Man et l'autre à Séguéla. Dans cette nouvelle configuration, les cinq antennes régionales verront les attributions renforcées dans les domaines de la gestion financière, passation de marché et technique. L'objectif étant d'accorder plus d'autonomie à ces antennes, dont le personnel sera désormais recruté à un niveau de «Responsable» en lieu et place «d'assistant». De plus, un poste de chargé de la gestion administrative et financière (CAF) sera ouvert dans chaque antenne de façon à ce que les niveaux de responsabilités correspondent aux qualifications requises. En outre, des promotions internes pourront être effectuées sur la base d'une évaluation du personnel des antennes du PROPACOM en cours,

12. Les antennes comprendront alors un(e): (i) Responsable d'antenne, spécialiste en OPA (à recruter); (ii) Chargé(e) de la réhabilitation agricole; (iii) Chargé(e) de la transformation et la commercialisation, (v) Chargé(e) administratif(ve) et financier(ère) (CAF à recruter); Chargé(e) du S&E et; (vii) du personnel d'appui (1 secrétaire, 2 chauffeurs et 2 gardiens).

⁴⁴ TDR de l'équipe en Appendice 5 de l'annexe5.

13. Le Responsable de l'antenne régionale sera désormais administrateur délégué pour certaines dépenses afférant à sa zone d'intervention et à ce titre, pourra signer localement certains contrats de passation de marché. Les niveaux de dépenses et les seuils de passation des marchés relevant des antennes seront précisés lors de la deuxième mission de conception et reflétés dans le manuel de procédures financières, administratives et comptables. Pour faciliter la mise en œuvre de cette mutation, il a été convenu avec le Ministère chargé des Finances qu'un régisseur (sous la tutelle de l'agent comptable situé au niveau de l'UCP) sera détaché dans chacune des antennes. Cette disposition est en accord avec l'évolution du niveau de responsabilisation à conférer aux antennes qui jouiront désormais de plus d'autonomie financière.

14. La sélection du personnel additionnel⁴⁵ du Programme (complément de l'UCP, des anciennes antennes et le personnel des nouvelles antennes) se fera sur une base compétitive par voie d'appel d'offres national publié dans la presse nationale selon les procédures actuelles en vigueur en Côte d'Ivoire, excluant toute discrimination et acceptable par le FIDA. Le personnel actuel pourra faire acte de candidature à ces postes et à compétence égale, il sera sélectionné de manière prioritaire. Un cabinet sera recruté par le Ministère de l'Agriculture afin d'assister dans la sélection du personnel recruté par le Projet. Les candidatures retenues seront soumises au FIDA pour approbation. Les femmes seront encouragées à postuler aux postes à pourvoir. Les fonctionnaires pourront offrir leurs candidatures pour les postes. S'ils sont sélectionnés, ils devront obtenir leur disponibilité pour la durée du contrat les liant avec le Programme. Tous les contrats seront à durée déterminée d'un an renouvelable en fonction de la performance atteinte et après consultation préalable du FIDA. Les contrats seront établis conformément à la législation en vigueur sur le territoire ivoirien. Le recrutement du personnel, et le cas échéant, la décision de rompre leur contrat, seront décidés en accord avec le FIDA. Le personnel du Programme sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement et il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations.

15. La performance de l'ensemble du personnel de l'UCP et des antennes, leurs capacités à mener à bien les tâches sous leur responsabilité, la complémentarité développée avec les partenaires stratégiques et les prestataires, la qualité de la gestion fiduciaire seront évaluées annuellement. Les résultats des évaluations conditionneront la reconduite concertée avec le FIDA des contrats individuels.

16. Les activités financées par l'ASAP étant intégrées dans l'ensemble du Programme PROPACOM, elles seront gérées selon les mêmes procédures. Le personnel de l'unité de gestion du PROPACOM et des antennes sera sensibilisé et formé aux questions relatives à l'adaptation au changement climatiques et les actions prévues par le financement ASAP intégrées dans les responsabilités des responsables techniques des composantes (surtout concernant la composante 1). L'expertise additionnelle, sous la forme de consultant court terme nécessaire à une pleine intégration et coordination des actions ASAP sera apportée au démarrage et à mi-parcours.

17. Le Projet financera les salaires du personnel de l'UCP et des antennes, les équipements, les coûts d'installation et de fonctionnement, les études et enquêtes, la supervision, les audits, les services de consultants et la formation du personnel, la formation du personnel, les missions d'information, sensibilisation, les ateliers de lancement du projet, les ateliers de préparation et de validation des PTBA, la formation à l'approche genre, etc..

18. **Suivi et évaluation.** Le système de suivi et évaluation (SSE) élaboré dans le cadre du PROPACOM en cours sera actualisé en fonction des nouvelles orientations stratégiques apportées par l'extension du Projet à l'ouest renforçant ainsi la logique de Programme unique. Il se basera essentiellement sur le cadre logique révisé et sur le tableau de bord qui suivra de près les réalisations physiques et financières du Projet et permettra ainsi de renseigner les prises de décisions stratégiques aux différents niveaux d'exécution du PROPACOM.

⁴⁵ Détails du personnel à recruter en appendice2: organisation de l'UCP

19. Le manuel de SE du PROPACOM ainsi que sa plateforme informatique seront ajustés en fonction des spécificités de l'extension du Projet à l'ouest. Ceci permettra d'assurer une programmation conjointe des activités des PTBA. Le SSE sera fonctionnel à partir d'une même base de données et d'une interface identique avec la possibilité de générer des rapports d'activités de façon combinée ou distincte selon les zones d'intervention. Le Programme bénéficiera grâce au financement ASAP, d'un système d'information géographique (SIG) qui alimentera la base de données du SSE pour les informations relatives à l'évolution de la vulnérabilité au changement climatique (sites sentinelles avec information sur l'évolution du couvert végétal, érosion des sols, etc.).
20. Pour faciliter les ajustements à apporter aux objectifs à atteindre à l'issue du Projet, les enquêtes de référence (SYGRI et socio-économique) se dérouleront entre les deux missions de formulation. Elles fourniront les bases nécessaires à une compréhension approfondies des dynamiques agraires utile à la finalisation du document de conception de projet. En parallèle, un diagnostic sur le niveau de maturité des OPA sera mené selon la nouvelle grille d'évaluation proposée dans le DT OPA. Cet état des lieux servira de référence au PROPACOM pour le ciblage des OPA qui bénéficieront d'un appui institutionnel et économique du Projet.
21. **Lien entre système de S&E et analyse financière.** Les modèles de l'analyse financière et économique du projet pourront être utilisés comme instruments de suivi (à annexer dans le manuel de mise en œuvre) des activités de transformation lors de l'exécution du PROPACOM.
22. **Gestion des savoirs.** C'est à partir de son mécanisme de SE des performances du Projet que l'identification des leçons apprises et bonnes pratiques sera menée. Bien que le Projet assurera la capitalisation et la dissémination systématique des approches innovatrices et porteuses de résultats probants, le PROPACOM, dans une stratégie qui vise la pérennisation de ses interventions, s'attèlera à l'identification de structures déjà existantes (telle que l'ANOPA-CI) qu'elle renforcera en vue de devenir une plateforme de partage et d'apprentissage au profit des OPA, porte d'entrée du Projet. Les Directions Régionales Agricoles (DRA) et leur Plateforme Régionale de Coordination (PRC) auront un rôle central dans les efforts de renforcement des dynamiques de gestion des connaissances. Par ailleurs, le Pôle de Recherche-Action, géré par le CNRA en collaboration avec la SODEXAM, capitalisera dès la première année, les expériences positives de modèles durables d'intensification agricole et résilients au changement climatique.

Appui institutionnel au MINAGRI et aux Ministères partenaires

23. Le MINAGRI bénéficie à travers le Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles en Côte d'Ivoire (PARFACI), d'un important programme d'appui institutionnel qui se traduit par l'équipement des directions centrales, régionales et départementales en moyens de locomotion, équipements informatiques et en renforcement des capacités en matière de planification et d'analyse stratégique. Le PROPACOM se propose lui aussi de contribuer au renforcement des capacités du Ministère en complétant les appuis du PARFACI. Le projet fournira un appui au Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la mise en œuvre de la PNIA. Ce appui vise à permettre au MINAGRI de jouer pleinement son rôle régalién auprès des différents acteurs du secteur agricole par la mise à disposition d'outils d'analyse et des formations appropriées pour orienter la politique de développement et pour asseoir une planification stratégique du secteur. Ces moyens devraient permettre aussi de mettre en œuvre efficacement les actions et les reformes du PNIA qui constitue le cadre de référence de toutes les interventions dans le secteur agricole. L'appui proposé se fera à travers la Direction Générale de la Planification, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS), qui a un rôle transversal dans la mise en œuvre des stratégies de développement et coordonne la mise en œuvre du PNIA. L'appui portera sur le renforcement des capacités des cadres du MINAGRI au niveau central, régional et départemental.
24. Au niveau central, le PROPACOM concentrera ces appuis sur : (i) l'appui à la mise en œuvre du PNIA , et (ii) l'appui à l'amélioration des connaissances sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments.

25. Concernant l'appui à la mise en œuvre du PNIA, l'appui sera apporté aux trois directions de la DGPPS (DPPF, DEP et DSDI) pour leur permettre d'assumer convenablement leur responsabilité. Tout le personnel cadre des trois directions de la DGPPS (DPPF, DEP et DSDI) bénéficiera d'un programme de renforcement des capacités portant sur : i) l'analyse des politiques agricoles, (ii) les études et analyse de projets y compris l'analyse économique et financière, et (iii) programmation opérationnelle. La DEP bénéficiera en plus, de formation en suivi-évaluation et d'un accompagnement dans la diffusion du manuel de S&E du PNIA et l'informatisation du système de S&E du secteur ainsi que la capitalisation et la diffusion des connaissances. Sur le plan de la sécurité sanitaire des aliments, la Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ) bénéficiera de formations sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments en ciblant les filières appuyées par le Projet. Cette formation sera organisée en partenariat avec le PAM et la Direction compétente du ministère chargé du commerce. Les DRA, les DDA et les leaders des OPA de niveau 2 et plus seront par la suite, formés à ces normes en vue d'améliorer leur capacité de commercialisation.

26. Au niveau régional. Le Programme appuiera la mise en place au niveau de chacune des régions d'intervention, d'une Plateforme régionale de coordination (PRC). La mise en place de ces PRC répond au besoin de renforcement des institutions pérennes du MINAG dans leurs rôles de coordination des acteurs conformément aux dispositions du PNIA. Les PRC serviront de cadre de dialogue opérationnel entre les services déconcentrés du MINAG, les projets et les différents acteurs du développement rural. Le Ministère tirera les leçons de la mise en œuvre de ces PRC pour l'opérationnalisation du manuel de S&E du PNIA. Elles seront présidées et animées par les Directions régionales de l'agriculture (DRA) et se réuniront deux fois par an (tous les 6 mois) conformément aux dispositions du manuel de S&E du PNIA. Elles rassembleront les cadres de la DRA et des DDA, le représentant du Conseil régional, les représentants d'OPA (en amont et aval des filières agricoles), les projets en cours dans la région, les partenaires et institutions techniques (ANADER, ONDR, ...), les ONG et les institutions financières actives dans la région (micro finance et banque commerciale).

27. Formation. Au niveau régional et départemental, le PROPACOM renforcera les capacités de coordination, de supervision et de contrôle des projets et activités agricoles. A cet effet, le personnel des Directions régionales et départementales (DR/DD) de l'agriculture bénéficieront de formation dans les domaines de : (i) suivi-évaluation des projets agricoles; (ii) statistiques agricoles ; (iii) techniques d'enquêtes en milieu rural et l'analyse des données ; (iv) utilisation du GPS et des logiciels de cartographie ; (v) gestion et analyse technico-économique d'une exploitation agricole ; (vi) informatique (Microsoft office Word, Excel, Power Point, etc.) et l'utilisation de base de données. De manière plus spécifique, le renforcement en matière de statistiques agricoles comprendra le développement de bases de données (sur les Organisations Professionnelles Agricoles ; les données pluviométriques ; les productions agricoles (spécifications, surfaces, productions, rendements) ; l'évolution des prix des produits vivriers (prix à la consommation et prix au producteur) ; l'évolution des prix des intrants et outillage (semences, engrais, herbicides, machette, etc.).

28. Le Projet prévoit également un appui au Ministère de l'Environnement dans le domaine de: (i) développement de sa stratégie nationale d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique; (ii) l'établissement des mécanismes de coordination entre les différents acteurs institutionnels (Eaux et forêts, environnement, plan, agriculture etc.) et de veille à l'intégration du changement climatiques dans les stratégies du secteur agricole et rural; (iii) la conduite des actions de sensibilisation sur les questions liées aux changements climatiques au niveau des OPA ciblées par le PROPACOM et des utilisateurs des ressources naturelles; et (iv) de l'élaboration d'un mécanisme de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques d'adaptation (suivi, évaluation, diffusion).

29. Au niveau régional, les Directions régionales des Eaux et forêts (DREF) recevront également des appuis institutionnels (formations et assistance technique) et logistiques pour mettre en œuvre les actions relatives au reboisement.

Modalités de mise en œuvre

Principes et stratégie d'intervention du Projet

30. Le Projet a pris l'option stratégique d'intervenir au travers de l'appui aux OPA et de leur insertion durable dans les filières vivrières porteuses. Les OPA constitueront la porte d'entrée et l'épicentre de l'exécution des activités du Projet dont la mise en œuvre suivra les principes suivants:

- a. *Approche "Plan d'affaire"*: tout appui aux OPA en ciblage direct sera conduit sur la base d'un plan d'affaire développé sur la durée totale du Projet et élaboré conjointement par l'OPA avec le concours des services d'appuis identifiés (responsable OPA de l'antenne, autre prestataire) afin de garantir la durabilité des interventions ;
- b. *Responsabilisation des OPA*: il s'agira de faciliter l'appropriation progressive par les OPA appuyées des services de gestion de fourniture de services et de développement de l'OPA. Cette responsabilisation se fera via des contrats tripartites entre l'OPA, le Projet et les prestataires de services ;
- c. *Bancarisation des OPA*: Afin de faciliter l'accès des OPA et de leurs membres aux services financiers, en particulier au crédit pour le financement des campagnes agricoles et des équipements de production et de transformation, le Projet aidera les OPA à nouer un partenariat avec une ou plusieurs institutions financières⁴⁶ (IF) ;
- d. *Contractualisation*. Les actions du Projet seront mise en œuvre de manière à aider au développement de relations contractuelles entre les OPA avec les autres acteurs des filières vivrières ciblées: transformateurs, commerçants, fournisseurs d'intrants et autres prestataires de services.

31. Cette approche permettra de créer les conditions d'autonomisation progressive des producteurs (formation, partenariat, etc.) et apportera les appuis sous les formes appropriées (accès aux financements, accompagnement, formation,...) pour soutenir l'investissement productif et de mise en marché (aménagements, accès aux facteurs de production, etc.) et la mise aux normes de qualité en vue d'une commercialisation répondant progressivement aux exigences du marché.

32. L'exécution du Projet combinera quatre types d'interventions complémentaires, portées chacune par un acteur spécifique, à savoir: (i) les OPA acteurs principaux de mise en œuvre du Projet (identification, planification et contractualisation des activités à travers les plans d'affaires) ; (ii) les partenaires stratégiques que sont les services techniques dont les domaines de compétences et les mandats de services publics sont définis par les textes de l'Etat (ANADER, CNRA, DR, SODEXAM, etc.); (iii) les prestataires de services privés (ONG spécialisées, bureaux d'études et autres prestataires de services) pour la formation et l'accompagnement des OPA ; et (iv) les institutions de financement rural (IF).

33. **Les OPA** seront chargées de l'identification des besoins et de l'organisation de la demande (appuis, intrants, travaux, etc.) ; de la distribution interne des intrants et du recouvrement du crédit au sein des OPA ; du remboursement du crédit à l'IF ; de l'organisation des ventes groupées et de la contractualisation ; et de la gestion et de l'entretien des aménagements.

34. **Les partenaires stratégiques** seront chargés, dans les domaines où ils disposent des compétences et des ressources humaines pour le faire, de l'appui conseil technique (ANADER) ; de la production de semences de base et de l'introduction d'innovations (CNRA) ; de la production de l'information météorologique et de conseils pour le CC (SODEXAM) ; de la sensibilisation/information sur le Projet, la supervision rapprochée, l'animation de la concertation régionale et de la supervision des procédures de sélection des projets à financer (DR/DD). Les partenaires stratégiques seront liés au Projet par des conventions annuelles renouvelables sur la base d'une évaluation des performances (voir Appendice 1).

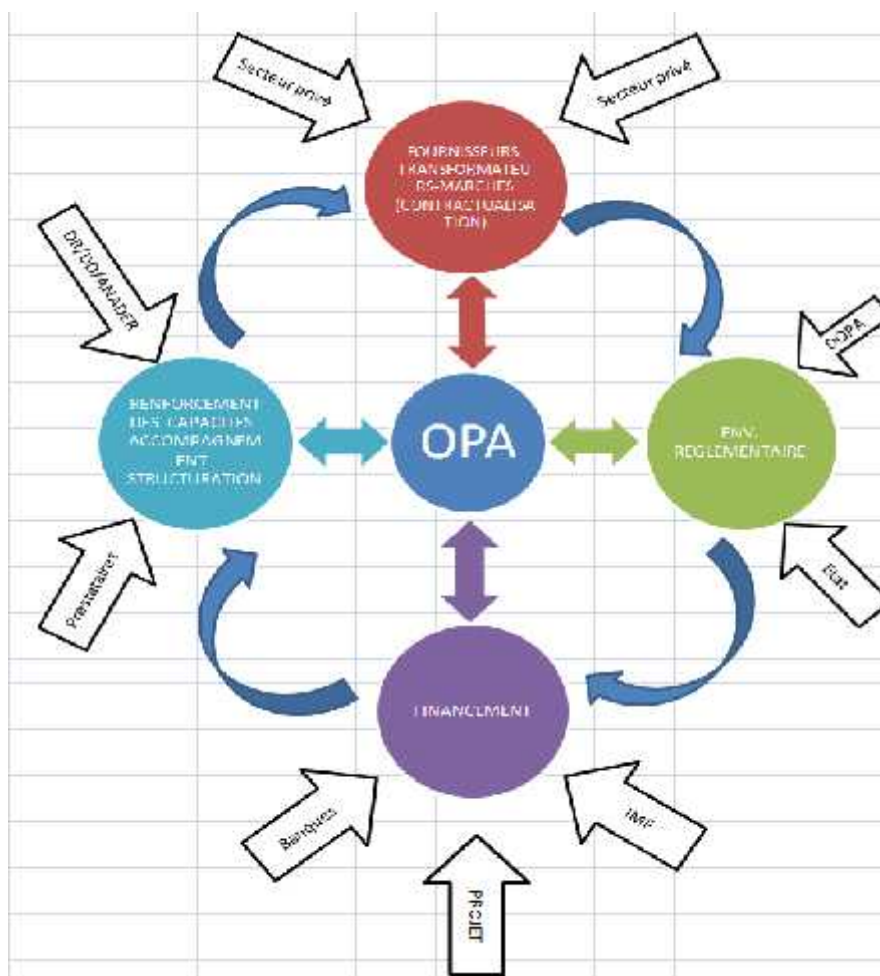
35. **Les prestataires de services privés** sont ceux chargés d'assurer la fourniture de tous les autres biens et services nécessaires à l'exécution du Projet. Ils seront recrutés sur une base

⁴⁶ Cf. détail Composante 1

compétitive et liés au Projet par des contrats annuels de performance. Les coordinations régionales auront un rôle particulier au démarrage qui consistera à mettre en place les centres de ressources et les plateformes de services.

36. Toutes les interventions décrites dans les différentes composantes et sous-composantes viseront à satisfaire progressivement et de manière complémentaire et séquencée les besoins de services des OPA présentés dans le schéma ci-après.

Schéma Besoins de services des OPA.



37. Toutes les interventions prévues par le Projet seront organisées autour des OPA qui constituent sa porte d'entrée. Pour réussir cette organisation, les OPA ont été répertoriées et ventilées par région et département⁴⁷. Cette ventilation sert alors de guide pour que les différentes demandes des OPA soient identifiées et les réponses apportées de manière régionalisée. Cette approche offre plusieurs avantages, comme celui de : (i) apporter des réponses adaptées aux systèmes de production de chaque zone agro-écologiques ; (ii) calibrer les réponses à ces demandes en fonction du niveau de maturités des OPA de chaque zone ; (iii) rendre plus facile la programmation des investissements (pistes et aménagements) ; (iv) estimer de manière assez précise et par région, les demandes en matière d'intrants, de crédit, d'agents d'encadrement, d'équipements à acquérir ; (v) faciliter le suivi et l'évaluation régionalisée de l'évolution institutionnelle des OPA ; etc.

⁴⁷ La ventilation par département se fera sur la base des résultats de l'étude diagnostic des OPA en cours d'exécution sur financement du PROPACOM actuel.

Ventilation des OPA par région				
Région	Comités de gestion des aménagements(CGA)	Groupements maraîchers	OPA Vivrières mixtes	Total
Tompki (1)	45	45	112	
Bafing (2)	30	30	64	
Worodougou et Béré (2)	15	26	75	
Kabadougou et Folon (3)	12	26	101	
TOTAL	101	127	350	578

(1) Région du Tompki et Départements de Man, Biankouma, Danané, Koubly, Bangolo et Zouan Hounie

(2) Régions du Bafing, Worodougou et Béré et Départements de Touba, Kroo et Ouaninou

(3) Régions de Kabadougou et Folon, Départements d'Odienné, Madinani, Samatiguila, Gbeleban, Seguelon, Minignan et Kaniasso

38. **Recrutement et évaluation des prestataires.** Le programme veillera à ce que les OPA soient intimement associées au recrutement et à l'évaluation des prestataires de manière à ce qu'elles puissent à terme, être capables de procéder au recrutement et au paiement des prestations de services dont elles auront besoin. A cet effet, la passation des marchés se fera au niveau local en accord avec les OPA; l'évaluation des prestataires se fera par l'OPA avec l'appui des partenaires stratégiques suivant les domaines et les zones; les bons à payer du prestataire seront signés par l'OPA ou sa faïtière et les paiements se feront dans un premier temps par le Programme.

39. Les prestataires et partenaires stratégiques seront responsables de l'exécution des travaux qui leur seront confiés mais aussi de la collecte des indicateurs de réalisation pour alimenter la base de données de suivi du Projet. Ils seront aussi responsables de la mise en place d'une stratégie inclusive et basée sur l'égalité du genre pour l'accès aux activités et investissements promus par le Projet. Les opérateurs spécialisés sur les aspects de vulgarisation des technologies d'agriculture de conservation (ASAP) seront responsables de la diffusion des technologies et des modèles durables au niveau paysan. A l'heure actuelle, il n'existe pas dans le pays de prestataires ayant le niveau de spécialisation recherché. L'approche consiste à spécialiser des ONG nationales afin de créer au sein même du pays des capacités qui pourront être mobilisées pour la diffusion à large échelle des innovations notamment via le PROPACOM et les autres partenaires techniques et financiers intéressés par les thématiques environnementales et d'adaptation au changement climatique.

Modalités techniques de mise en œuvre.

40. **Appui aux OPA.** La mise en œuvre de ce volet reposera, d'une part sur : (i) un ciblage direct des OPA intervenant au niveau des périmètres aménagés ; (ii) un ciblage direct des OPA de second niveau ; (iii) l'appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner les OPA de premier niveau qui seront accompagnées par le Projet et d'autre part, sur les prestations de partenaires techniques (stratégiques comme l'ANADER et privés) de mise en œuvre de l'appui aux OPA. Ceux-ci interviendront dans la formation technique et de gestion, la structuration, l'alphabétisation fonctionnelle, l'appui à la contractualisation, etc. Les appuis à apporter aux OPA seront calibrer en fonction du niveau de maturité des celles-ci. Pour ce faire, il sera conduit, en préalable au lancement du Projet, un diagnostic des OPA dans la zone d'intervention du Projet. L'objectif visé sera celui de classer les OPA dans une échelle de 1 à 4 afin que leur responsabilisation, les formations/accompagnements à leur apporter correspondent à leur capacité d'absorption.

41. La démarche à suivre pour conduire ce diagnostic comprendra les activités suivantes : (i) identification des OPA du secteur vivrier en activité⁴⁸ sur les filières ciblées par zone d'intervention (OPA de types "groupement" et "union") et description de leurs modalités d'organisation, de gestion et

⁴⁸ Y compris les OPA de l'aval des filières non traitées dans ce DT: associations de transformateurs et de commerçants

de fonctionnement (en combinant les questions institutionnelles et économiques); (ii) caractérisation de ces OPA identifiées, en proposant une typologie par zone d'intervention du Projet et/ou par filière ciblée; (iii) analyse des contraintes/difficultés/faiblesses, atouts/forces (Analyse SWOT) des OPA diagnostiquées et proposition d'une liste de critères objectifs pour la sélection des OPA susceptibles d'être appuyées par le Projet ; (iv) identification et établissement d'un répertoire de prestataires de service par type d'intervention (production agricole, commercialisation, transformation, fourniture de prestations de formation, structuration des producteurs, recherche et information sur les marchés, etc.) et par région.

42. A l'issue de ce Diagnostic, le Projet aura à sa disposition: (i) une liste des OPA vivrières de type "union" qui sont actives dans la zone d'intervention, leurs principales forces et faiblesses et une proposition de critères de sélection de celles que le Projet va appuyer. Nous faisons l'hypothèse que le nombre d'OPA vivrières ainsi identifiées ne sera pas trop élevé ce qui permettra au Cadre régional de concertation de procéder directement à la sélection des 15 OPA que le Projet renforcera et (ii) une liste des OPA vivrières de type "groupement" qui sont actives dans la zone d'intervention, leur typologie (en fonction des spéculations produits, de leur niveau de capitalisation, de leur composition en femmes, jeunes, etc.), une analyse de leurs forces et faiblesses et une liste de critères de sélection. En revanche ces OPA de type "groupement" sont à priori assez nombreuses et le Projet procédera à un appel à manifestation d'intérêt pour identifier et sélectionner les 350 OPA bénéficiaires. Le Cadre régional de concertation sera également chargé de statuer sur les OPA bénéficiaires.

43. Les Cadres régionaux de concertation (CRC) ont été créés par décret⁴⁹ du 4 juin 2013 dans le cadre des projets FIDA en Côte d'Ivoire (PRAREP et PROPACOM) seront mis en place dans la zone du PROPACOM- Ouest *"promouvoir au niveau district le dialogue opérationnel entre les projets et les différents acteurs du développement et de veiller à la prise en compte de la synergie et des complémentarités dans la mise en œuvre des projets par les différents intervenants"*. Les CRC procéderont à la sélection finale des OPA de tous niveaux que le Projet appuiera, sur la base d'une première présélection faite par l'équipe du Projet. Les CRC utiliseront pour ce faire, les critères suivants: (i) les OPA doivent avoir une existence même informelle d'au moins 2 ans ; (ii) elles doivent avoir mis en place un minimum de services économiques ; (iii) elle doivent comprendre une majorité de femmes ; (iv) elle doivent intervenir sur une ou des filières porteuses dans sa zone d'intervention⁵⁰ ; et (vi) dans le cas d'appui à des OPA mixtes vivrier/rente, seules les OPA rassemblant un pourcentage minimum de membres actifs sur la production vivrière seront considérées.

Le Dispositif d'appui-conseil et modalité de mise en œuvre

44. L'appui conseil aux producteurs dans les zones d'intervention du Projet sera assuré par des prestataires de services spécialisés (contrats de prestation de services) et par l'ANADER, déjà partenaire du PROPACOM. L'ANADER qui a une mission publique d'appui conseil agricole et rural, continuera à assurer cette fonction sur la base de conventions établies avec le Projet dans les régions qu'elle couvre quand elle présente un avantage comparatif. Les conventions et contrats fixeront les objectifs à atteindre (cahier des charges) et seront négociés annuellement en fonction des résultats des évaluations annuelles.

45. L'approche adoptée par le projet sera celle des "champs école paysan simplifiés" (CEP simplifiés). Cette approche est une adaptation de la méthodologie CEP développée par la FAO au contexte socio- agronomique des petites exploitations agricoles familiales. La principale modification porte sur la fréquence des rencontres et des formations sur le champ qui doivent être adaptées en fonction de la complexité des thèmes à étudier et des étapes ou travaux cruciaux du calendrier cultural. Afin de permettre une intensification des systèmes de production, le CEP sera utilisé pour tester et introduire du matériel de culture ou du matériel végétal nouveau (voir appendice détail de l'approche).

⁴⁹ Cf. décret en Annexe 10

⁵⁰ Cf. résultats des études filières à mener dans le cadre du PROPACOM

46. Afin de mener à bien l'encadrement technique des OPA, des vulgarisateurs seront recrutés au sein du prestataire de service ou de l'ANADER. Ils seront formés au préalable sur les aspects agronomiques, économiques et techniques des spéculations envisagées, la dynamique de groupe, la préparation de supports d'observation et de suivi de compte d'exploitation. A leur tour, les vulgarisateurs formeront des facilitateurs endogènes qui abriteront les parcelles de démonstrations qui jouent un rôle principal dans le CEP. Les vulgarisateurs et les facilitateurs endogènes seront accompagnés et suivis par les techniciens superviseurs des prestataires. Ces derniers seront également responsables du suivi-évaluation des actions de vulgarisation et des résultats obtenus. Chaque vulgarisateur encadrera : (i) soit 12 OPA d'environ 45 membres (soit 500 producteurs) dans la riziculture de bas-fond et le maraichage (suivi continu toute l'année) ou ; (ii) 24 OPA d'environ 45 membres (soit 1.000 producteurs) pour les cultures pluviales (période intense d'environ 5 mois).

47. Pour associer étroitement les OPA au dispositif d'appui conseil, le projet privilégiera le développement de capacités endogènes par la mise en place d'un corps de facilitateurs endogènes au sein des OPA. Ces facilitateurs pourront à terme devenir des agents en relation contractuelle avec l'OPA pour des prestations de services en matière de conseil sur les techniques de production. La sélection de ces facilitateurs sera du ressort exclusif des OPA, néanmoins cette sélection devra respecter les exigences suivantes: (i) les candidats sélectionnés (deux par OPA) devront être choisis et acceptés par tous les membres de l'OPA; (ii) les intéressés doivent être eux-mêmes volontaires; (iii) ils doivent être producteur ou productrice déjà en activité dans la zone; (iv) pour l'OPA concernée, elle devra s'engager à prendre la relève du projet en année 4 pour compenser ses deux facilitateurs endogènes à hauteur d'un montant convenu (de l'ordre de 50 000 FCFA pour la durée de la campagne agricole). Le nombre total de facilitateurs endogènes pour les 578 OPA ciblées sera de 1.156 personnes (Cf. table 1 en appendice).

48. L'approche CEP simplifié s'appuiera sur :

- la qualité de la formation des producteurs qui devra être interactive, basée sur l'observation, l'analyse et la réflexion partagée sur les innovations à apporter aux systèmes de production traditionnels;
- l'auto-évaluation assistée par les techniciens des pratiques nouvelles introduites et des résultats obtenus. Le champ école devra toujours comporter une parcelle témoin, cultivée traditionnellement, permettant aux producteurs de juger de visu le développement végétatif et la production obtenue avec les nouvelles techniques;
- les producteurs visés sont prioritairement ceux des OP, les jeunes agriculteurs et ceux ouverts à l'innovation. Les femmes doivent également être bénéficiaires des CEP, en particulier pour les travaux qui leur reviennent spécifiquement (repiquage du riz, par exemple, etc.)
- deux facilitateurs endogènes seront choisis dans les OP prioritairement pour leurs capacités d'analyse et de compréhension et en respectant l'équilibre du genre. Ils auront un rôle de facilitateurs endogènes pour l'apprentissage des techniques chez les autres producteurs ;
- le niveau d'observation et d'analyse et de recherche de solutions doivent être appropriés et adaptés aux capacités des producteurs ;
- un relevé complet des itinéraires techniques, des intrants utilisés et du temps de travail, de la production sera fait sur la parcelle d'application des techniques nouvelles et sur la parcelle témoin. Ces données doivent permettre d'établir des comptes d'exploitation simplifiés (CE) qui devront être présentés, discutés et évalués ensemble avec les producteurs à la fin de chaque champ école;
- des visites d'échange entre producteurs seront organisées sur les parcelles les plus réussies.

Table 1. OPA, vulgarisateurs et facilitateurs en endogènes

Régions	OPA	Techniciens superviseur	Vulgarisateurs	Facilitateurs endogènes
Tonpki	235	1	14	470
Bafing	95	1	6	190
Worodougou Béré	113	1	6	226
Kabadougou Folon	135	1	7	270
Total	578	4	33	1156

49. **Développement agricole et Changement climatique.** Une des originalités du PROPACOM réside dans le fait que les activités d'appui au développement agricole intègrent systématiquement les préoccupations liées à l'adaptation au changement climatique et à la résilience des agro-écosystèmes. Les activités tant pour l'amélioration de la productivité agricole stricto sensu que pour le CC reposeront fondamentalement sur de l'information, sensibilisation, recherche-action, conseil agricole et technique et de facilitation de l'accès aux facteurs de production. Ces activités seront mise en œuvre avec le concours de partenaires stratégiques (ANADER, CNRA, SODEXAM...) pour l'information, la sensibilisation et la recherche-action. Ils seront liés au Programmes par des conventions annuelles assorties d'obligations de résultats. Des contrats de prestation de service avec des structures privées compléteront le schéma d'intervention.

50. De manière plus pratique et en fonction des problématiques, le Projet adaptera ses interventions aux spécificités des zones agro-écologiques (ZAE) de manière à mettre à disposition de conseils stratégiques aux producteurs au moment stratégique de la campagne agricole. Par ailleurs, compte tenu du financement limité de la composante ASAP, pour réaliser des économies d'échelles, les actions seront concentrées sur une zone délimitée dans les ZAE et des alliances avec d'autres bailleurs des fonds seront recherchées pour passer à une mise à échelle des actions réussies en plus de celle intervenant au niveau du Projet.

51. Sur le plan des politiques, le Programme appuiera les services de l'Etat et les OPA afin qu'ils puissent améliorer leurs capacités à fournir des services et des informations utiles à la prise de décision. Il s'agit notamment, des Direction Régionales de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement via le programme national d'adaptation au changement climatique. Ces appuis se traduiront par la mise en place de mécanismes de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques de production et d'adaptation au CC (suivi, évaluation, diffusion). Plus précisément, le Programme PROPACOM appuiera et accompagnera : (i) la structuration des OPA et la mise en place des interprofessions ; (ii) la mise en place et le fonctionnement des plateformes régionales de coordination entre acteurs ; (iii) la conduite d'études sur le financement rural entre autres ; (iv) l'amélioration des systèmes de S&E sectoriels (Agriculture, Environnement et Eaux et Forêts). Ces actions auront un double bénéfice : (i) contribuer au développement des capacités des OPA pour une meilleure participation au dialogue sur les politiques et une meilleure défense de leurs intérêts ; et (ii) offrir aux services techniques de l'Etat, à travers les études et un meilleur S&E, des bases solides pour une bonne prise de décision.

52. **Les Aménagements de bas-fonds.** L'approche sera basée sur une démarche ascendante et participative, qui s'amorce par une demande issue d'un groupement de producteurs. Elle placera l'OPA bénéficiaire au centre de la mise en œuvre des actions afin de la responsabiliser et de renforcer sa capacité de maîtrise d'ouvrage. Dans ce cadre toutes les actions doivent être sélectionnées et programmées selon les procédures participatives.

53. La mise en œuvre des actions d'aménagement comportera les étapes préparatoires suivantes : (i) une campagne d'information des populations de la zone d'intervention dès le démarrage sur les objectifs du Projet, l'approche, les méthodes de travail et le rôle du Projet et de ses partenaires ainsi que les responsabilités des OPA bénéficiaires et leurs faïtières ; (ii) la présélection des opérateurs privés qui seront potentiellement consultés pour les différentes prestations nécessaires à la réalisation et à l'appui à l'exploitation de l'aménagement. Leurs prestations feront l'objet d'une évaluation annuelle de façon participative avec les OPA bénéficiaires afin de renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage de ces dernières ; (iii) l'appel de demandes d'intervention (ou de projets) à l'endroit des groupes cibles (OPA, Comités de gestion des aménagements, coopératives etc.) ; et (iv) la centralisation, le traitement et une première sélection des demandes au niveau de chaque Antenne du Projet en associant les partenaires au maximum (DRA, ANDER...) ainsi que les organisations faïtières des filières concernées (riz et maraichage) ; cette sélection provisoire des demandes doit être basée sur des critères socioéconomiques telles que le statut du demandeur (OPA ou non), la viabilité de l'organisation et sa composition (cohésion entre les membres, engagement, solvabilité, présence de femmes membres), le foncier (absence de conflit foncier sur le site, fourniture d'un certificat foncier ou d'un acte de mis à disposition du site) et l'accessibilité du site.

54. Durant cette phase, une étude socio-foncière rapide sera confiée à un consultant spécialiste pour mener des enquêtes foncières et sociologiques au niveau du site et du groupement demandeur. Cette étude permettra de vérifier les aspects fonciers, l'utilisation actuelle du site, la composition et le nombre d'exploitants en place ainsi que la cohésion et la motivation des exploitants et la cohésion des membres du groupement demandeur.

55. La sélection définitive des demandes de sites à aménager est faite à la suite des résultats des activités de cette phase et le Projet passera des contrats de partenariat avec les promoteurs des sites définitivement retenus, qui mettront en place chacun un comité de gestion chargé de suivre la mise en œuvre. Concernant les sites rejetés, des correspondances seront adressées aux demandeurs pour leur expliquer les motifs de rejet afin de les préparer pour les prochains appels à projets. Concernant le maraichage, les équipements (KIT goutte à goutte et de petites motopompes de 1,5 à 2 CV) seront acquis par voie d'appel d'offres au niveau des fournisseurs agréés installés en majorité à Abidjan. Ces derniers assurent aussi l'installation initiale des KIT et la formation des bénéficiaires à leur utilisation et leur entretien. Pour la phase d'exploitation des aménagements, le Projet assurera la formation des Comités de gestion (CGA) à la planification des activités, le respect du calendrier, la gestion de l'eau et la conduite des travaux d'entretien.

56. La mise en œuvre des aménagements hydro-agricoles prévus, impliquera plusieurs acteurs : (i) la Cellule de coordination du Projet et ses antennes régionales, chargée de la programmation, de la contractualisation des prestataires (privés et publics) et la supervision de l'exécution des actions ; (ii) l'ONDR assurant le suivi de la conformité des aménagements rizicoles, de la gestion des périmètres et de la régularité des travaux d'entretien des infrastructures d'irrigation ; (iii) les OPA bénéficiaires, maîtres de leurs initiatives de projet et devant jouer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage en assurant le suivi de l'exécution des travaux d'aménagement ainsi que l'exploitation et la maintenance des infrastructures de leurs périmètres; et (iv) les prestataires privés composés des bureaux d'études, des cabinets de formation ou d'ONG, l'ANADER et des PME de travaux de génie rural/civil, assurant respectivement les prestations d'études, de contrôle des travaux, de formation et d'appui conseils aux bénéficiaires et d'exécution des travaux d'aménagement. Le calendrier de réalisation est présenté en Appendice 3.

57. **Infrastructures de mise en marché. Les pistes.** Principe de mise en œuvre. L'approche d'intervention en matière de désenclavement s'inscrira dans la politique nationale du secteur des transports et reposera sur une démarche ascendante et participative impliquant tous les acteurs (collectivités, comités d'entretien routier, Directions régionales des infrastructures économiques) et les représentants des filières agricoles ciblées par le Projet. Elle doit aussi privilégier la recherche de synergies dans les actions avec les autres intervenants. Les tronçons à cibler seront uniquement les tronçons desservant les bassins de production des filières du Projet et les actions envisagées doivent être des actions de réhabilitation de pistes existantes.

58. Dans le cas particulier des chemins d'accès aux bas-fonds, leur sélection sera faite sur la base des études d'identification des sites à aménager qui feront ressortir les difficultés éventuelles d'accès des sites.

59. Le Projet procédera en concertation avec les acteurs des routes à une présélection des opérateurs privés (bureaux d'études, entreprises de travaux publics, PME de génie civil, tâcherons) intéressés par la mise en œuvre des infrastructures de desserte. Ce registre sera annuellement mis à jour après évaluation des prestations des différents opérateurs contractés.

60. Modalités de mise en œuvre, gestion et entretien. La réalisation des infrastructures de desserte sera précédée par une phase d'études des tronçons qui ont été sélectionnés. Les études techniques nécessaires seront confiées à des bureaux d'études par voies de consultation restreinte des bureaux enregistrés au niveau de l'Unité de coordination du Projet. Les bureaux ayant fait les études, assureront le contrôle des travaux des tronçons qui seront retenus. Dans le cas particulier des chemins d'accès aux bas-fonds, les études feront parties des études d'aménagement des bas-fonds et confiées aux mêmes bureaux et l'exécution aux PME chargées de l'aménagement des bas-fonds. La supervision des études et des travaux sera assurée par le Responsable de la composante infrastructure en collaboration avec les partenaires du Projet (Comités d'entretien routiers, DRIE..).

61. Les pistes rurales (y compris les sept ponceaux à construire) qui seront réhabilités par le Projet font partie du réseau classé dont la gestion relève des Directions régionales et départementales des infrastructures économiques (DRIE) et à termes des conseils régionaux et départementaux dans le cadre de la décentralisation. Les coûts d'entretien seront couverts par le Fonds d'entretien routier (FER). Pour les chemins d'accès aux bas-fonds, le Projet appuiera les autorités de chaque village bénéficiaire de bas-fonds aménagé et le comité de gestion de l'aménagement pour la mise en place d'un Comité d'entretien à l'instar de l'approche initiée par l'AGEROUTE⁵¹. Ce comité constitué de jeunes du village concerné, sera équipé en petit matériel, formé et accompagné par le Projet.

62. Les magasins de stockage. Le Projet appuiera la mise en place des infrastructures de stockage, de commercialisation et de conservation. Le choix des bénéficiaires, le type, la taille et le lieu d'implantation de chaque infrastructure sera fait sur la base de critères qui seront définis avec les OPA. Ces critères incluront entre autres, les éléments suivants : (i) la demande d'intervention doit provenir d'une organisation professionnelle agricole (OPA) reconnue; (ii) le volume des productions attendues des filières concernées; (iii) les sites d'implantation doivent être dans des zones d'accès facile; (iv) les lieux d'implantation doivent être en cohérence avec les marchés de commercialisation des filières ciblées dans chaque région; (v) chaque site doit être immatriculé officiellement au nom de l'OPA bénéficiaire et être exempt de tout litige foncier; et (vi) l'engagement des OPA bénéficiaires à mettre en place une mécanisme de gestion transparente et à assurer l'entretien régulier de l'infrastructure.

63. L'exécution se fera sur la base de plans standards et les travaux de construction seront confiés à des PME ou des tâcherons en fonction du volume de travaux choisis par voie de consultation restreinte des prestataires déjà enregistrés au niveau du Projet. Pour les activités de contrôle, le Projet fera recours à de petits cabinets locaux ou des consultants individuels enregistré. Il sera confié à chaque cabinet ou consultant un lot suffisant d'infrastructures dans une même zone afin de lui assurer un chiffre d'affaires intéressant.

64. **Les activités post-récolte.** Pour les équipements de transformation des coopératives, le PROPACOM-Ouest participera aux coûts d'achat des équipements à hauteur de 30%(au maximum), le reste sera mobilisé suivant un apport de l'OPA de 10% (au minimum) et de 60% (au maximum, en fonction de la mise de départ de l'OPA) par le crédit. La banque réalisera le paiement du fournisseur de l'équipement selon ses propres procédures. Les bénéficiaires pourront être : (i) les organisations de producteurs ; (ii) les coopératives ; (iii) les organisations de collectrices ; (iv) les organisations d'éleveuses ; et (v) les unités de transformation gérées selon le modèle ESOP. Les critères de ciblage prioritaires seront : les unités de transformation déjà en place et les zones manquant de matériel de

⁵¹ Dans le cadre du Projet d'Assistance Post-crise financée par la Banque Mondiale.

transformation. Concernant la gestion des équipements de transformation, le Projet incitera les coopératives à utiliser la formule du leasing en faveur d'un membre de la coopérative ou d'un opérateur engagé par la coopérative. Le contrat entre la coopérative et le gestionnaire de l'équipement sera assujéti au dépôt d'un montant à définir dans la convention afin de (i) supporter une partie des risques liés au remboursement du prêt contracté par la coopérative auprès d'une IF et (ii) de mieux gérer l'équipement. Pour les équipements du secteur privé, les acteurs de la petite transformation et du commerce accéderont à des équipements grâce à la facilitation de l'accès au crédit (participation personnelle, garanties,...) négocié par le Projet auprès des institutions bancaires. Le Projet ne subventionnera pas les équipements pour ce type d'acteur (voir section financement rural de l'Annexe 4) accès aux services financiers). Par contre, il subventionnera à 100% les hangars, les magasins de stockage, les abris pour les équipements de transformation, les aires et les bâches de séchage. L'implantation des différentes infrastructures se fera en concertation avec les OPA concernées tout en tenant compte des capacités installées dans chaque région de la zone d'intervention. Pour la mise en place des mini-rizeries et unités de fabrication d'attiéké le Projet fera appel à un opérateur spécialisé sur le mode de gestion ESOP.

65. Au plan technique, le Projet appuiera dans le domaine des activités de post-récolte:

- a. la mise en place des mini-rizeries et unités de fabrication d'attiéké Pour ce faire, il fera appel à un opérateur spécialisé sur le mode de gestion ESOP. Le modèle ESOP, qui promeut des unités de transformation visant des produits de qualité, s'appuie sur le principe du partage du capital des petites entreprises entre plusieurs acteurs des filières. La répartition des revenus est au centre de l'intervention dans la mesure où les producteurs sont rémunérés en tant que producteur, mais aussi en tant qu'actionnaire des unités de transformation.
- b. la fourniture de services aux acteurs de l'aval de la filière. Dans ce cadre, le Projet recrutera un opérateur spécialisé pour : (i) le choix des équipements, la formation à leur bonne utilisation et à leur entretien ; (ii) la formation aux techniques de conservations, de pesée, de conditionnement et au contrôle des normes de qualité, (iii) la négociation et la formulation des contrats entre acteurs, (iv) les conseils aux coopératives dans la négociation des contrats avec ETG ; (v) l'identification des marchés et des acheteurs potentiels, (vi) la structuration des différents acteurs en aval de la filière en OPA ; et (vii) la liaison entre les OPA et les institutions de financement.
- c. la mise en place d'un système d'information. Le Projet recrutera un opérateur spécialisé qui devra mettre à la disposition des différents acteurs des filières : (i) des informations sur l'évolution des marchés des principaux produits vivriers ; (ii) des conseils pour éclairer les stratégies d'achat ou de vente des différents à acteurs ; (iii) des informations sur les demandes et les prix des grands acheteurs (PAM, agro-industries, usine pour alimentation avicole, stocks de sécurité).

66. **L'Accès au financement.** Deux outils sont prévus : (i) le crédit de campagne et (ii) le financement des équipements.

67. Le crédit de campagne sera mis en place pour les OPA n'ayant pas encore accès au crédit de campagne auprès d'une institution financière, ce qui est la situation de la grande majorité d'entre elles, l'approche proposée sera la mise en place pour la première campagne uniquement d'un fonds de dotation pour les semences, engrais et produits phytosanitaires. La gestion de ce fonds d'appui à la relance et au démarrage des pratiques améliorées de production par les OPA dans une relation directe avec une IF contribuera à responsabiliser les OPA autour de la fourniture de services à leurs membres (détails dans Annexe 4). Il faut signaler que ce sont les OPA (appuyées par les prestataires) qui organiseront la demande en intrants, passeront la commande, distribueront les engrais à leurs membres, récupéreront les remboursements qu'elles domicilieront dans leur compte ouvert auprès de l'IF. Ces fonctions seront appuyées par le Projet dans le cadre de ses accompagnements à la gestion des services économiques. Le montant de la dotation sera calculé sur la base de la superficie totale à mettre en culture, telle qu'inscrite dans le plan d'affaire de l'OPA, et concernera 40% de cette superficie pour servir de démonstration au niveau de chacun des membres des OPA intéressées. La mise à disposition de cette dotation se fera en étroite relation avec l'IF, dans le cadre du partenariat que le PROPACOM aura signé avec celle-ci, selon les modalités suivantes :

- Ouverture préalable par l'OPA d'un compte au sein de l'IF la plus proche ;
- Signature pour toute OPA devant bénéficier de la dotation d'une convention préalable tripartite OPA/IF/structure d'encadrement – sur la base d'un cadre convenu à l'avance avec les IF, la convention sera préparée par la structure d'encadrement;
- Cette convention précisera : i) le montant en numéraire de la dotation et son équivalent en nature, ii) les modalités d'accès à la dotation en nature auprès de fournisseurs agréés (le montant de la dotation transitera par le compte de l'OPA auprès de l'IF qui réglera directement le fournisseur), et iii) l'échéancier de reconstitution du montant de cette dotation sur le compte de l'OPA auprès de l'IF qui tiendra compte de la période de vente de la production comme s'il s'agissait du remboursement d'un crédit ;
- Sur la base de cette convention et au moment de sa signature, un bon pour le retrait des intrants auprès du fournisseur agréé signé par l'IF et la structure d'encadrement, sera remis aux responsables désignés de l'OPA ;
- La reconstitution en numéraire de la dotation sur le compte de l'OPA sera majorée de frais de dossier correspondant aux 2% de la prime d'engagement des IF pour couvrir les frais de suivi de cette convention comme s'il s'agissait d'un contrat de prêt (visite aux OPA concernées pour s'enquérir du déroulement de la campagne et renforcer les liens et la connaissance mutuelle). Cette pratique initiera les OPA et leurs membres aux pratiques d'accès à des services financiers ;
- 15% du montant reconstitué restera bloqué sur le compte de l'OPA pour servir d'épargne de garantie pour l'accès à un prêt pour la prochaine campagne, le montant restant sera utilisé par l'OPA pour financer une partie des besoins de fonds de roulement de ses membres en complément du prêt que l'OPA contractera dès la deuxième campagne;
- Une des clauses de la convention précisera en outre que la non reconstitution de la dotation dans les délais convenus et /ou le non-paiement de la commission de 2% exclurait l'OPA et ses membres de tout accès futur à un crédit, quel que soit son objet, auprès des IF et de toute autre institution financière puisque son nom serait « black listé ».

68. Ce mécanisme vise à enclencher la mise en relation des OPA avec l'institution financière et à servir de phase d'apprentissage pour les deux parties. Cet apprentissage sera couplé au renforcement des capacités de l'OPA de manière à la préparer entre autres, à entrer dans une relation d'affaire « normale » avec l'institution financière (renforcement des capacités de gestion des OPA, capacités à recouvrer les fonds auprès des membres, appui à la contractualisation). Ainsi pour la deuxième campagne, sur la même spéculation ou sur une autre spéculation selon le calendrier agricole et les besoins des membres, l'OPA pour les besoins en fonds de roulement de ses membres (qui excéderont le montant du fonds de dotation initial), et selon son plan d'affaires, pourra accéder à un crédit auprès de l'IF aux conditions de l'institution. Le Principe et la pratique de la caution solidaire des membres de l'OPA bénéficiant du crédit seront introduits dans le dispositif. Les modalités de mise à disposition et de reconstitution de la dotation pour la campagne agricole sont présentées schématiquement en Appendice 4 et 5.

69. Ce mécanisme apporte des changements notables par rapport à ce qui est en vigueur dans le PROPACOM-actuel, en particulier en ce qui concerne la relation entre l'OPA et l'institution financière qui sera dans les nouvelles modalités nouée dès le départ au travers de la convention signée entre les deux parties (OPA/IF), sous le couvert d'une convention de partenariat plus globale entre le Projet et l'institution financière, et qui est de nature à faciliter la reconstitution de la dotation puisqu'un lien direct est fait entre cette reconstitution et l'accès futur au crédit. Dans le schéma actuel du PROPACOM en cours, cette relation directe dès le départ avec l'institution financière n'est pas fortement établie.

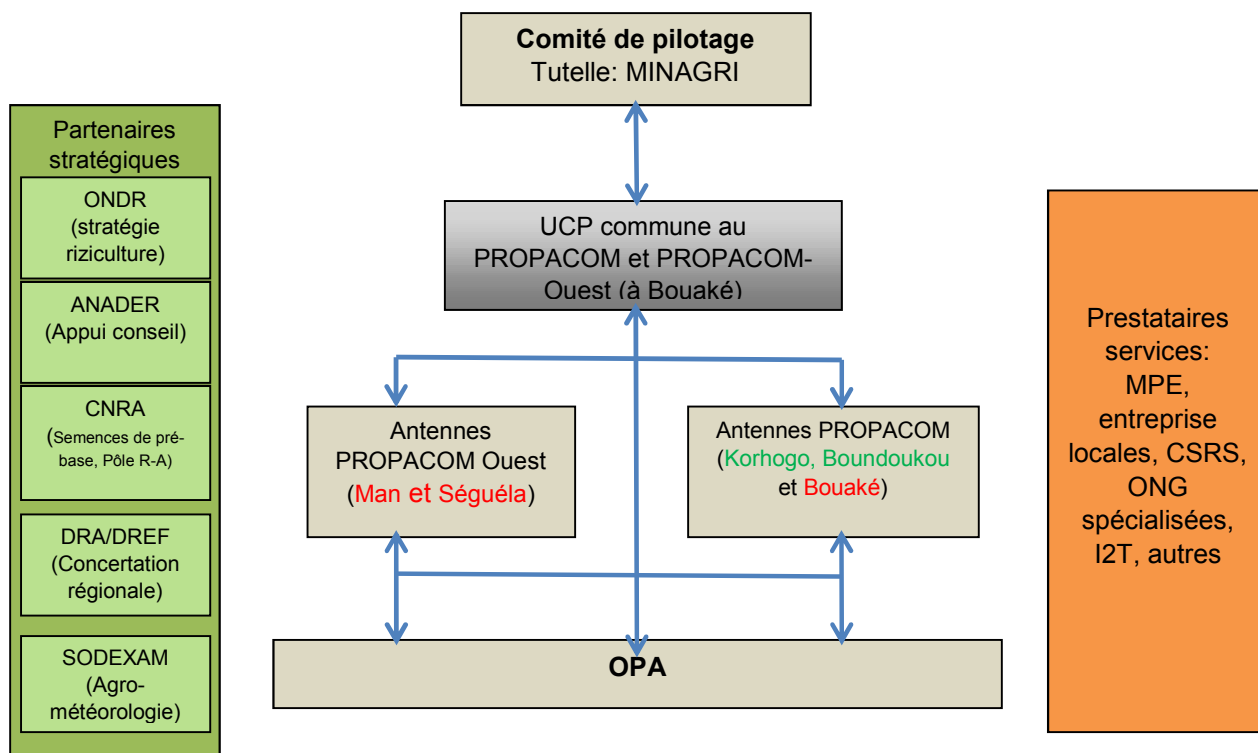
70. Le financement des équipements s'effectuera selon deux modalités en fonction des acteurs concernés :

71. Pour les OPA et autres acteurs organisés : i) organisations de producteurs, ii) coopératives, iii) organisations de collectrices, iv) organisations d'éleveuses et v) unités de transformation gérées selon le modèle ESOP dont les producteurs sont actionnaires (Cf. DT post récolte), il est proposé un co-financement des équipements de production et de transformation. Les modalités de ce co-financement sont les suivantes : le Projet apportera une contribution maximum de 30% du coût des équipements, les bénéficiaires mobiliseront une contribution financière de 10% (au minimum) et le montant restant (60% au maximum en fonction de la mise de départ de l'OPA) sera emprunté par l'OPA auprès d'une institution financière partenaire. Ces équipements seront nantis et serviront de garantie pour l'institution financière. L'équipement de production ou de transformation à acquérir par une organisation de producteur devra obligatoirement s'inscrire dans la démarche de mise en œuvre du plan d'affaire qui sera appuyé par le Projet, appui venant en complément à l'accompagnement de l'OPA en matière de formulation de la demande de crédit. Après l'acquisition de l'équipement, des appuis seront apportés pour leur entretien et leur amortissement ainsi que leur gestion dont les modalités devront être convenues en préalable à l'acquisition. Concernant les équipements de transformation à acquérir par les acteurs en aval de la filière, la promotion de contrats entre les acteurs (coopératives, unité de transformation, commerçants) devrait faciliter l'accès aux crédits

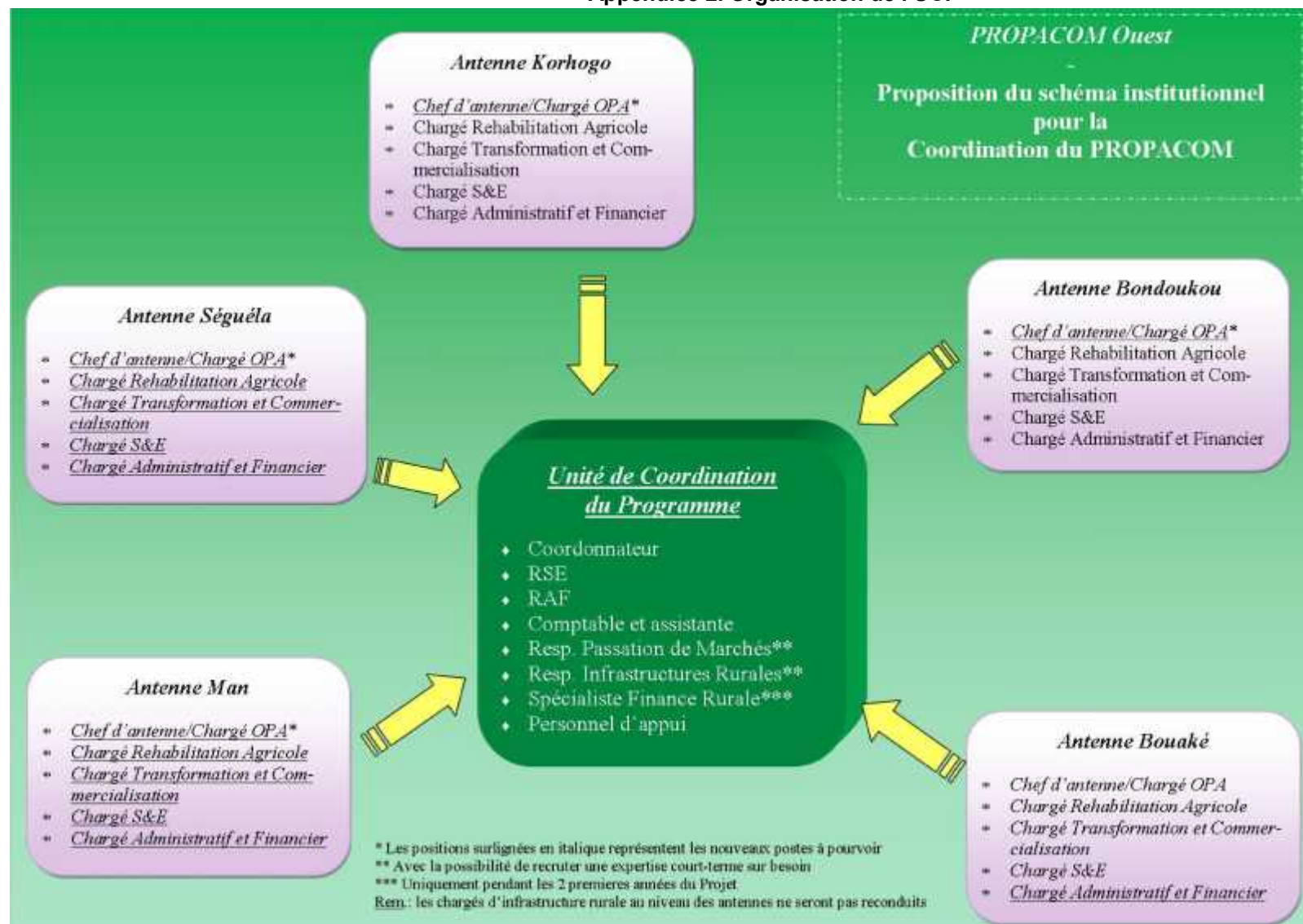
72. Pour les autres acteurs du secteur privé. Les acteurs du secteur privé de la petite transformation dans la zone d'intervention du Projet, selon leurs besoins, pourront accéder à des crédits d'équipement à moyen terme auprès des institutions financières partenaires du Projet en bénéficiant des allègements négociés pour l'apport personnel ou l'épargne bloquée de garantie. S'ils n'entrent pas en concurrence avec une OPA par ailleurs accompagnée dans ce domaine par le Projet, les prêts accordés à ces acteurs pourront être couverts par le mécanisme de partage des risques sans qu'ils en soient informés (voir mécanisme ci-dessous). Aucune subvention ne sera accordée par le Projet à ce type d'acteur. Il s'agit, grâce à la facilitation de l'accès au crédit - rendue possible avec le mécanisme de partage de risque, la mise en place par les institutions financières partenaires d'une offre de crédit adaptée à ces besoins de financement à moyen terme et des actions d'information menées par le Projet sur l'existence de cette offre produits de crédit - de contribuer au renouvellement des équipements de transformation de la zone du Projet qui sont à ce jour très vétuste et ainsi d'améliorer la qualité des produits transformés.

73. Les magasins construits par le Projet seront la propriété des OPA tout comme l'équipement acquis suivant le schéma décrit ci-avant. Les modalités de gestion de ces équipements privilégieront une gestion privée. L'OPA pourra choisir entre deux options : i) confier par contrat la gestion de l'équipement à une personne présentant les qualités requises, membre ou non de l'OPA, dont la rémunération pourra être proportionnelle aux prestations effectuées ou, ii) opter pour une gestion dans le cadre d'un contrat de leasing avec un opérateur privé. Dans ce cas, cet opérateur remboursera progressivement le montant total du coût de l'équipement à l'OPA, y inclus les intérêts du crédit, qui assurera de son côté le remboursement du crédit auprès de l'institution financière pour 60% du coût de cet équipement. Au terme du remboursement du coût total de l'équipement, l'opérateur privé en devient le propriétaire et l'OPA dispose d'un fonds correspondant à 40% du coût de l'équipement qu'elle peut affecter à une nouvelle acquisition selon ses besoins conformément à son plan d'affaire.

Appendice 1: ORGANIGRAMME DU PROPACOM



Appendice 2. Organisation de l'UCP



Appendice 3 : Calendrier de mise en œuvre des infrastructures rurales

- Aménagement de bas-fonds

La durée d'exécution du Projet étant de 6 ans, la mise en œuvre notamment des infrastructures hydro-agricoles se déroulera sur les 4 premières années. Le chronogramme de réalisation tient compte de l'installation du Projet durant la première année. Il se résume comme suit :

An 1 : Installation du Projet, information sur l'approche et la méthode du Projet, sélection des prestataires et contractualisation des prestataires de maîtrise d'œuvre (études & contrôle des travaux);

A2 : Réalisation de la des études pour la première tranche d'aménagements hydro-agricoles et contractualisation des PME chargées des travaux et des bureaux chargés des études de la seconde et dernière tranche de travaux ;

A3 : Réalisation de la première tranche des travaux d'aménagement, réalisation des études de la deuxième tranche de travaux et réalisation des premières formations des membres des CGA;

A4 : Exécution de la dernière tranche de travaux d'aménagement, distribution du premier lot de KIT maraichers et réalisation de formation des CGA et des maraichers ;

A5 : Distribution du dernier lot de KIT maraichers et dernières sessions de formations des CGA et des maraichers.

- Pistes rurales

La durée d'exécution du Projet étant de 6 ans, la mise en œuvre des infrastructures rurales se déroulera entre les années 3 et 4. Le chronogramme de réalisation tient compte de l'installation du Projet durant la première année, des campagnes d'information des bénéficiaires et la préséance des aménagements hydro-agricoles. Il se résume comme suit :

An 1 : Installation du Projet, information sur l'approche et la méthode du Projet et une première tranche d'études d'aménagement hydro-agricole ;

A2 : Réalisation des études de la première tranche de pistes rurales et chemins d'accès aux bas-fonds ainsi que de la réalisation de la première tranche de magasins de stockage et d'abris de transformation ;

A3 : Réalisation de la première tranche de pistes et chemins d'accès ainsi que de hangar de conditionnement pour maraichage et réalisation de la seconde tranche de magasins de stockage et d'abris de transformation ;

A4 : Dernière tranche d'exécution de toutes les infrastructures et continuation des formations des comités d'entretien (chemins d'accès aux bas-fonds et des différents bâtiments);

A5 : Fin des dernières formations

An 6: Suivi de la gestion des infrastructures.

Appendice 4: Termes de référence des postes clés du Projet

▪ Coordonnateur de l'UCP (CUCP)

1. Le Coordonnateur de l'UCP est, par délégation, le garant de l'application et du respect de la stratégie de mise en œuvre du Programme. Il est responsable de la coordination de l'ensemble du Programme PROPACOM.

2. Il est responsable de la gestion efficiente et transparente des ressources du Projet, de la planification, de l'organisation, de la coordination, de la mise en œuvre et du contrôle des activités du Projet en vue de la réalisation des objectifs fixés. Il s'assure que la mise en œuvre générale des activités du Projet se déroule dans le respect des règles et procédures applicables au Projet (directives du FIDA, législation nationale, manuels de procédures) ainsi que des dispositions contenues dans les documents de base du Projet (rapport de conception, accords de financement, lettre à l'Emprunteur, rapports de supervision, rapports d'audit). Il coordonne, supervise et évalue le travail des cinq antennes régionales du Programme PROPACOM.

3. Plus spécifiquement, il est chargé de:

- Planifier, coordonner et superviser la mise en œuvre des activités du Projet en s'assurant de la qualité technique des interventions;
- garantir la transparence dans l'allocation et la gestion des fonds du Projet ainsi que l'éligibilité des dépenses conformément aux accords de financement;
- superviser la gestion administrative, financière et comptable du Projet;
- gérer le compte désigné et le compte opérationnel avec la co-signature du Responsable administratif et financier et assurer, selon les procédures convenues, un flux régulier de fonds pour l'exécution des activités du Projet en particulier aux COR et aux prestataires;
- superviser et évaluer le personnel recruté par le Projet et s'assurer de la qualité de leur travail, notamment par le biais d'évaluations de performance annuelles; veiller à leur formation continue;
- mobiliser l'expertise nationale et internationale nécessaire à la réalisation des études spécifiques, au suivi, à la mise en œuvre et à la supervision des activités; élaborer et mettre en place un système d'évaluation de ces prestataires et consultants;
- assurer un reporting régulier sur l'exécution physique et financière du Projet auprès des autorités nationales, des bailleurs et des organisations partenaires;
- revoir et approuver les DAO, les contrats, les protocoles d'accord, les conventions et les cahiers de charges sur la base des spécifications techniques et des termes de référence préparés par les spécialistes de l'UCP pour les acquisitions générales et; et s'assurer du respect des procédures au niveau des antennes ; veiller au respect des procédures nationales et du FIDA en matière d'acquisitions des biens et des services;
- négocier les contrats de prestations de services, conventions et protocoles d'accord, superviser leur exécution et organiser leur évaluation annuelle;
- organiser et appuyer les missions d'appui technique, de supervision, de suivi externe, de revue à mi-parcours et d'audit et s'assurer du suivi de leurs recommandations;
- superviser le dispositif interne de suivi-évaluation permettant de mesurer et d'apprécier efficacement les effets et impacts du Projet;
- veiller à la bonne préparation des rapports d'activités périodiques des opérateurs et partenaires et à leur réception dans les délais prévus dans les contrats et conventions;
- définir en rapport avec ses spécialistes, la stratégie de communication et d'information sur les activités du Projet et mettre en place un système de gestion des savoirs et des expériences;
- développer des synergies et complémentarités avec les projets et initiatives nationales et régionales, et maintenir un dialogue permanent avec les autorités nationales, les bailleurs de fonds et les partenaires au Projet;

4. **Qualifications.** Être de nationalité ivoirienne et être titulaire d'un diplôme universitaire en économie, agroéconomie, agronomie ou équivalent.

5. **Expérience.** Avoir un minimum quinze (10) années d'expérience professionnelle appropriée dont au moins dix (5) ans d'expérience en gestion de projet avec une évolution progressive dans les responsabilités et compétences en matière de gestion de projets de développement, de développement d'entreprises, et de financement rural.

6. **Aptitudes.** Fortes capacités managériales (notamment à la tête d'une équipe multidisciplinaire de haut niveau), de communication, de négociation, de gestion et d'animation d'équipes de travail sur le terrain. Excellentes compétences en développement rural. Aptitude à travailler sous pression et à rédiger des rapports clairs et concis. Bonne maîtrise de l'outil informatique (logiciel de traitement de textes et de présentation, tableur); excellente maîtrise du français.

7. **Poste.** Le poste de coordonnateur est basé à Bouaké, avec de fréquents déplacements dans les régions. Il sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

▪ **Responsable Administratif et Financier (RAF)**

8. Sous la supervision directe du Coordonnateur de l'UCP, le RAF a pour mission de mettre en œuvre, superviser et contrôler toutes les activités du Projet sur le plan administratif, financier et comptable. Pour ce faire, il doit prendre en compte les dispositions des accords de financement, de la lettre à l'Emprunteur, des règles et procédures du FIDA, du manuel de procédures administratives, financières et comptables, du Code des Marchés Publics et du Code du Travail en vigueur en Côte d'Ivoire. Il est également responsable du contrôle interne du Projet et de la réactualisation du manuel de procédures. Il est responsable de la gestion administrative et financière de l'ensemble du Programme PROPACOM.

9. Plus spécifiquement, il est chargé de:

- s'assurer de la bonne maîtrise et de la mise en œuvre du manuel de procédures par tout le staff de l'UCP et des antennes; mettre en place un système de contrôle interne fiable et rigoureux;
- superviser la gestion comptable du Programme: (a) mise en place d'un système informatisé de comptabilité générale, analytique et budgétaire adapté au Programme et conforme au Plan Comptable OHADA (SYSCOHADA), (b) enregistrement rapide et précis des opérations financières, (c) élaboration des rapports financiers périodiques et des états financiers annuels, (d) suivi des indicateurs comptables et financiers, (v) appui technique et méthodologique aux comptables du Projet (UCP et Antennes);
- mobiliser les ressources financières nécessaires à l'exécution du Projet par la soumission régulière des demandes de réapprovisionnement au Gouvernement et au FIDA et le suivi des contributions des bénéficiaires;
- gérer de façon efficiente et transparente les ressources financières du Programme (gestion des comptes bancaires et co-signature des paiements, prévisions de trésorerie);
- veiller à la conformité des dépenses du Programme au budget approuvé, aux règles applicables et aux autorisations obtenues du bailleur;
- participer à l'élaboration du plan de travail et budget annuel, assurer le suivi rigoureux du budget et effectuer le suivi régulier des coûts du Programme par catégorie de dépenses, par composante et par source de financement;
- mettre en place un système fiable de reporting et de contrôle financier des antennes et partenaires à la mise en œuvre du Programme;
- préparer de façon régulière les rapports financiers et les états financiers du Programme;
- organiser et superviser la gestion administrative du Programme (gestion du personnel, des biens, des bureaux, des missions, et des systèmes informatiques);
- superviser le personnel administratif et financier et évaluer leurs performances;
- préparer et assister les missions d'audit externe, d'audit interne et de supervision du Programme.

10. **Qualifications.** Être de nationalité ivoirienne et être titulaire d'une maîtrise en finance et comptabilité, gestion, ou équivalent.

11. **Expérience.** Avoir un minimum de quinze (10) années d'expérience professionnelle en gestion financière, comptable et administrative dont au moins 5 ans comme Responsable administratif et financier dans des projets de développement financés par des bailleurs de fonds multilatéraux. Une expérience au sein d'un cabinet d'audit et d'expertise comptable constituerait un avantage.

12. **Aptitudes.** Bonne connaissance et pratique confirmée des règles et procédures de gestion financière de projets à financement extérieur. Excellente maîtrise des outils informatiques de gestion financière et comptable (TOMPRO), ainsi que des logiciels de bureautique (Word, Excel, PowerPoint). Capacité à travailler sous pression et au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Fortes capacités managériales et de communication (y compris de médiation et résolution de conflits). Très bonne intégrité. Excellente maîtrise du français.

13. **Poste.** Le poste de RAF est basé à Bouaké avec des déplacements en région. Il sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

▪ **Responsable passation des marchés (RPM)**

14. Sous la supervision directe du Coordonnateur de l'UCP, le RPM est responsable de la gestion du processus d'acquisition des biens, travaux et services du Programme selon les termes des accords de financement et de la lettre à l'Emprunteur, et dans le respect des Directives du FIDA en matière de Passation des Marchés et du Code des Marchés Publics (dans la mesure où ils ne sont pas en contradiction avec les Directives du FIDA). Il est responsable de la passation des marchés pour l'ensemble du Programme PROPACOM. Spécifiquement, il est chargé de:

- préparer annuellement et actualiser le plan de passation des marchés (PPM) sur la base du PTBA;
- préparer les appels à manifestation d'intérêt, dossiers d'appel d'offres, demandes de propositions et demandes de cotations, sur la base des spécifications techniques et termes de référence soumis par les spécialistes de l'UCP; s'assurer de leur publication ou diffusion auprès des soumissionnaires potentiels;
- organiser en accord avec les directives nationales en matière de passation des marchés, la publication des offres, les séances d'ouverture des plis, les sessions d'évaluation des offres, et la rédaction des rapports correspondants;
- soumettre les documents de passation à la revue préalable du FIDA et de la DMP en fonction des seuils établis dans les accords de financement et dans le Code des Marchés Publics, respectivement;
- préparer les notifications d'attribution des marchés, participer aux négociations, établir les contrats, conventions et protocoles d'accord et les soumettre à l'approbation du Coordonnateur de l'UCP, ainsi que du FIDA et de la DMP en fonction des seuils;
- mettre en place un système de suivi du processus de passation; effectuer le suivi et la saisie dans le logiciel de passation des marchés de toutes les activités de passation au fur et à mesure de leur réalisation;
- mettre à jour le PPM pour refléter les réalisations et préparer les rapports d'exécution du PPM;
- élaborer et mettre à jour le registre des contrats
- assurer le suivi financier et juridique des marchés (y compris les contentieux avec les fournisseurs)
- appuyer les antennes dans la passation des marchés au niveau régional et dans la gestion des contrats, la planification des paiements, etc.;
- archiver tous les documents servant de support à la passation des marchés, et les pièces justificatives des marchés lancés et adjugés;
- former le staff des antennes, les prestataires et les OPA en techniques et procédures de passation des marchés.

15. **Qualifications.** Être de nationalité ivoirienne et être titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise en droit, en finances, en gestion ou équivalent.

16. **Expérience.** Avoir un minimum de (sept) 7 années d'expérience professionnelle appropriée en planification, mise en œuvre et supervision des processus de passation des marchés dans des entreprises nationales ou privées ou dans des projets de développement.

17. **Aptitudes.** Bonne maîtrise des procédures nationales et de celles des bailleurs de fonds dans la passation des marchés; une bonne connaissance des procédures du FIDA constituerait un avantage. Bonne maîtrise des documents types de passation des marchés. Excellente maîtrise des logiciels de traitement de textes, tableurs et d'applications de passation des marchés sur les logiciels de gestion financière. Excellente maîtrise du français.

18. **Poste:** Le poste de Responsable de passation des marchés est basé à Bouaké. Il sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

▪ Responsable suivi-évaluation (RSE)

19. Sous la supervision directe du Coordonnateur de l'UCP, le RSE est responsable de l'animation, l'organisation et la coordination de toutes les activités liées à la programmation et au suivi-évaluation du Programme, ainsi que la gestion et la dissémination des connaissances et expériences accumulées par le Projet. Il est responsable du suivi évaluation pour l'ensemble du Programme PROPACOM Spécifiquement, il est chargé de:

- mettre en place le système de suivi-évaluation du programme et coordonner son actualisation régulière;
- superviser l'élaboration du manuel de suivi-évaluation;
- concevoir et diffuser les outils de collecte des informations sur le terrain;
- mettre en place et faire fonctionner une application informatique du SSE;
- s'assurer de la collecte régulière des données dans les délais fixés;
- superviser la saisie, le traitement et l'analyse des informations recueillies dans le cadre des activités de suivi-évaluation;
- analyser les écarts entre prévisions et réalisations, et formuler des recommandations pour prendre les mesures correctives qui s'imposent
- produire et diffuser les rapports de S&E (rapport, articles, etc.) et les transmettre aux différents utilisateurs internes ou externes;
- assurer la gestion de la documentation technique du Projet;
- former le staff des antennes participer à la formation des autres acteurs en suivi-évaluation notamment des responsables de S&E des Directions régionales de l'agriculture;
- préparer la documentation de base nécessaire aux sessions du comité de pilotage, ainsi qu'aux missions de suivi externe, de supervision et de revues techniques;
- assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de ces différentes missions;
- sur la base des contributions des différentes parties prenantes des antennes plus spécifiquement, et de l'avancement des activités du Programme, coordonner l'élaboration du PTBA consolidé;
- élaborer ou valider les termes de référence des missions liées au suivi-évaluation du Programme; superviser toutes les études liées au S&E à réaliser sur le terrain;
- sur la base des contributions des membres de l'UCP et des antennes, préparer les rapports trimestriels, semestriels et annuels d'activités du Programme;
- assurer la supervision fonctionnelle des Responsables Suivi-Évaluation des antennes ainsi que du travail des acteurs du S&E des régions;
- superviser l'application de la stratégie de ciblage par les divers partenaires et prestataires du Projet;
- préparer des rapports circonstanciés sur toutes les innovations et savoirs engendrés par le Projet, ainsi que les supports de communication pour les présentations, la diffusion et le partage des expériences.

Qualifications Être de nationalité ivoirienne et être titulaire d'un diplôme universitaire en économie, agronomie, zootechnie, statistiques, économie agricole ou développement rural.

Expérience. Avoir un minimum de sept années d'expérience professionnelle appropriée en planification et conduite d'enquêtes et études relatives à la production et commercialisation agricole, au développement d'entreprise, et à la structuration et professionnalisation du monde paysan. Faire preuve d'au moins cinq ans d'expérience en suivi-évaluation de projets de développement agricole.

Aptitudes. Excellente connaissance des méthodologies d'enquête qualitatives et quantitatives; bonne compétences en matière de genre. Excellente maîtrise des logiciels de gestion de bases de données et d'analyse statistique, ainsi que des logiciels de bureautique (traitement de texte, présentation, tableur). Excellente maîtrise du français.

Poste. Le poste de RSE est basé à Bouaké. Le RSE sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

Termes de Référence du Spécialiste en Finance Rurale (RFR)

Sous la supervision directe du Coordonnateur de l'UCP, le RFR est responsable de la mise en place des partenariats et mécanismes devant permettre l'accès des cibles du projet à des services financiers adaptés auprès des institutions financières présentes dans la zone du projet en particulier pour le financement des campagnes agricoles et des équipements de production et de transformation. Spécifiquement, il est chargé de:

- Procéder à la sélection finale des IF partenaires du projet ;
- Elaborer la convention de partenariat avec les IF en ayant au préalable déterminé les nouveaux produits que ces IF introduirait et ceux qui nécessiteront une adaptation conformément aux résultats de l'étude sur les besoins en services financiers préalablement réalisée.
- Identifier les besoins en assistance technique pour le déploiement des nouveaux produits et la formation du personnel.
- Définir avec les responsables des composantes techniques et les responsables des OPA dans les antennes, la stratégie d'information et de sensibilisation des OP et de leurs membres concernant les activités d'accompagnement à l'accès aux services financiers.
- Elaborer les termes de référence pour le recrutement de l'assistance technique internationale (ATI) qui accompagnera l'IF dans le déploiement de nouveaux produits et la formation du personnel dès le début de l'année 2 du projet, et appuyer le lancement de l'appel d'offre international pour le recrutement de cette ATI.
- Préparer en concertation avec les IF, les responsables OP du projet et l'opérateur qui sera recruté pour encadrer les OP, le contenu des conventions qui seront signées entre les OP et les IF pour la mise à disposition des dotations initiales.
- Déterminer avec le responsable du suivi évaluation du projet les indicateurs pour le suivi et l'évaluation des activités d'accompagnement à l'accès aux services financiers et les modalités de leur collecte.
- Effectuer le suivi des conventions de partenariats et évaluer la qualité des relations entre les cibles du projet et les IF.
- Apporter si nécessaire des conseils aux IF pour les aider à répondre de manière adaptée aux besoins des cibles du projet.
- Elaborer les termes de référence pour le recrutement d'un gestionnaire du MPR et la définition précise de son mandat incluant au cours de la première année l'élaboration du manuel de procédure du MPR.
- Confirmer les banques susceptibles d'être intéressées par le financement des crédits d'équipement aux cibles du projet dans le cadre du MPR et pour le refinancement éventuel de l'IF.
- Elaborer les termes de référence de l'assistance technique internationale qui accompagnera la mise en place des crédits équipements et du MPR incluant les accompagnements auprès des banques partenaires pour la mise en place de l'offre du crédit équipement à moyen terme,
- Réaliser le suivi de la mise en œuvre du mandat du gestionnaire du MPR.

Qualifications Être de nationalité ivoirienne ou être ressortissant d'un pays de l'UEMOA et être titulaire d'un diplôme de niveau Bac + 4 minimum en économie, gestion ou équivalent.

Expérience. Avoir au moins 15 années d'expérience diversifiée dans le domaine de la microfinance et du financement rural, dont au moins cinq années d'expérience réussie en Afrique sub-saharienne dans la conduite d'un dispositif de microfinance intervenant en milieu rural ou de missions d'assistance technique.

Aptitudes. Excellente connaissance des meilleures pratiques et standards reconnus internationalement dans le domaine de la microfinance et de l'inclusion financière et des standards internationaux de performance du secteur de la microfinance. Disposer d'une bonne connaissance du milieu rural africain et de la finance rurale. Avoir de très bonnes capacités de communication et relationnelles et disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et d'expression orale en français. Excellente maîtrise des logiciels de bureautique (traitement de texte, présentation, tableur).

Poste. Le poste de RFR est basé à Bouaké avec de fréquents déplacements dans les différents districts couverts par le projet et à Abidjan. Il sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

▪ **Chef d'Antenne Régionale/Responsable des OPA (CAR)**

Comme Chef d'Antenne

Sous la supervision directe du Coordonnateur de l'UCP, le Chef d'Antenne est responsable de la coordination du Projet et le garant de l'application et du respect de la stratégie de mise en œuvre du Projet au niveau de sa région. A cet effet, il assure la gestion des ressources mises à sa disposition, la planification, l'organisation, ainsi que la coordination et le suivi de la mise en œuvre des activités du Projet en vue de la réalisation des objectifs fixés. Il coordonne, supervise et évalue le travail de l'équipe d'experts en s'assurant que la mise en œuvre des activités se déroule selon les conditions et modalités contenues dans les différents documents du Projet (rapport de conception, accords de financement, lettre à l'Emprunteur, rapports de supervision, rapports d'audit) et selon les règles et procédures applicables au Projet (directives du FIDA, législation nationale, manuels de procédures). Spécifiquement, il est chargé de:

- planifier et coordonner les activités du Projet dans sa région;
- assurer la préparation du PTBA, suivre son exécution et préparer les rapports statutaires ;
- préparer et suivre la mise en œuvre des différentes conventions et contrats de prestation de services et organiser leur évaluation annuelle;
- superviser la gestion administrative, financière et comptable de l'antenne et s'assurer que le reporting financier à l'UCP est effectué régulièrement et dans les délais;
- gérer le sous-compte de l'antenne avec la co-signature du comptable régional en garantissant l'éligibilité des dépenses conformément aux accords de financement;
- gérer et évaluer le personnel de l'antenne;
- organiser et appuyer les missions d'appui technique, de supervision, de suivi externe, de revue à mi-parcours et d'audit en région et s'assurer du suivi de leurs recommandations;
- développer des synergies et complémentarités avec les projets et initiatives régionales;
- participer aux séances de concertation organisées au niveau régional.

Comme responsable OPA

Il sera responsable de :

- la définition des PTBA annuels concernant l'appui aux OPA
- la gestion du processus d'appel à manifestation d'intérêt pour l'identification des 350 OPA de premier niveau que le Projet va renforcer
- la gestion du processus de contractualisation avec l'ANADER et les autres prestataires sélectionnés par appel d'offre et suivre la mise en œuvre de ces contrats
- la Participation aux différents comités de sélection, concertation et de dépouillement des offres relatives à l'appui aux OPA

Qualifications. Être de nationalité ivoirienne et être titulaire d'un diplôme universitaire en économie, agroéconomie, agronomie, gestion ou équivalent.

Expérience. Avoir un minimum dix (10) années d'expérience professionnelle appropriée dont au moins cinq (5) ans d'expérience en gestion de projet, avec une évolution progressive en matière de responsabilités et de compétences en gestion de projet de développement, développement d'entreprises, et financement rural.

Aptitudes. Bonnes capacités de gestion, d'animation d'équipes de travail sur le terrain et de communication. Excellente connaissance du milieu rural au Togo. Bonne maîtrise de l'outil informatique (logiciel de traitement de textes et de présentation, tableur); excellente maîtrise du français.

Poste. Le poste de Chef d'Equipe de la COR est basé en région. Il sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

NB) le responsable de la composante 1 (agriculture) devra également avoir des compétences démontrées en gestion durable des systèmes agricoles et sur les aspects environnementaux.

▪ **Chargé(e) Administratif(ve) et Financier(ère) (CAF)**

Sous la supervision directe du Chef d'antenne et sous la responsabilité technique du RAF, le CAF est responsable de la gestion administrative, financière et comptable de l'antenne, ainsi que des aspects de passation des marchés. Pour ce faire, il doit prendre en compte les dispositions des accords de financement, de la lettre à l'Emprunteur, des règles et procédures du FIDA, du manuel de procédures administratives, financières et comptables du Projet, et du Code des Marchés Publics et du niveau de responsabilités accordé aux antennes. Spécifiquement, il est chargé de:

- gérer de façon efficiente et transparente les ressources financières de l'antenne (prévisions de trésorerie, gestion du compte bancaire, co-signature des paiements, gestion sous-compte) en veillant à la conformité des dépenses de l'antenne au budget approuvé, aux règles applicables et aux instructions de l'UCP ;
- tenir la gestion administrative et financière y compris la comptabilité du Programme au niveau de l'antenne (vérification des factures et autres pièces comptables, imputation et saisie dans le logiciel comptable, classement, opérations de clôture) et faire un reporting financier mensuel au RAF;
- participer à la préparation du PTBA régional et du plan de passation des marchés régional, en suivre l'exécution et préparer l'analyse des écarts budget-réel à l'intention de l'UCP et du RAF;
- élaborer les rapports et états financiers de l'antenne;
- en accord avec le Responsable Passation des Marchés, prendre en charge sous la supervision de Chef d'antenne, les activités liées à la passation des marchés pour la région;
- organiser et assister les missions de supervision et d'audit externe dans la région;
- servir de point focal au RAF pour toutes les questions liées à la gestion du personnel;
- gérer les biens et équipements du Projet au niveau de la région (registre des immobilisations, étiquetage, inventaires physiques, etc.) ainsi que les achats/stocks de fournitures de bureau;
- gérer la logistique de l'antenne (entretien des véhicules, plannings des déplacements, gestion du carburant), l'organisation des missions, et l'organisation des réunions et ateliers;
- superviser le personnel d'appui et les prestataires de services administratifs (chauffeurs, gardiens, entretien des bureaux, maintenance des équipements, informatique).

Qualifications. Être de nationalité ivoirienne et être titulaire d'une maîtrise en finance et comptabilité, gestion, ou équivalent.

Expérience. Avoir un minimum de cinq (5) années d'expérience professionnelle en gestion financière, comptable et administrative dont au moins 2 ans comme Comptable dans des projets de développement financés par des bailleurs de fonds multilatéraux, dans un cabinet d'audit et d'expertise comptable ou dans une ONG internationale.

Poste. Le poste de CR est basé en région. Il sera soumis à des évaluations annuelles de performance.

Aptitudes. Excellente compétence en gestion et animation d'équipes de travail. Excellentes compétences en développement d'entreprises, finances, et communication. Capacité de travailler sous pressions. Bonne maîtrise de l'outil informatique (logiciel de traitement de textes, tableur, présentation). Capacité à travailler sous pression et au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Très bonne intégrité. Excellente maîtrise du français.

Annexe 6: Planification, suivi-évaluation et apprentissage et gestion des savoirs

Planification et PTBA

1. A l'instar de la méthodologie d'élaboration du PTBA du PROPACOM en cours, la même démarche ascendante sera adoptée dans le cadre de l'extension du PROPACOM à l'ouest⁵². Ainsi, les PTBA seront initiés par les antennes du Projet en fonction des besoins exprimés par les groupes cibles et soumis au financement du Projet au niveau de chacune des régions. Pour l'élaboration des PTBA, les antennes régionales, s'appuieront sur: i) l'évaluation de la demande de financement de microprojet faite par les OPA et traitée aux différents niveaux; ii) les bilans des ateliers annuels de suivi/évaluation participatifs; et iii) une analyse de la capacité des partenaires stratégiques et des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du Programme. Les documents produits sont validés par un comité local composé des cadres d'antenne selon la nouvelle structure d'institutionnalisation du PROPACOM (voir Annexe 1), du DRA, des représentants des OPA et des partenaires avant d'être soumis à l'approbation des Cadres Régionaux de Concertation (CRC) pour ensuite être transmis à l'UCP. Le PTBA consolidé sera alors validé par le COP et approuvé par le FIDA avant sa mise en œuvre. Les bilans d'activités sont également soumis à la validation du COP et à l'approbation du FIDA. Une approche flexible permettant une révision du PTBA au cours de l'exercice budgétaire sera adoptée.
2. A partir de 2014, un nouveau modèle de PTBA tabulaire a été proposé par le FIDA. Cette structure comprend les composantes et activités, le libellé des indicateurs, leur unité et les cibles à atteindre par le Projet et le pourcentage des réalisations cumulées pour le Projet. De plus, le nouveau PTBA reprend les objectifs du PTBA précédent avec ce qui était planifié et ce qui a été réalisé ainsi que les prévisions du PTBA de l'année en cours de préparation avec le cout prévisionnel des activités en question.
3. Sur base de ces informations, le narratif du PTBA comprendra un résumé des résultats atteints l'année précédente, une description détaillée des activités de l'année, leurs coûts unitaires et globaux, les indicateurs de suivi, les valeurs cibles à atteindre par le Projet et le pourcentage de réalisation cumulés depuis son démarrage, les modalités d'exécution prévues pour l'année à venir, l'origine, l'utilisation des fonds et un Plan de passation des marchés pour 18 mois.
4. La base de la planification de ces activités est la demande formulée par les OPA. Sur la base de cette demande, les sites à aménager et les infrastructures marchandes à réaliser seront identifiés et classés par ordre de priorité selon les critères définis lors du ciblage. Les départements constitueront le premier espace de dialogue au niveau duquel les producteurs et les différents acteurs organisent la demande commune, la planification et la mise en cohérence des interventions dans le secteur agricole. Les demandes prioritaires soutenant les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables ainsi que les OPA seront agrégées à l'échelle régionale pour constituer le PTBA régional. Une fois les demandes de financement des micro-projets établies, les gestionnaires du Projet s'assureront de leur programmation parmi les priorités des investissements de leurs communautés dans les Plans locaux de développement (PLD) pour les infrastructures d'intérêt collectif.
5. Les différentes interventions dans la région seront rationalisées pour assurer la synergie et la complémentarité entre les différentes interventions de manière à assurer une couverture optimale des besoins de la région. Un manuel de procédures de financement et de gestion des microprojets d'appui à la production agricole et à la commercialisation sera rédigé début 2014. Cette méthodologie rendra l'exercice de ciblage beaucoup plus transparent et équitable car basé sur des critères d'éligibilités objectifs et consistants.

⁵² Calendrier de préparation du PTBA en Annexe 2

6. L'identification des micro-projets qui bénéficieront du financement du PROPACOM sera assurée par la tenue des Cadres Régionaux de Concertation (CRC) qui seront organisés au moins deux (2) fois par an avec l'appui du Projet. Ces cadres de concertation présidés par le Préfet de région regrouperont un représentant du Conseil Régional, le Directeur Régional de l'Agriculture (qui assurera le secrétariat du CRC), le Directeur Régional des Marchés Publics de la région du district abritant l'antenne du Projet, 3 représentants respectivement des producteurs, transformateurs et commerçants par spéculation et par région. A titre consultatif, ces CRC pourront recourir à des personnes ressources tels que les organisations du secteur privé, la chambre d'agriculture, le Conseil Agricole, les institutions de micro finance (IMF), ... afin d'échanger sur les PTBA, les zones, calendrier et modalités d'intervention des différents projets.

7. La mise en place d'une Plateforme Régionale de Coordination (PRC) présidée par la DRA facilitera le processus en amont de la préparation et l'approbation du PTBA à l'échelle régionale.

Mécanisme de suivi-évaluation

8. Le système de suivi et évaluation (SSE) élaboré dans le cadre du PROPACOM en cours (région du Bandama) sera actualisé en fonction des nouvelles orientations stratégiques apportées par l'extension du Projet à l'ouest. Il se basera essentiellement sur le cadre logique révisé et sur le tableau de bord qui suivra de près les réalisations physiques et financières du Projet et permettra ainsi de renseigner les prises de décisions stratégiques aux différents niveaux d'exécution du PROPACOM.

9. Le manuel de SE du PROPACOM en cours ainsi que sa plateforme informatique seront ajustés en fonction des spécificités de l'extension du Projet à l'ouest. Ceci permettra d'assurer une programmation conjointe des activités des PTBA. Le SSE sera fonctionnel à partir d'une même base de données et d'une interface identique avec la possibilité de générer des rapports d'activités de façon combinée ou distincte selon les zones d'intervention.

10. Le SSE à mettre en place sera conçu de manière à fédérer, harmoniser afin de renseigner au niveau du PROPACOM global les indicateurs d'impact des interventions soutenues par le FIDA en Côte d'Ivoire d'une part, et renseigner les indicateurs sectoriels du PNIA.

11. Ce SSE sera conforme aux orientations du MINAGRI et du FIDA en la matière et sera utilisé comme un outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du Projet. Ainsi, le SSE du PROPACOM s'alignera au système de S&E du MINAGRI comme décrit dans son manuel des procédures du S&E du PNIA-volet MinAgri. Ce système se verra renforcé par l'accompagnement offert par le PROPACOM dans son appui institutionnel au MinAgri (voir ci-dessous).

12. Le SSE, sur la base du cadre logique du PROPACOM-Ouest, permettra de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du Projet, mais également de mesurer ses effets et impact. Il sera mis en relation avec le système d'information sectoriel et alimentera ses indicateurs dans sa contribution à l'atteinte des objectifs du PNIA.

13. Le SSE distinguera les 3 niveaux d'indicateurs retenus par le FIDA (1er, 2ième et 3ème niveau). Les indicateurs de suivi-évaluation et d'impact du système seront désagrégés par sexe et par âge. Il respectera les modalités de renseignement de chaque niveau de même que les périodicités requises pour le « reporting ». A cet effet, il sera structuré selon trois fonctions, chacune d'elle recourant à des sources de données, d'informations, et d'outils spécifiques et, concourant de façon particulière à l'atteinte des objectifs du système : le suivi de la planification (suivi de l'exécution des PTBA), le suivi des résultats et la mesure de l'impact.

14. Le suivi de la planification mesurera les taux d'exécution physique et financier des activités de chaque PTBA. Le suivi des indicateurs du cadre logique, désagrégés par sexe et par âge, permettra de mesurer l'atteinte des résultats de 1er et 2ième niveau. L'impact, sera mesuré à travers deux enquêtes portant sur la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois et sur l'indice des biens des ménages ; la première enquête servira de situation de référence.

15. Le suivi évaluation sera assuré à travers : (i) un suivi interne des activités; (ii) des ateliers d'auto-évaluation participatives avec les OPA ; (iii) une évaluation participative, organisée sous forme d'un atelier annuel d'auto-évaluation ; (iv) des missions de supervision du FIDA, des missions de suivi mandatées par le FIDA et le ministère de tutelle ; (v) la revue à mi-parcours ; (vi) le rapport d'achèvement et l'atelier de clôture ainsi que (vii) des évaluations externes ponctuelles.

- a) le suivi interne systématique des activités sera basé sur les rapports de suivi de l'UCP, des antennes et des contrats de performance des prestataires. Un système de collecte simple et fiable des informations sera instauré au niveau des acteurs et des prestataires de services. Ceux-ci auront dans leur cahier de charge l'obligation de renseigner un certain nombre d'indicateurs sur leur réalisation. Avec le concours des responsables de composantes au niveau des antennes et de leur chargé de SE, le responsable en suivi évaluation de l'UCP coordonnera la consolidation des rapports suivants: les PTBA; les rapports trimestriels, semestriels et annuels d'activités du programme; la préparation de l'ébauche des aide-mémoire de supervision et de revue à mi-parcours, les annexes des rapports de supervision; les enquêtes et études thématiques ponctuelles; l'enquête de référence et les enquêtes d'impact à mi-parcours et en fin de programme; et les rapports d'avancement adressés au MINAGRI. Une liste d'indicateurs sera établie en concertation avec le MINAGRI et sera la base des rapports trimestriels et semestriels à fournir par le Projet;
- b) les ateliers d'autoévaluation participative avec les OPA se feront avec les prestataires et partenaires stratégiques sur la base des demandes formulées. Des supports de collecte (fiches) et de diffusion (tableaux de synthèse) seront élaborés et partagés afin de permettre un renseignement périodique des indicateurs depuis la base, leur consolidation et une utilisation aisée des extrants du SSE à des fins de prise de décisions.
- c) l'évaluation participative interne. L'UCP organisera un atelier annuel d'auto-évaluation à mi-chemin afin de faire le point sur les réalisations par rapport aux prévisions du PTBA de l'année en cours, de discuter des problèmes rencontrés et des solutions à y apporter. Cet atelier permettra dans un premier temps de réviser le PTBA en cours d'exécution mais également de définir les lignes d'action du PTBA de l'année suivante. Ces évaluations devront précéder les réunions des CRC et du Comité d'Orientation et de Pilotage ;
- d) la revue à mi-parcours sera la responsabilité du Gouvernement et sera organisée avec le FIDA à la fin de la troisième année d'exécution du Projet. Avec la contribution du ministère de tutelle, l'UCP préparera les termes de référence de cette révision avant de la soumettre à l'approbation du FIDA. Cette étape permettra d'apprécier la réalisation des objectifs du Programme et les difficultés rencontrées et recommandera les orientations qui s'avèreraient nécessaires pour résoudre les difficultés et atteindre les objectifs du Projet. Il analysera également les coûts et l'impact du PROPACOM tels qu'ils ressortent des enquêtes et du degré de satisfaction des populations bénéficiaires. En fonction des résultats obtenus, il proposera un plan d'action couvrant les années restantes pour consolider où, le cas échéant, réorienter la mise en œuvre ;
- e) le rapport d'achèvement du Programme et un atelier de clôture mettront en exergue l'impact des activités du PROPACOM et cherchera à capitaliser les expériences, positives comme négatives ;
- f) des évaluations externes ponctuelles. Il s'agit des enquêtes et études réalisées tout au long de l'exécution du PROPACOM : la situation de référence au démarrage du Programme, l'étude d'impact à mi-parcours et lors de l'achèvement, des analyses de filières, ainsi que des études thématiques; ce travail pourra être confié à des structures externes, recrutées par l'UCP.

16. Le SSE du PROPACOM en cours a déjà fait l'objet d'un manuel des procédures élaboré et sur le point d'être validé par les parties prenantes. Ce manuel décrit le système, son organisation les modalités de mise en œuvre de chaque fonction (procédures), les acteurs et leurs responsabilités dans la mise en œuvre, les différents supports de collecte et de diffusion qui seront utilisés.

17. A date, un manuel des procédures du SSE sectoriel du MinAgri a été élaboré et validé. Ce dernier décrit l'architecture, les procédures et les acteurs qui illustrent non seulement le cadre dans lequel le SE sectoriel se déroulera mais également la logique d'intégration du SSE du PROPACOM et

son rôle dans le renseignement des indicateurs clés du PNIA-volet MinAgri. C'est en 2014 que l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine, facilitera les activités du Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion de Connaissances (ReSAKSS) dans la mise en place d'un SSE fonctionnel en ligne avec les enseignements tirés des recherches, politiques et évaluations d'impact à l'échelle africaine.

Appui institutionnel au MINAGRI et Ministères partenaires

18. En complémentarité avec le soutien des partenaires techniques et financiers (PTF) opérant en Côte d'Ivoire, le PROPACOM contribuera au renforcement des capacités du MINAGRI à deux niveaux, au niveau central et au niveau régional et départemental

19. Au niveau central, le PROPACOM concentrera ces appuis sur : (i) l'appui à la mise en œuvre du PNIA , et (ii) l'appui à l'amélioration des connaissances sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments.

20. Concernant l'appui à la mise en œuvre du PNIA, l'appui sera apporté aux trois directions de la DGPPS (DPPF, DEP et DSDI) pour leur permettre d'assumer convenablement leur responsabilité. Tout le personnel cadre des trois directions de la DGPPS (DPPF, DEP et DSDI) bénéficiera d'un programme de renforcement des capacités portant sur : i)l'analyse des politiques agricoles, (ii) les études et analyse de projets y compris l'analyse économique et financière, et (iii) programmation opérationnelle. La DEP bénéficiera en plus, de formation en suivi-évaluation et d'un accompagnement dans la diffusion du manuel de S&E du PNIA et l'informatisation du système de S&E du secteur ainsi que la capitalisation et la diffusion des connaissances.

21. Sur le plan de la sécurité sanitaire des aliments, la Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité (DPVCQ) bénéficiera de formations sur les normes nationales et internationales en matière de sécurité sanitaire des aliments en ciblant les filières appuyées par le Projet. Cette formation sera organisée en partenariat avec le PAM et la Direction compétente du ministère chargé du commerce. Les DRA, les DDA et les leaders des OPA de niveau 2 et plus seront par la suite, formés à ces normes en vue d'améliorer leur capacité de commercialisation.

22. Au niveau régional et départemental, le PROPACOM renforcera les capacités de coordination, de supervision et de contrôle des projets et activités agricoles. Trois types d'appuis seront apportés aux DR/DD:

Formation du personnel sur les thématiques suivantes:

- Suivi-évaluation des projets agricoles
 - Statistiques agricoles
 - Techniques d'enquêtes en milieu rural et l'analyse statistique des données
 - Utilisation du GPS et des logiciels de cartographie
 - Gestion et analyse technico-économique d'une exploitation agricole
 - Informatique (Microsoft office Word, Excel, Power Point, etc.) et l'utilisation de base de données.
- a) Renforcement en matière de facilitation du dialogue et de la concertation: Le Projet appuiera la mise en place d'une Plateforme Régionale de Coordination des acteurs. Cette plateforme organisée autour du Directeur Régional de l'Agriculture sera un cadre d'échanges entre les acteurs intervenant dans le secteur agricole tout entier. Elle permettra d'optimiser les interventions des acteurs à travers la mise en cohérence et le développement de la complémentarité des activités⁵³.

⁵³ La mise en place de ces PRC répond au besoin de renforcement des institutions pérennes du Ministère dans leurs rôles de coordination des acteurs conformément aux dispositions du PNIA. Les PRC seront présidées et animées par les Directions Régionales de l'Agriculture et se réuniront 2 fois par an (tous les 6 mois). Elles rassembleront les cadres de la DRA et des DDA, le représentant du Conseil Régional, les représentants d'OPA (en amont et aval des filières agricoles), les projets en cours dans la région, les partenaires et institutions techniques (ANADER, ONDR, ...), les ONG et les institutions financières actives dans la région (microfinance et banque commerciale).

- b) Renforcement en matière de statistiques agricoles: Le Projet renforcera les compétences du service statistique des DRA/DDA à travers le développement de bases de données, notamment une base de données sur les Organisations Professionnelles Agricoles et une autre sur les statistiques agricoles de la région comportant les volets suivants: les données pluviométriques, les productions agricoles (spécifications, surfaces, productions, rendements), l'évolution des prix des produits vivriers (prix à la consommation et prix au producteur), l'évolution des prix des intrants et outillage (semences, engrais, herbicides, machette, etc.).

23. Dans le cadre de son financement pour l'adaptation au changement climatique, le Projet offrira un appui au Ministère de l'Environnement dans le domaine : (i) du développement de sa stratégie nationale d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique; (ii) de l'établissement des mécanismes de coordination entre les différents acteurs institutionnels (Eaux et forêts, environnement, plan, agriculture etc.) et de veille à l'intégration du changement climatiques dans les stratégies du secteur agricole et rural; (iii) de la conduite des actions de sensibilisation sur les questions liées aux changements climatiques au niveau des OPA ciblées par le PROPACOM et des utilisateurs des ressources naturelles; et (iv) de l'élaboration d'un mécanisme de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques d'adaptation (suivi, évaluation, diffusion).

Gestion des savoirs

24. C'est à partir de son mécanisme de SE des performances du Projet que l'identification des leçons apprises et bonnes pratiques sera menée. Bien que le Projet assurera la capitalisation et la dissémination systématique des approches innovatrices et porteuses de résultats probants, le PROPACOM, dans une stratégie qui vise la pérennisation de ses interventions, s'attèlera à l'identification de structures déjà existantes (telle que l'ANOPA-CI) qu'elle renforcera en vue de devenir une plateforme de partage et d'apprentissage au profit des OPA, porte d'entrée du Projet. Les Directions Régionales Agricoles (DRA) et leur Plateforme Régionale de Coordination (PRC) joueront un rôle central dans les efforts de renforcement des dynamiques de gestion des connaissances.

25. La gestion des savoir se fera à travers : (i) l'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OPA; (ii) la réalisation des études thématiques ponctuelles ; (iii) la production et la diffusion de supports audio-visuels et (iv) le renforcement des capacités des acteurs locaux à même de remplir une fonction de plateforme de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques rurales.

- a) L'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OPA se fera au niveau régional et national à travers des réseaux thématiques, nationaux et régionaux (Fidafric, IED Afrique, ...), les Chambres de Commerce, d'Industries et d'Agriculture, les faïtières des OPA, Ces ateliers permettront d'amener les différents acteurs des filières : les partenaires et les professionnels des filières considérés à partager les connaissances, les contraintes, les approches de solutions et les technologies ;
- b) la réalisation des études thématiques ponctuelles afin d'analyser en détail des thématiques ou problématiques dégagées par les acteurs dans les concertations ou par les interventions sur le terrain et qui sont jugées utile pour le développement des filières ;
- c) la production et la diffusion de supports audio-visuels se feront régulièrement pour transmettre des informations et des savoirs à plus grande échelle. Les différents canaux de communication. Seront utilisés : manuels de formation, guides de bonnes pratiques, fiches techniques, posters, vidéos, d'émissions radio, diffusion et mise à jour régulières des informations sur le site web FIDA.
- d) Un mécanisme d'échange des bonnes pratiques sera mis en place par le Programme qui assurera le renforcement des capacités des acteurs déjà actifs au niveau de la capitalisation et la dissémination des bonnes pratiques agricoles.

26. La mise en œuvre de ce système de gestion des savoirs facilitera : la coordination et la gestion des informations et des connaissances; la mise en place des mécanismes d'échange et d'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes à l'information et aux savoirs en utilisant les

radios rurales, plateformes de consultation, etc., particulièrement leur accès au savoir-faire entrepreneurial et aux informations sur le développement du micro-entreprenariat rural ; la promotion des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles, de production et diffusion des semences certifiées etc.

Processus d'auto-évaluation participative et de préparation du PTBA

N°	Etapas	Description	Responsable	Membres associés	Période
1	Réunion préparatoire	<ul style="list-style-type: none"> Objectif: (i) faire le point des activités de l'année en cours, décider des mesures correctrices à prendre; (ii) proposer des objectifs à atteindre l'année suivante; (iii) fixer les axes prioritaires sur base des recommandations des missions de supervision, des résultats déjà acquis et des préoccupations des OPA et des prestataires; et (iv) fixer le calendrier et le processus de préparation du PTBA; et (v) fixer des enveloppes indicatives régionales sur la base de la lettre de cadrage élaborée par l'UCP. 	UCP/ AR DRA	Partenaires stratégiques; Prestataires	Mi-août
2	Elaboration des PTBA régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Le contenu doit comprendre entre autres, les demandes d'appui des OPA, les prestations diverses, etc. 	AR/DRA	Prestataires	Septembre
	Validation régionale du PTBA régional	<ul style="list-style-type: none"> Partager le plus largement possible le Projet de PTBA 	AR avec appui de l'UCP	Acteurs régionaux, prestataires	Septembre
3	Elaboration d'un projet de PTBA global sur la base des PTBA des régions	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration détaillée des prévisions d'activités et budgétaires des composantes Elaboration du projet de PTBA global. 	UCP/RSE (leader)	Partenaires stratégiques et prestataires	Septembre
4	Examen et adoption du PTBA par le Comité de Pilotage	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité de Pilotage se réunit et examine le projet de PTBA. Il formule des observations et amendements et l'adopte. L'UCP prend en compte les observations du Comité de Pilotage et envoie le projet de PTBA au FIDA pour avis de non objection. 	COP	Le Projet	Mi-novembre
6	Examen et avis de non objection du FIDA	<ul style="list-style-type: none"> Le FIDA examine le PTBA et transmet à L'UCP ses avis et observations. 	CPM/FIDA	CPMTeam/FIDA	(7 jours)
7	Elaboration version définitive du PTBA	<ul style="list-style-type: none"> Le RSE, le RAF et le COD: (i) prennent en compte les observations du FIDA; (ii) élaborent la version finale du PTBA; et (iii) distribuent la version finale aux parties concernées. 	COD RSE RAF	Coordonnateur Autres membres de la COD	30 jours après non objection du FIDA
8	Ateliers régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Restitution du progrès et auto-évaluation par les centres de ressources et les plateformes de communication du PTBA de l'année de travail 	COD/ COR	DRAEP Prestataires	Début janvier (1 à 2 jours)

Appendice 1 PTBA de la première année

Composante	Sous-compo.	Activités	Coût (US\$)
A. Amélioration durable de la production agricole	A.1 Appui à la structuration et à la professionnalisation des OPA	Sensibilisation sur l'alphabétisation fonctionnelle	3.600
		Renforcement des capacités des OPA de second niveau	180.000
		Participation des OPA de second niveau aux visites d'échange / foires agricoles	39.000
		Participation des OPA au dialogue politique	20.800
		Appui institutionnel aux OPA de second niveau	31.500
		Communication	15.000
		Total A.1	289.900
	A.2 Accès aux facteurs de production	<i>A.2.1 Intrants agricoles, mécanisation, appui conseil</i>	
		Production de semences de base (riz, maïs) et boutures manioc	6.500
		Sensibilisation et sélection de paysans semenciers	1.600
		Appui conseil	93.100
		Total A.2.1	101.200
		<i>A.2.2 Aménagements hydro-agricoles</i>	
		Pas d'activités en année 1	
		Total A.2.2	0
		<i>A.2.3 Adaptation au changement climatique</i>	
		Recherche-action et diffusion intensification agro-écologique durable (CNRA)	479.000
		Recherche-action et diffusion information agro-climatique (SODEXAM)	281.400
		Lutte antiérosive, région de Tonkpi (DREF)	130.800
		Reboisement et lutte feux de brousse, régions De Ferkessédougou et Korhogo (DREF)	419.800
		Total A.2.3	1.311.000
		Total A.2	1.412.200
	A.3 Accès au financement rural	Elaboration du manuel de procédures du Mécanisme de partage des risques (MPR)	8.000
		Total A.3	8.000
Total composante A			1.710.100
B. Valorisation et mise en marché	B.1 Transformation et commercialisation	AT Identification matériel post récolte, formation utilisation et entretien (2 pers. mois)	800
		AT liaison OPA / institution de financement (2 pers. mois)	800
		Coordination activités prestataire services (6 pers. mois)	3.600
		Collecte d'information et activités de lobbying (6 pers. mois) en appui à l'interprofession céréales	2.400
		Total B.1	7.600
	B.2 Infrastructures de mise en marché	Pas d'activités en année 1	
		Total B.2	0
Total composante B			7.600

C. Coordination, suivi-évaluation	C.1 Unité de coordination du Projet	Aménagement des bureaux des antennes	30.000
		Equipement / matériel bureaux antennes	43.300
		Moyens de transport	580.900
		Information et sensibilisation des acteurs	69.700
		Appui aux directions du MINAGRI	78.800
		Formation personnel UCP	8.000
		Atelier national de lancement	17.500
		Atelier régionaux de lancement	26.400
		Etude de la situation de référence	50.000
		Ateliers participatifs et préparation PTBA, départements.	64.000
		Ateliers participatifs et préparation PTBA, régions	26.400
		Atelier participatif et préparation des PTBA, national	10.000
		Cadre régional de concertation (CRC)	23.200
		Comité d'orientation et de pilotage (COP)	44.000
		Formation DDA et DRA	327.600
		Renforcement DDA et DRA en matière de concertation	78.500
		Frais personnel UCP et antennes (FIDA+GOVT)	142.600
		Total C.1	1.621.000
	C.2 Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	Etudes sur vulnérabilité par zones agro-écologiques	39.000
		Sensibilisation, communication sur le changement climatique	10.000
		Ateliers renforcement capacités des partenaires sur CC	12.000
		AT communication et vision stratégique (4 pers. mois)	40.000
		Production brochures	10.000
		Système SIG (études, matériel et sites sentinelles)	20.000
		Assistance technique ASAP	12.000
		Kits informatiques et matériels de projection	7.000
		Communication mobile et Internet	4.000
		Total C.2	174.000
Total composante C		1.795.000	
TOTAL		3.512.700	

Annexe 7: Gestion financière et dispositifs de décaissement

Leçons du passé

1. Comme indiqué à l'Annexe 5, le Gouvernement de Côte d'Ivoire et le FIDA ont choisi d'organiser les appuis de cette institution au secteur agricole ivoirien, au sein d'un Programme unique et évolutif dénommé Programme d'appui au développement agricole et à la commercialisation (PROPACOM). Afin de garantir l'harmonie du Programme, les deux premiers projets qui le composent auront en commun, le même dispositif de pilotage et de coordination général, les mêmes manuels d'exécution, de gestion administrative et financière, de suivi-évaluation et de passation des marchés. L'objectif poursuivi est la rationalisation des projets du portefeuille FIDA en respectant le triptyque de (i) l'efficacité de la chaîne de commandement; (ii) l'efficience dans la gestion; et (iii) le principe de subsidiarité. Le PROPACOM et le PROPACOM-Ouest se partageront alors le même dispositif de coordination qui sera responsable de la gestion des deux financements.
2. Le modèle de gestion et les circuits des fonds seront amandés pour prendre en compte l'évolution des responsabilités au niveau de l'UCP et des antennes. Comme indiqué dans l'Annexe 5, l'UCP sera désormais responsable de la gestion fiduciaire générale du Programme alors que les antennes seront davantage responsabilisées sur les aspects opérationnels. Pour leur permettre d'assumer convenablement leurs responsabilités opérationnelles et être comptables de leurs résultats, les antennes se verront accorder un niveau d'autonomie que n'avaient pas les antennes du PROPACOM. Le principe de relever le niveau de responsabilité des antennes et de leur déléguer plus de responsabilité fiduciaire a été retenu entre le gouvernement et le FIDA.
3. Dans cette logique, il a été convenu avec la Direction de l'Agence Comptable de la dette Publique, que le responsable d'antenne régionale soit désormais administrateur délégué pour certaines dépenses afférant à sa zone d'intervention et qu'il puisse à ce titre signer localement certains contrats de passation de marché. Le niveau des dépenses et des seuils de passation des marchés relevant des antennes ont été discutés au cours de la mission de conception finale en séance conjointe réunissant le MINAGRI, la Direction du Budget, l'Agence Comptable de la Dette Publique et la Direction des marchés Publics. Il a été convenu que chaque antenne (anciennes et nouvelles) sera dotée d'un chargé de la gestion administrative et financière recruté au niveau licence au minimum. Ils travailleront sous la supervision directe du responsable administratif et financier (RAF) de l'UCP. En accord avec les chefs d'antennes, ils rendront mensuellement compte au RAF de l'état des dépenses et de l'utilisation des ressources au coordinateur du Projet. Ils prendront également en charge les activités liées à la passation des marchés au niveau régional.
4. Un régisseur (sous la tutelle de l'agent comptable situé au niveau de l'UCP) sera par ailleurs détaché dans les antennes afin de leur attribuer l'autonomie financière nécessaire à une mise en œuvre efficace du Projet dans leurs zones d'intervention.

Comptabilité, contrôle interne financier et de gestion

5. Les fonds du Projet seront gérés selon les procédures en vigueur en Côte d'Ivoire ainsi que celles du FIDA en matière de gestion financière et administrative des projets. Les procédures de gestion administrative et financière seront détaillées dans la lettre à l'emprunteur et dans le manuel de gestion administrative et financière du Projet.
6. Tout comme pour le PROPACOM en cours, le suivi de la réalisation du Projet s'appuiera sur une organisation comptable efficace et sur un contrôle de gestion rigoureux, grâce à l'utilisation du logiciel TOMPRO déjà connu par le personnel du Programme. Ce logiciel de gestion comptable et financière de Projet permet également le suivi de tableaux de bord financiers et de gestion et la production de rapports périodiques.
7. Outre la supervision de la production des états comptables et financiers, le Responsable administratif et financier (RAF), responsable de la gestion financière du Projet supervisera directement la gestion au niveau des antennes. Il veillera également à la régularité des opérations de

gestion et à l'utilisation rationnelle du patrimoine du Projet. Le RAF vérifiera la régularité des dépenses et la respect des procédures administratives, comptables et financières; il rendra mensuellement compte de l'état des dépenses et de l'utilisation des ressources au coordinateur du Projet.

Compte désigné et décaissements

8. Pour faciliter les décaissements du prêt FIDA et l'exécution du Projet, l'Emprunteur ouvrira au nom du Projet un compte désigné dans une banque commerciale à Abidjan, à la satisfaction du FIDA pour recevoir les fonds extérieurs. Dès l'entrée en vigueur de l'accord de don, un dépôt correspondant à 50% du montant du premier PTBA sera effectué par le FIDA.

9. L'UCP basée à Bouaké et les cinq antennes (Man et Séguéla pour le nouveau Projet et Korhogo, Bondoukou et Bouaké pour l'ancien) disposeront des sous-comptes-désignés qui serviront à financer les dépenses de fonctionnement et d'investissement prévues dans le PTBA. Ces sous-comptes recevront les fonds extérieurs et ceux de la contrepartie nationale.

10. Les sous-comptes désignés de l'UCP et des antennes seront domiciliés dans une Banque commerciale au niveau de leurs zones d'intervention. Dès la première année de mise en œuvre du Projet, l'UCP recevra une avance de fonds de démarrage, correspondant à 50% de leurs PTBA respectifs, renouvelable dès que le décaissement atteint les 2/3 du montant avancé⁵⁴. Le renouvellement des fonds se fera par DRF préparées par l'UCP et comprenant les relevés des dépenses des antennes et de l'UCP. Les sous-comptes des antennes seront approvisionnés à partir du compte de l'UCP. Le RAF sera destinataire des demandes de renouvellement et de réapprovisionnement de fonds formulées par les antennes à l'appui desquelles la documentation nécessaire sera jointe.

11. Le gouvernement prendra toutes les dispositions utiles pour la prise en charge totale des droits et taxes afférents aux dépenses du Projet, y compris les inscriptions annuelles au budget d'investissement consolidé de l'État, l'émission de chèques du trésor, et les exonérations des droits sur les importations effectuées par le Projet. Les spécimens des signatures des personnes habilitées à mouvoir le compte désigné, les sous-comptes désignés, et le compte de Projet seront transmis au FIDA dès le démarrage du Projet.

12. Les opérations sur le sous-compte désigné et le compte Projet nécessiteront la double signature du Coordinateur et du responsable administratif et financier au niveau de l'UCP. Les décaissements pour les grands travaux de génie civil, les achats de véhicules et équipements, pourront être directement payés par le FIDA. Les décaissements des fonds du sous-compte désigné se feront sur la base de relevés de suivi financier. Les originaux des pièces seront gardés à l'Unité de coordination et au niveau des antennes et mis à la disposition des auditeurs et des missions de supervision.

Catégories des dépenses autorisées

13. L'accord de financement prévoit l'affectation du montant du financement à des catégories de dépenses autorisées et spécifie les pourcentages des dépenses devant être financées. Le FIDA assure le suivi de l'utilisation du financement afin de déterminer quand l'enveloppe allouée à une catégorie de dépenses est épuisée ou en voie de l'être. Si le FIDA estime que le montant du financement alloué dans l'accord de financement à une catégorie de dépenses déterminée est ou sera insuffisant, le Fonds peut, après notification à l'Emprunteur: (i) réaffecter à une catégorie les montants du financement alloués à une autre catégorie à concurrence du montant nécessaire pour combler le déficit estimé; et/ou (ii) réduire le pourcentage des dépenses autorisées devant être financées, si cette réaffectation ne suffit pas à combler le déficit estimé.

⁵⁴ Flux des fonds en Appendice 1

14. Le financement est utilisé exclusivement pour financer des dépenses répondant aux critères suivants: (i) la dépense doit correspondre au coût raisonnable des biens, travaux et services nécessaires au Projet et prévus au PTBA concerné et acquis conformément aux procédures prévues dans les Directives pour la passation des marchés en vigueur au FIDA ; (ii) les dépenses doivent être faites pendant la période d'exécution du Projet, à l'exception des dépenses correspondant aux frais de liquidation du Projet qui peuvent être faites entre la date d'achèvement du Projet et la date de clôture du don ; (iii) les dépenses doivent être faites par une Partie au Projet ; (iv) si, aux termes de l'accord, le montant du financement est affecté à des catégories de dépenses autorisées et que le pourcentage est précisé, la dépense doit entrer dans une catégorie dont l'allocation n'a pas été épuisée, et elle n'est autorisée que dans la limite du pourcentage applicable à la catégorie en question ; (v) la dépense doit être par ailleurs autorisée conformément aux conditions stipulées dans l'accord de financement.

15. Le Fonds peut décider que certains types de dépenses ne seront pas autorisés. Tout paiement interdit par décision du Conseil de sécurité des Nations Unies en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ne sera pas admissible au financement au titre du financement.

16. Aucun paiement fait à une personne ou à une entité, ou pour l'achat de tout bien ou service, ne peut être admissible à un financement au titre du financement si le fait de procéder à ce paiement ou de le recevoir constitue un acte de coercition, de collusion ou de corruption ou une pratique frauduleuse de la part de tout représentant de l'Emprunteur ou de toute Partie au Projet.

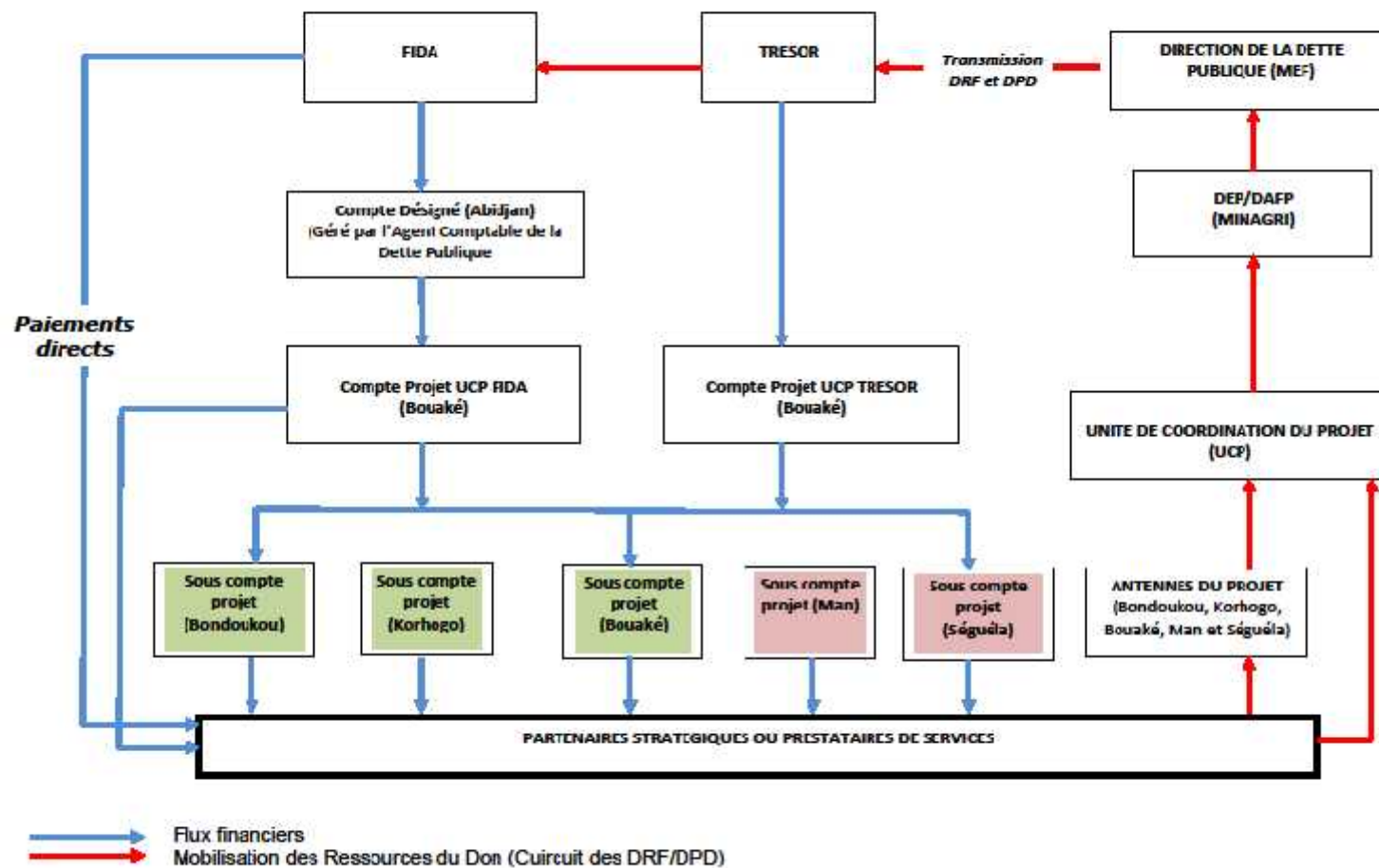
Audit des comptes

17. L'Emprunteur nomme, avec l'accord préalable du FIDA, des auditeurs externes pour procéder à la fin de chaque année fiscale à l'audit des comptes du PROPAC. L'audit externe doit être mené suivant des standards internationaux d'audit et conformément aux procédures et critères précisés dans les "Directives relatives à l'audit des projets (à l'usage des emprunteurs)" du FIDA.

18. L'audit externe des comptes portera sur l'examen et la vérification : i) de la comptabilité et des états financiers consolidés du Projet; ii) des procédures administratives, financières et comptables ainsi que du contrôle interne financier et de gestion en vigueur; iii) du Compte désigné du prêt; iv) des demandes de décaissement du Compte de prêt et des demandes de remboursement de fonds; et v) de la gestion du personnel et des prestataires de services spécialisés.

19. Le cabinet d'audit sera également invité à formuler son appréciation sur les amendements éventuels au Manuel des procédures administratives, financières et comptables, les modalités de passation des marchés, la légitimité des dépenses imputées au Compte désigné ainsi que l'utilisation des biens et services financés par le Projet. Il fournira une opinion séparée sur les états certifiés de dépenses et une lettre de recommandations séparée concernant l'efficacité de la comptabilité et des systèmes de contrôle interne. L'UCP présentera au FIDA la réponse à la lettre de recommandations des auditeurs dans un délai d'un mois à compter de sa réception. L'UCP sera responsable de l'application des recommandations spécifiées dans les rapports d'audits annuels. Les honoraires de l'auditeur seront payés à partir des fonds du don.

Appendice 1: Flux financiers du PROPACOM/PROPACOM-Ouest



Annexe 8: Passation des marchés

Le code des Marchés Publics de Côte d'Ivoire

1. Dans la logique du Programme unique d'intervention coordonné et géré par le même dispositif institutionnel, le PROPACOM-Ouest utilisera les mêmes procédures de passation des marchés que le PROPACOM en cours. Ces procédures sont régies par le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant code des marchés publics. Il a apporté des changements majeurs dans le dispositif de passation des marchés en Côte d'Ivoire. Ces changements consistent en particulier en la séparation et l'indépendance des fonctions de contrôle et de régulation avec la création de l'Agence Nationale de Régulation des marchés publics. Ce décret marque un effort de la part du gouvernement, vers l'amélioration de l'intégrité du système des marchés publics, et conformément aux principes de bonne gouvernance en termes de la transparence et de la responsabilité.
2. Le Code des marchés publics ivoirien s'aligne parfaitement sur les directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA. Il est à cet effet compatible aux exigences de bonne concurrence, d'efficacité économique, de transparence et de célérité à travers la mise en place d'outils et d'organes appropriés.
3. Les principes fondamentaux prévus par le code sont : (i) le libre accès à la commande publique, (ii) l'égalité de traitement des candidats, (iii) la transparence de procédures, (iv) l'interdiction de toute discrimination fondée sur la nationalité des candidats, (v) la libre concurrence, (vi) l'économie et l'efficacité de la dépense publique, (vii) l'équilibre économique et financier, (viii) le droit de recours des soumissionnaires.
4. Le code pose comme règle de principe l'appel d'offre ouvert. Le recours à tout autre mode de passation est exceptionnel. A ce titre, il doit être motivé et autorisé par le Ministre chargé des marchés publics. Ces modes de passation exceptionnels sont l'appel d'offre restreint et la procédure de gré à gré.
5. Trois types de seuils sont prévus par le Code de passation des marchés publics :
 - a. Le seuil d'obligation de passer « marché » : est fixé de manière uniforme à 30 000 000 de francs CFA. Pour les marchés compris entre 10 000 000 FCFA et 30 000 000 FCFA, le Code prévoit une procédure particulière dite de « concurrence informelle » par la comparaison de trois factures. Les marchés inférieurs à 10 000 000 FCFA pourront être exécutés à la simple comparaison obligatoire d'au moins trois factures sans qu'il soit besoin de mettre en place une procédure particulière.
 - b. Le seuil d'obligation pour faire valider les dossiers d'appel d'offres par la DMP avant leur publication est d'au moins 30 000 000 FCFA ;
 - c. Le seuil d'obligation de validation par la Direction des marchés publics, des propositions d'attribution provisoire décidées par la commission déconcentrée ou décentralisée d'ouverture des plis et de jugement des offres, concerne tout marché d'un montant égal ou supérieur à cent millions (100 000 000) de francs CFA ;
 - d. Le seuil d'approbation nécessaire pour donner effet à un marché fixé à 100 000 000 FCFA. Les marchés d'un montant supérieur ou égal à 100 000 000 sont approuvés par le Ministre chargé des marchés publics. Les marchés d'un montant inférieur à 100 000 000 FCFA sont approuvés par le Ministre de tutelle de l'autorité contractante. Pour les marchés extérieurs à l'administration centrale l'approbation est du ressort du préfet de département.

La passation des marchés publics dans la mise en œuvre du PROPACOM

6. Les conditions de passation de marchés du Projet sont désormais incluses dans les conditions générales au financement du développement agricole par le FIDA. Toutefois, les conditions spéciales sont détaillées dans la lettre au Bénéficiaire, qui indiquera les seuils d'examen préalable du FIDA.

Conditions générales

7. Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le Projet seront passés conformément aux dispositions de la réglementation du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés.

8. Au démarrage du programme, le Plan de Passation de Marchés ci-dessous, relatif aux dix-huit premiers mois de mise en œuvre sera actualisé par l'Unité de coordination du Programme et soumis à non objection du bailleur. Il mentionnera pour chaque marché, la méthode de passation des marchés, les seuils proposés et les préférences applicables au Projet. Ce premier plan de passation des marchés sera une des conditions préalables de décaissement. Ensuite et pour chaque année suivante, un plan annuel de passation de marché sera élaboré et intégré au PTBA. Il fera l'objet d'une approbation par le comité de pilotage et d'une non objection par le FIDA avant sa mise en œuvre.

9. Chaque plan de passation des marchés devra préciser les procédures qui doivent être suivies par le Bénéficiaire afin de garantir la compatibilité avec les directives du FIDA pour la passation des marchés.

10. Les marchés doivent être entrepris au cours de la période d'exécution du Projet. Dans la mesure du possible et pour des raisons d'économies d'échelle et d'efficacité, certains marchés seront regroupés en lot: le génie civil, les moyens de transport, les biens d'équipement (matériels informatiques et autres) et le mobilier de bureau.

Méthodes particulières de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux

11. **Appel à la concurrence Internationale.** Sauf disposition contraire du paragraphe ci-dessous, les contrats de fournitures et travaux d'un montant élevé susceptibles d'intéresser les entreprises opérants sur le plan international, sont attribués sur la base d'un Appel d'Offres International. L'avis d'appel à concurrence doit être publié dans un journal d'annonces internationales ou sur le Web, parallèlement à sa publication dans le Bulletin officiel des Marchés publics de la République de Côte d'Ivoire. Le délai minimum de publication est de quarante-cinq jours. Toutefois, pour l'acquisition du matériel roulant et du matériel informatique, le Projet pourra recourir à la centrale d'achat des Nations Unies.

12. **Autres méthodes de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux.** Le tableau 1 ci-dessous détermine les méthodes de passation des marchés autres que l'Appel d'Offres à la concurrence internationale, pouvant être utilisées pour les fournitures et les travaux. Le Plan de passation des marchés spécifie les conditions dans lesquelles ces méthodes peuvent être utilisées.

Tableau 1: Méthodes de passation de marchés applicables

(a) Appel à la concurrence nationale
(b) Consultation de fournisseurs à l'échelle nationale
(c) Marché passé avec la communauté
(d) Entente directe ou gré à gré

13. **Seuils relatifs aux méthodes de passation de marché.** Le tableau 2 ci-dessous détermine les seuils déterminant les méthodes de passation de marché requises (AOI, AON, CR).

Tableau 2 : Seuils relatifs aux méthodes de passation des marchés

	Méthode de passation des marchés	Fournitures et travaux	Observations
1.	Appel d'offre international (AOI)	Supérieur ou égal à 100.000 US\$	
2.	Appel d'offre national (AON)	De 20 000 US\$ à 100 000 US\$	
3.	Consultation Restreinte (CR)	Inférieur à 20 000 US\$	3 consultations minimum. Le Code des marchés publics subordonne l'appel d'offre restreint à l'autorisation du ministre chargé des marchés publics

Méthodes Particulières de Sélection et d'Emploi de Consultants

14. **Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût.** Sauf disposition contraire du paragraphe ci-dessous, les contrats de services de consultants sont attribués conformément à la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût.

15. **Autres méthodes de Sélection et d'Emploi de Consultants.** Le tableau 3 ci-dessous définit les méthodes de passation des marchés, autres que la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût, qui peuvent être utilisées pour les services de Consultants. Le Plan de passation des marchés spécifiera les conditions dans lesquelles ces méthodes peuvent être utilisées.

Tableau 3 Autres Méthodes de sélection et d'emploi de Consultants applicables

Méthode de Passation de Marchés
(a) Sélection au Moindre Coût (SMD)
(b) Sélection fondée sur les qualifications des Consultants (SQC)
(c) Sélection de Consultants Individuels
(d) Sélection par gré à gré
(e) Enveloppe budgétaire
(f) Qualité

Marché passé avec la communauté

16. Lorsque le Projet fera appel à la participation des groupements de bases ou institutions communautaires, il pourra simplifier et adapter les procédures de passation des marchés, le cahier des charges et les clauses contractuelles à condition de respecter les principes de l'économie, de l'efficacité et de la justice sociale. Le rôle de l'Unité nationale de coordination du Projet (UCP) est de superviser et d'encadrer la passation des marchés, les décaissements et l'exécution des activités confiés aux OPA, de façon à garantir la transparence, l'intégrité et le respect des obligations redditionnelles.

Examen par le FIDA des Décisions relatives à la Passation des Marchés

17. Le FIDA supervisera les opération de passation de marché du Bénéficiaire afin de s'assurer que les fonds sont utilisés aux fins stipulés dans l'accord de financement, en tenant compte des principes d'économie, d'efficience et d'équité sociale.

18. Le Plan de Passation de Marchés relatif à la première année de mise en œuvre du Projet sera élaboré par l'UCP et soumis à non objection du FIDA. Il mentionnera pour chaque marché, la méthode et les seuils proposés. Ce premier plan de passation des marchés sera une des conditions préalables de décaissement. Ensuite et pour chaque année suivante, un plan annuel de passation de marché sera élaboré et intégré au PTBA. Il fera l'objet d'une approbation par le comité de pilotage et d'une non objection par le FIDA avant sa mise en œuvre.

19. Concernant les marchés proprement dits, les seuils d'examen préalable des marchés par le FIDA sont spécifiés dans la lettre au bénéficiaire. Le montant de ces seuils dépend de la nature du marché (Acquisition de bien, travaux, services et fournitures courants, prestations intellectuelles) et peuvent être modifiés.

Tableau 4 Seuils indicatifs d'examen préalable du FIDA

Nature du marché	Seuils d'examen préalable le FIDA (1\$=500FCFA)
Biens et travaux	>25 000 000 FCFA ou 50 000 USD
Prestations intellectuelles	>10 000 000 FCFA ou 20 000 USD

20. Le FIDA dans le cadre de cet examen, veillera au respect des procédures d'appels d'offres, de la documentation de l'évaluation et la sélection des adjudicataires. Le FIDA vérifiera aussi la conformité des méthodes et des seuils utilisés par rapport au plan de passation de marché.

21. Après l'évaluation des propositions mais avant l'acte de signature, le contrat et les documents y afférents seront transmis au FIDA pour examen. Le marché ne sera définitivement attribué qu'après l'obtention de la non-objection du FIDA. Une fois le contrat signé, l'UGP en transmettra copie conforme au FIDA.

22. Niveau d'autonomie des Antennes La mission de conception finale a permis de convenir avec la partie nationale, du principe d'accorder au Projet et aux cinq antenne du PROPACOM les avantages suivants: (i) le maintien de l'inscription du Projet dans le Système intégré de gestion des finances publics (SGFIB), avec le code de région de Bouaké ; (ii) une élaboration éclatée du budget du Projet par antennes de manière à pouvoir faire ressortir les budgets de celles-ci ; (iii) faire valider ces budgets par le Contrôleur financier compétents en vue de leur prise en compte dans le Système intégré de gestion des marchés publics (SIGMAP) ; et (iv) la conduite des opérations de passation des marchés par les Directions régionales des marchés publics compétentes sur la base des lignes à marchés identifiés dans le budget éclaté de chaque antenne.⁵⁵ Le manuel de gestion administrative et financière qui sera actualisé au démarrage du Projet donnera plus de précisions sur les enveloppes budgétaires à accorder aux antennes ainsi que les modalités de fonctionnement entre UCP, antennes et Directions régionales des marchés publics.

⁵⁵ Cf courrier officiel 0991/2014/MPMB/DGBF/DMP/49 du 10 Avril 2014 joint en appendice XXX de l'annexe 5

Appendice 1 Plan de passation des marchés (18 premiers mois)

N° de ref	Description du contrat	Coût en USD « 000 »	Nombre de lots	Méthode de passation	Présélection (Oui ou non)	Préférence nationale	Examen préalable du bailleur
GC	<u>Génie civil et rural</u>						
	Aménagement bureaux des antennes	30	1	AON	NON	OUI	NON
MT	<u>Moyens de transport</u>						
	Véhicules (SW, Pick-up, motos)	1 363	1	AOI	NON	NON	OUI
EQ	<u>Équipements, mobilier, matériels informatiques</u>						
	Matériel informatique et mobilier de bureau (UCP, antennes, MINAGRI)	113	1	AOI	NON	OUI	OUI
	Equipements et matériels pour l'adaptation au changement climatique	181	1	AOI	NON	NON	OUI
	Intrants agricoles	802	1	AOI	OUI	OUI	OUI
F	<u>Formation et information :</u>						
	Formations organisations de base	598	Plusieurs	(SQC)	NON	NON	OUI
	Formation OPA faïtières	314	plusieurs	(SQC)	NON	NON	OUI
	Formation et appui inst. aux DRA	51	plusieurs	(SQC)	NON	NON	OUI
E	<u>Etudes</u>						
	Etude technique des périmètres à aménager et à réhabiliter et des sites maraichers	813	Plusieurs	(SQC)	OUI	OUI	OUI
	Etudes techniques pistes d'accès (200 km) et pontceaux	339	1	(SQC)	OUI	OUI	OUI
	Diagnostic des OPA						
	Etude situation de référence	50	1	(SQC)	NON	NON	OUI
	Etude vulnérabilité par zone agro-éco	39	1	SCI	NON	NON	OUI
	Recherche action CC	675	1	SCI	NON	NON	OUI
	Reboisement et lutte antiérosive et contre les feux de brousse	825	1	SCI	NON	NON	OUI
	Recherche action info agrométéo	368	1	SCI	NON	NON	OUI
P	<u>Prestataires de services</u>						
	Conventions avec partenaires stratégiques et/ IFR / prestataires	769	Plusieurs	(SQC)	OUI	OUI	OUI

Annexe 9 : Coûts et financements du Projet

Introduction

1. Ce document de travail présente les hypothèses et les résultats de l'estimation des coûts ainsi que le plan de financement du Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest), réalisée au moyen du logiciel COSTAB.
2. La première partie du document porte sur les principales hypothèses retenues concernant la durée et la date de démarrage du projet, les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, les coûts unitaires, les catégories de dépenses, les taxes et la part en devises. La deuxième partie, quant à elle, présente l'estimation des coûts totaux du projet, par composante et par source de financement.
3. Les tableaux de coûts synthétiques et des coûts détaillés relatifs aux différentes composantes du projet sont présentés ci-dessous en appendice.

Hypothèses pour le calcul des coûts

Généralités

4. **Principe de lecture des enveloppes financières.** Le projet étant dans une certaine mesure flexible, car fondé sur une approche participative et le principe d'intervention à la demande, l'estimation des coûts devra être considérée comme indicative et leur présentation essentiellement sous forme d'enveloppes financières annuelles par composante et par activité. Même quand des quantités et des coûts unitaires sont indiqués dans les tableaux détaillés, c'est surtout le montant global prévu pour l'activité qui est à considérer. La planification détaillée des activités et leur mise en œuvre se feront en réponse aux demandes exprimées par les groupes cibles.
5. **Révision des montants par catégorie de décaissement.** Malgré le besoin de flexibilité de la mise en œuvre de l'approche participative, les montants des contributions du FIDA et des autres cofinanciers, tels que retenus lors de la signature des conventions de financement, ne sont pas révisables. Toutefois, en ce qui concerne le FIDA, l'utilisation des enveloppes entre les différentes catégories de décaissement, telles que fixées dans les conventions de financement, pourrait éventuellement être modifiée, sous réserve d'un accord préalable du FIDA et suite à une demande justifiée de l'Emprunteur.
6. **Présentation des coûts en TTC.** Les coûts donnés sont toutes taxes comprises (TTC), c'est-à-dire qu'ils intègrent les droits et taxes à l'importation, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les taxes indirectes, en particulier l'impôt sur les salaires.

Durée et démarrage du projet

7. **Durée d'exécution du projet.** La durée d'exécution du projet est estimée à six ans. Cette durée est en phase avec les durées habituelles des projets comportant des volets formation, sensibilisation, appui technique et institutionnel et permet une appropriation adéquate des activités du projet par les bénéficiaires.
8. **Date de démarrage du projet.** Il est prévu que la présentation au Conseil d'Administration du FIDA se fasse en septembre 2014. En tenant compte des délais pour signer l'accord de prêt et satisfaire les conditions d'entrée en vigueur du prêt, il est estimé que le projet pourrait démarrer début 2015.

Imprévus physiques

9. Les provisions pour imprévus physiques sont destinées à corriger d'éventuelles erreurs sur les quantités et/ou les méthodes de mise en œuvre du projet. Exprimés généralement en pourcentage du coût de base, elles sont le plus souvent appliquées pour les travaux d'infrastructures dont le coût est susceptible de déviation par rapport au coût de base en raison d'éventuelles difficultés dans l'exécution du projet. Sur la base de l'expérience du PROPACOM (en cours d'exécution), les provisions pour imprévus physiques ont été estimées à 5% du coût de base des travaux de génie civil et rural.

Provisions pour hausse des prix

10. Les provisions pour hausse des prix, communément appelées "imprévus financiers", sont destinées à couvrir une éventuelle hausse des prix et une éventuelle perte de change. Elles sont prises en compte par le logiciel COSTAB dans le calcul des coûts totaux du projet. Les provisions pour une hausse des prix sont basées sur les prévisions de la Banque mondiale (indicateur « Manufactures Unit Value Index »/ MUV) en ce qui concerne l'inflation au niveau international et sur les prévisions de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en ce qui concerne l'inflation au niveau local.

11. **Les provisions pour hausse des prix en devises** se basent sur l'indice de la valeur des exportations des produits manufacturés de quinze pays développés et émergents vers les pays en développement et à revenus intermédiaires. Les prévisions retenues dans le COSTAB sont de 2,0% par an sur la période 2015-2020.

12. **Les provisions pour hausse des prix en monnaie locale** sont estimées à 3% par an, sur la base des prévisions publiées par la Commission de l'UEMOA dans le Rapport de Surveillance Multilatérale daté de décembre 2013.

Coûts unitaires

13. Les estimations des coûts sont basées sur les investigations de terrain de la mission de conception du projet. Les coûts ont été saisis dans le COSTAB en dollars des Etats-Unis (\$EU) et en Francs CFA. Concernant les coûts unitaires, le détail des coûts d'investissement, de fonctionnement et d'entretien est présenté dans les différents documents de travail ainsi que dans les tableaux détaillés de l'Annexe 1 du présent document de travail. Seuls les coûts unitaires les plus importants, non expliqués ailleurs sont précisés ci-après.

14. **Frais de personnel.** Les salaires du personnel contractuel recruté pour l'unité de coordination et de gestion du projet (UCP) sont alignés sur les salaires pratiqués par le PROPACOM en cours d'exécution. Les frais de personnel comprennent le salaire de base et les charges sociales (part employeur) (voir tableau 8 de l'annexe 1 pour les détails par poste).

15. **Véhicules et équipements informatiques.** Les coûts d'investissement sont basés sur les derniers marchés passés par le PROPACOM avec des concessionnaires et fournisseurs à Abidjan.

Pourcentages de taxes et composante en devise

Droits et taxes en vigueur

16. Les taxes sont prises en charge par le gouvernement. Le niveau de taxes dans les coûts unitaires a été évalué afin d'estimer la contrepartie financière du gouvernement correspondant aux droits et taxes.

17. La part en devises est estimée afin de calculer les imprévus/provisions pour hausse des prix qui, en raison de taux d'inflation différents, ont un impact variable selon qu'ils s'appliquent à la partie du coût en devises et à celle en monnaie locale.

18. La taxation prise en considération (droits et taxes de douanes, taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes) se fonde sur les régimes fiscal et douanier de l'UEMOA. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux de 18%, s'applique à la plupart des catégories de dépenses utilisées par le projet comme c'est le cas dans tous les pays membres de l'UEMOA, à l'exception des intrants agricoles et des conventions passées avec les structures et institutions de l'Etat qui ne sont pas soumis à la TVA.

19. Concernant les biens importés, ils supportent des taxes calculées sur la valeur CAF (coût, assurance et fret): droits et taxes à l'importation, redevance douanière et statistique, taxe sur la valeur ajoutée (applicable à la valeur CAF et aux droits et taxes acquittés). Ces droits et taxes doivent être considérés pour calculer le pourcentage moyen de taxes et de devises dans le coût total pour les biens importés.

20. Les achats effectués localement sont soumis à la TVA.

Coûts du Projet

Coûts totaux

21. Les coûts totaux du projet, sur une période de 6 ans, y compris les provisions pour imprévus physiques et pour hausse des prix, s'élèvent à 29,85 milliards de FCFA, équivalent à 59,70 millions de \$EU. Les coûts de base sont de 26,40 milliards de FCA (52,79 millions \$EU). Les provisions pour imprévus physiques et financiers s'élèvent respectivement à 0,50 milliards de FCFA (1,00 million \$EU) et 2,95 milliards de FCFA (5,90 millions \$EU). Les taxes y sont incluses pour un montant total de 1,97 milliards de FCFA (3,94 millions \$EU). Enfin les investissements représentent 96,1% des coûts totaux, et les coûts récurrents 3,9%.

Coûts par composante

22. Le tableau ci-dessous présente les coûts de base par composante. Il fait ressortir l'importance qui sera donnée aux aménagements hydro-agricoles qui représente 29% des coûts de base du projet, ainsi qu'aux infrastructures de mise en marché (16% des coûts de base du projet), et l'accès aux intrants agricoles, mécanisation et appui conseil (19% des coûts de base), alors que l'adaptation au changement climatique représente 8% des coûts de base, et l'appui à la structuration et à la professionnalisation des OP 7%. La gestion et le suivi-évaluation du projet représentent 10% des coûts de base du projet.

République de Côte d'Ivoire								
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)								
Components Project Cost Summary								
	(F CFA Million)			(US\$ '000)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. AMÉLIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE								
1. Appui à la Structuration et à la Professionnalisation des OP	1 743	19	1 762	3 486	38	3 524	1	7
2. Accès aux Facteurs de Production								
a. Intrants Agricoles, Mécanisation et Appui-conseil	4 779	665	5 444	9 557	1 330	10 888	12	21
b. Aménagements Hydro-agricoles	5 345	2 181	7 526	10 689	4 362	15 051	29	29
c. Adaptation au Changement Climatique	1 943	199	2 142	3 887	398	4 285	9	8
Subtotal Accès aux Facteurs de Production	12 067	3 045	15 112	24 133	6 090	30 224	20	57
3. Accès au Financement Rural	585	81	666	1 170	163	1 333	12	3
Subtotal AMÉLIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	14 395	3 146	17 540	28 789	6 291	35 081	18	66
B. VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ								
1. Appui professionnalisation acteurs post-récolte et accès aux marchés	605	353	959	1 210	707	1 917	37	4
2. Infrastructures de Mise en Marché	3 325	1 623	4 949	6 650	3 247	9 897	33	19
Subtotal VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ	3 930	1 977	5 907	7 861	3 954	11 814	33	22
C. COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS								
1. Coordination et Gestion du Projet	2 409	204	2 613	4 818	408	5 225	8	10
2. Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	334	2	336	668	4	672	1	1
Subtotal COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS	2 743	206	2 949	5 485	412	5 897	7	11
Total BASELINE COSTS	21 068	5 328	26 396	42 135	10 657	52 792	20	100
Physical Contingencies	327	176	502	653	351	1 004	35	2
Price Contingencies	2 523	428	2 951	5 047	856	5 903	14	11
Total PROJECT COSTS	23 918	5 932	29 850	47 835	11 864	59 699	20	113

République de Côte d'Ivoire							
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)							
Project Components by Year -- Base Costs							
(US\$ '000)							
Base Cost							
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
A. AMÉLIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE							
1. Appui à la Structuration et à la Professionnalisation des OP	290	1 201	908	292	472	362	3 524
2. Accès aux Facteurs de Production							
a. Intrants Agricoles, Mécanisation et Appui-conseil	180	2 966	3 712	2 833	766	432	10 888
b. Aménagements Hydro-agricoles	-	813	6 892	6 709	638	-	15 051
c. Adaptation au Changement Climatique	1 311	1 112	832	357	327	345	4 285
Subtotal Accès aux Facteurs de Production	1 491	4 891	11 435	9 899	1 730	777	30 224
3. Accès au Financement Rural	8	567	219	220	176	144	1 333
Subtotal AMÉLIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	1 789	6 659	12 562	10 410	2 378	1 283	35 081
B. VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ							
1. Appui professionnalisation acteurs post-récolte et accès aux marchés	8	534	553	491	212	120	1 917
2. Infrastructures de Mise en Marché	-	827	4 567	4 486	17	-	9 897
Subtotal VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ	8	1 361	5 120	4 977	229	120	11 814
C. COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS							
1. Coordination et Gestion du Projet	1 543	429	407	846	970	1 030	5 225
2. Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	174	125	105	104	72	92	672
Subtotal COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS	1 717	554	512	950	1 042	1 122	5 897
Total BASELINE COSTS	3 513	8 574	18 194	16 337	3 649	2 525	52 792
Physical Contingencies	2	32	482	488	1	-	1 004
Price Contingencies	145	618	1 854	2 147	612	526	5 903
Total PROJECT COSTS	3 660	9 224	20 530	18 972	4 262	3 051	59 699
Taxes	326	563	1 172	1 631	185	57	3 935
Foreign Exchange	747	1 137	4 613	4 800	459	108	11 864

Financement du projet

23. Les coûts par source de financement sont présentés dans le tableau suivant. La contribution du FIDA s'établira à 17,44 milliards de FCFA (34,90 millions \$EU) dont 50% sous forme de don, le Programme d'adaptation de la petite agriculture paysanne (ASAP) contribuera pour 3,5 milliards de FCFA (7 millions \$EU), et l'OFID pour 5 milliards de FCFA (10 millions \$EU).

24. La contribution du gouvernement au financement du projet est évaluée à la somme de 2,67 milliards de FCFA (5,33 millions de \$EU). Ceci équivaut à une participation représentant 8,9 % des coûts totaux. Ce montant correspond à l'ensemble des taxes et des droits sur les biens et les services acquis et exécutés dans le cadre du projet, la prise en charge des coûts d'organisation des sessions du comité de pilotage et des frais de personnel de l'UCP et des antennes.

25. La contribution des bénéficiaires directs est de 1,24 milliards de FCFA (2,49 millions \$EU), soit 4,2% du coût total du projet, principalement fournie sous la forme d'une contribution à l'acquisition des équipements d'irrigation (GMP et kits goutte à goutte), de mécanisation agricole et de transformation des produits, et des facteurs de productions (semences et engrais).

République de Côte d'Ivoire																
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)																
Components by Financiers																
(US\$ '000)																
	FIDA		OFID		ASAP		GVT		BENEF		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%				
A. AMELIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE																
1. Appui à la Structuration et à la Professionnalisation des OP	3 921	99.8	-	-	-	-	8	0.2	-	-	3 929	6.6	40	3 881	8	
2. Accès aux Facteurs de Production																
a. Intrants Agricoles, Mécanisation et Appui-conseil	9 706	80.2	-	-	-	-	552	4.6	1 837	15.2	12 096	20.3	1 424	10 119	552	
b. Aménagements Hydro-agricoles	10 261	59.3	3 202	18.5	1 804	10.4	2 041	11.8	-	-	17 308	29.0	4 940	10 328	2 041	
c. Adaptation au Changement Climatique	-	-	-	-	4 497	95.8	196	4.2	-	-	4 693	7.9	412	4 084	196	
Subtotal Accès aux Facteurs de Production	19 968	58.6	3 202	9.4	6 301	18.5	2 789	8.2	1 837	5.4	34 096	57.1	6 776	24 531	2 789	
3. Accès au Financement Rural	1 406	95.4	-	-	-	-	68	4.6	-	-	1 474	2.5	171	1 235	68	
Subtotal AMELIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	25 295	64.0	3 202	8.1	6 301	16.0	2 864	7.3	1 837	4.7	39 499	66.2	6 988	29 647	2 864	
B. VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ																
1. Appui professionnalisation acteurs post-récolte et accès aux marchés	1 099	51.9	-	-	-	-	368	17.4	651	30.8	2 118	3.5	769	981	368	
2. Infrastructures de Mise en Marché	4 230	36.9	6 799	59.3	-	-	430	3.8	-	-	11 460	19.2	3 679	7 351	430	
Subtotal VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ	5 329	39.3	6 799	50.1	-	-	797	5.9	651	4.8	13 577	22.7	4 448	8 332	797	
C. COORDINATION, SUIVI-EVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS																
1. Coordination et Gestion du Projet	4 258	72.5	-	-	-	-	1 617	27.5	-	-	5 875	9.8	423	5 232	220	
2. Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	-	-	-	-	694	92.8	54	7.2	-	-	748	1.3	4	690	54	
Subtotal COORDINATION, SUIVI-EVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS	4 258	64.3	-	-	694	10.5	1 671	25.2	-	-	6 623	11.1	427	5 922	273	
Total PROJECT COSTS	34 882	58.4	10 002	16.8	6 995	11.7	5 332	8.9	2 488	4.2	59 699	100.0	11 864	43 900	3 935	

Appendice 1 : Tableaux des coûts détaillés

République de Côte d'Ivoire																		
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)																		
Table 1. Appui à la structuration et à la professionnalisation des OP																		
Detailed Costs																		
Unit	Quantities						Unit Cost (F CFA / US\$ '000)		Base Cost (US\$ '000)						Total	Fin. Rule		
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	Million	'000	2015	2016	2017	2018	2019			2020	
I. Investment Costs																		
A. Renforcement des capacités des OP de premier niveau																		
1. Appui à la formalisation juridique	OPA	-	350	228	-	-	-	578	0,1	0,2	-	70,0	45,6	-	-	115,6	FIDA (100%)	
2. Formations en gestion d'organisation, vie associative et gouvernance	session	-	350	228	-	-	-	578	0,4	0,8	-	280,0	182,4	-	-	462,4	FIDA (100%)	
3. Alphabétisation fonctionnelle																		
Sensibilisation /a	h./j	30	-	-	-	-	-	30	0,06	0,12	3,6	-	-	-	-	3,6	FIDA (100%)	
Formation des alphabétiseurs	Groupe	-	3	3	-	-	-	6	9,314	18,628	-	55,9	55,9	-	-	111,8	FIDA (100%)	
Rémunération des alphabétiseurs	Nombre	-	89	89	88	88	-	350	0,25	0,5	-	44,5	44,5	43,0	43,0	175,0	FIDA (100%)	
Supervision par les prestataires /b	Semestre	-	1	1	1	1	-	4	1,8	3,6	-	3,6	3,6	3,6	3,6	14,4	FIDA (100%)	
Supervision par SAA /c	Semestre	-	1	1	1	1	-	4	0,269	0,539	-	0,5	0,5	0,5	0,5	2,2	FIDA (100%)	
Kits des alphabétisés /d	Nombre	-	1 780	1 780	1 720	1 720	-	7 000	0,014	0,028	-	49,1	49,1	47,5	47,5	193,2	FIDA (100%)	
Subtotal Alphabétisation fonctionnelle																		
4. Appui à la constitution et structuration en OP de second niveau	forfait	-	-	-	-	150	50	200	0,4	0,8	-	-	-	120,0	40,0	160,0	FIDA (100%)	
5. Formation à l'élaboration d'un plan d'affaire simplifié	forfait	-	350	228	-	-	-	578	0,3	0,6	-	210,0	136,8	-	-	346,8	FIDA (100%)	
6. Appui à la gestion des services économiques (intrants, équipements)	forfait	-	350	-	128	-	-	478	0,35	0,7	-	245,0	-	89,6	-	334,6	FIDA (100%)	
7. Formation-accompagnement au crédit	forfait	-	350	228	-	-	-	578	0,1	0,2	-	70,0	45,6	-	-	115,6	FIDA (100%)	
8. Suivi-évaluation de la performance des OP	forfait	-	-	578	-	228	350	1 156	0,2	0,4	-	-	231,2	-	91,2	140,0	462,4	FIDA (100%)
Subtotal Renforcement des capacités des OP de premier niveau																		
B. Renforcement des capacités des OP de second niveau																		
1. Appui à la formalisation juridique	forfait	15	-	-	-	3	3	21	0,5	1	15,0	-	-	-	3,0	21,0	FIDA (100%)	
2. Formation fonctionnement coopératif/association, gouvernance	session	15	-	-	-	3	3	21	1	2	30,0	-	-	-	6,0	42,0	FIDA (100%)	
3. Sensibilisation des groupements à la structuration	forfait	-	15	-	15	-	21	51	1	2	-	30,0	-	30,0	-	42,0	192,0	FIDA (100%)
4. Formation en gestion interne (admin, financière, etc.)	session	15	-	-	-	3	3	21	1	2	30,0	-	-	-	6,0	42,0	FIDA (100%)	
5. Formation à l'élaboration d'un plan d'affaire	forfait	15	-	-	-	3	3	21	1	2	30,0	-	-	-	6,0	42,0	FIDA (100%)	
6. Appui à la gestion des services économiques (intrants, équipements)	forfait	15	-	-	-	3	3	21	1	2	30,0	-	-	-	6,0	42,0	FIDA (100%)	
7. Formation-accompagnement au crédit	forfait	15	-	-	-	3	3	21	0,5	1	15,0	-	-	-	3,0	21,0	FIDA (100%)	
8. Appui-conseil à la contractualisation et conseil juridique	forfait	-	15	-	-	3	3	21	1	2	-	30,0	-	-	6,0	42,0	FIDA (100%)	
9. Suivi-évaluation de la performance des OP	forfait	15	-	15	-	18	3	51	1	2	30,0	-	30,0	-	36,0	60	102,0	FIDA (100%)
10. Formation en plaidoyer	session	-	15	-	-	3	3	21	1	2	-	30,0	-	-	6,0	42,0	FIDA (100%)	
Subtotal Renforcement des capacités des OP de second niveau																		
C. Participation des OP de second niveau aux visites d'échange/foires agricoles																		
1. Participation aux visites d'échange	forfait	1	1	1	1	1	1	6	12	24	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	144,0	FIDA (100%)	
2. Participation aux foires agricoles	part.	15	15	15	15	18	21	99	0,5	1	15,0	15,0	15,0	15,0	18,0	99,0	FIDA (100%)	
Subtotal Participation des OP de second niveau aux visites d'échange/foires agricoles																		
D. Participation des OP au dialogue politique																		
1. Participation des leaders d'OP aux réunions régionales de concertation sur riz	forfait	14	14	14	14	20	20	96	0,15	0,3	4,2	4,2	4,2	4,2	6,0	28,8	FIDA (100%)	
2. Participation des représentants fabrières riz aux réunions régionales riz	forfait	4	4	4	4	4	4	24	0,2	0,4	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	9,6	FIDA (100%)	
3. Assistance technique à la préparation et l'animation des réunions riz et maïs	forfait	1	1	1	1	1	1	6	2	4	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	24,0	FIDA (100%)	
4. Frais d'organisation de réunions du réseau OP riz	forfait	2	2	2	2	2	2	12	0,5	1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	12,0	FIDA (100%)	
5. Participation des leaders paysans aux réunions de concertation sur le maïs	forfait	16	16	16	16	16	22	102	0,15	0,3	4,8	4,8	4,8	4,8	6,6	30,6	FIDA (100%)	
6. Participation des représentants fabrières maïs aux réunions régionales maïs	forfait	4	4	4	4	4	4	24	0,2	0,4	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	9,6	FIDA (100%)	
7. Frais d'organisation de réunions du réseau OP riz	forfait	2	2	2	2	2	2	12	0,5	1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	12,0	FIDA (100%)	
8. Participation des représentants des OP aux interprofessions CIC-CI et MIC	forfait	2	2	2	2	2	2	12	0,15	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3,6	FIDA (100%)	
Subtotal Participation des OP au dialogue politique																		
E. Appui institutionnel aux OP de second niveau																		
1. Tenue d'AG annuelles	forfait	15	15	15	15	17	20	97	0,25	0,5	7,5	7,5	7,5	7,5	8,5	48,5	FIDA (100%)	
2. Equipement informatique (ordinateur+imprimante)	forfait	15	-	-	-	2	3	20	0,8	1,6	24,0	-	-	-	3,2	4,8	32,0	FIDA (100%)
Subtotal Appui institutionnel aux OP de second niveau																		
Total Investment Costs																		
II. Recurrent Costs																		
A. Frais de communication	forfait	15	15	15	10	12	8	75	0,5	1	15,0	15,0	15,0	10,0	12,0	8,0	75,0	FIDA (100%)
B. Frais de carburant	forfait	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	FIDA (100%)
Total Recurrent Costs																		
Total																		

va 10 hommes/jours par région, perdiem et déplacement inclus

fb Le suivi est effectué pendant un semestre par an, à raison de 3 sorties de 2 superviseurs de 3 jours par mois, pour un coût de 100 000 FCFA par jour.

ic 3 sorties de 3 jours de 2 personnes à raison de 12 500 F de perdiem par jour et 20 l de carburant par sortie

id 20 personnes par OP (dont 12 de premier niveau et 8 de second niveau). 50% des 350 OP seront concernées

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 9

République de Côte d'Ivoire Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest) Table 2. Accès aux intrants agricoles, mécanisation, appui conseil																				
Detailed Costs																				
Unit	Quantities							Unit Cost (F CFA)		Unit Cost (US\$ '000)		Base Cost (US\$ '000)							Fin. Rate	
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total						
I. Investment Costs																				
A. Production de semences certifiées (R1)																				
1. Production de semences certifiées de Riz irrigué																				
a. Production de semences de base G3	tonne	0,45	0,45	0,45	-	-	1,35	0,8	1,6	0,7	0,7	0,7	-	-	2,2	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
b. Fourniture d'intrants R1	ha	-	9	9	9	-	27	0,25	0,5	-	4,5	4,5	4,5	-	13,5	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
c. Préparation du sol R1	ha	-	9	9	9	-	27	0,06	0,13	-	1,2	1,2	1,2	-	3,6	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
d. Triage et conditionnement R1	tonne	-	22	22	22	-	66	0,07	0,14	-	3,1	3,1	3,1	-	9,3	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
e. Certification des semences : contrôles au champ, analyses de laboratoire, délivrance certificat	ha	-	9	9	9	-	27	0,2	0,4	-	3,8	3,8	3,8	-	10,8	FDA (100%)				
f. Appui conseil et coordination	ha	-	9	9	9	-	27	0,08	0,1	-	0,9	0,9	0,9	-	2,7	FDA (100%)				
Subtotal Production de semences certifiées de Riz irrigué																				
											6,7	14,0	14,0	13,3	-	41,8				
2. Production de semences certifiées de Riz pluvial																				
a. Production de semences G3	tonne	3	3	3	-	-	9	0,5	1,5	4,5	4,5	4,5	-	-	14,4	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
b. Fourniture d'intrants R1	ha	-	60	60	60	-	180	0,11	0,22	-	13,2	13,2	13,2	-	39,6	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
c. Préparation du sol R1	ha	-	60	60	60	-	180	0,09	0,18	-	9,6	9,6	9,6	-	28,8	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
d. Triage et conditionnement R1	tonne	-	133	133	133	-	400	0,07	0,14	-	21,9	21,9	21,9	-	65,8	FDA (100%)				
e. Certification des semences : contrôles au champ, analyses de laboratoire, délivrance	ha	-	60	60	60	-	180	0,2	0,4	-	24,0	24,0	24,0	-	72,0	FDA (100%)				
f. Appui conseil et coordination	ha	-	60	60	60	-	180	0,05	0,1	-	6,0	6,0	6,0	-	18,0	FDA (100%)				
Subtotal Production de semences certifiées de Riz pluvial																				
											4,8	79,8	79,8	73,8	-	238,5				
3. Production de semences certifiées de maïs																				
a. Production de semences de base G3	tonne	0,8	0,8	0,8	-	-	2,4	0,5	1,5	1,8	1,8	1,8	-	-	5,4	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
b. Fourniture d'intrants R1	ha	-	30	30	30	-	90	0,17	0,34	-	10,2	10,2	10,2	-	30,6	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
c. Préparation du sol R1	ha	-	30	30	30	-	90	0,08	0,16	-	4,8	4,8	4,8	-	14,4	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
d. Triage et conditionnement R1	tonne	-	45	45	45	-	135	0,07	0,14	-	6,3	6,3	6,3	-	18,9	FDA (100%)				
e. Certification des semences : contrôles au champ, analyses de laboratoire, délivrance	ha	-	30	30	30	-	90	0,2	0,4	-	12,0	12,0	12,0	-	36,0	FDA (100%)				
f. Appui conseil et coordination	ha	-	30	30	30	-	90	0,05	0,1	-	3,0	3,0	3,0	-	9,0	FDA (100%)				
Subtotal Production de semences certifiées de maïs																				
											1,0	37,3	37,3	36,3	-	111,8				
4. Production de boutures améliorées de manioc																				
a. Achat de boutures	ha	-	180	180	-	-	360	0,5	1,5	-	304,9	304,9	-	-	609,8	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
b. Fourniture d'intrants	ha	-	180	180	-	-	360	0,005	0,11	-	20,9	20,9	-	-	41,8	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
c. Travaux de préparation de sol	ha	-	180	180	-	-	360	0,08	0,16	-	30,4	30,4	-	-	60,8	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
d. Certification de boutures (contrôle au champ)	ha	-	180	180	-	-	360	0,2	0,4	-	78,0	78,0	-	-	156,0	FDA (100%)				
e. Appui conseil et coordination	ha	-	180	180	-	-	360	0,05	0,1	-	18,0	18,0	-	-	36,0	FDA (100%)				
Subtotal Production de boutures améliorées de manioc																				
											410,3	455,3	-	-	865,6					
Subtotal Production de semences certifiées (R1)																				
											8,5	580,1	580,1	123,4	-	1 290,1				
B. Renforcement du réseau des multiplicateurs semenciers																				
1. Sensibilisation et participation au choix des paysans semenciers	forfait	1	1	1	-	-	3	0,5	1,5	1,8	1,8	1,8	-	-	4,8	FDA (100%)				
2. Formation et recyclage des paysans multiplicateurs de semences	pers./j	-	50	50	50	-	150	0,04	0,13	-	8,9	8,9	8,9	-	18,5	FDA (100%)				
3. Provision de tubulures des semences certifiées	forfait/an	-	1	2	2	1	6	1,5	3	-	3,0	6,0	3,0	-	18,0	FDA (100%)				
Subtotal Renforcement du réseau des multiplicateurs semenciers																				
											1,8	10,8	13,8	12,5	3,0	40,8				
C. Accès aux intrants agricoles (semences, engrais et produits phytosanitaires)																				
1. Dotation initiale aux riziculteurs																				
a. Riz de bas-fond	ha	-	-	300	450	200	1 040	0,10	0,36	-	-	108,0	162,0	104,4	-	374,4	FDA (100%)			
b. Dotation en cas de non intervention d'ETQ (550 ha riz bas-fond)	ha	-	-	-	500	-	500	0,15	0,36	-	-	-	108,0	-	108,0	FDA (100%)				
c. Riz pluvial	ha	-	1 200	1 200	1 200	-	3 600	0,07	0,14	-	160,0	160,0	160,0	-	504,0	FDA (100%)				
d. Dotation en cas de non intervention d'ETQ (4500 ha riz pluvial)	ha	-	500	2 500	2 500	-	4 500	0,07	0,14	-	70,0	350,0	350,0	-	620,0	FDA (100%)				
Subtotal Dotation initiale aux riziculteurs																				
											238,0	580,0	580,0	184,4	-	1 682,4				
2. Dotation initiale aux producteurs de maïs	ha	-	1 200	1 200	1 200	-	3 600	0,15	0,3	-	360,0	360,0	360,0	-	1 080,0	FDA (100%)				
3. Dotation initiale aux producteurs de manioc	ha	-	600	600	600	-	1 800	0,17	0,34	-	204,9	204,9	204,9	-	613,8	FDA (100%)				
4. Dotation initiale aux producteurs de manioc	ha	-	-	18	18	-	36	0,08	1,3	-	-	20,8	35,8	-	56,6	FDA (100%)				
Subtotal Accès aux intrants agricoles (semences, engrais et produits phytosanitaires)																				
											802,9	1 145,8	1 174,8	184,4	-	3 422,9				
D. Appui à la mécanisation agricole																				
1. Acquisition des moteurs																				
a. Acquisition des moteurs	unité	-	30	60	30	-	120	5	10	-	300,0	600,0	300,0	-	1 200,0	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
b. Acquisition des batteuses-casseuses	unité	-	30	30	30	-	90	3,5	7	-	210,0	210,0	210,0	-	630,0	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
c. Acquisition de semoirs	unité	-	30	60	30	-	120	0,5	1	-	50,0	60,0	30,0	-	140,0	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
d. Acquisition de pulvérisateurs	unité	-	200	200	200	-	600	0,025	0,07	-	14,0	14,0	14,0	-	42,0	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
e. Formation entrebénéficiaires matériel agricole	session	-	3	6	6	-	15	0,5	1	-	3,0	6,0	6,0	-	15,0	FDA (30%)	ISENEF (70%)			
Subtotal Appui à la mécanisation agricole																				
											637,0	880,0	680,0	-	2 097,0					
E. Appui conseil																				
Rémunération des techniciens superviseurs	Pers./mois	-	48	48	48	48	240	0,3	0,8	-	28,8	28,8	28,8	28,8	144,0	FDA (100%)				
Rémunération des agents de vulgarisation	Pers./mois	-	258	404	404	404	1 510	0,175	0,55	-	80,7	141,4	141,4	141,4	403,5	FDA (100%)				
Matos des techniciens superviseurs	Unité	-	4	-	-	-	4	2,80	5,72	-	22,9	-	-	-	22,9	FDA (100%)				
Matos des vulgarisateurs	Unité	-	22	12	-	-	34	2,80	5,72	-	128,8	68,6	-	-	197,4	FDA (100%)				
Carburant et lubrifiant des motas techniciens superviseurs	Moto/an	-	4	4	4	4	16	3,12	6,24	-	25,0	25,0	25,0	25,0	100,0	FDA (100%)				
Carburant et lubrifiant des motas des vulgarisateurs	Moto/an	-	22	34	34	34	124	1,5	3	-	60,0	102,0	102,0	102,0	366,0	FDA (100%)				
Assurance motas	Moto/an	-	26	30	30	30	116	0,125	0,25	-	6,5	9,5	9,5	9,5	45,0	FDA (100%)				
Entretien et maintenance des motas	Moto/an	-	30	42	42	42	156	0,25	0,5	-	15,0	21,0	21,0	21,0	78,0	FDA (100%)				
Matériel informatique + imprimante + logiciels	Matériel	-	4	-	-	-	4	8	1	-	32,0	-	-	-	32,0	FDA (100%)				
Communication motas	Forfait/an	-	26	38	38	38	140	0,75	1,5	-	38,0	57,0	57,0	57,0	209,0	FDA (100%)				
Formation des vulgarisateurs	Forfait	1	1	1	1	1	5	7,5	15	-	75,0	15,0	15,0	15,0	120,0	FDA (100%)				
Compensation facilitateurs endogènes	Forfait	900	407	-	-	-	1 307	0,08	0,1	73,1	83,0	43,7	-	-	200,8	FDA (100%)				
Formation initiale des facilitateurs endogènes	Forfait	-	10	10	-	-	20	7,5	15	-	150,0	150,0	-	-	300,0	FDA (100%)				
Formation continue facilitateurs endogènes (recyclages)	Forfait	-	10	10	10	10	40	4,5	9	-	90,0	90,0	90,0	90,0	360,0	FDA (100%)				
Démonstrations	Nombre	-	80	100	50	50	280	125	2,5	-	250,0	250,0	125,0	125,0	625,0	FDA (100%)				
Ventes échange entre groupements	Nombre	-	-	-	-	8	8	24	2,5	-	-	-	-	-	20,0	FDA (100%)				
Subtotal Appui conseil																				
											93,7	967,8	1 004,8	40,0	40,0	1 300,3				
Total											101,2	1 917,4	2 028,5	3 024,8	782,1	458,3	10 942,1			

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)
Table 3. Aménagements hydro-agricoles

	Unit	Quantities							Unit Cost (F CFA Million)	Unit Cost (US\$ '000)	Base Cost (US\$ '000)							Fin. Rule
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total			
I. Investment Costs																		
A. Réhabilitation des bas-fonds aménagés existants																		
1. Réhabilitation des bas-fonds type 1A																		
a. Études techniques	ha	-	650	-	-	-	-	650	0,225	0,45	-	292,5	-	-	-	292,5	OFID (100%)	
b. Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	650	-	-	-	650	0,15	0,3	-	-	195,0	-	-	195,0	OFID (100%)	
c. Travaux de réhabilitation BF type 1A	ha	-	-	650	-	-	-	650	1,5	3	-	-	1 950,0	-	-	1 950,0	OFID (100%)	
Subtotal Réhabilitation des bas-fonds type 1A											-	292,5	2 145,0	-	-	2 437,5		
2. Réhabilitation des bas-fonds type 1B																		
a. Études techniques	ha	-	150	-	-	-	-	150	0,241	0,482	-	72,3	-	-	-	72,3	ASAP_FN (100%)	
b. Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	150	-	-	-	150	0,161	0,322	-	-	48,3	-	-	48,3	ASAP_FN (100%)	
c. Travaux de réhabilitation BF type 1B	ha	-	-	150	-	-	-	150	1,605	3,21	-	-	481,5	-	-	481,5	ASAP_FN (100%)	
Subtotal Réhabilitation des bas-fonds type 1B											-	72,3	529,8	-	-	602,1		
3. Réhabilitation des bas-fonds type 2																		
a. Études techniques	ha	-	100	-	-	-	-	100	0,225	0,45	-	45,0	-	-	-	45,0	OFID (100%)	
b. Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	100	-	-	-	100	0,15	0,3	-	-	30,0	-	-	30,0	OFID (100%)	
c. Travaux de réhabilitation	ha	-	-	100	-	-	-	100	1,5	3	-	-	300,0	-	-	300,0	OFID (100%)	
Subtotal Réhabilitation des bas-fonds type 2											-	45,0	330,0	-	-	375,0		
Subtotal Réhabilitation des bas-fonds aménagés existants											-	409,8	3 004,8	-	-	3 414,6		
B. Aménagement nouveaux bas-fonds																		
1. Aménagement nouveaux bas-fonds type 1																		
a. Aménagement nouveaux bas-fonds type 1A																		
Etudes techniques	ha	-	-	300	-	-	-	300	0,47	0,94	-	-	282,0	-	-	282,0	FIDA (100%)	
Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	-	300	-	-	300	0,313	0,626	-	-	-	187,8	-	187,8	FIDA (100%)	
Travaux d'aménagement	ha	-	-	-	300	-	-	300	3,13	6,26	-	-	-	1 878,0	-	1 878,0	FIDA (100%)	
Subtotal Aménagement nouveaux bas-fonds type 1A											-	-	282,0	2 065,8	-	2 347,8		
b. Aménagement nouveaux bas-fonds type 1B																		
Etudes techniques	ha	-	250	-	-	-	-	250	0,504	1,008	-	252,0	-	-	-	252,0	FIDA (100%)	
Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	250	-	-	-	250	0,336	0,672	-	-	168,0	-	-	168,0	FIDA (100%)	
Travaux d'aménagement	ha	-	-	250	-	-	-	250	3,36	6,72	-	-	1 680,0	-	-	1 680,0	FIDA (100%)	
Subtotal Aménagement nouveaux bas-fonds type 1B											-	252,0	1 848,0	-	-	2 100,0		
c. Aménagement nouveaux bas-fonds type 1C																		
Etudes techniques	ha	-	150	-	-	-	-	150	0,504	1,008	-	151,2	-	-	-	151,2	ASAP_FN (100%)	
Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	150	-	-	-	150	0,336	0,672	-	-	100,8	-	-	100,8	FIDA (100%)	
Travaux d'aménagement	ha	-	-	150	-	-	-	150	3,36	6,72	-	-	1 008,0	-	-	1 008,0	ASAP_FN (100%)	
Subtotal Aménagement nouveaux bas-fonds type 1C											-	151,2	1 108,8	-	-	1 260,0		
d. Aménagement nouveaux bas-fonds type 2																		
Etudes techniques	ha	-	-	700	-	-	-	700	0,383	0,766	-	-	536,2	-	-	536,2	FIDA (100%)	
Suivi et contrôle travaux	ha	-	-	-	700	-	-	700	0,255	0,51	-	-	-	357,0	-	357,0	FIDA (100%)	
Travaux d'aménagement	ha	-	-	-	700	-	-	700	2,55	5,1	-	-	-	3 570,0	-	3 570,0	FIDA (100%)	
Subtotal Aménagement nouveaux bas-fonds type 2											-	-	536,2	3 927,0	-	4 463,2		
Subtotal Aménagement nouveaux bas-fonds type 1											-	403,2	3 775,0	5 992,8	-	10 171,0		
2. Formation des CGA	session	-	-	56	94	54	-	204	1	2	-	-	112,0	168,0	108,0	-	408,0	FIDA (100%)
3. Equipement sites maraichers																		
a. KIT GAG complet 500 m2	unité	-	-	-	800	800	-	1 600	0,275	0,55	-	-	-	440,0	440,0	-	880,0	FIDA (100%)
b. Petit motopompe 2 CV	unité	-	-	-	63	64	-	127	0,2	0,4	-	-	-	25,2	25,6	-	50,8	FIDA (100%)
c. Formation des bénéficiaires	session	-	-	-	63	64	-	127	0,5	1	-	-	-	63,0	64,0	-	127,0	FIDA (100%)
Subtotal Equipement sites maraichers											-	-	-	528,2	529,6	-	1 057,8	
Total											-	813,0	6 891,8	6 709,0	637,6	-	15 051,4	

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 9

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Tableau 6 : Adaptation au changement climatique
Detailed Costs

Unit	Quantities							Unit Cost		Base Cost (US\$ 000)							Fin. Burd			
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	IT CFA	US\$	2013	2014	2015	2016	2017		2018	Total	
I. Investment Costs																				
A. CDRS - Pôle de R-action et diffusion, unité intensification agro-écologique durable																				
Valoir d'échange centres de recherche, institutions, secteur privé niveau régional et international	forfait-vote	1	1	1	1	-	-	-	-	3	5	10	10,0	10,0	10,0	10,0	-	40,0	ASAP_Fin (100%)	
Frais de réunions identification pb, diagnostic rapide, capitalisation et diffusion des résultats	session	5	4	-	-	-	4	-	-	18	2,5	5	40,0	20,0	-	-	-	20,0	ASAP_Fin (100%)	
Acquisition du matériel pour l'expérimentation (serres, matériel agri, conservation, etc.)	forfait-station	2	2	-	-	-	-	-	-	8	1,5	5	0,0	0,0	0,0	-	-	15,0	ASAP_Fin (100%)	
Mise en place et suivi des essais en milieu paysan (OP leaders)	forfait-essais	40	20	-	-	-	-	-	-	60	0,75	1,5	80,0	30,0	-	-	-	90,0	ASAP_Fin (100%)	
Démonstrations et diffusion (CSF, posters, etc.)	forfait-stations leaders	-	60	60	30	20	20	-	-	200	0,05	1,3	-	70,0	70,0	30,0	32,5	32,5	265,0	ASAP_Fin (100%)
Formation de formateurs (agents de vulgarisation ONG à spécialistes, Eaux et forêts, etc.) (travaux matériels)	forfait	1	1	1	1	1	1	-	-	6	7,5	15	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	90,0	ASAP_Fin (100%)	
Assistance technique spécialisée (CRAD, autres) (inclut voyage, perches, manutention)	mois-an	3	4	3	1	1	1	-	-	13	7,5	15	45,0	60,0	45,0	15,0	15,0	190,0	ASAP_Fin (100%)	
Production de semences de base et multiplication	forfait-an	1	1	1	1	1,5	1,5	-	-	7	5	10	10,0	10,0	10,0	10,0	15,0	70,0	100,0	ASAP_Fin (100%)
Formation de cadres de recherche	forfait-formation	1	1	1	-	-	-	-	-	3	10	30	20,0	20,0	20,0	-	-	60,0	ASAP_Fin (100%)	
Impression fiches descriptives des techniques/systèmes agricoles identifiées/validées/cultures/coopératives	forfait	-	1	1	1	1	1	-	-	5	4	5	-	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0	ASAP_Fin (100%)	
Communication et capitalisation sur les expériences positives	forfait	-	-	1	-	-	-	-	-	1	5	10	-	10,0	-	-	-	10,0	ASAP_Fin (100%)	
Frais divers de réunions du pôle R-D	forfait	1	1	1	1	1	1	-	-	6	2,5	5	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	30,0	ASAP_Fin (100%)	
Matos agents spécialisés (casques et frais courriers) (ONG)	sk	2	-	-	-	-	-	-	-	2	23,025	47,25	94,5	-	-	-	-	94,5	ASAP_Fin (100%)	
Matériel informatique « ordinateur » individuel	sk	2	-	-	-	-	-	-	-	2	1	2	4,0	-	-	-	-	4,0	ASAP_Fin (100%)	
Carburant forfaitaire volume déplacement (suivi et évaluation)	forfait-volume	2	2	2	2	2	2	-	-	12	1,9	3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	36,0	ASAP_Fin (100%)	
Carburant forfaitaire moto déplacement	forfait-moto	7	7	7	7	7	7	-	-	42	0,75	1,5	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	70,0	ASAP_Fin (100%)	
Assurance véhicules	Nombre	2	2	2	2	2	2	-	-	12	0,5	1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	10,0	ASAP_Fin (100%)	
Assurance motos	Nombre	7	7	7	7	7	7	-	-	42	0,125	0,25	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	12,0	ASAP_Fin (100%)	
Entretien et maintenance voitures	forfait-volume	2	2	2	2	2	2	-	-	12	1	2	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	24,0	ASAP_Fin (100%)	
Entretien et maintenance motos	forfait-moto	7	7	7	7	7	7	-	-	42	0,25	0,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	21,0	ASAP_Fin (100%)	
Communication mobile	forfait-an	9	9	9	9	9	9	-	-	54	0,75	1,5	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5	81,0	ASAP_Fin (100%)	
Rémunération coordinateurs	mois	24	24	24	24	24	24	-	-	144	0,7	1,4	33,6	33,6	33,6	33,6	33,6	201,6	ASAP_Fin (100%)	
Rémunération agents de vulgarisation	mois	84	84	84	84	84	84	-	-	504	0,325	0,60	54,0	54,0	54,0	54,0	54,0	324,0	ASAP_Fin (100%)	
Subtotal CDRS - Pôle de R-action et diffusion, unité intensification agro-écologique durable										479,0	341,3	330,5	331,5	320,0	349,0	1.861,3				
B. SODEXAM - Pôle de R-action et diffusion, unité information agro-climatique																				
Moyens de collecte des données niveau paysan (pluviomètres, thermomètres, petit matériel, etc.)	matériel	500	500	-	-	-	-	-	-	1.000	0,025	0,045	22,5	22,5	-	-	-	45,0	ASAP_Fin (100%)	
Formation des OP/agents/paysans et opérateurs de vulgarisation au relevé des données	sk	10	10	-	-	-	-	-	-	20	3,75	7,5	75,0	75,0	-	-	-	190,0	ASAP_Fin (100%)	
Valoir de supervision des OP/agents/paysans (hors opérateur de vulgarisation)	sk	-	1	1	1	1	-	-	-	4	2	4	-	4,0	4,0	4,0	4,0	16,0	ASAP_Fin (100%)	
Réunion évaluation du dispositif et ajustement	sk	-	-	-	1	-	1	-	-	2	5	10	-	-	-	-	-	10,0	ASAP_Fin (100%)	
Mise en place d'une ligne verte pour la communication des données et l'info-conseil	forfait	1	1	1	1	1	1	-	-	6	2,5	5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	ASAP_Fin (100%)	
Evénement relais sur les col, nouveaux opérateurs cultureurs et l'info-conseil	sk	2	4	4	4	4	4	-	-	21	7,5	15	30,0	60,0	60,0	60,0	48,0	315,0	ASAP_Fin (100%)	
Frais déplacement SODEXAM Pôle de R-D co-Allocation ateliers cultureurs et conseils agricoles agricoles	sk	1	1	1	1	1	1	-	-	6	1,7	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	24,0	ASAP_Fin (100%)	
Equipe de stations climatiques de la SODEXAM	station	5	-	-	-	-	-	-	-	5	2,5	5	30,0	-	-	-	-	30,0	ASAP_Fin (100%)	
Equipe de stations agro-météorologiques de la SODEXAM	station	5	-	-	-	-	-	-	-	5	2,5	5	30,0	-	-	-	-	30,0	ASAP_Fin (100%)	
Actualisation interface internet SODEXAM pour prévision météo	forfait	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2,5	5	5,0	-	-	-	-	5,0	ASAP_Fin (100%)	
Matériel informatique laptop « imprimante » ordinateur	sk	4	-	-	-	-	-	-	-	4	1,25	2,5	10,0	-	-	-	-	10,0	ASAP_Fin (100%)	
Logiciel météorologie des cartes météorologiques	sk	1	-	-	-	-	-	-	-	1	0,5	1	1,0	-	-	-	-	1,0	ASAP_Fin (100%)	
Impression matérielle	sk	1	-	-	-	-	-	-	-	1	0,75	1,5	1,5	-	-	-	-	1,5	ASAP_Fin (100%)	
Stage formation des agents de la SODEXAM en prévision du temps (France ACRAD, Agromet, etc.)	sk personne	2	-	-	-	-	-	-	-	2	5	10	20,0	-	-	-	-	20,0	ASAP_Fin (100%)	
Carburant forfaitaire volume déplacement (réunions Pôle Recherche-action)	forfait-volume	1	1	1	1	1	1	-	-	6	1,5	3	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	18,0	ASAP_Fin (100%)	
Subtotal SODEXAM - Pôle de R-action et diffusion, unité information agro-climatique										221,4	172,4	75,4	88,4	75,4	88,4	706,4				
C. GREIF - Lutte anti-érosive flanc de montagne, Région de Togo																				
Projet de planification flanc de montagne à l'échelle de la commune	sk	800	-	-	-	-	-	-	-	800	0,001	0,002	1,6	-	-	-	-	1,6	ASAP_Fin (100%)	
Bénéficiaires des agriculteurs au système d'agro-forestier, érosion des flancs de montagne	sk	5	5	-	-	-	-	-	-	10	2	4	20,0	20,0	-	-	-	40,0	ASAP_Fin (100%)	
Production de plants pour lutte anti-érosive flanc de montagne	sk	210 000	210 000	210 000	-	-	-	-	-	840 000	0,007	0,194	39,2	43,0	43,0	-	-	125,2	ASAP_Fin (100%)	
Préparation du terrain	sk	200	800	800	-	-	-	-	-	1 200	0,007	0,194	16,0	64,0	64,0	-	-	150,4	ASAP_Fin (100%)	
Création des plantations	sk	130	130	130	-	-	-	-	-	400	0,025	0,05	6,5	6,5	6,5	-	-	25,0	ASAP_Fin (100%)	
Régénération des parcelles de plantation	sk	-	13	13	13	-	-	-	-	39	0,05	0,1	-	1,3	1,3	1,3	-	3,9	ASAP_Fin (100%)	
Matériel de pépinières	sk	2	-	-	-	-	-	-	-	2	5	10	20,0	-	-	-	-	20,0	ASAP_Fin (100%)	
Matériel agricole divers pour pépinières et plantations	sk	1	1	1	-	-	-	-	-	3	1	2	2,0	2,0	-	-	-	6,0	ASAP_Fin (100%)	
Formation des communautés/OP au travail forestier et aux méthodes techniques	sk	5	5	-	-	-	-	-	-	10	1,25	2,5	12,5	12,5	-	-	-	25,0	ASAP_Fin (100%)	
Formation des communautés/OP en gestion durable des ressources bois-énergie	sk	-	1	1	1	-	-	-	-	3	1,25	2,5	-	2,5	2,5	2,5	-	7,5	ASAP_Fin (100%)	
Réunion évaluation participative des plantations	sk	-	-	-	1	-	1	-	-	2	1,25	2,5	-	-	-	-	-	2,5	ASAP_Fin (100%)	
Subtotal GREIF - Lutte anti-érosive flanc de montagne, Région de Togo										130,8	114,2	61,7	61,7	-	2,5	239,9				
D. GREIF - Reboisement (1200 ha) et lutte contre les feux de brousse région de Ferkessedougou et Korhogo																				
Projet de planification flanc de montagne à l'échelle de la commune	sk	2 200	-	-	-	-	-	-	-	2.200	0,001	0,002	4,8	-	-	-	-	4,8	ASAP_Fin (100%)	
Bénéficiaires des agriculteurs au système d'agro-forestier, érosion des flancs de montagne et à la lutte contre les feux de brousse	sk	10	10	-	-	-	-	-	-	20	1,7	3,4	34,0	34,0	-	-	-	68,0	ASAP_Fin (100%)	
Production de plants pour reboisement bois-énergie et espèces forestières	sk	320 000	800 000	800 000	-	-	-	-	-	1 600 000	0,007	0,194	16,0	64,0	64,0	-	-	144,0	ASAP_Fin (100%)	
Préparation du terrain	sk	200	800	800	-	-	-	-	-	1 200	0,007	0,194	16,0	64,0	64,0	-	-	150,4	ASAP_Fin (100%)	
Création des plantations	sk	200	800	800	-	-	-	-	-	1 200	0,025	0,05	10,0	20,0	20,0	-	-	60,0	ASAP_Fin (100%)	
Régénération des parcelles de plantation	sk	20	80	80	-	-	-	-	-	120	0,05	0,1	2,0	6,0	6,0	-	-	12,0	ASAP_Fin (100%)	
Matériel de pépinières	sk	1	1	1	-	-	-	-	-	3	5	10	10,0	10,0	-	-	-	30,0	ASAP_Fin (100%)	
Matériel agricole divers pour pépinières et plantations	sk	1	1	1	-	-	-	-	-	3	1	2	2,0	2,0	-	-	-	6,0	ASAP_Fin (100%)	
Formation des communautés/OP au travail forestier et aux méthodes techniques	sk	1	1	1	1	-	-	-	-	4	1,25	2,5	2,5	2,5	2,5	-	-	10,0	ASAP_Fin (100%)	
Formation des communautés/OP en gestion durable des ressources bois-énergie	sk	-	2	1	1	1	-	-	-	5	1,25	2,5	-	2,5	2,5	2,5	-	12,5	ASAP_Fin (100%)	
Réunion évaluation participative des plantations	sk	-	-	-	-	-	3	-	-	3	1,25	2,5	-	-	-	-	-	7,5	ASAP_Fin (100%)	
Formation corporative des agents des eaux et forêts et coopération vulgarisation (agroforestiers, dynamisation communautaire, etc.)	sk	2	2	-	-	-	-	-	-	4	1,5	3	6,0	6,0	-	-	-	12,0	ASAP_Fin (100%)	
Sensibilisation/formation des comités villageois prévention et lutte contre les feux de brousse	sk	1	1	-	-	-	-	-	-	2	1,5	3	3,0	3,0	-	-	-	6,0	ASAP_Fin (100%)	
Equipe de comités villageois de lutte contre les feux de brousse	forfait/zone	50	50	-	-	-	-	-	-	100	0,5	1	80,0	80,0	-	-	-	160,0	ASAP_Fin (100%)	
Valoirs R-D Direction régionale de Togo, Ferkessedougou et Korhogo	sk	3	-	-	-	-	-	-	-	3	23,025	47,25	111,3	-	-	-	-	111,3	ASAP_Fin (100%)	
Matos agents des eaux et forêts (casques de supervision (casques et frais courriers))	sk	3	-	-	-	-	-	-	-	3	2,86	6,72	17,3	-	-	-	-	17,3	ASAP_Fin (100%)	
Formation corporative des agents des eaux et forêts et coopération vulgarisation (agroforestiers, dynamisation communautaire, etc.)	sk	1	1	-	-	-	-	-	-	2	1,5	3	3,0	3,0	-	-	-	6,0	ASAP_Fin (100%)	
Matériel informatique « ordinateur » individuel	sk	1	1	1	-	-	-	-	-	3	1	2	2,0	2,0	-	-	-	6,0	ASAP_Fin (100%)	
Carburant forfaitaire volume déplacement (préparation et suivi des plantations)	forfait-volume	9	9	9	9	9	9	-	-	18	1,8	3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,0	ASAP_Fin (100%)	
Carburant forfaitaire moto déplacement (préparation et suivi des plantations)	forfait-moto	3	3	3	3	3	3	-	-	18	0,75	1,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	27,0	ASAP_Fin (100%)	
Entretien et maintenance voitures	forfait-volume	3	3	3	3	3	3	-	-	18	1	2	6,0	6,0	6					

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)
Table 5. Accès aux financement rural

Detailed Costs

	Unit	Quantities						Unit Cost (F CFA	Unit Cost (US\$	Base Cost (US\$ '000)						Fin. Rule	
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	'000)	2015	2016	2017	2018	2019	2020		Total
I. Investment Costs																	
A. Convention avec l'UNACOOPEC																	
1. Etude sur les besoins de financement filières	pour mémoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	FIDA (100%)	
2. Couverture dégressive des charges des agents de crédit	unité	-	9	6	-	-	-	15	2,61	5,22	-	47,0	31,3	-	-	78,3 FIDA (100%)	
3. Acquisition de motos	unité	-	9	-	-	-	-	9	2,86	5,72	-	51,5	-	-	-	51,5 FIDA (100%)	
4. Assistance technique pour la mise en place nouveaux produits et formation	pers/mois	-	2	-	-	-	-	2	18,5	37	-	74,0	-	-	-	74,0 FIDA (100%)	
Subtotal Convention avec l'UNACOOPEC											-	172,5	31,3	-	-	-	203,8
B. Convention avec la CNCE																	
Acquisition d'un car mobile 4x4	Nombre	-	1	-	-	-	-	1	110	220	-	220,0	-	-	-	220,0 FIDA (100%)	
Couverture forfaitaire et dégressive charges Guichet mobile	Forfait	-	1	0,75	0,5	-	-	2,25	7,2	14,4	-	14,4	10,8	7,2	-	32,4 FIDA (100%)	
Couverture dégressive des charges des agents en charge crédit rural	Nombre	-	5	3	-	-	-	8	2,61	5,22	-	26,1	15,7	-	-	41,8 FIDA (100%)	
Assistance technique pour la mise en place nouveaux produits et formation	pers/mois	-	1,3	-	-	-	-	1,3	18,5	37	-	48,1	-	-	-	48,1 FIDA (100%)	
Subtotal Convention avec la CNCE											-	308,6	26,5	7,2	-	-	342,3
C. Mécanisme de Partage des Risques																	
1. Fonds pour la couverture des impayés (50%) /a	forfait										-	6,8	88,4	149,5	117,2	89,4 451,4 FIDA (100%)	
2. Frais de gestion du MPR par structure extérieure																	
Frais gestion indexés sur le montant géré	%										-	1,0	13,3	22,4	17,6	13,4 67,7 FIDA (100%)	
Frais gestion fixes forfaitaires	Forfait/an	-	1	1	1	1	1	5	20,4	40,8	-	40,8	40,8	40,8	40,8	204,0 FIDA (100%)	
Subtotal Frais de gestion du MPR par structure extérieure											-	41,8	54,1	63,2	58,4	54,2	271,7
3. Elaboration manuel de procédure MPR	forfait	1	-	-	-	-	-	1	4	8	8,0	-	-	-	-	8,0 FIDA (100%)	
4. Audit annuel du MPR (à inclure dans audit comptes projet)	pour mémoire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	FIDA (100%)	
5. Assistance technique internationale pour la mise en place crédit à moyen terme et refinancement auprès banques	pers/mois	-	1	0,5	-	-	-	1,5	18,5	37	-	37,0	18,5	-	-	55,5 FIDA (100%)	
Total Investment Costs											8,0	566,7	218,8	219,9	175,6	143,6	1 332,7
II. Recurrent Costs																	
Total											8,0	566,7	218,8	219,9	175,6	143,6	1 332,7

ia Il est estimé que les frais de gestion seront de 15% du montant du MPR mobilisé s'ajoutant à une rémunération forfaitaire fixe de base

		République de Côte d'Ivoire																
		Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)																
		Table 6. Activité de transformation et commercialisation																
		Detailed Costs																
		Unit Cost/Unit Cost																
		(F CFA) (US\$)																
		Base Cost (US\$ '000)																

ia L'investissement comprends le tracteur, la charue, la remorque, le châssis et l'égreneuse de mais
ib 1 formation d'1 semaine dans chaque région
ic 1 formation d'1 semaine

République de Côte d'Ivoire
 Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)
 Table 7. Infrastructures de mise en marché
 Detailed Costs

	Unit	Quantities							Unit Cost		Base Cost (US\$ '000)							Fin. Rule
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	(F CFA Million)	(US\$ '000)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	
I. Investment Costs																		
A. Infrastructures de désenclavement																		
1. Pistes rurales																		
a. Études techniques	km	-	100	100	-	-	-	200	0,673	1,346	-	134,6	134,6	-	-	-	269,2	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
b. Suivi et contrôle travaux	km	-	-	100	100	-	-	200	0,673	1,346	-	-	134,6	134,6	-	-	269,2	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
c. Travaux d'aménagement	km	-	-	100	100	-	-	200	13,5	27	-	-	2 700,0	2 700,0	-	-	5 400,0	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
Subtotal Pistes rurales											-	134,6	2 969,2	2 834,6	-	-	5 938,4	
2. Ponceaux																		
a. Études techniques	Nombre	-	3	4	-	-	-	7	1,75	3,5	-	10,5	14,0	-	-	-	24,5	FIDA (100%)
b. Suivi et contrôle travaux	Nombre	-	-	3	4	-	-	7	1,75	3,5	-	-	10,5	14,0	-	-	24,5	FIDA (100%)
c. Travaux de construction des ponceaux	Nombre	-	-	3	4	-	-	7	35	70	-	-	210,0	280,0	-	-	490,0	FIDA (100%)
Subtotal Ponceaux											-	10,5	234,5	294,0	-	-	539,0	
3. Chemins d'accès aux bas aménagés																		
a. Études techniques	km	-	75	75	-	-	-	150	0,15	0,3	-	22,5	22,5	-	-	-	45,0	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
b. Suivi et contrôle travaux	km	-	-	75	75	-	-	150	0,15	0,3	-	-	22,5	22,5	-	-	45,0	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
c. Travaux d'aménagement	km	-	-	75	75	-	-	150	3	6	-	-	450,0	450,0	-	-	900,0	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
d. Dotation en petits matériels d'entretien	lot	-	-	16	17	-	-	33	0,1	0,2	-	-	3,2	3,4	-	-	6,6	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
e. Formation des comités d'entretien	session	-	-	-	16	17	-	33	0,5	1	-	-	-	16,0	17,0	-	33,0	OFID (71,5%); FIDA (29,5%)
Subtotal Chemins d'accès aux bas aménagés											-	22,5	498,2	491,9	17,0	-	1 029,6	
Subtotal Infrastructures de désenclavement											-	167,6	3 701,9	3 620,5	17,0	-	7 507,0	
B. Infrastructures stockage et transformation																		
1. Aire de séchage riz de bas-fonds yc contrôle (5%)	unité	-	-	40	40	-	-	80	1,26	2,52	-	-	100,8	100,8	-	-	201,6	FIDA (100%)
2. Magasins stockage céréales et intrants	unité	-	10	10	10	-	-	30	18,375	36,75	-	367,5	367,5	367,5	-	-	1 102,5	OFID (100%)
3. Hangar de groupage et conditïon maraichage 100m2	unité	-	-	10	10	-	-	20	5,25	10,5	-	-	105,0	105,0	-	-	210,0	FIDA (100%)
4. Abri pour unité de transformation produits divers	unité	-	10	10	10	-	-	30	12,6	25,2	-	252,0	252,0	252,0	-	-	756,0	FIDA (100%)
5. Bâche de séchage pour riz pluvial et maïs	unité	-	200	200	200	-	-	600	0,1	0,2	-	40,0	40,0	40,0	-	-	120,0	FIDA (100%)
Total											-	827,1	4 567,2	4 485,8	17,0	-	9 897,1	

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 9

II. Recurrent Costs

A. Frais de personnel

1. Salaires personnel UCP

Coordonnateur	pers. mois	-	-	-	-	12	12	24	1,85	3,7	-	-	-	-	44,4	44,4	88,8	FDA (100%)
Responsable administratif et financier (RAF)	pers. mois	-	-	-	-	12	12	24	1,52	3,04	-	-	-	-	36,5	36,5	73,0	FDA (100%)
Responsable suivi-évaluation	pers. mois	-	-	-	-	12	12	24	1,33	2,66	-	-	-	-	31,9	31,9	63,8	FDA (100%)
Responsable passation des marchés	pers. mois	12	12	12	12	12	12	72	1,3	2,6	31,2	31,2	31,2	31,2	31,2	31,2	187,2	FDA (100%)
Responsable infrastructures rurales	pers. mois	12	12	12	12	12	12	72	1,3	2,6	31,2	31,2	31,2	31,2	31,2	31,2	187,2	FDA (100%)
Responsable financement rural	pers. mois	12	12	-	-	-	-	24	1,3	2,6	31,2	31,2	-	-	-	-	62,4	FDA (100%)
Consultant financement rural /r	Pers. jours	-	-	30	30	-	-	60	0,212	6,404	-	-	12,7	12,7	-	-	25,4	FDA (100%)
Comptable	pers. mois	-	-	-	-	12	12	24	1,11	2,22	-	-	-	-	26,6	26,6	53,3	FDA (100%)
Assistant comptable	pers. mois	-	-	-	-	12	12	24	0,59	1,18	-	-	-	-	14,2	14,2	28,3	FDA (100%)
Secrétaires	pers. mois	-	-	-	-	12	12	24	0,5	1	-	-	-	-	12,0	12,0	24,0	FDA (100%)
Chauffeurs	pers. mois	-	-	-	-	60	60	120	0,26	0,52	-	-	-	-	31,2	31,2	62,4	FDA (100%)

Subtotal Salaires personnel UCP

2. Salaires personnel (antenne Man)

Chargé OPA (Chef d'antenne)	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,3	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	15,6	FDA (100%)
Chargé réhabilitation agricole	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)
Chargé transformation, commercialisation et OPA	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)
Chargé suivi et évaluation	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)
Chargé Administratif et Financier	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)

Subtotal Salaires personnel (antenne Man)

3. Salaires personnel (antenne Séguéla)

Chargé OPA (Chef d'antenne)	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,3	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	15,6	FDA (100%)
Chargé réhabilitation agricole	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)
Chargé transformation, commercialisation et OPA	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)
Chargé suivi et évaluation	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)
Chargé Administratif et Financier	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,11	2,22	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	13,3	FDA (100%)

Subtotal Salaires personnel (antenne Séguéla)

Subtotal Frais de personnel

B. Frais de personnel-payé par le GOV

1. Salaires personnel UCP

Responsable de la réhabilitation agricole	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	16	32	-	-	-	-	32,0	32,0	64,0	GOVT
Responsable transformation et commercialisation	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	16	32	-	-	-	-	32,0	32,0	64,0	GOVT
Responsable genre et OPA	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	16	32	-	-	-	-	32,0	32,0	64,0	GOVT
Assistant passation des marchés	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	13,5	27	-	-	-	-	27,0	27,0	54,0	GOVT
Assistant suivi-évaluation	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	13,5	27	-	-	-	-	27,0	27,0	54,0	GOVT
Assistant infrastructures rurales	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	13,5	27	-	-	-	-	27,0	27,0	54,0	GOVT
Assistant administratif et logistique	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	6,7	13,4	-	-	-	-	13,4	13,4	26,8	GOVT
Secrétaire comptable	pers. an	-	-	-	-	2	2	4	6,7	13,4	-	-	-	-	26,8	26,8	53,6	GOVT
Technicienne de surface	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	1,8	3,2	-	-	-	-	3,2	3,2	6,4	GOVT
Contrat de gardiennage	forfait/an	-	-	-	-	2	2	4	2	4	-	-	-	-	8,0	8,0	16,0	GOVT
Directeur régionale de l'Agriculture (DRA)	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	2,5	5	-	-	-	-	5,0	5,0	10,0	GOVT
Responsable suivi-évaluation externe	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	4,5	9	-	-	-	-	9,0	9,0	18,0	GOVT
Pont focal du projet (Abidjan)	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	6	12	-	-	-	-	12,0	12,0	24,0	GOVT
Assistant au responsable réhabilitation agricole	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	3,8	7,2	-	-	-	-	7,2	7,2	14,4	GOVT
Gestock	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	3	6	-	-	-	-	6,0	6,0	12,0	GOVT
Agent de bureau reprographie Abidjan	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	2,2	4,4	-	-	-	-	4,4	4,4	8,8	GOVT
Agent de bureau reprographie	pers. an	-	-	-	-	2	2	4	1,8	3,6	-	-	-	-	7,2	7,2	14,4	GOVT
Assistants/aécr. agent comptable	pers. an	-	-	-	-	3	3	6	3,6	7,2	-	-	-	-	21,6	21,6	43,2	GOVT
Agent comptable du projet	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	4,5	9	-	-	-	-	9,0	9,0	18,0	GOVT
Contrôleur financier du projet	pers. an	-	-	-	-	1	1	2	3,8	7,2	-	-	-	-	7,2	7,2	14,4	GOVT
Agent vérificateur du projet au contrôle financier	pers. an	-	-	-	-	2	2	4	0,6	1,2	-	-	-	-	2,4	2,4	4,8	GOVT

Subtotal Salaires personnel UCP

2. Salaires personnel (antenne Man)

Technicienne de surface	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	19,2	GOVT
Contrat de gardiennage	forfait/an	2	2	2	2	2	2	12	2	4	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	48,0	GOVT
Agent de bureau reprographie	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,8	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	21,6	GOVT

Subtotal Salaires personnel (antenne Man)

3. Salaires personnel (antenne Séguéla)

Technicienne de surface	pers. an	1	1	1	1	1	1	6	1,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	19,2	GOVT
Contrat de gardiennage	forfait/an	2	2	2	2	2	2	12	2	4	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	48,0	GOVT

Subtotal Salaires personnel (antenne Séguéla)

Subtotal Frais de personnel-payé par le GOV

C. Assurance maladie

forfait/an	-	-	-	-	1	1	2	30	60	-	-	-	-	-	60,0	60,0	120,0	FDA (100%)
------------	---	---	---	---	---	---	---	----	----	---	---	---	---	---	------	------	-------	--------------

Total

																		1 621,6	477,8	490,1	954,1	973,8	1 033,3	5 550,5
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---------	-------	-------	-------	-------	---------	---------

- ix Bureau classique avec retour, fauteuils de bureau, chaises (visiteur + salle réunion) Meuble de rangement, table de réunion
- ix 60 personnes formées en 1 jour : pertiens formateurs et chauffeur (302 000F), carburant (50 000F) et pertiens participants (1 200 000F)
- ix 60 personnes formées en 1 jour : pertiens formateurs et chauffeur (302 000F), carburant (50 000F) et pertiens participants (1 200 000F)
- ix formation à effectuer par le spécialiste genre de l'UCP, au sein de l'équipe de l'antenne et de 2 représentants de la DRA
- ix V compris l'analyse économique et financière, 6 personnes pendant 7 jours formées par 2 experts internationaux
- ix 2 personnes pendant 5 jours
- ix V compris l'analyse économique et financière, 6 personnes pendant 7 jours formées par 2 experts internationaux
- ix 8 personnes, dont 2 de chaque région (1 de la DRA et 1 de l'ANADER)
- ix Pendant 1 jour à Bouaké, avec une centaine de participants
- ix Pendant 1 jour au niveau régional, avec environ 80 participants
- ix 1 atelier régional
- ix Pour le CRC en 2015, 2 sessions pour antennes de Man et de Séguéla
- ix Assistant suivi-évaluation: 1 000 000 FCFA/FDA comprenant restauration, pause-café, reprographie, salle, sonorisation, carburant des véhicules de saison
- ix 1 000 000 FCFA/TRESOR comprenant déplacement des participants et divers
- ix Assistant suivi-évaluation: 2 000 000 FCFA/FDA comprenant restauration, pause-café, reprographie, salle, sonorisation, carburant des véhicules de saison
- ix 3 000 000 FCFA/TRESOR comprenant déplacement des participants et divers
- ix 13 DRA * 9 = 117 pers * 25 DCA * 5 = 130 pers (Total = 247 pers)
- ix 13 DR organisant 3 ateliers chacun
- ix Chaque DD bénéficie de 3 missions par mois
- ix Idem que les DD
- ix Chaque DR bénéficie de 7 missions par mois
- ix Idem que les DR
- ix 2 interventions de 15 jours chacune par an, DSA et honoraires inclus.

République de Côte d'Ivoire
 Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Ouest (PROPAC Ouest)
 Table 9. Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique
 Detailed Costs

Unit	Quantities							Unit Cost (F CFA	Unit Cost (US\$	Base Cost (US\$ '000)							Fin. Rule	
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total	Million)	'000)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total		
I. Investment Costs																		
A. Assistance technique étude spécifique sur la vulnérabilité par zone agro-écologique + cartographie /a	mois	6	2	2	-	-	-	10	3,25	6,5	39,0	13,0	13,0	-	-	-	65,0	ASAP_FNI (100%)
B. Sensibilisation et communication dialogue politique national et régional pour intégration du CC (plateforme environnement et CC, AN et Primature)	réunions	2	2	2	2	2	2	12	2,5	5	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	60,0	ASAP_FNI (100%)
C. Ateliers de renforcement des capacités sur l'ACC des points focaux régionaux, de la société civile, des médias, etc.	ateliers	1	1	1	1	1	1	6	6	12	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	72,0	ASAP_FNI (100%)
D. Renforcement des capacités sur l'ACC des populations locales via émission radios, spots radios	forfait	1	1	1	1	-	1	5	10	20	20,0	20,0	20,0	20,0	-	20,0	100,0	ASAP_FNI (100%)
E. Assistance technique communication et vision stratégique	mois	4	4	2	2	2	2	16	5	10	40,0	40,0	20,0	20,0	20,0	20,0	160,0	ASAP_FNI (100%)
F. Production de brochures pour différents publics (impression) en lien avec le Pôle R-D	forfait	1	1	1	1	1	1	6	5	10	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	60,0	ASAP_FNI (100%)
G. Système SIG (études, matériel et sites sentinelles)	forfait/an	1	1	1	1	1	1	6	10	20	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	120,0	ASAP_FNI (100%)
H. Assistance technique ASAP	Mois	3	-	-	3	-	-	6	2	4	12,0	-	-	12,0	-	-	24,0	ASAP_FNI (100%)
I. Kits complets de matériels informatiques /b	Nombre	2	-	-	-	-	-	2	1	2	4,0	-	-	-	-	-	4,0	ASAP_FNI (100%)
J. Vidéo projecteur et matériel de projection	Nombre	1	-	-	-	-	-	1	1,5	3	3,0	-	-	-	-	-	3,0	ASAP_FNI (100%)
K. Communication mobile et Internet	Nombre	2	-	-	-	-	-	2	1	2	4,0	-	-	-	-	-	4,0	ASAP_FNI (100%)
Total											174,0	125,0	105,0	104,0	72,0	92,0	672,0	

/a Inklus salaire et frais de déplacement
 /b Ordinateur, imprimante, onduleur, etc.

Annexe 10 : Analyse financière et économique

Introduction

1. L'objectif de cette annexe est d'analyser la relation entre les ressources utilisées (coûts) et les impacts (bénéfices) du point de vue des bénéficiaires (exploitation agricole, OPA) participant au projet (analyse financière), et au niveau de l'économie nationale dans son ensemble (analyse économique). L'analyse financière au niveau des ménages ruraux bénéficiaires vise à fournir des éléments d'appréciation de l'impact des activités co-financées par le projet sur les revenus. L'examen des comptes d'exploitation et de résultats sur les activités de production agricole et de transformation en année de croisière permet d'évaluer l'impact des activités du projet sur l'amélioration de ces revenus. Pour sa part, l'analyse économique du projet vise l'évaluation de l'efficacité de l'utilisation des ressources au niveau macroéconomique.

2. **Bénéficiaires.** Le cadre logique du PROPACOM Ouest souligne qu'un total de 30,000 ménages ruraux, soit 210,000 producteurs, bénéficieront directement des activités du projet. Le PROPACOM contribuera à améliorer durablement la sécurité alimentaire de ces petits producteurs des zones du projet, tout en améliorant leur résilience au changement climatique. Selon l'annexe 4, dans les régions de Tonkpi (région dite de « Man » dans la cadre de cette analyse), Worodougou/ Béré/ Bafing (régions dites de « Séguéla » et « Touba »), et Kabadougou/ Folon (régions dites « d'Odienné »), les ménages exploitent une superficie entre 1.5 hectares (Man) et 3 hectares (Séguéla, Odienné, Touba) de cultures vivrières. Les activités de maraîchage, pratiquées sur de petites parcelles de 500m², seront promues de manière spécifique pour les femmes et les jeunes issus de ménages pauvres (objectif de 1,600 ménages). Les bénéficiaires du projet seront également appuyés au niveau des activités post-récolte (égrenage maïs, broyage manioc, production attiéké, décorticage riz, commercialisation etc.) afin d'améliorer la valeur ajoutée de leurs produits agricoles.

Analyse financière

Production

3. **Analyse des systèmes de production et typologie des ménages par région (situation sans projet).** L'annexe 4 propose une analyse détaillée des systèmes de production existant dans les trois régions du PROPACOM Ouest. En résumé, *dans la région de Man*, il fut constaté lors des entretiens de terrain que les ménages ruraux ciblés par le projet exploitent une surface moyenne de 1.5 hectares de cultures vivrières, plus précisément 0.5 hectares de riz de bas-fonds et 1 hectare de cultures associées (0.6 hectare de riz pluvial, 0.1 hectare de maïs et 0.3 hectare de manioc). *Dans la région d'Odienné*, les producteurs exploitent une surface moyenne de 3 hectares de cultures vivrières, plus précisément 1 hectare de riz de plateau, 1 hectare de riz de plaine, 0.5 hectare de maïs et 0.5 hectare de manioc. Enfin, *dans les régions de Séguéla et de Touba*, les ménages exploitent également une surface de 3 hectares et consacrent 1 hectare au riz de plateau, 1 hectare au riz de bas-fond, 0.5 hectare de maïs et 0.5 hectare de manioc. Dans les régions d'Odienné, Séguéla et Touba, les producteurs ont également quelques hectares destinés à la production d'anacarde et de coton⁵⁶. Le café/ cacao et l'hévéa sont davantage produits dans le district des Montagnes (Man)⁵⁷. Le tableau 1 résume les assolements des exploitations agricoles pour les 3 régions du projet.

⁵⁶ 1.5ha d'anacarde et 1ha de coton à Odienné et Touba.

⁵⁷ 1ha de café/cacao et 1ha d'hévéa à Man.

Tableau 1 : assolements des exploitations agricoles par régions (situation de référence) (hectares)

Ménages type	Riz plateau	Riz plaine	Maïs	Manioc	Association Riz+Maïs+Manioc	Riz bas-fond	Total vivrier
Ménages Odienné	1	1	0.5	0.5	0	0	3
Ménages Séguéla et Toubou	1	0	0.5	0.5	0	1	3
Ménages Man	0	0	0	0	1 (riz pluvial: 0.6ha*; maïs: 0.1ha ; manioc : 0.3 ha)	0.5	1.5

Source : diagnostic mené lors des entretiens de terrain (2^{ème} mission de conception) ha= hectares

4. **La rentabilité financière pour les bénéficiaires** est considérée sur la base (i) des budgets de cultures (riz, maïs, manioc et cultures maraîchères) en fonction des différentes zones agro-écologiques et (ii) de la spécificité des systèmes de production (typologie des ménages par région). Les comptes d'exploitation ne reflètent pas la totalité des revenus des ménages qui disposent généralement d'autres parcelles de cultures de rente (comme discuté plus haut) et possèdent des animaux d'élevage (volailles et petits ruminants)⁵⁸. Les calculs permettent d'estimer les accroissements de revenus dus aux seules cultures bénéficiant des pratiques améliorées (riz, maïs, manioc) et d'analyser l'impact financier du projet sur les producteurs ciblés, ainsi que d'évaluer la capacité des exploitants à financer les charges additionnelles de culture (augmentation de l'utilisation d'intrants, mécanisation des travaux agricoles, recours au crédit de campagne) par les seuls revenus de ces cultures.

5. Peu de données micro-économiques sur les exploitations et les productions des cultures retenues existent. Des comptes d'exploitation figurent dans quelques rapports d'études ou d'activités de projets, mais les résultats sont variables et les données ne paraissent pas toujours fiables. Face à ces contraintes, la deuxième mission de conception a procédé à un diagnostic approfondi des budgets de culture et des comptes d'exploitation à travers plusieurs entretiens avec des organisations de producteurs. Ces données de terrain ont été triangulées si besoin avec les normes techniques recommandées par la recherche et l'appui conseil pour le riz, le maïs et le manioc dans des contextes semblables (CNRA, AFRICARICE, ANADER) en cas de données lacunaires (quantités d'intrants, besoins en main-d'œuvre).

6. L'introduction d'itinéraires techniques améliorés combinant à la fois l'utilisation de semences et boutures sélectionnées de variétés améliorées, des engrais, de produits phytosanitaires, l'accès à la petite mécanisation agricole (motoculteur, semoir, batteuse-vanneuses, pulvérisateur), et des formations et appui-conseils devraient engendrer des augmentations de rendements. Les estimations de rendements des cultures sont basées sur les rendements moyens obtenus par le PRAREP et le PROPACOM. Le tableau 2 donne les hypothèses d'accroissement des rendements retenues par la mission pour calculer les bénéfices du projet. Les pourcentages d'accroissement des rendements peuvent paraître relativement importants, mais il faut souligner que les rendements actuels, dans la situation sans projet, sont faibles en raison notamment des difficultés d'approvisionnement en engrais, en semences et en boutures sélectionnées de variétés améliorées.

⁵⁸ La mission n'a pas analysé les comptes d'exploitations des cultures de rente (non ciblées par le projet) pouvant être produites par les exploitants. Il est à noter que le projet n'aura que peu d'impact sur les cultures de rentes et l'élevage.

Tableau 2 - Evolution des rendements avec et sans projet (t/ha)

Culture	Avant projet	Avec projet						
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7 et suiv.
Riz bas-fonds (toutes zones sauf Man)	2.5	2.5	2.5	3.0	3.5	4.0	4.5	4.5
Taux augmentation rendement riz bas-fond (%)		0	0	20	40	60	80	80
Riz bas-fonds (Man)	2.0	2.0	2.0	2.5	3.0	3.5	3.5	3.5
(1ère saison culturale)								
Riz bas-fonds (Man)	2.0	2.0	2.0	2.5	3.0	3.5	3.5	3.5
(2ème saison culturale)								
Taux augmentation rendement riz bas-fond (Man) (%)		0	0	25	50	75	75	75
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	1.0	1.0	1.5	1.5	1.7	2.0	2.0	2.0
Taux augmentation rendement riz pluvial plateau (%)		0	50	50	70	100	100	100
Riz pluvial plaine (Odienné)	2.0	2.0	2.5	2.5	2.7	3.0	3.2	3.2
Taux augmentation rendement riz pluvial plaine (%)		0	25	25	35	50	60	60
Maïs pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	1.2	1.2	1.5	1.5	1.7	2.0	2.0	2.0
Taux augmentation rendement maïs pluvial plateau (%)		0.0	25.0	25.0	41.7	66.7	66.7	66.7
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	10.0	12.0	12.0	15.0	15.0	15.0	17.0	17.0
Taux augmentation rendement manioc plateau (%)		20	20	50	50	50	70	70
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man)								
Riz pluvial	0.7	0.7	0.9	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2
Taux augmentation rendement (%)		0.0	28.6	42.9	57.1	71.4	71.4	71.4
Maïs	0.2	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5
Taux augmentation rendement (%)		0	50	100	100	100	150	150
Manioc	3.0	3.0	4.0	5.0	6.0	6.0	7.0	7.0
Taux augmentation rendement (%)		0.0	33.3	66.7	100.0	100.0	133.3	133.3
Maraîchage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)								
Gombo		8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Piment		8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Aubergine		18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0
Tomate		15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0

* Avec système d'irrigation goutte à goutte (gâg)

7. **Prix financiers.** En Côte d'Ivoire, les prix des produits agricoles sont librement déterminés par le marché, selon la loi de l'offre et de la demande. Les prix unitaires utilisés pour l'analyse financière sont indiqués dans le tableau de l'Annexe 1.

- **Produits agricoles.** Les prix des produits agricoles correspondent à ceux qui sont payés aux producteurs pour les produits au départ de l'exploitation. Ces prix ont été obtenus lors de discussions avec les différents acteurs (producteurs, OPA, commerçants, services techniques, Office de Commercialisation des Produits Vivriers- OCPV) pendant les visites sur le terrain dans les régions de Man, Odienné et Séguéla. Ils varient sensiblement en cours d'année entre la période de récolte et de soudure.
- **Intrants agricoles.** Les prix des intrants agricoles pris en compte sont les prix non subventionnés.
- **Main d'œuvre.** Les petites exploitations agricoles ont recours essentiellement à la main d'œuvre familiale. Dans le cadre de cette analyse, cette main d'œuvre familiale a été valorisée dans les budgets financiers de culture⁵⁹.

8. **Elaboration des budgets de cultures.** Les fiches technico-économiques (budgets de cultures) ont été préparées selon 8 cas de figure (riz de bas-fond « Séguéla-Touba », riz de bas-fond « Man », riz de plaine « Odienné », riz pluvial- maïs- manioc « Odienné, Séguéla, Touba », association riz-manioc-maïs « Man », maraîchage) afin d'illustrer le plus exhaustivement possible la diversité des systèmes de productions des ménages ruraux dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, et pour estimer précisément le bénéfice net attendu pour les ménages ruraux ciblés par le projet. Les budgets de cultures sont détaillés en Annexe 2 de la présente analyse. Le tableau 3 ci-après indique le produit brut, les charges d'exploitation et la marge nette par hectare pour les différentes cultures.

⁵⁹ L'analyse financière ne valorise généralement pas le coût de la main d'œuvre familiale car cette dernière ne correspond pas à une dépense du point de vue des ménages. Voir en annexe de ce DT les prix unitaires pour la main d'œuvre utilisés dans les budgets de culture. La main d'œuvre occasionnelle a été estimée à 750 CFA par homme-jour.

- **Le produit brut** est la valeur de la production totale à l'hectare valorisée au prix au producteur en vigueur dans les zones de production en 2013. Pour prendre en compte les variations saisonnières des prix aux producteurs des produits agricoles, l'hypothèse suivante a été retenue pour chaque culture: 10% des produits sont valorisés à un prix faible, 60% à un prix moyen et 30% à un prix élevé⁶⁰ ;
- **Les charges d'exploitation** correspondent aux dépenses effectuées par l'exploitant pour l'acquisition des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires, sacherie), la rémunération des prestations de services (labour mécanisé, battage récolte), le fonctionnement des équipements d'irrigation pour le maraîchage et les frais financiers estimés sur la base d'un crédit de campagne équivalent au supplément de charges de culture par rapport à la situation avant-projet, avec un taux d'intérêt de 15,6% sur une durée de 6 mois (taux appliqué par les institutions de microfinance rurales). **La main d'œuvre (MO) familiale** a été considérée dans les charges d'exploitation des budgets financiers de culture. La mission a noté que chaque ménage comporte 3 à 4 actifs agricoles, appuyés par de la main d'œuvre additionnelle très souvent fournie par les groupes d'entraides, assez répandus dans les zones du projet;
- **La marge nette (ou revenu net) d'exploitation** est calculée à partir de la valeur de la production (le produit brut) moins les charges d'exploitation;

9. L'accroissement de la production suite à l'augmentation des rendements nécessitera une meilleure organisation de la commercialisation afin d'écouler les excédents de production sans chute des prix sur le marché. La structuration et la professionnalisation des OP, la mise en relation directe des petits producteurs avec les opérateurs de marché, la construction d'infrastructures rurales (magasins de stockage, hangars de groupage et de conditionnement des produits agricoles etc.) devraient permettre d'assurer une meilleure commercialisation et d'obtenir un prix de vente plus élevé. Ainsi, la valorisation des productions est calculée sur la base des hypothèses suivantes : *avant-projet*: 20% des productions sont commercialisées au prix faible (80% du prix moyen), 60% au prix moyen, 20% au prix élevé (120% du prix moyen); *avec projet*: 10% des productions sont commercialisées au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé.

10. L'examen des budgets de culture (tableau 3) montre un effet positif du projet sur les marges nettes (marges nettes additionnelles positives pour tous les budgets de culture) et indique que les différentes spéculations sont financièrement rentables puisqu'elles permettent de dégager des marges positives dans la situation avec projet. En théorie, les spéculations sont suffisamment rentables pour supporter un crédit de campagne (6 mois avec intérêt et charges de l'ordre de 15.6%).

⁶⁰ Les équipements et infrastructures de récolte et stockage et les appuis à la commercialisation entraîneront une meilleure valorisation des produits.

Tableau 3- Rentabilité financière potentielle des cultures

Culture	Production commercialisable (kg/ha)	Produit brut (FCFA/ha)	Charges d'exploitation (FCFA/ha)	Marge nette (FCFA/ha)	Jours MO familiale (Pers.-jour)
<i>Sans projet</i>					
Riz de bas-fonds (Touba+ Séguéla)	2,300	345,000	275,500	69,500	184
Riz de bas-fonds (Man, 1 seule saison)	1,840	276,000	275,200	800	184
Riz plaine (Odienné)	1,840	276,000	258,600	17,400	162
Riz pluvial plateau (Odienné+ Séguéla)	920	138,000	156,000	-18,000	118
Maïs (Odienné+ Séguéla)	1,080	131,760	146,960	-15,200	90
Manioc (Odienné+ Séguéla)	7,500	450,000	326,000	124,000	205
Association Riz-maïs-manioc (Man)	3,074	253,560	291,560	-38,000	216
<i>Avec projet</i>					
Riz de bas-fonds (Touba+ Séguéla)	4,275	666,900	484,031	182,869	132
Riz de bas-fonds (Man, saison 1+ saison 2)	6,650	1,067,325	895,765	171,560	245
...dont saison 1	3,325	518,700	471,432	47,268	123
...dont saison 2	3,325	548,625	424,333	124,292	122
Riz plaine (Odienné)	3,040	474,240	347,959	126,281	88
Riz pluvial (Odienné+ Séguéla)	1,900	296,400	259,704	36,696	114
Maïs (Odienné+ Séguéla)	2,185	277,495	256,544	20,951	68
Manioc (Odienné+ Séguéla)	14,450	901,680	463,445	438,235	170
Association Riz-maïs-manioc (Man)	7,565	609,445	497,934	111,511	238
Maraîchage	12,250	2,706,250	1,645,055	1,061,195	378
<i>Additionnel</i>					
Riz de bas-fonds (Touba+ Séguéla)	1,975	321,900	208,531	113,369	-52
Riz de bas-fonds (Man)	4,810	791,325	620,565	170,760	61
Riz plaine (Odienné)	1,200	198,240	89,359	108,881	-74
Riz pluvial (Odienné+ Séguéla)	980	158,400	103,704	54,696	-4
Maïs (Odienné+ Séguéla)	1,105	145,735	109,584	36,151	-22
Manioc (Odienné+ Séguéla)	6,950	451,680	137,445	314,235	-35
Association Riz-maïs-manioc (Man)	4,491	355,885	206,374	149,511	22
Maraîchage	12,250	2,706,250	1,645,055	1,061,195	378

11. **Comptes d'exploitation par ménage bénéficiaire.** Sur la base des budgets de cultures et de la typologie des ménages ruraux du PROPACOM Ouest décrite plus haut, il a été élaboré des comptes d'exploitation par ménage pour évaluer l'impact du projet sur le revenu des bénéficiaires. Dans la situation avec projet, il n'est pas envisagé que le producteur augmente les surfaces physiques exploitées (mais que ce dernier intensifie sa production). Dans la région de Man en particulier, les ménages pourront même réaliser deux cycles de culture de riz de bas-fond. Par ailleurs, l'amélioration des itinéraires techniques sur les cultures associées en système pluvial (région de Man) consistera à proposer au producteur de cultiver 0.5 hectare de riz (contre 0.6 hectare dans la situation sans projet), 0.15 hectare de maïs (0.1 hectares dans la situation sans projet) et 0.3 hectare de manioc (0.3 hectare sans projet).

12. Dans la situation avec projet, le revenu net par bénéficiaire s'élève à près de 197,291 FCFA à Man (-37,600 FCFA dans la situation sans projet), 329,430 FCFA à Odienné (45,100 FCFA dans la situation sans projet) et 449,158 à Séguéla et Touba (105,900 dans la situation sans projet). Dans le cas du maraîchage, les ménages dégageront un revenu additionnel de 53,059 FCFA (sur la base d'une hypothèse d'une planche maraîchère de 500 m² par ménage). Ces résultats montrent que le ménage, aussi bien à Man, Odienné, Séguéla et Touba, pourra faire face aux charges supplémentaires requises pour la mise en œuvre des itinéraires techniques améliorés et dégager un revenu additionnel significatif pour subvenir à d'autres dépenses courantes.

13. **Travail familial supplémentaire.** Le projet, de par l'introduction de la mécanisation (en particulier pour la préparation du sol) et de pratiques améliorées pour l'entretien des parcelles (lutte contre les adventices), n'engendrera pas de travail supplémentaire pour la famille. Dans le cas particulier du système de production à Man (cultures associées) où la situation avec projet requerra 100 hommes.jours supplémentaires (voir annexes), le ménage pourra compter sur ses actifs agricoles et les groupes d'entraide qui s'avèrent très répandus dans la zone du projet.

Tableau 4a- revenu net par exploitation- Système de production « Man »

Modèle d'exploitation Man	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	391,560	FCFA	1,143,108	751,548
Charges totales	FCFA	429,160	FCFA	945,817	516,657
Marge nette	FCFA	-37,600	FCFA	197,291	234,891

Note : voir annexes pour détail des calculs

Tableau 4b- revenu net par exploitation- Système de production «Odienné»

Modèle d'exploitation Odienné	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	566,880	FCFA	1,123,108	556,228
Charges totales	FCFA	521,780	FCFA	793,678	271,898
Marge nette	FCFA	45,100	FCFA	329,430	284,330

Tableau 4c- revenu net par exploitation- Systèmes de production «Séguéla »

Modèle d'exploitation Séguéla*	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	773,880	FCFA	1,552,888	779,008
Charges totales	FCFA	667,980	FCFA	1,103,730	435,750
Marge nette	FCFA	105,900	FCFA	449,158	343,258

* Le système de production « Touba » présente les mêmes résultats qu'à Séguéla

Transformation

14. L'analyse financière (analyse des comptes d'exploitation et flux annuels de trésorerie⁶¹) a été menée sur plusieurs activités de transformation des produits agricoles appuyées par le projet, à savoir: (i) la fabrication d'attiéké⁶² (couscous de manioc) en frais (pour consommation locale) et séché (pour exportation vers les marchés de la sous-région), (ii) le broyage du manioc (pour la production d'attiéké frais et de farine de « tôh»), (iii) l'égrenage mécanique du maïs, et (iv) le décorticage mécanique du riz. Le tableau 4 et les annexes présentent les caractéristiques technico-financières, les hypothèses avancées (en particulier sur les quantités transformées qui sont difficiles à estimer dans une situation *ex-ante*), les niveaux moyens d'investissements considérés et les résultats pour ces activités de transformation.

15. Sur la base des hypothèses (théoriques) émises, les comptes d'exploitation (voir tableau 4 et annexes) montrent que les activités génèrent des marges brutes positives, suffisantes pour que les OPA bénéficiaires puissent financer les charges variables (coûts de fonctionnement, main d'œuvre familiale incluse), les coûts récurrents et le renouvellement des équipements. Les activités de transformation présentent des taux de rentabilité internes financiers (TRI) incitatifs et des valeurs actuelles nettes (VAN) positives (tableau 4). Les analyses du flux de trésorerie après financement, incluant le remboursement d'un prêt à hauteur de 60% du montant des équipements (avec un taux

⁶¹ Les modèles préparés pour l'analyse financière seront utiles pour l'élaboration des plans d'affaire et le système de suivi évaluation (utilisation comme « fiches de suivi »).

⁶² L'établissement du compte d'exploitation de l'unité d'attiéké est basé sur une étude technico-économique communiquée par l'I2T (Société ivoirienne de technologie tropicale), rencontrée par la mission à Abidjan en Novembre 2013 et Mars 2014.

d'intérêt dégressif de 20%⁶³, une période de grâce de 6 mois et une durée d'emprunt de 3 ans ; voir annexe microfinance) et un apport personnel des bénéficiaires (estimé à 10%), ont été conduites afin de s'assurer que les OPA pourront supporter durablement les coûts du crédit (remboursement du capital et intérêts d'emprunts). Les modèles présentent des flux de trésorerie cumulés positifs durant la phase d'investissement et de « croisière », suggérant que les OPA bénéficiaires pourront supporter le remboursement de l'emprunt, voire même dégager un bénéfice financier qui contribuera à améliorer les revenus et conditions de vie de leurs membres.

16. Le projet ne sera pas amené à subventionner les opérateurs privés offrant des prestations de service sur le riz (décortilage), le maïs et le manioc (broyage). En revanche, le projet négociera avec les institutions de financement des conditions avantageuses (apport initial et conditions de remboursement) pour ces opérateurs privés « volontaires » souhaitant « se lancer » ou moderniser leurs équipements. Une analyse financière (estimant un apport personnel de 10%⁶⁴ et un crédit de 90% ; voir annexe 4 sur la microfinance) a donc été réalisée afin « d'informer » les transformateurs de la rentabilité possible de leur investissement. Sur la base des hypothèses formulées (en particulier les quantités transformées qui sont difficiles à estimer et par conséquent théoriques), l'analyse financière montre un TRI élevé de 45% et une VAN positive. En tenant compte des charges financières liées au crédit, l'analyse montre que le transformateur peut dégager un flux de trésorerie cumulé positif. L'approche soutenue par le projet, consistant à rapprocher l'offre et la demande de crédit, apparaît donc pertinente et « justifiée » sur la base des hypothèses discutées lors des missions de terrain.

Tableau 5– Modèles d'activités économiques de transformation du manioc, riz et maïs

Activité	Equipements	Investissement (FCFA'000)*	Marge brute annuelle** (FCFA'000)	TRI Financier	VAN (FCFA'000)***
Unité fabrication attiéké frais et sec (gestion ESOP****)	Broyeur, essoreur, semouleur, séchoir	32,889	30,370	44%	87,781
Broyage manioc (prestation services, gestion OPA)	Broyeur (capacité max. théorique 200 kg/h)	2,075	514	31%	2,176
Egrenage maïs (prestation services, gestion OPA)	Egreneur mécanisé mobile, petit tracteur	6,727	3,043	35%	5,798
Décortilage du riz (prestation de service, gestion privée)	Décortiqueuse (capacité max. théorique 500kg/h)	2,030	829	45%	2,135

* Les investissements comprennent les équipements, le bâtiment, les services, et la formation technique

** En « rythme de croisière ». **Hors amortissement et frais financiers** (crédit d'investissement) et impôts sur société

*** Avant financement ; taux escompte 8%, 10 ans, voir annexes pour flux de trésorerie après financement

**** Entreprise de Service aux Organisations de Producteurs (voir détails du modèle dans l'annexe 4)

⁶³ Différent du taux de 15.6% mentionné ci-dessus, ce dernier correspondant au taux pour un crédit de campagne.

⁶⁴ L'analyse des comptes d'exploitation de plusieurs opérateurs existants montre des marges brutes d'exploitation profitables, suggérant une trésorerie disponible pour autofinancer 10% du coût total des équipements.

Analyse économique

17. L'analyse économique du projet se pose du point de vue de l'intérêt national et porte sur le projet entier afin de calculer la rentabilité globale des investissements affectés aux aménagements, aux infrastructures rurales et aux différents appuis à l'amélioration de la production agricole. Tous les coûts du projet (mise à part ceux déjà comptabilisés dans les budgets de culture pour éviter un double comptage) ont été pris en compte dans l'analyse économique.

18. L'analyse économique a été effectuée sur la base du calcul du cash-flow additionnel en considérant la situation sans projet et la situation avec projet sur une période de 20 ans. Les flux des biens et services consommés par le projet, présentés en quantités physiques et en coûts financiers dans le COSTAB, ont été convertis en coûts économiques (via l'algorithme du COSTAB). Les comptes d'exploitation financiers ont également été transformés en comptes d'exploitation économiques.

19. Les externalités positives sur la collectivité, telles que les services environnementaux (issu par exemple des activités de reboisement ou de encore de la production agro-écologique durable) et le renforcement/ développement des capacités institutionnelles (OP, IF, Directions du MINAGRI) qui ne sont pas des biens marchands, n'ont pas été valorisées dans l'analyse économique en raison de la difficulté à les quantifier en termes monétaires. Ces derniers sont néanmoins des bénéfices économiques (effets positifs) qui découleront également des activités du projet.

Hypothèses

20. L'analyse économique est basée sur les hypothèses suivantes:

- l'analyse porte sur une période de 20 ans, correspondant à la durée de vie des aménagements hydroagricoles et des infrastructures de stockage / conditionnement;
- un taux d'actualisation (« discount rate ») de 8% a été utilisé afin de refléter le coût d'opportunité du capital en Côte d'Ivoire;
- l'analyse a été faite en prix constants en utilisant le taux de change de 500 FCFA pour 1 dollar des Etats-Unis;
- les bénéfices économiques ont été exprimés en valeurs constantes de novembre 2013 et valorisent les productions additionnelles agricoles des petits exploitants qui cultivent le riz, le maïs, le manioc et les produits maraîchers selon les cinq modèles financiers tels que développés en annexe;
- le Projet générera des dépenses récurrentes pour le budget de l'Etat estimées à 100 millions FCFA à partir de l'année 7 pour couvrir essentiellement les coûts de fonctionnement du personnel des services techniques pour l'appui conseil, le suivi des sites aménagés, l'accompagnement des OP, etc. Les coûts de fonctionnement et d'entretien des équipements et infrastructures mis en place par le Projet seront supportés intégralement par les bénéficiaires, dans le cadre de leurs groupements. Ces coûts sont pris en compte dans les coûts de la production agricole.

Coûts et bénéfices économiques

21. Les coûts économiques du projet ont été extraits du logiciel COSTAB en éliminant les transferts (droits de douanes, taxes) et les effets liés à l'inflation (l'analyse économique se réalise en termes constants).

22. Les budgets de culture, tels que calculés dans l'analyse financière, ont été transformés en budgets économiques en tenant compte des prix économiques des productions et des intrants, et en éliminant les frais financiers.

23. **Shadow costing.** Le prix de parité à l'importation a été calculé pour le riz, le maïs et l'urée (voir détail de la séquence de calculs en Annexe 5). Les coefficients de conversion des prix financiers aux prix économiques, au niveau des prix au producteur, sont respectivement de 1,33, 1,16 et de 0,75. Ce dernier coefficient a ensuite été appliqué à tous les engrais et produits phytosanitaires⁶⁵. Les coûts de la main d'œuvre ordinaire ont été inclus dans les comptes d'exploitation économique (un coefficient de conversion de 0,75 a été appliqué au coût de la main d'œuvre qui est sous-employée);

24. Dans l'analyse économique, les montants correspondant au fonds de dotation en intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires) ont été éliminés des coûts totaux du projet, **afin d'éviter un double comptage**. En effet, les coûts d'achat de ces intrants ont déjà été pris en compte dans les charges de production.

25. Tous les autres coûts d'investissement et coûts récurrents liés directement aux activités du projet ont été comptabilisés en totalité dans l'analyse économique.

26. Les coûts d'entretien des infrastructures de mise en marché sont estimés à 5% des coûts d'investissement, et sont pris en charge directement par les OP. Les coûts d'entretien des aménagements hydroagricoles aménagés et réhabilités par le projet sont comptabilisés dans les comptes d'exploitation des cultures irriguées.

27. Le rythme d'adoption des technologies proposées dans le cadre de l'appui à la production tient compte de la **progression effective de la mise en œuvre** des activités du projet **ainsi que d'un taux d'adoption individuel graduel** sur plusieurs années avant d'atteindre le niveau de rendement des modèles de culture.

28. **Taux d'adoption par les bénéficiaires.** Les hypothèses de taux d'adoption des pratiques culturales améliorées sont les suivantes:

- Superficies cultivées en riz de bas-fonds avant-projet : (i) 40% de la superficie sur sites à réhabiliter, 1 cycle de culture par an; (ii) 25% de la superficie sur sites à aménager, 1 cycle de culture par an.
- Superficies cultivées en riz de bas-fonds avec projet : mise en culture de la totalité de la superficie cultivable (soit 90% de la superficie brute aménagée) l'année qui suit les travaux d'aménagement; 2 cycles de culture annuels sur 1300 ha, 1 seul cycle sur 1000;
- Superficies en cultures pluviales (riz, maïs, manioc): sur la base du ciblage des OP bénéficiaires (voir DT OP), les objectifs de superficies à emblaver avec les pratiques améliorées sont de 13.500 ha de riz pluvial, 9.000 ha de maïs et 4.500 ha de manioc. L'adoption des pratiques améliorées est progressive à partir de la 2^{ème} année du projet, selon les hypothèses suivantes:

Année	% des superficies ciblées touchées	% des superficies ciblées avec application des pratiques améliorées
Année 2	25%	40%
Année 3	50%	50%
Année 4	75%	60%
Année 5	100%	70%
Année 6	100%	80%

- Les semences et boutures améliorées à utiliser en année 2, avant que les productions des OP semenciers appuyées par le projet ne soient disponibles (les premières productions de semences R1 sont programmées en année 2, pour utilisation en année 3) seront acquises auprès de multiplicateurs semenciers déjà opérationnels grâce à d'autres projets/programmes

⁶⁵ Cette approche est pratiquée dans nombreuses analyses économiques et financières de projets financés par le FIDA.

et initiatives en cours, notamment le PRAREP et le PROPACOM et le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PAAO / WAAPP)⁶⁶ ;

- Les estimations des superficies cultivées dans la situation avant-projet et dans la situation avec projet sont présentées dans les tableaux 2 et 3 de l'Annexe 4.

29. Les bénéfices additionnels retenus dans l'analyse économique sont ceux qui sont aisément quantifiables. Ils proviennent (i) de l'accroissement de la production agricole (riz, maïs, manioc, cultures maraîchères) consécutif à l'extension des superficies cultivées sous irrigation en bas-fonds, et à l'amélioration des rendements des cultures du fait de l'utilisation de semences et boutures sélectionnées de variétés améliorées et d'intrants connexes (engrais, produits phytosanitaires) (voir tableau 1) et au renforcement de l'appui conseil; (ii) de la réduction notable des pertes post récolte grâce à l'introduction de techniques appropriées de récolte et de stockage, conservation, transformation⁶⁷, (iii) de la hausse des prix au producteur et de l'augmentation des quantités commercialisées suite à la mise en relation directe des petits producteurs avec les opérateurs de marché et au renforcement de leurs capacités commerciales et de négociation et, (v) un renforcement des capacités des OP.

30. Les bénéfices économiques liés à l'appui à la transformation des produits agricoles (fabrication de farine de manioc, transformation du manioc en attiéké, séchage/conditionnement des produits maraîchers) n'ont pas été quantifiés dans l'analyse économique parce qu'il est particulièrement difficile d'estimer en *ex ante* les quantités totales de produits qui seront transformés annuellement.

31. Les constructions d'infrastructures d'appui à la mise en marché permettront de réduire les pertes post-récolte, d'améliorer le stockage et la conservation des produits d'où une meilleure qualité et un prix de vente plus élevé. Dans la mesure où ces infrastructures toucheront une large gamme de produits (autres que riz, maïs, manioc et produits maraîchers) et que les quantités transitant par ces infrastructures sont difficilement quantifiables à *priori*, les bénéfices économiques liés à ces investissements n'ont pu être estimés précisément. Ils sont toutefois pris en compte par la meilleure valorisation des produits commercialisés.

32. Les principaux résultats attendus exprimés en termes de superficies emblavées avec l'application des pratiques améliorées sont de 2.300 hectares de riz de bas-fonds (1.400 hectares de nouveaux bas-fonds, 900 hectares de bas-fonds réhabilités), de 13.500 hectares de riz pluvial (7.500 hectares de riz de plateau, 2.500 hectares de riz de plaine, 3.500 hectares de riz pluvial en cultures associées), de 9.000 hectares de maïs pluvial (dont 1.000 hectares en cultures associées), de 4.500 hectares de manioc (dont 2.000 hectares en cultures associées) et de 80 hectares de cultures maraîchères diverses, irriguées par un système de goutte à goutte.

Taux de rentabilité interne économique

33. **Scénario de base.** Compte tenu des hypothèses précédentes, le taux de rentabilité interne économique (TRIE) calculé est de 19.5% (le détail des calculs figure en Annexe 4) et la valeur actuelle nette (VAN) du flux de trésorerie nette économique générée par le projet, à un coût d'opportunité du capital de 8% serait de 9,9 milliards de FCFA (19,9 millions de USD). Ce résultat est satisfaisant étant donné que des bénéfices n'ont pu être pris en considération dans l'analyse économique.

⁶⁶ Le programme WAAPP Côte d'Ivoire (2012-2016), financé par la Banque mondiale, pour l'année 2013 porte sur la multiplication de 4120 tonnes de semences commerciales de riz (2930 T pour le riz irrigué, 1190 T pour le riz pluvial). Les récoltes sont en cours. Les semences produites par des groupements de semenciers sont rachetées par le WAAPP, traitées et conditionnées en chambre froide.

⁶⁷ La réduction des pertes post récolte est prise en compte dans les budgets des cultures (voir fiches technico-économiques établies pour chaque, en Annexe 2).

34. **Analyse de sensibilité.** En lien avec la matrice « des risques et des mesures d'atténuation » (tableau 2 du PDR), une analyse de sensibilité a été réalisée afin de tester la variation du TRIE dans l'hypothèse d'une réduction des bénéfices (par exemple liée à une faible adoption en raison d'un faible intérêt des producteurs pour les semences certifiées ou encore des prix élevés sur les intrants agricoles) et d'une augmentation des coûts. Cette analyse donne les résultats suivants:

- Augmentation des coûts d'investissement de 10%: TRIE = 17.4%
- Augmentation des coûts d'investissement de 20%: TRIE = 15.6%
- Diminution des recettes de 10%: TRIE = 17.1%
- Diminution des recettes de 20%: TRIE = 14.7%
- Diminution des recettes de 30%: TRIE = 12.1%
- Augmentation des coûts d'investissement de 20% et diminution des recettes de 10%: TRIE = 13.5%.
- Augmentation des coûts d'investissement de 20% et diminution des recettes de 30%: TRIE = 8.5%.
- Bénéfices retardés de 1 an: TRIE = 15.9%
- Bénéfices retardés de 2 ans: TRIE = 13.4%

35. Le TRIE est sensible à une baisse des bénéfices, par exemple à cause d'une baisse des prix de vente ou des rendements, des problèmes de commercialisation, d'aléas climatiques, de mauvaises pratiques culturales. Une baisse des bénéfices de 10% mène à un TRIE de 17.2%, une baisse des bénéfices de 30% donne un TRIE de seulement 12.1%. Ceci démontre l'importance de l'adoption correcte des itinéraires techniques améliorés, donc de l'appui conseil à apporter aux producteurs, de la bancarisation des acteurs afin d'assurer le financement des facteurs de production (semences, engrais, prestation de services de mécanisation, etc.), de l'organisation des OP en vue de ventes groupées des productions et de l'établissement de relations contractuelles avec les opérateurs de marchés.

Appendice 1 : Prix unitaires utilisés dans les budgets de culture

PRIX UNITAIRES UTILISES DANS LES FICHES DE CULTURE (Prix de vente bord champ)

	Unité	Prix financier FCFA	Facteur de conversion	Prix économique FCFA
Semences et plants				
Riz, semences de base	Kg	800	1	800
Maïs, semences de base	Kg	800	1	800
Manioc, boutures CNRA	Bouture	20	1	20
Igname, semenceaux CNRA	Unité	35	1	35
Riz, semences améliorées	Kg	1,000	1	1,000
Riz, tout venant	Kg	170	1	170
Maïs, semences sélectionnées	Kg	325	1	325
Maïs, tout venant	Kg	150	1	150
Tomate	Kg	75,000	1	75,000
Chou	Kg	40,000	1	40,000
Gombo	Kg	22,000	1	22,000
Aubergine	Kg	55,000	1	55,000
Piment	Kg	143,000	1	143,000
Matériel et équipement				
Motoculteur	U	5,000,000	1	5,000,000
Tracteur	U	25,000,000	1	25,000,000
Pulvérisateur portatif (avec accessoires)	U	40,000	1	40,000
Intrants				
NPK (10-18-18)	Kg	400	0.75	300
Urée	Kg	400	0.75	300
DAP	Kg	380	0.75	285
Nitrate de potassium	Kg	700	0.75	525
Sulfate de potasse	Kg	350	0.75	263
Herbicide glyphosate	Litre	3,000	0.75	2,250
Herbicide Tamariz & Ronstar	Litre	7,500	0.75	5,625
Insecticide (Furadan)	Kg	3,500	0.75	2,625
Insecticide liquide	Litre	8,500	0.75	6,375
Fongicide	Kg	4,000	0.75	3,000
Location pulvérisateur	Jour	500	1	500
Location bâche (séchage paddy)	Jour	2,000	1	2,000
Sac récolte riz (100 kg)	Sac	300	0.75	225
Sac récolte chou (120 kg)	Sac	800	0.75	600
Sac récolte aubergine (50 kg)	Sac	200	0.75	150
Cageot (tomate)	U	5,000	0.75	3,750
Coût de l'irrigation				
Coût entretien gâg (pompage, entretiens)	Ha	140,000	0.8	112,000
Amortissement équipements gâg	Ha	886,547	0.8	709,238
Gasoil	Litre	615	0.8	492
Entretiens aménagements rizicoles	Ha	27,082	0.8	21,665
redevance entretiens ouvrage central riz	Ha	1,200	0.8	960
Main d'œuvre				
MO	HJ	1,200	0.75	900
MO spécialisée	HJ	1,500	0.75	1,125
Travaux mécanisés				
Labour au tracteur (privé)	Ha	45,000	0.80	36,000
Labour au motoculteur (privé)	Ha	65,000	0.80	52,000
Labour au motoculteur (CGA)	Ha	82,500	0.80	66,000
Labour, traction bovine	Ha	35,000	0.80	28,000
Planage	Ha	30,000	0.80	24,000
Transport intrants	T	30,000	0.80	24,000
Batteuse riz (privé)	Jour	25,000	0.80	20,000
Batteuse vanneuse (CGA)	Ha	22,500	0.80	18,000
Décorticage riz (CGA)	Kg riz	35	0.80	28
Faucheuse riz	Ha	17,500	1	14,000
Egrenage maïs	Kg	14	1	11
Prix de vente bord champ				
Riz irrigué (paddy)	Kg	150	1.45	218
Riz pluvial (paddy)	Kg	150	1.45	218
Riz blanchi	Kg	350	1.00	350
Paille de riz	Kg		1	0
Maïs	Kg	120	1.16	140
Igname	Kg	70	1	70
Manioc	Kg	60	1	60
Oignon	Kg	195	1	195
Tomate	Kg	195	1	195
Chou	Kg	150	1	150
Gombo	Kg	350	1	350
Aubergine	Kg	150	1	150
Piment	Kg	300	1	300
Melon	Kg	300	1	300

Appendice 2 : Compte d'exploitation de cultures⁶⁸

COMPTE D'EXPLOITATION par hectare

FCFA

RIZ de bas fond (Séguéla et Touba)

CHARGES	Unité	P.U.	Avant Projet		Avec Projet	
			Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)						
1.1 Labour	Ha	65,000	0	0	1	65,000
1.2 Planage	Ha	30,000	0	0	1	30,000
<i>Sous total préparation du sol</i>				0		95,000
2. Intrants						
2.1 Semences :						
Tout venant	kg	170	60	10,200		0
Sélectionnées (1/3 ans)	kg	1,000		0	50	22,333
2.2 Engrais						
NPK	kg	400	50	20,000	200	80,000
Urée	kg	400	50	20,000	150	60,000
2.3 Produits phytosanitaires:						
Herbicide	L	3,000			4	12,000
Insecticide	Kg	3,500			1	3,500
<i>Sous total intrants</i>				50,200		177,833
3. Irrigation						
3.1 Redevance entretiens ouvrage central	Ha	1,200	0	0	1	1,200
<i>Sous total irrigation</i>				0		1,200
4. Main d'œuvre						
Nettoyage parcelle	HJ		15		15	
Contribution entretiens aménagements	HJ		0		19	
Pépinière	HJ		4		4	
Affinage labour/planage	HJ		10		0	
Mise en eau	HJ		5		8	
Prélèvement plants en pépinière et repiquage	HJ		20		20	
Irrigation, désherbage	HJ		80		20	
Gardiennage	HJ		15		15	
Récolte	HJ		10		15	
Battage, vannage, séchage, ensachage	HJ		20		8	
Transport	HJ		5		8	
<i>Sous total main d'œuvre</i>		1,200	184	220,800	132	158,710
5. Travaux mécanisés						
5.1 Battage vannage récolte	Ha	22,500	0	0	1	22,500
<i>Sous total travaux mécanisés</i>				0		22,500
6. Autres charges						
6.1 Amortissement petit matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0
6.2 Location pulvérisateur	Jour	500	0	0	1	500
6.3 Sacherie*	Unité	300	5	1,500	9	2,700
6.4 Transport intrants	T	30,000	0	3,000	0.350	10,500
<i>Sous total autres charges</i>				4,500		13,700
7. Frais financiers**						
15,6% sur 6 mois		0.156			193,443	15,089
<i>Sous total frais financier</i>				0		15,089
TOTAL CHARGES				275,500		484,031

PRODUITS						
Paddy (produits récoltés)	kg		2,500		4,500	
Pertes	%		8		5	
Produits commercialisés***	kg		2,300		4,275	
prix faible	kg	120	460	55,200	428	51,300
prix moyen	kg	150	1,380	207,000	2,565	384,750
prix élevé	kg	180	460	82,800	1,283	230,850
Pailles de riz	kg					
TOTAL PRODUITS				345,000		666,900

MARGE NETTE						
Produit brut				345,000		666,900
Charges totales				275,500		484,031
MARGE NETTE				69,500		182,869

Valorisation M.O. familiale	FCFA/HJ		N/A		N/A
------------------------------------	---------	--	-----	--	-----

Coût de production bord champ	FCFA/kg		110.2		107.6
--------------------------------------	---------	--	-------	--	-------

* 1 sac pour 100 kg; 5 rotations

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un taux d'intérêt de 15,6% sur une durée de 6 mois

*** Produits commercialisés: Avant projet : 20% au prix faible, 60% au prix moyen, 20% au prix élevé

*** Produits commercialisés : Avec projet : 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé

⁶⁸ Travail familial considéré dans les coûts de production

COMPTE D'EXPLOITATION par hectare

FCFA

RIZ de bas fond (Man)

CHARGES	Unité	P.U.	Avant Projet		cycle 1		cycle 2	
			Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)								
1.1 Labour	Ha	65,000	0	0	1	65,000	1	65,000
1.2 Planage	Ha	30,000	0	0	1	30,000	0	0
<i>Sous total préparation du sol</i>			0	0		95,000		65,000
2. Intrants								
2.1 Semences :								
Tout venant	kg	170	60	10,200		0		0
Sélectionnées (1/3 ans)	kg	1,000		0	50	22,333	50	22,333
2.2 Engrais								
NPK	kg	400	50	20,000	250	100,000	250	100,000
Urée	kg	400	50	20,000	100	40,000	100	40,000
2.3 Produits phytosanitaires:								
Herbicide	L	3,000			4	12,000	4	12,000
Insecticide	Kg	3,500			1	3,500	1	3,500
<i>Sous total intrants</i>				50,200		177,833		177,833
3. Irrigation								
3.1 Redevance entretiens ouvrage central	Ha	1,200	0	0	1	1,200	1	0
<i>Sous total irrigation</i>				0		1,200		0
4. Main d'œuvre								
Nettoyage parcelle	HJ		15		15		10	
Contribution entretiens aménagements	HJ		0		10		9	
Pépière	HJ		4		4		4	
Affinage labour/planage	HJ		10		0		0	
Mise en eau	HJ		5		8		8	
Prélèvement plants en pépière et repiquage	HJ		20		20		20	
Irrigation, désherbage	HJ		80		20		20	
Gardiennage	HJ		15		15		20	
Récolte	HJ		10		15		15	
Battage, vannage, séchage, ensachage	HJ		20		8		8	
Transport	HJ		5		8		8	
<i>Sous total main d'œuvre</i>		1,200	184	220,800	123	147,600	122	146,400
5. Travaux mécanisés								
5.1 Battage vannage récolte	Ha	22,500	0	0	1	22,500	1	22,500
<i>Sous total travaux mécanisés</i>				0		22,500		22,500
6. Autres charges								
6.1 Amortissement petit matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0	0	0
6.2 Location pulvérisateur	Jour	500	0	0	1	500	1	0
6.3 Sacherie*	Unité	300	4	1,200	7	2,100	7	2,100
6.4 Transport intrants	T	30,000	0	0	0.350	10,500	0.350	10,500
<i>Sous total autres charges</i>				4,200		13,100		12,600
7. Frais financiers**								
15,6% sur 6 mois		0.156			182,033	14,199	-32,900	0
<i>Sous total frais financier</i>				0		14,199		0
TOTAL CHARGES				275,200		471,432		424,333

PRODUITS								
Paddy (produits récoltés)	kg		2,000		3,500		3,500	
Pertes	%		8		5		5	
Produits commercialisés***	kg		1,840		3,325		3,325	
prix faible	kg	120	368	44,160	333	39,900	0	0
prix moyen	kg	150	1,104	165,600	1,995	299,250	1,663	249,375
prix élevé	kg	180	368	66,240	998	179,550	1,663	299,250
Pailles de riz	kg							
TOTAL PRODUITS				276,000		518,700		548,625

MARGE NETTE								
Produit brut				276,000		518,700		548,625
Charges totales				275,200		471,432		424,333
MARGE NETTE				800		47,268		124,292

Valorisation M.O. familiale	FCFA/HJ		N/A		N/A		N/A
------------------------------------	---------	--	-----	--	-----	--	-----

Coût de production bord champ	FCFA/kg		137.6		134.7		121.2
--------------------------------------	---------	--	-------	--	-------	--	-------

* 1 sac pour 100 kg; 5 rotations

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un taux d'intérêt de 15,6% sur une durée de 6 mois

*** Produits commercialisés: Avant projet : 20% au prix faible, 60% au prix moyen, 20% au prix élevé

*** Produits commercialisés : Avec projet : 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé
en cycle 2: 50% prix moyen et 50% pris élevé

Fiche agro-économique (FCFA par hectare)

RIZ pluvial de plaine (Odienné)

CHARGES	Unité	Prix unitaire	Avant projet		Avec projet	
			Quantité	Montant	Quantité	Montant
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)						
1.1 Labour tracteur	Ha	45,000	0	0	1	45,000
<i>Sous total préparation du sol</i>				0		45,000
2. Intrants						
2.1 Semences						
Semences exploitation	Kg	170	80	13,600		
Semences sélectionnées (1 année/3)	Kg	1,000	0		50	22,333
2.2 Engrais						
NPK	Kg	400	50	20,000	150	60,000
Urée	Kg	400	50	20,000	100	40,000
2.3 Produits phytosanitaires						
glyphosate	Lot				2	6,000
tamariz	litre	3,000	2	6,000	4	30,000
<i>Sous total intrants</i>				59,600		158,333
3. Main d'œuvre						
Nettoyage parcelle	HJ		15		15	
Labour manuel	HJ		40		0	
Affinage labour	HJ		2		0	
Semis	HJ		15		15	
Entretien des cultures	HJ		40		13	
Gardiennage	HJ		15		15	
Récolte	HJ		20		20	
Battage, vannage, séchage, ensachage	HJ		12		4	
Transport	HJ		3		6	
<i>Sous total main d'œuvre</i>	HJ	1,200	162	194,400	88	105,600
5. Travaux mécanisés						
5.1 Battage vannage récolte	Ha	22,500	0		1	22,500
<i>Sous total travaux mécanisés</i>						22,500
6. Autres charges						
6.1 Sacherie*	Unité	300	5	1,600	9	2,560
6.2 Amortissement matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0
6.4 Transport intrants	T	30,000	0.10	3,000	0.25	7,500
<i>Sous total autres charges</i>				4,600		10,060
7. Frais financiers**						
15,6% sur 6 mois		0.156		0	82,893	6,466
<i>Sous total frais financier</i>				0		6,466
TOTAL CHARGES				258,600		347,959

PRODUITS						
Riz paddy	Kg		2,000		3,200	
Pertes	%	%	8		5	
Produits commercialisés***	kg		1,840		3,040	
prix faible	kg	120	368	44,160	304	36,480
prix moyen	kg	150	1,104	165,600	1,824	273,600
prix élevé	kg	180	368	66,240	912	164,160
Paille de riz	Kg					
TOTAL PRODUITS				276,000		474,240

MARGE NETTE					
Produit brut			276,000		474,240
Charges totales			258,600		347,959
MARGE NETTE			17,400		126,281

Coût de production bord champ (FCFA/kg)		129		109
--	--	-----	--	-----

Valorisation journée de travail familial (F CFA/jour)		N/A		N/A
--	--	-----	--	-----

* 1 sac pour 75 kg; 5 rotations

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un de 15,6% sur une durée de 6 mois

*** Produits commercialisés: Avant projet : 20% au prix faible, 60% au prix moyen, 20% au prix élevé

*** Produits commercialisés : Avec projet : 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé

Fiche agro-économique (FCFA par hectare)

RIZ pluvial (Odiene, Séguéla, Touba)

CHARGES	Unité	Prix unitaire	Avant projet		Avec projet	
			Quantité	Montant	Quantité	Montant
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)						
1.1 Labour tracteur	Ha	45,000	0	0	0	0
<i>Sous total préparation du sol</i>				0		0
2. Intrants						
2.1 Semences						
Semences exploitation	Kg	170	80	13,600		
Semences sélectionnées (1 année/3)	Kg	1,000	0		60	26,800
2.2 Engrais						
NPK	Kg	400	0	0	100	40,000
Urée	Kg	400	0	0	50	20,000
<i>Sous total intrants</i>				13,600		86,800
3. Main d'œuvre						
Nettoyage parcelle	HJ		15		15	
Ramassage débris	HJ		5		5	
Labour manuel	HJ		20		20	
Affinage labour	HJ		2		2	
Semis	HJ		10		10	
Entretien des cultures	HJ		25		25	
Gardiennage	HJ		15		15	
Récolte	HJ		8		13	
Battage, vannage, séchage, ensachage	HJ		15		3	
Transport	HJ		3		6	
<i>Sous total main d'œuvre</i>	HJ	1,200	118	141,600	114	136,800
5. Travaux mécanisés						
5.1 Battage vannage récolte	Ha	22,500	0		1	22,500
<i>Sous total travaux mécanisés</i>						22,500
6. Autres charges						
6.1 Sacherie*	Unité	300	3	800	5	1,600
6.2 Amortissement matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0
6.4 Transport intrants	T	30,000	0.00	0	0.15	4,500
<i>Sous total autres charges</i>				800		6,100
7. Frais financiers**						
15,6% sur 6 mois		0.156		0	96,200	7,504
<i>Sous total frais financier</i>				0		7,504
TOTAL CHARGES				156,000		259,704
PRODUITS						
Riz paddy	Kg		1,000		2,000	
Pertes	%	%	8		5	
Produits commercialisés***	kg		920		1,900	
prix faible	kg	120	184	22,080	190	22,800
prix moyen	kg	150	552	82,800	1,140	171,000
prix élevé	kg	180	184	33,120	570	102,600
Paille de riz	Kg					
TOTAL PRODUITS				138,000		296,400
MARGE NETTE						
Produit brut				138,000		296,400
Charges totales				156,000		259,704
MARGE NETTE				-18,000		36,696
Coût de production bord champ (FCFA/kg)				156		130
Valorisation journée de travail familial (F CFA/jour)				N/A		N/A

* 1 sac pour 75 kg; 5 rotations

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un taux d'intérêt de 15,6% sur une durée de 6 mois

*** Produits commercialisés: Avant projet : 20% au prix faible, 60% au prix moyen, 20% au prix élevé

*** Produits commercialisés : Avec projet : 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé

COMPTE D'EXPLOITATION par hectare

MAÏS pluvial (Odienné, Seguela, Touba)

CHARGES	Unité	Prix unitaire	Avant projet		Avec projet	
			Quantité	Montant	Quantité	Montant
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)						
1.1 Labour tracteur	Ha	45,000			1	45,000
1.2 Labour culture attelée	Ha	35,000	1	35,000		
<i>Sous total préparation du sol</i>				35,000		45,000
2. Intrants						
2.1 Semences :						
Tout venant	kg	150	20	3,000		
Sélectionnées (1/3 ans)	kg	325			15	3,125
2.2 Engrais						
NPK	kg	400	0	0	150	60,000
Urée	kg	400	0	0	50	20,000
2.3 Produits phytosanitaires						0
Herbicide	Litre	7,500			6	45,000
<i>Sous total intrants</i>				3,000		83,125
4. Main d'œuvre						
Nettoyage parcelle	HJ		15		15	
Ramassage débris	HJ		5		5	
Semis	HJ		10		10	
Epannage engrais + herbicides	HJ		0		6	
Désherbage manuel	HJ		25		10	
Récolte/transport	HJ		20		20	
Egrainage séchage	HJ		15		2	
<i>Sous total main d'œuvre</i>		1,200	90	108,000	68	81,600
5. Travaux mécanisés						
5.1 Egrenage récolte	Kg	14			2,300	31,050
<i>Sous total travaux mécanisés</i>						31,050
6. Autres charges						
6.1 Amortissement petit matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0
6.2 Location pulvérisateur	Jour	500				0
6.3 Sacherie*	Unité	300	3	960	6	1,840
6.4 Transport intrants	T	30,000	0.00	0	0.20	6,000
<i>Sous total autres charges</i>				960		7,840
7. Frais financiers**						
15,6% sur 6 mois		0.156		0	101,655	15,858
<i>Sous total frais financiers</i>				0		7,929
TOTAL CHARGES				146,960		256,544

PRODUITS						
Maïs (produits récoltés)	kg		1,200		2,300	
Pertes	%		10		5	
Produits commercialisés***	kg		1,080		2,185	
prix faible	kg	100	216	21,600	219	21,850
prix moyen	kg	120	648	77,760	1,311	157,320
prix élevé	kg	150	216	32,400	656	98,325
Pailles de maïs	kg					
TOTAL PRODUITS				131,760		277,495

MARGE NETTE			
Produit brut		131,760	277,495
Charges totales		146,960	256,544
MARGE NETTE		-15,200	20,951

Coût de production bord champ	FCFA/kg	122.5	111.5
--------------------------------------	---------	-------	-------

Valorisation journée de travail familial (F CFA/jour)	N/A	N/A
--	-----	-----

* 1 sac pour 75 kg; 5 rotations

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un ta de 15,6% sur une durée de 6 mois

*** Produits commercialisés: Avant projet : 20% au prix faible, 60% au prix moyen, 20% au prix élevé

*** Produits commercialisés : Avec projet : 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé

COMPTE D'EXPLOITATION par hectare

FCFA

MANIOC (Odienné, Séguéla, Touba)

CHARGES	Unité	P.U.	Avant Projet		Avec Projet	
			Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)						
1.1 Labour culture attelée	Ha	35,000	0		1	35,000
<i>Sous total préparation du sol</i>				0		35,000
2. Intrants						
2.1 Boutures						
Tout venant	Unité	8	10,000	80,000		0
Sélectionnées (1an/3)	Unité	20		0	10,000	120,000
2.2 Engrais						
NPK	kg	400		0	150	60,000
Urée	kg	400		0	0	0
2.3 Produits phytosanitaires						
Herbicide	Litre	7,500			4	30,000
<i>Sous total intrants</i>				80,000		210,000
4. Main d'œuvre						
Défrichement	HJ		15		15	
Ramassage débris	HJ		5		5	
Labour	HJ		40		0	
Billonage	HJ		35		35	
Préparation boutures	HJ		5		10	
Mise en place boutures	HJ		20		20	
Epannage engrais	HJ		0		5	
Désherbage manuel	HJ		25		10	
Récolte/transport	HJ		60		70	
<i>Sous total main d'œuvre</i>		1,200	205	246,000	170	204,000
5. Autres charges						
5.1 Amortissement petit matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0
5.2 Transport intrants	T	30,000	0	0	0.150	4,500
<i>Sous total autres charges</i>				0		4,500
6. Frais financiers**						
15,6% sur 6 mois		0.156		0	127,500	9,945
<i>Sous total frais financiers</i>				0		9,945
TOTAL CHARGES				326,000		463,445

PRODUITS						
Produits récoltés	kg		10,000		17,000	
Pertes	%		25		15	
Produits commercialisés***	kg		7,500		14,450	
prix faible	kg	48	1,500	72,000	1,445	69,360
prix moyen	kg	60	4,500	270,000	8,670	520,200
prix élevé	kg	72	1,500	108,000	4,335	312,120
TOTAL PRODUITS				450,000		901,680

MARGE NETTE						
Produit brut				450,000		901,680
Charges totales				326,000		463,445
MARGE NETTE				124,000		438,235

Valorisation M.O. familiale	FCFA/HJ		605		2578
------------------------------------	---------	--	-----	--	------

Coût de production bord champ	FCFA/kg		N/A		N/A
--------------------------------------	---------	--	-----	--	-----

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un taux d'intérêt de 31,2% sur une durée de 12 mois

*** Produits commercialisés: 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé

Fiche agro-économique (FCFA par hectare)

Association riz pluvial-Mais-Manioc (Man)

CHARGES	Unité	Prix unitaire	Avant projet		Avec projet	
			Quantité	Montant	Quantité	Montant
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)						
1.1 Labour tracteur	Ha	45,000	0	0	0	0
<i>Sous total préparation du sol</i>				0		0
2. Intrants						
2.1 Semences						
Semences exploitation riz	Kg	170	40	6,800		
Semences sélectionnées riz (1 année/3)	Kg	1,000	0		30	13,400
Tout venant mais	kg	150	4	600		
Sélectionnées mais (1/3 ans)	kg	325			5	1,042
Boutures tout venant manioc	Unité	8	3,000	24,000		0
Boutures sélectionnées manioc (1an/3)	Unité	20		0	3,000	36,000
2.2 Engrais						
Dosage et composition adaptée association (CNRA)	Kg	400	0	0	150	60,000
Augmentation du PH du sol	Kg	400	0	0	100	40,000
2.3 Produits phytosanitaires						
Herbicide adapté aux associations	Litre	8,000			2	16,000
<i>Sous total intrants</i>				31,400		166,442
3. Main d'œuvre						
Nettoyage parcelle	HJ		15		15	
Ramassage débris	HJ		5		5	
Labour manuel	HJ		20		20	
Billonnage (manioc)	HJ		8		8	
Préparation et mise en place des boutures manioc	HJ		5		5	
Semis mais (poquet)	HJ		2		2	
Semis riz (poquet)	HJ		8		12	
Entretien des cultures	HJ		40		55	
Gardiennage	HJ		15		15	
Récolte (riz et mais)	HJ		30		30	
Battage, vannage, séchage, ensachage (riz et mais)	HJ		20		5	
Transport (riz et mais)	HJ		3		6	
Récolte et transport manioc	HJ		45		60	
<i>Sous total main d'œuvre</i>	HJ	1,200	216	259,600	238	285,600
5. Travaux mécanisés						
5.1 Battage vannage récolte	Ha	22,500	0		1	22,500
<i>Sous total travaux mécanisés</i>						22,500
6. Autres charges						
6.1 Sacherie*	Unité	300	2	560	3	960
6.2 Amortissement matériel d'exploitation	Lot	3,000	0	0	0	0
6.4 Transport intrants	T	30,000	0.00	0	0.25	7,500
<i>Sous total autres charges</i>				560		8,460
7. Frais financiers**						
15,6% sur 6 mois		0.156		0	191,442	14,932
<i>Sous total frais financier</i>				0		14,932
TOTAL CHARGES				291,560		497,934
PRODUITS						
Riz paddy	Kg		700		1,200	
Pertes	%	%	8		5	
Produits commercialisés***	kg		644		1,140	
prix faible	kg	120	129	15,456	114	13,680
prix moyen	kg	150	386	57,960	684	102,600
prix élevé	kg	180	129	23,184	342	61,560
Sous total riz paddy				96,600		177,840
Mais (produits récoltés)	kg		200		500	
Pertes	%		10		5	
Produits commercialisés***	kg		180		475	
prix faible	kg	100	36	3,600	48	4,750
prix moyen	kg	120	108	12,960	285	34,200
prix élevé	kg	150	36	5,400	143	21,375
Sous total mais				21,960		60,325
Manioc	kg		3,000		7,000	
Pertes	%		25		15	
Produits commercialisés***	kg		2,250		5,950	
prix faible	kg	48	450	21,600	595	28,560
prix moyen	kg	60	1,350	81,000	3,570	214,200
prix élevé	kg	72	450	32,400	1,785	128,520
Sous total manioc	kg			135,000		371,280
TOTAL PRODUITS				253,560		609,445
MARGE NETTE						
Produit brut				253,560		609,445
Charges totales				291,560		497,934
MARGE NETTE				-38,000		111,511
Coût de production bord champ (FCFA/kg)				417		415
Valorisation journée de travail familial (F CFA/jour)				N/A		N/A

* 1 sac pour 75 kg; 5 rotations

** Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situation avec projet, avec un taux de 15,6% sur une durée de 6 mois

*** Produits commercialisés: Avant projet : 20% au prix faible, 60% au prix moyen, 20% au prix élevé

*** Produits commercialisés : Avec projet : 10% au prix faible, 60% au prix moyen, 30% au prix élevé

COMPTE D'EXPLOITATION par hectare

Cultures maraîchères de bas-fonds / PFE Irrigation gâg

CHARGES	P.U.	AVEC PROJET	
		Quantité	Valeur FCFA/ha
1. Préparation du sol (travaux mécanisés)			
1.1 Labour	65,000	1	65,000
<i>Sous total préparation du sol</i>			65,000
2. Intrants			
2.1 Semences :			
Tomate	75,000	0.1	7,500
Gombo	22,000	1.3	27,500
Piment	143,000	0.1	14,300
Aubergine	55,000	0.1	5,500
2.2 Engrais			
NPK	400	250	100,000
Urée	400	250	100,000
Nitrate de potassium	700	200	140,000
2.3 Produits phytosanitaires			
Insecticide 1 (kg)	3,500	10	35,000
Insecticide 2 (litre)	8,500	1	8,500
Fongicide (kg)	4,000	3	12,000
<i>Sous total intrants</i>			450,300
3. Irrigation			
3.1 Redevance hydraulique			
3.2 Coût pompage	140,000	1	140,000
<i>Sous total irrigation</i>			140,000
4. Autres charges			
4.1 Amortissement petit matériel d'exploitation	12,500	0	0
4.2 Amortissement (GMP, kits gâg)	828,000	0	0
4.3 Sacherie	200	41	8,167
4.4 Transport intrants	30,000	1	21,000
<i>Sous total autres charges</i>			29,167
5. Frais financiers*			
15,6% sur 6 mois	0.156	684,467	53,388
<i>Sous total frais financiers</i>			53,388
TOTAL CHARGES			1,191,455

PRODUITS			
Tomate (0,25 ha)	195	3,750	731,250
Gombo (0,25 ha)	350	2,000	700,000
Piment (0,25 ha)	300	2,000	600,000
Aubergine (0,25 ha)	150	4,500	675,000
TOTAL PRODUITS		12,250	2,706,250

MARGE NETTE	
Produit brut	2,706,250
Charges totales	1,645,055
MARGE NETTE	1,061,195

JOURS DE TRAVAIL (HJ)			
Entretien des ouvrages		8	
Pépinière		20	
Préparation des planches		40	
Semis / repiquage		50	
Entretien, désherbage, épandage engrais		50	
Arrosage		120	
Récolte, transport, conditionnement		90	
TOTAL HJ	1,200	378	453,600

VALORISATION DE LA JOURNEE DE TRAVAIL (FCFA/HJ)	N/A
--	-----

* Estimés sur la base d'un crédit CT équivalent au supplément de charges dans la situ:
 de 15,6% sur une durée de 6 mois

Compte d'exploitation du Modèle d'exploitation, Odienné

	Sans projet		Avec projet	
	Unité	Quantité	Unité	Quantité
Riz plateau - pluvial				
Surface	ha	1.00	ha	1.00
Rendement	kg/ha	920	kg/ha	1,900
Production	kg	920	kg	1,900
produit brut	FCFA	138,000	FCFA	296,400
Charges totales	FCFA	156,000	FCFA	259,704
Marge nette	FCFA	-18,000	FCFA	36,696
Nombre de jours de travail familial	HJ	118	HJ	114
Riz de plaine				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	1,840	kg/ha	3,040
Production	kg	920	kg	1,520
Produit brut	FCFA	138,000	FCFA	237,120
Charges totales	FCFA	129,300	FCFA	173,980
Marge nette	FCFA	8,700	FCFA	63,140
Nombre de jours de travail familial	HJ	81	HJ	44
Riz de bas fonds				
Surface	ha	0.00	ha	0.00
Rendement	kg/ha	2,300	kg/ha	4,275
Production	kg	0	kg	0
Produit brut	FCFA	0	FCFA	0
Charges totales	FCFA	0	FCFA	0
Marge nette	FCFA	0	FCFA	0
Nombre de jours de travail familial	HJ	0	HJ	0
Maïs				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	1,080	kg/ha	2,185
Production	kg	540	kg	1,093
Produit brut	FCFA	65,880	FCFA	138,748
Charges totales	FCFA	73,480	FCFA	128,272
Marge nette	FCFA	-7,600	FCFA	10,475
Nombre de jours de travail familial	HJ	45	HJ	34
Manioc				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	7,500	kg/ha	14,450
Production	kg	3,750	kg	7,225
Produit brut	FCFA	225,000	FCFA	450,840
Charges totales	FCFA	163,000	FCFA	231,723
Marge nette	FCFA	62,000	FCFA	219,118
Nombre de jours de travail familial	HJ	103	HJ	85
Superficie totale exploitée	ha	2.50	ha	2.50

MODELE EXPLOITATION ODIENNE	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	566,880	FCFA	1,123,108	556,228
Charges totales	FCFA	521,780	FCFA	793,678	271,898
Nombre de jours de travail familial	HJ	347	HJ	277	- 70
Marge nette	FCFA	45,100	FCFA	329,430	284,330

Compte d'exploitation du Modèle d'exploitation, Touba

	Sans projet		Avec projet	
	Unité	Quantité	Unité	Quantité
Riz plateau - pluvial				
Surface	ha	1.00	ha	1.00
Rendement	kg/ha	920	kg/ha	1,900
Production	kg	920	kg	1,900
produit brut	FCFA	138,000	FCFA	296,400
Charges totales	FCFA	156,000	FCFA	259,704
Marge nette	FCFA	-18,000	FCFA	36,696
Nombre de jours de travail familial	HJ	118	HJ	114
Riz de plaine				
Surface	ha	0.00	ha	0.00
Rendement	kg/ha	1,840	kg/ha	3,040
Production	kg	0	kg	0
Produit brut	FCFA	0	FCFA	0
Charges totales	FCFA	0	FCFA	0
Marge nette	FCFA	0	FCFA	0
Nombre de jours de travail familial	HJ	0	HJ	0
Riz de bas fonds				
Surface	ha	1.00	ha	1.00
Rendement	kg/ha	2,300	kg/ha	4,275
Production	kg	2,300	kg	4,275
Produit brut	FCFA	345,000	FCFA	666,900
Charges totales	FCFA	275,500	FCFA	484,031
Marge nette	FCFA	69,500	FCFA	182,869
Nombre de jours de travail familial	HJ	184	HJ	132
Maïs				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	1,080	kg/ha	2,185
Production	kg	540	kg	1,093
Produit brut	FCFA	65,880	FCFA	138,748
Charges totales	FCFA	73,480	FCFA	128,272
Marge nette	FCFA	-7,600	FCFA	10,475
Nombre de jours de travail familial	HJ	45	HJ	34
Manioc				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	7,500	kg/ha	14,450
Production	kg	3,750	kg	7,225
Produit brut	FCFA	225,000	FCFA	450,840
Charges totales	FCFA	163,000	FCFA	231,723
Marge nette	FCFA	62,000	FCFA	219,118
Nombre de jours de travail familial	HJ	103	HJ	85
Superficie totale exploitée	ha	2.00	ha	2.00

MODELE EXPLOITATION TOUBA	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	773,880	FCFA	1,552,888	779,008
Charges totales	FCFA	667,980	FCFA	1,103,730	435,750
Nombre de jours de travail familial		450		365	-84
Marge nette	FCFA	105,900	FCFA	449,158	343,258

Compte d'exploitation du Modèle d'exploitation, Séguéla

	Sans projet		Avec projet	
	Unité	Quantité	Unité	Quantité
Riz plateau - pluvial				
Surface	ha	1.00	ha	1.00
Rendement	kg/ha	920	kg/ha	1,900
Production	kg	920	kg	1,900
produit brut	FCFA	138,000	FCFA	296,400
Charges totales	FCFA	156,000	FCFA	259,704
Marge nette	FCFA	-18,000	FCFA	36,696
Nombre de jours de travail familial	HJ	118	HJ	114
Riz de plaine				
Surface	ha	0.00	ha	0.00
Rendement	kg/ha		kg/ha	
Production	kg		kg	
Produit brut	FCFA		FCFA	
Charges totales	FCFA		FCFA	
Marge nette	FCFA		FCFA	
Nombre de jours de travail familial	HJ		HJ	
Riz bas fonds				
Surface	ha	1.00	ha	1.00
Rendement	kg/ha	2,300	kg/ha	4,275
Production	kg	2,300	kg	4,275
Produit brut	FCFA	345,000	FCFA	666,900
Charges totales	FCFA	275,500	FCFA	484,031
Marge nette	FCFA	69,500	FCFA	182,869
Nombre de jours de travail familial	HJ	184	HJ	132
Maïs				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	1,080	kg/ha	2,185
Production	kg	540	kg	1,093
Produit brut	FCFA	65,880	FCFA	138,748
Charges totales	FCFA	73,480	FCFA	128,272
Marge nette	FCFA	-7,600	FCFA	10,475
Nombre de jours de travail familial	HJ	45	HJ	34
Manioc				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	7,500	kg/ha	14,450
Production	kg	3,750	kg	7,225
Produit brut	FCFA	225,000	FCFA	450,840
Charges totales	FCFA	163,000	FCFA	231,723
Marge nette	FCFA	62,000	FCFA	219,118
Nombre de jours de travail familial	HJ	103	HJ	85
Superficie totale exploitée	ha	2.00	ha	2.00

MODELE EXPLOITATION SEQUELA	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	773,880	FCFA	1,552,888	779,008
Charges totales	FCFA	667,980	FCFA	1,103,730	435,750
Nombre de jours de travail familial	FCFA	450	FCFA	365	-84
Marge brute	FCFA	105,900	FCFA	449,158	343,258

Compte d'exploitation du Modèle d'exploitation, Man

	Sans projet		Avec projet	
	Unité	Quantité	Unité	Quantité
Association riz-manioc-maïs				
Surface totale	ha	1.00	ha	1.00
Surface riz pluvial	ha	0.60	ha	0.55
Surface maïs	ha	0.10	ha	0.15
Surface manioc	ha	0.30	ha	0.30
Rendement riz pluvial	kg/ha	644	kg/ha	1,140
Rendement maïs	kg/ha	180	kg/ha	475
Rendement manioc	kg/ha	2,250	kg/ha	5,950
Production riz pluvial	kg	386	kg	627
Production maïs	kg	18	kg	71
Production manioc	kg	675	kg	1,785
produit brut riz pluvial	FCFA	96,600	FCFA	177,840
produit brut maïs	FCFA	21,960	FCFA	60,325
produit brut manioc	FCFA	135,000	FCFA	371,280
Total produit brut	FCFA	253,560	FCFA	609,445
Charges totales	FCFA	291,560	FCFA	497,934
Marge nette	FCFA	-38,000	FCFA	111,511
Nombre de jours de travail familial	HJ	216	HJ	378
Riz bas fonds (saison 1)				
Surface	ha	0.50	ha	0.50
Rendement	kg/ha	1,840	kg/ha	3,325
Production	kg	920	kg	1,663
Produit brut	FCFA	138,000	FCFA	259,350
Charges totales	FCFA	137,600	FCFA	235,716
Marge nette	FCFA	400	FCFA	23,634
Nombre de jours de travail familial	HJ	92	HJ	62
Riz bas fonds (saison 2)				
Surface	ha	0.00	ha	0.50
Rendement	kg/ha		kg/ha	3,325
Production	kg		kg	1,663
Produit brut	FCFA		FCFA	274,313
Charges totales	FCFA		FCFA	212,167
Marge nette	FCFA		FCFA	62,146
Nombre de jours de travail familial	HJ		HJ	61
Superficie totale exploitée	ha	1.50	ha	2.00

MODELE EXPLOITATION MAN	Sans projet		Avec projet		Additionnel
Produit brut	FCFA	391,560	FCFA	1,143,108	751,548
Charges totales	FCFA	429,160	FCFA	945,817	516,657
Nombre de jours de travail familial	HJ	308	HJ	440	131
Marge brute	FCFA	-37,600	FCFA	197,291	234,891

Appendice 3 : Compte d'exploitation d'unités de transformation de produits agricoles

République de Cote d'Ivoire
Activité PROPACOM: Unité de transformation manioc en Attié frais et séché
FLUX DE TRESORERIE POUR UNE UNITE

Paramètres techniques et financiers	unité	Valeur	Commentaires
Rendement de transformation (manioc frais en attiéké)	ratio	0.4	Mission conception Novembre 2013
capacité de traitement de manioc frais	tonnes/an	310	Entretiens terrain
prix moyen achat manioc frais	FCFA/t	50,000	Entretiens terrain (Man, Odienné)
prix vente attiéké (sortie usine)	FCFA/t	510,000	Entretiens terrain (Man, Odienné)
Conditions de remboursements (étalement)	an	3	discuté avec expert micro-finance
Apport promoteur	%	10	Montage financier PROPACOM Ouest
Période de grace	mois	12	discuté avec expert micro-finance
Méthode de calcul des intérêts		Dégressif	Discuté avec expert micro-finance- voir fichier de calcul séparé pour détail des annuités mensuelles
Frais d'ouverture de dossiers (1ere année)	CFAF	423,891	2% de commission sur montant crédit, 1.2% assurances, frais de dossier (20,000 CFA)
taux nominal annuel crédit	%	20	Discuté avec expert micro-finance (les taux peuvent varier entre COOPEC et CNCE)

Recettes-dépenses d'exploitation (rythme de croisière)	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total
Dépenses				
Coûts variables de production	FCFA/année			19,064,000
Frais généraux/ charges fixes	FCFA/année			13,806,000
Total dépenses d'exploitation				32,870,000
Recettes				
Attiéké frais	tonne	124	510,000	63,240,000
Total recettes d'exploitation				63,240,000
Marge brute par année (rythme de croisière)	FCFA/année			30,370,000

Profil de production	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5 et +
Croissance de la capacité de transformation (% optimum)	5%	10%	20%	40%	80%

Compte de trésorerie prévisionnelle	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
A. Dépenses										
1. Investissements										
Equipment	21,036,000	474,000		474,000	21,036,000	474,000		474,000		21,036,000
Batiment	5,000,000									5,000,000
Service	4,750,000									
Formation et appui technique	2,103,600									
Sous-total	32,889,600	474,000	0	474,000	21,036,000	474,000	0	474,000	0	26,036,000
2. Dépenses variables d'exploitation	953,200.00	1,906,400.00	3,812,800.00	7,625,600.00	15,251,200.00	15,251,200.00	15,251,200.00	15,251,200.00	15,251,200.00	15,251,200.00
3. Charges fixes d'exploitation	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000	13,806,000
4. Charges financières (financement du projet)										
Remboursement capital et intérêts emprunt MT	0	5,628,767	5,628,767	5,628,767						
Charges financières (frais de dossier)	423,891									
Sous-total	423,891	5,628,767	5,628,767	5,628,767	0	0	0	0	0	0
Total Dépenses	34,266,691	8,009,167	9,441,567	13,728,367	36,287,200	15,725,200	15,251,200	15,725,200	15,251,200	41,287,200
B. Recettes										
1. Recettes exceptionnelles (financement du sous-projet)										
Apport personnel promoteur	2,103,600									
Subvention projet	18,164,400									
Crédit MT	12,621,600									
Sous-total Recettes exceptionnelles	32,889,600	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Recettes d'exploitation										
Revenus de vente	3,162,000	6,324,000	12,648,000	25,296,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000
Sous-total Recettes d'exploitation	3,162,000	6,324,000	12,648,000	25,296,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000
Total recettes	36,051,600	6,324,000	12,648,000	25,296,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000	50,592,000
Solde de trésorerie annuelle (avant financement)	-30,680,800	3,943,600	8,835,200	17,196,400	14,304,800	34,866,800	35,340,800	34,866,800	35,340,800	9,304,800
Solde de trésorerie cumulée (avant financement)	-30,680,800	-26,737,200	-17,902,000	-705,600	13,599,200	48,466,000	83,806,800	118,673,600	154,014,400	163,319,200
Solde de trésorerie annuelle (après financement)	1,784,909	-1,685,167	3,206,433	11,567,633	14,304,800	34,866,800	35,340,800	34,866,800	35,340,800	9,304,800
Solde de trésorerie cumulée (après financement)	1,784,909	99,742	3,306,176	14,873,809	29,178,609	64,045,409	99,386,209	134,253,009	169,593,809	178,898,609
Taux de rentabilité interne (TRI) financier (10 ans)	44%									
Valeur nette actuelle (VAN), taux d'escompte 8%, 10 ans	87,781,578									

République de Cote d'Ivoire
Activité PROPACOM: Unité de broyage de manioc
FLUX DE TRESORERIE POUR UNE UNITE

Paramètres techniques et financiers	unité	Valeur	Commentaires
capacité de traitement de manioc frais	t/an	100	CE transformation (DT transformation, mission conception)
Nbr de jours de transformation par an en rythme de croisière	nbr jours/ an	60	CE transformation (DT transformation, mission conception)
prix vente manioc broyé	FCFA/t	25,000	Entretiens de terrain
Conditions de remboursements (étalement)	an	3	36 mois, discuté avec Corinne Riquet
Apport promoteur	%	10%	Montage financier PROPACOM
Période de grace	mois	12	Discuté avec expert micro-finance
Méthode de calcul des intérêts		Dégressif	Discuté avec expert micro-finance- voir fichier de calcul séparé
Frais d'ouverture de dossiers (1ere année)	CFAF	48,800	2% de commission sur montant crédit, 1.2% assurances, frais de dossier (20,000 CFA)
taux nominal annuel crédit	%	20	Discuté avec expert micro-finance (les taux peuvent varier entre COOPEC et CNCE)

Recettes-dépenses d'exploitation (rythme de croisière)	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total
Dépenses				
Couts de production	FCFA/année			1,255,000
Frais généraux/ charges fixes	FCFA/année			731,000
Total dépenses d'exploitation				1,986,000
Recettes				
Manioc broyé	tonne/année	100	25,000	2,500,000
Total recettes d'exploitation				2,500,000
Marge brute par année (rythme de croisière)	FCFA/année			514,000

Profil de production	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4 et +
Croissance de la capacité de transformation	15%	25%	50%	100%

Compte de trésorerie prévisionnelle (milliers FCFA)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
A. Dépenses										
1. Investissements										
Total investissement	2,075,000				1,500,000					2,075,000
<i>Sous-total</i>	2,075,000	0	0	0	1,500,000	0	0	0	0	2,075,000
2. Dépenses variables d'exploitation	188,250.00	313,750.00	627,500.00	1,255,000.00	1,255,000.00	1,255,000.00	1,255,000.00	1,255,000.00	1,255,000.00	1,255,000.00
3. Charges fixes d'exploitation	731,000	731,000	731,000	731,000	731,000	731,000	731,000	731,000	731,000	731,000
4. Dépenses exceptionnelles (financement du projet)										
Remboursement capital et intérêts emprunt MT	0	401,367	401,367	401,367						
Charges financières (frais de dossier)	48,800									
<i>Sous-total</i>	48,800	401,367	401,367	401,367	0	0	0	0	0	0
Total Dépenses	2,312,050	715,117	1,028,867	1,656,367	2,755,000	1,255,000	1,255,000	1,255,000	1,255,000	3,330,000
B. Recettes										
1. Recettes exceptionnelles (financement du sous-projet)										
Apport personnel promoteur	150,000									
Subvention projet	1,025,000									
Crédit MT	900,000									
<i>Sous-total Recettes exceptionnelles</i>	2,075,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Recettes d'exploitation										
Revenus de vente	375,000	625,000	1,250,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000
<i>Sous-total Recettes d'exploitation</i>	375,000	625,000	1,250,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000
Total recettes	2,450,000	625,000	1,250,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000
Solde de trésorerie annuelle (avant financement)	-1,888,250	311,250	622,500	1,245,000	-255,000	1,245,000	1,245,000	1,245,000	1,245,000	-830,000
Solde de trésorerie cumulée (avant financement)	-1,888,250	-1,577,000	-954,500	290,500	35,500	1,280,500	2,525,500	3,770,500	5,015,500	4,185,500
Solde de trésorerie annuelle (après financement)	137,950	-90,117	221,133	843,633	-255,000	1,245,000	1,245,000	1,245,000	1,245,000	-830,000
Solde de trésorerie cumulée (après financement)	137,950	47,833	268,967	1,112,600	857,600	2,102,600	3,347,600	4,592,600	5,837,600	5,007,600
Taux de rentabilité interne (TRI) financier	31%									
Valeur nette actuelle (VAN), taux d'escompte de 8%, 10 ans	2,176,192									

République de Cote d'Ivoire

Activité PROPACOM: Unité de décorticage de maïs avec prestation de labour et de transport

FLUX DE TRESORERIE POUR UNE UNITE

Paramètres techniques et financiers	unité	Valeur	Commentaire
capacité de traitement de maïs grains	tonnes/jour	2	Entretien égreneur Odiénné
Nombre de jours de prestation de service (égrenage)	jours	60	Entretien égreneur Odiénné
Nombre de jours de prestation de service (labour)	jours	83	660h de labour-- 8h/j discussion avec experts agro mission
Conditions de remboursements (étalement)	an	3	36 mois, discuté avec expert micro-finance
Apport promoteur	%	10%	Montage financier PROPACOM
Période de grace	mois	12	Discuté avec expert micro-finance
Méthode de calcul des intérêts		Dégressif	Discuté avec expert micro-finance -- voir fichier de calcul séparé
Frais d'ouverture de dossiers (1ere année)	CFAT	132,320	2% de commission sur montant crédit, 1.2% assurances, frais de dossier (20,000 CFA)
taux nominal annuel crédit	%	20	Discuté avec expert micro-finance (les taux peuvent varier entre COOPEC et CNCE)

Recettes-dépenses d'exploitation (rythme de croisière)	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total
Dépenses				
Total charges variables (egreneuse)	FCFA/an			93,000
Total charges variables (tracteur)	FCFA/an			3,388,920
Total charges fixes	FCFA/an			975,000
Total dépenses d'exploitation				4,456,920
Recettes				
Prestation service égrenage	FCFA/an	120,000	125	1,500,000
Prestation service labour	FCFA/an	200	30,000	6,000,000
Total recettes d'exploitation				7,500,000
Marge brute				3,043,080

Profil de production/ Année	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4 et +
Croissance de la capacité de transformation (% optimum)	50	75	100	100

Compte de trésorerie prévisionnelle (milliers FCFA)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
A. Dépenses										
1. Investissements										
Équipement à définir	5,850,000				4,350,000					5,850,000
Formation, suivi et AT	877,500									
Sous-total	6,727,500	0	0	0	4,350,000	0	0	0	0	5,850,000
2. Dépenses variables d'exploitation (avec amortissement)										
Total charges variables (egreneuse)	46,500	69,750	93,000	93,000	93,000	93,000	93,000	93,000	93,000	93,000
Total charges variables (tracteur)	1,694,460	2,541,690	3,388,920	3,388,920	3,388,920	3,388,920	3,388,920	3,388,920	3,388,920	3,388,920
Sous-total	1,740,960	2,611,440	3,481,920	3,481,920	3,481,920	3,481,920	3,481,920	3,481,920	3,481,920	3,481,920
3. Frais généraux										
Sous-total	975,000	975,000	975,000	975,000	975,000	975,000	975,000	975,000	975,000	975,000
4. Dépenses exceptionnelles (financement du projet)										
Remboursement capital et intérêts emprunt MT	0	1,565,330	1,565,330	1,565,330						
Charges financières (frais de dossier)	132,320									
Sous-total	0	1,565,330	1,565,330	1,565,330	0	0	0	0	0	0
Total Dépenses	9,443,460	5,151,770	6,022,250	6,022,250	8,806,920	4,456,920	4,456,920	4,456,920	4,456,920	10,306,920
B. Recettes										
1. Recettes exceptionnelles (financement du sous-projet)										
Apport personnel promoteur	585,000									
Subvention projet	1,755,000									
Crédit MT	3,510,000									
Sous-total Recettes exceptionnelles	5,850,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Recettes d'exploitation										
Revenus des prestations de service labour+egrenage	3,750,000	5,625,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000
Sous-total Recettes d'exploitation	3,750,000	5,625,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000
Total recettes	9,600,000	5,625,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000	7,500,000
Solde de trésorerie annuelle (avant financement)	-5,693,460	2,038,560	3,043,080	3,043,080	-1,306,920	3,043,080	3,043,080	3,043,080	3,043,080	-2,806,920
Solde de trésorerie cumulée (avant financement)	-5,693,460	-3,654,900	-611,820	2,431,260	1,124,340	4,167,420	7,210,500	10,253,580	#####	10,489,740
Solde de trésorerie annuelle (après financement)	156,540	473,230	1,477,750	1,477,750	-1,306,920	3,043,080	3,043,080	3,043,080	3,043,080	-2,806,920
Solde de trésorerie cumulée (après financement)	156,540	629,770	2,107,520	3,585,270	2,278,350	5,321,430	8,364,510	11,407,590	#####	11,643,750
Taux de rentabilité interne (TRI) financier	35%									
Valeur nette actuelle (VAN), taux d'escompte 8%, 10 ans	5,798,493									

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 10

République de Cote d'Ivoire

Activité PROPACOM: Unité de décorticage de riz (opérateur privé souhaitant se "lancer")

FLUX DE TRESORERIE POUR UNE UNITE

Paramètres techniques et financiers	unité	Valeur	Commentaires
capacité de traitement de paddy	t/an	115.00	Entretiens de terrain avec opérateurs privés
prix prestation de service	FCFA/kg	25	Entretiens de terrain avec opérateurs privés
Conditions de remboursements (étalement)	an	3	Discuté avec expert micro-finance
Apport promoteur	%	10%	Discuté avec micro-finance: COOPEC ok pour 10% d'apport initial
Période de grace	mois	6	Discuté avec expert micro-finance
Méthode de calcul des intérêts		Dégressif	Discuté avec expert micro-finance- voir fichier de calcul séparé
Frais d'ouverture de dossiers (1ere année)	CFAF	77,600	2% de commission sur montant crédit, 1.2% assurances, frais de dossier (20,000 CFA)
taux nominal annuel crédit	%	20	Discuté avec expert micro-finance (les taux peuvent varier entre COOPEC et CNCE)

Recettes-dépenses d'exploitation (rythme de croisière)	Unité	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total
Dépenses				
Couts de production	FCFA/année			1,875,000
Frais généraux/ charges fixes	FCFA/année			171,000
Total dépenses d'exploitation				2,046,000
Recettes				
Prestation de services	tonne/année	115	25	2,875,000
Total recettes d'exploitation				2,875,000
Marge brute par année (rythme de croisière)	FCFA/année			829,000

Profil de production/ Année	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4 et +
Croissance de la capacité de transformation	50%	75%	100%	100%

Compte de trésorerie prévisionnelle	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
A. Dépenses										
1. Investissements										
Total investissement	2,030,000		30,000		1,500,000		30,000		30,000	2,030,000
Sous-total	2,030,000	0	30,000	0	1,500,000	0	30,000	0	30,000	2,030,000
2. Dépenses variables d'exploitation	937,500.00	1,406,250.00	1,875,000.00	1,875,000.00	1,875,000.00	1,875,000.00	1,875,000.00	1,875,000.00	1,875,000.00	1,875,000.00
3. Charges fixes d'exploitation	85,500	128,250	171,000	171,000	171,000	171,000	171,000	171,000	171,000	171,000
4. Dépenses exceptionnelles (financement du projet)										
Remboursement capital et intérêts emprunt MT	0	802,733	802,733	802,733						
Frais ouverture de dossier	77,600									
Sous-total	77,600	802,733	802,733	802,733	0	0	0	0	0	0
Total Dépenses	3,045,100	2,208,983	2,707,733	2,677,733	3,375,000	1,875,000	1,905,000	1,875,000	1,905,000	3,905,000
B. Recettes										
1. Recettes exceptionnelles (financement du sous-projet)										
Apport personnel promoteur	200,000									
Subvention projet										
Crédit MT	1,800,000									
Sous-total Recettes exceptionnelles	2,000,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Recettes d'exploitation										
Revenus de la prestation de service	1,437,500	2,156,250	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000
Sous-total Recettes d'exploitation	1,437,500	2,156,250	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000
Total recettes	3,437,500	2,156,250	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000	2,875,000
Solde de trésorerie annuelle (avant financement)	-1,530,000	750,000	970,000	1,000,000	-500,000	1,000,000	970,000	1,000,000	970,000	-1,030,000
Solde de trésorerie cumulée (avant financement)	-1,530,000	-780,000	190,000	1,190,000	690,000	1,690,000	2,660,000	3,660,000	4,630,000	3,600,000
Solde de trésorerie annuelle (après financement)	392,400	-52,733	167,267	197,267	-500,000	1,000,000	970,000	1,000,000	970,000	-1,030,000
Solde de trésorerie cumulée (après financement)	392,400	339,667	506,933	704,200	204,200	1,204,200	2,174,200	3,174,200	4,144,200	3,114,200
Taux de rentabilité interne (TRI) financier	45%									
Valeur nette actuelle (VAN),taux d'escompte 8%, 10 ans	2,135,669									

Appendice 4 : Feuilles de calcul du TRIE

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Résumé des coûts économiques estimatifs du projet par composante
 (1000 FCFA)

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total 1000 FCFA	Total 1000 US \$
INVESTISSEMENT								
Composante 1 : AMELIORATION DURABLE DE LA PRODUCTION AGRICOLE								
1.1 Appui à la structuration et à la professionnalisation des OP	128,868	540,615	408,585	131,305	212,363	162,735	1,584,472	3,168.9
1.2 Accès aux facteurs de production:								
Intrants agricoles, mécanisation, appui conseil	80,417	1,282,677	1,599,889	1,233,681	344,508	194,320	4,735,491	9,471.0
Aménagements hydro-agricoles	0	338,090	3,053,670	2,775,976	252,489	0	6,420,225	12,840.4
Adaptation au changement climatique	546,992	489,165	369,334	159,085	145,450	154,050	1,864,075	3,728.2
1.3 Accès au financement rural	3,049	235,007	99,110	100,099	79,914	65,292	582,471	1,164.9
Composante 2 : VALORISATION ET MISE EN MARCHÉ								
2.1 Transformation et commercialisation	2,897	210,394	217,826	192,036	82,200	45,126	750,479	1,501.0
2.2 Infrastructures de mise en marché	0	349,774	2,163,789	2,130,026	7,650	0	4,651,239	9,302.5
Composante 3 : COORDINATION, SUIVI-ÉVALUATION, GESTION DES SAVOIRS								
3.1 Coordination et gestion	642,904	190,404	181,114	370,672	435,430	458,768	2,279,292	4,558.6
3.2 Appui institutionnel ASAP	70,829	51,912	44,289	43,908	30,335	39,335	280,608	561.2
Total investissement	1,475,954	3,287,037	7,567,207	6,449,389	1,538,138	1,119,626	23,148,352	46,296.7
COÛTS RECURRENTS								
Coordination et gestion							0	0.0
Total coûts récurrents	0	15,488	36,120	56,753	56,753	56,753	221,865	444
TOTAL COÛTS DE BASE	1,475,954	3,302,525	7,603,327	6,506,141	1,594,891	1,176,378	23,370,217	46,740

Tableau 1

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)

Superficies de bas-fonds aménagées (ha)

	y1	y2	y3	y4	y5	y6	
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
A. <u>Réhabilitation</u> de bas-fonds							
Tonkpi (Man, 2 cycles par an)			500				500
<i>Sous-total Man</i>			500				500
Bafing			300				300
Kabadougou / Folon			100				100
Worodougou / Béré			0				0
<i>Sous-total autres régions</i>			400				400
<i>Sous-total superficies réhabilitées</i>			900				900
B. Aménagement <u>nouveaux</u> bas-fonds							
Tonkpi (Man, 2 cycles par an)			100	300			400
<i>Sous-total Man</i>			100	300			400
Bafing			100	200			300
Kabadougou / Folon			100	250			350
Worodougou / Béré			100	250			350
<i>Sous-total autres régions</i>			300	700			1,000
<i>Sous-total nouvelles superficies</i>			400	1,000			1,400
C. TOTAL bas-fonds (réhabilitation + nouveaux aménagements)							
Tonkpi (Man, 2 cycles par an)			600	300			900
<i>Sous-total Man</i>			600	300			900
Bafing			400	200			600
Kabadougou / Folon			200	250			450
Worodougou / Béré			100	250			350
<i>Sous-total autres régions</i>			700	700			1,400
Total projet			1,300	1,000			2,300

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 10

Tableau 2

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Superficies mise en valeur (ha nets cultivés/an)

Culture	Avant projet (sans pratiques améliorées)	Avec projet (évolution des surfaces avec pratiques améliorées)																														
		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029 & suiv.		
		SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man) <i>(1 seule saison culturale)</i>	410	410	410		410		630		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260		1,260	
Riz bas-fonds (Man) <i>(1ère saison culturale)</i>	300	300	300		300		540		810		810		810		810		810		810		810		810		810		810		810		810	
Riz bas-fonds (Man) <i>(2ème saison culturale)</i>	0						405		608		608		608		608		608		608		608		608		608		608		608		608	
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	7,500	7,500	6,750	750	5,625	1,875	4,125	3,375	2,250	5,250	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000	1,500	6,000
Riz pluvial plaine (Odienné)	2,500	2,500	2,250	250	1,875	625	1,375	1,125	750	1,750	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000
Mais pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	8,000	8,000	7,200	800	6,000	2,000	4,400	3,600	2,400	5,600	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400	1,600	6,400
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	2,500	2,500	2,250	250	1,875	625	1,375	1,125	750	1,750	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000	500	2,000
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man) <i>dont...Riz pluvial</i>	6,500	6,500	5,850	650	4,875	1,625	3,575	2,925	1,950	4,550	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200	1,300	5,200
<i>...Manioc</i>	3,900	3,500	3,150	350	2,625	875	1,925	1,575	1,050	2,450	700	2,800	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120	380	3,120
<i>...Maïs</i>	2,000	2,000	1,800	200	1,500	500	1,100	900	600	1,400	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600	400	1,600
	600	1,000	900	100	750	250	550	450	300	700	200	800	520	480	520	480	520	480	520	480	520	480	520	480	520	480	520	480	520	480	520	480
Marachage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)								36		72		72		72		72		72		72		72		72		72		72		72		72
Gombo	0							9		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18
Piment	0							9		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18
Aubergine	0							9		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18
Tomate	0							9		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18		18

SAP* : situation d'avant projet

Avec P : situation avec projet

Tableau 3

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Evolution des rendements avec projet, par année de mise en culture (tonnes/ha)

Culture	Avant projet	Avec projet						
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7 et suiv.
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man)	2.5	2.5	2.5	3.0	3.5	4.0	4.5	4.5
Taux augmentation rendement riz bas-fond (%)		0	0	20	40	60	80	80
Riz bas-fonds (Man)	2.0	2.0	2.0	2.5	3.0	3.5	3.5	3.5
(1ère saison culturale)								
Riz bas-fonds (Man)	2.0	2.0	2.0	2.5	3.0	3.5	3.5	3.5
(2ème saison culturale)								
Taux augmentation rendement riz bas-fond (Man) (%)		0	0	25	50	75	75	75
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	1.0	1.0	1.5	1.5	1.7	2.0	2.0	2.0
Taux augmentation rendement riz pluvial plateau (%)		0	50	50	70	100	100	100
Riz pluvial plaine (Odienné)	2.0	2.0	2.5	2.5	2.7	3.0	3.2	3.2
Taux augmentation rendement riz pluvial plaine (%)		0	25	25	35	50	60	60
Maïs pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	1.2	1.2	1.5	1.5	1.7	2.0	2.0	2.0
Taux augmentation rendement maïs pluvial plateau (%)		0.0	25.0	25.0	41.7	66.7	66.7	66.7
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	10.0	12.0	12.0	15.0	15.0	15.0	17.0	17.0
Taux augmentation rendement manioc plateau (%)		20	20	50	50	50	70	70
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man)								
Riz pluvial	0.7	0.7	0.9	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2
Taux augmentation rendement (%)		0.0	28.6	42.9	57.1	71.4	71.4	71.4
Maïs	0.2	0.2	0.3	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5
Taux augmentation rendement (%)		0	50	100	100	100	150	150
Manioc	3.0	3.0	4.0	5.0	6.0	6.0	7.0	7.0
Taux augmentation rendement (%)		0.0	33.3	66.7	100.0	100.0	133.3	133.3
Maraîchage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)								
Gombo		8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Piment		8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Aubergine		18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0
Tomate		15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 10

Tableau 4

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Produits bruts / ha (1000 FCFA)

Culture	Avant projet	Avec projet																													
		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029 & suiv.	
		SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man) <i>(1 seule saison culturale)</i>	459	459	459		459		887		887		887		887		887		887		887		887		887		887		887		887		887
Riz bas-fonds (Man) <i>(1ère saison culturale)</i>	367	367	367		367		690		690		690		690		690		690		690		690		690		690		690		690		690
Riz bas-fonds (Man) <i>(2ème saison culturale)</i>	0	0	0		0		730		730		730		730		730		730		730		730		730		730		730		730		730
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	184	184	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184	394	184
Riz pluvial plaine (Odienné)	367	367	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367	631	367
Maïs pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	153	153	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153	281	153
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	450	450	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450	902	450
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man)	289	289	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289	678	289
Maraichage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)							2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706		2,706
Gombo																															
Piment																															
Aubergine																															
Tomate																															

Tableau 5

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Produits bruts totaux (1000 FCFA)

Culture	Avant projet	Avec projet																														
		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029 & suiv.		
		SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man) (1 seule saison culturale)	188,129	188,129	188,129	0	188,129	0	0	558,796	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591	0	1,117,591
Riz bas-fonds (Man) (1ère saison culturale)	110,124	110,124	110,124	0	110,124	0	0	372,530	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796	0	558,796
Riz bas-fonds (Man) (2ème saison culturale)	0	0	0	0	0	0	0	295,517	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275	0	443,275
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	1,376,550	1,376,550	1,238,895	295,659	1,032,413	739,148	757,103	1,330,466	412,965	2,069,613	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272	275,310	2,365,272
Riz pluvial plaine (Odienné)	917,700	917,700	825,930	157,685	688,275	394,212	504,735	709,582	275,310	1,103,794	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478	183,540	1,261,478
Maïs pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	1,226,949	1,226,949	1,104,254	224,699	920,212	561,746	674,822	1,011,144	368,085	1,572,890	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588	245,390	1,797,588
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	1,125,000	1,125,000	1,012,500	225,420	843,750	563,550	618,750	1,014,390	337,500	1,577,940	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360	225,000	1,803,360
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man)	1,878,756	1,878,756	1,690,881	440,717	1,409,067	1,101,791	1,033,316	1,983,225	563,627	3,085,016	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733	375,751	3,525,733
Maraîchage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)	0	0	0	0	0	0	0	97,425	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850	0	194,850

Tableau 6
CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Charges de production (FCFA*1000/ha)

Culture	Avant Projet	Avec Projet
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man)	209,325	363,816
Riz bas-fonds (Man) (1 ^{ère} saison culturale)	209,100	354,133
Riz bas-fonds (Man) (2 ^{ème} saison culturale)	0	328,733
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	151,900	228,700
Riz pluvial plaine (Odienné)	197,500	265,453
Maïs pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	116,320	189,725
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	264,500	372,100
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man)	226,520	405,362
Maraîchage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)		906,550

Tableau 7

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Charges d'exploitation (1000 FCFA)

Culture	Avant projet	Avec projet																												
		2015 SAP*	2016 SAP*	Avec P	2017 SAP*	Avec P	2018 SAP*	Avec P	2019 SAP*	Avec P	2020 SAP*	Avec P	2021 SAP*	Avec P	2022 SAP*	Avec P	2023 SAP*	Avec P	2024 SAP*	Avec P	2025 SAP*	Avec P	2026 SAP*	Avec P	2027 SAP*	Avec P	2028 SAP*	Avec P	2029 & suiv. SAP*	Avec P
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man) <i>(1 seule saison culturale)</i>	85,823	85,823	85,823	0	85,823	0		229,204		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408		458,408
Riz bas-fonds (Man) <i>(1ère saison culturale)</i>	62,730	62,730	62,730	0	62,730	0	0	191,232	0	286,848		286,848		286,848		286,848		286,848		286,848		286,848		286,848		286,848		286,848		286,848
Riz bas-fonds (Man) <i>(2ème saison culturale)</i>	0	0	0	0	0	0	0	133,137	0	199,706		199,706		199,706		199,706		199,706		199,706		199,706		199,706		199,706		199,706		199,706
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	1,139,250	1,139,250	1,025,325	171,525	854,438	428,813	626,588	771,863	341,775	1,200,675	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200	227,850	1,372,200
Riz pluvial plaine (Odienné)	493,750	493,750	444,375	66,363	370,313	165,908	271,563	298,635	148,125	464,543	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907	98,750	530,907
Maïs pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	930,560	930,560	837,504	151,780	697,920	379,450	611,808	683,010	279,168	1,062,460	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240	186,112	1,214,240
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	661,250	661,250	837,225	66,125	495,938	232,563	363,688	418,613	198,375	651,175	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200	132,250	744,200
Association riz pluvial+ manioc+ maïs (Man)	1,472,380	1,472,380	1,325,142	263,485	1,104,285	658,713	809,809	1,185,683	441,714	1,844,396	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881	294,476	2,107,881
Maraîchage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)	0	0	0	0	0	0	0	32,636	0	65,272		65,272		65,272		65,272		65,272		65,272		65,272		65,272		65,272		65,272		65,272

La République de Côte d'Ivoire
PROPACOM OUEST
Rapport de conception finale
Annexe 10

Tableau 8

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)
Produits nets (1000 FCFA)

Culture	Avant projet	Avec projet																													
		2015 SAP*	2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029 SAP*		
Riz bas-fonds (toutes régions sauf Man) <i>(1 seule saison culturale)</i>	102,305	102,305	102,305	Avec P	102,305	Avec P	0	0	329,592	0	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183	659,183		
Riz bas-fonds (Man) <i>(1ère saison culturale)</i>	47,394	47,394	47,394	0	47,394	0	0	181,298	0	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948	271,948		
Riz bas-fonds (Man) <i>(2ème saison culturale)</i>	0	0	0	0	0	0	0	162,380	0	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570	243,570		
Riz pluvial plateau (Odienné, Séguéla)	237,300	237,300	213,570	124,134	177,975	310,335	130,515	558,603	71,190	868,938	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	47,460	993,072	
Riz pluvial plaine (Odienné)	423,950	423,950	381,555	91,321	317,963	228,304	233,173	410,947	127,185	639,250	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	84,790	730,572	
Mais pluvial plateau (Odienné et Séguéla)	296,389	296,389	266,750	72,919	222,292	182,296	163,014	328,134	88,917	510,430	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	59,278	583,348	
Manioc plateau (Séguéla, Odienné)	463,750	463,750	175,275	159,295	347,813	330,988	255,063	595,778	139,125	926,765	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	92,750	1,059,160	
Association riz pluvial+ manioc+ mais (Man)	406,376	406,376	365,739	177,231	304,782	443,079	223,507	797,542	121,913	1,240,620	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	81,275	1,417,852	
Maraîchage divers (Bas-fonds, irrig. gâg)	0	0	0	0	0	0	0	64,789	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	0	129,578	
Total	1,977,465	1,977,465	1,552,588	624,901	1,520,523	1,495,001	1,005,271	3,429,061	548,330	5,490,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	365,553	6,088,283	
Valeur production additionnelle		0	200,024		1,038,060		2,456,868		4,061,148		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372
Bénéfices additionnels totaux		0	200,024		1,038,060		2,456,868		4,061,148		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372		4,476,372

Tableau 9

CÔTE D'IVOIRE - Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation Ouest (PROPACOM Ouest)

RENTABILITE INTERNE ECONOMIQUE

CASH FLOW (1000 FCFA)

ANNEE	INVESTISSEMENTS	FONCTIONNEMENT	COUTS TOTAUX	PRODUCTION ADDITIONNELLE	H1 normal	H2 invest. + 10%	H3 invest. + 20%	H4 recettes - 10%	H5 recettes - 20%	H6 recettes - 30%	H7 recettes + 10%	H8 invest. + 20% recettes - 10%	H9 invest. + 20% recettes - 30%	H10 Bénéf retardé 1 an	H11 Bénéf retardé 2 an
1	1,475,954	0	1,475,954	0	-1,475,954	-1,623,550	-1,771,145	-1,475,954	-1,475,954	-1,475,954	-1,475,954	-1,771,145	-1,771,145	-1,475,954	-1,475,954
2	3,287,037	15,488	3,302,525	200,024	-3,102,501	-3,431,205	-3,759,908	-3,122,503	-3,142,506	-3,162,508	-3,082,498	-3,779,911	-3,838,501	-3,302,525	-3,302,525
3	7,567,207	36,120	7,603,327	1,038,060	-6,565,267	-7,321,988	-8,078,708	-6,669,073	-6,772,879	-6,876,685	-6,461,461	-8,182,514	-8,433,470	-7,403,303	-7,603,327
4	6,449,389	56,753	6,506,141	2,456,868	-4,049,273	-4,694,212	-5,339,151	-4,294,960	-4,540,647	-4,786,334	-3,803,587	-5,584,838	-6,144,315	-5,468,081	-6,306,117
5	1,538,138	56,753	1,594,891	4,061,148	2,466,257	2,312,443	2,158,629	2,060,142	1,654,027	1,247,912	2,872,372	1,752,514	872,182	861,977	-556,831
6	1,119,626	56,753	1,176,378	4,476,372	3,299,993	3,188,031	3,076,068	2,852,356	2,404,719	1,957,082	3,747,631	2,628,431	1,665,054	2,884,769	1,280,490
7		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	3,961,148
8		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
9		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
10		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
11		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
12		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
13		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
14		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
15		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
16		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
17		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
18		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
19		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372
20		100,000	100,000	4,476,372	4,376,372	4,376,372	4,376,372	3,928,735	3,481,097	3,033,460	4,824,009	3,928,735	2,913,460	4,376,372	4,376,372

TAUX DE RENTABILITE INTERNE (TRI) 19.5% 17.4% 15.6% 17.1% 14.7% 12.1% 21.7% 13.5% 8.5% 15.9% 13.4%

VAN (taux d'actualisation = 8%) 9,988,274 8,414,696 6,841,119 7,359,689 4,731,104 2,102,518 12,616,859 4,212,534 -1,718,801 6,993,756 4,271,468

eq. USD 19,976,547 16,829,393 13,682,238 14,719,377 9,462,207 4,205,037 25,233,718 8,425,068 -3,437,602 13,987,512 8,542,935

* Pour mémoire, la plupart inclus dans les charges d'exploitation

Appendice 5 : Calcul du prix de parité à l'importation (riz, maïs, urée)

Tableau 1 - Prix économique du riz

	Unité	Prix financier	Coéf éco/fin	Prix économique
Prix international FOB (projection 2018)				
Riz Thaïlande, 5% brisures, FOB Bangkok				
Projection prix 2018 en USD \ a	USD / tonne	474		474
Prix 2018 en USD	USD/tonne	474	✓	474
Transport et assurance	23% FOB	109		109
Riz, Thaï 5% brisures, CAF, Abidjan \ b	USD / tonne	583	1.0	583
Riz, Thaï 5% brisures, CAF, Abidjan \ c	FCFA * 1000 / tonne	281	1.0	281
Droits et taxes				
Droit de douane		10.0%	0.0	
Redevance statistiques		1.0%	0.0	
Prélèvement communautaire de solidarité		1.0%	0.0	
Prélèvement communautaire CEDEAO		0.5%	0.0	
Prix CAF plus droits et prélèvements		316	0.0	
TVA		18%	0.0	
Prix CAF plus droits et taxes		373		281
Manutention débarquement	USD/tonne	8	1.0	8
Importateur: charges et marge				
Frais généraux et marge	%	5.0%	0.8	4.0%
Valeur riz (entrepôts Abidjan)	FCFA * 1000 / tonne	399		300
Grossiste: charges et marge				
Frais de transport (Abidjan - Yamoussoukro)	FCFA/kg	18.4	0.8	14.7
Chargement + déchargement	FCFA/kg	2.0		
Manutention/stockage	FCFA/kg	2.0	1.0	2.0
Marge grossiste	FCFA/kg	10.0	0.8	8.0
Prix de gros du riz logé entrepôt Yamoussoukro	FCFA/kg	432		325
Détaillant : marge				
Marge détaillant	FCFA/kg	15	0.8	12
Prix de détail du riz à Bouaké	FCFA/kg	447		337
Transformation et commerce local				
Frais de transport Rizerie- marché	FCFA/kg	6.0	0.8	4.8
Manutention	FCFA/kg	0.5	0.8	0.4
Valeur sortie rizerie	FCFA/kg	440.1		331.3
Taux d'usinage	%	63%		65%
Valeur paddy	FCFA/kg	277.3		215.4
Cout d'usinage	FCFA/kg	25.0	0.8	20.0
Moins vente du son \ d	FCFA/kg	- 4.5	1.0 -	4.50
Coûts transport exploitation - rizerie	FCFA/kg	1.0	0.8	0.80
Prix du paddy au producteur (théorique)	FCFA/kg	255.8		199.1
Prix du paddy au producteur réel	FCFA/kg	150.0		150.0
Facteur de conversion financier/économique				1.33
\ a: Source: Banque mondiale, Development Prospect Group, Prévisions pour les produits de base, 28 octobre 2013				
\ b: CAF = Coût, assurance, fret				
\ c: Taux de change financier et économique				
482				
\ d: Correspondant à 10% du poids riz				

Tableau 2. Prix économique du maïs

	Unité	Prix financier	Coéf éco/fin	Prix économique
Prix international FOB (projection 2018)				
Projection prix 2018 en USD /a	USD / tonne	240,4		
Prix 2015 en USD constant 2008	USD / tonne	240		
Transport et assurance	23% FOB	55		
Maïs (CAF Abidjan) \ b	USD / tonne	296	1,0	296
Maïs (CAF Abidjan) \ c	FCFA * 1000 / tonne	148	1,0	148
Droits et taxes \ d				
Droit de douane		5,0%	0,0	
Redevance statistiques		1,0%	0,0	
Prélèvement communautaire de solidarité		1,0%	0,0	
Prélèvement communautaire CEDEAO		0,5%	0,0	
COSEC		0,2%	0,0	
Prix CAF plus droits et prélèvements		159	0,0	
TVA		18%	0,0	
Prix CAF plus droits et taxes		188		148
Manutention débarquement	FCFA * 1000 / tonne	5,2	1,0	5,2
Importeur: charges et marge				
Frais généraux et marge	%	5,0%	0,8	4,0%
Prix logé entrepôt Abidjan	FCFA * 1000 / tonne	202		159
Grossiste: charges et marge				
Frais de transport	FCFA/kg	20	0,8	16,0
Manutention/stockage	FCFA/kg	2	1,0	2,0
Marge de grossiste (5%)	FCFA/kg	10	0,8	8,1
Valeur du maïs entrepôt grossiste	FCFA/kg	235		185
Collecte et transport local				
Collecte et transport local	FCFA/kg	- 8,0	0,8 -	6,4
Sacherie	FCFA/kg	- 5,0	0,8 -	4,0
Prix du maïs au producteur (théorique)	FCFA/kg	221,6		174,7
Prix du maïs au producteur (réel)	FCFA/kg	150,0		150,0
Facteur de conversion financier/économique				1,164
\ a: Banque mondiale, Development Prospect Group, Prévisions pour les produits de base				
\ b: CAF = Coût, assurance, fret				
\ c: Taux de change financier et économique				
\ d: Ministère de l'économie et des finances et UEMOA				

Prix économique de l'urée

	Unité	Prix financier	Coéf éco/fin	Prix économique
Prix international FOB (projection 2018)				
Projection prix 2018 en USD \ a	USD / tonne	314		314
Transport et assurance:	23% FOB	72		72
Urée (CAF Abidjan \ b	USD / tonne	386	1,0	386
Urée (CAF Abidjan \ c	FCFA * 1000 / tonne	193	1,0	193
Droits et taxes				
Droit de douane		5,0%	0,0	
Redevance statistiques		1,0%	0,0	
Prélèvement communautaire de solidarité		1,0%	0,0	
Prelevement communautaire CEDEAO		0,5%	0,0	
COSEC		0,2%	0,0	
Prix CAF plus droits et prélèvements		208	0,0	
TVA		0%	0,0	
Prix CAF plus droits et taxes		208		193
Manutention débarquement		10	1,0	10
Importeur: charges et marge				
Frais généraux et marge	%	5%	0,8	4,0%
Prix logé entrepôt Abidjan	FCFA * 1000 / tonne	228		211
Transport Dakar - Bouaké				
Frais de transport	FCFA/kg	45	0,8	36
Manutention/stockage	FCFA/kg	4	1,0	4
Marge de grossiste (10%)	FCFA/kg	23	0,8	18
Valeur de l'urée entrepôt grossiste	FCFA/kg	300		269
Marge détaillant	%	15%	0,8	12%
Prix détail zone projet	FCFA/kg	345		301
Prix de l'urée au producteur (théorique)	FCFA/kg	345		301
Prix de l'urée au producteur réel	FCFA/kg	400,0		400,0
Facteur de conversion financier/économique				0,75
\ a: Source: Banque mondiale - Development Prospect Group. Prévisions pour les produits de base.				
\ b: CAF = Coût, assurance, fret				
\ c: Taux de change financier et économique				
	500			

Annexe 11: Manuel d'exécution du Projet - Version préliminaire

1. Introduction

- 1.1. Cadre institutionnel du Programme PROPACOM (Emprunteur, tutelle, organes de pilotage, organes d'exécution, plateforme régionale de coordination)
- 1.2. Présentation sommaire des fondements du Programme cadre d'intervention du PROPACOM (partage du dispositif institutionnel et des manuels d'exécution (manuel d'opérations, manuel de procédures administratives et financières et manuel de suivi-évaluation)

2. Présentation du PROPACOM-Ouest

- 2.1. Description du Projet
 - Objectifs du Projet (objectifs global et spécifiques, effets attendus, cadre logique)
 - Zone d'intervention et groupe cible
 - Domaines d'activité et filières ciblées
 - Principes d'intervention
 - Présentation des composantes
 - Approche et stratégie globale de mise en œuvre
- 2.2. Cadre organisationnel du Projet
 - Structure du Projet
 - Financement du Projet
 - Composition et rôle des différents organes (Comité d'orientation et de pilotage UCP, Antennes régionales, DRA/DDA , CRC, PRC)
- 2.3. Supervision et suivi du Projet
 - Supervision par le FIDA
 - Supervision par la tutelle
 - Audits interne et externe
 - Revue à mi-parcours et achèvement
 - Reporting (formats et périodicité)

3. Organisation et gestion du Programme

- 3.1. Rôle du Ministère de tutelle
 - Présidence du comité de pilotage/orientation stratégique
 - Prise des arrêtés de création/modification du CP et de l'UCP
 - Participation aux supervisions conjointes/ revues et mission d'achèvement
 - Coordination avec les autres PTF
- 3.2. L'organe de pilotage: le comité de pilotage
 - Se réunit deux fois par an en session ordinaire, au besoin en session extraordinaire, sur convocation du Président ou à la demande de 2/3 des membres votant, l'UCP assurant le secrétariat
 - Prend ses décisions par consensus, ou par vote si besoin, à la majorité absolue
 - Organise au moins une visite de terrain par an pour constater les réalisations et les problèmes
 - Veille au respect des orientations de la tutelle
 - Approuve les PTBA et les rapports annuels

- Veille à la mise en œuvre des recommandations des supervisions et des audits externes

3.3. L'unité de coordination

- Est mise en place par arrêté du Ministère de tutelle
- Dispose d'une autonomie de gestion administrative et financière
- Est chargée de la mise en œuvre du Programme: gestion des ressources et patrimoine, gestion du personnel, gestion des contrats de partenariat et d'exécution; assure les relations avec la tutelle technique, le Ministère de l'Economie et des Finances, le FIDA; organise les missions de supervision et de revue; veille aux relations avec les autres Projets du portefeuille FIDA et d'autres PTF.

3.4. Les antennes régionales

- Les antennes seront basées à Man et à Séguéla. Placées sous la coordination de l'UCP, elles disposeront d'une autonomie de gestion administrative et financière dans leur région d'intervention. Elles assureront la mise en œuvre des activités et auront pour responsabilités: (i) la coordination du Programme à l'échelle régionale; (ii) la coordination, la passation des marchés locaux; (iii) l'évaluation des contrats de performance avec les prestataires de services locaux, (iv) le suivi rapproché des chantiers; (v) la mobilisation des acteurs dans la gestion des opérations de mise en œuvre des interventions des prestataires et partenaires et dans le développement des filières; (v) le suivi des enquêtes et de l'alimentation de la base de données par les différents prestataires.

4. Mise en œuvre du PROPACOM

4.1. Dispositif global

- 4.1.1. Intervenants dans la mise en œuvre (OPA, UCP, AR, DRA/DDA, Partenaires stratégiques et prestataires, IF et Banques)
- 4.1.2. Groupes cibles et dimension genre
- 4.1.3. Sensibilisation et information des bénéficiaires.

4.2. Dispositif opérationnel

4.3. Le choix et la contractualisation des partenaires stratégiques

- Ces structures seront chargées des actions suivantes: appui aux producteurs et aux OPA à la structuration et la reconnaissance juridique; appui conseil technique et de gestion aux producteurs et MPER; sensibilisation et diffusion des informations sur le programme; dans l'identification et l'organisation de la demande de conseil et d'approvisionnement en intrants, informations et équipements. L'ANADER, le CNRA et la SODEXAM.
- Des conventions de mise en œuvre seront signées avec l'UCP sur la durée du Programme, avec des clauses de révision/suspension/annulation; des contrats annuels d'exécution seront convenus sur la base de ces conventions et des PTBA.

4.4. La sélection des prestataires de services

- sont chargés des interventions suivantes: mobilisation sociale; appui à la structuration des OPA; conseil techniques spécialisé et de gestion des exploitations; formation et alphabétisation; mise en relation des OPA avec des opérateurs de marché (OM); appui à la préparation des dossiers techniques de demande de financement aux IF, réalisations des études et des infrastructures.
- La sélection des prestataires se fera par appel d'offre national ouvert, dans le respect du code des marchés publique (PPM, avis de la DNMP si requis) et avec avis du FIDA si requis.
- Pour ce faire, les antennes et l'UCP préparent les TDR et assurent la gestion des contrats en rapport avec les partenaires stratégiques

4.5. La réalisation des investissements

- L'UCP recrute par appels d'offre les prestataires chargés de confectionner les cahiers de prescriptions techniques.
- Les antennes assurent la maîtrise d'ouvrage et recrutent par appels d'offres les entreprises chargées de réaliser les travaux. Les entreprises fournissent au terme des travaux, les manuels d'exploitation et de gestion des infrastructures, et les programmes d'entretien et de maintenance.
- Le OPA bénéficiaires et les partenaires stratégiques sont fortement associés dans les comités de sélection des entreprises.
- A la réception des travaux, les OPA bénéficiaires sont signataires des bons à payer avant décaissement. Ils sont impliqués dans l'entretien et la maintenance des infrastructures.

5. Les mesures de sauvegarde environnementale et sociale

- Le PROPACOM est classé à la catégorie B par le FIDA.
- Une section « gestion environnementale et sociale » est intégré au manuel.

5.1. La réalisation des aménagements hydro-agricoles et des infrastructures communautaires (pistes, magasins) sont précédées d'études d'impact environnemental et social faites par des consultants sélectionnés par appels à candidatures, sur la base de la liste des consultants agréés par la Direction de l'Environnement et de Etablissements classés. Un cadre de Gestion environnemental et social est élaboré par ces consultants et soumis à l'approbation de la commission nationale

5.2. Composante 1: Amélioration durable de la production agricole

Sous-composante 1-1: Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs

- Description détaillée des activités
- Ciblage et sélection des bénéficiaires (critères d'éligibilité et d'évaluation, cadres régionaux de concertation, sessions de sélection)
- Sélection des prestataires de services (critères, modalités)
- Modalités de mise en œuvre (différents intervenants, rôles et responsabilités)

Sous-composante 1.2: Accès aux facteurs de production

- Description détaillée des activités
- Sélection des bénéficiaires
- Sélection des prestataires de services (critères, modalités)
- Modalités de mise en œuvre (différents intervenants, rôles et responsabilités)

Sous-composante 1.3: Accès au financement rural

- Description détaillée des activités
- Sélection des bénéficiaires
- Contractualisation avec les IF et les Banques
- Sélection des prestataires de services (critères, modalités)
- Modalités de mise en œuvre (différents intervenants, rôles et responsabilités)

5.3. Composante 2: Valorisation et mise en marché

5.3.1. Sous-composante 2.1: Transformation et commercialisation

- Description détaillée des activités
- Sélection des bénéficiaires
- Sélection des prestataires de services (critères, modalités)
- Contractualisation avec les différents partenaires
- Modalités de mise en œuvre (différents intervenants, rôles et responsabilités)

Sous-composante 2.2: Infrastructures de mise en marché

- Description détaillée des activités
- Modalités d'identification des infrastructures
- Modalités de mise en œuvre et de maintenance (différents intervenants, rôles et responsabilités)
- Sélection des PME et contractualisation (critères, modalités)

5.4. Composante 3: Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs

5.4.1. Coordination (UCP, AR)

5.4.2. Gestion administrative et financière (Voir Volume B du manuel)

5.4.3. Suivi-évaluation

(Voir Volume C du manuel)

5.4.4. Communication et gestion des savoirs

- Gestion des savoirs (études thématiques, ateliers, supports audiovisuels, etc.)
- Stratégie et plan de communication / visibilité

6. Planification des activités

- 6.1. Description du PTBA (format, contenu, lien avec SSE)
- 6.2. Préparation du PTBA (étapes, calendrier, approbation comité de pilotage et FIDA)
- 6.3. Description détaillée du processus de préparation (processus participatif, PTBA régionaux, élaboration du budget, arbitrages, consolidation)
- 6.4. Suivi de l'exécution du PTBA (input des AR et des DRA, exécution physique/lien avec le SSE, exécution financière, tableaux de bord, reporting périodique).

7. Procédures de gestion administratives et financière, de passation des marchés et de suivi-évaluation.

Les Procédures de gestion administratives et financières, de passation des marchés, de suivi-évaluation sont détaillées dans les manuels correspondants.

Annexe 12: Respect des politiques du FIDA

Le PROPACOM est cohérent avec le COSOP, ainsi que la politique du FIDA dans les domaines suivants:

Politique	Adhésion
Cadre stratégique du FIDA 2011-2015	Hautement aligné aux cinq objectifs stratégiques Le PROPACOM-Ouest est fortement aligné avec l'objectif général du FIDA soit «œuvrer pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance ». Le programme contribue à l'objectif (2) un accès de ces populations à des services susceptibles de réduire la pauvreté, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance dans un environnement évolutif; et à l'objectif (3) des populations rurales pauvres, femmes et hommes, et leurs organisations mieux à même de gérer des entreprises agricoles et non agricoles rentables, durables et résistantes ou de tirer parti de possibilités de travail satisfaisantes. Le programme traitera les objectifs (4) des populations rurales pauvres, femmes et hommes, et leurs organisations en mesure d'influer sur les politiques et sur les institutions qui ont une incidence sur leurs moyens de subsistance; et (5) un contexte institutionnel et politique susceptible de favoriser la production agricole et toute la gamme d'activités non agricoles connexes, par le biais des partenariats et dialogue sur les politiques.
COSOP de la RCI 2010-2014	L'objectif général du PROPACOM-Ouest reprend l'objectif du COSOP 2010-2014. Le Projet contribue aux deux objectifs stratégiques soit : (os1) le renforcement de capacité de participation des OPA aux processus de programmation et de décision à l'échelle local et national et ; (os2) l'amélioration de l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces à des technologies appropriées et aux marchés.
Stratégie de changement climatique du FIDA	Le PROPACOM-Ouest est aligné à l'objectif 1 de la stratégie soit appuyer les approches innovantes pour aider les petits exploitants agricoles à mieux résister au changement climatique. La principale intervention se situe au niveau de l'amélioration des systèmes de production en introduisant l'agriculture de conservation, la GDTE et le reboisement/agroforesterie, une meilleure prise en compte des risques climatiques via la protection des ouvrages hydro-agricoles contre les inondations et une adaptation des calendriers culturels aux changements climatiques.
Stratégie de développement du secteur privé	Cohérent.
Politique d'entreprises rurales	Cohérent.
Politique de finance rurale du FIDA	Hautement aligné – PROPACOM n'aura que des interventions limitées dans le domaine de la micro-finance et il cherche à développer des partenariats dans ce domaine. Les activités proposées (tisser des liens entre le groupe cible et les IMF existantes) sont cohérentes avec la Politique de finance rurale du FIDA.
Stratégie de ciblage du FIDA	Hautement aligné. Voir : Annexe 2
Politique du FIDA en termes de genre	Aligné. Voir : Annexe 2
L'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière	Aligné. L'insécurité foncière constitue un risque pour certaines activités du Projet, notamment les aménagements hydro-agricoles et les actions de valorisation des terres dégradées. Les mesures de mitigation sont basées sur la sélection de sites ne posant pas de problèmes fonciers et sur la planification participative des interventions.
Note d'évaluation environnementale et sociale (NEES)	Hautement aligné. Voir ci-dessous

APPENDICE 1: note d'évaluation environnementale et sociale

Le Projet ne devrait pas engendrer d'impacts négatifs significatifs en matière environnementale et sociale et par conséquent il est proposé qu'il soit classé dans la catégorie B.

Impacts potentiels des techniques culturales préconisées dans l'intensification agricole et des aménagements hydro-agricoles

Les principaux impacts pourraient être:

- La dégradation de la santé des producteurs suite : (i) au développement des cultures irriguées de bas-fonds qui augmenteraient les risques d'augmentation des foyers propices au développement d'organismes vecteurs de maladies (bilharziose, amibiase, moustique, etc.); (ii) à l'intensification des cultures maraîchères qui s'accompagnent d'une utilisation importante des pesticides du fait de la sensibilité de la plupart de ces cultures à un grand nombre de maladies et parasites. L'absence ou l'insuffisance des règles d'hygiène tant pendant les applications de pesticides que durant les récoltes et commercialisation des productions pourraient provoquer des problèmes de santé humaine pour les producteurs et les consommateurs.
- La contamination de la nappe phréatique et des eaux de surface par les engrais et pesticides : l'intensification de l'agriculture pluviale et de bas-fonds passe par un usage accru des engrais et pesticides, entraînant l'augmentation des risques de pollution des eaux de surface et souterraines par les nitrates et les pesticides.
- l'accentuation éventuelle des conflits agriculteurs éleveurs pour l'accès à l'eau ou aux pâturages de saison sèche dans le contexte d'aménagement des bas-fonds à usage agricole.
- La mise en valeur agricole des bas-fonds (défrichement des sites d'aménagements hydro-agricoles) pourrait perturber un système écologique naturel, en détruisant la biodiversité et les habitats de la faune et de la flore.
- L'importance de cet impact serait toutefois mineure, du fait de la dispersion et de la faible proportion des zones de bas-fonds qui seraient aménagées par rapport à la superficie totale des bas-fonds.
- Au plan des aspects positif, on peut souligner que l'augmentation de la production agricole induite par les activités du Projet (introduction de variétés performantes, amélioration des techniques culturales, meilleure gestion de l'eau, utilisation des fertilisants, introduction des techniques GDTE, agriculture de conservation...) permettra d'améliorer les niveaux des revenus et les conditions de vie des bénéficiaires.

Le tableau 1 ci-dessus résume les impacts environnementaux:

Tableau 1: Impacts environnementaux des aménagements hydro-agricoles

Infrastructures	Impacts environnementaux		Impacts socio-économiques	
	Positif	Négatif	Positif	Négatif
Aménagement de sites	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur
Système d'irrigation	Modéré	Mineur	Majeur	Mineur

Impacts potentiels des infrastructures routières et magasins

Les actions relatives au désenclavement des pôles de production induiront des impacts positifs socioéconomiques au plan des conditions de vie des populations. Les travaux envisagés sur les pistes et l'investissement sur les unités de transformation et magasins permettront de : (i) réduire les pertes post-récolte grâce à la facilitation de l'écoulement de la production agricole ; (ii) d'accroître les échanges commerciaux et de réduire les coûts de transport améliorant ainsi la compétitivité des produits locaux. Cela augmentera non seulement les revenus des agriculteurs, mais encouragera également les producteurs à produire davantage pour satisfaire la demande croissante en produits agricoles.

Néanmoins, les infrastructures d'accès aux marchés envisagées dans le cadre du Projet auront potentiellement des effets négatifs sur l'environnement social et biophysique de la zone d'intervention notamment à travers : (a) le déboisement, la destruction de la biodiversité et des habitats de la faune avec le défrichement de l'emprise des pistes rurales; (b) l'aggravation de l'érosion par le passage des pistes dans les zones sensibles (ex: zones à forte pente) et surtout en aval des ouvrages d'assainissement (dalots, buses...); et (c) la pollution de l'environnement avec les déchets solides (emballages plastiques et solides) et les déchets liquides (produits de traitement des stocks).

Toutefois, les impacts négatifs sur l'environnement seront très localisés, puisqu'il s'agit des travaux de réhabilitation de pistes existantes en plusieurs tronçons et les surfaces bâties des magasins et abris sont insignifiantes et dispersées à travers la zone d'intervention. Les zones d'emprunt de matériaux seront réaménagées et reboisées pour atténuer les impacts de travaux des pistes. Le renforcement de la sensibilisation des comités de gestion et des bénéficiaires pour un changement de comportement, permettra de minimiser les effets de pollution.

Le tableau 2 ci-dessus résume les impacts environnementaux:

Tableau 2 Impacts environnementaux des pistes, unités de transformation et magasins

Infrastructures	Impacts environnementaux		Impacts socio-économiques	
	Positif	Négatif	Positif	Négatif
Réhabilitation des pistes rurales	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur
Mini-rizerie & unités transformation des produits	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur
Magasins de stockage	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur

Mesures d'atténuation

La lutte contre le paludisme et la bilharziose devra s'adapter aux ressources locales (agents de santé) en ce qui concerne l'information et l'éducation sanitaire et la lutte anti-vectorielle.

La formation des exploitants à la bonne utilisation des engrais et pesticides sera inscrite au programme des actions d'appui-conseil. Dans le cas de l'agriculture irriguée, pour limiter au maximum le passage d'une partie des engrais dans les eaux de drainage et de percolation, il sera recommandé de fractionner l'apport d'engrais azoté, ce qui permettra d'ajuster précisément les quantités appliquées aux besoins des plantes et de les épandre le plus près possible de leur période d'utilisation par les plantes. Les comités de gestion seront engagés dans les formations sur l'utilisation rationnelle des engrais et produits phytosanitaires ainsi que le respect des normes de gestion environnementale. En ce qui concerne les cultures pluviales, les modèles de systèmes de production durables qui seront développés par le Pôle de Recherche-Action intégreront la préoccupation environnementale comme un pilier de la résilience des systèmes au changement climatique, la lutte intégrée contre les déprédateurs pourrait par exemple constituer un élément de la R-A.

Conflits entre les usagers des terres : (i) entre agriculteurs éleveurs pour l'accès aux points d'eau et pâturages, cette problématique devra être abordée dès la phase de sélection des sites et lors de la conception des travaux d'aménagement, afin de réserver des accès à l'eau et aux pâturages de saison sèche ; (b) entre propriétaires fonciers et usagers/locataires pour les terres régénérées (ex. GDTE) ou revalorisées (ex. reboisement/agro-foresterie), à travers des discussions de planification participative incluant les responsables coutumiers des terres.

Les aménagements hydro-agricoles vont entraîner des effets négatifs sur l'environnement durant les phases de travaux et d'exploitation. Pour garantir le succès de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, la question environnementale sera intégrée dans toutes les étapes du cycle du Projet et les comités de gestion seront impliqués dans la gestion de la mise en œuvre des mesures d'atténuation envisagées. Les impacts négatifs sont relativement limités, car les actions d'aménagement sont composées de réhabilitations et d'aménagements nouveaux de bas-fonds de taille réduite (moins de 50 ha), qui sont dispersés au niveau des régions d'intervention du Projet. En

fait, ces impacts négatifs sont surtout imputables à l'exploitation des sites plutôt qu'à leur aménagement.

Préservation des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

A l'inverse des projets conventionnels de promotion de l'agriculture, le Projet prend en compte la problématique du CC et prévoit à ce titre, des impacts potentiels positifs sur l'environnement et l'adaptation des agro-écosystèmes aux variabilités climatiques en système pluvial. En effet, si les mesures préconisées sont largement adoptées par les bénéficiaires du Projet, les impacts positifs seraient les suivants :

- a) sur le sol : amélioration de la structure et des qualités physico-chimiques des sols (quantité de MO, assimilation des nutriments, respect de la structure du sol grâce au zéro labour ou au labour superficiel, etc.), récupération progressive des terres dégradées, protection contre les effets de l'érosion (couverture végétale herbacée ou arborée, mulching, protection arborée des berges des périmètres, etc.) et meilleure rétention de l'eau et de l'humidité du sol ;
- b) sur les écosystèmes : régénération des écosystèmes de savanes et forestiers (reboisement et agro-foresterie), préservation des ressources ligneuses via des reboisements agro-forestiers planifiés pour l'exploitation de bois énergie, lutte contre les feux de brousse par les changements de pratiques agricoles, la mise en place de haies pare-feux et des comités de défense villageois et inter-villageois ;
- c) sur la biodiversité : diversification des espèces cultivées via les associations et rotations bénéfiques aux systèmes de production, création d'un milieu favorable à la faune de prédateurs, jachères améliorées avec de nouvelles espèces fourragères et légumineuses, etc. ;
- d) sur l'adaptation au changement climatique : les éléments cités précédemment couplés au calage des cycles culturels des spéculations (redéfinition des calendriers culturels en fonction des données climatiques) et l'introduction de variétés à cycle court, peu exigeantes en eau et peu sensibles aux stress climatiques, permettront une meilleure adaptation des agro-écosystèmes aux variabilités du climat. En outre, la protection des aménagements hydro-agricoles prévue dans les zones à haut risque d'inondation permettra de sécuriser les aménagements.

Néanmoins, les pratiques préconisées dans le cadre de l'agriculture de conservation et la GDTE pourraient demander une plus grande utilisation d'intrants chimiques tels que les désherbants provoquant des effets négatifs sur l'environnement (pollution) et sur la santé humaine. Par ailleurs, les activités relatives à l'amélioration du potentiel productif des écosystèmes peuvent provoquer des conflits entre les usagers des terres à savoir entre : les propriétaires et les locataires, entre les agriculteurs et les éleveurs car les propriétaires fonciers pourraient avoir un plus grand intérêt à récupérer des terres dont le potentiel productif a augmenté. Les mesures d'atténuation de ces effets potentiellement négatifs sont décrites dans la section suivante.

Les mesures d'atténuation envisageables sont résumées dans le tableau 3 ci-après :

Tableau 3 Résumé des mesures d'atténuation possible des impacts négatifs

Activités	Impacts négatifs	Mesures proposées
Aménagements hydro agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - risques de déplacement des populations animales, de perturbation des écosystèmes et de réduction de la biodiversité ; - risques d'inondations - problèmes fonciers pour les activités d'aménagements hydro-agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> - étude d'impact environnemental afin d'identifier les mesures d'atténuations appropriées (ex. mise en défend de parties des nouveaux sites pour protection faune/flore) ; - cartographies des zones à risque et ouvrages renforcés (ASAP).
Exploitation des sites aménagés	<ul style="list-style-type: none"> - usage accru des engrais et pesticides, entraînant l'augmentation des risques de pollution des eaux de surface et souterraines (riziculture et maraichage) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation et formation des exploitants à l'usage rationnel des engrais et pesticides (IMP) ; - promotion de micro-doses d'engrais.
Réhabilitation de pistes rurales	<ul style="list-style-type: none"> - déboisement avec l'emprise des pistes et la réouverture des zones d'emprunt. - risque limité de perte de sols par exploitation des zones d'emprunts et par érosion. 	<ul style="list-style-type: none"> - minimiser les déviations; adopter des pentes longitudinales réduisant les érosions; - Exploiter au mieux les zones d'emprunts existants compenser par remise des terres arables dans les emprunts et reboisement les extensions des zones d'emprunts; - construction de protections suffisantes en aval des ouvrages de drainage.
Exploitation des infrastructures marchandes	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution des sites par des emballages (plastiques et solides) et autres déchets de produits manufacturés (produits de traitement des stocks) 	<ul style="list-style-type: none"> - Former les utilisateurs des infrastructures marchandes à l'utilisation des produits de traitement, au traitement des déchets liés à l'usage des emballages et autres déchets de produits manufacturés sur les sites.
Intensification durable des cultures pluviales	<ul style="list-style-type: none"> - problèmes fonciers sur les activités nécessitant des investissements à moyen long terme à savoir la GDTE, l'agriculture de conservation, l'agroforesterie et reboisement ; - utilisation abusive d'engrais et pesticides. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le choix des sites seront validés par les OPA et groupements ; - analyse participative des risques de chaque site (foncier, social, technique, économique) ; - reboisement sur la base du volontariat communautaire, discussion participative sur le foncier et attribution de bloc par ménage/groupe ; - mise en place d'un schéma directeur de gestion des ressources naturelles du terroir - développement et diffusion de modèles facilitant la résilience des agro-écosystèmes au CC avec utilisation de méthodes intégrées de fertilisation (engrais verts, associations culturales) et de gestion des maladies des cultures.

Plan de suivi des mesures d'atténuation

La question environnementale sera considérée dans toutes activités du Projet notamment durant les phases des travaux d'aménagement, de construction et d'exploitation des infrastructures. A cet effet, les études des sites aménageables et des pistes rurales comporteront des études d'impacts environnemental et social assorties de mesures d'atténuation et d'un plan de suivi en conformité avec la réglementation en vigueur en Côte d'Ivoire. Ainsi tous les problèmes environnementaux seront connus avant le démarrage des travaux de sorte que des mesures d'atténuation appropriées soient prises en compte et mises en œuvre parallèlement à la réalisation et l'exploitation des infrastructures.

Le plan de mitigation doit préciser le choix technique retenu pour faire face aux dommages environnementaux. Il doit préciser également, la nature de l'intervention qui peut être soit préventive (si elle est mise en œuvre avant le Projet), soit atténuante (si elle a lieu pendant la réalisation du Projet) ou compensatoire (si elle est appliquée après la réalisation du Projet).

Les populations bénéficiaires doivent pleinement appréhender les mesures d'atténuation afin qu'elles les prennent réellement en compte dans une perspective de développement durable. Le suivi de la mise en œuvre de ces mesures peut être confié au comité de gestion des aménagements (CGA), au comité de gestion des infrastructures et aux services techniques compétents (DRA, DRE) avec l'appui de la Cellule de coordination du Projet. Un échéancier de réalisation des mesures d'atténuation doit être élaboré en cohérence avec la réalisation des travaux.

En ce qui concerne le suivi des activités d'intensification durable de la production et d'adaptation au changement climatique, le Projet prévoit un renforcement du système de suivi et évaluation en SIG notamment grâce à la mise en place de sites sentinelles qui permettront un suivi régulier de l'évolution des sols (dégradation, taux de MO, etc.) et du couvert végétal.

Annexe 13: Teneur du fichier "cycle de vie" du Projet

RB COSOP

Document de Conception final du PROPACOM en cours – Rapport principal et annexes (in house)

Rapports de supervision du PROPACOM en cours (in house)

Note conceptuelle de l'ASAP/PROPACOM (in house)

Documents de travail:

Document de travail 1: Organisations paysannes

Document de travail 2: Agriculture

Document de travail 3: Adaptation au changement climatique

Document de travail 4: Aménagements hydro agricoles

Document de travail 5: Post récoltes

Document de travail 6: Infrastructures de mise en marché

Document de travail 7: Accès au financement rural

Document de travail 8: Coûts et financement du Projet

Composition de la mission de conception du PROPACOM-Ouest (28 Octobre- 15 Novembre 2013)

La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de programme pays et chef de mission; (ii) M. Amadou Oury Diallo, Chef de mission technique; (iii) M. Roberto Longo, Conseiller technique chargé des organisations professionnelles; (iv) M. Naoufel Telahigue, Spécialiste en questions environnementale et en adaptation au changement climatique; (v) Mme Yamina Cherrou, Spécialiste en adaptation au changement climatique; (vi) M. Samir Bejaoui, spécialiste en suivi évaluation et gestion des connaissances; (vii) M. Pierre Baris, Spécialiste en activités post récoltes; (viii) M. Abdoulaye Mohamadine Dicko, Ingénieur en génie rural; (ix) Mme Corinne Riquet, Spécialiste en finance rurale; (x) M. Georges Libois, Agronome; (xi) Mme Fanny Grandval, spécialiste en organisations professionnelles; (xii) Mme Odile Sarassoro, Point Focal FIDA en Côte d'Ivoire et spécialiste en institutions; (xiii) Mme Liza Traniello, Assistante de direction, TCIA; (xiv) M. Kouame Kouassi Konan, Sous-directeur du contrôle et des projets; (xv) Mme Jeannine Adjoua, Chargée d'étude à la DPPF; (xvi) M. Sekou Diaby, Chargé d'étude au Ministère d'Etat, Ministère du plan et du Développement, et (xvii) M. Aristide Kone, Assistant au Coordonnateur du Programme National de Changement Climatique.